

1905



Léon TROTSKY
écrit de 1905 à 1909

Table des matières

Préface de l'édition russe de 1922.....	4
Préface de l'édition allemande de 1909.....	8

PREMIÈRE PARTIE

1. Le développement social de la Russie et le tsarisme.....	12
2. Le capitalisme russe.....	17
3. La classe paysanne et la question agraire.....	24
4. Les forces motrices de la révolution russe.....	31
5. Le « printemps ».....	43
6. Le 9 janvier.....	51
7. La grève d'octobre.....	58
8. Formation du soviet des députés ouvriers.....	70
9. Le 18 octobre.....	76
10. Le ministère de Witte.....	79
11. Les premiers jours de la « liberté ».....	82
12. Les sicaires de Sa Majesté.....	86
13. L'assaut aux bastilles de la censure.....	91
14. L'opposition et la révolution.....	101
15. La grève de novembre.....	106
16. « Les huit heures et un fusil ».....	114
17. Le moujik se révolte.....	118
18. La flotte rouge.....	124
19. Au seuil de la contre-révolution.....	131
20. Les derniers jours du soviet.....	137
21. Décembre.....	145
22. Conclusions.....	154

DEUXIEME PARTIE

23. Préface.....	168
24. Le procès du soviet des députés ouvriers.....	170
25. Le soviet et le Parquet.....	180
26. Mon discours au tribunal.....	189
27. La déportation.....	198
28. Le retour.....	214
29. Le parti du prolétariat et les partis bourgeois dans la révolution.....	247

APPENDICES

30. Le prolétariat et la révolution russe.....	253
31. Nos différends.....	262

1905 fut écrit en 1905-1909 à Vienne et parut pour la première fois à Dresde.
Il fut republié en 1922 en Russe, à partir de la traduction allemande et du manuscrit original.

PRÉFACE de l'édition russe de 1922

[Retour à la table des matières](#)

Les événements de 1905 apparaissent comme le puissant prologue du drame révolutionnaire de 1917. Pendant les longues années de réaction triomphante qui ont suivi, l'année 1905 est toujours demeurée à nos yeux comme un tout achevé, comme l'année de la « révolution russe ». Actuellement, 1905 n'a plus ce caractère individuel et essentiel, sans avoir pour cela perdu de son importance historique. La révolution de 1905 est directement sortie de la guerre russo-japonaise et, de la même manière, la révolution de 1917 a été le résultat immédiat du grand massacre impérialiste. Ainsi, par ses origines comme par son développement, le prologue contenait tous les éléments du drame historique dont nous sommes aujourd'hui les spectateurs et les acteurs. Mais ces éléments se présentaient dans le prologue sous une forme abrégée, non encore développée. Toutes les forces composantes qui sont entrées dans la carrière en 1905 sont maintenant éclairées d'une lumière plus vive par le reflet des événements de 1917. L'Octobre rouge, comme nous l'appelions dès ce temps-là, a grandi et est devenu, douze ans plus tard, un Octobre incomparablement plus puissant et véritablement triomphant.

Notre grand avantage en 1905, à l'époque du prologue révolutionnaire, fut en ceci que nous autres, marxistes, étions dès lors armés d'une méthode scientifique pour l'étude de l'évolution historique. Cela nous permettait d'établir une explication théorique des relations sociales que le mouvement de l'histoire ne nous présentait que par indices et allusions. Déjà, la grève chaotique de juillet 1903, dans le Midi de la Russie, nous avait fourni l'occasion de conclure que la méthode essentielle de la révolution russe serait une grève générale du prolétariat, transformée bientôt en insurrection. Les événements du 9 janvier, en confirmant d'une manière éclatante ces prévisions, nous amenèrent à poser en termes concrets la question du pouvoir révolutionnaire. Dès ce moment, dans les rangs de la social-démocratie russe, on se demande et on recherche activement quelle est la nature de la révolution russe et quelle est sa dynamique intérieure de classe. C'est précisément dans l'intervalle qui sépare le 9 janvier de la grève d'octobre 1905 que l'auteur arriva à concevoir le développement révolutionnaire de la Russie sous l'aspect qui fut ensuite fixé par la théorie dite de la « révolution permanente ». Cette désignation quelque peu abstruse voulait exprimer que la révolution russe, qui devait d'abord envisager, dans son avenir le plus immédiat, certaines fins bourgeoises, ne pourrait toutefois s'arrêter là.

La révolution ne résoudrait les problèmes bourgeois qui se présentaient à elle en premier lieu qu'en portant au pouvoir le prolétariat. Et lorsque celui-ci se serait emparé du pouvoir, il ne pourrait s'en tenir aux limites d'une révolution bourgeoise. Tout au contraire et précisément pour assurer sa victoire définitive, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Dans ces conditions, elle devrait se heurter à des démonstrations hostiles de la part des groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, et de la part aussi des masses paysannes dont le concours l'aurait poussée vers le pouvoir. Les intérêts contradictoires qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pourraient aboutir à une solution que sur le plan international, dans l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale. Lorsque, en vertu de la nécessité historique, la révolution russe aurait renversé les bornes étroites que lui fixait la démocratie bourgeoise, le prolétariat triomphant

serait contraint de briser également les cadres de la nationalité, c'est à dire qu'il devrait consciemment diriger son effort de manière à ce que la révolution russe devînt le prologue de la révolution mondiale.

Bien qu'un intervalle de douze ans se place entre ce jugement et les faits, l'appréciation que nous venons d'exposer s'est trouvée complètement justifiée. La révolution russe n'a pas pu aboutir à un régime de démocratie bourgeoise. Elle a dû transmettre le pouvoir à la classe ouvrière. Si celle-ci s'est révélée trop faible en 1905 pour conquérir la place qui lui revenait, elle a pu s'affermir et mûrir non point dans la république de la démocratie bourgeoise, mais dans les retraites cachées où la confinait le tsarisme du 3 juin. Le prolétariat est arrivé au pouvoir en 1917 grâce à l'expérience acquise par 1905. Les jeunes ouvriers ont besoin de posséder cette expérience, ils ont besoin de connaître l'histoire de 1905.

* * *

J'ai décidé d'ajouter à la première partie de ce livre deux articles dont l'un, concernant le livre de Tcherevanine, fut imprimé en 1908 dans la revue de Kautsky *Neue Zeit*, et l'autre, où l'on s'efforce d'établir la théorie de la « révolution permanente », et où l'on polémique avec les représentants de l'opinion qui dominait alors sur ce sujet dans la social-démocratie russe. Il fut publié en 1909, je crois, dans une revue du parti polonais dont les inspirateurs étaient Rosa Luxemburg et Léo Joguiches. Ces articles permettront, ce me semble, au lecteur de s'orienter plus facilement dans le conflit d'idées qui eut lieu au sein de la social-démocratie russe durant la période qui suivit immédiatement la première révolution ; et ils jetteront aussi quelque lumière sur certaines questions, extrêmement graves, que l'on agite aujourd'hui. La conquête du pouvoir n'a nullement été improvisée en octobre 1917, comme tant de braves gens se l'imaginent ; la nationalisation des fabriques et des usines par la classe ouvrière triomphante ne fut point non plus une « faute » du gouvernement ouvrier qui aurait refusé d'entendre les avertissements des mencheviks. Ces questions ont été discutées et ont reçu une solution de principe durant une période de quinze ans.

Les conflits d'idées au sujet du caractère de la révolution russe dépassaient dès lors les limites de la social-démocratie russe et gagnaient les éléments avancés du socialisme mondial. La façon dont les mencheviks concevaient la révolution bourgeoise fut exposée très consciencieusement, c'est à dire dans toute sa franche platitude, par le livre de Tcherevanine. Les opportunistes allemands adoptèrent aussitôt, avec empressement, cette manière de voir. Sur la proposition de Kautsky, je fis la critique de ce livre dans la *Neue Zeit*. Kautsky, à cette époque, se montra complètement d'accord avec mon appréciation. Lui aussi, de même que feu Mehring, s'en tenait au point de vue de la « révolution permanente ». Maintenant, un peu tard, Kautsky prétend rejoindre dans le passé les mencheviks. Il cherche à justifier sa position actuelle en rabaissant celle qu'il avait alors. Mais cette falsification nécessitée par les inquiétudes d'une conscience qui, devant ses théories, ne se trouve pas assez pure, est contredite par les documents qui subsistent dans la presse. Ce que Kautsky écrivait à cette époque, le meilleur de son activité littéraire et scientifique, sa réponse au socialiste polonais Louznia, ses études sur les ouvriers américains et russes, la réponse à l'enquête de Plekhanov sur le caractère de la révolution russe, etc., tout cela fut et reste comme une impitoyable réfutation du menchevisme, tout cela justifie complètement, du point de vue théorique, la tactique révolutionnaire adoptée ensuite par les bolcheviks, que des niais et des renégats, avec le Kautsky d'aujourd'hui à leur tête, accusent maintenant d'être des aventuriers, des démagogues, des sectateurs de Bakounine.

Je donne comme troisième supplément un article intitulé La Lutte pour le pouvoir, publié en 1915 à Paris dans le journal russe *Naché Slovo* et qui tente de démontrer que les rapports

politiques, esquissés d'une façon assez nette dans la première révolution, doivent trouver leur confirmation définitive dans la seconde¹.

En ce qui concerne les formes de la démocratie, ce livre ne présente pas la clarté qu'il devrait, mais c'est qu'elle manque également au mouvement dont on a voulu fixer l'aspect général. Cela est facile à comprendre : sur cette question, notre parti n'avait pas encore réussi à se faire une opinion complètement claire dix ans plus tard, en 1917. Mais cette insuffisance de lumière ou d'expression n'était pas le fait d'une attitude née d'idées préconçues. Dès 1905, nous étions infiniment loin d'une conception mystique de la démocratie ; nous nous représentions la marche de la révolution non point comme une réalisation des normes absolues de la démocratie, mais comme une lutte des classes, durant laquelle on utiliserait provisoirement les principes et les institutions de la démocratie. À cette époque-là, nous mettions en avant, d'une façon déterminée, l'idée de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ; nous estimions que cette conquête était inévitable et, pour en venir à cette déduction, loin de nous fonder sur les chances que présenterait une statistique électorale selon « l'esprit démocratique », nous considérions uniquement les rapports de classe à classe.

Les ouvriers de Pétersbourg, dès 1905, appelaient leur soviet « gouvernement prolétarien ». Cette dénomination circula alors et devint d'usage familier, car elle entraînait parfaitement dans le programme de la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Mais, en même temps, nous opposions au tsarisme le programme de la démocratie politique dans toute son étendue – suffrage universel, république, milice, etc. Nous ne pouvions pas faire autrement. La démocratie politique est une étape indispensable pour le développement des masses ouvrières avec cette réserve fondamentale, cependant, que, dans certains cas, il leur faut des dizaines d'années pour parcourir cette étape, tandis qu'en d'autres circonstances la situation révolutionnaire leur permet de s'affranchir des préjugés démocratiques avant même que les institutions de la démocratie n'aient eu le temps de s'établir et de se réaliser. Le régime gouvernemental des social-révolutionnaires et des menchéviks russes – de mars à octobre 1917 – compromit intégralement la démocratie avant même qu'elle n'eût pu se fonder et se solidifier dans les formes de la république bourgeoise.

Mais, même pendant cette période qui précéda immédiatement le coup d'État prolétarien, nous qui avons écrit sur notre étendard : « Tout le pouvoir aux soviets », nous marchions encore sous les enseignes de la démocratie, sans pouvoir donner ni aux masses populaires ni à nous-mêmes une réponse définitive à cette question : que se passerait-il si la démocratie ne s'adaptait pas au système des soviets ? À l'époque où nous écrivions notre livre, de même que beaucoup plus tard, sous Kerensky, il s'agissait pour nous, essentiellement, de préparer la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ; mais la question de droit restait au troisième plan, et nous ne nous préoccupions pas de débrouiller des questions embarrassantes par leurs aspects contradictoires alors que nous devons envisager la lutte pour surmonter des obstacles matériels. La dissolution de l'Assemblée constituante fut la réalisation révolutionnaire brutale d'un dessein qui aurait pu être accompli autrement, par des délais et par une préparation électorale conforme aux nécessités révolutionnaires. Mais l'on dédaigna précisément cet aspect juridique de la lutte, et le problème du pouvoir révolutionnaire fut carrément posé ; d'autre part, la dispersion de l'Assemblée constituante par les forces armées du prolétariat exigea à son tour une révision complète des rapports qui pouvaient exister entre la démocratie et la dictature. L'Internationale prolétarienne, en fin de compte, ne pouvait que gagner à cette situation, dans la théorie comme dans la pratique.

¹ Cet article figure en appendice à *Bilan et perspectives*.

Ce livre a été écrit en 1908 1909, à Vienne, pour une édition allemande qui parut à Dresde. Le fond du livre allemand fut constitué par plusieurs chapitres du livre russe : Notre révolution (1907) mais avec des modifications considérables, introduites dans le but d'adapter l'ouvrage aux habitudes du lecteur étranger. La plus grande partie a été réécrite. Pour publier cette nouvelle édition (russe), il a fallu reconstituer le texte, en partie d'après les manuscrits que l'on avait conservés, en partie en le retraduisant de l'allemand. J'ai recouru à la collaboration du camarade Roumer qui a exécuté ce travail avec un soin remarquable. Tout le texte a été revu par moi.

Moscou, le 12 janvier 1922.

L. T.

PRÉFACE de l'édition allemande de 1909

[Retour à la table des matières](#)

Le temps d'apprécier la révolution russe, historiquement, dans son ensemble et d'une façon définitive, n'est pas encore venu, la situation respective des forces en présence n'est pas encore suffisamment définie ; la révolution se poursuit, elle entraîne sans cesse de nouvelles conséquences, son importance est illimitée. En présentant ce livre au lecteur, nous ne prétendons pas lui offrir un ouvrage historique ; nous apportons le témoignage d'un spectateur et d'un acteur, nous marchons sur la trace même des événements, à la lumière d'une opinion qui est celle du parti de l'auteur, social-démocrate ² en politique et marxiste au point de vue scientifique. Nous nous sommes efforcés avant tout d'expliquer au lecteur la lutte révolutionnaire du prolétariat russe, lutte dont l'apogée a été dans l'activité du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg, en même temps qu'elle y trouvait aussi son dénouement tragique. Si nous avons réussi à retracer ces événements d'une manière satisfaisante, nous croirons avoir accompli le meilleur de notre tâche.

* * *

L'introduction analyse les bases économiques de la révolution russe. Le tsarisme, le capitalisme russe, la structure agraire de la Russie, les formes et les rapports de sa production, les classes de la société, la noblesse agrarienne, la classe paysanne, les gros capitalistes, la petite bourgeoisie, les intellectuels, le prolétariat, présentés dans leurs rapports mutuels et dans leur situation à l'égard de l'État, tel est le contenu de cette introduction qui a pour but de montrer au lecteur, dans leurs groupements statiques, les forces sociales qui agiront ensuite sous l'influence de la dynamique révolutionnaire.

* * *

Notre livre ne prétend pas non plus fournir la totalité des faits matériels.

Nous avons renoncé consciemment au dessein de donner une représentation détaillée de la révolution dans toute l'étendue du pays ; étant donné les limites fixées à cet ouvrage, nous n'aurions pu établir qu'une nomenclature des faits, utile peut-être pour renseigner, mais qui n'aurait rien dit de la logique interne des événements, ni de leur aspect vivant. Nous avons choisi une autre voie : nous avons mis à part les événements et les institutions dans lesquels se résumait en quelque sorte le sens de la révolution, et nous avons placé Pétersbourg, c'est-à-dire le centre même du mouvement, au centre de notre tableau. Nous ne quittons le sol de la capitale septentrionale que lorsque la révolution se transporte ailleurs, soit sur les rivages de la mer Noire (*La flotte rouge*), soit dans les campagnes (*Le moujik se révolte*), soit à Moscou (*Décembre*).

* * *

Puisque nous nous limitons dans l'espace, nous devons aussi nous borner dans le temps.

Nous avons assigné une place de choix aux trois derniers mois de 1905 – octobre, novembre et décembre –, période culminante de la révolution, qui commence par la grande grève

² À cette époque, nous nous appelions encore social-démocrates (1922)

générale de toute la Russie, en octobre, et se termine par l'écrasement de l'insurrection de décembre, à Moscou.

En ce qui concerne la période préparatoire, nous en avons marqué deux moments, indispensables pour la compréhension de la marche générale des événements. Ce fut d'abord l'ère si brève du prince Sviatopolk Mirsky, cette lune de miel que fut le rapprochement entre le gouvernement et la « société », lorsque tout ne respirait que confiance et cordialité, lorsque les communications officielles du gouvernement et les articles de fond des journaux libéraux présentaient un odieux mélange d'aniline et de mélasse. En second lieu, le 9 janvier, le Dimanche rouge, d'une grandeur dramatique incomparable, lorsque, dans une atmosphère de paix et de confiance, sifflèrent soudain les balles de la garde impériale et grondèrent les malédictions des masses prolétaires. La comédie du « printemps » libéral s'achevait, c'était la tragédie de la révolution qui s'ouvrait.

Nous avons presque entièrement passé sous silence les huit mois qui séparent janvier d'octobre. Si intéressante par elle-même que soit cette époque, elle ne nous donne rien d'absolument nouveau, rien sans quoi l'histoire des trois mois décisifs de 1905 puisse paraître inintelligible. La grève d'octobre est la conséquence immédiate de la démonstration de janvier devant le Palais d'Hiver, de même que l'insurrection de décembre sort de la grève d'octobre.

Le chapitre qui termine la partie historique établit le bilan de l'année révolutionnaire, analyse les méthodes de lutte et donne un tableau résumé du développement politique des trois années suivantes. Ce qu'il faut déduire de ce chapitre peut s'exprimer ainsi : « *La révolution est morte, vive la révolution* ³ ! »

* * *

Le chapitre consacré à la grève d'octobre est daté de novembre 1905. Cet article fut écrit pendant les dernières heures de la grande grève qui jeta dans le désarroi la bande des gouvernants et força Nicolas II à signer d'une main tremblante le manifeste du 17 octobre. À cette époque, l'article fut publié dans deux numéros du journal social-démocrate *Natchalo (Le Débüt)* qui paraissait à Pétersbourg ; on le reproduit ici presque sans modification, non seulement parce qu'il retrace d'une manière suffisante pour notre dessein le tableau général de la grève, mais aussi parce que l'état d'âme qu'il exprime et le ton qui y est employé caractérisent jusqu'à un certain point la façon d'écrire des publicistes de cette époque.

* * *

La seconde partie du livre constitue un tout indépendant : c'est l'histoire du procès intenté au soviet des députés ouvriers, puis de la déportation en Sibérie et de l'évasion de l'auteur du présent ouvrage. Cependant les deux parties du livre sont intimement liées. Le soviet des députés ouvriers de Pétersbourg, vers la fin de 1905, se tenait au centre des événements révolutionnaires ; de plus, et surtout, l'arrestation des membres du soviet ouvrent l'époque de la contre révolution. Toutes les organisations révolutionnaires du pays en sont les victimes, les unes après les autres. Systématiquement, pas à pas, avec une persévérance acharnée et une soif de vengeance sans pareille, les vainqueurs effacent toutes les traces du grand mouvement. Et moins ils se sentent en danger, plus leur basse rancune devient sanguinaire. Le soviet des députés ouvriers de Pétersbourg fut mis en cause dès 1906 ; la plus forte peine appliquée fut la privation de tous les droits civils et la déportation en Sibérie à perpétuité. Le soviet des députés ouvriers d'Ekaterinoslav ne fut jugé qu'en 1909, et le résultat fut différent : quelques

³ *En français dans le texte (N.d.T.)*

dizaines d'accusés furent condamnés aux travaux forcés ; il y eut trente-deux sentences de mort dont huit furent exécutées.

Après une lutte digne des Titans et la victoire éphémère de la révolution, c'est l'époque de la liquidation, ce sont les arrestations, les déportations, les tentatives d'évasion, la dispersion des révolutionnaires dans le monde entier... Tel est le lien qui unit les deux parties de ce livre.

Vienne, octobre 1909.

L. T.

PREMIÈRE PARTIE

[Retour à la table des matières](#)

Le développement social de la Russie et le tsarisme

[Retour à la table des matières](#)

Notre révolution ⁴ a tué l'idée que nous étions un peuple à part. Elle a montré que l'histoire n'avait pas créé pour nous de lois d'exception. Et pourtant la révolution russe a un caractère unique, qui est la somme des traits particuliers de notre développement social et historique et qui ouvre à son tour des perspectives historiques toutes nouvelles.

Il est inutile de se demander si, nous autres Russes, c'est en qualité ou en quantité que nous différons de l'Europe occidentale : ce serait pure métaphysique. Mais il est indubitable que les traits essentiellement distinctifs de notre pays sont la structure primitive et la lenteur de l'évolution sociale. L'État russe, en fait, est à peine plus récent que les autres États européens : les chroniques fixent à l'année 862 le début de son existence. Mais les conditions géographiques qui sont les siennes ainsi que la dispersion de sa population sur un territoire immense entravaient, en même temps que le développement économique, le processus de cristallisation sociale, laissant notre histoire loin derrière celle des autres pays.

Il est difficile de dire quelle aurait été l'existence de l'État russe si elle avait dû s'écouler dans l'isolement, sous l'influence de tendances exclusivement internes. Ce qui compte, c'est qu'il n'en a pas été ainsi. La vie sociale russe s'est trouvée dès le début, et de plus en plus, soumise à l'incessante pression des forces de l'Europe occidentale, des rapports sociaux et gouvernementaux d'une civilisation plus évoluée. Le commerce entre nations étant relativement peu considérable, ce sont les rapports militaires qui eurent le rôle principal : l'influence sociale de l'Europe se traduisit d'abord par l'introduction en Russie de l'art militaire.

L'État russe, dont le fondement économique est tout primitif, s'est heurté dans son développement à des organisations nationales qui étaient parties d'un niveau plus élevé. Deux possibilités se présentaient alors à lui : où il succombait dans la lutte – comme cela avait été le cas lors du conflit de la Horde d'or ⁵ avec Moscou – ou la pression du dehors l'amenait à forcer son propre développement économique par l'absorption d'une immense partie des sources vives de la nation. Contre la première éventualité jouait le fait que l'économie populaire russe était déjà trop éloignée de sa situation primitive. L'État ne fut pas renversé, mais se renforça sous la pression monstrueuse des forces économiques de la nation.

Bien sûr, jusqu'à un certain point, ce que nous venons de dire peut s'appliquer à n'importe lequel des États européens. Mais avec cette différence que, dans la lutte pour l'existence qu'ils menèrent entre eux, ces États s'appuyaient sur des bases économiques à peu près égales et que par conséquent le développement de leurs fonctions politiques ne subissait pas une contrainte extérieure aussi écrasante.

⁴ *Il s'agit de la révolution de 1905 et des changements qu'elle a apportés dans la vie sociale et politique de la Russie : formation de partis, représentation dans les doumas, lutte politique ouverte, etc. (L. T. 1909).*

⁵ *Ainsi s'appelait la résidence des khans mongols qui occupèrent les bords de la Volga au XIIIe siècle. La Horde d'or subsista jusqu'en 1502. (N. d. T.)*

La lutte contre les Tatars de Crimée et Nogai⁶ exigea une extrême dépense d'énergie. Mais, en définitive, cet effort ne fut pas plus considérable que celui qu'entraîna la lutte séculaire de la France contre l'Angleterre. Ce ne sont pas les Tatars qui ont contraint la Russie à adopter les armes à feu et à créer les régiments permanents des streltsy⁷ ; ce ne sont pas les Tatars qui l'ont obligée plus tard à constituer une cavalerie de reîtres et une infanterie. La pression vint plutôt de la Lituanie, de la Pologne, de la Suède. Pour se maintenir contre des ennemis mieux armés, l'État russe fut forcé de se créer une industrie, une technique, d'engager à son service des spécialistes de l'art militaire, des monnayeurs et des faux monnayeurs publics, des fabricants de poudre, il fut forcé de se procurer des manuels de fortification, d'instituer des écoles navales, des fabriques, des conseillers secrets et intimes de la cour. S'il fut possible de faire venir de l'étranger les instructeurs militaires et les conseillers secrets, on fut bien obligé de tirer les moyens matériels, coûte que coûte, du pays même.

L'histoire de l'économie politique russe est faite d'une chaîne ininterrompue d'efforts héroïques dans leur genre, tous destinés à garantir les ressources indispensables à l'organisation militaire. Tout l'appareil gouvernemental fut construit et, de temps à autre, reconstruit en fonction du Trésor. La tâche des gouvernants consistait à utiliser les moindres produits du travail national pour ces mêmes fins.

Dans sa recherche des fonds indispensables, le gouvernement ne reculait devant rien : il imposait aux paysans des charges fiscales arbitraires et toujours excessives, auxquelles la population ne pouvait faire face. Il décida que la commune serait fiscalement responsable. Par des prières et des menaces, par des exhortations et des violences, il extorqua de l'argent aux marchands et aux monastères. Les paysans fuyaient leurs maisons, les marchands émigraient. Les recensements du XVII^e siècle font apparaître une diminution progressive de la population. Sur un budget de 1,5 million de roubles, environ 85 % étaient employés alors à l'entretien des troupes. Au début du XVIII^e siècle, Pierre le Grand, par suite des revers qu'il avait essayés, fut obligé de réorganiser l'infanterie et de créer une flotte. Dans la seconde moitié de ce même siècle, le budget atteignait déjà de 16 à 20 millions, dont 60 à 70 % servaient aux besoins de l'armée et de la flotte. Jamais ces dépenses ne descendirent au-dessous de 50 %, même sous Nicolas I^{er}. Au milieu du XIX^e siècle, la guerre de Crimée mit face à face l'autocratie des tsars et les États de l'Europe les plus puissants sous le rapport économique, l'Angleterre et la France, d'où la nécessité de réorganiser l'armée sur la base du service militaire universel. Lors du demi-affranchissement des paysans en 1861, les besoins du fisc et de la guerre jouaient dans l'État un rôle décisif.

Mais les ressources intérieures ne suffisaient pas. Déjà, sous Catherine II, le gouvernement avait trouvé la possibilité de faire des emprunts extérieurs. Désormais, et de plus en plus, la Bourse européenne alimente les finances du tsarisme. L'accumulation d'énormes capitaux sur les marchés financiers de l'Europe occidentale a exercé, depuis ce temps-là, une influence fatale sur l'évolution politique de la Russie. Le développement de l'organisation politique s'exprime maintenant non seulement par une augmentation démesurée des impôts indirects, mais aussi par une inflation effrénée de la dette publique. En dix ans, de 1898 à 1908, celle-ci s'est accrue de 19 %, pour atteindre déjà 9 milliards de roubles. On peut voir à quel point l'appareil gouvernemental de l'autocratie est dans la dépendance de Rothschild et de Mendelssohn si l'on calcule que les seuls intérêts de la dette absorbent aujourd'hui environ un tiers des revenus nets du Trésor. Dans le budget de 1908, les dépenses prévues pour l'armée et la

⁶ *Nomades de la steppe. (N. d. T.)*

⁷ *Garde des tsars, créée en 1550 par Ivan IV. (N. d. T.)*

flotte, avec les intérêts de la dette publique et les frais entraînés par l'achèvement de la guerre, s'élèvent à 1 018 millions de roubles, c'est à dire à 40,5 % du budget total.

Par suite de la pression qu'exerçait ainsi l'Europe occidentale, l'État autocrate absorbait une portion démesurée du surproduit, c'est à dire vivait aux frais des classes privilégiées qui se formaient alors, et entravait ainsi leur développement, déjà fort lent par lui-même. Mais ce n'est pas tout. L'État jetait son dévolu sur les produits indispensables de l'agriculture, arrachait au laboureur ce qui devait assurer son existence, le chassait des terres où il avait à peine eu le temps de s'installer et gênait l'accroissement de la population, retardait le développement des forces productrices. De cette manière et dans la mesure où il annexait une part excessive du surproduit, il arrêta le processus déjà si lent de la différenciation des classes ; et en ôtant à l'agriculteur une partie considérable des produits dont il avait absolument besoin, il arrivait même à détruire les bases primitives de production sur lesquelles il eût dû s'étayer.

Mais, pour exister et dominer, l'État lui-même avait besoin d'une organisation hiérarchique des états⁸. Voilà pourquoi, tout en sapant les bases économiques qui auraient permis à cette hiérarchisation de s'affirmer, il cherchait à l'imposer par des mesures d'ordre gouvernemental et, comme tout gouvernement, il tâchait de faire coïncider ce mouvement de différenciation des états avec ses propres intérêts.

Dans le jeu des forces sociales, l'équilibre penchait beaucoup plus du côté du pouvoir gouvernemental qu'on ne le voit dans l'histoire de l'Europe occidentale. L'échange de services – au préjudice du peuple travailleur – entre l'État et les groupes supérieurs de la société, échange qui se traduit dans la répartition des droits et des obligations, des charges et des privilèges, s'effectuait chez nous beaucoup moins avantageusement pour la noblesse et le clergé que dans les États occidentaux de l'Europe médiévale.

Et cependant il serait très exagéré, ce serait même détruire toute perspective historique d'affirmer, comme le fait Milioukov dans son Histoire de la culture russe⁹, qu'à cette époque, alors qu'en Occident c'étaient les états qui créaient l'État, chez nous c'était l'État qui créait les états, dans son intérêt. Les états ne peuvent pas être constitués par voie législative ou administrative. Avant que tel ou tel groupe de la société puisse, avec l'aide du pouvoir gouvernemental, prendre figure d'état privilégié, il doit acquérir par lui-même tous ses avantages économiques. On ne fabrique pas des états d'après des listes hiérarchiques ou au moyen de statuts comparables à ceux de la Légion d'honneur.

On peut seulement dire que, vis à vis des états privilégiés, le tsar avait une liberté de mouvements incomparablement plus grande que le roi des monarchies européennes, qui tenait son pouvoir de tout un état. L'absolutisme a atteint son apogée lorsque la bourgeoisie, qui s'était élevée sur les épaules du Tiers État, fut devenue suffisamment forte pour servir de contrepoids aux féodaux. Une situation dans laquelle les états privilégiés et possédants se faisaient équilibre en luttant entre eux garantissait à l'organisation gouvernementale le maximum d'indépendance. Louis XIV disait : « L'État, c'est moi. » La monarchie absolue de Prusse apparaissait à Hegel comme le but en soi, comme la réalisation de l'idée de gouvernement en général.

⁸ *Par ce terme il faut entendre un groupe de la société précapitaliste qui a des droits et des devoirs particuliers définis par des lois. La notion d'état est différente de celle de classe. Ainsi, le clergé est un état, et pas une classe au sens marxiste du terme. (N. d. T.)*

⁹ *P. Milioukov, Ocerki po istorii russkoi kultury (Esquisses pour une histoire de la culture russe). Saint-Petersbourg. 1896. Milioukov était le principal théoricien du parti constitutionnel démocrate. (N. d. T.)*

Dans son effort pour créer un appareil gouvernemental centralisé, le tsar dut réprimer les prétentions des états privilégiés, mais il dut surtout lutter contre l'indigence, le caractère sauvage et le manque de cohésion du pays, dont les différentes parties avaient une existence économique absolument indépendante. Au point de vue économique, ce ne fut pas, comme en Occident, l'équilibre des classes dirigeantes, ce fut au contraire leur faiblesse sociale et leur nullité politique qui firent de l'autocratie bureaucratique un pouvoir absolu. Sous ce rapport, le tsarisme est une forme intermédiaire entre l'absolutisme européen et le despotisme asiatique, et peut être se rapproche-t-il plutôt de ce dernier.

Mais, tandis que des conditions sociales à moitié asiatiques transformaient le tsarisme en une organisation autocratique, la technique et le capital européens armaient cette organisation de toutes les ressources qui sont l'apanage des grandes puissances occidentales. Cette circonstance donna au tsar la possibilité d'intervenir dans tous les rapports politiques de l'Europe et de jouer un rôle décisif dans tous ses conflits. En 1815, Alexandre I^{er} se montre à Paris, rétablit les Bourbons et devient le propagateur de l'idée de la Sainte Alliance. En 1848, Nicolas I^{er} émet un immense emprunt pour écraser la révolution européenne et envoie des soldats russes combattre les Hongrois insurgés. Ainsi la bourgeoisie occidentale espérait que les troupes du tsar l'aideraient un jour à lutter contre le prolétariat socialiste, comme elles avaient servi jadis le despotisme européen dans sa lutte contre cette même bourgeoisie.

Mais le développement historique emprunta d'autres voies. L'absolutisme se brisa contre le capitalisme qu'il avait suscité avec tant de zèle.

À l'époque précapitaliste, l'influence de l'économie européenne sur l'économie russe était nécessairement limitée. Le caractère naturel, et par conséquent indépendant et absolu, de l'économie russe populaire la protégeait contre l'influence des formes supérieures de production. La structure de nos états, nous l'avons dit, ne s'est jamais développée complètement. Mais lorsqu'il n'y eut plus en Europe que des rapports de type capitaliste, lorsque la finance eut créé une nouvelle économie, lorsque l'absolutisme, dans sa lutte pour l'existence, fut devenu l'allié du capitalisme européen, la situation changea du tout au tout.

Les socialistes « de pure critique », qui avaient cessé de comprendre l'importance du pouvoir gouvernemental pour la révolution socialiste auraient pu, d'après l'exemple de l'autocratie russe, si barbare et si dépourvue de système que fût son activité, constater le rôle immense qu'il appartient au pouvoir de l'État de jouer dans le domaine purement économique lorsque son œuvre s'accomplit dans le sens général du développement historique.

En devenant l'instrument de la capitalisation en Russie, le tsarisme s'affermissait avant tout lui-même.

À l'époque où la société bourgeoise qui se développait sentait le besoin d'avoir des institutions politiques comme celles de l'Occident, l'autocratie, avec l'aide de la technique et du capital européens, prit le caractère d'un très gros entrepreneur capitaliste, banquier, propriétaire du monopole des chemins de fer et de l'eau de vie. Elle s'appuyait sur un appareil bureaucratique centralisé qui n'était pas capable de régulariser les nouveaux rapports mais qui déployait beaucoup d'énergie quand il s'agissait de répression systématique. Le télégraphe, qui donne du poids, une uniformité relative et de la rapidité aux actes de l'administration, palliait la trop grande étendue de l'Empire, tandis que le chemin de fer permettait de transporter en peu de temps l'armée d'un bout à l'autre du pays. Les gouvernements européens, avant de subir une révolution, n'avaient pas connu, pour la plupart, les chemins de fer ou le télégraphe. L'armée dont disposait l'absolutisme était une force colossale et, si elle s'est montrée au-dessous de sa tâche dans les rudes épreuves de la guerre russo-japonaise, elle restait encore assez puissante pour assurer la domination du pouvoir à l'intérieur des frontières. Le gouvernement de l'ancienne France, pas plus que les gouvernements européens à la veille de 1848

n'ont jamais disposé d'un instrument analogue à celui que constitue actuellement l'armée russe.

La puissance financière et militaire de l'absolutisme aveuglait la bourgeoisie européenne, mais aussi le libéralisme russe, qu'elle écrasait et à qui elle ôtait tout espoir de pouvoir lutter à forces égales et ouvertement. De cette façon, toute possibilité de révolution était, semblait-il, exclue en Russie.

Or, ce qui arriva, ce fut tout le contraire.

Plus l'État est centralisé et indépendant des classes privilégiées, plus vite il se transforme en organisation absolue, élevée au-dessus de la société. Plus les forces militaires et financières d'une organisation de ce genre sont grandes, plus elle peut prolonger avec succès sa lutte pour l'existence. L'État centralisé, avec un budget de deux milliards, une dette de huit milliards et une armée permanente d'un million d'hommes, pouvait subsister longtemps après avoir cessé de satisfaire aux exigences les plus élémentaires du développement social, et même, en particulier, aux exigences de la sécurité militaire, alors que c'est pour cette raison qu'il avait été constitué.

Cependant la puissance administrative, militaire et financière de l'absolutisme, qui lui donnait la possibilité de durer en dépit de l'évolution sociale, bien loin d'empêcher toute révolution comme le pensait le libéralisme, faisait au contraire de la révolution l'unique issue admissible, et cette révolution devait avoir un caractère d'autant plus radical que cette puissance creusait davantage le fossé entre le pouvoir et les masses populaires entraînées dans le nouveau mouvement économique.

Le marxisme russe peut s'enorgueillir vraiment d'avoir été le seul à élucider les tendances de ce mouvement, le seul à en avoir prévu les formes générales ¹⁰ à une époque où le libéralisme se nourrissait des inspirations d'un « réalisme » tout utopique, tandis que les narodniki ¹¹ révolutionnaires vivaient de fantasmagories et croyaient aux miracles.

¹⁰ *Même un bureaucrate réactionnaire comme le professeur Mendéléev ne peut s'empêcher de le reconnaître. À propos du développement de l'industrie, il note ceci : « Les socialistes aperçurent, en ce point, certaines vérités et les comprirent dans une certaine mesure, mais ils s'égarèrent, entraînés par l'esprit latin (!), lorsqu'ils recommandèrent la violence, lorsqu'ils flattèrent les bas instincts de la populace et visèrent aux coups d'État et au pouvoir ».* (L. T. 1909)

¹¹ *Les « populistes », premiers révolutionnaires russes, organisateurs des attentats terroristes.* (N. d. T.)

LE CAPITALISME RUSSE

[Retour à la table des matières](#)

Les exigences toujours renouvelées de l'État maintenaient le développement des forces productrices à un niveau très bas. Ainsi l'accumulation du superflu n'était pas possible, ni par voie de conséquence une extension plus large de la division du travail, ni même l'accroissement des villes. Il n'y avait pas de coupure entre l'agriculture et l'artisanat, que d'ailleurs on ne trouvait pas dans les villes parce qu'il était attaché à la population rurale, dispersé comme elle, entre les mains des villageois, dans toute l'étendue du pays. À cause même de la dispersion des industries, les artisans étaient obligés de travailler non pas sur commande, comme ceux des villes européennes, mais pour la vente en gros. L'intermédiaire entre les producteurs isolés et les consommateurs non moins isolés, c'était le marchand (en russe : *gost*, l'hôte, le voyageur). De cette manière, l'éparpillement et le dénuement de la population et, par conséquent, le peu d'importance des villes rendaient extrêmement important le rôle du capital commercial dans l'organisation économique de l'ancienne Moscovie. Mais ce capital demeurait morcelé et n'arrivait pas à créer de grands centres commerciaux.

Ce ne furent pas l'artisan villageois ni même le gros commerçant qui sentirent la nécessité de créer une forte et vaste industrie, ce fut l'État. Les Suédois obligèrent Pierre le Grand à construire une flotte et à reconstituer son armée suivant de nouvelles conceptions. Mais, en compliquant son organisation militaire, l'État de Pierre le Grand tombait sous la dépendance directe de l'industrie des villes hanséatiques, de la Hollande et de l'Angleterre. La création de manufactures nationales affectées au service de l'armée et de la flotte devint ainsi la tâche essentielle de l'État. Avant Pierre le Grand, il n'avait jamais été question de production industrielle. Après lui, on comptait déjà deux cent trente-trois entreprises publiques ou privées de grande envergure : mines et arsenaux, fabriques de drap, de toile, de toile à voile, etc. La base économique de ces structures nouvelles de l'industrie était constituée d'un côté par les ressources de l'État, de l'autre par le capital commercial. Enfin, souvent, de nouvelles branches d'industries furent importées en même temps que le capital européen, qui s'était assuré le privilège de l'exploitation pour un certain nombre d'années.

Le capital commercial joua un grand rôle dans la création de la grosse industrie en Europe occidentale. Mais, en Europe, l'établissement des manufactures s'était fait au détriment des petits métiers, en voie de disparition à partir du moment où l'artisan d'autrefois perdait son indépendance pour devenir le salarié du fabricant. Lorsque de semblables manufactures venues d'Occident s'implantèrent en Moscovie, elles ne trouvèrent pas d'artisans libres à employer et durent faire travailler des serfs.

C'est pourquoi l'industrie russe, au XVIII^e siècle, n'a pas rencontré de concurrence dans les villes. Mais l'artisan des campagnes ne rivalisait pas davantage avec elle : il travaillait pour le consommateur en gros, tandis que l'industrie, régie par un règlement du haut en bas, était principalement au service de l'État et, en partie, des hautes classes de la société.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, l'industrie textile remit en question le mécanisme des règlements d'État et du travail « servile ». L'industrie, fondée sur le travail des salariés libres, était, bien entendu, radicalement hostile aux normes sociales de la Russie sous Nicolas I^{er}. Les nobles possesseurs de serfs étaient tous partisans de la liberté de l'industrie. Nicolas I^{er} penchait pour cette solution. Cependant, les besoins de l'État, les intérêts du fisc en particulier,

le contraignirent à une politique de tarifs prohibitifs et de subventions financières aux fabricants. Lorsque l'exportation des machines d'Angleterre fut enfin autorisée, l'industrie textile russe s'édifia tout entière sur le modèle anglais. L'Allemand Knopp, de 1840 à 1850 environ, transporta d'Angleterre en Russie, jusqu'au dernier boulon, le matériel de cent vingt-deux filatures. Dans les diverses régions de l'industrie textile circulait ce dicton : « À l'église, c'est le pope ; à la fabrique, c'est Knopp. » Et comme l'industrie textile travaillait pour le marché intérieur, malgré l'insuffisance constante du nombre d'ouvriers libres et exercés, elle réussit à mettre la Russie, avant l'abolition du servage, au cinquième rang pour le nombre des métiers. Mais les autres branches industrielles, la métallurgie surtout, ne s'étaient presque pas développées depuis Pierre le Grand. La cause principale de ce marasme, c'était le servage, qui enlevait toute possibilité d'appliquer de nouvelles techniques. Si la fabrication des indiennes répondait à un besoin chez les serfs des campagnes, le fer supposait une industrie développée, l'existence de grandes villes, de chemins de fer, de bateaux à vapeur. Il était impossible de créer tout cela sur la base du servage. Celui-ci freinait en même temps le développement de l'économie rurale, qui travaillait de plus en plus pour les marchés étrangers. L'abolition du servage s'imposait donc sans délai, C'était la condition même du développement économique. Mais qui pouvait l'accomplir ? La noblesse ne voulait pas en entendre parler. La classe capitaliste était encore trop insignifiante pour faire pression et obtenir une réforme de cet ordre. Les troubles qui se produisaient fréquemment parmi les paysans ne peuvent en aucune manière être comparés à la guerre de paysans qui eut lieu en Allemagne ou à la jacquerie française ; c'étaient des explosions partielles qui ne trouvèrent pas de direction politique dans les villes et qui furent trop faibles pour détruire la puissance des propriétaires. C'était donc à l'État de dire le dernier mot. Il fallut que le tsarisme essuie les désastres militaires de Crimée pour qu'il se décide, dans son propre intérêt, à frayer devant le capital la route du progrès par la demi-réforme, par le demi-affranchissement de 1861.

Dès ce moment s'ouvre une nouvelle période du développement économique du pays ; ce qui la caractérise, c'est la formation rapide d'une réserve de travail « libre », c'est le fiévreux accroissement du réseau des chemins de fer, c'est la création de ports, c'est l'afflux incessant des capitaux européens, l'europanisation de la technique industrielle, l'augmentation des facilités et le bon marché du crédit, c'est un nombre croissant de sociétés par actions, c'est l'apparition de l'or sur le marché, c'est un furieux protectionnisme et l'inflation de la dette publique. Le règne d'Alexandre III (1881-1894), époque où une idéologie de nationalisme spécifique et absolu dominait toutes les pensées, s'imposait à tous les esprits, aussi bien chez le conspirateur révolutionnaire (le « populiste ») qu'à la chancellerie impériale (le populisme officiel), fut aussi l'époque d'une révolution impitoyable dans tous les rapports qui régissaient la production ; en permettant l'implantation de la grosse industrie et la prolétarianisation du moujik, le capital européen sapait les bases les plus profondes de l'autonomie moscovite et asiatique.

Le chemin de fer fut le puissant instrument de l'industrialisation du pays. L'initiative de sa création revint bien entendu à l'État. La première voie ferrée – entre Moscou et Pétersbourg – fut ouverte en 1851. Après les désastres de Crimée, le gouvernement cède la place aux entreprises privées, mais seulement pour la construction. Lui-même, ange gardien infatigable, reste aux côtés des entrepreneurs ; il concourt à la formation de capitaux avec actions et obligations, il se charge de garantir les revenus du capital ; il jonche le chemin des actionnaires de toutes sortes de privilèges et d'avantages. Pendant la décennie qui suit l'abolition du servage, on construit chez nous 7 000 verstes ¹² de voies ferrées, pendant la suivante 12 000

¹² La verste équivaut à un peu plus d'un kilomètre. (N. d. T.)

verstes, pendant la troisième 6 000 verstes et enfin, pendant la quatrième, plus de 20 000 verstes et environ 30 000 dans tout l'Empire.

De 1880 jusqu'à la fin du siècle, époque où Witte se fait le héraut de l'idée d'un capitalisme autocrate et policier, l'État reprend en mains toutes les entreprises de chemin de fer. Le développement du crédit, pour Witte, était le moyen, mis entre les mains du ministre des finances, de « diriger l'industrie nationale dans tel ou tel sens » ; le chemin de fer de l'État se présentait de même à son esprit de bureaucrate comme « un puissant instrument qui permettrait de régir le développement économique du pays ». Homme de Bourse et politicien ignorant, il ne voyait pas que c'était là aussi favoriser un rassemblement de forces et forger des armes à la révolution. Vers 1894, la longueur des voies ferrées atteignait 31 800 verstes, dont 17 000 appartenaient à l'État. En 1905, année de la première révolution, le personnel des chemins de fer, qui joua un rôle politique si considérable, atteignait 667 000 personnes.

La politique douanière du gouvernement russe, qui combinait étroitement des droits élevés avec un protectionnisme aveugle, fermait presque complètement la route aux marchandises européennes. Le capital occidental, qui ne pouvait pas jeter ses produits sur notre marché, franchit les frontières sous la forme la moins vulnérable et la plus séduisante : l'argent. L'animation du marché financier russe dépendait toujours des nouveaux emprunts qu'on pourrait conclure à l'étranger. Parallèlement, les entrepreneurs européens effectuaient une mainmise directe sur les branches les plus importantes de l'industrie russe. Le capital financier de l'Europe, en se taillant la part du lion dans le budget de l'État, revenait en partie sur le territoire de la Russie sous forme de capital industriel. Cela lui donnait la possibilité non seulement d'épuiser, par l'intermédiaire du fisc gouvernemental, les forces productrices du moujik mais aussi d'exploiter directement l'énergie ouvrière de nos prolétaires.

Pendant la seule dernière décennie du XIX^e siècle, surtout après le lancement de la monnaie-or (1897), on n'introduisit pas moins de 1,5 milliard de roubles de capital industriel en Russie. Alors que, pendant les quarante années qui avaient précédé 1892, les fonds des entreprises par actions, en capital entièrement versé, ne s'élevaient qu'à 919 millions, ils montèrent brusquement, dans les dix années qui suivirent, à 2,1 milliards de roubles. L'importance que prit ce torrent d'or qui de l'Occident se déversait sur l'industrie russe est visible dans le fait que la production totale de nos industries et usines, qui s'élevait à 1,5 milliard de roubles en 1890, atteignit en 1 900 de 2,5 à 3 milliards. Parallèlement, le nombre des ouvriers montait de 1,4 million à 2,4.

Si l'économie russe, de même que la politique, se développait toujours sous l'influence immédiate ou, plutôt, sous la pression de l'économie européenne, la forme et la profondeur de cette influence, nous l'avons vu changeaient sans cesse. À l'époque de la production artisanale et des manufactures en Occident, la Russie avait emprunté à l'Europe des techniciens, des architectes, des contremaîtres et en général des artisans expérimentés. Lorsque la manufacture fut remplacée par la fabrique, la Russie s'occupa surtout d'emprunter et d'importer des machines. Et enfin, lorsque, sous l'influence immédiate des besoins de l'État, le servage fut aboli, cédant la place au travail « libre », la Russie s'ouvrit à l'action directe du capital industriel, auquel les emprunts extérieurs de l'État frayèrent la route.

Les chroniques racontent qu'au IX^e siècle nous appelâmes d'outre-mer les Varègues pour établir avec leur concours notre État national. Vinrent ensuite les Suédois, qui nous enseignèrent l'art de la guerre suivant les méthodes européennes. Thomas et Knopp nous apportèrent l'industrie textile. L'Anglais Hughes implanta dans le Midi la métallurgie. Nobel et Rothschild transformèrent la Transcaucasie en une fontaine de revenus (gisements pétrolifères). Et, en même temps, le « Grand Viking » l'international Mendelssohn, faisait de la Russie le domaine de la Bourse.

Tant que notre lien économique avec l'Europe se limita à l'introduction de maîtres ouvriers et à l'importation de machines, ou même à des emprunts destinés à la production, il ne s'agissait en somme, pour l'économie nationale de la Russie, que d'assimiler tels ou tels éléments de la production européenne. Mais lorsque les capitaux libres de l'étranger, cherchant à atteindre des bénéfices de plus en plus élevés, se jetèrent sur le territoire russe qu'entourait la grande muraille de Chine des droits douaniers, l'histoire voulut aussitôt que les intérêts de toute l'économie russe se confondissent avec ceux du capital industriel européen. C'est là le programme dont l'exécution occupe les récentes décennies de notre histoire économique.

Jusqu'en 1861, il n'existait encore que 15 % du nombre total des entreprises industrielles russes actuelles ; de 1861 à 1880, cette proportion est de 23,5 % et, de 1881 à 1900 elle dépasse 61 % ; et c'est dans les dix dernières années du XIX^e siècle que 40 % de toutes les entreprises existantes ont fait leur apparition.

En 1767, la Russie produisait 10 millions de pouds ¹³ de fonte. En 1886, cent ans après, cette production n'avait monté que jusqu'à 19 millions à peine. En 1896, elle atteignait déjà 98 millions, et en 1904, 180 millions ; il faut noter que si, en 1890, le Midi ne fournissait encore qu'un cinquième de la production de la fonte, dix ans plus tard il en fournissait déjà la moitié. Le développement de l'industrie pétrolifère au Caucase s'opéra de la même façon. En 1860 et 1870, l'extraction ne donnait encore que moins de 1 million de pouds de pétrole brut ; en 1870, la production atteint 21,5 millions de pouds. Depuis 1885 environ, le capital étranger s'est mis à l'œuvre, a envahi la Transcaucasie, de Bakou jusqu'à Batoum, et a travaillé pour le marché mondial. En 1890, la production de pétrole brut a atteint 242,9 millions de pouds et, en 1896, 429,9 millions.

Ainsi l'exploitation des voies ferrées, du charbon et du pétrole dans le Midi, qui devient le centre de gravité économique du pays, ne remonte pas à plus de vingt ou trente ans. Le développement de la production eut dès le début le même caractère que celui de l'industrie américaine et en quelques années les capitaux franco belges changèrent radicalement l'aspect de ces provinces méridionales, qui étaient jusqu'alors des steppes immenses, en couvrant leur sol d'entreprises si énormes qu'on n'en connaissait pratiquement pas de semblables en Europe. Il y fallut deux conditions : la technique européen-américaine et les subventions de l'État russe. Toutes les usines métallurgiques du Midi – et beaucoup d'entre elles furent achevées, jusqu'au dernier boulon, en Amérique et transportées par bateau – recevaient, dès leur apparition, des commandes de l'État qui leur assuraient un programme de plusieurs années. L'Oural, que ses mœurs patriarcales rattachaient encore à moitié à l'époque du servage, et qui avait son capital « national », se laissa distancer par le reste du pays et ce n'est que très récemment que le capitalisme anglais a commencé à lutter contre la barbarie et les vieilles coutumes de cette région.

Les conditions historiques du développement de l'industrie russe expliquent suffisamment pourquoi, bien qu'elle soit relativement récente ni la petite ni la moyenne production n'ont joué chez nous un rôle important. La grosse industrie des entreprises et des usines n'a pas grandi « normalement », organiquement, en passant par les étapes du petit métier et de la manufacture, car l'artisanat lui-même n'a pas eu le temps de se différencier du travail des campagnes et il a été condamné par la technique et le capital étranger à périr économiquement avant d'avoir pu naître. Les fabriques de cotonnade n'ont pas eu à lutter contre la concurrence de l'artisan ; ce sont elles, au contraire, qui ont suscité l'apparition de petits fabricants de toile dans les villages. L'industrie métallurgique du Midi ou l'industrie pétrolière du Caucase de la même façon n'ont pas eu à absorber les petites entreprises ; il leur a fallu au contraire ou en

¹³ Le poud équivaut à quarante livres russes, soit seize kilogrammes. (N. d. T.)

créer, ou stimuler celles qui existaient déjà pour répondre au besoin du pays en branches secondaires et auxiliaires de l'économie.

Il est absolument impossible d'exprimer par des chiffres précis les rapports proportionnels de la petite et de la grosse production en Russie, à cause de l'état vraiment pitoyable où se trouve notre statistique industrielle. Le tableau suivant ne donne qu'une idée approximative de la situation réelle, car les renseignements qui concernent les deux premières catégories d'entreprises, celles qui occupent moins de 50 ouvriers, sont fondés sur des données fortes incomplètes ou, pour mieux dire, toutes fortuites.

	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers (en milliers)	Nombre d'ouvriers (en %)
Moins de 10 ouvriers	17 436	65 000	(2,5 %)
De 10 à 49	10 586	236 500	(9,5 %)
De 50 à 99	2 551	175 200	(6,8 %)
De 100 à 499	2 779	608 000	(23,8 %)
De 500 à 999	556	381 100	(14,9 %)
1000 et plus	453	1 097 000	(42,8 %)
Total	34 361	2 562 800	(100 %)

Le rapport est encore plus net si l'on compare les bénéfices obtenus dans les diverses catégories d'entreprises commerciales et industrielles de Russie :

	Nombre d'entreprises	Bénéfices en millions
Bénéfice de 1 000 à 2 000 roubles	37 000 (44,5 %)	56 000 000 (8,6 %)
Bénéfice au-dessus de 2 000 roubles	1 400 000 (1,7 %)	291 000 000 (45 %)

En d'autres termes, la moitié environ du nombre total des entreprises (44,5 %) réalisent moins d'un dixième du bénéfice total (8,6 %), tandis qu'un soixantième des entreprises (1,7 %) réalisent presque la moitié de ces mêmes bénéfices (45 %).

Et il est hors de doute que les bénéfices des grosses entreprises, tels que ces chiffres les représentent, sont de beaucoup au-dessous de la réalité. Pour montrer à quel point l'industrie russe est centralisée, nous citerons ici les données parallèles qui concernent l'Allemagne et la Belgique, à l'exclusion des entreprises minières (voir les tableaux ci-dessus).

Le premier tableau, bien que les données n'en soient pas complètes, permet d'affirmer que :

- 1°) dans les groupes de même espèce, une entreprise russe compte en moyenne beaucoup plus d'ouvriers qu'une entreprise allemande ;
- 2°) les groupes de grosses entreprises (51 à 1 000 ouvriers) et de très grosses entreprises (plus de 1 000 ouvriers) concentrent en Russie une plus grande proportion d'ouvriers qu'en Allemagne.

Dans le dernier groupe, ce surplus a un caractère non seulement relatif, mais absolu. Le second tableau montre que l'on peut formuler les mêmes conclusions et qu'elles s'imposent d'une façon encore plus évidente quand on compare la Russie avec la Belgique.

Nous verrons plus loin l'importance considérable que présente cette concentration de l'industrie russe pour la marche de notre révolution comme, en général, pour le développement politique du pays.

En même temps, nous aurons à tenir compte d'une autre circonstance non moins capitale : cette industrie très moderne, du type capitaliste le plus évolué, n'emploie qu'une minorité de la population tandis que la majorité, composée de paysans, se débat dans le réseau d'oppression et de misère que lui impose la structure des classes. Cette circonstance, à son tour, fixe d'étroites limites au développement de l'industrie capitaliste.

Voici quelle est la répartition de la population industrielle par rapport aux travailleurs de l'agriculture ou d'autres professions, respectivement en Russie et aux États Unis.

	Russie (recensement de 1897)	États-Unis (recensement de 1900)
	En milliers / En %	En milliers / En %
Agriculture, sylviculture et entreprises analogues	18 653 000 (60,8 %)	10 450 000 (35,9 %)
Mines, industries de fabrication, commerce, transports professions libérales, domestiques	12 040 000 (39,2 %)	18 623 000 (64,1 %)
Total	30 693 000 (100 %)	29 073 000 (100 %)

Sur 128 millions d'habitants en Russie, on ne compte pas plus d'ouvriers (30,6 millions) dans l'Amérique du Nord (29 millions) où la population n'est que de 76 millions d'habitants. Cela vient de ce que la Russie est, du tout au tout, économiquement arriérée. Donc *l'énorme majorité formée par la population agricole en face des autres professions* (60,8 % contre 39,2 %) est un facteur qui domine toutes les branches de l'économie publique.

En 1900, les fabriques, les usines et les grosses manufactures des États Unis produisaient pour 25 milliards de roubles, tandis que la Russie n'obtenait que 2,5 milliards, c'est à dire dix fois moins, ce qui montre à quel point il y avait peu de rendement chez nous. Pour la même année, l'extraction du charbon atteignait : en Russie, 1 milliard de pounds ; en France, 1 milliard ; en Allemagne, 5 milliards ; en Angleterre, 13 milliards de pounds. La production du fer donnait une proportion de 1,4 pou par tête en Russie, 4,3 en France, 9 en Allemagne et 13,5 en Angleterre. « Et cependant, dit Mendeleïev, nous serions capables de fournir au monde

entier de la fonte, du fer et de l'acier, qui reviennent dans notre pays à très bon marché. Nos gisements pétrolifères, nos richesses en charbon et en autres produits de la terre sont à peine entamées. » Mais il est impossible d'obtenir un développement de l'industrie qui soit proportionnel à tant de richesses sans élargir le marché intérieur, sans élever la capacité d'achat de la population, en un mot sans assurer le relèvement économique des masses paysannes.

Voilà pourquoi la question agraire a une importance décisive pour les destinées capitalistes de la Russie.

LA CLASSE PAYSANNE ET LA QUESTION AGRAIRE

[Retour à la table des matières](#)

D'après des calculs qui d'ailleurs sont très approximatifs, le revenu économique de la Russie, dans l'industrie d'extraction et de fabrication, atteint de 6 à 7 milliards de roubles par an, dont environ 1,5 milliard, c'est à dire plus d'un cinquième, est absorbé par l'État. La Russie est donc trois à quatre fois plus pauvre que les autres pays d'Europe. Le nombre de producteurs par rapport au chiffre total de la population est très restreint, nous l'avons vu, et leur productivité est à son tour très faible. Cela vaut pour l'industrie, dont la production annuelle est loin de correspondre au nombre de bras employés. Mais le rendement de l'agriculture se trouve à un niveau beaucoup plus bas encore : celle-ci emploie, en effet, presque 61 % des forces productrices du pays et, malgré cela, son revenu n'est que de 2,8 milliards, c'est à dire au-dessous de la moitié du revenu total de la nation.

Les conditions de l'économie rurale russe, qui sont celles de la classe paysanne dans son énorme majorité, ont été prédéterminées dans leurs traits essentiels par le caractère de « l'émancipation » de 1861. Cette réforme, réalisée dans l'intérêt de l'État, a été mise en pratique de manière à satisfaire les exigences de la noblesse, et non seulement le moujik a été lésé dans le partage de la terre, mais il s'est retrouvé en plus soumis au joug d'intolérables impôts.

Le tableau ci-dessous montre les quantités de terre qui ont été affectées, lors du partage de liquidation, aux trois principales catégories de paysans.

Catégories de paysans	Paysan du sexe masculin en 1860	Nombre de déciatines ¹⁴ attribués	Nombre de déciatines par paysan
Paysans ayant appartenu à des propriétaires nobles	11 907 000	37 758 000	3,17
Paysans ayant appartenu à l'État	10 347 000	69 712.000	6,74
Paysans possesseurs de terres	870 000	4 260 000	4,90
Total	23 124 000	111 730 000	4,83

Si l'on admet que la part de terre donnée aux anciens serfs de l'État (6,74 déciatines par homme) était, dans les conditions économiques d'alors, suffisante pour occuper les bras de toute une famille – ce qui d'ailleurs correspond à peu près à la réalité –, on verra que les

¹⁴ La déciatine correspond à peu près à l'hectare. (N. d. T.)

affranchis des anciens propriétaires et les paysans de la troisième catégorie auraient dû recevoir en plus environ 44 millions de déciatines pour avoir leur compte. Les lots qui, du temps du servage, étaient exploités par les paysans pour leurs propres besoins ne correspondaient qu'à la moitié du travail qu'ils étaient capables de fournir pour la bonne raison qu'ils devaient trois jours de travail par semaine à leur propriétaire. Cependant, sur ces lots déjà insuffisants, on préleva dans l'ensemble – avec de grandes différences de modalité suivant les régions – environ 2 % des meilleures terres au profit des seigneurs. Ainsi le pillage des terres paysannes accompli au bénéfice de la noblesse ne fit qu'aggraver dans les campagnes la surpopulation, qui avait été une des conditions du système des corvées. Les cinquante ans qui suivirent la réforme amenèrent des changements considérables dans la propriété des terres, qui passèrent des mains de la noblesse à celles des marchands et de la bourgeoisie paysanne, pour une valeur de 750 millions de roubles. Mais cette modification n'apporta presque aucun avantage à la masse paysanne.

Dans les cinquante gouvernements de la Russie occidentale, la répartition des terres se présentait en 1905 comme suit :

	En millions de déciatines
1). Lots	112
Sur ce nombre appartiennent :	
Aux anciens serfs de l'État	66,3
Aux anciens serfs des particuliers	38,4
2). Terres appartenant à des particuliers	101,7
Sur ce nombre appartiennent :	
à des sociétés et des compagnies :	15,7
(sur ce nombre, 11,4 à des associations de paysans)	
propriétés individuelles :	
jusqu'à 20 déciatines (sur ce nombre 2,3 à des paysans)	3,2
De 20 à 50 déciatines	3,3
Au-dessus de 50 déciatines	79,4
3). Terres de la couronne et lotissements libres (<i>oudieli</i>)	145,0
(Sur ce nombre, environ 4 à 6 défrichées ou labourables)	
4). Terres appartenant à des églises, à des monastères, aux municipalités et autres institutions)	8,8

Le résultat de la réforme, nous l'avons vu, fut de donner en moyenne 4,83 déciatines par paysan, en ne comptant que les hommes ; quarante-cinq ans plus tard, en 1905, le paysan ne possédait plus, par tête, que 3,1 déciatines, même si l'on tient compte des lots nouvellement acquis. En d'autres termes, la superficie des terres possédées par la classe paysanne avait été réduite de 36 %.

Comme d'une part le développement de l'activité industrielle et commerciale n'attirait pas à elle plus d'un tiers du surcroît annuel de la population paysanne ; comme d'autre part le mouvement de migration vers les provinces de la périphérie ne fit pas diminuer d'une façon sensible la population du Centre et comme enfin la Banque agricole donna aux paysans aisés ou très aisés la possibilité d'acquérir, de 1882 à 1905, 7,3 millions de déciatines de terre. Le déséquilibre causé par l'accroissement naturel de la population ne fit que s'accroître et la crise occasionnée par le manque de terre devint de plus en plus aiguë.

D'après des calculs approximatifs, il y a environ 5 millions d'hommes adultes qui ne trouvent pas à employer leur force. Parmi eux, il n'y a que très peu de vagabonds professionnels, mendiants et autres et seule une petite partie constitue les réserves de l'armée industrielle. L'écrasante masse de ces 5 millions d'« hommes inutiles » appartient à la classe paysanne des provinces où la terre est la plus fertile, des provinces de la « terre noire » (*tchernoziem*). Ce ne sont pas des prolétaires, ce sont des paysans attachés à la glèbe. En appliquant leurs forces à une terre qui pourrait fort bien être travaillée sans eux, ils réduisent de 30 % la productivité du travail paysan et, confondus avec la masse des cultivateurs, ils échappent peut-être à la prolétarianisation, mais en instaurant le paupérisme parmi eux.

La seule issue que l'on puisse se représenter en théorie consisterait à intensifier l'économie agricole. Mais, pour cela, les paysans auraient besoin de connaissances, d'initiative ; il faudrait qu'ils puissent s'affranchir de la tutelle où on les maintient et jouir d'un statut juridique suffisamment stable, conditions qui n'existaient pas et ne pouvaient pas exister dans la Russie autocratique. De plus, et c'est là l'obstacle principal et essentiel qui entrave le perfectionnement de l'économie rurale, on manquait et on manque toujours de ressources matérielles. La réforme de 1861 est donc bien à l'origine de la crise de l'économie paysanne aussi bien en ce qui concerne le manque de matériel qu'en ce qui concerne le manque de terre.

Si insuffisants que fussent les lots attribués, les paysans ne les reçurent pas à titre gratuit. Ces terres qui les avaient nourris pendant la période du servage, c'est à dire qui leur appartenaient en propre et que la réforme avait, de plus, entamées, ils durent les racheter et l'argent qu'ils versèrent à leurs anciens maîtres fut prélevé par l'intermédiaire de l'État. Des agents du gouvernement, qui s'entendaient avec les propriétaires, procédèrent à l'estimation et, au lieu des 648 millions de roubles que représentait le revenu de la terre, ils chargèrent les épaules du paysan d'une dette de 867 millions. En plus de l'argent que versèrent les paysans pour racheter leur propre bien, ils versèrent à leurs anciens maîtres 219 autres millions, rançon de leur affranchissement. À cela il fallait ajouter des droits de fermage exorbitants, comme résultat du manque de terre, et les impôts énormes prélevés par le fisc gouvernemental. C'est ainsi que les impôts directs sur la terre grèvent chaque déciatine appartenant à un paysan de 1 rouble 56 kopecks, tandis que la déciatine appartenant à tout autre particulier n'est imposée que de 23 kopecks. Le budget de l'État pèse donc de tout son poids sur la classe paysanne. En se taillant la part du lion sur les revenus que donne la terre à l'agriculteur, l'État n'offre presque rien en échange à la population rurale pour relever son niveau intellectuel et développer ses forces productrices. Les comités locaux d'économie rurale, que le gouvernement avait organisés en 1902, constatèrent que les impôts directs et indirects absorbaient de 50 à 100 % et plus du revenu net d'une famille d'agriculteurs. Cette circonstance, d'une part entraînait l'accumulation d'arriérés dont il n'y avait pas d'espoir de sortir, d'autre part causait le marasme et même la décadence complète de l'économie rurale. Sur les immenses territoires de la Russie centrale, la technique du travail et le montant des récoltes étaient encore au niveau où ils se trouvaient mille ans auparavant. La récolte du froment en Angleterre est en moyenne de 26,9 hectolitres à l'hectare, en Allemagne de 17, en Russie de 6,7. Il faut ajouter que la productivité des champs qui appartiennent aux paysans est de 46 % inférieure à celle des terres des proprié-

taires nobles, et cette différence s'accroît les années de mauvaise récolte. Le paysan a découvert depuis longtemps de prévoir des réserves de blé pour les mauvaises années. Les nouveaux rapports commerciaux, fondés sur la monnaie d'une part et le fisc de l'autre, le contraignent à transformer toutes ses réserves en nature et tout le surplus de sa production en valeurs sonnantes qui sont immédiatement absorbées par les droits de fermage et le Trésor public. L'agriculteur, qui court fiévreusement après l'argent, épuise la terre qui manque d'engrais et n'est pas travaillée selon des méthodes rationnelles. C'est ainsi que le village, qui ne peut plus constituer de réserves, est livré aux famines qui sont pour lui comme des cataclysmes.

Mais même pendant les années « normales » la masse paysanne n'échappe jamais à une demi-famine. Voici le budget du moujik, qu'il conviendrait de graver sur les ventres dorés des banquiers européens créanciers du tsarisme : pour sa nourriture, une famille de paysans dépense, par personne et par an, 19,5 roubles, pour son logement 3,8, pour les vêtements 5,5, pour les autres besoins matériels 1,4, pour les besoins intellectuels 2,5. Un seul ouvrier qualifié en Amérique consomme directement et indirectement autant que deux familles de paysans russes de six personnes chacune. Mais, pour couvrir ces frais que pas un moraliste politique n'oserait dire exagérés, l'agriculteur russe reste en déficit de plus d'un milliard de roubles par an. Les petites industries rurales rapportent aux campagnes environ 200 millions de roubles. En décomposant cette somme, l'économie rurale se trouve encore devant un déficit annuel de 850 millions de roubles : la somme précisément que le fisc soutire chaque année à la classe paysanne.

En caractérisant ainsi l'économie rurale, nous avons délibérément laissé de côté jusqu'à présent les différences qui existent suivant les régions, lesquelles ont, en fait, une importance considérable et se sont traduites d'une manière fort expressive dans les mouvements agraires (voir le chapitre « Le moujik se révolte ». Si l'on se borne à considérer les cinquante gouvernements de la Russie occidentale, et si l'on met à part la zone septentrionale des forêts, le reste du pays peut être, au point de vue de l'économie rurale et du développement économique en général, divisé en trois grands bassins :

- 1° *La zone industrielle*, qui englobe le gouvernement de Pétersbourg au nord et celui de Moscou au sud. Les industries, surtout les industries textiles, l'artisanat, la culture du lin, l'agriculture à rendement commercial, en particulier la culture potagère, caractérisent ce bassin septentrional, à économie capitaliste, que dominent Pétersbourg et Moscou. Comme tous les pays industriels, cette région n'a pas assez du blé qu'elle produit et elle recourt à l'importation des grains du Midi.
- 2° *La région du Sud Est* qui confine à la mer Noire et à la basse Volga, « l'Amérique russe ». Cette zone, qui n'a presque pas connu le servage, a joué le rôle de colonie par rapport à la Russie centrale. Dans les libres steppes qui attiraient des masses d'émigrants se sont installées rapidement les « fabriques de froment », lesquelles utilisaient des machines agricoles perfectionnées, expédiaient le grain vers le Nord, dans la région industrielle, et vers l'ouest, à l'étranger. En même temps, la main d'œuvre était attirée vers l'industrie de fabrication, l'industrie « lourde » se développait et les villes s'accroissaient grâce à une activité fiévreuse. La différenciation de la main-d'œuvre dans la commune paysanne s'accroît ici très fortement. En face du paysan fermier se dresse le prolétaire de l'agriculture qui, souvent, est venu des gouvernements de la « terre noire ».
- 3° Entre le Nord, pays de la vieille industrie, et le Midi, pays de la nouvelle, s'étend *la large zone de la « terre noire », « l'Inde russe »*. Sa population, relativement dense dès l'époque du servage et essentiellement agricole, a perdu, lors de la réforme de

1861, 24 % des terres dont elle disposait ; et ce sont les meilleurs lots, les plus indispensables, qui ont été enlevés aux paysans pour satisfaire les propriétaires. La valeur de la terre a rapidement augmenté, les propriétaires ont adopté un système d'économie purement parasitaire, ils ont fait travailler leurs terres avec les instruments et les bêtes de somme du village, ou bien ils les ont louées aux paysans qui, étant donné leurs conditions, n'ont pas pu se dégager d'un fermage astreignant. Des milliers et des milliers d'hommes quittent ce pays, émigrant vers le Nord, vers la région industrielle, et vers les steppes du Midi où leur trop grand nombre provoque une dévalorisation du travail. Dans la zone de la « terre noire », il n'y a pas de grosse industrie ni d'agriculture capitaliste. Le fermier capitaliste est incapable de faire concurrence ici au fermier indigent et c'est finalement la charrue à vapeur qui est vaincue dans sa lutte contre le moujik, dont les facultés d'adaptation font qu'après avoir payé comme fermage non seulement tout le revenu de son « capital », mais aussi la majeure partie de son salaire, il se nourrit d'un pain fait de farine mélangée avec de la sciure de bois ou de l'écorce moulue. Par endroits, la misère des paysans prend de telles proportions que la présence de punaises et de blattes dans l'isba est considérée comme un éloquent symptôme de bien-être. Et en effet, Chingarev, médecin d'un *zemstvo* ¹⁵, lequel Chingarev est actuellement député libéral à la troisième Douma, a constaté que, chez les paysans dépourvus de terre, dans les districts du gouvernement de Voronej qu'il a explorés, on ne trouve jamais de punaises, tandis que, pour les autres catégories de la population rurale, la quantité des punaises qui logent dans les isbas est proportionnelle au bien être des familles. La blatte a, paraît-il, un caractère moins aristocratique, mais elle aussi a besoin d'un confort plus grand que le miséreux de Voronej : chez 9,3 % de paysans, on ne trouve pas de blattes, en raison de la faim et du froid qui règnent dans les habitations.

Dans ces conditions, il est inutile de parler du développement de la technique. L'inventaire économique, y compris les bêtes de trait, est souvent vendu pour payer le fermage et les impôts, ou bien pour la nourriture du travailleur. Mais, quand il n'y a pas de développement des forces productrices, il n'y a pas de place pour une différenciation sociale. Dans la commune de la « terre noire » c'est la misère qui fait régner l'égalité. En comparaison avec le Nord et le Midi, les distinctions sociales parmi les paysans sont toutes superficielles. À défaut d'une différenciation des classes, à peine esquissée, on ne peut signaler qu'un très grave antagonisme entre les paysans appauvris et la noblesse parasite.

Les trois types économiques que nous venons de caractériser ne correspondent pas exactement, bien entendu, aux limites géographiques des régions. L'unité nationale et l'absence de barrières douanières intérieures ne permettent pas la formation d'organismes économiques individuels. Vers 1880, le demi-servage agricole de fait qui régnait dans les douze gouvernements de la « terre noire » s'étendait en outre à cinq autres gouvernements. Les bases capitalistes dominaient en outre dans la situation rurale de neuf gouvernements de la « terre noire » et dans dix étrangers à cette zone. Enfin, dans sept gouvernements, les deux systèmes se faisaient équilibre.

Une lutte où le sang n'est pas versé mais où les victimes ne manquent pas se poursuivait et se poursuit encore entre le fermage et l'économie capitaliste, et celle-ci est loin de pouvoir chanter victoire. Enfermé dans la souricière de son lot et manquant de tout autre gagne-pain, le paysan est contraint, nous l'avons vu, de prendre en fermage la terre du propriétaire au prix

¹⁵ *Assemblée élue de district. (N. d. T.)*

demandé. Non seulement il renonce à tout bénéfice, non seulement il réduit au maximum sa consommation personnelle, mais il vend à droite et à gauche son inventaire agricole et il fait baisser ainsi le niveau de sa technique qui est déjà si primitive. Devant les « avantages » décisifs de la petite production, le gros capital perd tout intérêt à être employé en grand ; le propriétaire abandonne toute économie rationnelle et loue sa terre, par petits lopins, aux paysans. En provoquant sans cesse une augmentation des prix de fermage et de la valeur de la terre, la surpopulation du Centre contribue à faire baisser les salaires dans tout le pays. Elle supprime donc les avantages que l'on pourrait attendre de l'apparition des machines et des perfectionnements techniques, non seulement dans l'agriculture, mais même dans le domaine de l'industrie. Pendant les dix dernières années du XIX^e siècle une profonde décadence économique a atteint une grande partie des régions méridionales, où l'on observe, avec l'augmentation des prix de fermage, une diminution progressive du cheptel paysan. La crise de l'économie agricole et l'appauvrissement de la population rurale rendent de plus en plus fragile la base du capitalisme intérieur. Dans la mesure où la grosse industrie vit des commandes de l'État, la misère grandissante du moujik est devenue pour elle aussi un danger menaçant, car cette indigence fait chanceler les bases mêmes du budget public.

Ces circonstances expliquent assez pourquoi la question agraire est devenue le pivot de la vie politique en Russie. Les partis révolutionnaires et les partis d'opposition qui composaient la première et la seconde Douma en décembre 1905 se sont heurtés à ce problème ; en vain ils l'ont envisagé sous tous ses aspects ; pour finir ils se sont retrouvés eux-mêmes mis en question. Maintenant, c'est la troisième Douma qui tourne autour de la question agraire comme un écureuil dans sa cage. Et c'est contre cet écueil que le tsarisme risque fort de se briser.

Ce gouvernement de nobles et de bureaucrates est incapable, même avec les meilleures intentions, d'effectuer une réforme radicale dans un domaine où les palliatifs ont perdu depuis longtemps toute efficacité. Les 6 à 7 millions de déciatines de terre utilisable dont dispose l'État seraient absolument insuffisants pour donner du travail à ces « hommes inutiles » que l'on estime à 5 millions. Le gouvernement ne pourrait d'ailleurs que vendre ces terres aux paysans, et cela d'après les prix qu'il aurait consentis lui-même aux propriétaires : c'est à dire qu'en supposant même la transmission rapide et complète de ces millions de déciatines aux paysans, le rouble du moujik, maintenant comme en 1861, tomberait une fois de plus dans les poches sans fond de la noblesse et du gouvernement au lieu de trouver une utilisation productive.

La classe paysanne ne peut passer directement de son état de misère et de famine à une agriculture intensive et rationnelle qui serait en quelque sorte le paradis ; pour que ce passage devienne possible, il faudrait que le paysan, dans les conditions de travail qui lui sont actuellement faites, puisse recevoir immédiatement matière suffisante à employer ses forces. Remettre toutes les grosses et moyennes propriétés agricoles à la disposition du village est la première et indispensable condition de toute réforme agraire profonde. Mais, en regard des dizaines de millions de déciatines qui ne sont pour les propriétaires qu'un moyen d'extirper des rentes usuraires, les 1 840 domaines, qui représentent 7 millions de déciatines, où la grosse culture se présente sous un aspect relativement moderne, n'ont qu'une importance très secondaire. La vente des domaines privés aux paysans n'apporterait donc que peu de changement à leur situation : ce que le moujik paye à présent comme fermage, il devrait le payer comme droit de rachat. Un seul moyen reste à envisager : la confiscation.

Mais il n'est pas difficile de démontrer que la confiscation même des gros domaines ne suffirait pas à sauver les paysans. Le revenu total de l'économie rurale s'élève à 2,8 milliards de roubles ; sur ce chiffre, 2,3 milliards sont dus aux paysans et ouvriers agricoles, et environ 450 millions à la noblesse foncière. Nous avons noté plus haut que le déficit annuel de la

classe paysanne est de 850 millions. Par conséquent, le revenu que l'on réaliserait sur les terres confisquées aux propriétaires n'arriverait pas à couvrir ce déficit.

Les adversaires de l'expropriation de la noblesse ont utilisé plus d'une fois des calculs de ce genre. Mais ils laissaient de côté le principal aspect de la question : l'expropriation prendra toute sa valeur si, sur les biens fonds confisqués aux oisifs, peut se développer librement une économie rurale de haute culture qui augmente considérablement le revenu agricole. La culture à la manière américaine n'est à son tour possible sur le sol russe qu'après l'abolition définitive de l'absolutisme, du tsarisme, de son fisc, de sa tutelle bureaucratique, de son militarisme dévorant, de ses engagements financiers devant la Bourse européenne. Le programme agraire, pour être complet, devrait être : expropriation de la noblesse, abolition du tsarisme, démocratie.

Et ce serait le seul moyen de faire évoluer enfin l'économie rurale, le seul moyen de développer ses forces productrices et par là même son besoin de produits industriels. L'industrie recevrait une puissante impulsion et prendrait pour elle une partie considérable de la main d'œuvre actuellement inutile dans les campagnes. Dans tout cela ne se trouve pas encore la « solution » de la question agraire : sous le régime capitaliste, elle ne peut être résolue. Mais, en tout cas, la liquidation révolutionnaire de l'autocratie et du régime féodal doit intervenir avant tout le reste.

La question agraire en Russie est un poids énorme pour le capitalisme, un appui et en même temps la difficulté principale pour le parti révolutionnaire, la pierre d'achoppement pour le libéralisme, un *memento mori* pour la contre-révolution.

LES FORCES MOTRICES DE LA RÉVOLUTION RUSSE

[Retour à la table des matières](#)

5,4 millions de kilomètres carrés en Europe, 17,5 millions en Asie, 150 millions d'habitants. Sur ces immenses espaces, tous les stades de la civilisation : depuis la sauvagerie primitive des forêts septentrionales où l'on se nourrit de poisson cru et où l'on fait sa prière devant un morceau de bois, jusqu'aux nouvelles conditions sociales de la vie capitaliste, où l'ouvrier socialiste se considère comme participant actif de la politique mondiale et suit attentivement les événements des Balkans ou bien les débats du Reichstag. L'industrie la plus concentrée de l'Europe sur la base de l'agriculture la plus primitive. La machine gouvernementale la plus puissante du monde qui utilise toutes les conquêtes du progrès technique pour entraver le progrès historique dans son pays...

Dans les chapitres précédents, nous avons essayé, en laissant de côté les détails, de donner un tableau général des rapports économiques et des contrastes sociaux de la Russie. Voilà le sol sur lequel croissent, vivent et luttent entre elles les classes. La révolution nous montrera ces classes au plus fort de leur lutte. Mais, dans la vie politique, agissent directement les groupes consciemment constitués : partis associations armée bureaucratie, presse, et au-dessus de tout cela, les ministres, les meneurs, les démagogues et les bourreaux. Il est impossible de discerner les classes du premier coup, elles restent ordinairement dans la coulisse. Cela n'empêche pas les partis, leurs chefs, les ministres et leurs bourreaux d'être les organes des classes. Que ces organes soient bons ou mauvais, cela importe certainement à la marche et à l'issue des événements. Si les ministres ne sont que les ouvriers journaliers « d'une objective raison d'État », cela ne les affranchit pas du besoin d'avoir un peu de cervelle dans le crâne, circonstance qu'ils oublient trop souvent. D'autre part, la logique de la lutte des classes ne nous dispense pas d'employer notre logique subjective. Celui qui ne sait pas donner du champ à son initiative, son énergie, son talent et trouver quelque héroïsme dans les cadres de la nécessité économique, celui-là ne possède point le secret philosophique du marxisme. Mais, d'un autre côté, si nous voulons comprendre le processus politique – dans la circonstance présente, la révolution en son ensemble –, nous devons pouvoir, sous le bariolage des partis et des programmes, sous la perfidie et les appétits sanguinaires des uns, sous le courage et l'idéalisme des autres, découvrir les contours réels des classes sociales, dont les racines plongent dans les retraites profondes de la production et dont les fleurs s'épanouissent dans les sphères supérieures de l'idéologie.

LA VILLE MODERNE

Le caractère des classes capitalistes tient étroitement à l'histoire du développement de l'industrie et de la ville. Il est vrai que le monde industriel se rattache moins en Russie que partout ailleurs à la population des villes. En dehors des faubourgs, peuplés de fabriques, qui ne sont exclus de la ville que du point de vue administratif, il existe plusieurs dizaines de

centres industriels considérables dans les gros villages. En somme, c'est en dehors des villes qu'on trouve 57 % des entreprises, comptant 58 % du nombre total des ouvriers. Et cependant la ville capitaliste demeure l'expression la plus achevée de la nouvelle société.

Les villes modernes de Russie se sont faites en quelques décennies. Dans le premier quart du XVII^e siècle, la population des villes s'élevait en Russie à 328 000 âmes, soit environ 3 % de celle du pays. En 1812, elle atteint 1,6 million d'âmes, ce qui ne fait encore que 4,4 %. Au milieu du XIX^e siècle, les villes comptent 3,5 millions d'habitants, soit 7,8 %. Enfin, d'après le recensement de 1897, la population urbaine est déjà de 17,3 millions, soit environ 13 % de celle du pays. De 1885 à 1897, le nombre d'habitants a augmenté dans les villes de 33,8 %, et dans les villages de 12,7 % seulement. Certaines villes se sont accrues plus rapidement encore. La population de Moscou, dans les trente-cinq dernières années, s'est élevée de 604 000 à 1 359 000, c'est à dire de 123 %. Cet accroissement a été encore plus actif dans les villes du Midi : Odessa, Rostov, Ekaterinoslav, Bakou...

Parallèlement à l'augmentation du nombre et de l'étendue des villes, s'est produite dans la seconde moitié du XIX^e siècle une transformation complète de leur rôle économique et de la structure intérieure des classes.

Contrairement aux cités corporatives de l'Europe qui avaient lutté énergiquement, et avec succès en de nombreux cas, pour arriver à concentrer dans leurs murs toute l'industrie de production, les villes russes d'autrefois, de même que les cités des despotes asiatiques, n'accomplissaient presque aucune des fonctions de la production. C'étaient des centres militaires et administratifs, des forteresses de campagne et parfois des centres commerciaux, qui consommait ce qu'on leur fournissait. La population de ces villes se composait de fonctionnaires et d'employés, entretenus aux frais du denier public, de commerçants et enfin d'agriculteurs qui avaient cherché un abri dans leurs murailles. Moscou même, la plus grande ville de l'ancienne Russie, n'était en somme qu'un grand village rattaché au manoir du tsar.

Les métiers dans les villes n'occupaient qu'une place insignifiante : l'industrie de production était alors éparpillée dans l'artisanat rural, nous l'avons vu. Les ancêtres de 4 millions d'artisans villageois que comptait le recensement de 1897 avaient exercé les mêmes fonctions productives que l'artisanat urbain, comme en Europe, mais, différents en cela des maîtres ouvriers européens, ils n'avaient pris aucune part à la création des manufactures et des usines. Lorsque ces dernières firent leur apparition, elles prolétarisèrent une bonne moitié des petits artisans et soumirent les autres à leur action directe ou indirecte.

De même que l'industrie russe n'a pas connu l'époque médiévale du petit métier, les villes russes n'ont pas connu la montée progressive d'un Tiers-État dans les corporations, les guildes, les communes et les municipalités. Le capital européen a créé l'industrie russe en quelques dizaines d'années, laquelle, à son tour, a créé les villes modernes, dans lesquelles les fonctions essentielles de la production sont assurées par le prolétariat.

LA GROSSE BOURGEOISIE CAPITALISTE

C'est au gros capital que fut donc dévolu sans coup férir le rôle principal dans l'économie du pays. Mais celui, immense, que joua en cette circonstance le capital étranger eut des conséquences fatales pour l'influence politique de la bourgeoisie russe. En raison des dettes contractées par l'État, une partie considérable du revenu national s'en allait chaque année à l'étranger, enrichissant et consolidant la bourgeoisie financière européenne. L'aristocratie de

la Bourse qui, dans les pays d'Europe, détient l'hégémonie et qui n'a eu aucune peine à transformer le gouvernement du tsar en un vassal sur le plan financier, ne pouvait et ne voulait pas s'attacher à l'opposition bourgeoise russe, pour cette bonne raison d'abord qu'aucun autre gouvernement national ne lui aurait assuré les bénéfices usuraires qu'elle obtenait du tsarisme. Et, comme le capital financier, le capital industriel étranger, en exploitant les richesses naturelles et la main-d'œuvre de notre pays, réalisait sa puissance politique en dehors des frontières de Russie : dans les parlements français, anglais ou belge.

D'autre part, le capital russe ne pouvait se mettre à la tête de la lutte nationale contre le tsarisme parce qu'il se trouva dès le départ en butte à l'hostilité des masses populaires : du prolétariat qu'il exploite directement et de la classe paysanne qu'il dépouille par l'intermédiaire de l'État. Cela vaut en particulier pour la grosse industrie. Elle dépend actuellement partout des mesures gouvernementales et principalement des commandes de l'armée. Il est vrai qu'elle a intérêt à obtenir « un ferme statut d'ordre civil », mais elle a encore plus besoin d'un pouvoir d'État fortement centralisé, grand dispensateur de tous les avantages et privilèges. Dans leurs usines, les entrepreneurs de la métallurgie se trouvent face à face avec la portion la plus avancée et la plus active de la classe ouvrière, qui profite de chaque faiblesse du tsarisme pour faire des incursions dans les apanages du capital.

L'industrie textile garde plus d'indépendance à l'égard de l'État ; de plus, elle est directement intéressée à l'accroissement du pouvoir d'achat des masses, qui ne saurait se faire sans une vaste réforme agraire. C'est pourquoi le centre de cette industrie, Moscou, manifesta en 1905 une opposition beaucoup plus violente, sinon plus énergique, à la bureaucratie autocratique que ne le fit Pétersbourg, cité de la métallurgie. La municipalité moscovite considérait avec une bienveillance indubitable le flot montant de la révolte. Mais elle se montra tout à coup d'autant plus résolue et fidèle au « principe » d'un pouvoir gouvernemental ferme que la révolution lui découvrait tout le contenu social de ses revendications et poussait, en même temps, les ouvriers du textile sur la route qu'avaient suivie les métallurgistes. La capitale de la contre révolution fit alliance avec la classe possédante contre révolutionnaire et trouva son chef en Goutchkov, marchand de Moscou, leader de la majorité dans la troisième Douma.

LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

En étouffant dans l'œuf l'artisanat russe, le capital européen avait, par là même, détruit le terrain social sur lequel aurait pu s'appuyer la démocratie bourgeoise. Est-il possible de comparer le Moscou ou le Pétersbourg d'aujourd'hui avec le Berlin ou la Vienne de 1848, ou mieux encore avec le Paris de 1789 qui n'avait aucune idée des chemins de fer, ni du télégraphe, et considérait une manufacture de trois cents ouvriers comme une très grosse entreprise ? Il n'y a pas trace chez nous de cette solide petite bourgeoisie qui avait passé par l'école séculaire de l'administration autonome et de la lutte politique et qui, ensuite, joignant ses forces à celles d'un jeune prolétariat non définitivement constitué, prit d'assaut les bastilles de la féodalité. Par quoi fut elle remplacée ? Par une nouvelle classe moyenne, par les professionnels de l'intelligence : avocats, journalistes, médecins, ingénieurs, professeurs, maîtres d'école. Cette couche sociale, qui n'avait pas par elle-même de valeur dans la production générale, qui était peu nombreuse et sans indépendance au point de vue économique, sentant parfaitement sa faiblesse, n'a cessé de chercher la grande classe à laquelle elle pourrait se rattacher. Et voici le fait remarquable : elle a trouvé d'abord un appui non pas parmi les capitalistes, mais parmi les propriétaires fonciers !

Le parti constitutionnel démocrate (k. d. ou « cadet », qui a dominé les deux premières Doumas, s'est formé en 1905 par l'union de l'Association constitutionnelle des zemstvos avec l'Association dite « de l'affranchissement ». La fronde libérale des membres des zemstvos exprimait d'une part le mécontentement envieux des agrariens en face du monstrueux protectionnisme industriel que manifestait la politique gouvernementale ; elle traduisait d'autre part l'opposition de propriétaires plus attachés au progrès, que la barbarie agraire du pays russe empêchait d'élever leur économie particulière sur le pied du capitalisme. L'Association de l'affranchissement groupait les éléments intellectuels qu'une situation sociale « convenable » et le bien être qui en résultait empêchaient d'entrer dans la voie révolutionnaire. L'opposition des zemstvos eut toujours un caractère d'impuissance et de lâcheté, et le très auguste héritier exprimait une amère vérité lorsqu'il déclarait, en 1894, que les vœux politiques de ce groupe n'étaient que « d'absurdes rêveries ». D'autre part, l'intelligentsia, qui dépendait d'ailleurs matériellement de l'État, d'une façon directe ou indirecte, ou bien du gros capital que protégeait le gouvernement, ou bien de la propriété libérale censitaire, était incapable de déployer une quelconque opposition politique.

Par ses origines, le parti cadet unissait donc la faiblesse d'opposition des zemstvos à la faiblesse générale de l'intelligence diplômée. À quel point le libéralisme des zemstvos étaient superficiel, on le vit nettement dès la fin de 1905, lorsque les propriétaires, sous le coup des troubles agraires, se tournèrent brusquement vers le vieux pouvoir. Les intellectuels libéraux eurent la larme à l'œil lorsqu'ils durent quitter les manoirs des propriétaires où ils n'étaient en somme que des enfants adoptifs, et chercher à se faire reconnaître dans leur patrie historique, dans les villes¹⁶. Mais qu'y trouva l'intelligentsia en dehors d'elle-même ? Le gros capital conservateur, le prolétariat révolutionnaire et un irréductible antagonisme de classe entre eux.

Ce fut ce même antagonisme qui scinda jusqu'à la base la petite production dans tous les domaines où elle avait gardé quelque importance. Le prolétariat des petits métiers vit dans l'orbite de la grosse industrie et se distingue peu du prolétariat industriel. Pris entre la grosse industrie et le mouvement ouvrier, les artisans russes constituent une classe obscure, affamée, aigrie qui, à côté du *lumpenprolétariat*, fournit des recrues aux Cent Noirs pour leurs démonstrations et aux pogroms...

En définitive, le groupe intellectuel de la bourgeoisie, groupe déplorablement attardé, né sous les malédictions socialistes, occupe une position très inconfortable devant les conflits de classe ; il est prisonnier des traditions de l'ancienne propriété et entravé par les préjugés du corps professoral ; il reste sans initiative, sans influence sur les masses et sans confiance dans le lendemain.

LE PROLÉTARIAT

Les causes historiques et mondiales qui ont fait de la démocratie bourgeoise en Russie une tête (pas très brillante) sans corps, ont déterminé aussi l'importance du rôle que doit jouer le jeune prolétariat russe. Mais quelles forces celui-ci réunit-il ?

Les chiffres très incomplets de 1897 nous donnent la réponse suivante :

¹⁶ Cf., en annexe, « *Le prolétariat et la révolution russe* ».

	Nombre d'ouvriers
A. Industries minières, fabrication, voies de communications, constructions et entreprises commerciales	3 332 000
B. Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	2 723 000
C. Journaliers et artisans	1 195 000
D. Domestiques, portiers, garçons de cour, etc.	2 132 000
total (hommes et femmes)	9 382 000

En comptant les membres de la famille qui vivent dans la dépendance du travailleur, le prolétariat représente, en 1897, 27,6 % de la population, c'est à dire un peu plus du quart. L'activité politique est très diverse dans les différentes couches dont se compose cette masse, et le rôle de dirigeants dans la révolution appartient presque exclusivement aux ouvriers du premier groupe. Ce serait cependant une très grosse faute de mesurer l'importance effective et virtuelle du prolétariat russe par rapport à la révolution en se fondant sur sa quantité relative. Ce serait refuser de voir, sous les chiffres, les rapports sociaux.

L'influence du prolétariat est déterminée par son rôle dans l'économie moderne. Les moyens de production les plus puissants de la nation se trouvent sous sa dépendance, directe ou indirecte. Trois millions environ d'ouvriers (groupe A) produisent par leur travail la moitié au moins du revenu annuel du pays ! Les plus importants moyens de communication, les chemins de fer, qui à eux seuls transforment un immense pays en un tout économique, comme l'ont montré les événements donnent au prolétariat une position économique et politique d'une portée inappréciable. Il faut ajouter à cela les postes et télégraphes qui, sans dépendre directement de lui, se trouvent néanmoins sous son influence effective.

Tandis que la classe paysanne est dispersée dans tout le pays, le prolétariat est mobilisé en grandes masses dans les fabriques et dans les centres industriels. Il forme le noyau de la population urbaine dans toutes les villes qui jouissent d'une importance économique et politique. Tous les avantages que possède la ville en pays capitaliste : concentration des forces et des moyens de production, réunion des éléments les plus actifs de la population et groupement des biens de la civilisation, deviennent tout naturellement des avantages de classe pour le prolétariat. Cette classe s'est dessinée et constituée avec une rapidité inouïe dans l'histoire. À peine né, le prolétariat russe s'est trouvé en face d'un pouvoir d'État centralisé au maximum et d'un capital dont les forces n'étaient pas moins concentrées. Il n'a pas connu les traditions corporatives et les préjugés de l'artisanat. Dès ses premiers pas, il s'est engagé sur la voie de la lutte sans merci.

Ainsi, l'insignifiance de l'artisanat, et en général de la petite production, et le caractère très développé de la grosse industrie russe ont eu pour résultat, en politique, de repousser au second plan la démocratie bourgeoise, au bénéfice de la démocratie prolétarienne. La classe ouvrière, en assumant les fonctions productives de la petite bourgeoisie, s'est chargée également du rôle politique que cette bourgeoisie avait détenu jadis et des prétentions historiques qu'elle avait eues à diriger les masses paysannes, à l'époque où celles-ci s'élevaient du joug de la noblesse et du fisc.

Le lieu politique sur lequel l'histoire mit à l'épreuve les partis urbains, ce fut la question agraire.

LA NOBLESSE ET LES PROPRIÉTAIRES DE BIENS FONDS

Le programme des cadets, ou pour mieux dire leur ancien programme, qui envisageait l'expropriation forcée de la moyenne et de la grosse propriété d'après une « juste estimation », constitue, selon l'opinion des membres du parti, le maximum de ce qui peut être obtenu « par les procédés créateurs d'un travail législatif ». En fait, la tentative libérale d'expropriation des grosses propriétés par voie législative amena seulement la suppression par le gouvernement du droit électoral et le coup d'État du 3 juin 1907. Les cadets considéraient la liquidation des biens fonds de la noblesse comme une opération purement financière et s'efforçaient en toute conscience de rendre leur « juste estimation » aussi acceptable que possible pour les propriétaires. Mais la noblesse considérait les choses d'un œil tout différent. Avec son instinct infail- lible, elle avait aussitôt compris qu'il ne s'agissait pas simplement de vendre 50 millions de déciatines, même à très haut prix, mais de la liquidation de tout son rôle social de classe diri- geante, et elle refusa carrément de se laisser mettre aux enchères. Dans la première Douma, le comte Saltykov s'écriait, s'adressant aux propriétaires : « Que votre devise et votre mot d'ordre soient : Pas un pouce de nos terres, pas un grain de sable de nos champs, pas un brin d'herbe de nos prairies, pas une souche de nos forêts ! » Et cette voix ne clamait pas dans le désert : non, les années de la révolution sont justement pour la noblesse russe une période de concentration de classe et d'affermissement politique. Pendant la plus sombre réaction, sous Alexandre III, la noblesse n'était qu'une caste, fût-elle la première de toutes. L'autocratie, qui veillait à conserver son indépendance, ne la laissait pas une seconde sortir d'une étroite sur- veillance policière et employait son contrôle à museler même sa cupidité. Mais, à présent, la noblesse est, dans le plein sens du mot, la caste qui commande : elle contraint les gouverneurs de province à danser au son de sa musette, elle menace les ministres et les déplace ouverte- ment, elle adresse au gouvernement ultimatum sur ultimatum et en obtient réponse. Son mot d'ordre est : Pas un pouce de nos terres, pas une parcelle de nos privilèges !

Entre les mains des 60 000 particuliers qui possèdent des terres avec un revenu annuel de plus de 1 000 roubles, sont concentrés environ 75 millions de déciatines : évaluées sur le mar- ché à 56 milliards de roubles, elles apportent à leurs possesseurs plus de 450 millions de roubles de revenu net par an. Les deux tiers au moins de cette somme reviennent à la noblesse. La bureaucratie se rattache étroitement à la noblesse foncière. Pour l'entretien de 30 000 fonc- tionnaires qui reçoivent plus de 1 000 roubles d'appointements, on dépense par an presque 200 millions de roubles. Et justement ces moyens et hauts fonctionnaires sont en majorité des nobles. Enfin, la noblesse dispose sans partage des organes du zemstvo autonome et des reve- nus qui en découlent.

Si, avant la révolution, une bonne moitié des zemstvos avaient à leur tête des propriétaires « libéraux », qui s'étaient fait remarquer par un travail purement « civilisateur », les années révolutionnaires changèrent cette situation du tout au tout : ce sont les zemstvos qui donnèrent à la réaction ses représentants les moins conciliants. Le tout puissant Conseil unifié de la noblesse étouffe dès le début les tentatives que fait le gouvernement, dans l'intérêt de l'indus- trie capitaliste, pour « démocratiser » les zemstvos ou affaiblir les entraves de la classe pay- sanne.

En présence de pareils faits, le programme agraire des cadets, comme base d'une entente par voie législative, n'est qu'une misérable utopie et il n'est pas étonnant qu'ils y aient renoncé tacitement.

La social-démocratie a mené la critique du programme cadet principalement sur la ligne de la « juste estimation », et elle a eu raison. Déjà, du côté *financier*, le rachat de tous les domaines, qui rapporterait aux propriétaires plus de 1 000 roubles par an, ajouterait à notre dette publique de 9 milliards une somme ronde de 5 à 6 milliards ; autrement dit, les seuls intérêts de la dette dévoreraient annuellement 750 millions. Mais ce n'est pas le côté financier, c'est le point de vue *politique* qui a, dans cette affaire, une valeur décisive.

Les conditions de la réforme dite « émancipatrice » de 1861, comprenant une somme exagérée de rachat pour les terres paysannes, indemnisaient en fait les propriétaires de l'affranchissement de leurs serfs (dans la mesure approximative de 250 millions, c'est à dire de 25 % du prix total de rachat). La « juste estimation », elle, contribuait à liquider les grands droits historiques et les privilèges de la noblesse. Celle-ci avait pu donner son adhésion à la réforme à demi émancipatrice, elle avait pu s'y résigner. Elle faisait preuve alors d'un sûr instinct, de même qu'aujourd'hui lorsqu'elle se refuse résolument à terminer son existence de classe par un suicide – quand bien même ce serait d'après une « juste estimation ». Pas un pouce de nos terres et pas une parcelle de nos privilèges ! Sous l'étendard qui porte cette devise, la noblesse s'est définitivement emparée de l'appareil gouvernemental ébranlé par la révolution, et elle a montré qu'elle lutterait avec tout l'acharnement dont est capable une classe dirigeante quand il s'agit pour elle de vie ou de mort.

Ce n'est pas une entente parlementaire qui pourra résoudre la question agraire, mais bien l'élan et la pression révolutionnaire des masses.

LA CLASSE PAYSANNE ET LA VILLE

La barbarie sociale et politique de la Russie a ses attaches dans les campagnes ; mais cela ne veut pas dire que la population rurale ait été incapable de former une classe qui par ses propres forces pourrait rompre ces attaches. Disséminée en Russie d'Europe sur une étendue de 5 millions de verstes carrées, dans 500 000 localités, la classe paysanne n'a tiré de son passé aucune expérience d'union pour la lutte politique. Pendant les révoltes agraires de 1905-1906, les paysans soulevés ne songeaient qu'à chasser les propriétaires des limites du village, du district ou, enfin, du canton. Contre la révolution paysanne, les nobles propriétaires disposaient d'un appareil gouvernemental tout fait et tout centralisé. Pour le vaincre, les paysans auraient dû agir par une insurrection simultanée et résolue. Mais ils en furent incapables, en raison même de toutes les conditions d'existence qui leur étaient faites. Le crétinisme local est une malédiction qui pèse sur toutes les révoltes paysannes. Les gens du village ne s'en affranchissent qu'au moment où ils cessent de songer à leurs intérêts purement paysans et se joignent aux mouvements révolutionnaires des nouvelles classes sociales.

Déjà, pendant la révolution des paysans allemands, dans le premier quart du XVI^e siècle, malgré la faiblesse économique et l'inconsistance politique des villes dans l'Allemagne de ce temps-là, la classe paysanne s'était mise tout naturellement sous la direction immédiate des partis urbains. Révolutionnaire du point de vue social et par l'objectif qu'elle poursuivait, mais sans unité et sans puissance politique, elle n'était pas capable de constituer son propre

parti et, suivant les circonstances locales, elle passait la main soit au parti bourgeois d'opposition, soit à la plèbe révolutionnaire des villes. Celle-ci, unique force capable d'assurer la victoire à la révolution paysanne, bien qu'elle s'appuyât sur la classe la plus radicale de la société d'alors, sur l'embryon du prolétariat contemporain, était elle aussi, toutefois, complètement dépourvue de liens nationaux et n'avait pas une conscience claire des buts révolutionnaires. Tous ces empêchements tenaient au peu de développement économique du pays, à l'état primitif des voies de communication et au particularisme national. De cette manière, il n'y eut pas de collaboration révolutionnaire entre le village révolté et la plèbe urbaine et il ne pouvait pas y en avoir. Le mouvement paysan fut écrasé...

Plus de trois siècles plus tard, la même situation se représenta lors de la révolution de 1848. La bourgeoisie libérale, loin de souhaiter soulever les paysans et les unir autour d'elle, craignait par-dessus tout l'extension d'un mouvement rural qui aurait principalement contribué à renforcer contre elle les positions des éléments radicaux de la plèbe urbaine. Cette dernière, d'autre part, n'était pas encore arrivée à prendre figure sociale et politique, à surmonter son manque d'unité et ne put, par conséquent, rejeter au second plan la bourgeoisie libérale pour prendre la tête des masses paysannes. La révolution de 1848 essuya une défaite...

Mais, soixante ans auparavant, nous voyons en France la triomphale réalisation des problèmes révolutionnaires, et cela grâce précisément à la coopération des paysans et de la plèbe urbaine, c'est à dire des prolétaires, des demi prolétaires et du lumpenprolétariat de l'époque ; cette « coopération » se présenta sous l'aspect de la dictature de la Convention, c'est à dire de la dictature exercée par la ville sur le village, par la capitale sur la province et par les sans culottes sur Paris.

Dans la Russie moderne, la suprématie sociale de la population industrielle par rapport au monde rural est incomparablement plus grande qu'à l'époque des anciennes révolutions européennes et, en même temps, dans les villes russes d'aujourd'hui, le chaos de la plèbe a cédé la place à un prolétariat industriel nettement défini. Une seule circonstance n'a pas changé : la classe paysanne, en temps de révolution, ne peut, tout comme autrefois, servir d'appui qu'au parti qui entraînera avec lui les masses urbaines les plus révolutionnaires et qui ne craindra pas d'ébranler la propriété féodale par vénération Pour les biens de la bourgeoisie. Ce parti, maintenant, ce ne peut être que la social-démocratie.

LE CARACTÈRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Par la tâche directe et immédiate qu'elle se donne, la révolution russe est proprement « bourgeoise », car elle a pour but d'affranchir la société bourgeoise des entraves et des chaînes de l'absolutisme et de la propriété féodale. Mais la principale force motrice de cette révolution est constituée par le prolétariat, et voilà pourquoi, par sa méthode, la révolution est prolétarienne. Ce contraste a paru inacceptable, inconcevable à de nombreux pédants qui définissent le rôle historique du prolétariat au moyen de calculs statistiques ou par des analogies historiques superficielles. Pour eux, le chef providentiel de la révolution russe, ce doit être la démocratie bourgeoise, tandis que le prolétariat qui, en fait, a marché à la tête des événements pendant toute la période d'élan révolutionnaire, devrait accepter d'être tenu en lisières par une théorie mal fondée et pédantesque. Pour eux, l'histoire d'une nation capitaliste répète, avec des modifications plus ou moins importantes, l'histoire d'une autre. Ils n'aperçoivent pas le processus, unique de nos jours, du développement capitaliste mondial qui est le même pour tous les pays auxquels il s'étend et qui, par l'union de conditions locales avec les conditions générales, crée un amalgame social dont la nature ne peut être définie par la recherche de lieux communs historiques, mais seulement au moyen d'une analyse à base matérialiste.

Entre l'Angleterre, d'une part, pionnier du développement capitaliste, laquelle, pendant une longue suite de siècles, a créé de nouvelles formes sociales et une puissante bourgeoisie qui en est l'expression et, d'autre part, les colonies d'aujourd'hui, auxquelles le capital européen apporte, sur des vaisseaux tout montés, des rails tout faits, des traverses, des boulons, des wagons salons pour l'administration coloniale, et dont ensuite il persuade par la carabine et la baïonnette les indigènes de sortir de leur état primitif pour s'adapter à la civilisation capitaliste, il n'y a aucune analogie dans le développement historique, bien que l'on puisse découvrir un lien profond et intime entre des phénomènes si différents d'aspect.

La nouvelle Russie a pris un caractère tout particulier par suite du fait qu'elle a reçu le baptême capitaliste, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, du capital européen qui s'est présenté sous sa forme la plus concentrée et la plus abstraite, comme capital financier. L'histoire antérieure de ce capital n'est aucunement liée à l'histoire de la Russie d'autrefois. Pour atteindre chez lui les hauteurs inaccessibles de la Bourse moderne, le capital a dû s'arracher aux rues étroites, aux ruelles de la cité où s'exercent les petits métiers et où il avait appris à marcher, à ramper ; il a dû, dans une lutte incessante contre l'Église, faire progresser la technique et la science, grouper étroitement autour de lui toute la nation, s'emparer du pouvoir en se révoltant contre les privilèges féodaux et dynastiques ; il a dû se frayer une libre carrière, mettre hors de combat l'artisanat dont il était sorti ; il a dû ensuite s'arracher à la chair même de la nation, aux influences ancestrales, aux préjugés politiques, aux sympathies de la race, aux longitudes et latitudes géographiques, pour planer, en grand carnivore, sur le globe terrestre, empoisonnant aujourd'hui par l'opium l'artisan chinois qu'il a ruiné, enrichissant demain d'un nouveau cuirassé les eaux russes, se saisissant après-demain des mines diamantifères de l'Afrique du Sud.

Mais, lorsque le capital anglais ou français, quintessence de l'œuvre historique des siècles, est transporté dans les steppes du Donetz, il est absolument incapable de manifester les forces sociales, les passions, les valeurs relatives qu'il a progressivement absorbées. Sur un territoire nouveau, il ne peut répéter le développement qu'il a déjà accompli, il reprend son œuvre au point où il l'a laissée dans son pays. Autour des machines qu'il a apportées avec lui à travers les mers et les douanes, il rassemble aussitôt, sans étapes intermédiaires, les masses prolétaires et il infuse à cette classe l'énergie révolutionnaire des vieilles générations bourgeoises, qui s'était figée en lui.

À l'époque héroïque de l'histoire de France, nous voyons la bourgeoisie, qui ne se rend pas encore compte de contradictions dont sa situation est pleine, prendre la direction de la lutte pour un nouvel ordre des choses non seulement contre les institutions surannées de la France, mais même contre les forces réactionnaires de toute l'Europe. Progressivement, la bourgeoisie, représentée par ses fractions, se considère comme le chef de la nation et le devient, entraîne les masses dans la lutte, leur donne un mot d'ordre, leur enseigne une tactique de combat. La démocratie introduit dans la nation le lien d'une idéologie politique. Le peuple – petits bourgeois, paysan et ouvrier – élit comme députés des bourgeois, et c'est dans le langage de la bourgeoisie que les communes écrivent les instructions destinées à leurs représentants. Elle prend conscience de son rôle de Messie. Pendant la révolution même, bien que les antagonismes de classe se révèlent déjà, le mouvement puissant de la lutte révolutionnaire rejette les uns après les autres de la voie politique les éléments les plus inertes de la bourgeoisie. Aucune couche n'est emportée avant d'avoir transmis son énergie aux couches suivantes. La nation, dans son ensemble, continue à combattre pour les fins qu'elle s'est assignées, par des moyens de plus en plus violents et décisifs. Une fois que la masse nationale s'est mise en mouvement et que se sont séparées d'elle les sphères supérieures de la bourgeoisie possédante pour faire alliance avec Louis XVI, les exigences démocratiques de la nation, dirigées désormais contre cette bourgeoisie, amènent le suffrage universel et la république, formes logiquement indispensables de la démocratie.

La grande Révolution française est vraiment une révolution nationale. Plus que cela. Ici, dans des cadres nationaux, la lutte mondiale de la classe bourgeoise pour la domination, pour le pouvoir, pour un triomphe sans partage, trouve son expression classique.

En 1848, la bourgeoisie n'était déjà plus capable de jouer un rôle de ce genre. Elle n'a ni voulu, ni osé prendre sur elle la responsabilité de liquider par la révolution un régime social qui entravait sa domination. Sa tâche s'est ramenée – et elle s'en rendait compte – à introduire dans l'ancien régime les garanties indispensables pour assurer non pas sa domination politique, mais le partage du pouvoir avec les forces du passé. Non seulement elle s'est refusée à mener les masses à l'assaut de l'ordre ancien, mais elle s'est adossée au vieux régime pour les repousser lorsqu'elles cherchaient à l'entraîner. Elle a reculé consciemment devant les conditions objectives qui auraient rendu possible sa domination. Les institutions démocratiques lui apparaissaient non comme le but de la lutte, mais comme une menace à son bien-être. La révolution pouvait être faite non par elle, mais contre elle. Voilà pourquoi, en 1848, pour le succès de la révolution il aurait fallu une classe qui fût capable de marcher en tête des événements en laissant de côté la bourgeoisie, en agissant malgré elle, qui pût non seulement la pousser en avant par une violente pression, mais, au moment décisif, rejeter du chemin son cadavre politique.

Ni la petite bourgeoisie, ni la classe paysanne n'étaient capables de jouer ce rôle.

La petite bourgeoisie était hostile à la fois au passé et au futur. Elle ne s'était pas encore libérée des entraves créées par les rapports sociaux du Moyen Age, que déjà elle était sans force pour résister au développement de l'industrie « libre » ; elle n'avait pas encore marqué les villes de son emprise, mais elle avait déjà cédé son influence à la moyenne et grosse bourgeoisie ; embourbée dans ses préjugés, abasourdie par les événements, exploitante et exploitée, cupide et impuissante en sa cupidité, cette petite bourgeoisie attardée ne pouvait prendre la direction de l'histoire mondiale.

La classe paysanne manquait encore plus d'initiative. Disséminée, éloignée des villes, centres nerveux de la politique et de la culture, obtuse, bornant ses regards à un étroit horizon, indifférente à tout ce que la ville avait déjà conçu, cette classe ne pouvait exercer une action dirigeante. Elle s'était calmée dès que ses épaules avaient été débarrassées du fardeau des

contraintes féodales et elle avait payé la ville, qui avait combattu pour son droit, d'une noire ingratitude : les paysans affranchis étaient devenus des fanatiques de « l'ordre ».

La démocratie intellectuelle, dépourvue de toute force de classe, était à la remorque de sa sœur aînée, la bourgeoisie libérale, lui servant de queue politique, ou bien se séparait d'elle dans les moments critiques pour manifester son impuissance. Elle s'embrouillait dans des contradictions et des contrastes mal définis encore et elle portait partout avec elle cette confusion.

Le prolétariat était trop faible, il manquait d'organisation, d'expérience et de connaissances. Le développement capitaliste était allé assez loin pour rendre nécessaire l'abolition des anciennes conditions féodales, mais pas assez encore pour mettre en avant la classe ouvrière, produit des nouvelles conditions de production, comme force politique décisive. L'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie s'était trop affirmé pour que celle-ci pût sans crainte assumer le rôle d'un dirigeant national ; mais cet antagonisme n'était pas encore assez fort pour permettre au prolétariat de se charger de ce rôle.

L'Autriche donna un exemple particulièrement significatif et tragique de cette situation, en montrant que les rapports politiques n'étaient pas encore suffisamment définis au moment de la période révolutionnaire.

Le prolétariat de Vienne manifesta, en 1848, un héroïsme sublime et une grande énergie révolutionnaire. Il marchait et retournait sans cesse au feu, poussé seulement par un obscur instinct de classe, sans se rendre compte du but final de la lutte, en tâtonnant et en adoptant mot d'ordre sur mot d'ordre. La direction du prolétariat fut prise d'une manière bien étonnante par les étudiants, le seul groupe démocratique qui ait joui alors, grâce à son activité, d'une grande influence sur les masses, et par conséquent sur les événements. Mais, bien que les étudiants fussent capables de se battre bravement sur les barricades et de fraterniser honnêtement avec les ouvriers, ils ne pouvaient pas assurer la direction générale de la révolution qui leur avait confié « la dictature de la rue ». Lorsque, le 26 mai, tous les ouvriers de Vienne se soulevèrent à l'appel des étudiants pour s'opposer au désarmement de la Légion académique, lorsque la population de la capitale s'empara de la ville, lorsque la monarchie en fuite perdit toute influence sur les événements, lorsque, sous la pression populaire, les dernières troupes furent évacuées et que le pouvoir gouvernemental de l'Autriche ne fut plus qu'un spectre, on ne trouva pas de force politique pour saisir le gouvernail. La bourgeoisie libérale se refusa consciemment à utiliser un pouvoir obtenu par des « moyens de brigandage ». Elle ne rêvait que le retour de l'empereur, qui s'était retiré dans le Tyrol, laissant Vienne orpheline. Les ouvriers furent assez courageux pour briser la réaction, mais insuffisamment organisés et conscients pour prendre en mains l'héritage. Incapable de servir de pilote, le prolétariat ne put contraindre la démocratie bourgeoise, qui, comme elle le fait souvent, se déroba au moment où l'on avait le plus besoin d'elle, à jouer ce grand rôle historique. La situation qui résulta de tout cela a été fort bien caractérisée par un contemporain en ces termes : « La république est établie à Vienne, mais malheureusement personne ne s'en est aperçu... » Des événements de 1848-1849, Lassalle tira cette leçon irréfutable qu'aucune lutte en Europe ne peut obtenir de succès si, dès le début, elle ne s'est affirmée comme purement socialiste ; qu'on ne tirera jamais plus aucun avantage d'une lutte dans laquelle les questions sociales n'entreront que comme un obscur élément et resteront au second plan, d'une lutte conduite sous l'enseigne trompeuse d'une renaissance nationale ou d'un républicanisme bourgeois...

Dans la révolution dont l'histoire fixera le début à l'année 1905, le prolétariat s'est mis en marche pour la première fois sous un étendard qui lui appartenait en propre, vers un but qui était bien à lui. Et, en même temps, il est hors de doute qu'aucune des anciennes révolutions n'a absorbé autant d'énergie populaire et n'a donné aussi peu de conquêtes positives que la

révolution russe jusqu'à l'heure présente. Nous sommes loin de vouloir prophétiser, nous ne croyons pas pouvoir annoncer les événements qui se produiront dans les semaines ou les mois qui vont suivre. Mais, pour nous, une chose est claire : la victoire n'est possible que sur la voie indiquée, formulée en 1849 par Lassalle. De la lutte de classe à l'unité de la nation bourgeoise, il n'y a pas de retour. Le « manque de résultats » de la révolution russe montre seulement un aspect passager de son caractère social le plus profond. Dans cette révolution « bourgeoise » sans bourgeoisie révolutionnaire, le prolétariat, par la logique même des événements, est conduit à prendre l'hégémonie sur la classe paysanne et à lutter pour la conquête du pouvoir souverain. Le premier flot de la révolution russe s'est brisé contre la grossière incapacité politique du moujik qui, dans son village, dévastait le domaine du seigneur pour mettre la main sur ses terres et qui ensuite, revêtu de l'uniforme des casernes, fusillait les ouvriers. Tous les événements de cette révolution peuvent être considérés comme une série d'impitoyables leçons de choses, au moyen desquelles l'histoire inculque violemment au paysan la conscience du lien qui existe indéfectiblement entre ses besoins locaux et le problème central du pouvoir. C'est à l'école des conflits violents et des défaites cruelles que s'élaborent les premiers principes dont l'adoption déterminera la victoire révolutionnaire.

« Les révolutions bourgeoises, écrivait Marx en 1852, se précipitent plus rapidement de succès en succès, leurs effets dramatiques sont plus imposants, les hommes et les événements sont comme éclairés par un feu de Bengale, l'extase est l'état d'âme dominant de chacune de leurs journées ; mais elles sont éphémères, elles atteignent bientôt leur point culminant et la longue apathie qui suit l'ivresse s'empare de la société avant qu'elle ait pu se ressaisir et s'assimiler les résultats de la période de tempête et d'attaque (*Sturm und Drang*). Tout au contraire, les révolutions prolétariennes se critiquent incessamment elles-mêmes, elles interrompent à chaque instant leur marche, reviennent en arrière et recommencent ce qui paraissait accompli, elles raillent impitoyablement les maladresses, les faiblesses, les insuffisances de leurs premières tentatives, elles ne semblent renverser l'adversaire que pour lui donner l'occasion de reprendre des forces et de se redresser plus puissant encore ; sans cesse elles battent en retraite, effrayées par l'imprécision et l'immensité de leur tâche, jusqu'au moment où, enfin, seront réalisées les conditions qui leur interdiront tout recul, lorsque la vie elle-même leur dira de sa maîtresse voix : *Hic Rhodus, hic salta !* » (*Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*.)

LE « PRINTEMPS »

I

[Retour à la table des matières](#)

Feu le général Dragomirov, dans une lettre privée, disait du ministre de l'intérieur Sipiaguine : « Quelle peut être sa politique intérieure ? C'est tout simplement le grand veneur de la cour et, de plus, un imbécile. » Cette opinion est si juste que l'on peut excuser la tournure à la fois grossière et affectée du soldat qui l'a formulée. Après Sipiaguine, nous avons vu, au même poste, Plehve, puis le prince Sviatopolk Mirsky, puis Boulyguine, puis Witte et Dournovo... Les uns se distinguaient de Sipiaguine en ceci seulement qu'ils n'étaient pas grands veneurs de Sa Majesté, les autres parce qu'à leur manière ils étaient intelligents. Mais tous, les uns après les autres, quittaient la scène en laissant derrière eux les maîtres d'en haut dans la perplexité et l'inquiétude, et le public dans la haine et le mépris. Le grand veneur à la triste figure ou le mouchard professionnel, le seigneur bêtement bienveillant ou l'agioteur sans foi ni loi, tous se présentaient avec la ferme intention de mettre un terme aux troubles, de restituer au pouvoir son prestige perdu, de sauvegarder les bases de l'État, et tous, chacun à sa façon, ouvraient les écluses de la révolution et étaient emportés dans son courant. Les troubles se développaient avec une puissante régularité, s'étendaient inexorablement, fortifiaient leurs positions et arrachaient les obstacles qui s'opposaient à leur passage ; et sur le fond de ce grand ouvrage, devant son rythme intérieur, devant son génie inconscient, apparaissent les petits bonshommes du pouvoir qui promulguent des lois, contractent de nouvelles dettes, tirent sur les ouvriers, ruinent les paysans, et, pour finir, plongent de plus en plus le pouvoir qu'ils voudraient sauver dans l'impuissance et la colère.

Élevés dans l'atmosphère des petits complots de chancellerie et des intrigues de bureau, où l'impudence et l'ignorance rivalisent avec la perfidie, n'ayant aucune idée de la marche et du sens de l'histoire contemporaine, du mouvement des masses, des lois de la révolution, munis de deux ou trois pauvres petites idées, de misérables programmes destinés à renseigner surtout les boursicotiers de Paris, ces messieurs s'efforcent de combiner à des procédés dignes des grands favoris de la cour au XVII^e siècle les manières particulières aux « hommes d'État » de l'Occident parlementaire. Avec d'humiliantes coquetteries, ils satisfont par des interviews les correspondants de la Bourse européenne, ils exposent devant eux leurs « plans », leurs « objectifs », leurs « programmes », et chacun d'eux exprime l'espoir de pouvoir enfin résoudre le problème qui a épuisé sans résultat les efforts de ses prédécesseurs. Si seulement il était possible d'apaiser la sédition ! Ils commencent différemment, mais finissent tous par donner l'ordre de tirer sur les émeutiers. Ce qui les épouvante, c'est que la sédition ne meurt pas, qu'elle est immortelle !... Et tous terminent leur carrière par un krach ignominieux, et, quand un terroriste ne leur rend pas le service de les affranchir d'une pitoyable existence, ils sont condamnés à survivre à leur discrédit et à voir la sédition, puissante et géniale comme les forces de la nature, utiliser leurs plans et leurs objectifs pour arriver à la victoire.

Sipiaguine a été tué d'une balle de revolver. Plehve a été déchiqueté par une bombe. Sviatopolk Mirsky n'est plus qu'un cadavre politique depuis le 9 janvier. Boulyguine a été mis au rancart, comme une vieille chiffon, par la grève d'octobre. Le comte Witte, absolument exténué par les révoltes militaires et ouvrières, est tombé sans gloire sur le seuil de la Douma qu'il avait pourtant créée...

Dans certains cercles de l'opposition, plus particulièrement parmi les libéraux des zemstvos et la démocratie intellectuelle, les transformations ministérielles amenaient toujours des espérances imprécises, une nouvelle confiance, de nouveaux plans. Et, en effet, pour les gazettes libérales qui cherchaient à susciter une certaine agitation, pour les propriétaires partisans d'une constitution, il n'était pas indifférent de voir à la tête des affaires un vieux loup de police comme Plehve ou un ministre « de confiance » comme Sviatopolk Mirsky. Plehve fut, bien entendu, tout aussi impuissant devant la sédition populaire que son successeur ; mais il faisait peur aussi bien aux journalistes libéraux qu'aux petits conspirateurs des zemstvos. Il détestait la révolution d'une haine furieuse de vieux mouchard que la bombe guette à tous les coins de rue, il poursuivait les séditieux avec des yeux injectés de sang – bien en vain !... Et sa haine insatisfaite s'étendait aux professeurs, aux membres des zemstvos, aux journalistes qu'il voulait considérer comme les « instigateurs » légaux de la révolution. Il réduisit la presse libérale au dernier degré de l'abaissement. Il traitait les journalistes de « canailles » : non seulement il les exilait ou les mettait sous clef, mais, dans les entretiens qu'il avait avec eux, il les menaçait du doigt comme des gamins. Il corrigeait les représentants les plus modérés des comités d'économie rurale, organisés sur l'initiative de Witte, comme de turbulents étudiants, et non de « vénérables membres de zemstvos ». Et il arriva à ses fins : la société libérale tremblait devant lui et sa haine, bouillonnante, était à la mesure de son impuissance. Un grand nombre de ces pharisiens libéraux qui blâment infatigablement « la violence du côté gauche » comme « la violence du côté droit » saluèrent la bombe du 15 juillet comme une envoyée du Messie.

Plehve fut terrible et détestable pour les libéraux, mais, en face de la sédition, il ne valait ni plus ni moins que tout autre. Le mouvement des masses ignorait nécessairement les limites de ce qui était permis ou défendu ; dans ces conditions, il importait bien peu que ces limites fussent plus larges ou plus étroites.

II

Les panégyristes officiels de la réaction se sont efforcés de représenter la régence de Plehve comme un moment, sinon de bonheur, du moins de calme universel. En réalité, le favori fut incapable de créer même ce que l'on peut appeler la quiétude policière. À peine arrivé au pouvoir, il manifesta son zèle orthodoxe de néophyte deux fois converti par l'intention qu'il eut de visiter les saintes reliques de la Laure ; mais il fut forcé de partir au plus vite pour le Midi où venaient d'éclater de grands troubles agraires, dans les gouvernements de Kharkov et de Poltava. Les soulèvements et les désordres parmi les paysans se renouvelèrent ensuite sans cesse en différents points du territoire. La fameuse grève de Rostov, en novembre 1902, et les journées de juillet 1903, dans toute l'étendue du Midi industriel, furent les signes précurseurs de toutes les manifestations ultérieures du prolétariat. Sans cesse, les foules se montraient dans la rue. Les débats et les décisions des comités, concernant les besoins de l'économie rurale, servirent d'ouverture à une vaste campagne des zemstvos. Les universités, dès avant le ministère de Plehve, étaient des foyers de violente agitation politique ; elles conservèrent ce rôle sous son administration. Les deux congrès de Pétersbourg en janvier 1904 – celui des techniciens et celui des médecins – furent comme les avant-postes de rassemblement des intellectuels démocrates. Ainsi, le prologue du « printemps » social avait été joué sous Plehve.

De furieuses représailles, des emprisonnements, des enquêtes judiciaires, des perquisitions et des mesures de déportation qui provoquèrent la terreur ne purent, en fin de compte, paralyser complètement la mobilisation de la société libérale.

Le dernier semestre du ministère de Plehve coïncida avec le début de la guerre. La sédition s'apaisa ou, pour mieux dire, se recueillit. On peut se faire une idée de l'état d'âme qui régnait dans les sphères bureaucratiques et dans la haute société libérale de Pétersbourg, durant les premiers mois de la guerre, d'après le livre du journaliste viennois Hugo Hantz, *Vor der Katastrophe* (« Avant la catastrophe »). Ce que l'on observait, c'était un affolement tout proche du désespoir. « Cela ne peut pas continuer ainsi ! » où donc était l'issue ? Personne ne le savait : ni les hauts fonctionnaires en retraite, ni les grands avocats libéraux, ni les fameux journalistes également libéraux. « La société est absolument impuissante. Il est inutile de songer à un mouvement révolutionnaire venant du peuple ; et si même ce mouvement se produisait, il serait dirigé non contre le pouvoir, mais contre les maîtres en général. » D'où donc était la chance de salut ? On avait devant soi la banqueroute financière et la débâcle militaire. Hugo Hantz, qui passa à Pétersbourg les trois premiers mois de la guerre, affirme que la prière commune des libéraux modérés comme aussi bien de nombreux conservateurs se formulait ainsi : *Gott, hilf uns, damit wir geschlagen werden !* (« Seigneur, aide nous à être battus ! ») Cela n'empêchait pas, bien entendu, la société libérale d'adopter le ton du patriotisme officiel. En de multiples déclarations, tous les zemstvos, toutes les doumas, sans aucune exception, jurèrent fidélité au trône et s'engagèrent à sacrifier leur existence et leurs biens – ils savaient assez que les choses n'iraient pas si loin ! – pour sauvegarder l'honneur et la puissance du tsar et de la Russie. Le corps professoral se déshonora en emboîtant le pas aux zemstvos et aux doumas. Les uns après les autres, les maîtres de l'Université faisaient écho à la déclaration de guerre par des adresses dans lesquelles les fioritures du style s'harmonisaient avec la niaiserie byzantine du fond. Ce ne fut pas une gaffe, ce ne fut pas un malentendu. Ce fut une tactique toujours fondée sur un seul et même principe : le rapprochement coûte que coûte ! De là tous les efforts que l'on fit pour aider l'absolutisme à traverser les angoisses de la réconciliation, on s'organisa, non pour combattre l'autocratie, mais pour la servir. Il ne s'agissait pas de vaincre le gouvernement, mais de le séduire. On voulait mériter sa gratitude et sa confiance, on voulait lui devenir indispensable. Cette tactique est aussi vieille que le libéralisme russe et elle n'a gagné ni en intelligence ni en dignité avec les années. Ainsi, dès le début de la guerre, l'opposition libérale fit tout le nécessaire pour gêner définitivement la situation. Mais la logique révolutionnaire ne connaissait pas d'arrêt. La flotte de Port Arthur avait été défaite, l'amiral Makarov avait péri, la guerre se poursuivait maintenant sur la terre ferme ; Yalou, Kin Tchoou, Dachy Tchao, Vafangoou, Liaoian, Chahe, tous ces noms jalonnent l'opprobre de l'autocratie. La position du gouvernement était plus difficile que jamais. La démoralisation des gouvernants rendait impossibles tout esprit de suite et toute fermeté en politique intérieure. Les hésitations, les tentatives d'accommodement et d'apaisement devenaient inévitables. La mort de Plehve fut une occasion favorable pour modifier le cours de la politique.

III

Le « printemps ¹⁷ » gouvernemental devait être l'œuvre du prince Sviatopolk Mirsky, ancien commandant en chef de la gendarmerie. Pourquoi ? Il aurait sans doute été le dernier à pouvoir expliquer cette nomination.

¹⁷ Ce terme, devenu populaire, fut imaginé par Souvorine, éditeur du *Novoïé Vrémia* pour caractériser « l'époque du rapprochement entre le pouvoir et le peuple ». (1909)

La figure politique de cet « homme d'État » se dessine fort nettement dans les entretiens qu'il accorda aux correspondants de la presse étrangère pour leur communiquer son programme.

« Quel est l'avis du prince, demande le collaborateur de *l'Écho de Paris*, au sujet de l'opinion publique qui demande pour la Russie des ministres responsables ? »

Le prince sourit :

« Toute responsabilité serait artificielle et nominale.

– Quel est votre point de vue, prince, sur les questions confessionnelles ?

– Je suis l'ennemi des persécutions religieuses, mais avec certaines réserves...

– Est-il vrai que vous seriez disposé à accorder aux juifs plus de libertés ?

– On arrive à d'excellents résultats par la bonté.

– En général, monsieur le ministre, vous vous déclarez partisan du progrès ? »

Réponse : le ministre a l'intention « de se conformer dans ses actes à l'esprit d'un véritable et large progrès, *dans la mesure, du moins, où cela ne contrariera point le régime existant* ».

Textuel.

Le prince, d'ailleurs, ne prenait pas lui-même son programme au sérieux. Il est vrai que la tâche « immédiate » de l'administration serait d'assurer le bien de la population « confiée à nos soins » ; mais le ministre avouait au correspondant américain Thomson qu'en fait il ne savait pas encore ce qu'il ferait de son pouvoir.

« J'aurais tort de dire, déclarait le ministre, que j'ai dès maintenant un programme déterminé. La question agraire ? Oui, oui, sans doute il existe sur cette question une énorme documentation, mais je ne la connais, pour le moment, que par les journaux. »

Le prince tranquilisait Peterhof ¹⁸, consolait les libéraux et accordait aux correspondants étrangers des assurances qui faisaient honneur à son cœur, mais compromettaient définitivement sa réputation de génie politique.

Et on attendait de cette figure débile de seigneur, de barine, ornée des aiguillettes du gendarme – non seulement Nicolas, mais même les libéraux – qu'elle tranchât les liens séculaires, si profondément enfoncés dans la chair du pays !

IV

Tout le monde semble avoir accueilli Sviatopolk Mirsky avec enthousiasme. Le prince Meschersky, rédacteur du journal réactionnaire *Grajdanine (Le Citoyen)* écrit que pour « l'immense famille des gens de bien en Russie », c'est jour de fête car, enfin, le principal poste ministériel est occupé par un « homme de bien idéal ». « L'indépendance est parente de la noblesse de caractère, écrit le vénérable Souvorine, et la noblesse de caractère nous est fort nécessaire. » Le prince Oukhtomsky, dans les *Peterbourgskia Viédomosti (L'Information de Pétersbourg)*, attire l'attention sur le fait que le nouveau ministre « sort d'une ancienne lignée princière qui remonte à Rurik par le Monomaque ». La *Neue Freie Presse* de Vienne signale

¹⁸ *Résidence de la cour. (N. d. T.)*

avec satisfaction les qualités essentielles du prince : « humanité, justice, objectivité, sympathie pour les lumières de l'instruction ». Les *Birievya Viédomosti* (*L'Information de la Bourse*) rappellent que le prince n'a que quarante-sept ans et que, par conséquent, il n'a pas encore eu le temps de s'imprégner de la routine bureaucratique.

Des récits en vers et en prose paraissent alors où l'on dit que « nous étions plongés dans un profond sommeil », et que l'ancien commandant de gendarmerie nous a réveillés par son geste libéral et nous a indiqué les voies « d'un rapprochement entre le pouvoir et le peuple ». Quand on lit toutes ces déclarations, quand on considère toutes ces effusions, on croit respirer la bêtise à une pression de vingt atmosphères !

Seule, l'extrême droite ne perd pas la tête parmi cette « bacchanale d'enthousiasmes libéraux ». Les *Moskovskia Viédomosti* (*L'Information de Moscou*) rappellent impitoyablement au prince qu'avec le portefeuille de Plehve il a pris en charge toute la tâche du défunt ministre. « Si nos ennemis intérieurs, dans leurs imprimeries clandestines, en diverses organisations, dans les écoles, dans la presse et dans la rue, la bombe à la main, ont levé si haut la tête pour marcher à l'assaut de notre Port Arthur intérieur, cela n'a été possible que parce qu'ils désorientaient la société et une certaine partie des sphères dirigeantes par des théories absolument fallacieuses sur la nécessité d'abolir les plus solides fondements de l'État russe – l'autocratie de ses tsars, l'orthodoxie de son Eglise et le sentiment national de son peuple. »

Le prince Sviatopolk tenta de garder le juste milieu : l'autocratie, mais adoucie par la légalité ; la bureaucratie, mais appuyée sur les forces sociales. Le *Novoié Vrémia*, qui soutenait le prince parce que le prince était au pouvoir, prit officiellement à son compte le rôle d'entremetteur politique. Les circonstances étaient évidemment favorables pour qu'il choisît cette attitude.

Le ministre dont les bonnes intentions ne trouvaient pas d'écho parmi la camarilla qui gouvernait le tsar, tenta timidement de s'appuyer sur les membres des zemstvos : dans ce but, il avait l'intention d'utiliser le congrès que l'on annonçait et qui devait réunir les représentants des administrations locales. Le *Novoié Vrémia* invitait les gens des zemstvos à exercer une prudente pression du côté gauche. L'animation qui se manifestait alors dans la société et le ton exalté de la presse inspiraient, cependant, de grandes appréhensions pour l'issue du congrès. Le 30 octobre, le *Novoié Vrémia* battait résolument en retraite. « Si intéressantes et instructives que soient les décisions que prendront les membres du congrès, il ne convient pas d'oublier qu'en raison de la composition de cette assemblée et des moyens employés pour la réunir, on a parfaitement raison de la considérer en milieu officiel comme une assemblée privée ; ses décisions ne peuvent avoir qu'un caractère purement académique et ne constituent qu'une obligation morale. »

En fin de compte, le congrès des zemstvos qui devait être un point d'appui pour le ministre « du progrès » fut interdit par lui et s'assembla d'une façon à demi clandestine, à demi légale, dans un appartement privé.

V

Une centaine de membres réputés des zemstvos, par une majorité de 70 voix contre 30, réclamait, les 6 et 8 novembre 1904, les libertés publiques, l'inviolabilité de l'individu et une représentation populaire avec participation au pouvoir législatif, sans prononcer toutefois le mot tabou de constitution.

La presse libérale de l'Europe commenta avec déférence la discrétion pleine de tact des zemstvos : les libéraux avaient su exprimer ce qu'ils voulaient dire en évitant les mots qui auraient rendu impossible pour le prince Sviatopolk l'acceptation de leurs motions.

C'est ainsi qu'une nouvelle figure de rhétorique fut inventée par les zemstvos : le silence. En formulant leurs exigences, les membres des zemstvos s'adressaient exclusivement à un gouvernement avec lequel il fallait qu'ils s'entendent ; ils ne songeaient pas à faire appel aux masses populaires.

Ils élaborèrent les différents points d'un compromis politique, mais non pas des mots d'ordre destinés à émouvoir les foules. En cela, ils restaient fidèles à eux-mêmes.

« La société a accompli son œuvre, maintenant c'est au gouvernement qu'il appartient d'agir ! » s'écriait la presse d'un ton engageant et, en même temps, obséquieux. Le gouvernement du prince Sviatopolk-Mirsky accepta cet appel, ce « défi », et, précisément en raison de cette invitation obséquieuse, crut devoir rappeler à l'ordre la revue libérale *Pravo (Le Droit)*. On interdit aux journaux d'imprimer et de discuter les résolutions du congrès des zemstvos. Une modeste supplique du zemstvo de Tchernigov fut déclarée « insolente et dépourvue de tact ». Le « printemps » gouvernemental touchait à sa fin. Le « printemps » du libéralisme n'était qu'à son début.

Le congrès des zemstvos donna de l'air à l'esprit d'opposition de la « société cultivée ». Tous les zemstvos, il est vrai, n'y étaient pas représentés officiellement ; mais on y avait vu des représentants d'administrations locales et un grand nombre d'hommes « autorisés » auxquels leur inertie et leur esprit de routine devaient justement donner du poids et de l'importance. Il est vrai aussi que le congrès n'avait pas été légalisé par la bureaucratie ; mais il avait eu lieu au vu et au su des autorités. Il n'est donc pas étonnant que les intellectuels, réduits par les sévères avertissements qu'ils avaient reçus au dernier degré de la timidité, aient cru alors que leurs vœux de constitution, les rêves secrets de leurs insomnies, avaient reçu, grâce aux résolutions de ce congrès à demi officiel, une sanction à demi légale. Et rien ne pouvait davantage encourager la société libérale humiliée que l'idée, même illusoire, de s'appuyer dans ses démarches sur la légalité. Ce fut alors une période de banquets, de motions, de déclarations, de protestations, de mémoires et de pétitions. Toutes les corporations imaginables, toutes les assemblées, prenant pour prétextes besoins professionnels, incidents régionaux, solennités et jubilés, en venaient à formuler les exigences constitutionnelles qui étaient contenues dans les « Onze points » désormais fameux de la résolution prise par le congrès des zemstvos. La démocratie se hâtait de former un chœur autour des coryphées du zemstvo pour mieux souligner l'importance de leurs décisions et renforcer leur action sur la bureaucratie. Toute la tâche politique du moment, pour la société libérale, consistait à exercer une pression sur le gouvernement, en s'abritant derrière les membres des zemstvos. Dans les premiers temps, on crut que les motions suffiraient, comme une torpille, à faire sauter en l'air la bureaucratie. Mais rien de pareil n'arriva. On s'habitua aux motions, ceux qui les écrivaient et ceux contre lesquels elles étaient rédigées cessèrent d'y faire attention. La voix de la presse, que le ministère « de la confiance » étranglait cependant de plus en plus, manifestait une irritation sans objet... En même temps l'opposition commençait à se diviser. Dans les banquets, on voyait apparaître de plus en plus souvent des figures inquiètes, frustes, intolérantes, de radicaux : tantôt c'était un intellectuel, tantôt un ouvrier ; ils dénonçaient l'attitude équivoque des zemstvos et exigeaient de la société cultivée des mots d'ordre clairs et une tactique déterminée. On leur faisait signe de se taire, de se calmer, on les flattait, on les blâmait, on leur mettait la main sur la bouche, on les caressait et, finalement, on les chassait, mais ils accomplissaient leur œuvre, ils poussaient les éléments intellectuels de gauche dans la voie révolutionnaire.

Tandis que l'aile droite de la « société », unie, par des intérêts matériels ou par les idées, au libéralisme censitaire, s'occupait de démontrer la modération et le loyalisme des motions du congrès et faisait appel au sens politique du prince Sviatopolk, les intellectuels radicaux, et principalement les étudiants, se joignaient à la campagne de novembre pour essayer de la tirer de l'ornière où elle s'était embourbée, de lui donner un caractère plus combatif et de la rallier au mouvement révolutionnaire des ouvriers dans les villes. C'est ainsi que se produisirent deux grandes manifestations dans la rue : celle de Pétersbourg, le 28 novembre, et celle de Moscou, les 5 et 6 décembre. Ces démonstrations étaient pour les « enfants » radicaux la conclusion directe et nécessaire des mots d'ordre lancés par les « pères » libéraux : puisqu'on avait décidé de réclamer un régime constitutionnel, il fallait s'engager dans la lutte. Mais les « pères » ne tenaient nullement à sanctionner les conséquences de leurs idées politiques. Bien au contraire, ils crurent de leur devoir de se dire effrayés : trop de hâte, trop de fougue pourrait rompre la frêle toile d'araignée de la confiance. Les « pères » ne soutinrent pas les « enfants » ; ils les abandonnèrent aux cosaques et à la gendarmerie du prince libéral.

Les étudiants ne furent pas soutenus non plus par les ouvriers. Et cela révéla clairement le caractère fort étroit de la campagne des banquets de novembre et décembre 1904 ; seule l'élite, peu nombreuse, du prolétariat y participa ; les « véritables ouvriers », dont l'apparition engendrait un mélange de crainte, d'hostilité et de curiosité, ne se montrèrent dans les réunions de cette période qu'en fort petit nombre. La profonde évolution qui s'accomplissait alors dans la conscience des masses n'avait, bien entendu, rien de commun avec les démonstrations hâtives de la jeunesse révolutionnaire. Ainsi, les étudiants furent, en fin de compte, abandonnés presque exclusivement à eux-mêmes.

Cependant toutes ces manifestations, après le long silence politique que la guerre avait causé, dans la grave situation intérieure qui avait été la conséquence de la débâcle militaire ces démonstrations nettement politiques dans les capitales, et dont la nouvelle était transmise par le télégraphe au monde entier, produisirent une impression beaucoup plus forte sur le gouvernement, qui y vit un symptôme, que n'avaient pu le faire les sages remontrances de la presse libérale... Le gouvernement se secoua, revint à lui et se hâta de prendre position.

VI

À la campagne constitutionnelle qui avait commencé par la réunion de quelques dizaines de membres de zemstvos dans le riche appartement de Korsakov et s'était terminée par l'envoi de quelques dizaines d'étudiants aux commissariats de police de Pétersbourg et de Moscou, le gouvernement répondit de deux manières : par un « oukase » de réforme et par une « communication » policière. L'oukase impérial du 12 décembre 1904, qui est resté comme le fruit le plus mûr de la politique printanière « de confiance », pose comme condition *sine qua non* des réformes ultérieures l'intangibilité des lois fondamentales de l'Empire. En son ensemble, il reproduisait les entretiens pleins de bienveillance et de réticences du prince Sviatopolk avec les correspondants étrangers. Cela suffit à en fixer la valeur. Il y avait beaucoup plus de netteté politique dans la communication gouvernementale qui parut deux jours après l'oukase. Ce document caractérise le congrès de novembre comme la source première d'un mouvement étranger au peuple russe et fait observer aux municipalités et aux zemstvos qu'en délibérant sur ses résolutions, ils contreviennent à la loi. Le gouvernement rappelle en outre que son devoir légal est de défendre l'ordre dans l'État et de garantir la sécurité publique, par conséquent, toute réunion de caractère antigouvernemental sera dispersée par tous les moyens légaux dont disposent les autorités. Si le prince réussissait mal à régénérer pacifiquement le pays, il accomplissait avec un succès remarquable la tâche d'ordre plus général pour laquelle

l'histoire l'avait mis à la tête du gouvernement : la destruction des illusions politiques et des préjugés de la classe moyenne.

La période de Sviatopolk Mirsky, qui s'ouvrit aux sons joyeux de la trompette et prit fin au sifflement de la *nagaika*¹⁹, eut pour résultat final d'exciter la haine de l'absolutisme à un degré inconnu chez tous les éléments plus ou moins conscients de la population. Les intérêts politiques prirent une forme mieux déterminée, le mécontentement gagna en profondeur et devint une sorte de principe. La pensée d'hier, encore primitive, se jette maintenant avec avidité sur le travail de l'analyse politique. Tous les phénomènes du malaise public et de l'arbitraire gouvernemental sont enfin considérés dans leurs causes originelles. Les mots d'ordre révolutionnaires n'épouvantent plus personne ; au contraire, ils trouvent l'écho de milliers de voix, ils se transforment en dictons populaires. Comme une éponge absorbe un liquide, la conscience sociale s'imprègne de toute parole de négation, de blâme ou de malédiction à l'adresse de l'absolutisme. Le gouvernement ne peut plus rien faire impunément. Chaque maladresse est aussitôt portée à son compte. Ses coquetteries devant l'opinion n'excitent que la raillerie. Ses menaces engendrent la haine. Il est vrai que le ministère du prince Sviatopolk avait accordé quelques facilités à la presse, mais les exigences de celle-ci allaient déjà beaucoup plus loin que la condescendance de la direction des affaires de la presse.

Il en était de même dans tous les autres domaines : une demi-liberté accordée comme une grâce n'irritait pas moins qu'un esclavage absolu. Tel est, en général, le sort des concessions aux époques révolutionnaires : elles ne peuvent satisfaire, mais suscitent de nouvelles exigences. Ces prétentions étaient formulées hautement dans la presse, dans les assemblées, dans les congrès et elles irritaient, à leur tour, le pouvoir qui perdait rapidement toute « confiance » et recourait à la répression. On dispersait de force les réunions et les congrès ; les coups pleuvaient sur la presse ; les manifestations étaient pourchassées avec une brutalité impitoyable. Enfin, comme pour aider les petites gens à prendre conscience définitivement du poids spécifique de l'oukase du 12 décembre, le prince Sviatopolk publia, le 31 décembre, une circulaire dans laquelle il expliquait que la révision du règlement sur les paysans, annoncée par l'oukase libéral, serait effectuée d'après le projet de Plehve. Ce fut le dernier acte gouvernemental de 1904. 1905 s'ouvrit par des événements qui dressèrent une barrière fatale entre le passé et le présent. Ils soulignèrent d'un trait sanglant l'époque du « printemps », période où la conscience politique du pays avait vécu son enfance. Le prince Sviatopolk, sa bonté, ses plans, sa confiance, ses circulaires, tout cela fut mis au rancart, tout cela fut oublié.

¹⁹ *Le fouet des cosaques. (N. d. T.)*

LE 9 JANVIER

[Retour à la table des matières](#)

LE 9 JANVIER

LE CHEF DES STRELTSY

Grand Souverain,

Nous ne pouvons retenir le peuple,

On force les portes, on crie :

« Nous voulons saluer le tsar Boris,

Nous voulons voir le tsar Boris. »

BORIS

Qu'on ouvre les portes à deux battants

Entre le peuple russe et son tsar

Il n'y a point de barrière.

(A. TOLSTOÏ, *Le Tsar Boris.*)

(B.)

I

« Souverain, nous, les ouvriers, nos enfants, nos femmes et nos vieillards débiles, nos parents, nous sommes venus vers toi, souverain, pour demander justice et protection. Nous sommes réduits à la misère, on nous opprime, on nous accable de travail au-dessus de nos forces, on nous injurie, on ne veut point reconnaître en nous des hommes, on nous traite comme des esclaves qui doivent endurer leur sort et se taire. Nous avons patienté, mais on nous précipite de plus en plus dans l'abîme de l'indigence, de l'asservissement et de l'ignorance. Le despotisme et l'arbitraire nous écrasent, nous étouffons. Les forces nous manquent, souverain ! La limite de la patience est atteinte ; pour nous, voici venu le terrible moment où la, mort vaut mieux que le prolongement d'insupportables tourments. »

Tels sont les accents solennels dans lesquels la menace des prolétaires gronde à travers la supplique des sujets ; tel est le début de la fameuse pétition des ouvriers de Pétersbourg. Elle dépeignait toutes les persécutions et toutes les injures que le peuple subissait. Elle énumérait tout : depuis les courants d'air qui traversaient les fabriques jusqu'à la servitude politique du pays. Elle demandait l'amnistie, les libertés publiques, la séparation de l'Église et de l'État, la journée de huit heures, le salaire normal et l'abandon progressif de la terre au peuple. Mais, avant tout, elle exigeait la convocation d'une assemblée constituante, élue par le suffrage universel non censitaire.

« Voilà, souverain, disait enfin la pétition, les principaux besoins que nous te soumettons. Ordonne et jure de les satisfaire, et tu rendras la Russie puissante et glorieuse, tu imprimeras ton nom dans nos cœurs, dans les cœurs de nos enfants et petits-enfants, à tout jamais. Si tu refuses d'entendre notre supplication, nous mourrons ici, sur cette place, devant ton palais. Il

n'y a point d'autre issue pour nous, nous n'avons aucun motif d'aller ailleurs. Devant nous, il ne reste que deux voies : celle qui mène à la liberté et au bonheur, celle qui mène à la tombe. Indique-nous, souverain, celle que nous devons choisir, nous la suivrons sans répliquer, quand bien même ce serait le chemin du trépas. Que notre vie soit sacrifiée pour la Russie épuisée par les tourments. Nous ne regretterons point ce sacrifice, nous l'offrirons volontiers. »

Et ils l'offrirent en effet.

La pétition des ouvriers opposait à la phraséologie confuse des résolutions libérales les termes précis de la démocratie politique ; de plus, elle y introduisait l'esprit de classe en exigeant le droit de grève et la journée de huit heures. Sa signification politique n'est cependant pas dans le texte, mais dans le fait. La pétition servait de prologue à une action qui unirait les masses ouvrières en face du fantôme d'une monarchie idéalisée, et cela pour dresser immédiatement l'un contre l'autre le prolétariat et la monarchie réelle, comme deux mortels ennemis.

La marche des événements est restée dans toutes les mémoires. Les incidents se succèdent, durant quelques jours, avec une remarquable progression, poursuivant toujours le même objectif. Le 3 janvier, la grève éclata à l'usine Poutilov. Le 7 janvier, les grévistes étaient cent quarante mille. La grève atteignit son apogée le 10 janvier. Le 13, on se remit au travail. Ainsi, nous sommes en présence d'un mouvement d'abord économique qui part d'un motif occasionnel. Ce mouvement s'étend, entraîne les ouvriers par dizaines de milliers et se transforme par conséquent en un événement politique. À la tête du mouvement se trouve la « Société des ouvriers des fabriques et usines », organisation d'origine policière. Les radicaux, que leur politique de banquets a acculés dans une impasse, brûlent d'impatience. Ils sont mécontents du caractère purement économique de la grève et poussent en avant le meneur du mouvement, Gapone. Celui-ci s'engage dans la voie de la politique et trouve, dans les masses ouvrières, un tel débordement de mécontentement, d'irritation et d'énergie révolutionnaire que les plans de ses inspirateurs libéraux s'y perdent et s'y noient. La sociale démocratie passe au premier plan. Elle est accueillie par des manifestations hostiles, mais bientôt elle s'adapte à son auditoire et le subjuge. Ses mots d'ordre deviennent ceux de la masse et sont fixés dans la pétition.

Le gouvernement se tait. Pour quelle raison ? Perfidie ? Provocation ? Ou bien misérable affolement ? L'un et l'autre. Les bureaucrates, à l'instar du prince Sviatopolk, demeurent stupides, éperdus. La clique de Trepov, qui s'est hâtée de mettre fin au « printemps » et qui, par conséquent, a préparé consciemment un massacre, permet aux événements de se développer jusqu'à leur terme logique. Le télégraphe a toute liberté d'informer le monde entier sur les étapes parcourues par la grève de janvier. Le moindre concierge, à Paris, sait trois jours à l'avance qu'à Pétersbourg, le dimanche 9 janvier, à deux heures de l'après-midi, la révolution va éclater. Et le gouvernement russe ne fait rien pour prévenir l'effusion de sang.

Dans les onze sections de la Société des ouvriers, les meetings se succèdent sans interruption. On élabore, on rédige la pétition et on délibère sur le plan d'un cortège qui s'avancera vers le palais. Gapone court en voiture d'une section à l'autre, les agitateurs de la social-démocratie perdent la voix à force de parler et tombent exténués. La police ne se mêle de rien. Elle n'existe plus.

Conformément à la résolution prise en commun, on s'avance paisiblement vers le palais : on ne chante pas, on ne porte pas de drapeaux, on ne prononce pas de discours. Les manifestants sont endimanchés. Dans certaines parties de la ville, on porte des icônes et des oriflammes. Partout on se heurte aux troupes. On supplie l'armée d'accorder le passage, on pleure, on essaie de tourner les détachements ou de les traverser.

Les soldats tirèrent toute la journée. Les morts se comptaient par centaines, les blessés par milliers. Le nombre exact ne put être établi, car la police enlevait les cadavres pendant la nuit et les enfouissait secrètement. À minuit, le 9 janvier, Georges Gapone écrivait : « Aux soldats et aux officiers qui massacrent nos frères innocents, leurs femmes et leurs enfants, à tous les oppresseurs du peuple, ma malédiction pastorale. Aux soldats qui aideront le peuple à obtenir la liberté, ma bénédiction. Je les relève de leur serment de soldats envers le tsar traître qui a ordonné de verser le sang innocent... » L'histoire se servit du plan fantastique de Gapone pour arriver à ses fins et il ne restait au prêtre qu'à sanctionner de son autorité sacerdotale ses conclusions révolutionnaires.

Le 11 janvier, à la séance du conseil des ministres, Witte, qui ne jouissait alors d'aucun pouvoir véritable, proposa de délibérer sur les événements du 9 janvier et de prendre des mesures « pour prévenir désormais d'aussi déplorables incidents ». La proposition de Witte fut repoussée comme « n'entrant pas dans la compétence du conseil et n'étant pas inscrite à l'ordre du jour de la séance ». Le conseil des ministres ignora le début de la révolution russe, parce que cette révolution n'était pas inscrite à l'ordre du jour de sa séance.

II

La manifestation historique du 9 janvier se présenta sous un aspect que nul, bien entendu, n'aurait pu prévoir. Le prêtre que l'histoire avait mis à la tête de la masse ouvrière, pour quelques jours, d'une manière si inattendue, marqua les événements du cachet de sa personnalité, de ses opinions, de sa dignité ecclésiastique. Et ces apparences dissimulèrent, aux yeux de bien des gens, le sens réel des événements. Mais la signification essentielle du 9 janvier ne réside pas dans le cortège symbolique qui s'avança vers le Palais d'Hiver. La soutane de Gapone n'était qu'un accessoire. Le véritable acteur, c'était le prolétariat. Il commence par une grève, s'unifie, formule des exigences politiques, descend dans la rue, attire à lui toutes les sympathies, tout l'enthousiasme de la population, se heurte à la force armée et ouvre la révolution russe. L'énergie révolutionnaire des ouvriers pétersbourgeois n'est pas l'œuvre de Gapone, il ne fit que la découvrir sans l'avoir soupçonnée. Fils d'un prêtre, séminariste, étudiant de l'académie ecclésiastique, puis aumônier d'une prison, agitateur parmi les ouvriers avec l'autorisation bienveillante de la police, il se trouva tout à coup à la tête d'une multitude qui comptait des centaines de milliers d'hommes. Sa situation officielle, sa soutane, l'exaltation des masses encore non conscientes et la rapidité fabuleuse des événements avaient fait de Gapone un « chef ».

Homme d'imagination désordonnée, avec un caractère d'aventurier, méridional sanguin avec une nuance de friponnerie, complètement ignare dans les questions sociales, Gapone était aussi peu capable de régler les événements que de les prévoir. Il se laissa porter par eux.

La société libérale crut longtemps que la personnalité de Gapone recelait tout le mystère du 9 janvier. On l'opposait à la sociale démocratie comme un chef politique qui aurait eu le secret de séduire les masses, tandis que les sociaux-démocrates ne formaient, disait-on, qu'une secte de doctrinaires. On oubliait qu'il n'y aurait pas eu de 9 janvier si Gapone n'avait trouvé sur son chemin plusieurs milliers d'ouvriers conscients qui avaient passé par l'école socialiste. Ils l'encerclèrent aussitôt d'un anneau de fer d'où, même s'il l'avait voulu, il n'aurait pu s'échapper. Mais il n'essaya même pas. Hypnotisé par son propre succès, il se livra au flot montant.

Et pourtant, si, dès le lendemain du Dimanche rouge, nous comprenions que le rôle politique de Gapone se subordonnait absolument aux faits, nous surestimions encore ses qualités

personnelles. Dans l'auréole de son courroux pastoral, la malédiction aux lèvres, il nous apparaissait de loin comme une figure de style presque biblique. On eût dit que les puissantes passions révolutionnaires s'étaient réveillées dans la poitrine d'un jeune prêtre, aumônier du dépôt de Pétersbourg. Que vîmes-nous ensuite ? Lorsque la flamme tomba, Gapone se montra sous son vrai jour, dans sa nullité politique et morale. Les poses qu'il affecta devant l'Europe socialiste, ses pauvres écrits « révolutionnaires » datés de l'étranger, naïfs et grossiers, son retour en Russie, ses rapports clandestins avec le gouvernement, les deniers de Witte, ses entretiens prétentieux et absurdes avec les représentants des journaux conservateurs, sa conduite bruyante, ses fanfaronnades et, enfin, la misérable trahison qui fut cause de sa perte, tout cela détruisit définitivement l'idée que nous nous étions faite de Gapone le 9 janvier. Malgré nous, nous viennent à l'esprit les paroles pénétrantes de Victor Adler, chef de la sociale démocratie autrichienne, qui, dès la réception du premier télégramme sur le séjour de Gapone à l'étranger, déclara : « C'est dommage... Pour sa renommée dans l'histoire, il eût mieux valu qu'il disparût mystérieusement comme il était venu. On garderait la belle légende romantique d'un prêtre qui ouvrit les écluses de la révolution russe... Il y a des hommes, ajoutait Adler, avec la fine ironie qui le caractérise, il y a des hommes que l'on aime mieux compter parmi les martyrs que parmi les camarades de son parti... »

III

« Il n'y a pas encore de peuple révolutionnaire en Russie. » Voilà ce que Pierre Strouvé écrivait, dans l'organe qu'il publiait à l'étranger sous le titre *L'Émancipation*, le 7 janvier 1905, c'est à dire deux jours avant que les régiments de la garde n'écrasassent la manifestation des ouvriers pétersbourgeois.

« Il n'y a pas de peuple révolutionnaire en Russie », déclarait par la bouche d'un renégat socialiste le libéralisme russe qui, en trois mois, dans ses banquets, avait acquis la conviction d'être le principal personnage sur la scène politique. Et cette déclaration n'avait pas eu le temps d'arriver jusqu'en Russie que, déjà, le télégraphe transmettait au monde entier la grande nouvelle du début de la révolution russe...

Nous l'attendions, nous ne doutions pas d'elle. Elle avait été pour nous, pendant de longues années, une simple déduction de notre « doctrine » qui excitait les railleries de tous les crétins de toutes nuances politiques. Ils ne croyaient pas au rôle révolutionnaire du prolétariat ; en revanche, ils croyaient à l'efficacité des pétitions de zemstvos, à Witte, à Sviatopolk Mirsky, à des boîtes de dynamite... Il n'y avait pas de préjugé politique qu'ils n'acceptassent les yeux fermes. Seule, la foi dans le prolétariat leur paraissait un préjugé.

Non seulement Strouvé, mais toute la « société cultivée » au service de laquelle il était passé, furent pris à l'improviste. Ce fut avec des regards d'épouvante et d'impuissance qu'ils observèrent, de leurs fenêtres, le drame historique qui se déroulait. L'intervention des intellectuels dans les événements eut un caractère vraiment pitoyable et nul. Une députation, composée de quelques littérateurs et professeurs, se rendit auprès du prince Sviatopolk Mirsky et du comte Witte, « dans l'espoir, expliquait la presse libérale, d'éclairer la question de telle manière qu'on n'eût pas à employer la force armée ». Une montagne marchait contre une autre montagne, et une poignée de démocrates croyaient qu'il suffirait de se morfondre dans les antichambres de deux ministères pour éluder l'inévitable. Sviatopolk refusa de recevoir la députation ; Witte ouvrit les bras en signe de détresse. Ensuite, comme si l'on eût voulu, avec un sans gêne digne de Shakespeare, introduire les éléments de la farce dans la plus grande des

tragédies, la police déclara que cette malheureuse députation était un « gouvernement provisoire » et l'envoya à la forteresse de Pierre et Paul. Mais, dans la conscience politique des intellectuels, dans cette informe masse de brouillard, les journées de janvier laissèrent une trace très précise. Pour un temps indéterminé, ils remisèrent aux archives notre libéralisme traditionnel avec son unique avantage : la foi en un heureux changement des figures gouvernementales. Le règne stupide de Sviatopolk Mirsky fut, pour ce libéralisme, l'époque de son épanouissement. L'oukase de réforme du 12 décembre en fut le fruit le plus mûr. Mais le 9 janvier balaya le « printemps » qu'il remplaça par la dictature militaire et par la toute-puissance de l'inoubliable général Trepov, que l'opposition libérale venait justement de destituer du poste de grand maître de la police à Moscou. En même temps se dessinait plus nettement dans la société libérale la scission entre la démocratie et l'opposition censitaire. La manifestation des ouvriers donna plus de poids aux éléments radicaux de l'intelligentsia, de même que, précédemment, la manifestation des zemstvos avait servi d'atout dans les mains des éléments opportunistes. Pour l'aile gauche de l'opposition, la question de la liberté politique se présenta enfin sous son aspect réel, comme une question de lutte, de prépondérance des forces, d'impétuosité de la part des lourdes masses populaires. Et, en même temps, le prolétariat révolutionnaire, hier encore « fiction politique » des marxistes, devenait aujourd'hui une puissante réalité.

« Est ce maintenant, écrivait l'influent hebdomadaire libéral *Pravo (Le Droit)*, après les sanglantes journées de janvier, que l'on peut mettre en doute l'idée de la mission historique du prolétariat urbain de la Russie ? Évidemment, cette question, du moins pour le moment historique actuel, est résolue, non par nous, mais par les ouvriers qui, en ces mémorables journées d'horreur et de sang, ont inscrit leurs noms dans le livre d'or du mouvement social russe. " Entre l'article de Strouvé et les lignes que nous venons de citer, il y avait un intervalle d'une semaine, et, cependant, c'est une page d'histoire qui les sépare.

IV

Le 9 janvier marque un tournant dans la conscience politique de la bourgeoisie capitaliste.

Si, dans les dernières années d'avant la révolution, au grand dépit du capital, fut créée toute une école de démagogie gouvernementale (par les procédés du célèbre Zoubatov), qui provoquait les ouvriers à des conflits économiques avec les fabricants, dans le but de les détourner de tout conflit avec le pouvoir gouvernemental, désormais, après le Dimanche rouge, la marche normale de la vie industrielle fut complètement interrompue. La production ne s'effectuait que par à-coups, dans les intervalles qui subsistaient entre les troubles. Les fantasques bénéfices réalisés sur les fournitures de guerre, au lieu de revenir à l'industrie qui subissait une crise, enrichissaient un petit groupe de rapaces privilégiés, jouissant d'un monopole ; le capital ne pouvait donc se résigner à voir la croissance progressive de l'anarchie intérieure. Les différentes branches de l'industrie passaient à l'opposition les unes après les autres. Les sociétés de courtiers en Bourse, les congrès industriels, les soi-disant « comptoirs consultatifs », qui ne sont que des syndicats déguisés, et les autres organisations du capital qui, hier encore, conservaient leur virginité politique, votaient aujourd'hui des ordres du jour de défiance à l'adresse de l'autocratie policière et s'exprimaient dans le langage du libéralisme. Le marchand de la ville montrait bien que, tant qu'à être dans l'opposition, il ne le céderait en rien au propriétaire « instruit ». Les doumas, non contentes de se joindre aux zemstvos, passaient à l'avant-garde ; la douma de Moscou, composée en effet de marchands, occupa à cette époque la première place.

La lutte entre les différentes branches du capital qui cherchent à s'arracher les grâces et les faveurs du ministère des finances recule provisoirement devant le besoin que l'on ressent en général de renouveler le régime gouvernemental et le droit civil. À la place des simples notions de concession et de subvention, ou à côté d'elles, apparaissent des idées plus complexes : développement des forces productrices, élargissement du marché intérieur. En même temps que ces pensées essentielles, toutes les pétitions, les notes et les résolutions des entrepreneurs organisés expriment le grave souci qu'ils ont de calmer les masses ouvrières et paysannes. Le capital a perdu ses illusions au sujet des vertus curatives de la répression policière qui, en frappant l'ouvrier, touche le portefeuille de l'industriel ; il en vient à cette solennelle conclusion que la marche pacifique de l'exploitation capitaliste exige un régime libéral. « Toi aussi, Brutus ! » s'écrie la presse réactionnaire lorsqu'elle voit les marchands de Moscou, les Vieux-Croyants, conservateurs de l'antique piété, travailler de leurs mains à étayer les « plates-formes » constitutionnelles. Mais cette clameur n'arrête pas le Brutus de l'industrie textile. Il doit suivre la courbe de son évolution politique pour, à la fin de l'année, au moment où le mouvement prolétarien atteint son zénith, revenir se réfugier sous l'égide séculaire, une et indivisible, de la nagaïka.

V

Mais le massacre de janvier eut une influence particulièrement remarquable et profonde sur le prolétariat de toute la Russie. D'un bout à l'autre du pays passa un flot grandiose de grèves qui secouèrent le corps de la nation. D'après un calcul approximatif, la grève s'étendit à cent vingt-deux villes et localités, à plusieurs mines du Donetz et à dix compagnies de chemins de fer. Les masses prolétariennes furent remuées jusqu'en leurs profondeurs. Le mouvement entraînait environ un million d'âmes. Sans plan déterminé, fréquemment même sans formuler aucune exigence, s'interrompant et recommençant, guidée par le seul instinct de solidarité, la grève régna dans le pays pendant environ deux mois.

Au plus fort de cette tempête, en février 1905, nous écrivions :

« Après le 9 janvier, la révolution ne connaîtra plus d'arrêt. Elle ne se limite plus à un travail souterrain, caché aux yeux, pour soulever sans cesse de nouvelles couches ; elle en est arrivée à faire ouvertement, en toute hâte, l'appel de ses compagnies, de ses bataillons, de ses régiments et de ses corps d'armée. La force principale de cette troupe immense est constituée par le prolétariat ; voilà pourquoi la révolution procède à l'appel de ses soldats par la grève.

« Les unes après les autres, les professions, les entreprises, les villes abandonnent le travail. Les cheminots sont les initiateurs du mouvement, les voies ferrées servent à répandre cette épidémie. On formule des exigences économiques qui sont presque aussitôt satisfaites, en tout ou en partie. Mais ni le début de la grève, ni son achèvement ne dépendent dans une entière mesure des revendications présentées, non plus que des satisfactions qu'on y donne. Chaque grève partielle commence non parce que la lutte économique quotidienne en est arrivée à des exigences déterminées, au contraire, on fait un choix d'exigences et on les formule parce qu'on a besoin de la grève. On a besoin de se rendre compte pour soi-même, pour le prolétariat des autres régions et enfin pour le peuple entier, des forces que l'on a accumulées, de la solidarité de la classe, de son ardeur à combattre ; on a besoin de faire une revue générale de la révolution. Les grévistes eux-mêmes, et ceux qui les soutiennent, et ceux qui ressentent pour eux de la sympathie, et ceux qui les craignent, et ceux qui les haïssent, tous comprennent ou sentent confusément que cette grève furieuse qui court follement de place en place, ne s'arrête que pour reprendre son élan et passe en tourbillon, tous comprennent ou sentent

qu'elle n'agit pas pour elle-même, qu'elle accomplit seulement la volonté de la révolution qui l'envoie. Sur le champ d'opérations de la grève, c'est à dire sur toute l'étendue du pays, est suspendue une force menaçante, sinistre, chargée d'une insolente témérité.

« Depuis le 9 janvier, la révolution ne connaît plus de cesse. Sans plus se préoccuper de garder les secrets de sa stratégie, ouvertement et bruyamment, foulant aux pieds les routines habituelles, se débarrassant de toute hypnose, elle nous mène vers son apogée. »

LA GREVE D'OCTOBRE

Ainsi, vous pensez que la révolution avance ?

– Elle avance

(Novoïé Vrémia, 5 mai 1905.)

– La voici !

(Novoïé Vrémia, 14 octobre 1905.)

I

[Retour à la table des matières](#)

Des assemblées populaires absolument libres dans les murs des universités, alors que, dans la rue, c'est le règne illimité de Trepov, voilà un des paradoxes les plus étonnants du développement politique et révolutionnaire pendant l'automne de 1905. Un vieil homme ignorant, le général Glazov, qui fut nommé, on ne sait pourquoi, ministre de l'instruction publique, créa sans s'en douter des asiles où la parole avait toute la liberté. Le corps libéral des professeurs élevait des protestations : l'université appartient à la science ; les gens de la rue n'ont rien à faire dans une académie. Le prince Serge Troubetskoï mourut avec cette vérité sur les lèvres. Mais la porte de l'université resta largement ouverte pendant quelques semaines. « Le peuple » emplissait les corridors, les amphithéâtres et les salles. Les ouvriers allaient tout droit à l'université en sortant de l'usine. Les autorités avaient perdu la tête. Elles pouvaient arrêter, fouler aux pieds et fusiller les ouvriers tant que ceux-ci se trouvaient dans la rue ou dans leurs logements. Mais à peine l'ouvrier avait-il passé le seuil de l'université que sa personne devenait inviolable. Ainsi, on offrait aux masses une leçon d'expérience qui leur démontrait les avantages du droit constitutionnel sur le droit autocratique.

Le 30 septembre eurent lieu les premiers meetings populaires dans les universités de Pétersbourg et de Kiev. L'agence télégraphique dépeint avec horreur le public qui s'était amassé dans la salle des fêtes de l'université de Saint Vladimir. D'après les télégrammes, on voyait dans cette foule, outre les étudiants, une multitude « de personnes des deux sexes venues du dehors, des élèves de l'enseignement secondaire, des adolescents des écoles privées, des ouvriers, un ramassis de gens de toute espèce et de va-nu-pieds ».

La parole révolutionnaire était sortie des souterrains et retentissait dans les salles de conférences, dans les corridors et les cours de l'université. La masse s'imprégnait avec avidité des mots d'ordre de la révolution, si beaux dans leur simplicité. Une foule non organisée, rassemblée par hasard, qui, pour les imbéciles de la bureaucratie et les aventuriers du journalisme réactionnaire, n'était qu'un « ramassis de gens de toute espèce », manifestait une discipline morale et un instinct politique qui arrachèrent des cris d'admiration même aux publicistes bourgeois.

« Savez-vous ce qui m'a le plus frappé au meeting de l'université ? écrivait un chroniqueur du journal *Rouss (La Russie)*. C'est l'ordre merveilleux, exemplaire, qui régnait. On avait annoncé une suspension dans la salle des séances et j'allai rôder dans le corridor. Le corridor

de l'université, c'est maintenant la rue tout entière. Tous les amphithéâtres qui donnaient sur le corridor étaient pleins de monde ; on y tenait des meetings particuliers, par fractions. Le couloir lui-même était bondé, la foule allait et venait. Il y avait des gens sur les rebords des fenêtres, sur les bancs, sur les coffres. On fumait. On causait à mi-voix. On aurait cru assister à un « raout », mais l'assemblée était plus nombreuse et plus sérieuse que dans les réceptions habituelles. Et cependant, c'était là le peuple, le vrai peuple, le peuple aux mains rouges et toutes crevassées par le travail, au visage terreux comme l'ont les gens qui passent leur vie dans des locaux fermés et malsains. Et tous les yeux brillaient, enfoncés dans les orbites... Pour ces hommes petits, maigres, mal nourris, qui étaient venus de la fabrique ou de l'usine, de l'atelier où l'on trempe le fer, où l'on coule la fonte, où l'on suffoque de chaleur et de fumée, pour tout ce monde l'université était un temple, aux hautes murailles, aux larges espaces, où la couleur blanche étincelait. Et toute parole que l'on prononçait ici avait les accents d'une prière... Une fois qu'on a éveillé son intérêt, la foule, comme une éponge, absorbe n'importe quelle doctrine. »

Non, cette foule inspirée n'absorbait pas en elle n'importe quelle doctrine. Nous aurions voulu voir prendre la parole devant elle ces gaillards de la réaction qui prétendent qu'entre les partis extrémistes et la masse il n'y a pas de solidarité. Ils n'osèrent pas. Ils restèrent terrés dans leurs tanières, attendant un répit pour calomnier le passé. Mais ils ne furent pas les seuls à s'abstenir : les politiciens et les orateurs du libéralisme ne se montrèrent pas davantage devant cet immense et mouvant auditoire. Les orateurs de la révolution régnaient ici sans partage. La social-démocratie assemblait les innombrables atomes du peuple par la fusion vivante, par la conjonction indestructible des idées politiques. Elle traduisait les grandes passions sociales des masses dans le langage achevé des mots d'ordre révolutionnaire. La foule qui sortait de l'université ne ressemblait plus à celle qui y était entrée... Des meetings avaient lieu chaque jour. Parmi les ouvriers, les esprits s'exaltaient de plus en plus, mais le parti ne lançait aucun appel. On comptait faire une manifestation générale beaucoup plus tard, pour l'anniversaire du 9 janvier et pour la convocation de la Douma d'État qui devait s'assembler le 10. Le syndicat des cheminots menaçait d'arrêter au passage les députés réactionnaires qui voudraient se rendre à Pétersbourg. Mais les événements se précipitèrent et devancèrent toute prévision.

II

Le 19 septembre, les compositeurs de l'imprimerie Sytine, à Moscou, se mettent en grève. Ils exigent une diminution des heures de travail et une augmentation du salaire aux pièces basé sur mille caractères, y compris les signes de ponctuation : et c'est cet événement mineur, ni plus ni moins, qui a pour résultat d'ouvrir la grève politique générale de toute la Russie ; on commençait par des signes de ponctuation et l'on devait, en fin de compte, jeter à bas l'absolutisme.

La grève de chez Sytine est mise à profit, comme s'en plaint dans son rapport le département de la police, par une association non autorisée qui s'intitule « Union des ouvriers typographes de Moscou ». Dans la soirée du 24, cinquante imprimeries sont déjà en grève. Le 25 septembre, dans une réunion autorisée par le *gradonatchalnik* ²⁰, on élabore un programme de revendications. Le *gradonatchalnik* attribue ce programme à « l'arbitraire du conseil (soviet) des députés des typographes », et, au nom de l'« indépendance » individuelle des ouvriers, que menaçait la volonté prolétarienne, ce satrape essaye d'écraser la grève par les grands moyens.

Mais le mouvement, qui a commencé pour une question de ponctuation, gagne déjà les autres branches de l'industrie. Les boulangers de Moscou lâchent le pétrin et s'entêtent dans leur résistance à tel point que deux escadrons du 1^{er} régiment de cosaques du Don sont obligés, avec la bravoure et le goût du risque qui caractérisent cette arme insigne, de prendre d'assaut la boulangerie Philippov. Le 1^{er} octobre, on télégraphie de Moscou que la grève est à son déclin dans les fabriques et les usines. Mais ce n'est qu'une trêve.

Le 2 octobre, les compositeurs des imprimeries de Pétersbourg décident de prouver leur solidarité avec les camarades de Moscou par une grève de trois jours. On télégraphie de Moscou que « la grève continue » dans les usines. Il n'y a pas de désordres dans les rues : le meilleur allié de la police est, en cette occasion, une pluie torrentielle.

Les chemins de fer, qui devaient jouer un rôle si considérable dans la lutte d'octobre, donnent alors un premier avertissement. Le 30 septembre, on commence à s'agiter dans les ateliers des lignes de Koursk et de Kazan. Ces deux voies sont disposées à ouvrir la campagne le 1^{er} octobre. Le syndicat les retient. Se fondant sur l'expérience des grèves d'embranchements de février, avril et juillet, il prépare une grève générale des chemins de fer pour l'époque de la convocation de la Douma ; pour l'instant, il s'oppose à toute action séparée. Mais la fermentation ne s'apaise pas. Le 20 septembre s'est ouverte à Pétersbourg une « conférence » officielle des députés cheminots, au sujet des caisses de retraite. La conférence prend sur elle d'élargir ses pouvoirs, et, aux applaudissements du monde des cheminots, se transforme en un congrès indépendant, syndical et politique. Des adresses de félicitations lui arrivent de toutes parts. L'agitation croît. L'idée d'une grève générale immédiate des chemins de fer commence à se faire jour dans le secteur de Moscou.

Le 3 octobre, le téléphone nous annonce de Moscou que la grève dans les fabriques et les usines diminue peu à peu. Sur la ligne de Moscou-Brest, où les ateliers ont cessé le travail, on note un mouvement en faveur de la reprise.

La grève n'est pas encore décidée. Elle réfléchit, elle hésite.

²⁰ *Préfet de police de la ville. (N. d. T.)*

L'assemblée des députés ouvriers des corporations de l'imprimerie, de la mécanique, de la menuiserie, du tabac et d'autres, adopte la résolution de constituer un conseil (soviet) général des ouvriers de Moscou.

Dans les journées qui suivent, tout semble marcher vers l'apaisement. La grève de Riga est terminée. Le 4 et le 5, le travail reprend dans toutes les imprimeries de Moscou. Les journaux sortent. Le lendemain reparaittent les périodiques de Saratov, après un arrêt d'une semaine : rien ne peut faire prévoir ce qui va se passer.

Au meeting universitaire de Pétersbourg, le 5, une résolution invite les ouvriers à cesser les grèves « par esprit de solidarité », à une date fixée. Dès le 6 octobre, les compositeurs de Moscou reviennent à leurs casses après une manifestation de trois jours. A la même date, le *gradonatchalnik* de Pétersbourg annonce que l'ordre règne sur la route de Schlüsselburg et que le travail, interrompu sur injonctions venues de Moscou, a repris partout. Le 7, la moitié des ouvriers de l'usine des constructions navales de la Neva retournent à leurs chantiers. Dans le faubourg de la Neva, toutes les usines travaillent, à l'exception de celle d'Oboukhov, qui a décidé une grève politique jusqu'au 10 octobre.

Les journées allaient reprendre leur train coutumier, leur train révolutionnaire, bien entendu. Il semblait que la grève eût voulu faire quelques expériences au petit bonheur pour les abandonner ensuite et se retirer... Mais ce n'était qu'une apparence.

III

En réalité, la grève allait se déployer dans toute son ampleur. Elle résolut d'accomplir son œuvre dans le plus court délai et elle s'attaqua en premier aux chemins de fer.

En raison de l'effervescence qui se faisait sentir sur toutes les lignes, particulièrement dans le réseau de Moscou, le bureau central du syndicat des cheminots décida de donner l'ordre de grève générale. On ne se proposait d'ailleurs que de faire l'épreuve d'une mobilisation de toutes les forces disponibles ; la bataille était toujours fixée au mois de janvier.

Le 7 octobre fut une journée décisive. « Le cœur eut des spasmes », écrivait le *Novoïé Vrémia* : les locomotives sur les lignes de Moscou s'éteignaient les unes après les autres. Moscou était isolée du pays. Le télégraphe lançait des dépêches d'alarme : Nijni Novgorod, Arzamas, Kachira, Riazan, Venev, les unes après les autres ou bien ensembles, se plaignaient d'avoir été trahies par les chemins de fer.

Le 7, la ligne de Moscou-Kazan se mit en grève. À Nijni-Novgorod, l'embranchement de Romodanovo cessa aussi le travail. Le lendemain, la grève s'étendit aux lignes de Moscou-Iaroslavl, Moscou-Nijni et Moscou-Koursk. Mais les autres centres ne répondirent pas du premier coup à l'appel.

Le 8 octobre, au congrès des cheminots de Pétersbourg, on résolut de s'occuper immédiatement de l'organisation d'un syndicat pan russe des chemins de fer, dont la création avait été décidée au congrès d'avril à Moscou ; et cela, pour présenter ensuite un ultimatum au gouvernement et soutenir les revendications par une grève de tous les réseaux. On ne parlait donc de grève que pour un avenir indéterminé.

Le 9 octobre s'arrêtèrent les convois de Moscou-Kiev-Voronej, de Moscou-Brest et d'autres directions. La grève domine la situation, et, se sentant sur un terrain sûr, elle abroge toutes les décisions qui ont été prises jusque-là par esprit de modération, ou bien pour attendre, ou bien pour entraver le mouvement.

Le 9 octobre également, dans une séance extraordinaire du congrès des délégués cheminots à Pétersbourg, on formule et on expédie immédiatement par télégraphe sur toutes les lignes les mots d'ordre de la grève des chemins de fer : la journée de huit heures, les libertés civiques, l'amnistie, l'Assemblée constituante.

La grève s'étend maintenant à tout le pays et le domine. Elle se défait de toutes ses hésitations. À mesure que le nombre des grévistes augmente, leur assurance devient plus grande. Au-dessus des revendications professionnelles, s'élèvent les revendications révolutionnaires de classe. En se détachant des cadres corporatifs et locaux, la grève commence à sentir qu'elle est-elle même la révolution, et cela lui donne une audace inouïe.

Elle court sur les rails, et, d'un geste autoritaire, ferme la route derrière elle. Elle prévient de son passage par le fil télégraphique du chemin de fer. « La grève ! Faites la grève ! » Crie-t-elle dans toutes les directions. Le 9, les journaux annonçaient à toute la Russie que, sur la route de Kazan on avait arrêté un certain Bednov, électrotechnicien, qui était chargé de proclamations. Ainsi, ils espéraient encore arrêter la grève en confisquant un paquet de proclamations. Les insensés ! Elle marchait...

Elle poursuit un plan colossal : elle veut arrêter la vie industrielle et commerciale dans tout le pays, et elle n'omet aucun détail. Quand le télégraphe refuse de la servir, avec une résolution toute militaire, elle coupe les fils ou bien renverse les poteaux. Elle arrête les locomotives inquiètes et en lâche la vapeur. Elle arrête également les stations d'électricité, ou bien, si cela présente des difficultés, elle détruit les câbles et plonge les gares dans la nuit. Lorsqu'une opposition tenace gêne ses desseins, elle n'hésite pas à arracher les rails, à démolir un sémaphore, à jeter sur le flanc une locomotive, à obstruer la voie, à mettre des wagons en travers d'un pont. Elle pénètre dans l'élévateur et arrête le fonctionnement de la machine. Elle retient les trains de marchandises là où elle les trouve ; quant aux convois de voyageurs, elle les mène jusqu'à la gare la plus voisine ou jusqu'à destination, s'il y a lieu.

Elle ne déroge à son vœu d'arrêter le travail que pour mieux atteindre ses fins. Elle ouvre une imprimerie quand elle a besoin de publier les bulletins de la révolution, elle se sert du télégraphe pour envoyer ses instructions, elle laisse passer les trains qui conduisent les délégués des grévistes.

Pour tout le reste, elle ne fait aucune exception : elle ferme les usines, les pharmacies, les boutiques, les tribunaux.

Parfois, son attention se lasse, sa surveillance faiblit dans un endroit ou un autre. Parfois un train aventureux réussit à franchir les barrières de la grève et à fuir ; elle organise alors la poursuite. Il détale comme un criminel, traversant les gares ténébreuses et désertes, sans que le télégraphe prévienne de son arrivée, il avance dans l'épouvante, abandonné à l'inconnu. Mais, finalement, la grève le rattrape, arrête la locomotive, oblige le mécanicien à descendre et ouvre le tuyau d'échappement.

Elle met tous les moyens en œuvre : elle appelle, elle exhorte, elle conjure, elle supplie à genoux – c'est ainsi qu'à Moscou une femme orateur s'agenouilla sur le quai de la gare de Kursk –, elle menace, elle effraie, elle lapide et enfin elle tire des coups de revolver. Elle veut arriver à ses fins, coûte que coûte. L'enjeu est trop considérable : il s'agit du sang des pères, du pain des enfants, de la réputation même des forces révolutionnaires. Toute une classe lui obéit, et si une infime portion du monde ouvrier, détournée par ceux contre lesquels la lutte est engagée, se met en travers du chemin, faut-il s'étonner que la grève, d'une rude poussée, écarte les récalcitrants ?

IV

Les nerfs moteurs du pays s'insensibilisent de plus en plus. L'organisme économique s'ankylose. Smolensk, Kirsanov, Toula, Loukhoïanov se plaignent de subir la grève complète. Les bataillons de garde des chemins de fer n'ont ni assez de force ni assez d'adresse pour agir lorsque toute la ligne, tout le réseau se tournent contre eux. Le 10, le trafic avait cessé sur presque toutes les lignes de Moscou, sur celle de Nicolas (Moscou-Pétersbourg), en particulier jusqu'à Tver, et Moscou se trouvait complètement isolée au centre de l'immense territoire. La dernière ligne du réseau, celle de Savelovo, se mit en grève le 16.

Le 10 au soir, les cheminots en grève se réunirent dans une salle de l'université de Moscou et décidèrent de continuer le mouvement jusqu'à complète satisfaction.

Du centre, la grève avait gagné les régions les plus éloignées. Elle atteignait, le 8, la ligne de Riazan à l'Oural, le 9 celles de Briansk-Polessié et de Smolensk-Dankov. Le 10, celle de Kursk-Kharkov-Sébastopol et celle d'Ekaterinoslav, toutes les voies du réseau de Kharkov. Les prix des produits de consommation courante montaient. Le 11, on se plaignait à Moscou de manquer de lait.

Dans la même journée, la grève fit de nouvelles conquêtes. Le trafic s'arrêta sur la voie de Samara-Zlatooust. Le réseau d'Orel s'immobilisa. Sur les lignes du Sud-Ouest, les stations les plus importantes arrêtaient à leur tour : Kazatine, Birzoula et Odessa ; sur la voie de Kharkov ce furent Nicolaev et Krementchoug. Toutes les routes du Polessié furent coupées. Il n'arriva dans la journée que trois trains à Saratov, et ils amenaient des délégués de la grève. Les convois de délégués, annonçant le télégraphe, étaient accueillis tout le long du parcours par des ovations.

La grève des chemins de fer s'étend inéluctablement, entraînant ligne après ligne, convoi après convoi. Le 11 octobre, le général gouverneur de Courlande édictait d'urgence un règlement punissant de trois mois de prison l'arrêt du travail sur les voies ferrées. Ce défi reçut une réponse immédiate. Le 12, il n'y avait plus un seul train entre Moscou et Kreuzburg, toute la ligne était en grève, le train de Windau n'arrivait pas. Le 15, à Windau, l'élévateur et l'agence commerciale des chemins de fer suspendaient le travail.

Dans la nuit du 11 au 12, le mouvement s'arrêta sur tous les embranchements de la Vistule. Dans la matinée, aucun train ne partit de Varsovie pour Pétersbourg. Dans la même journée, le 12, la grève enveloppa Pétersbourg. L'instinct révolutionnaire lui avait indiqué la bonne tactique : elle avait d'abord soulevé toute la province, elle avait inondé le Pétersbourg des dirigeants de milliers de télégrammes d'alarme, elle avait ainsi créé le « moment psychologique », elle avait terrorisé le pouvoir central, et ensuite elle arrivait en personne pour porter le dernier coup. Dans la matinée du 12, avec une complète unanimité, le travail s'arrêta sur tout le réseau de Pétersbourg. Seule la ligne de Finlande fonctionnait encore, attendant la mobilisation révolutionnaire de ce pays ; cette voie ne devait être fermée que quatre jours plus tard, le 16. Le 13 octobre, la grève atteignit Reval, Libau, Riga et Brest. Le travail cesse à la station de Perm. Le trafic est interrompu sur une partie de la route de Tachkent. Le 14, se mettent en grève le réseau de Brest, la ligne de Transcaucasie et les stations d'Askhabad et de Novaïa Boukhara, sur les lignes de l'Asie centrale. Le même jour, la grève commençait sur la ligne de Sibérie ; elle débutait par Tchita et Irkoutsk, et, gagnant de l'Orient à l'Occident, elle arrivait, le 17 octobre, à Tcheliabinsk et Kourgane. Le 15 octobre, elle était à Bakou, le 17 à la gare d'Odessa.

À la paralysie des nerfs moteurs se joignit, pour un certain temps, celle des nerfs sensoriaux : les communications télégraphiques furent suspendues, le 11 octobre à Kharkov, le 13 à Tcheliabinsk et Irkoutsk, le 14 à Moscou, le 15 à Pétersbourg.

En raison de la grève des chemins de fer, la poste refusa d'accepter la correspondance interurbaine.

On put apercevoir, sur l'ancien *trakt*²¹, des *troïkas* à l'ancienne mode.

Non seulement toutes les routes de Russie et de Pologne, mais celles de Vladicaucase, de Transcaucasie et de Sibérie étaient barrées. Toute l'armée des cheminots était en grève : sept cent mille hommes.

V

L'alarme retentit dans les bulletins de la Bourse des blés, des marchandises en gros, de la boucherie, des légumes, de la poissonnerie, etc. Les prix des vivres, surtout ceux de la viande, montaient rapidement. La Bourse de l'argent tremblait. La révolution avait toujours été sa mortelle ennemie. Dès qu'elles se trouvèrent face à face, la Bourse perdit la tête. Elle se précipita vers le télégraphe, mais celui-ci gardait un silence hostile. La poste refusait également de servir. La Bourse alla frapper à la porte de la Banque d'État, mais celle-ci ne répondait plus de l'exécution des virements. Les actions des chemins de fer et des entreprises industrielles quittèrent la place, comme une nichée d'oiseaux épouvantés, et s'envolèrent, non pour monter au ciel, mais pour tomber le plus bas possible. Dans le sombre royaume de l'agiotage, ce fut la panique, ce furent des grincements de dents. La circulation de l'argent fut gênée. Les versements n'arrivaient plus de la province dans les capitales. Les firmes qui payent comptant fermaient leurs guichets. Le nombre des effets protestés augmentait rapidement. Les signataires de billets et de chèques, les garants, les débiteurs et les endosseurs s'agitèrent, coururent à droite et à gauche, exigeant la violation des lois qui avaient été faites pour eux parce que l'ennemie, la grève, qui personnalisait la révolution, avait violé toutes les lois de l'échange et du mouvement économique.

La grève ne se borne plus aux chemins de fer. Elle tend à devenir générale.

Après avoir déchargé les locomotives et plongé les gares dans l'obscurité, elle se rend, avec la foule des cheminots, dans les villes, elle arrête le tramway, elle prend à la bride le cheval du cocher et fait descendre le client, elle ferme les magasins, les restaurants, les cafés, les estaminets et s'approche hardiment des portes de la fabrique. On l'attendait. Le sifflet d'alarme retentit, le travail cesse, la foule augmente aussitôt dans la rue. Elle va plus loin et porte déjà le drapeau rouge. Il est dit sur ce drapeau qu'elle demande une assemblée constituante et la république, qu'elle lutte pour le socialisme. Elle passe devant la rédaction d'un journal réactionnaire. Elle considère avec aversion ce foyer d'épidémie idéologique et, si elle trouve une pierre sur son chemin, elle la lance contre la fenêtre. La presse libérale, qui s' imagine servir le peuple, envoie vers la foule une députation, promettant d'apporter la « réconciliation » en ces terribles journées et demandant pardon et merci. Cette démarche est laissée sans réponse. Dans les imprimeries, on range les casses, les compositeurs descendent dans la rue. Les comptoirs, les banques se ferment... La grève règne en maîtresse.

²¹ *Route nationale. (N. d. T.)*

Le 10 octobre, la grève politique générale commence à Moscou, à Kharkov et à Reval. Le 11, à Smolensk, Kozlov, Ekaterinoslav et Lodz. Le 12, à Koursk, Belgorod, Samara, Saratov et Poltava. Le 13, à Pétersbourg, Orcha, Minsk, Kremenchoug, Simferopol. Le 14, à Gomel, Kalisz, Rostov-sur-le-Don, Tiflis, Irkoutsk. Le 15, à Vilna, Odessa, Batoum. Le 16 à Orenbourg. Le 17, à Derpt, Vitebsk, Tomsk. La grève s'étend encore à Riga, Libau, Varsovie, Plotsk, Belostok, Kovno, Dvinsk, Pskov, Poltava, Nicolaev, Marioupol, Kazan, Czestochowo, Zlatooust, etc. Partout, la vie industrielle s'arrête, de même qu'en beaucoup d'endroits le mouvement commercial. Les établissements d'enseignement se ferment. À la grève du prolétariat se joignent les « unions » des intellectuels. En de nombreux cas, les jurés se refusent à juger, les avocats à plaider, les médecins à traiter leurs malades. Les juges de paix ferment leurs salles d'audience.

VI

La grève organise de grandioses meetings. L'animation intense des masses et l'affolement du pouvoir grandissent parallèlement, s'entretiennent mutuellement. Les rues et les places sont couvertes de patrouilles à pied et à cheval. Les cosaques se font les provocateurs du désordre : ils se jettent sur la foule, lancent des coups de fouets, frappent du sabre et, embusqués, tirent sans avertissement.

Alors la grève démontre, partout où elle le peut, qu'elle ne consiste pas simplement dans une interruption du travail pour attendre les événements, qu'elle n'est pas une passive protestation des bras croisés. Elle se défend, et, de la défensive, passe à l'offensive.

Dans plusieurs villes du Midi, elle élève des barricades, fait main basse sur les magasins des armuriers, s'arme et fournit une résistance sinon victorieuse, du moins héroïque.

À Kharkov, le 10 octobre, après un meeting, la foule s'empare d'un magasin d'armes. Le 11, près de l'université, les ouvriers et les étudiants dressent des barricades. On couche des poteaux télégraphiques en travers des rues ; on y ajoute des battants de fer provenant de portes cochères, des volets, des grilles, des caisses d'emballage, des planches et des poutres, le tout maintenu par du fil de fer. Plusieurs barricades sont assujetties sur une base de pierre ; par-dessus les poutres, on jette de lourdes dalles arrachées au trottoir. Vers une heure de l'après-midi, grâce à cette simple mais noble architecture, on a élevé dix barricades. On a également obstrué les fenêtres et les entrées de l'université. Le quartier est déclaré en état de siège... Les pouvoirs en cet endroit sont confiés à un certain général lieutenant Maou, dont la bravoure ne fait aucun doute. Cependant le gouverneur cherche à parlementer. Par l'intermédiaire de la bourgeoisie libérale, on élabore les conditions d'une honorable capitulation. La milice qui est organisée est saluée par les applaudissements enthousiastes des citoyens. Elle rétablit l'ordre. Mais Pétersbourg exige que l'ordre soit écrasé par *la force*. La milice, à peine constituée, est dispersée ; la ville se trouve de nouveau au pouvoir des voyous à pied et à cheval.

À Ekaterinoslav, le 11 octobre, les cosaques, traîtreusement, ouvrent le feu sur une foule pacifique ; aussitôt, on dresse les premières barricades. Il y en aura six. La plus grande, la « mère-barricade », se trouve sur la place de Briansk. Des véhicules, des rails, des poteaux, une multitude de menus objets, tout ce que la révolution, suivant l'expression de Victor Hugo, peut jeter à la tête de l'ancien régime, sert à la construction. Le squelette même de la barricade est recouvert d'une épaisse couche de terre. Des fossés sont creusés sur les côtés et des barrières de fil de fer disposées devant eux. Dès le matin, plusieurs centaines d'hommes se trouvent sur chaque barricade. Le premier assaut donné par les troupes échoue ; les soldats ne s'emparent du premier obstacle qu'à trois heures et demie. Au moment où ils avancent, deux

bombes sont jetées du haut des toits, coup sur coup ; il y a des tués et des blessés parmi les soldats. Vers le soir, l'armée est maîtresse de toutes les barricades. Le 12, un calme de cimetière règne dans la ville. Les soldats nettoient leurs carabines et la révolution ensevelit ses morts.

Le 16 octobre est jour de barricades à Odessa. Dès le matin, dans les rues de la Transfiguration et de Richelieu, on renverse les wagons du tramway, on décroche les enseignes, on coupe les arbres, on entasse les bancs. Encerclées de fils barbelés, quatre barricades condamnent la rue dans toute sa largeur. Elles sont prises par les soldats après un combat et balayées par les garçons de cour.

Dans beaucoup d'autres villes, il y eut des échauffourées entre la foule et les troupes, on tenta de construire des barricades. Mais, dans leur ensemble, les journées d'octobre ne furent qu'une grève politique, une grande manœuvre pour la révolution, une revue simultanée de toutes les forces ; ce ne fut pas une véritable insurrection.

VII

Et cependant l'absolutisme céda. La terrible surexcitation qui se fit sentir dans tout le pays, l'effarement que trahissaient les rapports venus de la province et dont la profusion était écrasante par elle-même, l'incertitude absolue au sujet du lendemain, tout cela produisit une incroyable panique dans les rangs du gouvernement. Il ne pouvait compter d'une façon absolument certaine sur l'armée : des soldats se montraient dans les meetings ; des officiers prenaient la parole pour affirmer que le tiers de l'armée était « avec le peuple ». La grève des chemins de fer créait d'ailleurs des obstacles insurmontables pour la répression militaire. Et, enfin, il fallait songer à la Bourse européenne. Celle-ci avait compris qu'en face d'elle, c'était bien la révolution et elle déclarait qu'elle ne voulait pas la tolérer davantage. Elle exigeait l'ordre et des garanties constitutionnelles.

Ayant ainsi perdu la tête, à bout de souffle, l'absolutisme accorda des concessions. Le manifeste du 17 octobre fut promulgué. Le comte Witte devint premier ministre et cela – qu'il essaye donc de nous démentir ! – grâce à la victoire de la grève révolutionnaire, ou, plus précisément, grâce à l'*insuffisance* de cette victoire. Dans la nuit du 17 au 18, le peuple arpentait les rues avec des drapeaux rouges, réclamait l'amnistie, chantait « Mémoire éternelle ²²... » aux endroits de la ville où avaient eu lieu les massacres de janvier et criait « anathème » sous les fenêtres de Pobiedonostsev et du *Novoïé Vrémia*... Dans la matinée du 18 eut lieu la première tuerie de l'ère constitutionnelle.

L'ennemi n'était pas écrasé. Il avait seulement battu en retraite pour un temps, devant la manifestation soudaine d'une force imprévue. La grève d'octobre montra que la révolution pouvait désormais soulever au même moment toutes les villes de Russie. Ce pas en avant était immense, et les réactionnaires au pouvoir montrèrent qu'ils en comprenaient l'importance lorsqu'ils répondirent à l'essai d'octobre par le manifeste d'une part, et, de l'autre, par la convocation de tous leurs cadres pour organiser la terreur noire.

²² *Le Requiem russe.* (N. d. T.)

VIII

Il y a dix ans²³, Plekhanov déclarait au congrès socialiste de Londres : « Le mouvement révolutionnaire russe triomphera en tant que mouvement ouvrier, ou bien ne triomphera pas du tout. »

Le 7 janvier 1905, Strouvé écrivait : « Il n'y a pas de peuple révolutionnaire en Russie. »

Le 17 octobre, le gouvernement autocratique contresigna la première victoire sérieuse de la révolution, et cette victoire avait été remportée par le prolétariat. Plekhanov avait raison : le mouvement révolutionnaire avait triomphé en tant que mouvement ouvrier.

Il est vrai que la grève ouvrière d'octobre eut lieu non seulement avec l'aide matérielle de la bourgeoisie, mais avec son appui, en raison de la grève des professions libérales. Cela ne change pourtant rien à l'affaire. Une grève d'ingénieurs, d'avocats et de médecins ne pouvait avoir aucune importance par elle-même. Elle accrût seulement à un très modeste degré la signification politique de la grève générale des travailleurs. En revanche, elle souligna l'hégémonie indiscutable, illimitée, du prolétariat dans la lutte révolutionnaire ; les professions libérales qui, après le 9 janvier, adoptèrent les mots d'ordre fondamentaux de la démocratie, préconisés par les ouvriers de Pétersbourg, se soumièrent en octobre à la méthode de lutte qui constitue la force spécifique du prolétariat : elles déclarèrent la grève. Le groupe le plus révolutionnaire de tous les intellectuels, celui des étudiants, avait introduit depuis longtemps dans les universités le procédé de lutte par la grève, emprunté à l'industrie, et cela malgré les solennelles protestations de tout le professorat libéral. L'hégémonie révolutionnaire du prolétariat s'affirma ensuite par l'extension de la grève aux tribunaux, aux pharmacies, aux administrations des zemstvos et aux doumas municipales.

La grève d'octobre fut la démonstration de l'hégémonie prolétarienne dans la révolution bourgeoise, et, en même temps, de celle de l'hégémonie de la ville sur la campagne.

Le vieux pouvoir de la terre, divinisé par l'école populiste, fut remplacé par l'autorité absolue de la ville capitaliste.

La ville s'était rendue maîtresse de la situation. Elle avait concentré des richesses immenses, elle s'était attaché la campagne par le rail ; ainsi elle s'était assimilé les meilleures forces d'initiative et de création dans tous les domaines de la vie ; elle avait assujéti matériellement et moralement tout le pays. C'est en vain que la réaction cherche à évaluer l'importance proportionnelle de la population urbaine et se console en songeant que la Russie est encore une nation de paysans. Le rôle politique de la ville moderne, pas plus que son rôle économique, ne peuvent être mesurés par le simple chiffre de ses habitants. Le recul de la réaction devant la grève des villes, malgré le silence des campagnes, est la meilleure preuve que l'on puisse donner de la dictature exercée par la cité.

Les journées d'octobre ont montré que si, dans la révolution, l'hégémonie appartient aux villes, dans les villes elle appartient au prolétariat. Mais, en même temps, les événements ont démontré que la ville, consciemment révolutionnaire, n'a pas de politique commune avec la campagne, que l'instinct seul commande.

Les journées d'octobre ont posé en pratique et dans toute son ampleur la question : De quel côté se trouve l'armée ? Et elles ont montré que de la solution de cette question dépend le sort de la liberté russe.

²³ Ceci fut écrit en 1905. (1909)

Les journées d'octobre de la révolution ont suscité une orgie réactionnaire dès la fin du mois. La réaction a profité du moment où le flot révolutionnaire redescendait pour déployer une force aveugle et se lancer à l'attaque avec toute la furie sanguinaire qui la caractérise. Elle a dû son succès à ce fait que la grève révolutionnaire, en lâchant le marteau, n'avait pas encore saisi le glaive. Les journées d'octobre ont prouvé à la révolution, d'une manière frappante, qu'elle avait besoin d'être armée.

Organiser les campagnes et établir une liaison entre elles et les villes ; s'attacher étroitement l'armée ; prendre les armes : telles sont les simples et considérables déductions qu'imposèrent au prolétariat la lutte et la victoire d'octobre.

C'est sur ces déductions que désormais la révolution va se fonder.

* * *

Dans l'étude que nous avons écrite à l'époque du « printemps » libéral, sous le titre : *Avant le 9 janvier*, nous avons essayé d'indiquer les directions que devrait suivre plus tard le développement des forces révolutionnaires. Nous appliquions toute notre énergie à marquer l'importance d'une grève politique des masses comme méthode indispensable de la révolution russe. Certains politiciens perspicaces, hommes respectables d'ailleurs sous tous les rapports²⁴, nous reprochaient de chercher une « recette » de révolution. Dans leurs critiques ils nous expliquaient que la grève, moyen spécifique de lutte « pour la classe prolétarienne », ne peut jouer dans les circonstances d'une révolution nationale et « bourgeoise » le rôle que nous prétendions lui « imposer ». Les événements qui se sont produits en dépit de bien des prévisions fondées sur la routine, en dépit des théories les plus « sensées » nous épargnent la nécessité de répliquer à ces honnêtes critiques. La grève générale de Pétersbourg, occasion du drame du 9 janvier, éclata avant que cette étude eût été publiée : évidemment, notre « recette n'était qu'un simple plagiat, un emprunt à la vérité du mouvement révolutionnaire ».

En février 1905, pendant les grèves partielles et chaotiques que suscita le Dimanche rouge de Pétersbourg, nous écrivions :

« Après le 9 janvier, la révolution ne connaîtra plus d'arrêt... Nous ne nous trompions pas : sur le terrain préparé par une campagne de grèves de neuf mois, surgit la grande grève d'octobre.

Pour le libéralisme, dont les idées sont organiquement superficielles, les événements de l'automne furent aussi imprévus que l'avait été le 9 janvier. Ils n'entraient pas dans le schéma historique préalable de la pensée libérale ; la grève était une intruse et les libéraux ne l'acceptèrent qu'après coup. Bien plus : si, avant la grève d'octobre, le libéralisme, appuyé sur le congrès des zemstvos, dédaigna l'idée d'une grève générale, ce même libéralisme, représenté par son aile gauche, après le 17 octobre, ayant constaté le triomphe de la grève, s'éleva contre toute autre formule de lutte révolutionnaire.

« Cette grève pacifique, écrivait M. Procopovitch dans la revue *Pravo*, grève qui a occasionné un nombre beaucoup moins considérable de victimes que ne l'avait fait le mouvement de janvier, et qui s'est terminée par un coup d'État, a été une révolution, car elle a transformé radicalement le régime gouvernemental de la Russie. « L'histoire, dit-il encore, qui avait ôté au prolétariat un de ses moyens de lutte pour les droits populaires, l'insurrection et les barricades dans la rue, lui en donna un autre beaucoup plus puissant, la grève politique générale. ²⁵ »

²⁴ *Il s'agit des écrivains mencheviks – Martov, Dan, etc. (1909).*

²⁵ *Pravo, 1905, n° 41. (1909)*

Nous donnions certes une énorme importance alors à une grève politique des masses, considérée comme l'indispensable méthode de la révolution russe, tandis que des radicaux comme les Procopovitch se nourrissaient de vagues espérances fondées sur l'opposition des zemstvos. Mais nous ne pouvons admettre en aucune façon que la grève générale ait abrogée et remplacée les anciennes méthodes révolutionnaires. Elle en a seulement modifié l'aspect et elle les a complétées. Nous ne pouvons pas non plus reconnaître que la grève d'octobre, quelque estime que nous en ayons, ait « radicalement transformé le régime gouvernemental de la Russie ». Au contraire, tous les événements politiques ultérieurs ne s'expliquent qu'en raison de ce fait que la grève d'octobre n'a rien changé au régime gouvernemental. Nous dirons même qu'elle n'aurait pas pu accomplir un « coup d'État ». En tant que grève politique, elle se borna à mettre les adversaires face à face.

Sans aucun doute, la grève des chemins de fer et du télégraphe désorganisa au dernier degré le mécanisme gouvernemental. Et la désorganisation s'aggrava avec la durée de la grève. Mais, en se prolongeant, cette même grève troublait les fonctions de la vie économique et sociale et affaiblissait nécessairement les ouvriers. Et, enfin, elle devait avoir un terme. Mais, dès que la première locomotive fut sous pression, dès que le premier appareil télégraphique produisit son tac-tac, ce qui subsistait du pouvoir trouva la possibilité de remplacer tous les leviers brisés et de renouveler toutes les pièces avariées de la vieille machine gouvernementale.

Dans la lutte, il est extrêmement important d'affaiblir l'adversaire ; c'est la tâche de la grève. En même temps, elle met sur pied l'armée de la révolution. Mais ni l'un ni l'autre de ces résultats ne constituent par eux-mêmes un coup d'État.

Il faut encore arracher le pouvoir à ceux qui le détiennent et le transmettre à la révolution. Telle est la tâche essentielle. La grève générale crée les conditions nécessaires pour que ce travail soit exécuté, mais elle est, par elle-même, insuffisante pour le mener à bien.

Le vieux pouvoir gouvernemental s'appuie sur sa force matérielle, et avant tout sur l'armée. Pour barrer la route à un véritable « coup d'État », autre que celui qu'on croit avoir fait sur le papier, on trouve toujours l'armée. À un certain moment de la révolution, une question se pose et domine toutes les autres : De quel côté sont les sympathies et les baïonnettes des troupes ? La réponse ne peut pas être obtenue par une enquête. On peut formuler bien des observations justes et précieuses sur la largeur et la régularité des rues modernes, sur les nouveaux modèles de fusil, etc., mais toutes ces considérations techniques laissent entière la question de la conquête révolutionnaire du pouvoir gouvernemental. L'inertie de l'armée doit être surmontée. La révolution n'arrive à ce but qu'en provoquant un affrontement entre l'armée et les masses populaires. La grève générale crée les conditions favorables de cet affrontement. La méthode est brutale, mais l'histoire n'en connaît pas d'autre.

FORMATION DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS

[Retour à la table des matières](#)

Octobre, novembre et décembre 1905. C'est l'époque culminante de la révolution. Elle commence par la modeste grève des typographes moscovites et s'achève par le saccage de l'ancienne capitale des tsars, livrée aux troupes du gouvernement. Mais à l'exception de l'heure finale de l'insurrection moscovite, la première place dans les événements de cette période n'appartient pas à Moscou.

Le rôle de Pétersbourg dans la révolution russe ne peut entrer en comparaison avec celui de Paris dans la révolution qui achève le XVIII^e siècle. Les conditions générales de l'économie toute primitive de la France, l'état rudimentaire de ses moyens de communication, d'une part, et, de l'autre, sa centralisation administrative permettaient à Paris de localiser en fait la révolution dans ses murailles. Il en fut tout autrement chez nous. Le développement capitaliste suscita en Russie autant de foyers révolutionnaires séparés qu'il y avait de centres industriels ; et ceux-ci, tout en gardant l'indépendance et la spontanéité de leurs mouvements, restaient étroitement reliés entre eux. Le chemin de fer et le télégraphe décentralisaient la révolution, malgré le caractère centralisé de l'État ; et en même temps ces moyens de communication donnaient de l'unité à toutes les manifestations locales de la force révolutionnaire. Si, en fin de compte, on peut admettre que la voix de Pétersbourg eut une influence prépondérante, cela ne veut pas dire que toute la révolution se soit rassemblée sur la perspective Nevsky ou devant le Palais d'Hiver ; il faut entendre seulement que les mots d'ordre et les méthodes de lutte que préconisait Pétersbourg trouvèrent un puissant écho révolutionnaire dans tout le pays. L'organisation de Pétersbourg, la presse de Pétersbourg fournissaient des modèles que la province adoptait aussitôt. Les événements qui se produisirent sur place, dans les divers coins du pays, à l'exception des révoltes de la flotte et des forteresses, eurent une signification d'ensemble.

Si donc nous avons le droit de mettre la capitale de la Neva au centre de tous les événements qui terminent 1905, à Pétersbourg même, nous devons accorder la plus haute place au conseil, ou soviet, des députés ouvriers. C'est en effet la plus importante organisation ouvrière que la Russie ait connue jusqu'à ce jour. De plus, le soviet de Pétersbourg fut un exemple et un modèle pour Moscou, Odessa et plusieurs autres villes. Mais il faut dire surtout que cette organisation, qui était vraiment l'émanation de la classe des prolétaires, fut l'organisation type de la révolution. Tous les événements pivotèrent autour du soviet, tous les fils se rattachèrent à lui, tous les appels vinrent de lui.

Qu'était-ce donc que le soviet ?

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin pratique, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable,

libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison. Cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique. L'essentiel enfin, c'était de pouvoir la faire surgir dans les vingt-quatre heures. Le parti social-démocrate qui unissait étroitement, dans ses retraites clandestines, plusieurs centaines, et, par la circulation des idées, plusieurs milliers d'ouvriers à Pétersbourg, était en mesure de donner aux masses un mot d'ordre qui éclairerait leur expérience naturelle à la lumière fulgurante de la pensée politique ; mais ce parti n'aurait pas été capable d'unifier par un lien vivant, dans une seule organisation, les milliers et les milliers d'hommes dont se composait la masse : en effet, il avait toujours accompli l'essentiel de son travail dans des laboratoires secrets, dans les antres de la conspiration que les masses ignoraient. Le parti des socialistes révolutionnaires souffrait des mêmes maladies de la vie souterraine, aggravées encore par son impuissance et son instabilité. Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie d'une part, et leur lutte avec les socialistes révolutionnaires de l'autre, rendaient absolument indispensable la création d'une organisation impartiale. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter ? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses prolétaires, dépourvues d'organisation, était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentations aux entreprises et aux usines²⁶. On avait comme exemple et comme précédent la commission du sénateur Chidlovsky. Une des deux organisations social-démocrates de Pétersbourg prit l'initiative de créer une administration autonome révolutionnaire ouvrière, le 10 octobre, au moment où la plus grande des grèves s'annonçait. Le 13 au soir, dans les bâtiments de l'Institut technologique, eut lieu la première séance du futur soviet. Il n'y avait pas plus de trente à quarante délégués. On décida d'appeler immédiatement le prolétariat de la capitale à la grève politique générale et à l'élection des délégués. « La classe ouvrière, disait l'appel rédigé à la première séance, a dû recourir à l'ultime mesure dont dispose le mouvement ouvrier mondial et qui fait sa puissance : à la grève générale... Dans quelques jours, des événements décisifs doivent s'accomplir en Russie. Ils détermineront pour de nombreuses années le sort de la classe ouvrière ; nous devons donc aller au-devant des faits avec toutes nos forces disponibles, unifiées sous l'égide de notre commun soviet... »

Cette décision d'une importance incalculable fut adoptée à l'unanimité ; il n'y eut même pas de débat sur le principe de la grève générale, sur les méthodes qui convenaient, sur les fins et les possibilités que l'on pouvait envisager ; et ce sont pourtant ces questions qui soulevèrent, peu de temps après, une lutte idéologique passionnée dans les rangs de notre parti allemand. Ce serait un non-sens que d'expliquer ce fait par les différences psychologiques entre nationalités ; bien au contraire, c'est plutôt à nous autres, Russes, que l'on pourrait reprocher une prédilection malade pour les finasseries de tactique et l'abus des subtilités dans le détail. La raison véritable de la conduite que l'on adopta alors, on la trouve dans le caractère révolutionnaire de l'époque. Le soviet, depuis l'heure où il fut institué jusqu'à celle de sa perte, resta sous la puissante pression de l'élément révolutionnaire qui, sans s'embarrasser de vaines considérations, devança le travail de l'intelligence politique.

²⁶ *Il y avait un délégué par groupe de cinq cents ouvriers. Les petites entreprises industrielles s'unissaient pour former des groupes d'électeurs. Les jeunes syndicats reçurent également le droit de représentation. Il faut dire, cependant, que ces normes n'étaient pas observées très rigoureusement : certains délégués ne représentaient que cent ou deux cents ouvriers, ou même moins. (1909)*

Chacune des démarches de la représentation ouvrière était prédéterminée, la « tactique » à suivre s'imposait d'une manière évidente, on n'avait pas à examiner les méthodes de lutte, on avait à peine le temps de les formuler...

* * *

La grève d'octobre marchait d'un pas sûr vers son apogée. En tête du cortège, venaient les ouvriers du métal et de l'imprimerie. Ils furent les premiers à entrer dans la bataille et ils formulèrent d'une façon nette et précise, le 13 octobre, leurs mots d'ordre politiques.

« Nous déclarons la grève politique, proclamait l'usine Oboukhov, cette citadelle de la révolution, et nous lutterons jusqu'au bout pour la convocation d'une assemblée constituante sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et secret, dans le but d'instituer en Russie la république démocratique. »

Promulguant les mêmes mots d'ordre, les ouvriers des stations d'électricité déclaraient : « Unis avec la social-démocratie, nous lutterons pour nos revendications jusqu'au bout et nous affirmons devant toute la classe ouvrière que nous sommes prêts à combattre les armes à la main, pour l'entière libération du peuple. »

La tâche du moment était définie d'une manière encore plus hardie par les ouvriers typographes qui envoyaient, le 14 octobre, leurs députés au soviet :

« Reconnaissant que la lutte passive est par elle-même insuffisante, que c'est trop peu de cesser le travail, nous décidons : qu'il faut transformer les troupes de la classe ouvrière en grève en une armée révolutionnaire, c'est à dire organiser immédiatement des compagnies de combat. Que ces compagnies s'occupent d'armer le reste des masses ouvrières, au besoin en pillant les armureries et en arrachant à la police et aux troupes leurs armes partout où il sera possible de le faire. » Cette résolution ne fut pas une vaine parole. Les compagnies de typographes armés remportèrent un succès remarquable lorsqu'elles mirent la main sur les grandes imprimeries qui devaient servir à la publication des *Izvestia* (*Les Nouvelles*) du soviet des députés ouvriers ; elles rendirent des services inappréciables au cours de la grève des postes et télégraphes.

Le 15 octobre, les fabriques textiles travaillaient encore pour la plupart. Afin d'amener les abstentionnistes à la grève, le soviet mit au point toute une série de moyens de pression gradués, depuis les exhortations jusqu'à l'emploi de la violence. On ne fut pas obligé, toutefois, d'en arriver à cette extrémité. Lorsque les appels imprimés restaient sans elle, il suffisait de l'apparition d'une foule de grévistes, parfois même de quelques hommes, pour que le travail cessât.

« Je passais devant la fabrique Pecquellieu, rapporte au soviet un des députés. Je vois qu'on y travaille. Je sonne. « Dites que c'est un député du soviet ouvrier. – Qu'est-ce que vous voulez ? demande le gérant. – Au nom du soviet, j'exige que votre fabrique ferme immédiatement. – C'est bon, à trois heures, nous cesserons le travail. »

Le 16 octobre, toutes les entreprises textiles étaient déjà en grève. Les magasins n'étaient ouverts que dans le centre de la ville. Dans les quartiers ouvriers, tout commerce avait cessé. En élargissant la grève, le soviet s'élargissait et s'affermissait lui-même. Toute usine qui abandonnait le travail nommait un représentant et l'envoyait muni des papiers nécessaires au soviet. À la seconde séance, quarante grosses usines étaient déjà représentées, ainsi que deux entreprises et trois syndicats : celui des typographes, celui des commis de magasin et celui des comptables. Cette séance eut lieu dans l'amphithéâtre de physique de l'Institut technologique, et l'auteur était là, pour la première fois.

C'était le 14 octobre : la grève d'une part, la division dans les rangs du gouvernement de l'autre, tout laissait prévoir une crise. Ce jour-là parut le célèbre décret de Trepov : « Ne pas tirer à blanc et ne pas ménager les cartouches. » Le lendemain, 15 octobre, ce même Trepov reconnaissait tout à coup que « parmi le peuple, le besoin de réunions se faisait sentir » et, tout en interdisant les meetings dans les établissements d'enseignement supérieur, il promettait de mettre trois édifices de la ville à la disposition des assemblées. « Quel changement en vingt-quatre heures, écrivions-nous alors dans les *Izvestia* du soviet des députés ouvriers ; hier, nous n'étions mûrs que pour les cartouches, nous le sommes aujourd'hui pour les réunions publiques. Ce vaurien sanguinaire a raison : en ces grandes journées de lutte, le peuple mûrit d'heure en heure ! » Malgré l'interdiction, les écoles supérieures étaient bondées dans la soirée du 14. Partout on tenait des meetings. « Nous, rassemblés ici, déclarons – telle fut la réponse que l'on donna au gouvernement – que le peuple révolutionnaire de Pétersbourg, par nous représenté, se trouverait à l'étroit dans les souricières que nous offre le général Trepov. Nous déclarons que nous continuerons à nous assembler dans les universités, dans les usines, dans les rues et partout où il nous conviendra. » De la salle des fêtes de l'Institut technologique, où j'eus l'occasion de parler sur la nécessité de réclamer à la douma municipale la constitution d'une milice ouvrière armée, je me rendis à l'amphithéâtre de physique. Là, je vis pour la première fois le soviet des députés, qui n'existait que depuis la veille. Il y avait, sur les gradins, une centaine de délégués ouvriers et de membres des partis révolutionnaires. Le président et les secrétaires étaient assis à la table de démonstration. L'assemblée avait plutôt l'air d'un conseil de guerre que d'un parlement. Aucune trace de verbosité, cette plaie des institutions représentatives ! Les questions sur lesquelles on délibérait – l'extension de la grève et les exigences à présenter à la douma étaient de caractère purement pratique et les débats se poursuivaient sans phrases inutiles, en termes brefs, énergiques. On sentait que chaque seconde valait un siècle. La moindre velléité de rhétorique se heurtait à une protestation résolue du président, appuyée par toutes les sympathies de l'austère assemblée. Une députation spéciale fut chargée de formuler devant la douma municipale les revendications suivantes : 1° prendre des mesures immédiates pour régler l'approvisionnement des masses ouvrières ; 2° ouvrir des locaux pour les réunions ; 3° suspendre toute attribution de provisions, de locaux, de fonds à la police, à la gendarmerie, etc. ; 4° assigner les sommes nécessaires à l'armement du prolétariat de Pétersbourg qui lutte pour la liberté.

On savait bien que la douma se composait de bureaucrates et de propriétaires ; des exigences aussi radicales n'avaient d'autre effet que de produire de l'agitation. Le soviet, bien entendu, ne se faisait aucune illusion sur ce point. Il n'attendait pas de résultats pratiques et il n'y en eut point.

Le 16 octobre, après une série d'incidents, après plusieurs tentatives d'arrestation des membres du soviet, etc. – je rappelle que tout cela se passait avant la promulgation du manifeste constitutionnel –, une députation du soviet fut reçue en « consultation privée » par la douma municipale de Pétersbourg. Avant tout, sur la demande formelle de la députation, énergiquement soutenue par un groupe de conseillers, la douma décida que, si l'on arrêtait les députés ouvriers, elle enverrait au gradonatchalnik le maire de la ville chargé de déclarer que les conseillers considéraient l'arrestation des députés comme une insulte à la douma. Après cela seulement, la députation s'occupa de formuler ses exigences.

« Le coup d'État qui s'accomplit en Russie, disait en terminant son discours le camarade Radine (feu Knouniantz), porte-parole de la députation, est une transformation bourgeoise qui vise à favoriser les classes possédantes. Il vous importe donc, messieurs, d'en hâter l'aboutissement. Et si vous êtes capables de voir un peu loin, si vous comprenez d'une façon vraiment large les intérêts de votre classe, vous devez aider de toutes vos forces le peuple à vaincre au

plus tôt l'absolutisme. Nous n'avons pas besoin de l'expression de votre sympathie ni de l'appui platonique que vous pourriez accorder à nos revendications. Nous exigeons que vous nous donniez votre concours par une série de gestes pratiques.

« Le monstrueux système des élections a voulu que les biens d'une ville qui compte un million et demi d'habitants se trouvent entre les mains des représentants de quelques milliers de possédants. Le soviet des députés ouvriers exige, et il a le droit d'exiger, non pas de demander, car il représente plusieurs centaines de milliers d'ouvriers, habitants de cette capitale, tandis que votre voix n'est celle que d'une poignée d'électeurs, le soviet des députés ouvriers exige que les biens municipaux soient mis à la disposition de tous les habitants de la ville pour leurs besoins. Et comme, en ce moment, la tâche la plus importante qui s'impose à la société est la lutte contre l'absolutisme, et comme, pour mener cette lutte, il nous faut des lieux de réunion, ouvrez nous *nos* édifices municipaux !

« Nous avons besoin de ressources pour continuer la grève, assignez donc les fonds de la municipalité à cet objet, et non à entretenir la police et les gendarmes ;

« Nous avons besoin d'armes pour conquérir et garder la liberté, assignez donc les fonds nécessaires à l'organisation d'une milice de prolétaires ! »

Sous la garde d'un groupe de conseillers, la députation quitta la salle des séances. La douma refusa de satisfaire aux exigences essentielles du soviet et exprima sa confiance à la police, protectrice de l'ordre.

* * *

Au fur et à mesure du développement de la grève d'octobre, le soviet devenait tout naturellement le centre qui attirait l'attention générale des hommes politiques. Son importance croissait littéralement d'heure en heure. Le prolétariat industriel avait été le premier à serrer les rangs autour de lui. L'Union des syndicats, qui avait adhéré à la grève dès le 14 octobre, dut presque immédiatement reconnaître son protectorat. De nombreux comités de grève – ceux des ingénieurs, des avocats, des fonctionnaires du gouvernement – réglèrent leurs actes sur ses décisions. En s'assujettissant les organisations indépendantes, le soviet unifia autour de lui la révolution.

En même temps, la division se faisait sentir de plus en plus dans les rangs du gouvernement.

Trepov ne ménageait plus rien et flattait de la main ses mitrailleuses. Le 12, il se fait placer par Nicolas II à la tête de toutes les troupes de la garnison de Pétersbourg. Le 14, il donne l'ordre de ne pas « ménager les cartouches ». Il partage la capitale en quatre secteurs militaires, commandés chacun par un général. En qualité de général gouverneur, il menace tous les marchands de comestibles de les faire déporter dans les vingt-quatre heures s'ils ferment boutique. Le 16, il consigne sévèrement les portes de toutes les écoles supérieures de Pétersbourg, qui sont occupées par les troupes. Sans que la loi martiale ait été proclamée, elle entre de fait en vigueur. Des patrouilles à cheval terrorisent la rue. Les troupes sont cantonnées partout, dans les établissements de l'État, dans les édifices publics, dans les cours des maisons particulières. Alors que les artistes du ballet impérial, eux-mêmes, se joignaient à la grève, Trepov, inexorable, emplissait de soldats les théâtres vides. Il ricanait et se frottait les mains, pressentant une chaude affaire.

Il se trompait dans ses calculs. Ses adversaires politiques, représentés par un courant bureaucratique qui cherchait un compromis frauduleux avec l'histoire, l'emportèrent. Witte, chef de ce parti, fut appelé au pouvoir.

Le 17 octobre, les soudards de Trepov dispersèrent la réunion du soviet des députés ouvriers. Mais celui-ci trouva la possibilité de s'assembler encore une fois. Il décida que l'on poursuivrait la grève avec un redoublement d'énergie. Il recommanda aux ouvriers de ne plus payer ni leur loyer, ni les marchandises qu'ils prenaient à crédit avant d'avoir repris le travail, et il invita les propriétaires et les commerçants à ne pas se montrer exigeants envers les ouvriers. Ce même 17 octobre, parut le premier numéro des Izvestia du soviet des députés ouvriers.

Et, dans la même journée, le tsar signait le manifeste de la Constitution.

LE 18 OCTOBRE

[Retour à la table des matières](#)

Le 18 octobre fut une journée de grande perplexité. D'immenses foules allaient et venaient, d'un air indécis, par les rues de Pétersbourg. On avait obtenu une constitution. Qu'allait-il se passer ? Qu'est-ce qui était permis ? Qu'est-ce qui était interdit ? Dans l'insécurité des journées précédentes, je couchais chez un de mes amis, fonctionnaire de l'État²⁷. Dans la matinée du 18, il vint à moi, tenant à la main la dernière feuille du *Pravitelstvenny Vestnik* (*Le Moniteur*). Un sourire d'allégresse et d'enthousiasme, que cherchait d'ailleurs à réprimer son scepticisme, se jouait sur son fin visage.

« On a publié le manifeste constitutionnel !

– Pas possible !

– Lisez »

Nous nous mîmes à lire à haute voix. Le document exprimait d'abord l'affliction d'un cœur paternel à la vue des troubles ; il affirmait ensuite que « la douleur du peuple est aussi notre douleur » ; enfin, il promettait catégoriquement toutes les libertés, le droit de légiférer pour la Douma et l'extension du droit électoral.

Nous nous regardâmes en silence. Il était difficile d'exprimer les pensées et les sentiments contradictoires que faisait naître en nous le manifeste. La liberté de réunion, l'inviolabilité des personnes, le contrôle sur l'administration... Bien entendu, ce n'étaient là que des mots. Mais enfin, ce n'étaient pas les mots d'une résolution émise par des libéraux, c'étaient les paroles mêmes du tsar. Nicolas Romanov, le très auguste patron des pogromistes, le Télémaque de Trepov était l'auteur de ces paroles ! Et ce miracle avait été obtenu par la grève générale. Lorsque les libéraux, onze ans auparavant, demandaient modestement qu'il y eût communion entre le monarque autocrate et son peuple, ce junker couronné leur avait tiré les oreilles, comme à des gamins, pour leurs « absurdes rêveries ». Ces mots-là aussi étaient de lui ! Et maintenant, il se tenait bien droit, les mains à la couture du pantalon, devant le prolétariat en grève.

« Qu'en pensez-vous ? Demandai-je à mon ami.

– Ils ont eu peur, les imbéciles ! » Répondit-il.

C'était une phrase classique, en son genre. Nous lûmes ensuite le « très respectueux » rapport de Witte, contresigné par le tsar de cette remarque : À prendre en considération. »

« Vous avez raison, dis-je, les imbéciles ont eu vraiment peur. »

²⁷ A. Litkens, médecin-chef à l'École d'Artillerie Constantin. (1909)

Cinq minutes plus tard, j'étais dans la rue. Le premier passant que je rencontrai fut un étudiant essoufflé qui tenait sa casquette à la main. C'était un camarade de parti²⁸. Il me reconnut.

« Cette nuit, les troupes ont tiré sur l'Institut technologique. On prétend qu'une bombe avait été lancée sur eux de l'Institut... C'est une provocation, évidemment... À l'instant, une patrouille vient de disperser à coups de sabre une petite réunion sur la perspective Zabal-kansky. Le professeur Tarlé qui avait pris la parole a été grièvement blessé. On dit qu'il est mort...

– Tiens, tiens... Pas mal pour un début.

Il y a une foule de gens qui déambulent de tous côtés. On attend des orateurs. Je cours à l'instant à la réunion des agitateurs du parti. Qu'en pensez-vous ? De quoi faudra-t-il parler ? Le thème principal, maintenant, ce doit être l'amnistie ?

– Tout le monde parlera bien sans nous de l'amnistie. Exigez plutôt que les troupes soient éloignées de Pétersbourg. Pas un soldat à vingt-cinq verstes à la ronde... »

L'étudiant poursuivit sa route en courant et en agitant sa casquette. Une patrouille à cheval passa devant moi. Trepov tenait donc encore en selle. La fusillade dirigée sur l'Institut était le commentaire qu'il ajoutait au manifeste. Ces gaillards s'étaient immédiatement chargés de réduire à néant les rêves de constitution.

Je passai devant l'Institut technologique. Il était toujours fermé et gardé par des soldats. Sur le mur était encore affichée la promesse de Trepov de « ne pas ménager les cartouches ». À côté de cette déclaration, quelqu'un avait collé le manifeste du tsar. Sur les trottoirs, la foule se rassemblait par petits groupes.

« Allez à l'université ! Cria une voix. Là-bas, on parlera. »

Je suivis les autres. On marchait vite et en silence. La foule augmentait de minute en minute. On ne remarquait aucun signe de joie ; plutôt de l'incertitude et de l'inquiétude... Les patrouilles ne se montraient plus. Des agents de police isolés s'écartaient timidement de la foule. Les rues étaient pavoisées de drapeaux nationaux.

« Ah ! Ah ! Notre Hérode, s'écria un ouvrier, il a la frousse, à présent... »

Des rires d'assentiment lui répondirent. L'animation grandissait visiblement. Un adolescent arracha d'une porte cochère le drapeau tricolore avec sa hampe, déchira la bande bleue et la blanche et brandit bien haut le morceau rouge qui restait de l'étendard « national » au-dessus des têtes. Des dizaines de personnes l'imitèrent. Quelques minutes plus tard une multitude de drapeaux rouges flottaient sur la foule. Les lambeaux bleus et blancs traînaient çà et là, on les foulait aux pieds... Nous traversâmes le pont et nous entrâmes dans Vassilievsky Ostrov. Sur le quai s'était formé un immense entonnoir à travers lequel l'innombrable foule se coulait avec impatience. Tout le monde tâchait de s'approcher du balcon du haut duquel devaient parler les orateurs. Ce balcon les fenêtres et la flèche de l'université étaient ornés de drapeaux rouges. J'eus du mal à pénétrer dans l'édifice. Je dus prendre la parole le troisième ou le quatrième. Un étonnant spectacle se découvrait du balcon. La rue était complètement barrée par le peuple entassé. Les casquettes bleues des étudiants et les drapeaux rouges mettaient des taches claires sur cette multitude de cent mille âmes. Un silence absolu régnait, tout le monde voulait entendre les orateurs.

²⁸ A. A. Litkens, fils cadet du médecin, jeune bolchevik, qui devait mourir peu après, après de dures épreuves. (1909)

« Citoyens ! Maintenant que nous avons mis le pied sur la poitrine des bandits qui nous gouvernent, on nous promet la liberté. On nous promet les droits électoraux, le pouvoir législatif. Qui nous promet cela ? Nicolas II. Est-ce de bon gré ? Est-ce de bon cœur ? Personne n'oserait le prétendre. Il a commencé son règne en remerciant les cosaques d'avoir tiré sur les ouvriers d'Iaroslavl et, de cadavres en cadavres, il en est arrivé au Dimanche rouge du 9 janvier. Et nous avons contraint l'infatigable bourreau que nous avons sur le trône à nous promettre la liberté. Quel triomphe pour nous ? Mais ne chantez pas victoire trop tôt : elle n'est pas complète. Une promesse de paiement ne vaut pas une pièce d'or. Croyez-vous qu'une promesse de liberté soit déjà la liberté ? Celui d'entre vous qui croit aux promesses du tsar, que celui-là vienne le dire tout haut : nous serons heureux de contempler cet original. Regardez autour de vous, citoyens. Quelque chose a-t-il changé depuis hier ? Est-ce que les portes de nos prisons se sont ouvertes ? Est-ce que la forteresse de Pierre-et-Paul ne domine plus la capitale ? N'entendez-vous pas, comme auparavant, les gémissements et les grincements de dents qui retentissent dans ses murailles maudites ? Est-ce que nos frères sont revenus à leurs foyers, du fond des déserts de la Sibérie ?... »

– Amnistie ! Amnistie ! Amnistie ! cria-t-on d'en bas.

– ... Si le gouvernement avait sincèrement voulu se réconcilier avec le peuple, il aurait commencé par accorder l'amnistie. Mais, citoyens, croyez-vous que l'amnistie soit tout ? On laissera sortir aujourd'hui une centaine de militants politiques pour en arrêter un millier demain. N'avez-vous pas vu, à côté du mani-feste sur les libertés, l'ordre de ne pas épargner les cartouches ? N'a-t-on pas tiré, cette nuit, sur l'Institut technologique ? N'a-t-on pas aujourd'hui chargé le peuple qui écoutait tranquillement un orateur ? Ce bourreau de Trepov, n'est-il pas encore le maître de Pétersbourg ?

– À bas Trepov ! cria-t-on d'en bas.

– ... À bas Trepov ! Mais croyez-vous qu'il soit seul ? N'y a-t-il pas dans les réserves de la bureaucratie beaucoup d'autres coquins qui peuvent le remplacer ? Trepov nous gouverne avec l'aide des troupes. Les soldats de la garde, couverts du sang du 9 janvier, voilà son appui et sa force. C'est à eux qu'il ordonne de ne pas ménager les cartouches pour vos têtes et vos poitrines. Nous ne pouvons plus, nous ne voulons plus, nous ne devons plus vivre sous le régime du fusil ! Citoyens, exigeons maintenant qu'on éloigne les troupes de Pétersbourg ! Qu'à vingt-cinq verstes à la ronde, il ne reste plus un soldat. Les libres citoyens se chargeront de maintenir l'ordre. Personne n'aura à souffrir ni arbitraire ni violence. Le peuple prendra tout le monde et chacun sous sa protection.

– Qu'on éloigne les troupes de Pétersbourg !

– Citoyens ! Notre force est en nous-mêmes. Le glaive à la main, nous devons prendre la garde de la liberté. Quant au manifeste du tsar, voyez ! Ce n'est qu'une feuille de papier ! Le voici devant vous et, tenez ! J'en fais un chiffon ! On nous l'a donné aujourd'hui, on nous le reprendra demain pour le mettre en morceaux, comme je déchire en ce moment, sous vos yeux, cette papérasse de liberté !... »

Deux ou trois orateurs parlèrent encore et tous terminèrent leurs discours en invitant la foule à se rassembler, à quatre heures, sur la perspective Nevsky, en face de la cathédrale de Kazan, pour aller, de là, devant les prisons, réclamer l'amnistie.

LE MINISTÈRE DE WITTE

[Retour à la table des matières](#)

Le 17 octobre le gouvernement du tsar, couvert du sang et des malédictions des siècles, avait capitulé devant le soulèvement des masses ouvrières en grève. Aucune tentative de restauration ne pourrait jamais effacer de l'histoire cet événement considérable. Sur la couronne sacrée de l'absolutisme, la botte du prolétaire avait appliqué sa marque ineffaçable.

Le messenger de la capitulation dans la guerre intérieure comme dans la guerre étrangère, fut le comte Witte. C'était un plébéien, un parvenu, un intrus dans la haute bureaucratie comme les gens de ce milieu, il était imperméable aux idées générales, aux principes moraux et politiques ; mais, vis-à-vis de ses rivaux, il avait l'avantage de n'être lié par aucune des traditions de la noblesse, de la cour et de ses écuries. Cela lui avait permis de prendre de l'importance, de devenir un bureaucrate idéal, d'avoir ses coudées franches à l'égard non seulement de la nationalité, de la religion, de la conscience et de l'honneur, mais aussi des préjugés de sa classe. Il s'adaptait ainsi plus aisément aux exigences élémentaires.

Messenger de la capitulation, dans la guerre intérieure des grands veneurs, il apparut comme un génie politique.

La carrière constitutionnelle du comte Witte repose tout entière sur la révolution. Il avait, pendant dix ans, tenu sans contrôle les livres et les caisses de l'autocratie, puis il avait été, en 1902, relégué par son adversaire Plehve au poste sans importance de président du conseil des ministres. Lorsque Plehve lui-même eut été « mis à la retraite » par la bombe d'un terroriste, Witte réussit à se faire valoir, avec le concours de journalistes zélés, dans le rôle de sauveur de la Russie. On racontait d'un air entendu qu'il soutenait toutes les démarches libérales de Sviatopolk-Mirsky. Lors des défaites que nous subîmes en Orient, cet homme perspicace hochait la tête. À la veille du 9 janvier, il répondit aux libéraux effrayés : « Vous savez que je ne dispose pas du pouvoir. » Ainsi, les attentats terroristes, les victoires japonaises et les événements révolutionnaires lui frayèrent la route. De Portsmouth, où il avait apposé son paraphe sous un traité dicté par la finance mondiale et ses agents politiques, il revint en triomphateur. On aurait pu croire que c'était lui, Witte, et non le maréchal Oyama, qui avait remporté toutes les victoires d'Extrême-Orient. Sur cet homme providentiel se concentra l'attention du monde bourgeois tout entier. À Paris, le journal *Le Matin* avait exposé en vitrine un morceau de buvard que Witte avait appliqué sur sa signature à Portsmouth. Tout en lui excitait l'intérêt des badauds : sa stature colossale, son pantalon disgracieux, et même son nez à demi écrasé. L'audience qu'il obtint de l'empereur Guillaume fixa plus solidement encore sur sa tête l'aurole de grand homme politique. D'autre part, son entretien secret avec l'émigré Strouvé montrait qu'il pourrait réussir à apprivoiser le libéralisme le plus « séditieux ». Les banquiers étaient transportés de joie : cet homme saurait leur assurer le paiement régulier de leurs intérêts. De retour en Russie, Witte reprit d'un air satisfait et sûr de lui-même son poste sans autorité ; il prononça des discours libéraux et, spéculant visiblement sur les troubles, déclara que la députation des cheminots en grève représentait « les meilleures forces du pays ». Il ne s'était pas trompé dans ses calculs : la grève d'octobre l'éleva au rang de ministre autocrate de la Russie constitutionnelle.

Witte donna sa note la plus libérale dans le « très respectueux rapport » où il exposait son programme. Il tente ici de s'élever du point de vue de l'antichambre et du courtisan, du point de vue des bureaux et du fisc, à la hauteur des idées politiques les plus générales. Le rapport reconnaît en effet que l'agitation qui s'est emparée du pays n'est pas simplement le fait de meneurs ; qu'elle provient de ce que l'équilibre a été rompu entre les tendances de la « société » pensante et les formes extérieures de son existence. Si, pourtant, on fait abstraction du niveau intellectuel du milieu pour lequel ce rapport était écrit, si on le considère comme le programme d'un « homme d'État », on est frappé de l'indigence de la pensée, de la tournure évasive et lâche de la forme, du manque de précision de ce langage, vraiment fait pour les bureaux. La déclaration sur les libertés publiques est présentée sous un aspect confus qui souligne d'autant plus l'énergie avec laquelle Witte limite ces mêmes libertés dans ses commentaires. Lorsqu'il se risque à prendre l'initiative d'une réforme constitutionnelle, Witte ne prononce même pas le mot de constitution. Il espère la mettre insensiblement en pratique en s'appuyant sur des gens qui n'en peuvent même pas tolérer le nom. Mais, pour cela, il a besoin de tranquillité. Il déclare donc que, désormais, les arrestations, les confiscations et les exécutions auront lieu, bien que sur la base des anciennes lois, « dans l'esprit » du manifeste du 17 octobre. Naïf et roublard, il espérait que la révolution capitulerait immédiatement devant son libéralisme comme, la veille, l'autocratie avait capitulé devant la révolution. Ici, il se trompait grossièrement.

Si Witte reçut le pouvoir grâce à la victoire ou, pour mieux dire, grâce à la demi-victoire de la grève d'octobre, les circonstances mêmes qui lui procuraient de l'avancement le placèrent dans une situation sans issue. La révolution ne se montra pas assez forte pour mettre à bas la vieille machine gouvernementale et en construire une nouvelle avec les éléments de sa propre organisation. L'armée restait dans les mêmes mains. Tous les vieux administrateurs, depuis les gouverneurs de province jusqu'aux brigadiers de police, qui avaient été choisis pour le service de l'autocratie, conservèrent leurs postes. Les anciennes lois restèrent également en vigueur, jusqu'à la promulgation de nouvelles. De cette manière, l'absolutisme, en tant que fait matériel, subsistait intégralement. Le titre même en restait, puisque le nom d'autocrate resta accolé à celui de tsar. Il est vrai que les autorités reçurent l'ordre d'appliquer les lois de l'absolutisme « dans l'esprit » du manifeste du 17 octobre. Mais c'était comme si l'on avait proposé à Falstaff de se livrer à la débauche « dans un esprit de chasteté ». Le résultat fut que les autocrates locaux des soixante satrapies russes perdirent complètement la tête. Tantôt, ils se mettaient à la queue des manifestations révolutionnaires et saluaient militairement le drapeau rouge, tantôt ils parodiaient Gessler, exigeant que la population se découvrit devant eux, comme devant les représentants de la personne sacrée de Sa Majesté, tantôt ils autorisaient des social-démocrates à demander aux troupes de prêter serment, tantôt ils organisaient ouvertement les massacres contre-révolutionnaires. Une anarchie complète s'ensuivit. Il n'y avait pas de pouvoir législatif. On ne savait même pas à quelle époque et comment les représentants de ce pouvoir seraient convoqués.

On doutait de plus en plus que l'Assemblée ne fût jamais réunie. Au-dessus de ce chaos, le comte Witte gardait son équilibre, s'efforçant de mystifier et Peterhof et la révolution, et, peut-être, se mystifiant lui-même plus que les autres. Il accueillait d'innombrables députations, radicales et réactionnaires, se montrait aussi prévenant avec celles-ci qu'avec celles-là, développait des plans confus devant les correspondants de l'Europe, rédigeait tous les jours des communications gouvernementales dans lesquelles il suppliait d'un ton larmoyant les élèves des lycées de ne pas participer aux manifestations organisées contre le pouvoir et recommandait à toutes les classes des lycées et à toutes les classes de la société de se maîtriser et de revenir à un travail régulier... En un mot, il faisait toutes les bêtises imaginables.

En revanche, les éléments contre-révolutionnaires de la bureaucratie ne perdaient pas leur temps. Ils avaient appris à leurs dépens à apprécier l'aide des « forces sociales » : partout, ils suscitaient des organisations de pogromistes, et sans se soucier de la hiérarchie bureaucratique officielle, se rapprochaient étroitement. Ils avaient un homme à eux dans le ministère même, un homme qui s'appelait Dournovo. C'était un des plus vils représentants de la vile bureaucratie russe, un concussionnaire que l'inoubliable Alexandre III lui-même avait été obligé de faire jeter dehors en disant : « Otez de ma vue ce cochon-là ! » On tira Dournovo de la boîte à ordures pour qu'il serve, en qualité de ministre de l'intérieur, de contrepoids au chef « libéral » du cabinet. Witte accepta cette collaboration, déshonorante même pour lui. Et c'est ainsi que son rôle ne fut plus qu'une fiction, de même que dans la pratique le manifeste était vidé de son sens par les manœuvres bureaucratiques. Après avoir publié une série de grimoires, rédigés selon l'esprit libéral des bureaux et fatigants pour tout le monde, Witte en vint à cette conclusion que la société russe manquait du sens politique le plus rudimentaire, de toute force morale et d'instincts sociaux. Il constata sa propre faillite et prévint qu'une sanglante politique de répression deviendrait inévitable, comme « mesures préparatoires » pour l'instauration du nouveau régime. Mais il ne se jugeait pas appelé à accomplir cette œuvre, il croyait manquer des « capacités nécessaires » et promit de céder sa place à un autre. Il mentait encore en cette occasion. Premier ministre sans autorité, méprisé de tous, il conserva son poste durant toute la période de décembre et janvier, tandis que le maître de la situation, Dournovo, les manches retroussées, accomplissait son travail de boucher contre-révolutionnaire.

LES PREMIERS JOURS DE LA « LIBERTÉ »

[Retour à la table des matières](#)

Le jour même de la publication du manifeste, le soviet dit clairement et nettement ce qu'il en pensait. Les représentants du prolétariat exigèrent : l'amnistie, le désistement de la police du haut en bas, l'éloignement des troupes, la création d'une milice populaire. Commentant cette résolution dans un article de fond des Izvestia, nous écrivions : « Ainsi, nous avons obtenu une constitution. Nous avons la liberté de nous réunir, mais nos réunions sont cernées par la troupe. Nous avons la liberté de nous exprimer, mais la censure n'a pas changé. Nous avons la liberté d'apprendre, mais les universités sont occupées par les soldats. Nos personnes sont inviolables, mais les prisons sont bondées. Nous avons Witte, mais on nous a laissé Trepov. Nous avons une constitution, mais l'autocratie est toujours là. Nous avons tout... et nous n'avons rien. » Ces gens-là espèrent-ils donc un apaisement ? Ils seront déçus. « Le prolétariat sait ce qu'il veut et sait ce qu'il ne veut pas. Il ne veut pas de ce voyou de police qu'on nomme Trepov, ni de ce courtier libéral qu'on appelle Witte ; il ne veut ni du loup ni du renard. Il ne veut pas de cette nagaïka enveloppée dans le parchemin de la constitution. »

Le soviet adopte alors cette décision : « La grève générale continue. »

Les masses ouvrières exécutent la volonté du soviet avec une unanimité surprenante. Pas de fumée aux cheminées des usines ; elles sont comme les témoins muets du scepticisme des quartiers ouvriers où l'illusion constitutionnelle n'a pas pénétré. Cependant, à partir du 18, la grève perd son caractère combatif. Elle se transforme en une grandiose démonstration de défiance. Mais voici que la province, qui a devancé la capitale dans la lutte, reprend le travail. Le 19, la grève se termine à Moscou. Le soviet de Pétersbourg fixe la reprise du travail au 21 octobre à midi. Abandonnant le champ de bataille le dernier, il organise une admirable manifestation de discipline prolétarienne : il invite des milliers et des milliers d'ouvriers à reprendre leurs outils le même jour, à la même heure.

Mais avant que prenne fin la grève d'octobre, le soviet avait pu se rendre compte de l'énorme influence qu'il avait acquise en une semaine : il le vit bien le jour où, à la demande des masses, il se mit à leur tête pour défiler dans les rues de Pétersbourg.

Le 18, vers quatre heures de l'après-midi, des centaines et des milliers de personnes sont rassemblées devant la cathédrale de Kazan. Le mot d'ordre est : « Amnistie ». La foule veut se rendre devant les prisons, elle demande des dirigeants, elle s'avance vers l'endroit où les députés ouvriers tiennent leur séance. À six heures du soir, le soviet désigne trois de ses membres pour conduire la manifestation. Portant des bandeaux blancs sur la tête et au bras, ils se montrent à la fenêtre du troisième étage. En bas, l'océan humain respire et s'agite. Les drapeaux rouges flottent sur cette noire surface comme les voiles de la révolution. De puissantes clameurs accueillent les élus. Le soviet, au grand complet, descend dans la rue et plonge dans la foule. « Un orateur ! » Des dizaines de bras se tendent vers l'orateur ; un instant encore, et il se trouve debout sur les épaules d'un inconnu. « Amnistie ! Aux prisons ! » Des

hymnes révolutionnaires, des cris sans fin... Sur la place de Kazan et près du square Alexandre, les têtes se découvrent : ici, se joignent aux manifestants les ombres des victimes du 9 janvier. On chante en leur honneur « Mémoire éternelle... » Et « Vous êtes tombés victimes... » Les drapeaux rouges passent devant la maison de Pobiedonostsev. Des sifflets et des malédictions s'élèvent. Le vieux vautour les entend-il ? Il pourrait se montrer sans crainte : à cette heure, on ne te le toucherait pas. Qu'il considère donc, de ses yeux de vieux criminel, le peuple révolutionnaire qui s'est rendu maître de Pétersbourg ! Et en avant !

Encore deux ou trois pâtés de maisons, et la foule se trouve devant la maison de détention préventive. On apprend qu'un fort détachement de soldats se tient là, en embuscade. Les dirigeants de la manifestation décident de s'avancer en reconnaissance. À ce moment, arrive une députation de l'Union des ingénieurs – on sut plus tard que la moitié des membres de cette députation avaient usurpé leur titre – et elle annonce que l'oukase d'amnistie est déjà signé. Toutes les maisons de détention sont occupées par des troupes et l'Union peut affirmer, de source sûre, que, dans le cas où la foule s'approcherait des prisons, Trepov a les mains libres et que par conséquent une effusion de sang devient inévitable. Après s'être rapidement concertés, les représentants du soviet demandent à la foule de se disperser. Les manifestants jurent que, si l'oukase n'est pas promulgué, ils se rassembleront à l'appel du soviet et marcheront sur les prisons...

La lutte pour l'amnistie avait lieu sur tous les points du pays. À Moscou, le 18 octobre, une foule énorme obtint du général gouverneur l'élargissement immédiat des prisonniers politiques dont la liste fut remise à une députation du comité de grève ²⁹ : l'élargissement s'effectua sous le contrôle de cette députation. Le même jour, le peuple brisait les portes des prisons de Simferopol et enlevait les détenus politiques dans des équipages. À Odessa et Reval, les reclus sortirent également de leurs cachots à la demande formelle des manifestants. À Bakou, une tentative d'enlèvement amena une échauffourée avec les troupes : il y eut trois tués et dix-huit blessés. À Saratov, Windau, Tachkent, Poltava, Kovno..., en tous lieux, les manifestations avaient pour but les prisons. « Amnistie ! » Non seulement les pierres des rues, mais la douma municipale de Pétersbourg, tous répétaient ce cri.

« Allons, Dieu merci ! Je vous félicite, messieurs ! déclara Witte, lâchant le téléphone et s'adressant à trois ouvriers qui représentaient le soviet. Le tsar a signé l'amnistie.

– Est-ce une amnistie entière ou partielle, comte ?

– L'amnistie est accordée dans des limites raisonnables, mais elle est malgré tout assez large. »

Le 22 octobre, le gouvernement publiait enfin l'oukase impérial « sur l'allègement du sort des personnes qui, avant la promulgation du manifeste, se sont rendues coupables d'actes criminels contre l'État » ; c'était un acte de mesquin marchandage, rédigé avec toute une gradation de « miséricordes » ; c'était bien l'œuvre d'un pouvoir dans lequel Trepov incarnait l'État et Witte le libéralisme.

Mais il y eut une catégorie de « criminels d'État » que cet oukase n'atteignit pas et ne pouvait atteindre. C'étaient ceux que l'on avait torturés, égorgés, étranglés, transpercés et fusillés, c'étaient tous ceux qui étaient morts pour la cause populaire. En ces heures d'octobre où les masses révolutionnaires s'inclinaient pieusement sur les places ensanglantées de Pétersbourg, commémorant les victimes du 9 janvier, il y avait déjà dans les morgues de la ville de nouveaux cadavres, ceux des premiers morts de l'ère constitutionnelle. La révolution ne pouvait rendre la vie à ses nouveaux martyrs ; elle résolut simplement de prendre le deuil et

²⁹ Ce comité se développa bientôt pour devenir le soviet des députés ouvriers de Moscou. (1909)

de leur faire des funérailles solennelles. Le soviet fixe au 23 octobre la manifestation générale des obsèques. On propose d'en informer le gouvernement par députation, en alléguant certains précédents : le comte Witte avait en effet donné l'ordre, un jour, de mettre en liberté deux agitateurs arrêtés dans un meeting ; il avait, dans une autre occasion, fait rouvrir l'usine gouvernementale de la Baltique, fermée pendant la grève d'octobre. Après avoir entendu les objections et les avertissements des représentants officiels de la social-démocratie, l'assemblée décide de faire savoir au comte Witte, par une délégation spéciale, que le soviet prend sur lui la responsabilité de l'ordre durant la démonstration et exige qu'on éloigne la police et les troupes.

Le comte Witte est très occupé et il vient de refuser une audience à deux généraux ; mais il accueille aussitôt la députation du soviet. Un défilé ? Il n'a rien, personnellement, à objecter : « Des défilés de ce genre sont parfaitement tolérés en Europe occidentale. » Mais cela ne le concerne pas. Il faut s'adresser à Dmitri Fedorovitch Trepov, puisque la ville est confiée à sa garde.

« Nous ne pouvons-nous adresser à Trepov : nous n'avons pas les mandats nécessaires.

– Je le regrette. Sans quoi, vous pourriez constater par vous-mêmes que ce n'est pas du tout la bête féroce que l'on prétend.

– Mais que dites-vous de l'ordre fameux : « Ne pas ménager les cartouches », comte ?

– Oh, ça, c'est une phrase qui lui a échappé, dans un moment de colère...

Witte donne un coup de téléphone à Trepov, il lui fait part avec déférence de son désir « qu'il n'y ait point de sang versé » et attend une décision. Trepov, d'une façon hautaine, le renvoie au gradonatchalnik. Le comte écrit bien vite quelques mots à ce dernier et remet la lettre à la députation.

« Nous prenons votre lettre, comte, mais nous prétendons garder la liberté de nos actes. Nous ne sommes pas sûrs d'avoir à faire usage de ce billet.

– Ah ! bien entendu, bien entendu ! Je n'ai rien à répliquer à cela. ³⁰ »

C'est là une véritable tranche de vie, dans l'histoire d'octobre. Le comte Witte félicite les ouvriers révolutionnaires d'avoir obtenu l'amnistie. Le comte Witte désire que la procession ait lieu sans effusion de sang, « comme en Europe occidentale ». Peu sûr de pouvoir renverser Trepov, il tâche à l'occasion de réconcilier avec lui le prolétariat. Représentant suprême du pouvoir, il se sert d'une députation ouvrière pour demander au chef de la police de vouloir bien prendre la constitution sous sa garde. Lâcheté, friponnerie, sottise – telle est la devise du ministère constitutionnel.

En revanche, Trepov va droit devant lui. Il déclare qu'« en cette époque de troubles, au moment où une partie de la population est prête à se dresser, les armes à la main, contre l'autre, aucune démonstration sur le terrain politique, dans l'intérêt même des manifestants, ne peut être tolérée », et il invite les organisateurs de la manifestation « à renoncer à leur dessein... en raison des pénibles conséquences que pourraient avoir les mesures de fermeté que devra prendre sans doute l'autorité policière ». C'est clair et net comme un coup de sabre ou un coup

³⁰ « Chez le comte S. J. Witte », étude de P. A. Zlydnev, membre de la députation, dans l'ouvrage collectif intitulé : *Histoire du soviet des Députés ouvriers de Pétersbourg, 1906. Le comité exécutif, après avoir entendu le rapport de la députation, prit la résolution suivante : « Charger le Président du conseil des députés ouvriers de rendre sa lettre au Président du conseil des ministres. »* (1909)

de fusil. Armer la canaille de la ville dans les commissariats, la jeter sur la manifestation, occasionner de la confusion et en profiter pour faire intervenir la police et les troupes, traverser la ville en cyclone, laissant derrière soi le sang, la dévastation, la fumée des incendies et la rage impuissante de la foule, tel est l'invariable programme du vaurien de police auquel un jocrisse couronné a confié le sort du pays. Les plateaux de la balance gouvernementale oscillaient à ce moment-là : Witte ou bien Trepov ? Allait-on élargir l'expérience constitutionnelle ou bien la noyer dans un pogrom ? Des dizaines de villes, durant cette « lune de miel », devinrent le théâtre d'événements atroces dont l'entière responsabilité revient à Trepov. Mais Mendelssohn et Rothschild tenaient pour la constitution : les lois de Moïse, comme celles de la Bourse, leur interdisent la consommation de sang frais. En cela résidait la force de Witte. La situation officielle de Trepov fut ébranlée et Pétersbourg fut son dernier enjeu.

Le moment était lourd de responsabilités. Le soviét des députés n'avait aucun intérêt à soutenir Witte. Il n'en avait pas non plus le désir, ce qu'il démontra clairement quelques jours plus tard. Mais il avait encore moins l'intention de soutenir Trepov. Or, descendre dans la rue, c'était aller au-devant des visées du général. Bien entendu, la situation politique ne se résumait pas seulement dans le conflit qui s'était élevé entre la Bourse et les chambres de torture. On pouvait se mettre au-dessus des plans de Witte comme de ceux de Trepov, et chercher consciemment une rencontre pour les balayer tous les deux. Telle était précisément, dans sa direction générale, la politique du soviét : il regardait bien en face et marchait à un conflit. Cependant, il ne se croyait pas autorisé à en hâter la venue. Mieux vaudrait plus tard. Chercher une bataille décisive dans une manifestation de deuil, au moment où l'énergie titanique déployée par la grève d'octobre commençait à tomber, faisant place à une réaction psychologique temporaire de lassitude et de satisfaction, ç'aurait été une faute monstrueuse.

L'auteur de ce livre – il croit nécessaire de mentionner ce fait parce qu'il a plus tard encouru fréquemment des reproches sévères à ce sujet – proposa de renoncer à la manifestation projetée à l'occasion des obsèques. Le 22 octobre, dans une séance extraordinaire du soviét, à une heure du matin, après des débats passionnés, la motion que j'avais préconisée fut adoptée à une écrasante majorité. En voici le texte :

« Le soviét des députés ouvriers avait l'intention d'organiser des funérailles solennelles aux victimes d'un gouvernement criminel, le dimanche 23 octobre. Mais le dessein pacifique des ouvriers de Pétersbourg a soulevé contre lui tous les représentants sanguinaires d'un régime expirant. Le général Trepov, qui s'est fait des cadavres du 9 janvier un piédestal et qui n'a plus rien à perdre dans l'estime de la révolution, a lancé aujourd'hui un défi au prolétariat de la capitale. Trepov, dans son insolente déclaration, donne à comprendre qu'il dirigera contre le pacifique cortège les bandes noires armées par la police et qu'ensuite, sous prétexte d'apaisement, il ensanglantera encore une fois les rues de Pétersbourg. Pour déjouer ce plan diabolique, le soviét des députés déclare que le prolétariat de la capitale livrera sa dernière bataille au gouvernement du tsar non pas au jour et à l'heure qu'a choisis Trepov, mais lorsque les circonstances se présenteront d'une manière avantageuse pour le prolétariat organisé et armé. En conséquence, le soviét des députés décide de remplacer les obsèques solennelles par d'imposants meetings qui seront organisés en divers endroits de la ville pour honorer les victimes ; on se rappellera en outre que les militants tombés sur le champ de bataille nous ont laissé, en mourant, la consigne de décupler nos efforts pour nous armer et pour hâter l'approche du jour où Trepov, avec toute sa bande policière, sera jeté au tas d'immondices dans lequel doit s'ensevelir la monarchie. »

LES SICAIRES DE SA MAJESTÉ

[Retour à la table des matières](#)

Au moment de la liquidation de la grève d'octobre par le soviétique, la Russie vivait de sombres journées : les pleurs des innocents massacrés, les malédictions et la colère des mères, les râles des vieillards et les cris de désespoir montaient vers les cieux de tous les points du pays. Une multitude de villes et de localités s'étaient transformées en un enfer. La fumée des incendies voilait les rayons du soleil, les flammes dévoraient des rues entières, maisons et habitants. L'ancien régime se vengeait des humiliations qu'il avait subies.

Il recruta ses phalanges en tous lieux, dans tous les recoins, dans tous les taudis, dans toutes les tanières. On reconnaissait dans cette armée le petit boutiquier et le va-nu-pieds, le cabaretier et son habitué, le garçon de cour et le mouchard, le voleur professionnel et le dilettante du pillage, le petit artisan et le portier de la maison de tolérance, l'obscur moujik affamé et le nouveau venu des campagnes qu'assourdit le vacarme de l'usine. Les privilégiés rapaces et la haute anarchie enrôlaient leurs troupes parmi les pauvres aigris, dans les bas-fonds de la misère et de la prostitution.

Les malandrins s'étaient entraînés aux démonstrations de masses dans les cortèges « patriotiques » qu'ils formèrent au début de la guerre russo-japonaise. C'est alors que l'on vit apparaître les accessoires indispensables à ce genre de manifestations : le portrait de l'empereur, une bouteille de vodka et le drapeau tricolore. Dès lors, l'organisation régulière des bas-fonds connut un développement prodigieux : si la masse des fauteurs de pogroms – pour autant que l'on peut ici parler de « masse » – se recrute à peu près au hasard, le noyau de cette armée est toujours discipliné et organisé sur le pied militaire. Il reçoit d'en haut et transmet en bas le mot d'ordre, il fixe l'heure de la manifestation et la mesure des atrocités à commettre. « On peut organiser un pogrom à vos souhaits, déclarait un certain Kommissarov, fonctionnaire du département de la police, nous aurons dix hommes si vous voulez et dix mille si cela vous arrange. ³¹ »

Lorsqu'un pogrom doit avoir lieu, tout le monde le sait d'avance : des appels sont distribués, des articles odieux paraissent dans l'organe officiel *Gubernskia Viédomosù* (*L'Information provinciale*), parfois même on publie une gazette spéciale. Le gradonatchalnik d'Odessa signe et lance une proclamation pour appeler la bande noire au massacre. Lorsque le terrain a été préparé, on voit venir les spécialistes de ce genre d'affaires, comme des acteurs en tournée. Ils répandent des rumeurs sinistres parmi les masses ignorantes : les juifs se disposent à tomber sur les orthodoxes ; les socialistes ont profané une icône véritable ; les étudiants ont mis en pièces un portrait du tsar. Lorsqu'il n'y a pas d'université dans la ville, on attribue cet acte sacrilège à des membres du zemstvo libéral, ou bien même à des élèves du lycée. Ces étranges nouvelles sont transmises d'un bout à l'autre du pays par le télégraphe, et

³¹ Ce fait fut communiqué à la première Douma par le prince Ourousov, ancien sous-secrétaire d'État au ministère de l'intérieur. (1909)

contresignées parfois par des personnages officiels. Parallèlement on poursuit les préparatifs : on rédige des listes de proscription dans lesquelles sont mentionnés les appartements et les personnes que les bandits doivent attaquer en premier lieu ; on élabore un plan général ; on fait venir des faubourgs, pour une date déterminée, des miséreux, des affamés. Lorsque le grand jour est là, l'office divin est célébré à la cathédrale ; l'évêque prononce un sermon. En tête du cortège patriotique marche le clergé, avec le portrait du tsar emprunté à la préfecture de police, avec d'innombrables drapeaux nationaux. La musique militaire accompagne la procession et joue sans arrêt. Sur les flancs et en queue, la police. Les gouverneurs saluent le cortège, les commissaires de police embrassent en public les meneurs de la bande. Les cloches des églises carillonnent. « Bas les chapeaux ! » Dans la foule sont disséminés des instructeurs spéciaux, venus d'ailleurs, et des gens de la police locale, en civil, mais qui parfois, faute de temps, ont gardé leur pantalon d'uniforme. Ils suivent attentivement tout ce qui se passe, émoustillent, exaltent la foule, lui font comprendre que tout est permis et cherchent l'occasion d'ouvrir le feu. Au début, on casse des carreaux, on maltraite des passants, on s'engouffre dans les cabarets et l'on boit à la régala. La musique militaire répète inlassablement l'hymne russe : « Dieu garde l'empereur ! » – c'est l'hymne des pogroms. Si l'occasion se fait trop attendre, on y supplée : quelqu'un grimpe dans un grenier et, de là-haut, tire sur la foule, le plus souvent à blanc. Les bandes armées de revolvers par la police veillent à ce que la fureur de la foule ne soit pas paralysée par l'épouvante. Au coup de feu du provocateur, elles répondent par une salve dirigée sur les fenêtres d'un logement désigné d'avance. On brise tout dans les boutiques et on étend devant le cortège des pièces de drap et de soie qui proviennent d'un pillage. Si l'on se heurte à des mesures de défense, les troupes régulières viennent à l'aide des bandits. Il suffit de deux ou trois salves pour réduire à l'impuissance ou massacrer ceux qui résistent ; tout recule devant les fusils... Protégée par-devant et sur ses arrières par des patrouilles de soldats, par un escadron de cosaques qui pousse une reconnaissance, dirigée par des policiers et des provocateurs, accompagnée de mercenaires et de maraudeurs volontaires qui flairent le profit, la bande se précipite à travers la ville dans une folie d'ivresse et de sang... ³² Le va-nu-pieds est maître de la situation. Tout à l'heure encore esclave tremblant, pourchassé par la police, mourant de faim, il sent qu'à présent aucune barrière ne pourrait s'opposer à son despotisme. Tout lui est permis, il dispose de l'honneur comme des biens des citoyens, il a droit de vie et de mort. Si cela lui convient, il jettera dans la rue une vieille femme par la fenêtre d'un troisième étage, il démolira un piano, il brisera à coups de chaise la tête d'un nourrisson, il violera une fillette sous les yeux de la foule, il enfoncera des clous dans un corps vivant... Il massacre des familles entières ; il arrose de pétrole une maison, il en fait un brasier et, avec son gourdin, achève tous ceux qui se jettent sur le pavé. Les misérables font irruption dans un hospice arménien, égorgent les vieillards, les malades, les femmes, les enfants... Il n'y a pas de supplice imaginé par un cerveau rendu furieux par le vin et le fanatisme qui lui soit interdit. Il peut tout, il ose tout... « Dieu garde l'empereur ! » Voici un jeune homme qui a vu la mort de tout près et dont les cheveux, en quelques minutes, sont

³² « En de nombreux cas, les policiers dirigeaient la foule des voyous sur les maisons, les appartements et les boutiques des juifs, pour y procéder au pillage et à la dévastation ; ils fournissaient aux malfaiteurs des gourdins, des branches d'arbres, ils participaient eux-mêmes au saccage, au pillage et aux assassinats et guidaient la foule dans tous ses actes. » (Rapport du sénateur Kouzminsky à Sa Majesté, sur le pogrom d'Odessa.) « Des bandes de vauriens qui se livraient au saccage et au pillage, c'est l'aveu du gradonatchalnik Neudgart, l'accueillaient par des « hurrah » d'enthousiasme. » Le baron Kaulbars, commandant de l'armée, adressa aux agents de police un discours qui commençait ainsi : « Il faut dire les choses comme elles sont. Il faut avouer que tous, en notre for intérieur, nous approuvons ce pogrom. » (1909)

devenus blancs ! Voici un garçonnet de dix ans qui a perdu la raison sur les cadavres mutilés de ses parents ! Voici un médecin major qui a connu toutes les horreurs du siège de Port-Arthur sans broncher, mais qui n'a pu supporter quelques heures du pogrom d'Odessa, le voici plongé dans les ténèbres éternelles de la folie. « Dieu garde l'empereur ! » Ensanglantées, brûlées, affolées, les victimes courent çà et là dans une panique de cauchemar, cherchant une ombre de salut. Les uns dépouillent les morts de leurs vêtements sanglants, s'en revêtent et se couchent dans les tas de cadavres, y restent immobiles pendant des heures, pendant un, deux ou trois jours... D'autres tombent à genoux devant les officiers, les policiers, devant les assassins, tendent les bras, rampent dans la poussière, baisent les bottes des soldats, supplient, appellent au secours. On leur répond par des rires d'ivresse. « Vous avez voulu la liberté, goûtez-en les douceurs ! En ces mots se résume la morale, l'infamante politique des pogroms... Ivre de sang, le va-nu-pieds poursuit sa course. Il peut tout, il ose tout, il est le maître. Le « tsar blanc » lui a tout permis, vive le tsar blanc ³³ ! Et il ne se trompe pas. C'est l'autocrate de toute la Russie, et pas un autre, qui sert de protecteur suprême à cette camorra à demi gouvernementale de brigands et de massacreurs, soutenue par la bureaucratie officielle, qui groupe dans les provinces plus de cent représentants de la haute administration et a pour état-major la camarilla des courtisans. Borné et apeuré, tout-puissant et simple d'esprit, en proie à des préjugés dignes d'un Esquimau, le sang empoisonné par tous les vices de la race impériale, Nicolas Romanov, comme bien des gens de son métier, allie la dépravation la plus crapuleuse à l'apathie et à la férocité. La révolution, à partir du 9 janvier, l'a dépouillé de ses insignes sacrés et il étale désormais sans honte sa corruption. Le temps est loin où, restant lui-même dans l'ombre, il se contentait de se servir de Trepov pour l'organisation des pogroms³⁴. Maintenant il se montre fier du lien qui l'attache à l'insolente canaille des cabarets et des compagnies disciplinaires. Foulant aux pieds le principe sottement conventionnel de « la monarchie en dehors des partis », il échange des télégrammes d'amitié avec des bandits réputés comme tels, il accorde des audiences à des « patriotes » que le mépris général a couverts de crachats et, sur les exigences de l'Union du peuple russe, il gracie sans exception les assassins et les pillards que ses propres tribunaux ont condamnés. Il est difficile de se figurer un sans-gêne plus éhonté à l'égard de l'idéal mystique de la monarchie : dans n'importe quel pays, n'importe quel tribunal se croirait obligé de condamner ce véritable et authentique souverain aux travaux forcés à perpétuité, à moins de le déclarer complètement fou...

Durant la sombre bacchanale d'octobre, devant laquelle les horreurs de la Saint-Barthélemy ne semblent qu'un innocent effet théâtral, il y eut, dans cent villes, de trois à quatre mille personnes massacrées et dix mille mutilées. Les dégâts matériels, estimés à des dizaines, si ce n'est à des centaines de millions de roubles, surpassent de beaucoup les dommages subis par les propriétaires pendant les troubles agraires... C'est ainsi que l'ancien régime se vengeait d'avoir été humilié !

Quelle fut la réaction des ouvriers en présence de tant d'atrocités ?

À la fin d'octobre, le président de la Fédération des syndicats des États-Unis envoya à l'adresse du comte Witte un télégramme dans lequel il invitait énergiquement les ouvriers

³³ « Dans une de ces processions, on portait en avant le drapeau tricolore, puis le portrait de Sa Majesté, et, immédiatement après, un plat d'argent et un sac rempli d'objets volés » (Rapport du sénateur Touraou). (1909)

³⁴ « D'après une opinion assez répandue, Trepov renseigne S. M. l'Empereur sur la situation... et influe sur la direction de la politique... Ayant été nommé commandant du Palais, le général Trepov a instamment demandé qu'on lui assignât des fonds spéciaux pour l'entretien de ses agents spéciaux... » (Lettre du sénateur Lopoukhine). (1909)

russes à réagir contre les pogroms qui menaçaient la liberté récemment conquise. « Au nom de trois millions d'ouvriers organisés, disait le télégramme, et, bien plus, au nom de tous les ouvriers des États-Unis, je vous prie, monsieur le comte, de transmettre cette dépêche à vos concitoyens, nos frères ouvriers. » Mais le comte Witte qui se donnait, quelque temps auparavant, en Amérique, des airs de démocrate, proclamant que « la plume est plus forte que l'épée », ne se fit aucun scrupule de cacher le télégramme dans le tiroir le plus secret de son bureau. Le soviet ne fut renseigné à ce sujet qu'en novembre, par des voies détournées. Mais les ouvriers russes – et cela leur fait honneur – n'avaient pas attendu les avertissements de leurs amis d'outre-mer pour intervenir activement dans l'aventure sanglante. En un grand nombre de villes, ils organisèrent des compagnies armées qui résistèrent parfois héroïquement aux bandits et, si la troupe de son côté avait gardé au moins la neutralité, les milices ouvrières n'auraient eu aucune peine à réprimer les débordements des voyous.

« À côté de ce cauchemar, écrivait alors Nemirovitch-Dantchenko, vieil écrivain absolument étranger au socialisme et au prolétariat, à côté de cette nuit de Walpurgis du monstre mourant, considérez l'étonnante fermeté, l'ordre et la discipline qui ont présidé au grandiose mouvement de la classe ouvrière. Ceux-ci ne se sont déshonorés ni par des assassinats, ni par des pillages ; bien au contraire, partout ils sont venus en aide à la société et, bien entendu, ils se sont montrés beaucoup plus capables que la police, les cosaques et les gendarmes de la défendre contre la folie dévastatrice de ces Caïns sanguinaires. Les compagnies ouvrières se sont dressées partout où les voyous commençaient à manifester leur folie furieuse. La force nouvelle qui entre dans l'arène de l'histoire est apparue calme dans la conscience de son droit, modérée par le triomphe de son idéal de bien et de liberté, organisée et soumise comme une armée véritable, sachant bien que la victoire pour elle, c'est la victoire de toutes les idées généreuses au nom desquelles l'humanité existe, de tout ce qui réjouit l'homme, de tout ce pour quoi il lutte et endure mille tourments. »

Il n'y eut pas de pogroms à Pétersbourg. Cependant les préparatifs du massacre s'étaient faits ouvertement. Les israélites de la capitale vivaient dans des alarmes continuelles. À partir du 18, en divers quartiers de la ville, on maltraite des étudiants, des ouvriers agitateurs, des juifs. Les bandes ne se montrent pas seulement dans les faubourgs de la ville ; elles s'avancent sur la perspective Nevsky, se jettent sur les passants, avec des huées et des coups de sifflet, faisant usage de casse-tête, de couteaux à cran d'arrêt et de nagaïkas. Plusieurs députés du soviet ayant été attaqués, les membres de cette organisation se pourvurent de revolvers. Des agents de police engageaient les commerçants et leurs commis à attaquer le cortège de funérailles qui devait passer par la ville le 23 octobre... Si les Cent-Noirs furent obligés de se contenter d'une guerre de guérillas, ce ne fut pas de leur faute.

Les ouvriers se préparent activement à défendre la ville. Certaines équipes s'engagent à descendre dans la rue dès que le téléphone leur signalera le danger. Les magasins d'armes vendent les revolvers sans compter et sans se soucier des limites fixées à ce commerce par la police... Mais les armes coûtent cher, leurs prix ne sont guère à la portée des gens du peuple : les partis révolutionnaires et le soviet arrivent difficilement à munir leurs compagnies de l'armement indispensable. Cependant les rumeurs qui annoncent un pogrom se font de plus en plus menaçantes. Le 29 octobre, un puissant élan emporte les masses prolétaires de Pétersbourg : on s'arme comme on peut. Toutes les usines, tous les ateliers qui travaillent le fer ou l'acier entreprennent de fabriquer, de leur propre initiative, des armes blanches. Plusieurs milliers de marteaux façonnent des poignards, des piques, des fouets en fil de fer et des casse-tête. Le soir, à la séance du soviet, les députés montent à la tribune les uns après les autres, exhibent leurs coutelas, les brandissent bien haut au-dessus de leur tête et font connaître le serment fait par leurs électeurs d'écraser le pogrom à la première tentative. Cette manifestation pouvait déjà suffire à paralyser toute initiative chez les bandits de profession. Mais les ouvriers

ne se bornent pas à cela. Dans le faubourg de la Neva, dans les quartiers des usines, ils organisent une véritable milice avec des services de nuit réguliers. Des groupes se chargent en outre de monter la garde dans les locaux de la presse révolutionnaire. C'est une mesure indispensable à une époque où le journaliste qui rédige son article et le compositeur debout devant sa casse ont chacun un revolver dans la poche...

En s'armant pour se défendre contre les bandes noires, le prolétariat s'armait par là même contre le pouvoir impérial. Le gouvernement le comprenait fort bien et manifesta son inquiétude. Le 8 octobre, *Pravitelstvenny Vestnik (Le Moniteur)* fit connaître au public ce que tout le monde savait : « Les ouvriers s'arment de revolvers, de fusils de chasse, de poignards, de couteaux et de piques. Parmi les ouvriers ainsi armés, et dont le nombre s'élève, d'après nos renseignements, à six mille, un groupe s'est formé qui a pris le nom de milice, ou compagnie de protection, et dont l'effectif est d'environ trois cents hommes ; ces ouvriers arpentent les rues la nuit, par détachements de dix, sous prétexte de maintenir l'ordre ; leur but est en réalité de protéger les révolutionnaires contre les mesures de police ou contre l'armée. »

Une campagne régulière s'ouvrit à Pétersbourg contre les miliciens. Leurs détachements furent dispersés, leurs armes confisquées. Mais, à ce moment-là, tout danger de pogrom était passé. En revanche, un autre péril s'annonçait, beaucoup plus grave. Si le gouvernement accordait un congé à ses francs-tireurs, il appelait à l'œuvre ses troupes régulières de bachibouzouks³⁵, ses cosaques et ses régiments de la garde ; il se préparait à livrer une bataille rangée.

³⁵ *Irréguliers turcs. (N. d. T.)*

L'ASSAUT AUX BASTILLES DE LA CENSURE

[Retour à la table des matières](#)

Le soviet de Pétersbourg mena une fort belle campagne bien réglée, conforme à toutes les exigences de la politique, et victorieuse enfin – pour la défense de la liberté de la presse. Il trouva un fidèle compagnon de lutte dans une jeune mais solide organisation professionnelle et politique : le syndicat des ouvriers de la presse.

« La liberté de la presse, déclarait un orateur ouvrier dans une réunion nombreuse du syndicat qui précéda la grève d'octobre, ne nous est pas seulement nécessaire en tant qu'avantage politique ; elle est pour nous une revendication économique. La littérature, une fois libérée de la censure, permettra l'épanouissement de l'art typographique et des branches d'industrie qui s'y rattachent. » Dès lors, les ouvriers de la presse engagent une lutte systématique contre les règlements de la censure. Précédemment déjà, pendant toute l'année 1905, les imprimeries légalement autorisées avaient imprimé de la littérature clandestine. Mais ce travail s'accomplissait avec toutes sortes de précautions et en très petites quantités. À partir d'octobre, un grand nombre de compositeurs s'occupent de mettre en forme des écrits de nature illégale. On ne se gêne presque plus, dans les ateliers, pour effectuer ce travail. En même temps, les ouvriers exercent une plus forte pression sur les éditeurs. Les compositeurs exigent que la publication des journaux se fasse sans tenir compte des règlements de la censure et menacent, s'ils n'obtiennent pas satisfaction, d'abandonner le travail. Le 13 octobre, se réunit une conférence de représentants des périodiques. Les reptiles du *Novoïé Vrémia* se trouvent assis à côté des radicaux de l'extrême-gauche. Et cette arche de Noé de la presse pétersbourgeoise décide « de ne pas demander au gouvernement la liberté de la presse, mais de la réaliser de son propre chef ». Que de courage civique dans cette décision ! Par bonheur, la grève générale protège les éditeurs et leur audace n'est guère mise à l'épreuve. La « constitution » vient ensuite à leur secours. Les dangers du martyr politique sont écartés, des perspectives plus radieuses s'ouvrent devant eux, car on peut envisager désormais une entente avec le nouveau ministère.

Le manifeste du 17 octobre ne disait rien de la liberté de la presse. Le comte Witte expliquait cependant aux députations libérales que ce silence était un signe d'assentiment, que la liberté d'expression, qui était promise, s'étendait également à la presse. Mais, ajoutait le premier ministre, jusqu'à la promulgation d'une nouvelle loi sur la presse, la censure reste en vigueur. Hélas, il se trompait : sa censure constitutionnelle fut aussi impuissante que lui-même. Et ce ne furent pas les éditeurs, ce furent les ouvriers qui en décidèrent.

« Le manifeste du tsar a proclamé la « liberté » d'expression en Russie, déclara le soviet, le 19 octobre, mais l'administration principale des affaires de la presse subsiste encore, le crayon de la censure continue ses exploits... La liberté de la parole imprimée reste à conquérir par les ouvriers. Le soviet des députés décide que seuls pourront sortir les journaux dont les rédacteurs garderont leur indépendance vis-à-vis du comité de la censure, ne soumettront pas leurs numéros à l'approbation et procéderont comme le soviet des députés dans la publication de son journal. Par conséquent, les compositeurs et autres camarades ouvriers de la presse qui

concourent par leur travail à la publication des journaux ne se mettront à l'œuvre qu'après avoir obtenu des rédacteurs la promesse formelle de rendre effective la liberté de la presse. Jusqu'à ce moment, les ouvriers des journaux continueront la grève et le soviet des députés prendra toutes mesures nécessaires pour que les camarades en grève jouissent de leur salaire. Les journaux qui ne se soumettront pas à la présente décision seront confisqués chez les marchands et détruits, les machines typographiques seront sabotées et les ouvriers qui auront passé outre à l'interdiction du soviet seront l'objet d'un boycottage. »

Cette décision qui, quelques jours après, s'étendait à tous les journaux, livres et brochures, constitua la nouvelle loi sur la presse. La grève de l'imprimerie se poursuivit avec la grève générale jusqu'au 21 octobre. Le syndicat des ouvriers de la presse décida de ne pas reprendre le travail, même pour l'impression du manifeste constitutionnel, et cette volonté fut rigoureusement observée. Le manifeste ne parut qu'au *Pravitelstvenny Vestnik* qui était composé par des soldats. Il faut ajouter qu'un journal réactionnaire, *Sviet (La Lumière)*, édita un exemplaire clandestin de la proclamation du tsar, et cela en se cachant de ses propres compositeurs. *Sviet* paya chèrement ce geste : peu après, son imprimerie fut saccagée par les ouvriers des usines.

Neuf mois seulement s'étaient écoulés depuis le pèlerinage de janvier vers le Palais d'Hiver ! Était-ce possible ! Dix mois auparavant, ce même peuple suppliait le tsar de lui accorder la liberté de la presse ! Était-ce bien vrai ? Non, en vérité, notre vieux calendrier mentait ! La révolution établit elle-même et pour elle-même le compte de ses années ; ses mois sont des lustres, ses années des siècles.

Le manifeste du tsar ne trouva pas, parmi vingt mille typographes, un seul sujet disposé à le servir de ses mains. En revanche, les proclamations de la social-démocratie, qui communiquaient le manifeste avec les commentaires indispensables, se répandirent en énormes quantités dès le 18 octobre. Et le deuxième numéro des *Izvestia* du soviet qui parut ce jour-là fut distribué à tous les carrefours.

Tous les journaux déclarèrent après la grève qu'ils paraîtraient désormais sans tenir compte de la censure. Cependant, pour la plupart, ils ne dirent pas un mot du véritable instigateur de cette mesure. Seul, le *Novoié Vrémia*, par la plume de son Stolypine, frère du futur premier ministre, exprima une timide indignation : nous étions tout disposés, affirmait-il, à faire ce sacrifice sur l'autel de la libre presse ; mais on est venu chez nous, on a exigé, on nous a forcés et on a gâté le plaisir que nous aurait donné cet acte d'abnégation. Un certain Bachmakov, éditeur du réactionnaire *Narodny Golos (La Voix du peuple)* et du *Journal de Saint-Pétersbourg*, organe diplomatique qui se publiait en français, ne manifesta aucune disposition libérale, ne voulut pas faire contre mauvaise fortune bon cœur et sourit quand il avait la mort dans l'âme. Il demanda au ministère une dispense de censure pour ses épreuves et pour ses exemplaires et imprima une protestation furieuse dans le *Narodny Golos*.

« Violant la loi par contrainte, écrivait ce chevalier de la légalité policière, bien que, pour moi, et c'est ma ferme conviction, la loi, si mauvaise qu'elle soit, doive toujours être observée jusqu'à son abrogation régulière par le pouvoir légitime, je publie malgré moi le présent numéro sans l'avoir présenté à la censure et je reconnais que ce droit ne m'appartient pas. Je proteste de toute mon âme contre la violence morale qui m'est faite et je déclare que j'observerai la loi dès que la moindre possibilité s'en présentera, car, à cette époque de troubles, je considérerais comme un déshonneur d'être mis au nombre des grévistes. Alexandre Bachmakov. »

Cette déclaration caractérise à merveille les véritables rapports qui existèrent alors entre la légalité officielle et le droit révolutionnaire. Et, pour être juste, nous croyons nécessaire d'ajouter que la conduite de M. Bachmakov vaut beaucoup mieux que celle du journal *Slovo*

(*La Parole*), organe à tendance « octobriste », qui demanda officiellement au soviet des députés ouvriers de lui délivrer l'ordre écrit de ne plus envoyer ses numéros à la censure. Pour fronder timidement l'ancien régime, ces gens-là avaient besoin d'y être autorisés par de nouveaux chefs.

Le syndicat des ouvriers de la presse se tenait infatigablement sur ses gardes. Aujourd'hui, il devait réagir contre la tentative d'un éditeur pour enfreindre la décision du soviet et entrer en rapports avec la censure qui dépérissait de désœuvrement... Demain, il aurait à prévenir une tentative d'un autre genre : des gens voulaient se servir de la presse pour lancer un appel au pogrom. Des cas de cette espèce se présentaient de plus en plus souvent. La lutte contre la publicité des pogroms commença par la confiscation de cent mille exemplaires d'une proclamation, commandée et signée par « un groupe d'ouvriers » ; ce document appelait la population à s'insurger contre les « nouveaux tsars » – c'est-à-dire contre les social-démocrates. Sur le texte original de cet appel, on pouvait lire les signatures du comte Orlov-Davydov et de la comtesse Moussina Pouchkina. Les compositeurs demandèrent des instructions au comité exécutif, qui leur envoya la prescription suivante : arrêter les machines, détruire la composition, confisquer les épreuves et les exemplaires. Quant à l'appel lui-même de ces voyous du grand monde, le comité exécutif l'imprima avec des commentaires appropriés dans un journal social-démocrate.

« Lorsque le texte ne contient pas un appel direct à la violence et aux pogroms, l'impression en aura lieu sans empêchement », tel fut le principe général établi de concert par le comité exécutif et par le syndicat des ouvriers de la presse. Grâce aux efforts conjugués des compositeurs et du comité, toute la publicité des pogroms fut définitivement exclue des imprimeries privées : seuls le département de la police et la direction de la gendarmerie, fermant leurs volets et barricadant leurs portes, imprimaient maintenant ces appels sanguinaires sur des machines à bras enlevées jadis aux révolutionnaires.

La presse réactionnaire paraissait à peu près sans difficultés, il y eut, il est vrai, dans les premiers jours, quelques petites exceptions. Nous savons qu'à Pétersbourg des compositeurs essayèrent un jour d'ajouter des remarques à un article réactionnaire. Il y eut aussi un certain nombre de protestations contre les incartades grossières que commettaient les ennemis de la révolution. À Moscou, les compositeurs refusèrent d'imprimer le programme du groupe des octobristes qui venait de se former.

« Voilà, messieurs ce qu'on appelle la liberté de la presse ! Gémissait alors Goutchkov (qui devait être plus tard le chef de l'Union du 17 octobre) dans un congrès de zemstvos. En vérité, c'est encore l'ancien régime, par l'autre bout. Il ne nous reste qu'à utiliser les recettes de ce régime : nous ferons imprimer à l'étranger ou bien nous organiserons des ateliers clandestins. »

Bien entendu, l'indignation des pharisiens de la liberté capitaliste ne connaissait pas de bornes... Ils croyaient avoir raison en ce sens que le compositeur n'est pas responsable du texte qu'il compose. Mais, à cette époque exceptionnelle, les passions politiques atteignirent un tel degré que l'ouvrier, même dans la sphère de sa profession, n'oubliait jamais un seul instant sa responsabilité devant la révolution. Les compositeurs de certaines publications réactionnaires allèrent jusqu'à quitter leurs places, se condamnant ainsi, volontairement, à la gêne. Sans doute, ils violaient ainsi la « liberté de la presse », lorsqu'ils refusaient de mettre en forme les calomnies de la réaction ou des libéraux contre cette classe ouvrière à laquelle ils appartenaient. Ils allaient même jusqu'à violer les engagements de leur contrat.

Mais le capital est tellement pénétré de cette métaphysique de violence que comporte le prétendu « libre embauchage », qui oblige des ouvriers à accomplir les besognes les plus détestables, à construire des prisons et des cuirassés, à forger des chaînes et des menottes, à

imprimer les mensonges de la bourgeoisie, qu'il trouve toujours des blâmes pour ceux qui refusent, au nom de la morale de leur classe, d'exécuter des travaux de ce genre : le capital voit en cela une violation tantôt de la « liberté du travail », tantôt de la « liberté de la presse ».

* * *

Le 22 octobre, les journaux russes sortaient affranchis de leurs entraves séculaires. Tout un essaim d'anciens et de nouveaux journaux bourgeois continuaient à paraître : pour eux, la possibilité de tout dire était une malédiction et non pas une bénédiction, car, à cette époque, ils n'avaient rien à dire ; ils ne trouvaient pas, dans leur vocabulaire, les mots qui leur auraient permis de converser avec le nouveau lecteur ; l'anéantissement du gendarme de la censure laissait subsister le gendarme qu'ils portaient en eux-mêmes, leur prudence obséquieuse devant l'autorité ; parmi cette confrérie qui cachait son impuissance politique sous la toge somptueuse qu'on nomme raison d'État, ou bien l'ornait des grelots d'un radicalisme de bazar, la voix de la presse socialiste retentit alors claire et courageuse.

« Notre journal est l'organe du prolétariat révolutionnaire, déclarait alors *Natchalo (Le Début)*, social-démocrate. Le prolétariat russe, par son abnégation dans la lutte, a conquis pour nous la liberté d'expression ; nous mettrons la libre expression au service du prolétariat russe. » Nous, les publicistes du socialisme russe, qui longtemps avons vécu en taupes de la révolution, nous connûmes alors la joie et la valeur d'une existence à ciel ouvert, en plein air, le prix de la libre parole ; nous qui étions sortis dans les ténèbres de la réaction, lorsque les vents hurlaient, lorsque les chouettes sinistres volaient de tous côtés ; nous, peu nombreux, faibles, dispersés, inexpérimentés, presque des enfants, contre l'effroyable bête de l'Apocalypse ; nous, armés seulement d'une indéfectible foi en l'évangile du socialisme international, contre un ennemi puissant, couvert de pied en cap de l'armure du militarisme international ! Tapis, dissimulés dans les fissures de la société « légale », nous avons déclaré à l'autocratie une guerre sans merci ; il s'agissait pour nous de vie ou de mort. Quelle avait été notre arme ? La parole. Si l'on voulait évaluer le nombre d'heures de prison et de lointaines déportations que dut payer notre parti pour chaque parole révolutionnaire, les chiffres seraient terribles à lire... Épouvantable statistique de nos ressources nerveuses et du sang de nos cœurs !

Sur la longue voie semée de pièges et de chausse-trapes qui s'étend entre l'écrivain « illégal » et le lecteur non moins « illégal », il y a toute une série d'intermédiaires « illégaux » : le compositeur, le colporteur, l'agent de propagande... Combien d'efforts et de dangers ! Il suffit d'un faux pas pour que le travail de tous soit anéanti... Combien de machines furent confisquées avant d'avoir eu le temps de se mettre au travail. Combien d'imprimés ne réussirent pas à atteindre le lecteur, mais furent brûlés dans les cours des gendarmeries ! Combien de travail en pure perte, de forces paralysées, d'existences brisées !

Nos misérables « hectographes », les presses à bras que nous fabriquions nous-mêmes en grand secret, voilà les instruments que nous opposions aux rotatives qui imprimaient les mensonges du gouvernement et du libéralisme autorisé ! N'était-ce pas lutter avec la hache primitive contre le canon Krupp ? On se moquait de nous, on nous bernait. Cependant, durant les jour-nées d'octobre, ce fut la hache de silex qui l'emporta. La parole révolutionnaire s'ouvrit l'espace, s'enivra de sa propre force.

Le succès de la presse révolutionnaire fut immense. À Pétersbourg paraissaient deux grands journaux social-démocrates l'un d'eux compta dès le premier jour plus de 50 000 abonnés l'autre, à bon marché, éleva son tirage, en deux ou trois semaines, jusqu'à 100 000 exemplaires. Le grand journal des socialistes-révolutionnaires fut aussi largement répandu. En même temps, la province qui, rapidement, s'était donné une presse socialiste, réclamait cependant, et de plus en plus, les publications révolutionnaires de la capitale.

La situation de la presse, comme en général toutes les conditions de la vie politique, était très variée et fort inégale dans les différentes régions du pays. Tout dépendait de la force que pou-vait manifester la réaction, de la vigueur que possédait la révolution. Dans la capitale, la censure n'existait plus de fait. En province, elle s'était maintenue mais, sous l'influence des journaux de Pétersbourg, elle avait lâché la bride. La lutte de la police contre la presse révolutionnaire se poursuivait au petit bonheur, manquait de tout principe, de toute idée directrice. On édictait la saisie de certaines publications, mais personne ne se chargeait sérieusement d'exécuter ces ordres. Les numéros des journaux social-démocrates « saisis » se vendaient ouvertement, non seulement dans les quartiers ouvriers, mais sur la perspective Nevsky. La province dévorait la presse de la capitale comme une manne. À l'arrivée des trains postaux se rangeaient, dans les gares, de longues files d'acheteurs de journaux. On s'arrachait les nouvelles. Quelqu'un déchirait d'une main impatiente la bande de la *Rousskaïa Gazeta* (« La Gazette de Russie ») et lisait à haute voix les principaux articles. Les locaux de la gare étaient bondés et ressemblaient plutôt à une tumultueuse salle de conférences. Cela se répétait de jour en jour et devenait un système. Mais parfois, assez souvent même, l'attitude passive de la police faisait place à l'arbitraire et à des violences effrénées. Les sous-officiers de gendarmerie confisquaient la presse « séditeuse » de la capitale dans les wagons mêmes et la détruisaient par paquets entiers. La police poursuivait avec un acharnement particulier les revues satiriques. C'était Dournovo qui dirigeait la chasse, lui qui, plus tard, proposa de rétablir la censure préalable des dessins. Il avait ses raisons pour cela : la caricature, s'autorisant de l'opinion exprimée jadis par Alexandre III, fixait invariablement la tête stupide du ministre de l'intérieur sur le corps d'un cochon... Dournovo, cependant, n'était pas le seul à nourrir des rancunes ; tous les aides de camp, les chambellans, les maîtres de la cour, les grands veneurs, les grands écuyers, ressentaient comme lui une soif de vengeance.

Cette bande avait réussi à mettre la main sur le projet de loi concernant la presse que le ministre avait élaboré dans le but, disait-on, « de réaliser la liberté de la presse dès à présent, en attendant la sanction législative de la Douma d'État » ; en réalité, le ministère voulait refréner cette liberté qui, grâce au prolétariat de Pétersbourg, existait déjà de fait. Le règlement provisoire du 24 novembre, qui maintenait la presse comme autrefois entre les mains de l'administration, prévoyait des peines non seulement pour tout appel à la grève, aux manifestations, mais aussi pour les insultes à l'armée, pour la diffusion de fausses nouvelles au sujet des actes du gouvernement, et pour toute information erronée en général. En Russie, c'est la coutume que tout « règlement provisoire » devienne une sorte de loi des plus durables. Il en fut ainsi du règlement provisoire sur la presse. Il fut édicté en attendant la convocation de la Douma d'État ; mais tous les intéressés le boycottèrent, et ce fut un règlement en l'air comme le ministère même de Witte. Cependant, la victoire de la contre-révolution en décembre nettoya le terrain pour la loi de Witte sur la presse. Elle entra en vigueur accompagnée de nouvelles peines prévues pour tout éloge adressé à un criminel ; l'utilisation de cette loi était remise à la discrétion des gouverneurs et des chefs de la police ; ainsi présentée, la loi subsista pendant la première Douma, pendant la seconde et elle surviva à la troisième...

* * *

Pour achever de dépeindre la lutte qui fut menée au nom de la liberté de la presse, il nous reste à raconter par quels procédés les *Izvestia* du soviet des députés ouvriers paraissaient. Car l'histoire de la publication de ces bulletins de la révolution illustre d'une page intéressante le récit de la lutte entreprise par le prolétariat russe pour l'émancipation de l'expression.

Le premier numéro fut imprimé avant le manifeste de la Constitution ; il fut tiré en petit format, à fort peu d'exemplaires, dans une imprimerie privée, secrètement, moyennant argent.

Le second numéro fut imprimé le 18 octobre³⁶. Un groupe de volontaires se rendit à l'imprimerie du *Syn Otetchestva (Le Fils de la patrie)*, organe radical qui, un peu plus tard, passa entre les mains des socialistes-révolutionnaires. L'administration parut perplexe. La situation était trouble et l'on ne savait pas encore quelles conséquences pourraient avoir l'impression d'une publication révolutionnaire.

« Les choses pourraient s'arranger si vous nous mettiez en état d'arrestation, déclara l'un des membres de l'administration.

– Vous êtes arrêtés, lui répondit-on.

– Par la force armée, ajouta un autre en tirant de sa poche un revolver.

– Vous êtes arrêtés ! On vous arrête ! Je vous arrête disaient des voix dans l'imprimerie et dans les salles de la rédaction.

– Qu'on laisse entrer tous ceux qui viendront, mais qu'on ne laisse sortir personne !

– Où se trouve votre téléphone ?... Tenez-vous près du téléphone ! » Commandait-on.

Le travail commença ; de nouvelles figures se présentaient à tout moment à l'imprimerie. Les collaborateurs arrivaient, les compositeurs demandaient leur compte. On appela les compositeurs à l'atelier et on les plaça devant leurs casses ; les collaborateurs du journal furent chargés d'écrire des entrefilets. Le travail battait son plein.

L'imprimerie *Obchestvenndia Polza (L'Utilité sociale)* est occupée. Toutes les issues sont gardées par des sentinelles.

Dans la salle de stéréotypie, on voit arriver des ouvriers. On démonte les châssis, on allume le poêle. Des figures inconnues se montrent.

« Qui donne des ordres ici ? Qui vous a permis ?... » S'écrie un arrivant, et il se met en devoir d'éteindre le feu. On le repousse et on le menace de l'enfermer dans un cabinet de débarras. « Mais, enfin, que se passe-t-il ? »

On lui explique que l'on imprime le numéro 3 des *Izvestia* du soviet des députés ouvriers.

« Vous auriez dû le dire plus tôt !... Est-ce que je... ? Je suis tout disposé... »

Et le travail se poursuit énergiquement sous la direction expérimentée du patron.

« Comment allez-vous faire pour imprimer ? L'électricité ne marche plus ! s'écrie le gérant que l'on vient d'arrêter.

– De quelle station la recevez-vous ? Nous l'aurons dans une demi-heure. »

Le gérant nomme la station, mais il reste sceptique. Voilà déjà plusieurs jours qu'il réclame l'électricité en vain, au moins Pour éclairer les locaux ; à la station, des matelots ont remplacé les ouvriers en grève et l'on ne fournit l'électricité qu'aux établissements de l'État.

Une demi-heure plus tard, l'électricité allume les lampes, et les moteurs peuvent fonctionner. Les membres de l'administration montrent un étonnement mêlé d'une singulière déférence.

Quelques minutes encore et l'ouvrier que l'on avait envoyé revient avec une note de l'officier qui commande la station d'électricité. « Sur requête du soviet des députés ouvriers, le

³⁶ Tous les épisodes qui vont suivre sont relatés d'après un mémoire du principal organisateur des « imprimeries volantes » du soviet, le camarade Simanovsky – Comment on imprimait les *Izvestia* du soviet des députés ouvriers. (1909)

courant électrique sera fourni à la maison numéro 39 de la rue Bolchaïa Podiatcheskaïa pour l'imprimerie « *L'Utilité sociale* », Signature. »

Les agresseurs et les personnes arrêtées travaillent en commun et fort gaiement ; le numéro 3 est tiré à un très grand nombre d'exemplaires.

Finalement, l'endroit où l'on imprime les *Izvestia* est repéré par la police. Elle se présente à l'imprimerie, mais trop tard : les *Izvestia* ont été enlevées, les formes sont démontées. Il arriva pourtant une fois, dans la nuit du 4 novembre, pendant la deuxième grève, que la police réussit à rencontrer et à prendre en flagrant délit la compagnie volante des *Izvestia*. Cela se produisit à l'imprimerie du journal *Nacha Jisn* (*Notre vie*), où la besogne marchait depuis presque deux jours. Comme les compagnons refusaient d'ouvrir les portes, la police les enfonça. « Soutenus par une compagnie d'infanterie, baïonnette au canon, le revolver à la main, raconte Simanovsky, les commissaires et les agents de police firent irruption dans l'atelier mais s'arrêtèrent, déconcertés, devant le pacifique tableau qu'ils découvraient : les compositeurs continuaient leur travail fort tranquillement sans s'inquiéter des baïonnettes menaçantes. »

« Nous sommes tous ici par ordre du soviet des députés ouvriers, déclarèrent les travailleurs, et nous exigeons que la police s'éloigne ; si elle refusait de sortir, nous ne pourrions répondre de la conservation des instruments et du mobilier de l'imprimerie. »

Tandis que les pourparlers avec la police se poursuivaient, tandis qu'elle ramassait les manuscrits originaux et les épreuves, les ouvriers ne perdaient pas leur temps et faisaient de la propagande parmi les soldats et les agents de police : on leur lisait à mi-voix l'appel que le soviet avait adressé aux soldats, on leur distribuait des numéros des *Izvestia*. Les noms des compositeurs furent ensuite relevés sur une liste et l'on mit les ouvriers en liberté ; les portes de l'imprimerie furent fermées et scellées, des policiers y furent placés en sentinelles. Mais, lorsque, le lendemain, le juge d'instruction se présenta, il ne trouva rien de ce qu'il cherchait. Les portes étaient fermées, les scellés étaient intacts, mais les formes, les épreuves et les manuscrits avaient disparu. Tout cela avait été transporté à l'imprimerie des *Birjevya Viédomosti* (*L'Information de la Bourse*) où l'impression du numéro 6 des *Izvestia* se faisait en ce moment même sans difficultés.

Dans la soirée du 6 novembre eut lieu le plus étonnant et le plus risqué des actes de ce genre : on s'empara de l'immense imprimerie du *Novoïé Vrémia*. L'important journal réactionnaire consacra le lendemain à cet événement deux articles dont l'un était intitulé : « Comment on imprime le journal officiel du prolétariat. »

Voici de quelle manière « la victime » relate cette affaire :

Vers six heures du soir, trois jeunes gens se présentèrent à l'imprimerie du journal... Le gérant venait justement d'arriver. On lui annonça les nouveaux venus qu'il fit entrer dans son bureau.

« Faites sortir tout le monde, dit un des jeunes gens au gérant. Nous avons besoin de parler avec vous sans témoins.

– Vous êtes trois et je suis seul, répondit le gérant. Je préfère qu'il y ait ici quelqu'un pour nous entendre.

– Nous vous invitons à faire sortir tout le monde. Qu'ils restent, si vous voulez, dans la chambre voisine : nous n'avons que deux mots à vous dire. »

Le gérant donna son assentiment. Les inconnus lui déclarèrent alors qu'ils étaient là par ordre du comité exécutif et qu'ils étaient mandatés pour saisir l'imprimerie du *Novoïé Vrémia* et y mettre sous presse le numéro 7 des *Izvestia*.

« Je ne puis rien vous dire là-dessus, répliqua le gérant. L'imprimerie ne m'appartient pas ; je serai obligé d'en référer au patron.

– Il vous est interdit de sortir de l'imprimerie ; si vous avez besoin de votre patron, faites-le venir ici, répondirent les délégués.

– Je puis lui communiquer votre proposition par téléphone.

– Non ; c'est impossible. Appelez-le, simplement.

– Bon. »

Le gérant se dirigea vers le téléphone, accompagné par deux des délégués et demanda Souvorine (le fils). Celui-ci refusa de venir pour raison de santé, mais envoya à sa place un membre de la rédaction, nommé Goldstein.

Celui-ci a décrit les événements qui suivirent d'une façon assez véridique, en ajoutant seulement quelques petits détails destinés à marquer d'une façon avantageuse le courage civique qu'il crut déployer en cette occasion. « Lorsque j'approchai de l'imprimerie, a-t-il raconté, les becs de gaz étaient éteints. Devant l'établissement et aux abords, j'aperçus quelques groupes peu nombreux et, devant la porte, huit ou dix hommes. Dans la cour, près de l'entrée, il y en avait trois ou quatre. Je trouvai là le chef des garçons de cour qui me conduisit au bureau de l'administration. Le gérant était là avec trois jeunes gens qui me parurent être des ouvriers. Comme j'entrais, ils se levèrent.

« Qu'avez-vous à me dire, messieurs ? » demandai-je.

Pour toute réponse, un des jeunes gens me mit sous les yeux un papier qui portait l'injonction du soviet des députés ouvriers d'avoir à imprimer le prochain numéro des *Izvestia* dans l'imprimerie du *Novoïé Vrémia*. Cet ordre avait été écrit sur un chiffon de papier et il était agrémenté de je ne sais quels cachets.

« C'est maintenant le tour de votre imprimerie, me déclara un des envoyés.

– Qu'entendez-vous par là : « C'est maintenant le tour », demandai-je.

– Nous avons tiré nos numéros à *la Russie*, à *Notre vie*, au *Fils de la patrie*, à *l'Information de la Bourse* ; maintenant ce sera chez vous... Il faut que vous nous donniez votre parole d'honneur, pour vous et pour Souvorine, de ne pas nous dénoncer avant que nous n'ayons achevé le travail.

– Je ne puis répondre pour Souvorine et je n'ai aucune envie, personnellement, de vous donner ma parole d'honneur.

– Dans ce cas, nous ne vous permettrons pas de sortir.

– Je sortirai par la force. Je vous en avertis, je suis armé...

– Nous sommes armés également, répondirent les délégués en montrant leurs revolvers.

– Faites venir le gardien et le chef des garçons de cour », dit encore un des délégués au gérant.

Celui m'interrogea du regard. Je fis un geste d'impuissance. On fit venir le gardien. On l'obligea à se défaire de sa pelisse. Le chef des garçons de cour vint aussi au bureau. Nous

fûmes tous mis en état d'arrestation. Une minute plus tard, des pas nombreux retentissaient dans l'escalier ; à la porte du bureau, dans le vestibule, des inconnus se rassemblaient.

La saisie avait lieu.

Les trois délégués sortaient à tout instant, revenaient, déployaient une très grande activité...

« Permettez-moi, dis-je à l'un d'eux, de vous demander sur quelle machine vous avez l'intention de travailler ?

– Sur la rotative.

– Mais, si vous l'abîmez ?...

– Nous avons un excellent contremaître.

– Et le papier, où le prendrez-vous ?

– Chez vous.

– Mais c'est du pillage en règle, c'est un vol qualifié !

– Que voulez-vous y faire ? »

En fin de compte, M. Goldstein se résigna, donna sa parole de garder un silence religieux et on le relâcha.

« Je descendis, raconte-t-il. Sous la porte cochère, l'obscurité était complète. Près de l'entrée, revêtu de la pelisse empruntée au gardien, un « prolétaire » montait la garde, muni d'un revolver. Un second fit briller une allumette un troisième mit la clef dans la serrure. Le pêne glissa, le guichet s'ouvrit et je sortis... »

La nuit se passa tranquillement. Le gérant de l'imprimerie, à qui on avait proposé de le libérer sur parole, refusa de quitter la place. Les « prolétaires » le laissèrent tranquille... La composition avançait avec une lenteur relative, les manuscrits se faisant d'ailleurs attendre. La copie concernant les affaires du jour n'avait pas encore été envoyée. Lorsque le gérant conseillait d'activer le travail, on lui répondait : « Nous avons le temps ; rien ne nous réclame au-dehors. » Enfin, vers cinq heures du matin, le metteur en pages et le correcteur se montrèrent, on vit bientôt que c'étaient des gens d'expérience...

La composition fut terminée à six heures du matin. On s'occupait aussitôt de préparer les formes et de fondre le stéréotype. Le gaz qui devait servir à chauffer le four de la stéréotypie manquait à cause de la grève. Deux ouvriers furent envoyés en mission et le gaz revint. Toutes les boutiques étaient fermées mais, durant toute la nuit, des provisions arrivèrent sans difficultés. Les boutiques s'ouvraient quand les prolétaires le voulaient. À sept heures du matin, on procéda à l'impression du journal officiel du prolétariat. On travaillait à la rotative et la besogne s'accomplissait sans accroc. Elle dura jusqu'à onze heures du matin. Alors, les ouvriers quittèrent l'imprimerie, emportant les journaux en paquets. Le transport se fit sur des voitures de place que l'on avait racolés en nombre suffisant, de divers endroits de la ville... La police ne fut renseignée que le lendemain et ouvrit de grands yeux...

Une heure après l'achèvement du travail, un fort détachement de police, soutenu par une compagnie d'infanterie, par des cosaques et par des garçons de cour, faisait irruption dans le local du syndicat des ouvriers de la presse pour confisquer le numéro 7 des *Izvestia*. La police se heurta à une résistance des plus énergiques. On lui déclara que les numéros qui restaient encore (153 sur les 35 000 qu'on avait imprimés) ne lui seraient pas livrés de bon gré. En de nombreuses imprimeries de la ville, les compositeurs, lorsqu'ils apprirent l'intrusion de la police dans le local de leur syndicat, arrêtèrent aussitôt le travail qui venait de reprendre après

la grève d'octobre, en attendant de voir ce qui allait se passer. La police offrit un compromis : les personnes présentes se détourneraient et feraient semblant de ne rien voir, la police volerait les *Izvestia* et mettrait dans son procès-verbal que la saisie avait eu lieu de force. Mais le compromis fut résolument repoussé. La police n'osa employer la violence et se retira en bon ordre sans avoir mis la main sur un seul exemplaire des *Izvestia*.

Après la saisie de l'imprimerie du *Novoïé Vrémia*, le préfet de police déclara dans un ordre du jour que les policiers qui toléreraient dans leur quartier de pareils attentats en seraient rendus responsables et encourraient des peines sévères. Le comité exécutif répondit que les *Izvestia*, que l'on ne publiait que pendant les grèves générales, continueraient à paraître, à l'avenir comme jadis, toutes les fois qu'on en aurait besoin ; et en effet, pendant la grève de décembre, le deuxième soviet des députés ouvriers (après l'arrestation du premier) publia encore quatre numéros des *Izvestia*.

La relation détaillée que donna le *Novoïé Vrémia* de l'incursion que l'on avait faite dans son imprimerie eut des résultats fort inattendus. Les révolutionnaires de province suivirent l'exemple de Pétersbourg et, dès lors, les saisies opérées sur les imprimeries, pour les besoins de la littérature révolutionnaire, se multiplièrent dans toute la Russie... Il faut d'ailleurs formuler certaines réserves sur la nature de ces opérations. Laissons de côté les imprimeries des journaux de gauche, dont l'administration ne demandait qu'à être déchargée de toute responsabilité et par conséquent se déclarait désireuse d'être mise en arrestation. Mais l'épisode retentissant du *Novoïé Vrémia* n'aurait pas été possible sans le concours passif ou actif de tout le personnel. Lorsque celui qui dirigeait les opérations proclamait dans l'imprimerie l'« état de siège » et relevait ainsi de toute responsabilité le personnel, toute différence disparaissait bientôt entre les assiégeants et les assiégés ; le compositeur sous le coup de l'arrestation prenait en mains le texte révolutionnaire, le margeur prenait place devant sa machine, et le gérant exhortait aussi bien ses salariés que les ouvriers du dehors à hâter le travail. Aucune tactique de saisie n'avait été mise au point rigoureusement et la violence physique n'aurait jamais assuré le succès ; il faut tenir compte ici de l'atmosphère de sympathie révolutionnaire qui seule pouvait rendre efficace l'activité du soviet.

On se demandera peut-être avec étonnement pourquoi le soviet dut recourir au dangereux procédé des attentats nocturnes pour imprimer son journal. La presse social-démocrate paraissait alors ouvertement. Par le ton, elle différait peu des *Izvestia*. Elle imprimait intégralement les décisions du soviet, les comptes rendus de ses séances. Il est vrai aussi que les *Izvestia* paraissaient à peu près exclusivement pendant les grèves générales, lorsque le reste de la presse gardait le silence. Mais il aurait dépendu du soviet de faire une exception pour les journaux social-démocrates dont la publication était absolument légale et de se dispenser ainsi du besoin de commettre des attentats sur les imprimeries de la presse bourgeoise. Il ne le fit pourtant pas. Pourquoi ?

Cette question, posée isolément, resterait sans réponse. Mais on comprendra tout si l'on considère le soviet dans son ensemble, depuis sa formation, dans toute sa tactique, comme l'expression organisée du droit suprême de la révolution au moment de son effort le plus intensif, lorsqu'elle ne veut et ne peut accepter aucun accommodement avec l'ennemi, lorsqu'elle marche brisant tout devant elle, élargissant par une poussée héroïque son territoire et emportant tous les obstacles. Pendant les grèves générales, lorsque toute la vie sociale était suspendue, l'ancien régime se faisait un point d'honneur d'imprimer sans interruption son *Moniteur*, le *Pravitelstvenny Vestnik*, et il le faisait sous la protection des troupes. Le soviet opposait à ce procédé celui de ses compagnies ouvrières pour publier l'organe de la révolution.

L'OPPOSITION ET LA RÉVOLUTION

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, le manifeste, au lieu de rétablir l'ordre, avait contribué à révéler dans toute son ampleur l'antagonisme qui existait entre les pôles sociaux : d'un côté la réaction pogromiste de la noblesse et des bureaucrates, de l'autre la révolution ouvrière. Durant les premiers jours, ou pour mieux dire durant les premières heures, il sembla même que le manifeste n'avait apporté aucun changement dans l'état d'esprit des éléments les plus modérés de l'opposition. Pourtant, ce n'était qu'une apparence. Le 18 octobre, une des plus puissantes organisations capitalistes, le Comptoir consultatif des métallurgistes, écrivait au comte Witte : « Nous devons le déclarer sans ambages : la Russie n'a de foi que dans les faits ; son sang et sa misère ne lui permettent plus de donner créance à de pures paroles. » En réclamant une amnistie complète, le Comptoir consultatif « constate avec un plaisir tout particulier que du côté des masses révolutionnaires la violence ne s'est manifestée que dans des limites très étroites et que ces masses ont su observer une discipline vraiment incroyable ». Le Comptoir déclare qu'« en théorie » il est peu porté à reconnaître la nécessité d'un suffrage universel ; mais il a dû reconnaître que « la classe ouvrière, qui avait manifesté avec tant de force sa conscience politique et sa discipline de parti, doit participer à l'administration des affaires publiques ». Tout cela était exprimé en termes larges et généreux, mais, hélas ! Ce n'était pas pour longtemps. Il serait un peu trop simple d'affirmer que nous sommes ici en présence d'une politique exclusivement décorative. Sans aucun doute, certaines illusions jouaient un grand rôle dans cette affaire : le capital espérait encore qu'une large réforme politique déclencherait immédiatement un essor de l'industrie, affranchie de toute entrave. C'est ce qui explique qu'une partie considérable des entrepreneurs – si ce n'est la majorité – gardèrent vis-à-vis de la grève d'octobre une attitude d'amicale neutralité. On ne recourut presque pas au lock-out. Les propriétaires des usines métallurgiques du secteur de Moscou décidèrent de refuser les services des cosaques.

Mais la plus grande marque d'approbation que les entrepreneurs libéraux donnèrent aux intentions politiques de la lutte fut de continuer à verser à leurs ouvriers leurs salaires pour tout le temps de la grève d'octobre : s'attendant à un épanouissement de l'industrie sous « le régime de la légalité », ils inscrivirent sans discuter cette dépense sous la rubrique des frais extraordinaires de production. Mais, en payant aux ouvriers leurs journées de grève, le capital déclara sèchement : c'est la dernière fois ! La force de l'attaque menée par les ouvriers lui faisait comprendre la nécessité de la prudence. Les espérances les plus chères du capital ne furent pas justifiées : le mouvement des masses, après la promulgation du manifeste, ne s'apaisa pas ; au contraire, de jour en jour, il manifestait une force plus grande, une indépendance plus absolue, un caractère plus net de révolution sociale. Tandis que les planteurs de la production sucrière se voyaient menacés d'une confiscation des terres, toute la bourgeoisie capitaliste, dans son ensemble, devait reculer pas à pas devant les ouvriers, en augmentant les salaires et en diminuant les heures de travail.

Indépendamment de la crainte inspirée par le prolétariat révolutionnaire et qui s'accrût considérablement pendant les deux derniers mois de 1905, certains intérêts plus étroits mais non moins sérieux poussaient le capital vers une alliance immédiate avec le gouvernement. Au premier plan, c'était un besoin prosaïque mais impérieux, le besoin d'argent ; les convoitises des entrepreneurs et leurs attaques avaient toutes pour objet la Banque d'État. Cette institution servait de presse hydraulique à la « politique économique » de l'autocratie, dont Witte fut le grand maître, pendant dix ans. Des opérations de la Banque et, en même temps, de l'opinion et des sympathies du ministre dépendait l'« être ou ne pas être » des grosses entreprises. Entre autres causes, certains prêts accordés en dépit des statuts, l'escompte de fantastiques lettres de change, et en général le favoritisme dans le domaine de l'économie politique contribuaient au revirement de l'opposition capitaliste. Lorsque, sous la triple influence de la guerre, de la révolution et de la crise générale, la Banque réduisit ses opérations au minimum, un grand nombre de capitalistes se trouvèrent aux abois. Ils ne se soucièrent plus de perspectives politiques générales, ils avaient besoin d'argent coûte que coûte. « Nous ne croyons plus aux paroles, déclarèrent-ils au comte Witte à deux heures du matin, dans la nuit du 18 au 19 octobre, donnez-nous des faits. » Le comte Witte plongea la main dans la caisse de la Banque d'État et leur distribua « des faits »... Une grande quantité de faits. L'escompte se releva brusquement, il fut de 138,5 millions de roubles en novembre et décembre 1905, contre 83,1 millions pour la même période en 1904. Le crédit des banques privées augmenta d'une manière encore plus considérable : 148,2 millions de roubles au 1er décembre 1905 contre 39 millions en 1904. Les opérations de tous genres s'accrurent également. « Le sang et la misère de la Russie » dont faisait état, nous l'avons vu plus haut, le syndicat capitaliste, furent escomptés par le gouvernement de Witte, et le résultat de cette opération se traduisit par la formation de l'Union du 17 octobre. Ainsi, nous trouvons à la base de ce parti non pas une faveur politique, mais un simple pot-de-vin. Dans la personne de ces entrepreneurs, organisés en unions « professionnelles » ou politiques, le soviet des députés ouvriers trouva dès ses premiers pas un ennemi résolu et conscient.

Mais si les octobristes eurent au moins l'audace de prendre nettement position contre la révolution, il faut souligner le rôle vraiment pitoyable que joua alors le parti des radicaux intellectuels et petits-bourgeois qui devait, six mois plus tard, exercer sa faconde sur les planches du Palais de Tauride. Nous voulons parler des constitutionnels-démocrates, les cadets.

Au plus fort de la grève d'octobre, le congrès fondateur de ce parti tenait ses séances. La moitié au moins des délégués manquait. La grève des chemins de fer leur avait coupé la route. Le 14 octobre, le nouveau parti définit son attitude devant les événements : « Le parti, donnant son entier assentiment aux revendications, croit de son devoir de se déclarer entièrement solidaire avec le mouvement de grève. Il renonce résolument (résolument !) à l'idée d'obtenir un quelconque résultat au moyen de pourparlers avec les représentants du pouvoir. » Il fera tout pour prévenir un affrontement, mais, s'il n'y réussit pas, il déclare d'avance que ses sympathies et son appui iront au peuple. Trois jours plus tard, le manifeste de la Constitution était signé. Les partis révolutionnaires sortirent brusquement des cachettes où ils étaient enterrés, et, sans avoir eu le temps d'essuyer la sueur de sang dont ils étaient couverts, se plongèrent corps et âme dans les masses populaires, les appelant et les groupant pour la lutte. Ce fut une grande époque : le marteau de la révolution forgeait de nouvelles âmes.

Mais que pouvaient faire en cette circonstance les cadets, politiciens en frac, orateurs de barreau, tribuns des zemstvos ? Ils attendirent passivement. Le manifeste existait mais le parlement manquait encore. Ils ne savaient pas quand et comment le parlement viendrait et même s'il viendrait. Le gouvernement ne leur inspirait aucune confiance, la révolution encore moins. Leur rêve eût été de sauver la révolution d'elle-même, mais ils n'en voyaient pas le moyen.

Ils n'osaient se montrer dans les réunions populaires. Leur presse donnait l'expression de leur débilité et de leur lâcheté. On lisait peu ce qu'ils imprimaient. Ainsi, en cette période de la révolution russe la plus chargée de responsabilités, les cadets n'avaient qu'à se croiser les bras. Un an plus tard, Milioukov, qui ne discutait point le fait, s'efforça de justifier son parti, non de ce qu'il avait refusé ses forces à la révolution, mais de ce qu'il n'avait rien fait pour l'entraver. « Toute manifestation d'un parti tel que celui des constitutionnels-démocrates, écrit-il pendant les élections à la deuxième Douma, était absolument impossible dans les derniers mois de 1905. Ceux qui reprochent maintenant au parti de n'avoir point protesté alors, par l'organisation de meetings, contre les illusions révolutionnaires du trotskisme... ne comprennent pas ou ne se rappellent pas quel était alors l'état d'âme du public démocratique qui se rassemblait dans les meetings. » Telle est la justification de ce parti « populaire » il n'osa pas se montrer au peuple, de crainte de l'épouvanter !

En cette période, l'Union des unions joua un rôle plus avantageux. La grève d'octobre se généralisa avec le concours actif des intellectuels radicaux. En organisant des comités de grève, en nommant des députations, ils suspendirent le fonctionnement d'institutions sur lesquelles les ouvriers n'avaient que peu de prise. C'est ainsi que le travail s'interrompit dans les administrations des zemstvos, dans les municipalités, les banques, les bureaux de tous genres, les tribunaux, les écoles et même au Sénat. Il faut signaler aussi l'importance vraiment considérable des secours en argent que l'aile gauche des intellectuels affecta au soviet des députés ouvriers. Cependant l'idée du rôle gigantesque qu'aurait joué l'Union des unions, au dire de la presse bourgeoise de Russie et d'Europe occidentale, apparaît comme absolument fantaisiste quand on considère ce que cette Union a réellement fait au vu et au su de tout le monde. L'Union des unions servit d'intendance à la révolution et parfois, c'est ce qu'elle fit de mieux, d'auxiliaire dans le combat. Mais elle ne prétendit jamais prendre la direction du mouvement.

L'aurait-elle pu d'ailleurs ? L'élément originel de ce groupement, c'était encore et toujours le philistin cultivé à qui les vicissitudes historiques avaient rogné les ailes. La révolution l'avait secoué et élevé au-dessus de lui-même. Un beau matin, en se réveillant, il avait en vain demandé son journal. Le soir venu, cette même révolution avait éteint l'électricité dans l'appartement de l'intellectuel, et, sur le mur ténébreux, elle avait tracé des caractères de feu annonçant des journées de trouble, mais enfin de grandes journées. Le philistin voulait croire, et n'osait. Il voulait prendre son essor et ne le pouvait. Peut-être comprendrons-nous mieux le drame qui se passait en lui si nous le considérons au moment où il rédige une motion radicale, si nous considérons son attitude chez lui, à table, à l'heure du thé.

Le lendemain de la reprise du travail, après la grève, j'allai en visite dans une famille de ma connaissance où régnait l'atmosphère habituelle du radicalisme petit-bourgeois. Sur le mur de la salle à manger était apposé le programme de notre parti que l'on venait d'imprimer en grand format : c'était le supplément du premier journal social-démocrate paru depuis la grève. Toute la famille était surexcitée.

« Pas mal... pas mal du tout.

– De quoi s'agit-il ?

– Il le demande ! Votre programme : lisez donc un peu !

– J'ai déjà eu l'occasion de le lire.

– Non, mais, comment trouvez-vous ça ? Ils écrivent textuellement ceci : « Le parti se donne pour but politique immédiat le renversement de l'autocratie tsariste – comprenez-vous : le renversement – et veut la remplacer par la république démocratique... La RÉ-PU-BLI-QUE ! Comprenez-vous cela ?

– Je crois le comprendre.

– Et on imprime cela dans des conditions légales, on vend cette feuille sous les yeux de la police, on peut l'acheter pour cinq kopecks à deux pas du Palais d'Hiver ! « L'abolition de l'autocratie russe, qui en veut pour cinq kopecks ? » Non, mais vraiment !

– Alors, ça vous plaît ?

– « Vous plaît... vous plaît » Est-il question de ça ? S'agit-il de moi ? Je vous parle d'« eux », à Peterhof, d'eux à qui vous mettez cela sous le nez. Dites-moi, je vous prie : est-ce que cela les arrange ?

– J'en doute ! »

Le pater familias se montrait particulièrement excité. Deux ou trois semaines auparavant, il détestait encore la social-démocratie, de la haine stupide qui caractérise le petit-bourgeois radical, infecté dès sa jeunesse de préjugés populistes ; aujourd'hui, un sentiment nouveau l'emplissait : sentiment de vénération mêlé d'inquiétude.

« Ce matin, nous avons lu ce programme à la direction de la Bibliothèque impériale – le numéro leur a été envoyé... Ah ! si vous aviez vu ces messieurs ! Le directeur a fait venir ses deux adjoints et moi, il a fermé la porte à clef et nous a lu le programme depuis A jusqu'à Z. Ma parole, tout le monde en était suffoqué. « Qu'en dites-vous, Nicolas Nicolaïevitch ? me demanda le directeur.

« – Non, vous, vous, Simon Petrovitch, qu'en dites-vous ?

« – Moi, répondit-il, vous savez, j'en ai perdu la langue. Hier encore, il n'était pas permis à un journal de dire la moindre chose d'un commissaire de police. Aujourd'hui, on déclare comme cela tout bonnement, tout franchement, à Sa Majesté l'Empereur : fiche-nous le camp ! Ces gens-là n'ont aucun souci de l'étiquette, aucun, aucun... Sitôt pensé, sitôt dit...

« Alors un des adjoints dit :

« – Le papier est rédigé d'une façon un peu lourde, il faudrait un peu de légèreté dans le style.

« Simon Petrovitch le regarde par-dessus ses lunettes :

« – Mon cher, ce n'est pas un feuilleton de dimanche, c'est un programme, comprenez-vous ? Le programme d'un parti... « Et savez-vous ce qu'ils ont dit pour terminer, ces messieurs de la Bibliothèque impériale ? « Comment, ont-ils demandé, de quelle manière se fait-on recevoir membre du parti social-démocrate ? » Comment trouvez-vous cela ?

– Fort bien.

– Hum... Mais, en fait, comment entre-t-on dans votre parti ? me demande mon interlocuteur après une légère hésitation.

– Rien de plus simple. La condition essentielle, c'est de reconnaître, d'admettre le programme. Ensuite, il faut se faire inscrire dans une section et payer régulièrement sa cotisation. Ce programme vous plaît, n'est-ce pas ?

– Le diable l'emporte, il n'est pas mal, c'est indiscutable...

Mais que pensez-vous de la situation présente ? Seulement, vous savez, dites-moi cela non comme rédacteur d'un journal social-démocrate, mais, là, bien franchement ?... Nous sommes loin encore de la république démocratique, bien entendu, mais tout de même, la constitution, nous l'avons !

– Non, à mon avis, la république est beaucoup plus proche et la constitution beaucoup plus éloignée que vous ne pensez.

– Le diable l’emporte ! Qu’avons-nous donc en ce moment ? N’est-ce pas la constitution ?

– Non, ce n’est que le prologue de la loi martiale.

– Quoi ?... Des blagues ! Vous parlez dans votre vocabulaire de journaliste. Vous n’y croyez pas vous-même. Haute fantaisie ! Fantasmagorie !...

– Non, c’est le plus pur réalisme. La révolution grandit en force et en audace. Voyez ce qui se passe dans les entreprises et les usines, dans les rues... Considérez enfin cette feuille de papier suspendue à votre mur. Il y a quinze jours, vous n’auriez pas osé la mettre là. Quant à « eux », là-bas, à Peterhof, ce qu’ils en pensent ? Vous demanderai-je à mon tour. Ils vivent encore, ils tiennent à l’existence. Et ils disposent encore de l’armée. Croyez-vous donc qu’ils vont céder leurs positions et se rendre sans combat ? Non pas. Avant de nettoyer la place, ils mettront en œuvre toutes les forces dont ils disposent, jusqu’à la dernière baïonnette.

– Mais le manifeste ? L’amnistie ? Ce sont des faits, des faits !

– Le manifeste n’est que la déclaration d’une trêve momentanée, pour souffler un peu. L’amnistie ?... De vos fenêtres, vous apercevez la flèche de la forteresse de Pierre-et-Paul : elle n’a pas bougé. La prison des Croix non plus. Le service de la Sûreté non plus... Vous doutez de ma sincérité, Nicolas Nicolaïevitch. Eh bien, je puis vous dire ceci : personnellement, je suis dans les conditions requises pour bénéficier de l’amnistie, mais je ne mets aucun empressement à faire ma déclaration légale. Je vis et continuerai à vivre jusqu’au dénouement avec un faux passeport. Le manifeste n’a rien changé à ma situation au point de vue juridique, ni à ma conduite.

– Dans ce cas, vous autres, messieurs, vous devriez peut-être observer un peu plus de prudence dans votre politique ?

– Comment cela ?

– Ne pas parler du renversement de l’autocratie.

– Ainsi, vous vous imaginez que si nous nous exprimons plus poliment, Peterhof nous accordera la république et la confiscation des terres ?

– Hum... Je me dis que tout de même vous exagérez un peu...

– C’est ce que nous verrons... Pour le moment, au revoir il est temps pour moi d’aller à la séance du soviet. À propos, pour votre entrée dans le parti ? Vous n’avez qu’un mot à dire et nous vous inscrivons ; c’est l’affaire de deux minutes.

– Merci, merci beaucoup... Ça ne presse pas... La situation est encore si incertaine... Nous en reparlerons... Au revoir, au revoir !... »

LA GRÈVE DE NOVEMBRE

[Retour à la table des matières](#)

De péril en péril, de récif en récif, le ministère d'octobre faisait lentement son chemin. Où allait-il ? Il l'ignorait lui-même.

Les 26 et 27 octobre éclata à Cronstadt, à trois portées de canon de Pétersbourg, une mutinerie militaire. Un certain nombre de soldats, conscients de la situation politique, cherchaient à retenir la masse, mais la fureur de la multitude fit explosion. Les meilleurs éléments de l'armée, voyant qu'ils ne pouvaient arrêter le mouvement, se mirent à sa tête. Ils n'eurent cependant pas le bonheur de prévenir les pogroms provoqués par les autorités et dans lesquels le rôle principal fut joué par les bandes du fameux thaumaturge Jean de Cronstadt, qui entraînaient à leur suite une obscure foule de marins. Le 28, Cronstadt fut déclaré en état de siège et la malheureuse émeute fut écrasée. Des soldats et des matelots d'élite étaient menacés de la peine capitale.

Le jour de la prise de la forteresse de Cronstadt, le gouvernement voulut donner un sévère avertissement au pays ; il déclara l'état de siège dans toute la Pologne : c'était un gros os que le ministère du manifeste se décidait pour la première fois à jeter aux chiens de Peterhof, après onze jours d'existence. Le comte Witte assumait l'entière responsabilité de cette démarche : dans la communication gouvernementale, il mentait effrontément, faisant allusion à une tentative téméraire (!) de séparatisme de la part des Polonais et les prévenant qu'ils s'engageaient dans une voie dangereuse « dont ils avaient connu plus d'une fois les dures épreuves ». Le lendemain, pour ne pas se trouver captif de Trepov, il fut obligé de battre en retraite : il reconnut que le gouvernement envisageait non pas tant les événements réels que les conséquences possibles de leur développement, « en raison de l'excessive impressionnabilité des Polonais ». Ainsi, l'état de siège était, en son genre, un tribut constitutionnel que l'on accordait au tempérament politique du peuple Polonais.

Le 29 octobre, un certain nombre de cantons des gouvernements de Tchernigov, de Saratov et de Tambov, où s'étaient déclarés des troubles agraires, furent proclamés en état de siège. À ce qu'il paraissait, les moujiks de Tambov se distinguaient également par « une excessive impressionnabilité ».

De terreur, dans la société libérale, les dents claquèrent. Ce monde répondait par des grimaces dédaigneuses aux coquetteries de Witte, mais au fond de l'âme, espérait fermement en lui. Et à présent, derrière le dos de Witte, se montrait avec assurance Dournovo qui eut assez d'esprit pour prendre à son compte l'aphorisme de Cavour : « L'état de siège est un moyen de gouvernement dont se servent les imbéciles. »

L'instinct révolutionnaire suggéra aux ouvriers qu'en laissant impunie l'attaque ouverte de la contre-révolution ils encourageraient son impudence. Le 29, le 30 octobre et le 1^{er} novembre il y eut dans la plupart des usines de Pétersbourg de grands meetings dans lesquels on réclamait du soviets d'énergiques mesures de protestation.

Le 1^{er} novembre, après de violents débats, dans une réunion nombreuse et tumultueuse, le soviets adopta, à une écrasante majorité, la décision suivante :

« Le gouvernement continue à marcher sur des cadavres. Il livre à ses cours martiales les hardis soldats de l'armée et de la flotte de Cronstadt qui se sont dressés pour défendre leurs droits et la liberté du peuple. Le gouvernement met au cou de la Pologne opprimée la corde de l'état de siège.

« Le soviet des députés ouvriers invite le prolétariat révolutionnaire de Pétersbourg à manifester par la grève politique générale, dont on a déjà constaté la force menaçante, et par des meetings de protestation, sa solidarité fraternelle avec les soldats révolutionnaires de Cronstadt et le prolétariat révolutionnaire de Pologne.

« Demain, 2 novembre, à midi, les ouvriers de Pétersbourg cesseront le travail aux cris de : À bas les cours martiales ! À bas la peine de mort ! À bas la loi martiale en Pologne et dans toute la Russie ! »

Le succès de cet appel dépassa les espérances. La grève d'octobre n'était terminée que depuis quinze jours à peine, elle avait absorbé beaucoup d'énergie : et cependant, les ouvriers de Pétersbourg quittèrent les ateliers avec un ensemble saisissant. Avant midi, le 2 novembre, toutes les grosses usines et les entreprises qui avaient des représentants au soviet chômaient déjà. Un grand nombre d'entreprises industrielles, moyennes et petites, qui n'avaient pas encore participé à la lutte politique, adhéraient maintenant à la grève, éalisaient des députés et les envoyaient au soviet. Le comité régional du réseau des voies ferrées de Pétersbourg adopta la décision du soviet et tous les chemins de fer, sauf celui de Finlande, interrompirent leur trafic. Au total, le nombre des grévistes de novembre dépassa celui de janvier et même celui d'octobre. Cependant les postes et les télégraphes, les voitures de place, les tramways à chevaux et la plupart des commis de magasin ne se joignirent pas au mouvement. Parmi les journaux, seuls paraissaient : le *Pravitelstvenny Vestnik*, les *Viédomosti Peterbourgskavo Grado-natchalstva* (« L'Information de la préfecture de Pétersbourg ») et les *Izvestia* ; les deux premiers sous la protection des troupes, le dernier sous la garde de compagnies ouvrières armées.

Le comte Witte fut absolument pris au dépourvu. Quinze jours auparavant, il croyait que, le pouvoir étant entre ses mains, il n'aurait plus qu'à exhorter, à guider, à arrêter, à menacer, à mener en un mot les choses comme il voudrait... La grève de novembre, protestation indignée du prolétariat contre l'hypocrisie gouvernementale, décontença le grand homme d'État. Rien ne caractérise mieux son inintelligence des choses de la révolution, son effarement puéril devant les faits et, en même temps, sa hautaine suffisance, que le télégramme par lequel il s'imaginait apaiser le prolétariat. En voici le texte intégral :

« Frères ouvriers, mettez-vous au travail, renoncez à l'émeute, prenez pitié de vos femmes et de vos enfants. N'écoutez plus les mauvais conseils. Le Souverain nous a commandé d'appliquer notre sollicitude à la question ouvrière. Dans ce but, Sa Majesté Impériale a constitué un ministère du commerce et de l'industrie dont la tâche sera d'établir des rapports équitables entre les ouvriers et les entrepreneurs. Donnez-nous le temps nécessaire et tout le possible sera fait pour vous. Suivez les conseils d'un homme qui vous veut du bien, qui a pour vous de la sympathie. Comte Witte. »

Cet impudent télégramme, où une lâche colère qui dissimule son couteau prend des airs de hautaine bienveillance, fut reçu et lu à la séance du soviet, le 3 novembre, et souleva une tempête d'indignation. Avec une retentissante unanimité, on adopta aussitôt le texte de réponse que nous proposons et qui fut publié le lendemain dans les *Izvestia* :

« Le soviet des députés ouvriers, après avoir entendu lecture du télégramme du comte Witte à ses « frères ouvriers », exprime d'abord l'extrême étonnement que lui cause le sans-gêne d'un favori du tsar qui se permet d'appeler « frères » les ouvriers de Pétersbourg. Les prolétaires n'ont aucun lien de parenté avec le comte Witte.

« Sur le fond de la question, le soviet déclare :

- « 1. Le comte Witte nous invite à prendre pitié de nos femmes et de nos enfants. Le soviet des députés ouvriers invite en réponse tous les ouvriers à compter combien de nouvelles veuves et de nouveaux orphelins se pressent dans les rangs de la classe ouvrière depuis le jour où le comte Witte a pris le pouvoir.
- « 2. Le comte Witte signale la gracieuse sollicitude du souverain à l'égard du peuple ouvrier. Le soviet des députés ouvriers rappelle au prolétariat de Pétersbourg le Dimanche rouge du 9 janvier.
- « 3. Le comte Witte nous prie de lui donner « le temps nécessaire » et nous promet de faire pour les ouvriers « tout le possible ». Le soviet des députés ouvriers sait que Witte a déjà trouvé « le temps » de livrer la Pologne aux bourreaux militaires et le même soviet ne doute pas que le comte Witte ne fasse « tout le possible » pour étouffer le prolétariat révolutionnaire.
- « 4. Le comte Witte déclare être un homme qui nous veut du bien et qui a pour nous de la sympathie. Le soviet des députés ouvriers déclare qu'il n'a nul besoin de la sympathie des favoris du tsar. Il exige un gouvernement populaire sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et secret. »

Des gens renseignés affirmaient que le comte eut un accès d'étouffement quand il reçut la réponse de ses « frères » en grève.

Le 5 novembre, l'agence télégraphique de Pétersbourg communiquait ceci : « En raison des bruits qui se sont répandus en province au sujet de l'institution d'une cour martiale et de l'application de la peine de mort aux simples soldats et matelots qui ont participé aux désordres de Cronstadt, nous sommes autorisés à déclarer que tous les bruits de ce genre sont prématurés (?) et dénués de tout fondement... Aucune cour martiale n'a jugé ni ne jugera les coupables des événements de Cronstadt. » Cette déclaration catégorique ne marquait pas autre chose que la capitulation du gouvernement devant la grève et ce fait ne pouvait, bien entendu, être dissimulé par l'assertion enfantine au sujet de « bruits en province » alors que le prolétariat de Pétersbourg, par sa protestation, avait suspendu la vie commerciale et industrielle de la capitale. Quant à la Pologne, le gouvernement était entré plus tôt encore dans la voie des concessions en déclarant qu'il avait l'intention de rapporter la loi martiale dans les gouvernements du royaume de Pologne dès que « l'agitation serait tombée ³⁷ ».

Dans la soirée du 5 novembre, le comité exécutif, estimant que le moment psychologique avait atteint son apogée, présenta en séance du soviet une motion destinée à terminer la grève. Pour caractériser la situation politique d'alors, je citerai le texte du discours lu par le rapporteur du comité exécutif :

« On vient de publier un télégramme du gouvernement qui déclare que les matelots de Cronstadt seront jugés non par une cour martiale mais par le conseil de guerre de la région.

« Ce télégramme n'est pas autre chose que la preuve de la faiblesse du gouvernement tsariste et la preuve de notre force. De nouveau, nous pouvons féliciter le prolétariat de Pétersbourg d'avoir remporté une immense victoire morale. Mais parlons franchement : si cette déclaration gouvernementale n'avait pas été faite, nous aurions dû malgré tout inviter les ouvriers de Pétersbourg à cesser la grève. D'après les télégrammes d'aujourd'hui, il est visible

³⁷ *La loi martiale fut rapportée par un oukase du 12 novembre. (1909)*

que partout en Russie notre manifestation politique est sur la voie du déclin. Notre grève actuelle n'avait que le caractère d'une démonstration. Ce n'est que de ce point de vue que nous pouvons en apprécier le succès ou l'insuccès. Notre but direct et immédiat a été de montrer à l'armée qui se réveille que la classe ouvrière est pour elle, qu'elle ne l'abandonnera pas aux outrages et aux violences sans dire son mot. N'avons-nous pas atteint ce but ? N'avons-nous pas gagné le cœur de tout honnête soldat ? Qui pourrait le nier ? Dans ces conditions, est-il possible d'affirmer que nous n'ayons rien obtenu ? Peut-on considérer la cessation de la grève comme une défaite pour nous ? N'avons-nous pas montré à toute la Russie que, quelques jours après la grande lutte d'octobre, alors que les ouvriers n'avaient pas encore eu le temps de laver et de soigner leurs plaies, la discipline des masses était si grande qu'il suffisait d'un mot du soviét pour que tous les prolétaires quittassent leur travail comme un seul homme ? Regardez ! Cette fois-ci, les usines les plus en retard sur le mouvement, qui jamais n'avaient abandonné le travail, ont adhéré à la grève et leurs députés se trouvent parmi nous, au soviét. Les éléments avancés de l'armée ont organisé des meetings de protestation et participé de cette manière à notre manifestation. N'est-ce pas une victoire ? N'est-ce pas un brillant résultat ? Camarades, nous avons fait ce que nous devons faire. La Bourse européenne a rendu de nouveau les honneurs à notre force, à notre énergie. Il a suffi que l'on connaisse la décision du soviét des députés ouvriers pour que cette information soit suivie d'une chute marquée de nos valeurs à l'étranger. Ainsi, chacune de nos décisions, que ce soit une réponse au comte Witte ou au gouvernement dans son ensemble, a porté un coup décisif à l'absolutisme.

« Certains camarades exigent que la grève continue jusqu'à ce que les matelots de Cronstadt soient traduits devant un jury de cour d'assises et jusqu'à l'abrogation de la loi martiale en Pologne. En d'autres termes, ils veulent que la grève tienne jusqu'à la chute du gouvernement actuel car – il faut s'en rendre compte bien nettement, camarades – contre notre grève le tsarisme fera donner toutes ses forces. Si l'on estime que le but de notre manifestation était de renverser l'autocratie, il est clair que nous ne l'avons pas atteint. De ce point de vue, nous aurions dû étouffer l'indignation dans nos poitrines et renoncer à la manifestation que nous avons faite pour protester. Mais notre tactique, camarades, n'est pas établie sur ce plan. Les manifestations que nous organisons, ce sont des batailles successives. Le but poursuivi est de désorganiser l'ennemi et de conquérir les sympathies de nouveaux amis. Or, quelle sympathie peut être plus importante pour nous que celle de l'armée ? Comprenez-le bien : lorsque nous discutons la question de savoir s'il faut continuer, oui ou non, la grève, en fait, nous nous demandons si la grève doit garder son caractère de démonstration ou se transformer en bataille décisive, c'est-à-dire nous mener à la victoire complète ou à la défaite. Nous ne craignons ni les batailles, ni les défaites. Nos défaites ne sont que les degrés qui nous mènent à la victoire. Nous l'avons prouvé plus d'une fois déjà à nos ennemis. Mais, pour chaque bataille, nous cherchons les conditions les plus favorables. Les événements travaillent pour nous et nous n'avons aucune raison d'en forcer la marche. Dites-moi, s'il vous plaît, pour qui il vous paraît avantageux de retarder l'heure du combat décisif, pour nous ou bien pour le gouvernement ? L'avantage est pour nous, camarades ! Car demain nous serons plus forts qu'aujourd'hui, et après-demain plus forts que demain. N'oubliez pas, camarades, que les circonstances ne nous permettent que depuis peu d'organiser des meetings pour des milliers de personnes, d'unifier les masses du prolétariat et d'imprimer la parole révolutionnaire dans l'esprit de la population du pays tout entier. Il est nécessaire de profiter au mieux de ces circonstances pour une large propagande, pour l'organisation des rangs du prolétariat. La période de la préparation des masses à l'action décisive doit être prolongée autant que nous le pourrons, peut-être d'un ou deux mois, afin qu'ensuite nous marchions comme une armée bien groupée, bien organisée. Il serait bien entendu plus avantageux pour le gouvernement de nous fusiller immédiatement, puisque nous ne sommes pas encore prêts pour le combat final. Certains camarades éprouvent aujourd'hui, comme au jour où nous renonçâmes à la manifestation des funérailles, un doute

que voici : Si nous battons en retraite en ce moment, saurons-nous soulever encore une fois les masses ? La multitude ne s'apaisera-t-elle pas ? Je vous réponds : Croyez-vous que le régime actuel puisse faire le nécessaire pour l'apaisement ? Avons-nous donc des raisons de nous inquiéter, de craindre qu'à l'avenir il n'y ait plus d'événements qui obligent le peuple à se soulever ? Croyez-moi, ces événements ne manqueront pas, ils seront beaucoup trop nombreux, le tsarisme y pourvoira. N'oubliez pas en outre que nous avons encore devant nous une campagne électorale qui doit mobiliser tout le prolétariat révolutionnaire. Et qui sait si la campagne électorale ne se terminera pas par une explosion, si le prolétariat ne fera pas sauter le pouvoir existant ? Dominons donc nos nerfs et ne cherchons point à devancer les événements. Nous devons faire confiance au prolétariat révolutionnaire. S'est-il calmé après le 9 janvier ? Après la commission de Chidlovsky ? Après les événements de la mer Noire ? Non, le flot révolutionnaire monte sans cesse et le moment n'est pas loin où il déferlera sur le régime de l'autocratie.

« Ce qui nous attend, c'est une lutte décisive et sans merci. Arrêtons pour le moment la grève, satisfaits de la victoire morale qu'elle a remportée, et appliquons toutes nos forces à créer et à renforcer ce dont nous avons le plus besoin : l'organisation, encore l'organisation, et toujours l'organisation. Il suffit de regarder autour de soi pour voir que, dans ce domaine, chaque jour nous apporte de nouvelles conquêtes.

« En ce moment, les cheminots et les fonctionnaires des postes et télégraphes s'organisent. Par le rail et par le télégraphe, ils feront une seule fournaise de tous les foyers révolutionnaires du pays. Ils nous donneront la possibilité de soulever au moment voulu toute la Russie en vingt-quatre heures. Il est nécessaire de se préparer pour ce moment-là et de pousser la discipline et l'organisation au plus haut degré. Au travail, camarades !

« Pour l'instant, il est indispensable de passer à l'organisation militaire des ouvriers, à leur armement. Que dans chaque usine l'on constitue des groupes de combattants, par dix hommes, avec un chef élu, par centaines avec un centenaire et qu'un commandant prenne autorité sur ces bataillons. Que la discipline dans ces groupes soit poussée à tel point que toute l'usine puisse se mettre en marche au premier appel. N'oubliez pas qu'à l'heure de l'engagement décisif, nous ne devons compter que sur nous-mêmes. La bourgeoisie libérale commence déjà à nous considérer avec méfiance et hostilité. Les intellectuels démocrates hésitent. L'Union des unions, qui s'est jointe si volontiers à nous pendant la première grève, a beaucoup moins de sympathie pour la seconde. Un de ses membres me disait ces jours-ci : « Avec vos grèves, vous indisposez la société contre vous. Se pourrait-il que vous espériez vaincre l'ennemi par vos propres forces ? » Je lui ai rappelé le moment de la Révolution française où la Convention décréta : « Le peuple français ne traitera pas avec un ennemi qui occupe son territoire. » Un des membres de la Convention cria : « Serait-ce que vous avez conclu un traité avec la victoire ? » On lui répondit : « Non, nous avons conclu un traité avec la mort. »

« Camarades, lorsque la bourgeoisie libérale, fière dirait-on d'avoir trahi, nous demande : « Seuls, sans nous, pensez-vous pouvoir lutter ? Avez-vous conclu un traité avec la victoire ? », Nous lui jetons à la figure notre réponse : « Non, nous avons conclu un traité avec la mort. »

À une écrasante majorité, le soviet adopta la décision suivante : « Cesser la manifestation de la grève le lundi 7 novembre, à midi. » Des affiches portant la résolution du soviet furent répandues dans les fabriques et les usines et collées en ville. Au jour et à l'heure fixée, la grève s'arrêta avec ensemble, comme elle avait commencé. Elle avait duré cent vingt heures, trois fois moins que la loi martiale en Pologne.

L'importance de la grève de novembre n'est pas en ceci bien entendu qu'elle a sauvé du nœud coulant quelques dizaines de matelots ; ce serait peu de chose dans une révolution qui

dévore les existences par dizaines de milliers ! Son importance n'est pas non plus en ceci qu'elle contraignit le gouvernement à rapporter le plus vite possible la loi martiale en Pologne ; un mois de plus ou de moins sous le régime des lois d'exception n'est rien pour ce pays qui a tant souffert. La grève d'octobre fut un cri d'alarme adressé au pays tout entier. Qui sait si une furieuse bacchanale de réaction ne se serait pas déclenchée dans tout le pays, au cas où l'expérience risquée en Pologne aurait réussi ? Mais le prolétariat était là, il montra qu'il « existait, veillait et était prêt à rendre coup pour coup ³⁸ ! » Dans cette révolution qui, par la solidarité que manifestèrent les races si diverses du pays, fait un contraste magnifique avec les événements de 1848 en Autriche, le prolétariat à Pétersbourg, au nom de la révolution même, ne pouvait abandonner silencieusement aux mains de l'impatient réaction ses frères de Pologne, il n'en avait pas le droit. Et, du moment qu'il se souciait de son propre lendemain, il ne pouvait ignorer, il n'avait pas le droit d'ignorer la révolte de Cronstadt. La grève de novembre fut un cri de solidarité jeté par le prolétariat, par-dessus les têtes du gouvernement et de l'opposition bourgeoise, aux prisonniers de la caserne. Et ce cri fut entendu.

Le correspondant du Times, dans le récit qu'il donna de la grève de novembre, rapportait cette parole d'un colonel de la garde : « On ne peut malheureusement nier que l'intervention des ouvriers qui ont pris la défense des mutins de Cronstadt ait eu une influence morale fort regrettable sur nos soldats. » Dans cette « regrettable influence morale » est contenu l'essentiel de la grève de novembre. D'un seul coup, elle remua les masses de l'armée et, au cours des journées qui suivirent, occasionna une série de meetings dans les casernes de la garnison de Pétersbourg. Au comité exécutif, et même aux séances du soviet, on vit apparaître non seulement des soldats isolés, mais des délégués de la troupe qui prononcèrent des discours et demandèrent à être soutenus ; la liaison révolutionnaire s'affermir parmi eux, les proclamations se répandirent à profusion dans ce secteur.

L'effervescence gagna même les rangs les plus aristocratiques de l'armée. L'auteur du présent livre eut, pendant la grève de novembre, l'occasion de participer comme « orateur parlant au nom des ouvriers » à une assemblée de militaires unique en son genre. Cela vaut la peine d'être raconté.

J'avais reçu une carte d'invitation de la baronne Ikskul Von Hildebrand ; je me présentai à neuf heures du soir dans un des plus riches hôtels particuliers de Pétersbourg. Le portier, qui avait l'air d'un homme résolu à ne plus s'étonner de rien, m'ôta mon pardessus et l'accrocha dans une longue rangée de capotes d'officiers. Le laquais attendait, pour me présenter, d'avoir ma carte de visite. Hélas ! Un homme qui se cache de la police ne saurait avoir de carte de visite. Pour le tirer d'embarras, je lui remis le billet d'invitation de la maîtresse de maison. Un étudiant vint à moi dans le salon d'attente, puis un privat-docent radical, rédacteur d'une « grande » revue, et, enfin, la baronne elle-même. Ces gens s'attendaient sans doute à trouver en moi, « envoyé des ouvriers », une physionomie plus rébarbative. Je me nommai. On m'invita aimablement à entrer. Quand la portière fut soulevée, j'aperçus une société de soixante à soixante-dix personnes. Sur des chaises disposées en lignes régulières étaient assis, d'un côté du passage, trente ou quarante officiers, parmi lesquels de brillants militaires de la garde ; de l'autre côté, des dames. Dans un coin, en avant, on apercevait un groupe de redingotes noires : c'étaient des publicistes et des avocats radicaux. Assis devant une table qui servait de chaire, un vieillard faisait fonction de président. À côté de lui, je reconnus Roditchev, le futur « tribun » des constitutionnels-démocrates. Il parlait de l'application de la loi martiale en Pologne, des obligations de la société libérale et de la partie pensante de l'armée vis-à-vis de la situation polonaise ; il s'exprimait d'un ton ennuyé et las, ses pensées étaient courtes et lasses, et

³⁸ *Ce sont les termes de la résolution du soviet. (1909)*

lorsqu'il acheva son discours on entendit des applaudissements empreints de lassitude. Après lui, Pierre Strouvé prit la parole ; hier encore, c'était « l'exilé de Stuttgart », à qui la grève d'octobre avait rouvert le chemin de la Russie et qui en avait profité pour prendre immédiatement place à l'extrême droite du libéralisme des zemstvos et pour entreprendre une campagne effrontée contre la social-démocratie. Orateur pitoyable, bégayant et mangeant ses mots, il démontrait que l'armée devait se tenir sur le terrain du manifeste du 17 octobre et le défendre contre toute attaque de la droite comme de la gauche. Cette sagesse de serpent conservateur avait un air très piquant sur les lèvres d'un ancien social-démocrate. J'écoutais son discours et je me rappelais que, sept ans auparavant, cet homme avait écrit : « Plus on avance vers l'orient de l'Europe, plus la bourgeoisie apparaît faible, lâche et vile en son attitude politique. » Ensuite, sur les béquilles du révisionnisme allemand, ce même homme avait passé dans le camp de la bourgeoisie libérale, afin de démontrer par l'exemple la justesse de l'aphorisme que nous venons de citer... Après Strouvé, le publiciste radical Procopovitch parla de la mutinerie de Cronstadt ; on entendit ensuite un professeur disgracié dont le choix hésitait entre le libéralisme et la social-démocratie et qui parla de tout et de rien. Enfin, un avocat réputé (Sokolov) invita les officiers à tolérer la propagande dans les casernes. Les discours prenaient un ton de plus en plus résolu, l'atmosphère s'échauffait, les applaudissements du public devenaient de plus en plus bruyants. À mon tour, je signalai que les ouvriers étaient désarmés, qu'avec eux la liberté était démunie, qu'entre les mains des officiers se trouvaient les clefs des arsenaux de la nation, qu'à la minute décisive ces clefs devraient être transmises à ceux à qui elles appartenaient de droit, c'est-à-dire au peuple. Ce fut la première, et, sans doute, la dernière fois de ma vie que j'eus l'occasion de parler devant un auditoire de ce genre...

La « regrettable influence morale » du prolétariat sur les soldats engagea le gouvernement à exercer des actes de répression. On procéda à des arrestations dans un des régiments de la garde ; une partie des matelots furent envoyés sous escorte de Pétersbourg à Cronstadt. Des soldats, de toutes parts, s'adressaient au soviets, demandant ce qu'il fallait faire. À ces questions nous répondîmes par un appel devenu fameux sous le nom de **Manifeste aux soldats**. En voici le texte :

« Le soviets des députés ouvriers répond aux soldats :

« Frères soldats de l'armée et de la flotte !

« Vous vous adressez souvent à nous, soviets des députés ouvriers, pour obtenir un conseil ou un appui. Lorsqu'on a arrêté des hommes au régiment Preobrajensky, vous nous avez demandé du secours. Lorsqu'on a arrêté des élèves de l'école militaire électrotechnique, vous nous avez demandé assistance. Lorsque les équipages de la flotte ont été envoyés sous escorte de Pétersbourg à Cronstadt, ils ont cherché notre protection.

« Un grand nombre de régiments nous envoient leurs députés.

« Frères soldats, vous avez raison. Vous n'avez pour vous défendre que le peuple ouvrier. Si les ouvriers ne viennent pas à votre secours, il n'y a point de salut pour vous. La caserne maudite vous étouffera.

« Les ouvriers tiennent toujours pour les soldats honnêtes. À Cronstadt et à Sébastopol, les ouvriers ont lutté et sont morts avec les matelots. Le gouvernement avait décidé que les matelots et les soldats de Cronstadt passeraient en cour martiale ; les ouvriers de Pétersbourg ont immédiatement cessé tout travail.

« Ils consentent à endurer les tortures de la faim, mais ils ne veulent pas rester passifs et silencieux devant les tourments que l'on inflige aux soldats.

« Nous, soviet des députés ouvriers, nous vous disons, soldats, au nom de tous les ouvriers de Pétersbourg :

« Vos peines sont nos peines, vos besoins sont nos besoins la lutte que vous menez, c'est bien celle que nous avons entreprise. Notre victoire sera votre victoire. Nous sommes attachés à la même chaîne. Ce n'est qu'en unissant leurs efforts que le peuple et l'armée briseront cette chaîne.

« Comment obtenir la liberté des soldats de Préobrajensky ? Comment sauver ceux de Cronstadt et de Sébastopol ?

« Pour cela, il faut débarrasser le pays de toutes les prisons tsaristes, de tous les conseils de guerre. Par des coups isolés, nous n'obtiendrons rien en faveur de ceux de Préobrajensky, de Sébastopol et de Cronstadt. C'est par un puissant élan de toute la masse que nous balayerons l'arbitraire et l'autocratie du sol de notre patrie.

« Qui peut se charger de cette grande tâche ?

« Le peuple ouvrier uni avec les soldats ses frères.

« Frères soldats, réveillez-vous, levez-vous, venez à nous ! Soldats honnêtes et hardis, groupez-vous en associations !

« Réveillez ceux qui dorment ! Amenez de force les traînants ! Entendez-vous avec les ouvriers ! Établissez une liaison avec le soviet des députés ouvriers !

« Et en avant, pour la justice, pour le peuple, pour la liberté, pour nos femmes et nos enfants !

« Une main fraternelle vous est tendue, celle du soviet des députés ouvriers. »

Ce manifeste parut dans les tout derniers jours de l'existence du soviet.

« LES HUIT HEURES ET UN FUSIL ! »

[Retour à la table des matières](#)

Le prolétariat était seul dans cette lutte. Personne ne voulait ni ne pouvait le soutenir. Cette fois, il ne s'agissait plus de la liberté de la presse, ni de combattre l'arbitraire des galonnés, ni même du suffrage universel. L'ouvrier demandait des garanties pour ses muscles, pour ses nerfs, pour son cerveau. Il avait décidé de reconquérir une partie de sa propre existence. Il ne pouvait attendre davantage et ne le voulait pas. Dans les événements de la révolution, il avait pris conscience de sa force, il avait découvert une vie nouvelle, une vie supérieure. Il venait en quelque sorte renaître pour la vie de l'esprit. Tous ses sentiments étaient tendus comme les cordes d'un instrument. De nouveaux mondes immenses et radieux s'étaient ouverts devant lui... Faudra-t-il attendre longtemps encore le grand poète qui reproduira le tableau de la résurrection des masses ouvrières par la révolution ?

Après la grève d'octobre qui avait fait des usines enfumées les temples de la parole révolutionnaire, après une victoire qui avait rempli de fierté les cœurs les plus las, l'ouvrier retomba dans l'engrenage maudit de la machine. Encore en proie au demi-sommeil de l'aube ténébreuse, il devait se jeter dans la gueule infernale des usines ; tard dans la soirée, lorsque la machine enfin gavée donnait le signal de sa sirène, l'ouvrier, en proie encore et toujours à un demi-sommeil, traînant son corps épuisé, rentrait chez lui dans la nuit morose et lugubre. Cependant, tout à l'entour, brûlaient des flammes claires, proches et inaccessibles, les flammes que lui-même avait allumées. La presse socialiste, les réunions politiques, la lutte des partis, banquet immense et merveilleux d'intérêts et de passions. Où donc était l'issue ? Dans la journée de huit heures. Ce fut le programme entre tous les programmes, le vœu entre tous les vœux. Seule, la journée de huit heures pouvait libérer immédiatement la force du prolétariat pour la politique révolutionnaire du jour. Aux armes, prolétaires de Pétersbourg ! Un nouveau chapitre s'ouvre dans le livre austère de la lutte.

Déjà, pendant la grande grève, les délégués avaient déclaré plus d'une fois qu'à la reprise du travail les masses ne consentiraient pour rien au monde à peiner dans les anciennes conditions. Le 26 octobre, les délégués d'un des quartiers de Pétersbourg décident, indépendamment du soviet, de réaliser dans leurs usines la journée de huit heures par la voie révolutionnaire. Le 27, la proposition des délégués est adoptée à l'unanimité au cours de plusieurs réunions ouvrières. À l'usine mécanique Alexandrovsky, la question est décidée au scrutin secret, pour éviter toute pression. Résultats : 1 668 voix pour, 14 contre. Les grosses usines métallurgiques ne travaillent plus que huit heures dès le 28. Un mouvement analogue se dessine en même temps à l'autre bout de Pétersbourg. Le 29 octobre, l'organisateur de la campagne rapporte au soviet que la journée de huit heures a été établie « de force » dans trois grandes usines. Tonnerre d'applaudissements. Il n'y a pas de place pour le doute. N'est-ce pas la violence qui nous a donné la liberté de réunion et celle de la presse ? N'est-ce pas par l'attaque révolutionnaire que nous avons arraché le manifeste de la Constitution ? Les privilèges du capital sont-ils pour nous plus sacrés que ceux de la monarchie ? Les voix timides des sceptiques sont noyées dans les flots de l'enthousiasme général. Le soviet émet une décision de la plus haute

importance : il invite toutes les entreprises et usines à établir de leur propre chef la journée de huit heures. Ce décret est adopté presque sans débats, comme si la décision s'imposait d'elle-même. Il donne aux ouvriers de Pétersbourg vingt-quatre heures pour prendre leurs dispositions à cet effet. Et cela suffit aux ouvriers. « La proposition du soviet a été accueillie par nos ouvriers avec des transports d'enthousiasme, écrit mon ami Nemtsov, délégué d'une usine métallurgique. En octobre, nous avons lutté au nom des exigences du pays tout entier, maintenant nous mettons en avant des revendications exclusivement prolétariennes qui montreront nettement à nos patrons bourgeois que nous n'oublions pas un instant les besoins de notre classe. Après les débats, le comité de l'usine (réunion des représentants des ateliers ; les délégués du soviet jouaient un rôle dirigeant dans ces comités) a décidé à l'unanimité d'établir la journée de huit heures à partir du 1^{er} novembre. Le même jour, les délégués ont transmis la décision du comité d'usine dans tous les ateliers... Ils ont invité les ouvriers à apporter leur repas à l'usine, afin de ne pas faire la suspension habituelle de midi. Le 1^{er} novembre, les ouvriers sont allés au travail à six heures quarante-cinq du matin, comme toujours. À midi, un coup de sifflet les appelait au repas ; ce fut l'occasion de nombreuses plaisanteries parmi les compagnons, qui ne s'accordaient qu'une demi-heure de répit au lieu d'une heure trois quarts. À trois heures et demie, toute l'usine cessait le travail, qui avait duré exactement huit heures. »

« Le lundi 31 octobre, lisons-nous dans le numéro 5 des *Izvestia*, tous les ouvriers des usines de notre quartier, conformément à la décision du soviet, après avoir travaillé huit heures, ont quitté les ateliers et sont partis en cortège par les rues avec des drapeaux rouges, au chant de la Marseillaise. En cours de route, les manifestants « enlevaient » les ouvriers qui prolongeaient le travail dans les petits établissements. »

La décision du soviet fut appliquée dans les autres quartiers avec la même énergie révolutionnaire. Le 1^{er} novembre, le mouvement s'étend à presque toutes les usines métallurgiques et aux plus importantes des entreprises textiles. Les ouvriers des fabriques de Schlüsselburg demandent au soviet par télégraphe : « Combien d'heures de travail devons-nous fournir à dater d'aujourd'hui ? » La campagne se développait avec une force invincible, avec une grandiose unanimité. Mais la grève de cinq jours, en novembre, coupa cette campagne à son début. La situation devenait de plus en plus difficile. Le gouvernement réagissait et faisait des efforts désespérés, non sans succès, pour reprendre pied. Les capitalistes s'unissaient énergiquement pour la résistance, sous la protection de Witte. La démocratie bourgeoise était « lasse » des grèves. Elle avait soif de tranquillité et de repos.

Avant la grève d'octobre, les capitalistes avaient envisagé diversement la réduction du travail par les ouvriers : les uns menaçaient de fermer immédiatement les usines, les autres se bornaient à opérer des retenues sur les salaires. Dans un grand nombre d'usines et d'entreprises, l'administration entrait dans la voie des concessions, consentait à ramener la journée à neuf heures et demie et même à neuf heures. C'est ce que décida, par exemple, le syndicat des imprimeurs. Mais, en général, l'incertitude régnait parmi les entrepreneurs. Vers la fin de la grève de novembre, le capital, groupant ses forces, réussit à dominer la situation et se montra intraitable : la journée de huit heures ne serait pas accordée ; dans le cas où les ouvriers s'entêteraient, on procéderait à un lock-out en masse. Frayant la route aux entrepreneurs, le gouvernement prit l'initiative de fermer les usines de l'État. Les réunions ouvrières étaient de plus en plus souvent dispersées par la police et l'on espérait évidemment abattre ainsi les esprits. La situation s'aggravait de jour en jour. Après les usines de l'État, des établissements privés furent fermés. Plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers furent jetés sur le pavé. Le prolétariat se heurtait à une muraille abrupte. Il fallait battre en retraite. Mais la masse ouvrière savait ce qu'elle voulait. Elle n'acceptait pas même d'entendre parler d'un retour au travail dans les anciennes conditions. Le 6 novembre, le soviet recourt à un compromis : il déclare que la revendication cesse d'être obligatoire pour tous et invite les travailleurs à ne continuer la lutte

que dans les entreprises où il y a quelque espoir de succès. Cette solution ne saurait évidemment satisfaire : elle n'est pas un appel formel et elle menace de diviser le mouvement en une série d'escarmouches. Cependant, la situation s'aggrave encore. Tandis que les usines de l'État se rouvraient, sur les instances des délégués, pour reprendre le travail dans les anciennes conditions, les entrepreneurs privés fermaient les portes de treize autres usines. C'était encore dix-neuf mille chômeurs. Le souci d'obtenir la réouverture des usines, même dans les anciennes conditions, passait au premier plan, effaçant la lutte pour l'instauration par la force de la journée de huit heures. Il fallait prendre une décision, et, le 12 novembre, le soviet ordonna de battre en retraite. Ce fut la plus dramatique de toutes les séances du parlement ouvrier. Les voix se partagèrent. Deux usines métallurgiques des plus engagées dans la lutte insistent pour que l'on continue à se battre. Elles sont soutenues par les représentants de quelques fabriques textiles, de certaines entreprises du tabac et du verre. L'usine Poutilov se déclare énergiquement contre cette attitude. Une femme se lève : c'est une tisserande de la fabrique Maxwell, une femme d'un certain âge. Un beau visage ouvert. Une robe d'indienne fanée, bien qu'on approche de l'hiver. Sa main tremble d'émotion et se porte nerveusement à son col. Une voix pénétrante, pénétrée, vibrante, inoubliable : « Vous avez, crie-t-elle aux délégués de Poutilov, vous avez habitué vos femmes à bien manger et à bien dormir, et voilà pourquoi vous craignez de perdre votre gagne-pain. Mais nous, cela ne nous fait pas peur. Nous sommes prêtes à mourir pour obtenir la journée de huit heures. Nous lutterons jusqu'au bout. La victoire ou la mort. Vive la journée de huit heures ! »

Trente mois après le jour où j'entendis ce cri, cette voix d'espérance, de désespoir et de passion retentit encore à mes oreilles comme un reproche véhément, comme un appel irrésistible. Où es-tu maintenant, camarade héroïque, humblement vêtue d'une robe d'indienne fanée ? Oh ! Certes, personne ne t'avait appris à bien dormir, à bien manger, à vivre à ton aise...

La voix vibrante se brise... Un instant de silence douloureux. Et c'est ensuite une tempête d'applaudissements passionnés. Ces délégués qui s'étaient rassemblés sous la pénible impression de la violence capitaliste et d'une immuable fatalité s'élevèrent à ce moment bien au-dessus de la vie quotidienne. Ils applaudissaient à la victoire qu'ils devaient remporter un jour sur le Destin sanguinaire.

Après des débats qui durèrent quatre heures, le soviet adopta à une écrasante majorité la résolution de céder. La résolution signalait que la coalition du capital avec le gouvernement avait transformé la question des huit heures, applicable à Pétersbourg, en une question d'intérêt général pour tout le pays ; elle montrait que les ouvriers de Pétersbourg ne pouvaient par conséquent remporter cet avantage sans le concours du prolétariat de la nation entière ; et elle disait : « Pour ces raisons, le soviet des députés ouvriers estime nécessaire de suspendre provisoirement les mesures directes qui avaient été indiquées à toutes les entreprises pour réaliser la journée de huit heures. » On dut faire de grands efforts pour que la retraite s'effectuât en bon ordre. Nombre d'ouvriers préférèrent entrer dans la voie indiquée par la tisserande de Maxwell. « Camarades, ouvriers des autres entreprises et usines, écrivaient au soviet les travailleurs d'une grande fabrique qui avaient résolu de continuer la lutte pour la journée de neuf heures et demie, excusez-nous d'agir ainsi, mais nous ne pouvons plus accepter ce surmenage qui progressivement épuise nos forces physiques et morales. Nous lutterons jusqu'à la dernière goutte de sang... »

* * *

À l'ouverture de la campagne pour la journée de huit heures, la presse capitaliste criait, bien entendu, que le soviet voulait ruiner l'industrie nationale. Le journalisme libéral-démocratique, qui tremblait à cette époque devant les maîtres de la gauche, semblait avoir avalé sa langue. Mais lorsque la défaite de la révolution, en décembre, lui rendit sa liberté d'initiative,

il entreprit de traduire en son jargon libéral toutes les accusations portées par les réactionnaires contre le soviétique. La lutte que celui-ci avait menée pour la journée de huit heures fut, après coup, l'objet du blâme le plus rigoureux de la part de ces messieurs, il faut pourtant noter que l'idée d'instaurer par la violence la journée de huit heures, c'est-à-dire en interrompant tout simplement le travail sans attendre l'assentiment des entrepreneurs, était née avant le mois d'octobre et ailleurs que parmi les membres du soviétique. Pendant les grèves épiques de 1905, des tentatives de ce genre avaient eu lieu plus d'une fois. Et elles n'avaient pas été suivies que de défaites. Dans les usines de l'État, où les motifs politiques jouent un rôle plus important que les raisons économiques, les ouvriers avaient obtenu de cette manière la journée de neuf heures. Pourtant, l'idée d'établir par les seuls moyens révolutionnaires la journée normale dans le seul Pétersbourg et en vingt-quatre heures peut sembler absolument fantastique. Un brave caissier, affilié à un syndicat de gens graves et posés, la jugerait sans doute absolument folle. Et elle l'était en effet du point de vue des gens raisonnables. Mais, dans la « folie » révolutionnaire, elle ne manquait pas de raison. Certes, la journée normale pour le seul Pétersbourg est une absurde prétention. Mais la tentative de la capitale, dans l'esprit du soviétique, devait soulever le prolétariat du pays entier. Naturellement, la journée de huit heures ne peut être instaurée qu'avec le concours du pouvoir gouvernemental. Mais le prolétariat, à cette époque, luttait précisément pour la conquête du pouvoir. S'il avait remporté une victoire politique, l'établissement de la journée de huit heures n'aurait été que le développement naturel d'une « expérience fantastique ». Or, le prolétariat ne sortit pas vainqueur de ce premier combat, et c'est là, sans aucun doute, sa « faute » la plus grave.

Malgré tout, nous pensons que le soviétique se conduisit comme il pouvait et devait se conduire. En réalité, il n'avait pas le choix. Si, pour des raisons de politique « réaliste », il avait crié aux masses : « Reculez ! », elles ne l'auraient pas écouté. Le conflit aurait éclaté, mais personne n'aurait dirigé les combattants. Les grèves se seraient produites, mais la liaison entre elles aurait manqué. Dans ces conditions, la défaite aurait causé une démoralisation profonde. Le soviétique comprit sa tâche autrement. Ses dirigeants ne comptaient pas du tout sur un succès pratique, immédiat, absolu ; mais, pour eux, les puissantes forces, élémentaires qui entraient en mouvement s'imposaient comme un fait essentiel, et ils résolurent de transformer ce mouvement en une manifestation grandiose, inouïe jusque-là dans le monde socialiste, en faveur de la journée de huit heures. Les résultats pratiques de cette campagne, c'est-à-dire une réduction considérable des heures de travail dans une série d'entreprises, furent bientôt réduits à néant par les entrepreneurs. Mais les résultats politiques laissèrent une trace ineffaçable dans la conscience des masses. L'idée de la journée de huit heures fut désormais populaire même parmi les groupes ouvriers les moins engagés et elle eut plus d'influence que n'en avait obtenue une propagande pacifique menée pendant de longues années. En même temps, cette revendication était organiquement assimilée aux exigences essentielles de la démocratie politique. En se heurtant à la résistance organisée du capital derrière lequel se dressait le pouvoir de l'État, la masse ouvrière revint à l'idée du coup d'État révolutionnaire, de l'inéluctable insurrection, de l'armement indispensable.

Lorsqu'il défendait au soviétique la motion qui devait terminer la lutte, le rapporteur du comité exécutif résumait de la manière suivante les résultats de la campagne : « Si nous n'avons pas conquis la journée de huit heures pour les masses, nous avons du moins conquis les masses à la journée de huit heures. Désormais, dans le cœur de chaque ouvrier pétersbourgeois retentit le même cri de bataille : « Les huit heures et un fusil ! »

LE MOUJIK SE RÉVOLTE

[Retour à la table des matières](#)

C'est dans les villes que se déroulaient les événements décisifs de la révolution. Mais les campagnes ne gardaient pas un silence passif. Elles s'agitaient bruyamment, elles se soulevaient lourdement et trébuchaient comme au sortir du sommeil. Et, dès qu'elle aperçut ces premiers signes d'agitation, la classe dirigeante frémit tout entière.

Pendant les deux ou trois dernières années qui avaient précédé la révolution, les rapports entre paysans et propriétaires étaient devenus fort difficiles. Les « malentendus » se multipliaient. À dater du printemps de 1905, l'effervescence dans les campagnes devient une menace ; elle se manifeste sous des aspects variés dans les diverses régions du pays. Schématiquement, on peut signaler trois foyers de « révolution » paysanne :

- 1°) le Nord, qui se distingue par un développement considérable de l'industrie de fabrication ;
- 2°) le Sud-Est, relativement riche en terres ;
- 3°) le Centre, où la terre manque, situation qui s'aggrave encore du fait de l'état pitoyable où végète l'industrie.

À son tour, le mouvement paysan élabore quatre procédés de lutte qui lui sont propres : mainmise sur les terres des propriétaires, accompagnée de l'expulsion des maîtres et de la destruction des manoirs, dans le but d'assurer au village une plus large utilisation des terres ; mainmise sur les blés, le bétail, les foin et coupe des forêts dans le but de ravitailler immédiatement le village affamé et nécessiteux ; grève et boycottage ayant pour objet d'obtenir soit une diminution du fermage, soit un relèvement des salaires, et enfin refus de fournir des recrues à l'armée, de payer les impôts et, les dettes. Divercement combinés, ces procédés de lutte se propagèrent dans tout le pays, s'adaptant aux conditions économiques de chaque région. Le mouvement paysan fut particulièrement violent dans le Centre misérable. La dévastation passa dans ces provinces comme un cyclone. Dans le Midi, on recourut principalement aux grèves et au boycottage des domaines. Enfin, dans le Nord, où le mouvement fut le plus faible, on songea surtout à couper du bois de chauffage. Les paysans refusèrent de reconnaître les pouvoirs administratifs et de payer les impôts partout où la révolte économique prenait un caractère politique radical. En tout cas, le mouvement agraire ne gagna les masses profondes qu'après la grève d'octobre.

Voyons de plus près comment le moujik accède à la révolution.

Dans le gouvernement de Samara, les désordres s'étendirent à quatre cantons. Au début, cela se passe ainsi : les paysans se présentent dans les domaines privés et ne font main basse que sur les fourrages ; au cours de cette opération, ils tiennent compte du bétail qui se trouve dans la propriété et laissent au patron le fourrage nécessaire pour alimenter le troupeau ; ils

emportent le reste sur leurs charrettes. Ils agissent avec calme, sans violence, « en conscience », s'efforçant de s'entendre avec le propriétaire pour éviter « tout scandale ». Ils expliquent au patron que des temps nouveaux sont venus, qu'il faut vivre maintenant suivant une règle nouvelle, « selon Dieu » : celui qui possède beaucoup doit donner à ceux qui n'ont rien... Ensuite, des groupes de représentants, « fondés de pouvoir », se présentent aux gares des chemins de fer : il y a là d'importants dépôts de grain appartenant aux propriétaires. Les délégués se renseignent d'abord sur la provenance du blé entreposé, puis déclarent que, par décision du mir³⁹, on va l'emporter. « Comment donc, petits frères, vous voulez le prendre ? réplique le chef de gare. Mais c'est moi qui en répondrai... Vous devriez au moins me ménager... – Que veux-tu qu'on te dise ? Déclarent les « expropriateurs », si menaçants tout à l'heure, maintenant conciliants. On n'a pas l'intention de te faire des ennuis. Nous sommes venus ici parce que la gare n'est pas loin. On n'avait pas envie d'aller à la ferme : il y a un bout de chemin... Ma foi, tant pis : nous serons obligés d'aller jusque chez le patron, nous prendrons ce qu'il nous faut dans son grenier... » Ainsi, le blé amoncelé dans l'entrepôt du chemin de fer reste intact ; mais dans les domaines, on partage « en bonne justice » avec les propriétaires. Cependant, les motifs que l'on donne, les allusions au « temps nouveau » deviennent de moins en moins persuasifs : le propriétaire reprend courage, il résiste. Alors le moujik débonnaire se fâche, et il ne reste bientôt du vieux manoir que les pierres et les débris...

Dans le gouvernement de Kherson, les paysans, en foules immenses, voyagent de domaine en domaine avec leurs voitures pour enlever ce qui leur reviendra du « partage ». Il n'y a pas de violences ni d'assassinats : les propriétaires effarés et les gérants épouvantés se sont enfuis, laissant toutes portes ouvertes, dès la première réclamation des paysans. Une lutte énergique est également entreprise dans cette province pour obtenir une réduction des loyers de fermage. Les prix sont fixés par les communes paysannes, conformément à la « justice ». Cependant, au monastère de Bezukov, les paysans s'emparèrent de 15 000 déciatines sans consentir à en payer la valeur, alléguant que les moines doivent prier Dieu et non s'occuper du trafic des terres.

Mais les événements les plus tumultueux eurent lieu à la fin de 1905 dans le gouvernement de Saratov. Dans les bourgs auxquels s'étendit le mouvement, aucun paysan ne garda une attitude passive. Tous se soulevèrent. Les propriétaires quittent leurs manoirs avec leurs familles ; tous les biens meubles sont mis en partage, on emmène le bétail, les ouvriers et les domestiques reçoivent leur compte, et, en conclusion, « le coq rouge » – l'incendie – déploie ses ailes sur le domaine. À la tête des « colonnes » paysannes qui marchent à l'attaque, se trouvent des compagnies armées. Les sous-officiers de gendarmerie et les gardes se cachent ; en certains endroits, ils sont arrêtés. On brûle les bâtiments du propriétaire pour l'empêcher de rentrer plus tard dans ses domaines. Mais aucune autre violence n'est tolérée. Après avoir dévasté complètement le manoir, les paysans rédigent en commun un « jugement » d'après lequel, à dater du printemps prochain, la terre du propriétaire reviendra au mir. Les sommes d'argent saisies dans les « comptoirs » des maîtres, dans les dépôts d'eau-de-vie du gouvernement ou bien chez les receveurs du fisc préposés à la vente de l'alcool, sont immédiatement versées à la communauté. La répartition des biens expropriés est effectuée par des comités locaux ou « confréries ». Quand on démolit tout dans un domaine, il ne faut point voir en cela une manifestation de haine individuelle du paysan à l'égard du propriétaire : la dévastation atteint aussi bien les libéraux que les réactionnaires. Il n'y a point de nuances politiques ; c'est l'aversion de la classe déshéritée qui se traduit ainsi... On a détruit de fond en comble les manoirs de membres libéraux de zemstvos, on a brûlé de vieux châteaux ainsi que leurs précieuses bibliothèques et leurs galeries de tableaux. Dans certains cantons, les manoirs qui ont

³⁹ *Commune paysanne. (N. d. T.)*

échappé à la dévastation sont considérés comme des exceptions... Le tableau que présente cette croisade des moujiks est en tous lieux pareils. « Le ciel nocturne s'éclaire de la lueur des incendies, écrit un de mes correspondants. Le tableau est épouvantable : dès le matin vous voyez des files d'équipages attelés de trois ou de deux chevaux, remplis de fuyards qui abandonnent leurs domaines ; dès le crépuscule, l'horizon tout entier est enveloppé d'un cercle de feu. Durant certaines nuits, on a compté jusqu'à seize incendies simultanés... Les propriétaires fuient, en proie à une panique qu'ils communiquent à tous ceux qu'ils rencontrent. »

En peu de temps, on brûla et on détruisit dans le pays plus de deux mille manoirs ; dans le seul gouvernement de Saratov, deux cent soixante-douze subirent la vengeance du paysan. Les dommages causés aux propriétaires dans les dix gouvernements qui souffrirent le plus sont évalués, d'après les données officielles, à vingt-neuf millions de roubles, dont dix millions environ représentent les pertes du gouvernement de Saratov...

S'il est vrai de dire en général que l'idéologie politique n'est pas ce qui détermine le développement de la lutte de classe, cela est trois fois plus vrai quand il s'agit des paysans. Le moujik de Saratov devait avoir des raisons sérieuses, dans les limites de son courtil, de sa grange et de son terrain, pour se décider à jeter une poignée de paille enflammée sous le toit du noble propriétaire. Ce serait néanmoins une faute de laisser absolument de côté, dans l'explication de sa conduite, l'influence de la propagande politique. Si confus, si désordonné qu'ait été le soulèvement des paysans, on peut y discerner des tentatives certaines de généralisation politique. Il faut reconnaître là le travail des partis. Dans le cours de 1905, les libéraux des zemstvos firent eux-mêmes l'expérience d'instruire les paysans dans l'esprit de l'opposition. En diverses institutions de zemstvos, des représentants du monde paysan étaient admis à titre à demi officiel et délibéraient sur des questions d'intérêt général. Les employés des zemstvos déployèrent, à côté des libéraux censitaires, une activité encore plus grande : statisticiens, maîtres d'école, agronomes, infirmières, etc. Une partie considérable de ce personnel appartenait aux partis social-démocrate et socialiste-révolutionnaire ; la majorité se composait de radicaux indécis mais pour qui la propriété privée, en tout cas, n'avait certainement pas un caractère sacré. Durant plusieurs années, les partis socialistes, par l'intermédiaire des employés des zemstvos, organisèrent parmi les paysans des cercles révolutionnaires et propagèrent les publications que la loi avait interdites. En 1903, la propagande toucha directement les masses et cessa d'être clandestine. Un grand service fut rendu, sous ce rapport, par l'absurde oukase du 18 février qui établissait une sorte de droit de pétition. S'appuyant sur ce droit, ou, pour mieux dire, sur l'effarement qu'avait causé l'oukase parmi les autorités locales, les agitateurs convoquaient les assemblées villageoises et les engageaient à demander dans leurs motions l'abolition de la propriété privée concernant la terre ; et la convocation de représentants du peuple. En de nombreux endroits, les moujiks qui avaient signé des motions de ce genre se considéraient comme membres d'un « syndicat paysan » et constituaient des comités qui, fréquemment, mettaient en échec l'autorité légale du village. E en fut ainsi, par exemple, parmi les cosaques du Don. On voyait, dans leurs bourgs, des réunions de six cents à sept cents personnes. « C'est un étrange auditoire, écrivait un des propagandistes. À la table du président se trouve l'hetman armé. Devant vous, se tiennent debout ou assis des hommes qui portent le sabre. Nous sommes habitués à les voir au dernier tableau de nos réunions et de nos meetings comme figurants d'une apothéose qui n'a pour nous rien d'agréable. Il est étrange de considérer ces yeux où peu à peu s'allume la haine du seigneur et du *tchinovnik*⁴⁰. Quelle distance, quelle invraisemblable différence entre le cosaque dans le rang et le cosaque aux champs ! » Les propagandistes étaient accueillis et accompagnés avec enthousiasme ; on allait les chercher très loin et on veillait à les protéger contre la police. Mais bien souvent, dans les

⁴⁰ *Fonctionnaire. (N. d. T.)*

campagnes retirées, on n'avait qu'une idée fort vague du rôle qu'ils avaient à jouer. « Merci aux bonnes gens, disait parfois le moujik qui venait de signer une résolution ; ils vont demander un peu de terre pour nous. »

Au mois d'août, s'assembla près de Moscou le premier congrès des paysans. Plus de cent représentants de vingt-deux gouvernements siégèrent pendant deux jours dans un vieux hangar situé à l'écart des routes. À ce congrès prit forme pour la première fois l'idée d'une Union pan-russe des paysans, idée qui reçut l'approbation de nombre de paysans et d'intellectuels, appartenant ou non aux partis politiques.

Le manifeste du 17 octobre donna encore plus de latitude à la propagande dans les campagnes. Un des membres les plus modérés des zemstvos, dans le gouvernement de Pskov, le comte Heiden, aujourd'hui décédé, n'y resta pas étranger lui-même : il entreprit d'organiser dans les cantons de sa province des meetings, dans le but d'expliquer à ses frustes auditeurs les principes du « nouveau régime ». Les paysans considérèrent d'abord avec indifférence les efforts du comte, puis ils s'ébranlèrent et sentirent la nécessité de passer des paroles aux actes. Pour le début, ils résolurent de « mettre en grève » les forêts⁴¹. C'est alors que l'aristocrate libéral ouvrit de grands yeux. Mais si, dans leurs tentatives pour établir l'harmonie des classes sur la base du manifeste impérial, les libéraux censitaires eurent souvent à se mordre les doigts, en revanche les intellectuels révolutionnaires remportèrent d'immenses succès. Dans les divers gouvernements, des congrès de paysans se réunissaient, une propagande intensive, fiévreuse, se poursuivait, les villes inondaient les campagnes de publications révolutionnaires, les unions des paysans se consolidaient et s'élargissaient. Dans une province lointaine et perdue, dans le gouvernement de Viatka, un congrès de paysans rassembla deux cents personnes. Trois compagnies du bataillon qui tenait là garnison envoyèrent leurs délégués pour exprimer les sympathies de la troupe et promettre son appui. Les ouvriers se déclarèrent dans le même sens par l'entremise de leurs représentants. Le congrès obtint des autorités éperdues l'autorisation d'organiser des meetings dans les villes et les villages. Pendant quinze jours, les réunions se multiplièrent dans la province. La décision émise par le congrès de suspendre le paiement des impôts fut rigoureusement appliquée...

Malgré la diversité de ces manifestations, le mouvement paysan réussit à grouper les masses dans toute l'étendue du pays. Aux extrémités de l'Empire, il acquit du premier coup un caractère nettement révolutionnaire. En Lituanie, la classe paysanne, par décision du congrès de Vilna, qui réunissait plus de deux mille représentants, destitua par la force les greffiers des cantons, les starchiny⁴², les maîtres des écoles primaires ; elle chassa les gendarmes, les zemskie natchalniki⁴³ l'administration cantonale... Les paysans de Géorgie, au Caucase, se conduisirent d'une manière encore plus déterminée.

Le 6 novembre, au vu et au su de tout le monde, s'ouvrit à Moscou le deuxième congrès de l'Union paysanne. Cent quatre-vingt-sept délégués représentaient vingt-sept gouvernements. Sur ce nombre, cent un avaient été mandatés par les assemblées cantonales et villageoises, les autres parlaient au nom des comités des gouvernements, des arrondissements, et

⁴¹ Le mot de « gréviste » reçut chez les paysans et en général dans les masses populaires la signification de « révolutionnaire ». Faire la grève, c'est se livrer à des actes révolutionnaires. « On a mis en grève le chef de la police du canton », cela veut dire qu'on a arrêté ou tué le policier. Cette interprétation originale montre combien fut importante l'influence révolutionnaire des ouvriers et de leurs méthodes de lutte. (1909)

⁴² Ediles. (N. d. T.)

⁴³ Inspecteurs des campagnes. (N. d. T.)

des groupes locaux de l'Union. Parmi ces délégués, il y avait cent quarante-cinq paysans ; le reste se composait d'intellectuels se rattachant de près à la classe paysanne : maîtres et maîtresses d'école, employés des zemstvos, médecins, etc. Pour quiconque voulait connaître le caractère du pays, ce fut un des congrès les plus intéressants de l'époque révolutionnaire. On put y voir un bon nombre de figures pittoresques, d'hommes qui s'étaient élevés par leurs propres forces au-dessus du niveau provincial, de révolutionnaires qui ne l'étaient que d'hier et qui étaient arrivés à la compréhension des choses d'eux-mêmes, « par leurs propres ressources », de politiciens doués d'un fort tempérament, animés de grandes espérances, mais dont les idées n'étaient pas assez claires. Voici quelques silhouettes esquissées par un des membres du congrès : « Il y avait là un prêtre de Soumy, Anton Scherbak ; grand, les cheveux blancs, les moustaches courtes, le regard pénétrant, il avait l'air de sortir de la toile de Repine, *Les Cosaques Zaporogues*. Scherbak, pourtant, disait qu'il était fermier des deux hémisphères, car il avait passé vingt ans en Amérique et il possédait en Californie une ferme bien installée, occupée par sa famille russe... Le prêtre Miretsky, délégué du gouvernement de Voronej, représentait cinq cantons. Dans un de ses discours, le père Miretsky déclara que le Christ avait été le premier socialiste. « Si le Christ vivait de nos jours, il serait parmi nous... » Deux paysannes en camisole d'indienne, châle de laine et bottines de chevreau, parlaient au nom de l'assemblée des femmes d'un des villages du même gouvernement de Voronej... Le capitaine Perelechine représentait les artisans villageois de cette même province. Il se présenta au congrès en uniforme, le sabre à la ceinture, ce qui causa dans l'assistance une certaine émotion. Une voix cria même du milieu de l'assemblée : « À bas la police ! » Alors l'officier se leva et aux applaudissements de tous les congressistes déclara : « Je suis le capitaine Perelechine, délégué du gouvernement de Voronej ; je n'ai jamais caché mes convictions et je me suis toujours conduit ouvertement et franchement ; c'est pourquoi vous me voyez ici en uniforme... »

Les délibérations portèrent surtout sur des questions de tactique. Certains délégués préconisaient la lutte par des moyens pacifiques : meetings, décisions des assemblées villageoises, boycottage des autorités par le mir, création d'administrations autonomes révolutionnaires, labourage des terres expropriées par le mir, refus par le mir de payer les impôts et de fournir des recrues. D'autres, surtout ceux qui représentaient le gouvernement de Saratov, lançaient des appels à la lutte armée, voulaient que l'on soutînt immédiatement la révolte qui s'était déclarée dans les provinces. En fin de compte on s'arrêta à un juste milieu. « Pour mettre fin aux malheurs du peuple, causés par le manque de terres, disait la résolution, il n'y a qu'un seul moyen, c'est que toutes les terres deviennent la propriété commune du peuple entier, et qu'elles ne soient utilisées que par ceux qui travaillent la terre eux-mêmes, en famille ou en association. » L'établissement d'un système équitable d'exploitation des terres était confié à l'Assemblée constituante qui devait être convoquée sur des bases démocratiques, « au mois de février prochain, au plus tard (!) ». Pour arriver à ce résultat, « l'Union paysanne s'entendra avec ses frères ouvriers, avec les syndicats des villes, des fabriques, des usines, des chemins de fer et autres entreprises, ainsi qu'avec les organisations qui défendent les intérêts des travailleurs... Dans le cas où les revendications du peuple ne seraient pas satisfaites, l'Union paysanne devra recourir à la grève générale de la terre (!), c'est-à-dire qu'elle refusera à tous les propriétaires de domaines sans exception ses forces ouvrières et, par le fait même, les contraindra à suspendre leur exploitation. Pour l'organisation de la grève générale, l'Union s'entendra avec la classe ouvrière. » Le congrès décidait ensuite de renoncer à la consommation de l'eau-de-vie, et déclarait à la fin de sa résolution que, « d'après les renseignements que l'on reçoit de tous les points de la Russie, le refus de satisfaire aux revendications populaires pourrait être la cause de troubles considérables dans le pays et susciterait nécessairement une insurrection générale, car la patience du paysan est arrivée à son terme et il ne faut plus qu'une goutte pour faire déborder la coupe ». Si naïve que soit cette résolution en certains passages,

elle montre du moins que les éléments avancés de la classe paysanne s'engageaient dans la voie révolutionnaire. L'expropriation des terres des propriétaires apparaissait imminente aux yeux du gouvernement et de la noblesse : elle s'annonçait comme une chose tout à fait réalisable et inévitable dans les séances de ce parlement de moujiks. La réaction jeta un cri d'alarme, et elle avait parfaitement raison.

Le 3 novembre, c'est-à-dire quelques jours avant le congrès, le gouvernement avait publié un manifeste qui annonçait l'abolition des taxes de rachat sur les lots concédés aux paysans et l'augmentation des ressources de la Banque agricole. Le manifeste exprimait l'espoir que le gouvernement réussirait, avec le concours de la Douma, à satisfaire les besoins essentiels de la classe paysanne « sans causer aucun dommage aux autres propriétaires ». La résolution du congrès des paysans n'était pas de nature à appuyer ces espérances. Les choses allèrent encore plus mal dans la pratique, en province, parmi « la population paysanne si chère au cœur » du monarque. Non seulement la dévastation et les incendies, mais le labourage des domaines par les forces communales, la fixation par contrainte de nouveaux salaires et de nouveaux fermages appelèrent de la part des propriétaires une résistance acharnée – ils présentèrent au pouvoir d'énergiques réclamations. De toutes parts, on exigeait l'envoi de troupes. Le gouvernement se réveilla, sentant que l'époque des effusions sentimentales était passée et qu'il était plus qu'opportun de se mettre à l'œuvre.

Le 12 novembre, le congrès des paysans arrivait à sa clôture et le 14 on mettait en arrestation le bureau de l'Union à Moscou. Ce fut le début. Deux ou trois semaines plus tard, répondant aux demandes d'instructions qui lui arrivaient au sujet des troubles dans les campagnes, le ministre de l'intérieur répondait textuellement ceci : « Il faut exterminer par la force armée les émeutiers et, dans le cas de résistance, brûler leurs habitations. Dans la minute présente, il est nécessaire d'en finir une fois pour toutes avec les factions. Les arrestations actuellement n'atteignent pas leur but ; il est impossible de traduire devant les tribunaux des centaines et des milliers d'hommes. Le seul point indispensable en ce moment est que les troupes se pénètrent bien des indications que je viens de donner. P. Dournovo. » Cet ordre du jour monstrueux ouvre la nouvelle ère des saturnales de la contre-révolution. Une époque d'horreurs dignes de l'enfer commence dans les villes pour s'étendre de là aux campagnes.

LA FLOTTE ROUGE

[Retour à la table des matières](#)

« La révolution, écrivait à la fin de novembre le vieux Souvorine, serviteur émérite de la bureaucratie russe, donne un élan extraordinaire à l'individu et attire à elle une multitude de fanatiques des plus dévoués, toujours disposés à sacrifier leur vie. Il est difficile de lutter contre cette révolution, précisément parce qu'elle a en partage beaucoup d'ardeur, de témérité, d'éloquence sincère et de brûlants enthousiasmes. Plus l'ennemi est fort, plus elle se montre résolue et courageuse, et chacune de ses victoires lui amène quantité d'adorateurs. Celui qui ignore cela, celui qui ne voit pas qu'elle est séduisante comme une femme belle et passionnée ouvrant largement ses bras et offrant l'avidé baiser de ses lèvres enflammées, celui-là n'a pas été jeune. »

L'esprit de révolte planait sur la terre de Russie. Une transformation immense et mystérieuse s'accomplissait en d'innombrables cœurs, les entraves de la crainte se rompaient ; l'individu qui avait à peine eu le temps de prendre conscience de lui-même se dissolvait dans la masse et toute la masse se confondait dans un même élan. Affranchie des craintes héréditaires et des obstacles imaginaires, cette masse ne pouvait et ne voulait pas voir les obstacles réels. En cela était sa faiblesse et en cela sa force. Elle allait de l'avant comme une lame poussée par la tempête. Chaque journée découvrait de nouveaux fonds et engendrait de nouvelles possibilités, comme si une force gigantesque brassait la société de fond en comble.

Tandis que les tchinovniki libéraux taillaient encore la robe neuve de la nouvelle Douma, le pays ne prenait pas une minute de repos. Grèves ouvrières, meetings incessants, manifestations dans les rues, dévastation des domaines, grèves de policiers et de garçons de cour se succédaient, et l'on vit finalement les troubles et la révolte gagner les matelots et les soldats. Ce fut la désagrégation totale, ce fut le chaos. Et en même temps, dans ce chaos, s'éveillait le besoin d'un ordre nouveau dont les éléments se cristallisaient déjà. Les meetings qui se renouvelaient régulièrement apportaient déjà, par eux-mêmes, un principe organisateur. De ces réunions sortaient des députations qui prenaient à leur tour la forme plus importante de représentation. Mais, comme l'agitation des forces élémentaires devançait le travail de la conscience politique, le besoin d'agir laissait loin derrière lui la fiévreuse élaboration organisatrice.

En cela est la faiblesse de la révolution, de toute révolution, mais en cela réside également sa force. Celui qui veut posséder de l'influence dans la révolution doit en assumer la charge entière. Les tacticiens par trop raisonneurs qui s'imaginent traiter la révolution comme une asperge, en séparant à leur gré la partie nourrissante de l'épluchure, sont condamnés à l'inefficacité. En effet, pas un événement révolutionnaire ne crée des conditions « rationnelles » pour l'utilisation de leur tactique « rationnelle » ; ainsi, fatalement, ils restent en dehors et en arrière de tous les événements. Et, en fin de compte, il ne leur reste plus qu'à répéter la parole de Figaro : « Hélas ! Nous n'aurons plus d'autre représentation pour effacer l'insuccès de la première... »

Nous ne nous donnons pas pour but de décrire, ni même d'énumérer tous les événements de 1905. Nous esquissons la marche de la révolution dans ses traits généraux, nous cantonnant en outre dans les limites de Pétersbourg, bien que nous envisagions l'histoire du pays tout

entier. Mais, malgré les bornes que nous avons données à notre récit, nous ne pouvons laisser de côté un des événements essentiels de la grande année, événement qui a eu lieu entre la grève d'octobre et les barricades de décembre : nous voulons parler de la révolte militaire de Sébastopol. Elle commença le 11 novembre, et, le 17, l'amiral Tchoukhnine écrivait dans son rapport au tsar : « La tempête militaire s'est apaisée, la tempête révolutionnaire continue. »

À Sébastopol, les traditions du Potemkine n'étaient pas mortes. Tchoukhnine avait exercé de cruelles représailles sur les matelots du cuirassé rouge : il en avait fait fusiller quatre, pendre deux et envoyer quelques dizaines aux travaux forcés ; il avait fait rebaptiser le cuirassé Panteleïmon. Mais, au lieu d'inspirer la terreur, il avait seulement attisé l'esprit de révolte de la flotte. La grève d'octobre ouvrit la période épique de grandioses meetings auxquels les matelots et les soldats d'infanterie participaient non seulement comme auditeurs, mais comme orateurs. La fanfare des matelots jouait la Marseillaise en tête des manifestations révolutionnaires. En un mot, on observait partout une « démoralisation » complète.

L'interdiction faite aux militaires d'assister aux réunions populaires eut pour résultat de provoquer des meetings purement militaires dans les cours des équipages de la flotte et des casernes. Les officiers n'osaient protester et, à Sébastopol, les portes des casernes étaient ouvertes jour et nuit aux représentants du comité de notre parti. Notre comité était obligé de contenir constamment l'impatience des matelots qui voulaient en venir « aux actes ». Le Pruth qui flottait à quelque distance, transformé en baignoire, rappelait que des hommes souffraient pour avoir participé à la mutinerie du Potemkine, en juin. Le nouvel équipage de ce dernier se déclarait prêt à conduire le vaisseau à Batoum pour soutenir la révolte du Caucase. À côté de lui se trouvait tout paré le croiseur Oïchakov, récemment construit. Mais l'organisation social-démocrate persistait à temporiser : sa tactique était de créer un soviet de députés matelots et soldats, de le mettre en liaison avec l'organisation des ouvriers et de soutenir la grève politique du prolétariat, qui s'annonçait, par une révolte de la flotte. L'organisation révolutionnaire des matelots adopta ce plan. Mais celui-ci se trouva dépassé par les événements.

Les réunions étaient de plus en plus fréquentées et se multipliaient. Elles se tenaient maintenant sur la place qui séparait le dépôt des équipages de la flotte de la caserne d'infanterie occupée par le régiment de Brest. Comme on ne permettait pas aux militaires d'aller aux meetings ouvriers, les ouvriers se rendirent aux réunions des soldats. On s'assemblait par dizaines de milliers. L'idée d'une action commune était accueillie avec enthousiasme. Les compagnies les plus à l'avant-garde du mouvement élisaient des députés. Le commandement militaire résolut de prendre des mesures. Les tentatives de certains officiers qui prononcèrent dans les meetings des discours « patriotiques » donnèrent des résultats pitoyables. Les matelots, maintenant experts dans la discussion, ridiculisaient leurs chefs et les mettaient en déroute. Alors on décida d'interdire toutes les réunions en général. Le 11 novembre, devant la grande porte du dépôt des équipages, on installa dès le matin une compagnie de fusiliers. Le contre-amiral Pissarevsky déclara à haute voix, s'adressant au détachement : « Qu'on ne laisse sortir personne des casernes. En cas de désobéissance, je vous commande de tirer ». De la compagnie à laquelle cet ordre était donné sortit un matelot nommé Petrov : devant tout le monde, il arma sa carabine et d'un premier coup tua le lieutenant-colonel du régiment de Brest, Stein ; d'un second coup, blessa Pissarevsky. On entendit l'ordre donné par un officier : « Qu'on l'arrête ! » Personne ne bougea. Petrov laissa tomber sa carabine. « Qu'est-ce que vous attendez ? Prenez-moi. » Il fut arrêté. Les matelots qui accouraient de tous côtés exigèrent son élargissement, disant qu'ils répondaient de lui. L'effervescence était au comble.

« Petrov, tu ne l'as pas fait exprès ? demanda un officier, cherchant à sortir de cette situation.

– Comment, pas exprès ? Je suis sorti du rang, j’ai armé ma carabine, j’ai visé. Est-ce que cela ne s’appelle pas exprès ?

– L’équipage demande ton élargissement... »

Et Pétrov fut mis en liberté. Les matelots étaient impatients d’agir immédiatement. Tous les officiers de service furent arrêtés, désarmés et enfermés dans le bureau. Finalement, sous l’influence d’un orateur social-démocrate, on décida d’attendre la réunion des députés qui devaient tenir séance le lendemain matin. Les représentants des matelots, environ quarante hommes, restèrent assemblés toute la nuit. Ils décidèrent de mettre en liberté les officiers, mais de leur interdire l’accès des casernes. De plus, partout où les matelots estimaient le service nécessaire, ils résolurent de l’assurer comme par le passé. Enfin, ils voulurent se rendre en cortège, musique en tête, aux casernes d’infanterie pour inviter les soldats à se joindre à eux. Dans la matinée, une députation d’ouvriers se présenta pour délibérer avec eux. Quelques heures plus tard, tout le port était immobilisé ; les chemins de fer interrompaient également leur trafic. Les événements se précipitaient. « Dans les casernes des équipages, disent alors les télégrammes officieux, règne un ordre exemplaire. La conduite des matelots est absolument correcte. Il n’y a pas de gens ivres. » Tous les matelots avaient été répartis par compagnies, sans armes. Seule était armée la compagnie qui restait à la garde des équipages, dans le but de repousser toute attaque imprévue. Le chef élu de ce détachement était Petrov.

Une partie des matelots, conduits par deux orateurs social-démocrates, se dirigèrent vers les casernes voisines, occupées par le régiment de Brest. Il y avait beaucoup moins de résolution parmi les soldats. Il fallut une forte pression de la part des matelots pour les engager à désarmer et à chasser leurs officiers. Les chefs qui avaient commandé à Moukden rendaient sans résistance leurs sabres et leurs revolvers, disant « Maintenant, nous voilà désarmés, ne nous faites pas de mal » Et humblement, ils passaient entre les haies formées par les soldats. Mais, parmi ceux-ci, il y eut des hésitations dès le début. Certains voulurent garder dans les casernes quelques officiers de service. Cette circonstance influa considérablement sur la marche ultérieure des événements.

Les soldats commençaient à se mettre en rangs pour se diriger, avec les matelots, à travers toute la ville, vers les casernes du régiment de Belostok. Et ils mettaient un soin jaloux à ce que les « gens du dehors » ne se mélangeassent pas avec eux : ils voulaient marcher séparément. Au moment même où s’accomplissaient ces préparatifs, arrive dans son équipage le commandant de la forteresse, Nepluev, accompagné du général Sedelnikov, chef de la division. Les soldats exigent du commandant qu’il fasse enlever du boulevard historique les mitrailleuses qui y ont été placées le matin. Nepluev répond que cela ne dépend pas de lui, mais de Tchoukhnine. Alors on lui demande de s’engager d’honneur comme commandant de la forteresse à ne point faire usage des mitrailleuses. Ce général eut le courage de refuser. On décida de le désarmer et de l’arrêter. Il refusait de rendre ses armes et les soldats hésitaient à lui faire violence. Quelques matelots durent alors sauter dans la voiture : ils emmenèrent les généraux chez eux, dans leur caserne. Là, les officiers furent aussitôt désarmés, sans phrases, et enfermés dans le bureau, en état d’arrestation. Plus tard, d’ailleurs, on les relâcha.

Les soldats sortirent des casernes musique en tête. Les matelots se montrèrent également dans la rue, en bon ordre. Sur la place, les masses ouvrières les attendaient. Instant magnifique ! Tous les enthousiasmes se confondaient en un seul. Les mains se tendaient, on s’embrassait. Le brouhaha des acclamations fraternelles montait. On se jurait un mutuel appui jusqu’au bout. La foule se mit en rangs et se rendit dans un ordre parfait jusqu’à l’autre bout de la ville, vers les casernes du régiment de Belostok. Les soldats et les matelots portaient les étendards de Saint-Georges, les ouvriers brandissaient les drapeaux de la social-démocratie.

« Les manifestants, disait alors l'agence officieuse, ont organisé dans la ville un cortège qui s'est déroulé suivant un ordre exemplaire, avec fanfare en tête et drapeaux rouges. » La foule se trouva amenée à passer devant le boulevard historique où étaient disposées les mitrailleuses. Les matelots s'adressèrent à la compagnie des mitrailleurs, les invitant à faire disparaître leurs engins. Satisfait leur fut donnée. Plus tard, cependant, les mitrailleuses reparurent. « Les compagnies armées du régiment de Belostok, dit encore l'agence, qui se trouvaient sous la surveillance de leurs officiers, ont porté les armes et laissé passer les manifestants. » Devant les casernes du régiment de Belostok fut organisé un meeting grandiose. Le succès, cependant, ne fut pas complet ; les soldats hésitaient : les uns se déclaraient solidaires des matelots, les autres promettaient seulement de ne pas tirer. Finalement, les officiers réussirent même à emmener le régiment de Belostok. Quant au cortège, il ne rentra que le soir au dépôt des équipages.

Pendant ce temps, le Potemkine arborait le drapeau de la social-démocratie. Le Rostislavl répondait par signal : « Aperçu. » Les autres navires se taisaient. Les réactionnaires qui se trouvaient parmi les matelots protestèrent en voyant l'étendard révolutionnaire hissé au-dessus de celui de Saint-André⁴⁴. Il fallut enlever le drapeau rouge. La situation restait encore incertaine. Pourtant, aucun retour en arrière n'était possible.

Dans les bureaux des équipages, siégeait en permanence une commission composée de matelots et de soldats délégués par les différentes armes (entre autres, par sept navires), et de quelques représentants du parti social-démocrate invités par les délégués. Un membre de ce parti avait été élu à la présidence de la commission, à titre permanent. C'était là que les renseignements parvenaient et c'était de là que sortaient toutes les décisions. En cet endroit furent élaborées les revendications particulières aux soldats et aux matelots qu'on joignit aux exigences politiques générales. Pour la grande masse, ces réclamations, qui ne pouvaient intéresser que les casernes, tenaient la première place. La commission s'inquiétait surtout de l'insuffisance des munitions. Les fusils ne manquaient pas, mais il n'y avait que très peu de cartouches. Depuis l'affaire du Potemkine, les munitions de guerre étaient gardées dans un lieu secret. « On sentait fortement aussi, écrit un homme qui prit une part active aux événements, qu'il manquait un chef suffisamment au fait des questions militaires. »

La commission des députés insistait énergiquement pour obtenir des équipages qu'ils désarmassent leurs officiers et leur fissent quitter les navires et les casernes. C'était une mesure indispensable. Les officiers du régiment de Brest, qui demeuraient encore dans les casernes, avaient complètement démoralisé leurs hommes. Ils menaient une intense propagande contre les matelots, contre les « gens du dehors » et les « youpins », propagande à laquelle ils avaient ajouté la réaction de l'alcool. Pendant la nuit, sous leur direction, des soldats s'enfuirent honteusement vers les camps situés hors la ville, et cela sans passer par les portes où se tenait une compagnie révolutionnaire ; ils se faufilèrent par une brèche ouverte dans le mur. Vers le matin, ils rentrèrent pourtant dans les casernes, mais cessèrent désormais de participer à la lutte. L'indécision de ce régiment devait nécessairement influencer les équipages de la flotte. Pourtant, le jour suivant, le soleil du succès brilla d'un nouvel éclat : les sapeurs se joignirent à la mutinerie. Ils se présentèrent au dépôt des matelots en ordre de bataille et les armes à la main. Ils furent accueillis avec enthousiasme et logés dans les casernes. L'état d'esprit général s'améliora et s'affermi. Des députations venaient de toutes parts – l'artillerie de la forteresse, le régiment de Belostok et les gardes-frontière promettaient « de ne pas tirer ». Ne comptant plus sur les régiments de la garnison, le commandement entreprit de faire venir des troupes des villes voisines : de Simferopol, d'Odessa, de Theodosia. Parmi les soldats qui arrivaient,

⁴⁴ *Le drapeau blanc à croix bleue de la marine russe. (N. d. T.)*

on mena une active propagande révolutionnaire qui obtint du succès. Mais les liaisons de la commission avec les navires étaient des plus difficiles : les matelots ignoraient en effet le code de signaux. Cependant, on reçut des déclarations de solidarité totale du croiseur Oichakov, du cuirassé Potemkine, des contre-torpilleurs Volny et Zavetny, auxquels se joignirent par la suite quelques torpilleurs. Les autres vaisseaux hésitaient et n'envoyaient toujours que la promesse « de ne pas tirer ». Le 13, un officier de la flotte se présenta au dépôt des équipages, montrant un télégramme : le tsar ordonnait aux mutins de déposer les armes dans les vingt-quatre heures. L'officier fut bafoué et expulsé. Pour prévenir tout pogrom en ville, les matelots organisèrent des patrouilles. Cette mesure tranquillisa aussitôt la population et conquit ses sympathies. Les matelots gardaient eux-mêmes les magasins du monopole de l'eau-de-vie dans le but d'empêcher toute ivrognerie. Aussi longtemps que dura la révolte, l'ordre qui régna dans la ville fut parfait.

La soirée du 13 novembre constitua une étape décisive dans le cours des événements : la commission des députés invita le lieutenant Schmidt à prendre la direction militaire. Ce dernier était un officier de marine en retraite, qui s'était acquis une grande popularité dans les assemblées populaires d'octobre. Il accepta courageusement l'invitation et, à partir de ce jour-là, prit la tête du mouvement. Dans la soirée du jour suivant, Schmidt embarqua sur le croiseur Otchakov où il resta jusqu'au dernier moment. Il arbora sur ce navire le pavillon amiral et lança le signal : « Je commande la flotte, Schmidt », comptant ainsi attirer toute l'escadre à lui. Puis il dirigea son croiseur vers le Pruth, afin de remettre en liberté les « mutins du Potemkine ». Aucune résistance ne lui fut opposée, l'Otchakov prit à son bord les matelots forçats et fit avec eux le tour de l'escadre. Sur tous les vaisseaux retentissaient des « hourras », des acclamations. Quelques navires et, dans ce nombre, les cuirassés Potemkine et Rostislavl arborèrent le drapeau rouge qui, cependant, ne flotta sur ce dernier que pendant quelques minutes.

Quand il eut pris la direction de la révolte, Schmidt fit connaître sa conduite par la déclaration suivante :

« À Monsieur le Maire de la Ville,

« J'ai envoyé aujourd'hui à Sa Majesté l'Empereur un télégramme ainsi conçu :

« La glorieuse flotte de la mer Noire, gardant saintement sa fidélité à son peuple, exige de vous, souverain, la convocation immédiate d'une assemblée constituante et cesse d'obéir à vos ministres. »

« *Le Commandant de la Flotte,*

« *Citoyen SCHMIDT.* »

Un ordre arriva de Pétersbourg par télégraphe : « Écraser la révolte. » Tchoukhnine fut remplacé par Meller-Zakomelsky, qui se rendit célèbre par la suite comme bourreau. La ville et la forteresse furent déclarées en état de siège, toutes les rues furent occupées par les troupes. L'heure décisive était venue. Les révoltés espéraient que les troupes refuseraient de tirer sur leurs frères et que les autres vaisseaux se joindraient à l'escadre révolutionnaire. Sur plusieurs navires, les officiers furent, en effet, arrêtés et conduits à l'Otchakov, à la disposition de Schmidt. On pensait, entre autres choses, protéger ainsi le croiseur contre le feu de l'ennemi. Une multitude se pressait sur la berge, attendant le salut qui devait annoncer l'adhésion de l'escadre. Mais cette attente fut trompée. Les représentants de l'ordre ne permirent pas à l'Otchakov de faire une seconde fois le tour des vaisseaux et ouvrirent le feu. La foule, à la première salve crut entendre le salut que l'on espérait, mais elle comprit bientôt ce qui se passait et s'enfuit du port, épouvantée. La canonnade et la fusillade grondèrent de tous côtés. On tirait

des vaisseaux, on tirait de la forteresse, l'artillerie de campagne tirait aussi, les mitrailleuses tiraient du boulevard Historique. Une des premières salves détruisit la machine électrique sur l'Otchakov. Avant d'avoir envoyé six bordées, l'Otchakov était réduit au silence et devait hisser le drapeau blanc. Malgré cela, les décharges à l'adresse du croiseur continuèrent jusqu'au moment où un incendie se déclara à bord. Le sort du Potemkine fut encore plus triste. On n'avait pas eu le temps, sur ce navire d'adapter aux canons les culasses et les percuteurs et toute défense devint impossible dès le début de la bataille. Sans avoir tiré une seule fois, le Potemkine arbora le drapeau blanc. Ce fut le dépôt des équipages, à terre, qui résista le plus longtemps. Les matelots ne se rendirent qu'après avoir brûlé leurs dernières cartouches. Le drapeau rouge flotta jusqu'au bout sur les casernes révoltées. Elles furent définitivement occupées par les troupes du gouvernement vers six heures du matin.

Lorsque la première épouvante causée par la canonnade fut passée, une partie de la foule revint sur la berge. « Le tableau était affreux, écrit un des acteurs de l'insurrection, témoin que nous avons déjà cité. Sous les feux croisés des pièces, plusieurs torpilleurs et chaloupes avaient été coulés. Bientôt l'Otchakov se couvrit de flammes. Les matelots qui s'enfuyaient à la nage criaient au secours. On continuait à les fusiller dans l'eau. Les canots qui se dirigeaient vers eux pour les recueillir tombaient sous le feu. Les matelots qui atteignaient le rivage où se tenaient les troupes étaient achevées sur place. Ne furent sauvés que ceux qui réussirent à se cacher dans la foule dont les sympathies leur étaient acquises. » Schmidt tenta de fuir, déguisé en matelot, mais fut pris.

Vers trois heures du matin, le travail sanglant des bourreaux « de l'apaisement » était achevé. Après cela, ils durent jouer le même rôle de bourreaux « au tribunal ».

Les vainqueurs écrivaient dans leur rapport : « Ont été fait prisonniers ou arrêtés plus de 2 000 hommes... Ont été mis en liberté : 19 officiers ou civils, arrêtés par les révolutionnaires ; ont été saisis 4 drapeaux, des coffres forts et un nombreux matériel appartenant à l'État, cartouches, armes, munitions, équipements et 12 mitrailleuses. » L'amiral Tchoukhnine télégraphiait de son côté à Tsarskoïe-Selo : « La tempête militaire s'est apaisée, la tempête révolutionnaire continue. »

Quel immense pas en avant, si l'on compare cette révolte avec la mutinerie de Cronstadt ! Ici, il n'y avait eu qu'une explosion de forces élémentaires, terminée par une sauvage répression. À Sébastopol, la révolte s'était étendue d'une façon régulière, elle avait consciemment cherché l'ordre et l'unité d'action. « Dans la ville révoltée, écrivait le *Natchalo*, organe de la social-démocratie, au plus fort des événements de Sébastopol, on n'entend pas parler de méfaits commis par des voyous et des pillards ; même les simples délits de vol ont dû devenir plus rares pour cette simple raison que les voleurs du Trésor public qui appartiennent à l'armée et à la flotte ont été expulsés de cette heureuse ville. Vous voulez savoir, citoyens, ce qu'est la démocratie appuyée sur la population armée ? Regardez Sébastopol. Regardez cette ville républicaine qui ne connaît d'autre autorité que celle de ses élus responsables... »

Et cependant cette ville révolutionnaire ne soutint l'épreuve que quatre ou cinq jours et se rendit sans avoir épuisé, loin de là, toutes les ressources de sa force militaire. Faut-il s'en prendre à des erreurs de stratégie ? Ou bien à l'indécision des meneurs ? On ne peut nier ni celle-ci ni celles-là. Mais l'issue générale de la lutte fut déterminée par des causes plus profondes.

À la tête de la révolte, il y a les matelots. Leur métier exige d'eux une plus grande indépendance de caractère et plus d'ingéniosité que le service de terre. L'antagonisme entre les simples matelots et la caste aristocratique des officiers de marine, fermée à tout intrus, est plus profond que celui qui existe entre les soldats d'infanterie et leurs officiers en partie sortis du peuple. Enfin, les hontes de la dernière guerre, qui ont principalement pesé sur la flotte, ont

tué chez le matelot toute estime pour ses capitaines et ses amiraux, personnages poltrons et cupides.

Aux matelots, comme nous l'avons vu, se joignent très résolument les sapeurs. Ils viennent avec leurs armes et s'installent dans les casernes de la flotte. Dans tous les mouvements révolutionnaires de notre armée de terre, nous observons le même fait : au premier rang il y a les sapeurs, les mineurs, les artilleurs, en un mot des hommes qui ne sont pas des rustres ignorants, de braves gars des villages, mais des soldats qualifiés, sachant lire et écrire correctement, ayant reçu une instruction technique. À cette différence de niveau intellectuel correspond une différence de type social : les soldats d'infanterie sont pour une écrasante majorité de jeunes paysans, tandis que les troupes du génie et de l'artillerie sont principalement recrutées parmi les ouvriers d'usines.

Nous avons constaté l'irrésolution des régiments d'infanterie de Brest et de Belostok pendant toute la durée de la révolte. Ils ne se décident pas à expulser tous leurs officiers. D'abord, ils se joignent à la flotte, ensuite ils l'abandonnent. Ils promettent de ne pas tirer, mais, finalement, ils se soumettent complètement à l'influence du commandement et dirigent honteusement leur fusillade sur les casernes de la flotte. Cette instabilité révolutionnaire de l'infanterie, composée principalement de paysans, s'est manifesté plus d'une fois par la suite, ainsi sur la ligne du chemin de fer de Sibérie, et dans la forteresse de Svéaborg.

Ce ne fut pas seulement dans l'armée de terre que le rôle révolutionnaire principal fut assumé par des hommes qui ont reçu une instruction technique, c'est-à-dire par l'élément ouvrier prolétarien. On peut observer le même phénomène dans la flotte. Qui se trouve à la tête des « mutins » ? Qui hisse le drapeau rouge sur le cuirassé ? Les techniciens, les machinistes. Des ouvriers spécialisés, revêtus de la vareuse, qui constituent la minorité de l'équipage, mais le dominant, car ils détiennent la machine, qui est le cœur même du navire.

On retrouve les désaccords et les difficultés qui opposent la minorité ouvrière prolétarienne et la majorité paysanne de l'armée dans toutes nos révoltes militaires, et ce sont eux qui les affaiblissent et les paralysent. Les ouvriers, en entrant à la caserne, gardent les avantages propres à leur classe : une certaine instruction générale, des connaissances techniques, de la décision, le sens de l'union dans l'action. La classe paysanne domine en revanche par le nombre, qui est écrasant. Automatiquement, l'armée, recrutée par le service obligatoire et universel, donne à la classe des moujiks cette cohésion qui lui manque dans la production et, du plus grand défaut politique de cette classe, de sa passivité, se fait un avantage inappréciable. Si les régiments de paysans se laissent entraîner à un mouvement révolutionnaire pour avoir trop durement éprouvé les misères de la caserne, ils sont néanmoins toujours enclins à temporiser et, à la première attaque décisive de l'ennemi, ils abandonnent les « mutins » et se laissent imposer de nouveau le joug de la discipline. Il faut en tirer les conséquences : la bonne méthode de soulèvement militaire sera une attaque résolue, menée sans répit, de façon à prévenir toute hésitation et toute dispersion des troupes ; il ne faudra pas oublier que le principal obstacle à la tactique révolutionnaire est la méfiance et la passivité du soldat inculte, du moujik.

Et c'est ce problème que révéla dans toute son ampleur, peu de temps après, l'écrasement de l'insurrection de décembre, qui termina le premier chapitre de la révolution russe.

AU SEUIL DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

[Retour à la table des matières](#)

« Pour un mauvais gouvernement, dit Tocqueville, en conservateur clairvoyant, le moment le plus dangereux est ordinairement celui où il commence à se transformer. » Les événements renforçaient de plus en plus le comte Witte dans cette opinion. Contre lui se dressait la révolution, inexorablement. Contre lui encore il avait la camarilla. L'opposition libérale ne se décidait pas à marcher ouvertement avec lui. L'appareil gouvernemental s'effritait entre ses mains. Lui-même, enfin, se contredisait, car il n'avait aucune intelligence des événements, aucun plan, et il ne savait que l'intrigue, au lieu d'avoir un programme d'action. Et, tandis qu'il se démenait éperdument, la réaction et la révolution marchaient à la bataille.

« ...Les faits, même ceux que l'on peut extraire des dossiers du département de la police – dit une note secrète, rédigée en novembre 1905 par ordre du comte Witte, pour lutter contre « les partisans de Trepov » –, les faits démontrent de la façon la plus évidente que la plus grande partie des graves accusations lancées contre le gouvernement par la société et par le peuple, dans les jours qui ont suivi le manifeste, sont fondées sur des motifs absolument sérieux : les hauts dignitaires du gouvernement ont créé des partis pour « opposer une résistance organisée aux éléments extrémistes » ; des manifestations patriotiques ont été également organisées par le gouvernement qui, en même temps, dispersait les autres démonstrations ; on a tiré sur de paisibles manifestants et l'on a permis à d'autres, sous les yeux de la police et des troupes, de maltraiter certaines personnes et de brûler l'administration d'un zemstvo dans un chef-lieu de canton ; on n'a pas touché aux fauteurs de pogroms et on a tiré par salves de peloton sur ceux qui se permettaient de se défendre ; consciemment ou inconsciemment (?), on a poussé la foule à la violence par des affiches officielles, que le plus haut représentant du pouvoir gouvernemental a même signées dans une grande ville ; et quand, ensuite, des désordres se sont produits, on n'a pris aucune mesure pour les réprimer. Tout cela s'est passé, en trois ou quatre jours, en divers points de Russie, et ces incidents ont soulevé parmi la population une tempête de colère qui a complètement effacé la première et si heureuse impression qu'on avait eue du manifeste du 17 octobre.

« En outre, la population est arrivée à cette ferme conviction que tous ces pogroms qui ont passé, d'une manière si imprévue, et simultanée pourtant, par toute la Russie, ont été provoqués et dirigés par une seule main, par une main puissante. Et malheureusement la population a des motifs très sérieux de penser ainsi. »

Lorsque le général gouverneur de Courlande appuyait par un télégramme la résolution adoptée dans un meeting de vingt mille personnes, exigeant la suppression de la loi martiale, lorsque ce gouverneur affirmait en outre que « la loi martiale n'était plus conforme aux nouvelles circonstances », Trepov lui répondait d'une main sûre : « À votre télégramme du 20 octobre. Votre conclusion, d'après laquelle la loi martiale ne serait plus conforme aux circonstances, n'est pas la mienne. »

Witte avalait en silence cette belle déclaration d'un homme qui lui était subordonné et qui prétendait que la loi martiale n'était nullement en contradiction avec le manifeste du 17 octobre ; Witte s'efforçait même de persuader la députation ouvrière que « Trepov n'était pas du tout la bête féroce que l'on disait ». Il est vrai que, devant l'indignation générale, Trepov fut obligé d'abandonner son poste. Mais celui qui le remplaça dans le rôle de ministre de l'intérieur, Dournovo, ne valait pas mieux que lui. De plus, Trepov, qui avait été nommé commandant du Palais, avait conservé toute son influence sur la marche des affaires. La conduite de la bureaucratie provinciale dépendait de lui beaucoup plus que de Witte.

« Les partis extrémistes, dit encore la note de Witte que nous venons de citer, ont acquis de la force parce que, dans leur violente critique des actes du gouvernement, ils ont eu trop souvent raison. Ces partis auraient considérablement perdu de leur prestige si les masses, dès la publication du manifeste, avaient vu que le gouvernement était effectivement résolu à marcher dans la nouvelle voie tracée par ce document et qu'il la suivait. Malheureusement c'est le contraire qui s'est produit et les partis extrémistes ont eu encore une fois l'occasion, dont l'importance est presque inappréciable, de s'enorgueillir, car ils ne s'étaient pas trompés, et seuls ils avaient bien jugé la valeur des promesses du gouvernement. »

En novembre, comme le montre la note, Witte commençait à comprendre cela. Mais il n'avait pas la possibilité de mettre en œuvre ce que lui suggérait son intelligence. La note qu'il avait fait écrire pour le tsar ne fut pas utilisée⁴⁵.

À son corps défendant, Witte se laissait désormais traîner à la suite de la contre-révolution.

Dès le 6 novembre se réunit à Moscou un congrès des zemstvos qui devait définir l'attitude de l'opposition libérale à l'égard du gouvernement. Les esprits hésitaient, indécis, mais penchaient plutôt, sans aucun doute, vers la droite. Il est vrai que des voix radicales se faisaient entendre. On disait que la bureaucratie était incapable de créer, qu'elle n'était bonne qu'à détruire ; qu'il fallait chercher les forces constructives dans « le puissant mouvement ouvrier qui nous avait donné le manifeste du 17 octobre » ; que l'on n'acceptait pas une constitution octroyée, que l'on n'accepterait celle-ci que des mains du peuple russe. Roditchev, qui éprouve une prédilection invincible pour le faux style classique, s'écriait : « Ou bien le suffrage universel direct, ou bien il n'y aura pas de Douma » Mais, d'autre part, on déclarait dans le même congrès « Les désordres agraires, les grèves, tout cela engendre la terreur ; le capital est épouvanté, les personnes fortunées ont pris peur, elles retirent leur argent des banques et s'enfuient à l'étranger. » « On se gausse de ceux qui ont institué des satrapies comme moyens de lutte contre les troubles agraires, s'exclamaient des voix, des voix de propriétaires qui ramenaient les congressistes à un juste sentiment des choses ; mais qu'on nous indique un moyen constitutionnel pour remédier à ces désordres ! » « Mieux vaut accepter n'importe quel compromis que d'aggraver le conflit... » « Il est temps de s'arrêter, s'écriait encore Goutchkov, qui débutait alors sur l'arène politique ; nous apportons de nos propres mains des fagots au bûcher qui nous brûlera tous. »

Les premières nouvelles que l'on a de la révolte de la flotte à Sébastopol mettent le courage de l'opposition, dans les zemstvos, à une trop rude épreuve. « Nous ne sommes plus en présence de la révolution, déclare le Nestor du libéralisme, M. Petrounkevitch, nous avons affaire à l'anarchie. » Sous l'influence directe des événements de Sébastopol, une tendance se fait jour qui préconise un accord immédiat avec le ministère de Witte, et cette tendance l'emporte. Milioukov essaie de retenir le congrès, de prévenir des démarches qui le compromettraient trop. Pour tranquilliser les membres des zemstvos, il leur dit que la révolte de Sébastopol

⁴⁵ Cette note a été reproduite dans le recueil, bien entendu saisi, intitulé *Matériaux pour servir à l'histoire de la contre-révolution russe, Saint-Petersbourg, 1908. (1909)*

touche à sa fin, que les principaux émeutiers sont arrêtés et que les craintes éprouvées sont évidemment prématurées. En vain. Le congrès décide d'envoyer une députation à Witte pour lui remettre une motion de confiance conditionnelle, sertie dans un certain nombre de phrases d'opposition démocratique.

Pendant ce temps, le conseil des ministres, assisté de quelques « membres influents de la société » choisis dans l'aile droite libérale, examinait la question du système d'élections à adopter pour la Douma d'État. Les « personnages influents de la société », comme on les appelait, défendaient le suffrage universel comme une triste nécessité. Le comte démontrait les avantages d'un perfectionnement progressif du système génial de Boulyguine. On n'arriva ainsi à aucun résultat et, dès le 21 novembre, le conseil des ministres se passait déjà des services de messieurs les « personnages influents ». Le 22 novembre, la députation des zemstvos, composée de MM. Petrounkevitch, Mouromtsev et Kokochkine, remit au comte Witte la note des zemstvos et, après avoir attendu une réponse pendant sept jours, n'ayant pu l'obtenir, rentra piteusement à Moscou. Elle y fut rattrapée par la réponse du comte, rédigée dans le ton arrogant de la haute bureaucratie. La tâche du conseil des ministres, disait-il, consistait, d'abord et avant tout, à exécuter la volonté du monarque ; tout ce qui dépassait les limites du manifeste du 17 octobre devait être rejeté ; la sédition ne permettait pas de renoncer à l'emploi de mesures d'exception ; en ce qui concernait les groupes de la société qui ne voulaient pas soutenir le gouvernement, celui-ci ne voyait d'intérêt qu'à faire sentir à ces groupes les conséquences possibles de leur conduite...

En contraste et pour faire équilibre au congrès des zemstvos qui, malgré toute sa lâcheté et sa débilité, s'était montré pourtant très à gauche par rapport à la tendance réelle des zemstvos et des municipalités, le 24 novembre arriva à Tsarskoïe-Selo une députation du zemstvo central de Toula. Le chef de la députation, le comte Bobrinsky, dans son discours d'esclave byzantin, déclara, entre autres : « Nous n'avons pas besoin de droits importants, car le pouvoir du tsar, pour notre bien même, doit être fort et réel... Souverain, vous connaîtrez les besoins du peuple non par des cris et des clameurs poussés au hasard, mais, selon la vérité, par la Douma d'État à laquelle vous avez donné une existence légale. Nous vous supplions de n'en point différer la convocation. Le peuple s'est déjà fait à l'idée du règlement électoral et compte sur le 6 août... »

Les événements semblaient se combiner pour accélérer le passage des classes possédantes dans le camp de l'ordre. Au début de novembre, une grève spontanée et inattendue avait éclaté, celle des postes et télégraphes. C'était la réponse donnée par les esclaves de la poste, qui se réveillaient enfin, à une circulaire de Dournovo interdisant aux fonctionnaires de former des syndicats. Le comte Witte reçut du syndicat des postes et télégraphes un ultimatum l'invitant à rapporter la circulaire de Dournovo et à réintégrer les fonctionnaires révoqués comme appartenant à l'organisation. Le 15 novembre, le congrès des postes et télégraphes, qui réunit à Moscou soixante-treize délégués, décide à l'unanimité d'envoyer sur toutes les lignes ce télégramme : « Witte n'a pas répondu. Faites la grève. » L'état des esprits était tel qu'en Sibérie la grève commença avant le terme fixé par l'ultimatum. Le lendemain, la grève, largement applaudie par les fonctionnaires progressistes, gagnait toute la Russie.

Witte expliquait, d'un air profond, aux députations que le gouvernement « ne s'était pas attendu » à une semblable péripétie. Les libéraux étaient inquiets du mal que pouvait faire à « la culture » la suspension des communications postales et, fronçant les sourcils, entreprenaient des recherches pour connaître « les limites de la liberté de coalition en Allemagne et en France ». Le soviet des députés ouvriers de Pétersbourg n'hésita pas une minute. Et, bien que la grève des postes et télégraphes n'ait nullement été due à son initiative, il lui apporta, à Pétersbourg, son énergique appui. La caisse du soviet versa 2 000 roubles aux grévistes ; le comité exécutif envoyait à leurs réunions des orateurs, imprimait leurs appels et organisait des

patrouilles contre les briseurs de grève. Il est difficile d'apprécier à quel point cette tactique nuisit à « la culture » ; mais il est hors de doute qu'elle acquit au prolétariat les sympathies ardentes des fonctionnaires déshérités. Dès le début de la grève, le congrès des postes et télégraphes avait envoyé au soviet cinq délégués...

La suspension des communications postales, si elle ne nuisit pas beaucoup à la culture, causait en tout cas de graves dommages au commerce. Les marchands et les boursiers, affolés, faisaient la navette entre le comité de grève et le ministère, tantôt suppliant les fonctionnaires de reprendre leur travail, tantôt exigeant des mesures de répression contre les grévistes.

Touchée de plus en plus souvent à l'endroit sensible, le portefeuille, la classe capitaliste penchait de plus en plus vers la réaction. Et d'heure en heure croissait l'impudence réactionnaire des conjurés de Tsarskoïe-Selo. Si quelque chose retenait encore la réaction dans son élan, c'était la crainte inspirée par la riposte inévitable à laquelle elle s'attendait de la part de la révolution. On le constata avec une merveilleuse évidence lors d'un incident qui se produisit dans la forteresse de Kouchka, en Asie centrale, où le conseil de guerre venait de juger un certain nombre de cheminots. Le fait est tellement remarquable par lui-même que je vais le raconter en quelques mots.

Le 23 novembre, au plus fort de la grève des postes et télégraphes, le comité du réseau des chemins de fer de Pétersbourg reçut de Kouchka un télégramme faisant savoir que le commandant de la forteresse, l'ingénieur Sokolov, et plusieurs autres fonctionnaires avaient été traduits pour propagande révolutionnaire en cour martiale : le tribunal les avait condamnés à la peine de mort et la sentence devait être exécutée le 23 novembre, à minuit. Le télégraphe, reprenant aussitôt son service, rétablit en quelques heures les communications entre tous les réseaux de chemins de fer. L'armée des cheminots exigeait qu'un ultimatum fût présenté d'urgence au gouvernement. Ce que l'on fit. Après entente avec le comité exécutif du soviet des députés, le comité des cheminots déclara au ministère que si, à huit heures du soir, la sentence de mort n'était pas annulée, tous les chemins de fer cesseraient leur trafic.

L'auteur de ce livre a gardé un vif souvenir de la séance mémorable du comité exécutif, dans laquelle, en attendant la réponse du gouvernement, on élaborait un plan d'action. Les regards ne pouvaient se détacher de l'aiguille qui marquait les heures. Les uns après les autres arrivaient les représentants de différentes voies ferrées, annonçant que telle et telle ligne donnait son adhésion par télégraphe à l'ultimatum. Il était clair que, si le gouvernement ne cédait pas, une lutte acharnée devait s'engager... Qu'arriva-t-il en effet ? À huit heures cinq – pour sauver son prestige, le gouvernement du tsar n'osa différer la réponse que de trois cents secondes –, le ministre des voies de communication fit savoir d'urgence par télégramme au comité des cheminots que l'exécution de la sentence était différée. Le lendemain, le ministère lui-même publia la nouvelle de sa capitulation dans une communication gouvernementale. Il avait reçu, disait-il, « la prière (!) D'annuler la condamnation, accompagnée d'une déclaration disant qu'en cas contraire on aurait l'intention (!) de déclencher la grève ». Le gouvernement affirmait n'avoir reçu aucune information des autorités militaires de l'endroit en question, « ce qui s'expliquait, probablement, par la grève du télégraphe de l'État ». En tout cas, « dès réception de l'avis télégraphique », le ministre de la guerre avait envoyé l'ordre « de suspendre l'exécution de la sentence, si pareille sentence avait été prononcée, jusqu'à plus ample informé ». La communication officielle ne dit pas, toutefois, que le ministre de la guerre fut obligé d'envoyer cet ordre par l'intermédiaire du syndicat des cheminots ; car le gouvernement lui-même ne pouvait utiliser le télégraphe en grève.

Cette belle victoire fut, néanmoins, la dernière de la révolution, qui ne connut ensuite que des défaites. Les organisations révolutionnaires essayèrent d'abord une fusillade d'avant-

postes. Il devint évident que l'on préparait contre elles une attaque forcenée. Dès le 14 novembre, on avait arrêté à Moscou, conformément au règlement « de protection renforcée » alors en vigueur, le bureau de l'Union des paysans. Vers la même date, on décida à Tsarskoïe-Selo d'opérer l'arrestation du président du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg. Cependant l'administration tardait à exécuter cette résolution. Elle ne se sentait pas encore complètement sûre du terrain, elle tâtonnait, elle hésitait. Le ministre de la justice se déclarait adverse du complot de Tsarskoïe-Selo. Il démontrait que le soviet des députés ne pouvait être considéré comme une société secrète, car il agissait ouvertement, annonçait ses séances, imprimait dans les journaux ses comptes rendus et entraînait même en rapports avec des personnages de l'administration. « Cette circonstance, disait alors la presse renseignée sur l'opinion du ministre de la justice, cette circonstance que ni le gouvernement ni l'administration n'ont pris aucune mesure pour briser l'activité de ce groupement, qui tendait pourtant à renverser le régime, que l'administration même a souvent envoyé au local des séances du soviet des patrouilles pour maintenir l'ordre, que le préfet de police de Pétersbourg a lui-même reçu Khroustalev, président du soviet, sachant bien qui il était et à quel titre il se présentait, tout cela donne aux membres du soviet des députés ouvriers le droit absolu de considérer leur activité comme n'étant point en opposition avec le courant qui domine dans les sphères gouvernementales et comme n'ayant rien, par conséquent, de criminel. »

Mais, finalement, le ministre de la justice trouva moyen de sortir du doute qu'il éprouvait comme homme de loi et, le 26 novembre, Khroustalev fut arrêté dans le local du comité exécutif.

Disons deux mots sur l'importance de cette arrestation. À la deuxième séance du soviet, le 14 octobre, sur la proposition du représentant de l'organisation social-démocrate, on avait élu président un jeune avocat, Georges Nossar, qui se rendit bientôt très populaire sous le nom de Khroustalev. Il resta président jusqu'au jour de son arrestation, le 26 novembre, et tous les fils de l'organisation et de l'activité pratique du soviet se trouvaient entre ses mains. La presse radicale vulgaire, d'une part, la presse réactionnaire et policière, de l'autre, réussirent en quelques semaines à faire de lui une figure de légende. Jadis, le 9 janvier leur avait semblé le résultat des profondes méditations et du génie démagogique de Georges Gapone ; maintenant, le soviet des députés ouvriers leur apparaissait comme un simple instrument entre les mains de Titan de Georges Nossar. L'erreur, dans le second cas, était encore plus grossière et plus stupide que dans le premier. Bien que le travail fourni par Khroustalev comme président ait été infiniment plus fructueux et plus significatif que l'aventure de Gapone, l'influence personnelle du président du soviet sur la marche et l'issue des événements fut de beaucoup au-dessous de celle qu'exerça le pope révolté, affilié au département de la police. La personnalité de Khroustalev n'est pas en cause, c'était le mérite de la révolution. De janvier à octobre, elle fit passer le prolétariat par une grande école politique. La formule qui dit : « le héros et la foule », ne s'adaptait plus à la pratique révolutionnaire des masses ouvrières. La personnalité du chef se fondait dans l'organisation ; et, d'un autre côté, la masse unifiée devenait elle-même une personnalité politique.

Fertile en trouvailles pratiques, actif, président énergique et capable bien qu'orateur médiocre, nature impulsive, sans passé ni physionomie politiques, Khroustalev convenait mieux que personne au rôle qu'il joua à la fin de 1905. Les masses ouvrières, dont l'état d'esprit était révolutionnaire et dont le sentiment de classe était nettement développé, manquaient cependant, dans leur majorité, de cette détermination que donne l'adhésion à un parti. Ce que nous avons dit plus haut du soviet même peut être appliqué à Khroustalev. Tous les socialistes de carrière appartenaient à des partis ; la candidature d'un homme de parti aurait suscité des difficultés au sein même du soviet dès le moment de sa formation. D'autre part, l'indétermination

politique de Khroustalev facilitait au soviet ses relations avec les groupes étrangers au prolétariat, en particulier avec les organisations intellectuelles qui lui accordèrent une aide matérielle considérable. En confiant la présidence à un sans-parti, la social-démocratie comptait exercer un contrôle politique. Elle ne se trompait pas. Trois ou quatre semaines ne s'étaient pas écoulées que l'accroissement formidable de son influence et de ses forces se traduisait en particulier par l'adhésion publique de Khroustalev à la social-démocratie (fraction des mencheviks).

Quel résultat le gouvernement pensait-il obtenir en arrêtant Khroustalev ? Pensait-il détruire l'organisation en supprimant son président ? Ç'aurait été trop bête, même pour Dournovo. Il est cependant difficile de se représenter nettement les motifs qui poussèrent le gouvernement à cet acte, pour cette raison d'abord que la réaction ne s'en rendait pas bien compte elle-même : les conjurés s'étaient réunis à Tsarskoïe-Selo pour statuer sur le sort de la révolution, et ils accouchèrent d'une simple mesure de gendarmerie. En tout cas, l'arrestation de son président, dans les conditions où elle se produisait, prenait pour le soviet une importance des plus symptomatiques. Si quelqu'un doutait encore, à cette époque, du véritable caractère de la situation, il devint clair à partir de ce moment, clair comme le jour, qu'il n'y avait plus de retraite possible, ni du côté de la réaction ni de l'autre, que la rencontre décisive était inévitable et que ce n'était plus une question de mois ou de semaines.

LES DERNIERS JOURS DU SOVIET

[Retour à la table des matières](#)

Après l'arrestation de Khroustalev, le soviet ne pouvait abandonner l'arène : le parlement de la classe ouvrière, librement élu, était fort, précisément par le caractère public de son activité. Dissoudre l'organisation, c'était ouvrir volontairement les portes de la forteresse à l'ennemi. Il ne restait donc qu'à suivre la route où l'on s'était engagé, il fallait marcher au-devant du conflit. Dans la séance du comité exécutif qui eut lieu le 26 novembre, le représentant du parti des socialistes-révolutionnaires, Tchernov en personne, proposa de déclarer qu'à chaque mesure de répression du gouvernement le soviet répondrait par un attentat terroriste. Nous nous déclarâmes hostile à cette mesure : dans le peu de temps qui restait jusqu'à l'ouverture de la bataille, le soviet devait établir une liaison, et la plus étroite possible, avec les villes de province, avec les unions des paysans, des cheminots, des postes et télégraphes, avec l'armée ; dans ce but, dès le milieu de novembre, il avait envoyé deux délégués, l'un dans le Midi, l'autre sur la Volga ; or, l'organisation d'une chasse terroriste contre tel ou tel ministre aurait sans aucun doute absorbé toute l'attention et toute l'énergie du comité exécutif. Nous proposâmes donc de mettre en délibération la motion suivante : « Le 26 novembre, le gouvernement du tsar a mis en captivité le président du soviet des députés ouvriers, notre camarade Khroustalev-Nossar. Le soviet des députés ouvriers élit un bureau temporaire et continue ses préparatifs pour l'insurrection armée. » On proposait trois candidats au bureau : le rapporteur du comité exécutif lanovsky (sous ce nom figurait au soviet l'auteur du présent livre), le caissier Vvedensky (Svertchkov) et l'ouvrier Zlydnev, député de l'usine d'Oboukhov.

L'assemblée générale du soviet eut lieu le lendemain, ouvertement comme toujours. Trois cent deux députés étaient présents. La séance était houleuse : de nombreux membres du soviet voulaient donner une réponse immédiate et directe au coup de main du ministère. Mais, après de brefs débats, l'assemblée adopta à l'unanimité la motion du comité exécutif et élut au scrutin secret les candidats qu'on lui proposait pour le bureau.

Le représentant du comité principal de l'Union des paysans, qui assistait à la séance, fit connaître à l'assemblée la décision prise en novembre par le congrès de cette Union : on refuserait de livrer des recrues au gouvernement, de payer les impôts, et l'on retirerait des banques de l'État et des caisses d'épargne tous les dépôts qui auraient été faits. Étant donné que le comité exécutif, dès le 23 novembre, avait adopté une résolution invitant les ouvriers à prévoir « la banqueroute imminente de l'État », à n'accepter, par conséquent, le montant de leurs salaires qu'en or et à retirer des caisses d'épargne toutes les sommes déposées, une décision fut prise pour généraliser ces mesures de boycottage financier et l'on résolut de les faire connaître au peuple par un manifeste rédigé au nom du soviet, de l'Union des paysans et des partis socialistes.

Les réunions générales du parlement prolétarien seraient-elles encore possibles plus tard ? On n'en avait pas la certitude. L'assemblée décida que, dans le cas où il serait impossible de convoquer le soviet, l'exercice de ses fonctions appartiendrait au comité exécutif élargi. Après

l'arrestation du soviet, le 3 décembre, ses pouvoirs, conformément à cette décision, passèrent au comité exécutif du second soviet.

Ensuite, l'assemblée entendit lecture des adresses d'ardente sympathie envoyées par les soldats conscients des bataillons finlandais, par le parti socialiste polonais, par l'Union pan-russe des paysans. Le délégué de cette Union promit qu'à l'heure décisive l'aide fraternelle de la campagne révolutionnaire ne manquerait pas. Soulevant un enthousiasme indescriptible parmi les députés et toute l'assistance, sous un tonnerre d'applaudissements et d'ovations, le représentant de l'Union des paysans et le président du soviet se donnèrent une poignée de main. L'assemblée se dispersa fort tard dans la nuit. Le détachement de police qui, comme toujours, se tenait à l'entrée, par ordre du gradonatchalnik, quitta la place le dernier. Pour donner une idée de la situation, il est intéressant de remarquer que ce même soir un petit fonctionnaire de la police, par ordre du même gradonatchalnik, avait interdit une réunion légale et pacifique d'électeurs bourgeois qui devait être présidée par Milioukov...

La plupart des usines de Pétersbourg donnèrent leur adhésion à la résolution du soviet, qui obtint également l'assentiment des soviets de Moscou et de Samara, assentiment exprimé dans des motions particulières, ainsi que celui des syndicats des cheminots et des postes et télégraphes, et de nombreuses organisations provinciales. Le bureau central de l'Union des syndicats se joignit lui-même à la décision du soviet et lança un appel, invitant « toutes les forces vives du pays » à se préparer énergiquement à la grève politique imminente et « à la dernière collision armée avec les ennemis de la liberté populaire ». Cependant, parmi la bourgeoisie libérale et radicale, les sympathies ressenties en octobre pour le prolétariat avaient eu le temps de se refroidir. La situation s'aggravait sans cesse et le libéralisme, exaspéré par sa propre inaction, commençait à être hostile au soviet. La foule, qui prend peu de part à la politique considérait ce soviet d'une façon mi-bienveillante, mi-obséquieuse. Quand on craignait d'être surpris en voyage par une grève des chemins de fer, on venait se renseigner au bureau du soviet. Pendant la grève des postes et télégraphes, on venait soumettre une dépêche à l'examen du bureau et, si celui-ci reconnaissait l'importance du télégramme, il le faisait partir. C'est ainsi que la veuve du sénateur B., après avoir vainement couru les chancelleries des ministères, s'adressa finalement, en une grave circonstance de famille, au soviet, lui demandant assistance. Un ordre écrit de ce même soviet dispensait les gens de se soumettre aux lois. Un atelier de graveurs ne consentit à fabriquer un cachet pour le syndicat des postes et télégraphes, dont l'existence n'était pas sanctionnée par la loi, qu'après en avoir reçu l'« autorisation » écrite du soviet. La Banque du Nord escompta un chèque périmé au bénéfice du soviet. L'imprimerie du ministère de la marine demandait au soviet si elle devait faire la grève. Dans le péril, on s'adressait encore et toujours au soviet, on cherchait auprès de lui protection contre des particuliers, contre des fonctionnaires et même contre le gouvernement. Lorsque la loi martiale fut promulguée en Livonie, les Lettons de Pétersbourg invitèrent le soviet à « dire son mot » au sujet de cette nouvelle violence du tsarisme. Le 30 novembre, le soviet eut à s'occuper du syndicat des infirmiers que la Croix-Rouge avait entraînés à la guerre par de fallacieuses promesses, pour les laisser ensuite privés de tout ; son arrestation mit fin aux démarches énergiques qu'il avait entreprises par correspondance à ce sujet auprès de la direction principale de la Croix-Rouge. Dans le local du soviet, il y avait toujours une foule de quémandeurs, de sollicitateurs, de plaignants ; c'étaient, le plus souvent, des ouvriers, des domestiques, des commis, des paysans, des soldats, des matelots... Les uns se faisaient une idée absolument fantastique de la puissance du soviet et de ses méthodes. C'est ainsi qu'un invalide aveugle qui avait fait la guerre russo-turque, tout couvert de croix et de médailles, se plaignait de sa misère et demandait au soviet « de pousser un peu le patron » (c'est-à-dire le tsar)... On recevait des déclarations et des requêtes des localités lointaines. Les habitants d'un canton d'un des Provinces polonaises envoyèrent au soviet, après la grève de novembre, un télégramme de remerciement.

Un vieux cosaque, du fond du gouvernement de Poltava, envoya une plainte au soviet contre l'injustice des princes Repnine qui, pendant vingt-huit ans, l'avaient exploité comme compable et lui avaient ensuite donné congé sans motif : le vieux suppliait le soviet de faire pression sur les princes Repnine ; l'adresse de cette curieuse supplique était ainsi libellée : Pétersbourg, Direction ouvrière ; et cependant, la poste révolutionnaire, sans hésiter, remit le pli à destination. Du gouvernement de Minsk arriva au soviet, pour obtenir un renseignement, un délégué spécialement envoyé par une mutuelle de terrassiers à laquelle un propriétaire prétendait payer 3 000 roubles en actions dépréciées. « Que faire ? demandait l'envoyé. Nous aurions bien envie de les prendre, mais nous nous méfions : nous avons entendu dire que votre gouvernement voulait que les ouvriers reçoivent leurs salaires en pièces sonnantes, en or ou en argent. » Il se trouva que les actions du propriétaire n'avaient presque aucune valeur... Les campagnes ne furent renseignées sur l'existence du soviet que très tard, lorsque déjà son activité touchait à sa fin. Les instances et les vœux des paysans nous arrivaient de plus en plus fréquemment. Des gens de Tchernigov demandaient qu'on les mette en liaison avec l'organisation socialiste locale ; des paysans de la province de Mohilev envoyèrent des représentants chargés de faire connaître les résolutions de plusieurs assemblées communales qui avaient décidé que désormais ils agiraient en complet accord avec les ouvriers des villes et le soviet...

Un vaste champ d'activité s'ouvrait donc devant le soviet autour de lui s'étendaient d'immenses friches politiques qu'il n'y avait qu'à labourer avec la forte charrue révolutionnaire. Mais le temps manquait. La réaction, fiévreusement, forgeait des chaînes et l'on pouvait s'attendre, d'heure en heure, à un premier coup. Le comité exécutif, malgré la masse de travaux qu'il avait à accomplir chaque jour, se hâta d'exécuter la décision prise par l'assemblée le 27 novembre. Il lança un *appel aux soldats* ⁴⁶ et, dans une conférence avec les représentants des partis révolutionnaires, approuva le texte du Manifeste financier proposé par Parvus.

Le 2 décembre, le manifeste fut publié dans huit journaux de Pétersbourg : quatre socialistes et quatre libéraux. Voici le texte de ce document historique :

« Le gouvernement est au bord de la faillite. Il a fait du pays un monceau de ruines, il l'a jonché de cadavres. Épuisés, affamés, les paysans ne sont plus en mesure de payer les impôts. Le gouvernement s'est servi de l'argent du peuple pour ouvrir des crédits aux propriétaires. Maintenant, il ne sait que faire des propriétés qui lui servent de gages. Les fabriques et les usines ne fonctionnent plus. Le travail manque. C'est partout le marasme. Le gouvernement a employé le capital des emprunts étrangers à construire des chemins de fer, une flotte, des forteresses, à constituer des réserves d'armes. Les sources étrangères étant taries, les commandes de l'État n'arrivent plus. Le marchand, le gros fournisseur, l'entrepreneur, l'industriel, qui ont pris l'habitude de s'enrichir aux dépens de l'État, sont privés de leurs bénéfices et ferment leurs comptoirs et leurs usines. Les faillites se multiplient. Les banques s'écroulent. Il n'y a pratiquement plus d'opérations commerciales.

« La lutte du gouvernement contre la révolution suscite des troubles incessants. Personne n'est sûr du lendemain.

« Le capital étranger repasse la frontière. Le capital « purement russe », lui aussi, va se mettre à couvert dans les banques étrangères. Les riches vendent leurs biens et émigrent. Les rapaces fuient le pays, en emportant les biens du peuple.

⁴⁶ Cf. chapitre « [La grève de Novembre](#) ».

« Depuis longtemps, le gouvernement dépense tous les revenus de l'État à entretenir l'armée et la flotte. Il n'y a pas d'écoles. Les routes sont dans un état épouvantable. Et pourtant, on manque d'argent, au point d'être incapable de nourrir les soldats. La guerre a été perdue en partie parce que nous manquions de munitions. Dans tout le pays, l'armée, réduite à la misère et affamée, se révolte.

« L'économie des voies ferrées est ruinée par le gaspillage, un grand nombre de lignes ont été dévastées par le gouvernement. Pour réorganiser rentablement les chemins de fer, il faudra des centaines et des centaines de millions.

« Le gouvernement a dilapidé les caisses d'épargne et a fait usage des fonds déposés pour renflouer des banques privées et des entreprises industrielles qui, souvent, sont véreuses. Avec le capital des petits porteurs, il joue à la Bourse, exposant les fonds à des risques quotidiens.

« La réserve d'or de la Banque d'État est insignifiante par rapport aux exigences que créent les emprunts gouvernementaux et aux besoins du mouvement commercial. Cette réserve sera bientôt épuisée si l'on exige dans toutes les opérations que le papier soit échangé contre de la monnaie-or.

« Profitant de ce que les finances ne sont pas contrôlées, le gouvernement conclut depuis longtemps des emprunts qui dépassent de beaucoup la solvabilité du pays. Et c'est par de nouveaux emprunts qu'il paye les intérêts des précédents.

« Le gouvernement, d'année en année, établit un budget fictif des recettes et des dépenses, déclarant les unes comme les autres au-dessous de leur montant réel, pillant à son gré, accusant une plus-value au lieu du déficit annuel. Et les fonctionnaires, qui n'ont au-dessus d'eux aucun contrôle, achèvent d'épuiser le Trésor.

« Seule l'Assemblée constituante peut mettre fin à ce saccage des finances, après avoir renversé l'autocratie. L'Assemblée soumettra à une enquête rigoureuse les finances de l'État et établira un budget détaillé, clair, exact et vérifié des recettes et des dépenses publiques.

« La crainte d'un contrôle populaire qui révélerait au monde entier son incapacité financière force le gouvernement à remettre sans cesse la convocation des représentants populaires.

« La faillite financière de l'État vient de l'autocratie, de même que sa faillite militaire. Les représentants du peuple auront pour première tâche de payer le plus tôt possible les dettes.

« Cherchant à défendre son régime de malversations, le gouvernement force le peuple à mener contre lui une lutte à mort. Dans cette guerre, des centaines et des milliers de citoyens périssent ou se ruinent ; la production, le commerce et les voies de communication sont détruits de fond en comble.

« Il n'y a qu'une issue : il faut renverser le gouvernement, il faut lui ôter ses dernières forces. Il faut tarir la dernière source d'où il tire son existence : les recettes financières. C'est nécessaire non seulement pour l'émancipation politique et économique du pays, mais, en particulier, pour la mise en ordre de l'économie financière de l'État.

« En conséquence, nous décidons que :

« On refusera d'effectuer tous versements de rachat des terres et tous paiements aux caisses de l'État. On exigera, dans toutes les opérations, en paiement des salaires et des

traitements, de la monnaie-or, et lorsqu'il s'agira d'une somme de moins de cinq roubles, on réclamera de la monnaie sonnante.

« On retirera les dépôts faits dans les caisses d'épargne et à la Banque d'État en exigeant le remboursement intégral.

« L'autocratie n'a jamais joui de la confiance du peuple et n'y était aucunement fondée.

« Actuellement, le gouvernement se conduit dans son propre État comme en pays conquis.

« C'est pourquoi nous décidons de ne pas tolérer le paiement des dettes sur tous les emprunts que le gouvernement du tsar a conclus alors qu'il menait une guerre ouverte contre le peuple.

« Le soviet des députés ouvriers ;

« Le comité principal de l'Union pan-russe des paysans ;

« Le comité central et la commission d'organisation du parti ouvrier social-démocrate russe ;

« Le comité central du parti socialiste-révolutionnaire ;

« Le comité central du parti socialiste polonais. »

Bien entendu, ce manifeste ne pouvait par lui-même renverser le tsarisme, ni ses finances. Six mois plus tard, la première Douma d'État comptait sur un miracle de ce genre lorsqu'elle lança l'appel de Vyborg qui demandait à la population de refuser pacifiquement le paiement des impôts, « à l'anglaise ».

Le Manifeste financier du soviet ne pouvait servir que d'introduction aux soulèvements de décembre. Soutenu par la grève et par les combats qui furent livrés sur les barricades, il trouva un puissant écho dans tout le pays. Tandis que, pour les trois années précédentes, les dépôts faits aux caisses d'épargne en décembre dépassaient les remboursements de 4 millions de roubles, en décembre 1905, les remboursements dépassèrent les dépôts de 90 millions : le manifeste avait tiré des réservoirs de l'État, en un mois, 94 millions de roubles ! Il fallut que l'insurrection fût écrasée par les hordes tsaristes pour que l'équilibre se rétablisse dans les caisses d'épargne...

* * *

Entre le 20 et le 30 novembre, la loi martiale fut proclamée dans le canton de Kiev et dans la ville même, dans les gouvernements de Livonie, de Tchernigov, de Saratov, de Penza et de Sirabirsk, principaux théâtres des troubles agraires.

Le 24, jour où le règlement « provisoire » sur la presse entra en vigueur, on élargit à l'extrême les attributions des gouverneurs et des préfets de police.

Le 28 fut créé un poste « provisoire » de général gouverneur des provinces baltiques. Le 29, les satrapes provinciaux furent autorisés, en cas de grève des chemins de fer ou des postes et télégraphes, à proclamer de leur propre chef la « loi d'exception » dans leurs gouvernements.

Le 1^{er} décembre, à Tsarskoïe-Selo, Nicolas reçut une députation, assemblée à la hâte et fort hétéroclite, de propriétaires épouvantés, de moines et de citoyens organisateurs de pogroms. Cette bande exigeait le châtement impitoyable des fauteurs de révolution et, en même temps, celui des dignitaires de tout rang qui, par leur faiblesse, autorisaient le désordre. La députation ne se contentait pas de faire cette allusion à Witte, elle s'expliquait plus clairement : « Par un décret autocratique appelle d'autres exécuteurs de ta volonté souveraine ! – Je vous reçois, répondit Nicolas à ce ramassis d'esclavagistes et de pillards mercenaires, parce que je suis sûr de voir en vous les véritables enfants de la Russie dont le dévouement nous est acquis depuis toujours, à moi et à la patrie. » Sur un signal du centre, les administrateurs de province expédient à Pétersbourg une multitude d'adresses de gratitude à Sa Majesté, au nom des paysans et des bourgeois. L'« Union du peuple russe » qui venait alors de recevoir, selon toute probabilité un premier subside important, organise une série de meetings et répand des publications dans l'esprit des pogroms patriotiques.

Le 2 décembre, on confisque et on suspend huit journaux qui ont imprimé le Manifeste financier du soviét. Le même jour, on promulgue un règlement draconien sur les grèves et les syndicats de cheminots, de postiers, de télégraphistes et téléphonistes : la peine encourue est l'emprisonnement, qui peut aller jusqu'à quatre ans. Les journaux révolutionnaires publient, le 2 décembre, un ordre du gouverneur de Voronej qui a été intercepté et qui est fondé sur une circulaire confidentielle de Dournovo : « Absolument secret... Enquêter immédiatement sur tous les meneurs des mouvements antigouvernementaux et agraires et les écrouer à la prison du lieu, à l'effet de les traiter conformément aux instructions de M. le ministre de l'intérieur. » Pour la première fois, le gouvernement menace : les partis extrémistes se sont donné pour but de détruire les bases économiques, sociales et politiques du pays ; les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires sont essentiellement des anarchistes : ils déclarent la guerre au gouvernement, diffament leurs adversaires, empêchent la société de jouir des bienfaits du nouveau régime ; ils provoquent des grèves pour faire des ouvriers les instruments de la révolution. « L'effusion du sang ouvrier (par le gouvernement !) n'excite même pas en eux (révolutionnaires !) le moindre remords. » Si, contre de tels méfaits, les mesures ordinaires sont insuffisantes, « il sera, sans aucun doute, nécessaire de recourir à des mesures absolument exceptionnelles. »

Les intérêts des classes privilégiées, la panique des capitalistes, la rancune de la bureaucratie, la servilité des vendus, la ténébreuse haine des simples que l'on dupait, tout cela ne formait plus qu'un hideux bloc de boue et de sang, tout cela constituait la réaction. Tsarskoïe-Selo distribuait de l'or, le ministère de Dournovo tissait la trame du complot, des sicaires à gages affilaient leurs couteaux...

Cependant la révolution gagnait sans cesse du terrain. Au prolétariat industriel qui formait le gros de son armée se joignent chaque jour de nouveaux détachements. Il y avait, dans les villes, des meetings de garçons de cour, de porteurs, de cuisiniers, de gens de maison, de frotteurs, de garçons de café, de baigneurs, de blanchisseuses. Dans les réunions et dans la presse apparaissent des figures extraordinaires : des cosaques « conscients », des gendarmes du service des gares, des sergents de ville, des commissaires et même des mouchards repentants. Le bouleversement du terrain social fait surgir des couches nouvelles dont personne ne soupçonnait l'existence en temps de paix. De petits fonctionnaires, des surveillants de prison, des fourriers apparaissent les uns après les autres dans les rédactions des journaux révolutionnaires.

La grève de novembre influa considérablement sur le moral de l'armée. Des meetings de militaires eurent lieu partout dans le pays. L'esprit de révolte se manifestait çà et là dans les casernes. Les besoins particuliers à l'armée et aux soldats servaient d'ordinaire d'occasion aux manifestations d'un mécontentement qui grandissait vite et prenait une nuance politique.

À dater du 20 novembre environ, des désordres sérieux se produisent à Pétersbourg, parmi les matelots et, parmi les soldats, à Kiev, Ekaterinodar, Elisavetpol, Proskourov, Koursk, Lomjé... À Varsovie, les soldats de la garde exigent l'élargissement des officiers arrêtés. De toutes parts arrivent des informations disant que l'armée de Mandchourie est tout entière entrée en rébellion. Le 28 novembre, à Irkoutsk, à lieu un meeting auquel prennent part toutes les troupes de la garnison, environ quatre mille soldats. Sous la présidence d'un sous-officier, la réunion décide de se joindre à tous ceux qui réclament l'Assemblée constituante. Dans de nombreuses villes, les soldats, dans leurs meetings, fraternisent avec les ouvriers.

Les 2 et 3 décembre, des désordres se produisent dans la garnison de Moscou. Ce sont des cortèges dans les rues aux sons de la Marseillaise, ce sont des officiers expulsés de certains régiments... Et enfin, derrière le bouillonnement révolutionnaire de la ville, on aperçoit le brasier des révoltes paysannes dans les provinces. À la fin d'octobre et au début de décembre, les troubles agraires gagnent un grand nombre de cantons : dans le Centre, autour de Moscou, sur la Volga, sur le Don, dans le royaume de Pologne, ce sont continuellement des grèves de paysans, c'est la mise à sac des magasins du monopole où l'on vend l'eau-de-vie, ce sont des domaines incendiés, c'est la saisie des terres et des biens meubles. Tout le gouvernement de Kovno sert de théâtre à la révolte des paysans lituaniens. De Livonie, les nouvelles reçues sont de plus en plus alarmantes. Les propriétaires s'enfuient, les administrateurs de la province abandonnent leurs postes...

Il suffit de se représenter nettement le tableau que présentait alors la Russie pour comprendre à quel point le conflit de décembre était inéluctable. « Il aurait fallu éviter la lutte », déclaraient plus tard certains sages comme Plekhanov. Comme s'il s'agissait d'une partie d'échecs et non d'un mouvement dont les forces élémentaires se comptaient par millions !...

* * *

« Le soviet des députés ouvriers, écrivait le *Novoïe Vremia*, ne se décourage pas, il continue à agir énergiquement et il imprime ses ordres dans un langage vraiment laconique, en termes brefs, clairs et intelligibles, ce que l'on ne saurait dire du gouvernement du comte Witte qui préfère des tournures interminables et ennuyeuses de vieille fille mélancolique. » Le 3 décembre, le gouvernement de Witte, à son tour, se mit à parler « en termes brefs, clairs et intelligibles » : il fit cerner le bâtiment de la Société économique libre par des troupes de toutes les armes ; il fit arrêter le soviet.

À quatre heures de l'après-midi, le comité exécutif s'était assemblé. L'ordre du jour était indiqué d'avance : confiscation des journaux, règlement draconien sur les grèves qui venait d'être publié et télégramme où se révélait le complot de Dournovo. Le représentant du comité central du parti social-démocrate (bolcheviks) propose, au nom du parti, les mesures suivantes : on acceptera le défi de l'absolutisme, on s'entendra immédiatement avec toutes les organisations révolutionnaires du pays, on fixera le jour de la déclaration d'une grève politique générale, on appellera à l'action toutes les forces, toutes les réserves, et, en s'appuyant sur les mouvements agraires et les révoltes militaires, on ira à la recherche du dénouement...

Le délégué du syndicat des cheminots affirme que sans aucun doute le congrès des chemins de fer convoqué pour le 6 décembre se prononcera pour la grève.

Le représentant du syndicat des postes et télégraphes se déclare en faveur de la motion proposée par le parti et espère qu'une action commune animera d'une vie nouvelle la grève des postes et télégraphes qui menace de s'éteindre... Les débats sont interrompus par un avis que l'on transmet au comité : le soviet doit être arrêté ce jour même. Une demi-heure plus tard, cette information est confirmée. À ce moment, la grande salle, éclairée de deux côtés par de larges baies, s'est déjà remplie de délégués, de représentants des partis, de correspondants

et d'invités. Le comité exécutif, qui tient séance au premier étage, décide de faire sortir quelques-uns de ses membres pour conserver au soviet une ligne de succession dans le cas où il serait arrêté.

Mais cette décision vient trop tard. L'édifice est investi par des soldats du régiment de la garde Ismaïlovsky, par des cosaques à cheval, par des sergents de ville, par des gendarmes... On entend des piétinements lourds, des cliquetis d'éperons, de sabres ; ces bruits remplissent le bâtiment. Les violentes protestations de certains délégués retentissent en bas. Le président ouvre la fenêtre du premier étage, se penche et crie : « Camarades, ne faites pas de résistance ! Nous déclarons d'avance que, si quelqu'un tire, ce ne peut être qu'un policier ou un provocateur... » Quelques instants après, des soldats montent au premier étage et se postent à l'entrée du local où siège le comité exécutif.

Le président (s'adressant à l'officier). – Je vous prie de fermer les portes et de ne pas gêner nos travaux.

Les soldats restent dans le corridor, mais ne ferment pas les portes.

Le président. – La séance continue. Qui demande la parole ?

Le représentant du syndicat des comptables. – Par cet acte de brutale violence, le gouvernement a confirmé les motifs que nous avons de déclarer la grève générale. Il l'a décidée d'avance... Le résultat de la nouvelle et décisive action du prolétariat dépendra des troupes. Qu'elles prennent donc la défense de la patrie ! (Un officier se hâte de fermer la porte. L'orateur élève la voix.) Même à travers les portes fermées, les soldats entendront l'appel fraternel des ouvriers, la voix du pays épuisé dans les tourments !...

La porte s'ouvre de nouveau, un capitaine de gendarmes se glisse dans la pièce, pâle comme la mort (il craignait de recevoir une balle) ; à sa suite, s'avancent une vingtaine d'agents qui se placent derrière les chaises des délégués.

Le président. – Je lève la séance du comité exécutif.

En bas, retentissent des bruits de métal, des tintements ; on dirait que des forgerons battent l'enclume : ce sont les délégués qui démontent et brisent leurs revolvers plutôt que de les livrer à la police.

La perquisition commence. Personne ne consent à se nommer. On fouille les délégués, on prend leur signalement, on les numérote, et ils sont confiés à une escorte de soldats de la garde à moitié ivres.

Le soviet des députés ouvriers de Pétersbourg est entre les mains des conspirateurs de Tsarskoïe-Selo.

DÉCEMBRE

[Retour à la table des matières](#)

Le 4 décembre, le soviet de Moscou donne son adhésion au Manifeste financier, et, le 6 décembre – sous l'influence directe de graves désordres dans la garnison de Moscou –, il décide avec les partis révolutionnaires de déclarer à Moscou la grève politique générale pour le lendemain, 7 décembre, avec l'intention de la transformer en une insurrection armée (il représente à cette époque cent mille ouvriers). La conférence des députés de vingt-neuf lignes de chemins de fer qui se tenait à Moscou les 5 et 6 décembre décida de donner son assentiment à l'arrêté du soviet. La même décision fut prise par le congrès des postes et télégraphes.

À Pétersbourg, la grève s'ouvrit le 8 ; elle atteignit son apogée le lendemain et, le 12, elle était déjà à son déclin. Elle fut beaucoup moins unie et générale que celle de novembre et ne rassembla guère plus des deux tiers des ouvriers. L'irrésolution de Pétersbourg s'explique par ce fait que les ouvriers de la capitale comprenaient plus clairement que partout ailleurs qu'il s'agissait, cette fois, non d'une simple manifestation, mais d'une lutte à mort. Le 9 janvier avait laissé une empreinte ineffaçable dans l'esprit des masses. En face d'une innombrable garnison dont le noyau était formé par les régiments de la garde, les ouvriers de Pétersbourg ne pouvaient prendre sur eux l'initiative de l'insurrection révolutionnaire ; leur mission – comme l'avait montré la grève d'octobre – était de porter le dernier coup à l'absolutisme lorsque celui-ci serait suffisamment ébranlé par le soulèvement du reste du pays. Seule, une victoire importante en province pouvait donner à Pétersbourg la possibilité psychologique d'une action décisive. Mais cette victoire ne vint pas et, après maintes hésitations, on battit finalement en retraite.

Outre l'attitude passive de Pétersbourg, il faut signaler le rôle malheureux que joua dans le déroulement des événements le groupe de cheminots qui continua le travail sur la ligne de Pétersbourg à Moscou (chemin de fer Nicolas). Le comité du syndicat des cheminots de Pétersbourg se ressentit de l'incertitude générale qui se manifestait dans la capitale. Or, le gouvernement, dont l'attention était toute entière fixée sur cette importante voie de communication, profita de l'hésitation et fit occuper la ligne par ses troupes. Une partie des ateliers se mirent en grève, mais les chefs travaillaient au télégraphe et les équipes des chemins de fer sur la voie. On tenta à plusieurs reprises d'arrêter le trafic mais sans succès. Le 16 décembre, des ouvriers de Tver détruisirent une partie de la ligne pour empêcher l'envoi de troupes de Pétersbourg à Moscou. Mais il était trop tard : le régiment de la garde Semenovskiy était déjà passé.

Pourtant, dans son ensemble, la grève des chemins de fer prit le départ avec beaucoup d'élan et d'unité. Avant le 10, la plupart des lignes avaient interrompu le trafic ; les retardataires donnèrent leur adhésion dans les jours qui suivirent. En déclarant la grève, la conférence du syndicat des cheminots disait : « Nous nous chargeons de faire revenir les troupes de Mandchourie en Russie beaucoup plus vite que ne le ferait le gouvernement... Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour le transport du blé destiné à ravitailler les paysans affamés et pour l'expédition de vivres à nos camarades de la ligne. » Ce n'est pas la première fois que nous constatons un de ces phénomènes sur le sens desquels devraient méditer les anarchistes

qui sont encore capables de réflexion : en paralysant le pouvoir gouvernemental, la grève générale impose à ceux qui l'organisent des fonctions publiques extrêmement importantes. Et il faut reconnaître que le syndicat des chemins de fer s'acquitta de sa tâche, dans l'ensemble, à merveille. Les trains qui transportaient des réservistes, des compagnies ouvrières et des membres d'organisations révolutionnaires circulaient avec une régularité et une vitesse remarquables, malgré la menace que représentait en beaucoup d'endroits la proximité des troupes gouvernementales. De nombreuses stations étaient administrées par des chefs élus. Sur les bâtiments des chemins de fer, des drapeaux rouges flottaient. Moscou commença la grève le 7. Le lendemain, on eut l'adhésion de Pétersbourg, de Minsk et de Taganrog ; ensuite, pour ne citer que les centres les plus importants, on eut, le 10, Tiflis, le 11, Vilna, le 12, Kharkov, Kiev, Nijni-Novgorod, le 13, Odessa, Riga, le 14, Lodz, le 15, Varsovie. Au total, trente-trois villes faisaient la grève, contre trente-neuf en octobre.

Moscou est le centre du mouvement de décembre.

Déjà, au début du mois, on avait remarqué une forte effervescence dans certains régiments de la garnison de Moscou. Malgré tous les efforts de la social-démocratie pour empêcher des explosions isolées, l'agitation perçait violemment. Chez les ouvriers, des voix disaient : « Il faut soutenir les soldats, il ne faut pas manquer l'occasion. » Les soldats qu'on plaçait à la garde des usines subissaient l'influence des ouvriers. « Quand vous déclencherez l'insurrection, disaient-ils souvent, nous serons avec vous et nous vous ouvrirons l'Arsenal ! » On entendait fréquemment des soldats et des officiers parler dans les meetings. Le 4 décembre, un soviet des députés soldats se constitua et leurs représentants se joignirent au soviet ouvrier. Des bruits confus mais persistants permettaient de penser qu'en d'autres villes l'armée avait fait cause commune avec les ouvriers. Telle était l'ambiance dans laquelle débuta la grève de Moscou.

Dès le premier jour, environ cent mille personnes abandonnent le travail. Dans une des gares, deux mécaniciens sont tués pour avoir voulu conduire des trains sans y être autorisés. Il y a en différentes parties de la ville des échauffourées. Un détachement des compagnies ouvrières fait main basse sur un magasin d'armurier. À partir de ce jour, les agents de police, dans les rues, ne se tiennent plus à leurs postes habituels ; ils ne se montrent guère que par groupes. Le lendemain, le nombre des grévistes s'élève à cent cinquante mille, la grève se généralise dans la ville et gagne les usines de la banlieue. Partout, la foule se rassemble, forme des meetings. À la gare où s'arrêtent les trains d'Extrême-Orient, la foule désarme les officiers de Mandchourie. Les ouvriers tirent d'un wagon quelques dizaines de pouds de cartouches. Un peu plus tard, ils s'emparent des équipements que contient un autre wagon.

Le 8 décembre, deuxième jour de la grève, le comité exécutif communique cette décision : « À l'apparition des troupes, on s'efforcera d'entrer en conversation avec les soldats et d'agir sur eux par la camaraderie... On évitera toute collision ouverte et on n'opposera de résistance armée que dans le cas où la conduite des troupes serait particulièrement provocante. » Le mot décisif devait appartenir à l'armée, tout le monde le comprenait. Le moindre bruit favorable que l'on pouvait transmettre sur l'état d'esprit de la garnison volait de bouche en bouche. Et, en même temps, la foule révolutionnaire menait, contre les autorités moscovites, une lutte incessante pour la conquête de l'armée.

Ayant appris que des fantassins s'avançaient en cortège dans les rues aux sons de la Marseillaise, les ouvriers typographes envoient une députation à leur rencontre. Mais il est trop tard. Les chefs militaires ont fait entourer les soldats turbulents par des cosaques et des dragons qui les ont ramenés aux casernes ; et ensuite, le commandement a fait droit aux revendications de ces mêmes soldats... Dans la même journée, cinq cents cosaques, conduits par un officier de police, reçoivent l'ordre de tirer sur les manifestants. Les cosaques n'obéissent pas,

entrent en conversation avec la foule et, enfin, à l'appel d'un sous-officier, tournent bride et s'éloignent lentement. La foule les couvre d'acclamations.

Une manifestation ouvrière de cent mille personnes se heurte à un barrage de cosaques. Le trouble est grand. Mais deux ouvrières se détachent de la foule, brandissent des drapeaux rouges et se précipitent au-devant des cosaques. « Tirez sur nous, crient-elles, mais, tant que nous serons vivantes, nous ne vous rendrons pas le drapeau. » Les cosaques sont étonnés, décontenancés. C'est un moment décisif. La foule, sentant leur hésitation, renchérit aussitôt : « Cosaques, nous venons à vous les mains vides, allez-vous tirer sur nous ? – Ne tirez pas vous-mêmes et nous ne bougerons pas », répondent les cosaques. Un officier furibond et, sans doute, apeuré, les invective en termes grossiers. Mais il est trop tard. Sa voix est étouffée par les cris d'indignation de la foule. Quelqu'un prononce un bref discours. La multitude le soutient par des ovations. Une minute encore, et les cosaques, tournant bride, repartent au galop, la carabine en bandoulière.

Après le siège d'un meeting populaire, qui se termina par des violences contre la foule désarmée, une nervosité plus grande se fit sentir dans la ville. Les gens marchaient au hasard dans les rues et se rassemblaient de plus en plus nombreux. Les rumeurs les plus diverses se répandaient pour être oubliées aussitôt. Sur tous les visages se manifestait une radieuse animation mêlée d'inquiétude. « Il y a bien des gens qui s'imaginent, écrit Gorki, qui se trouvait alors à Moscou, que ce sont les révolutionnaires qui ont commencé à construire des barricades ; voilà une opinion certainement très flatteuse mais qui ne correspond pas tout à fait à la vérité ; ce sont les petites gens, les simples habitants, les sans-parti qui ont entrepris les premiers ces constructions, et c'est ce qui fait tout le sel de l'affaire. Les premières barricades, sur la Tverskaïa, on les a élevées gaiement, en plaisantant, en riant ; à ce joyeux travail ont pris part des personnes des conditions les plus diverses, depuis le gros barin qui porte un riche pardessus jusqu'à la cuisinière et au garçon de cour qui récemment encore passait pour un solide soutien du pouvoir... Les dragons ont fait une salve sur la barricade, quelques personnes ont été blessées, deux ou trois tuées ; aussitôt, une clameur d'indignation s'est élevée, un cri unanime de vengeance et, en un clin d'œil, tout a changé. Après cette fusillade, on s'est mis à construire des barricades non par jeu, mais sérieusement, pour protéger sa vie contre le sieur Doubassov et ses dragons. »

Les compagnies ouvrières, c'est-à-dire les combattants des organisations révolutionnaires organisées militairement, deviennent plus actives. Systématiquement, elles désarment les policiers qu'elles rencontrent. Ici, pour la première fois, on pratique la manœuvre devenue fameuse : on crie « Haut les mains ! » dans le but de protéger l'assaillant contre un mauvais coup. Celui qui n'obéit pas, on le tue. On n'inquiète pas les soldats, on évite de les mécontenter. Dans une réunion, on adopte même cette décision : sera passé par les armes quiconque aura tiré sans l'autorisation du chef de la compagnie. Devant les usines et les entreprises, les ouvriers font de la propagande parmi les soldats. Pourtant, dès le troisième jour de la grève, des rencontres sanglantes ont lieu entre la foule et l'armée. Voici des dragons qui dispersent et pourchassent une réunion du soir sur une place que la grève a plongée dans l'obscurité. « Frères, ne nous touchez pas : nous sommes des vôtres ! » Les soldats passent. Mais, un quart d'heure plus tard, ils reviennent en plus grand nombre et attaquent la foule. Ténèbres, panique, cris, malédictions : une partie de la foule cherche à se réfugier dans le pavillon du tramway. Les dragons exigent que les réfugiés se rendent. Refus. Quelques salves éclatent : un écolier est tué, quelques personnes sont blessées. Pris de remords ou de la crainte d'une vengeance, les dragons s'éloignent au galop. « Assassins ! » La foule entoure les premières victimes et serre les poings avec fureur. « Assassins ! » Encore un instant, et le pavillon souillé de sang devient la proie des flammes. « Assassins ! » La foule cherche à donner une issue à ses sentiments. Dans les ténèbres et les dangers, elle avance, elle se heurte à des obstacles, elle pousse.

On tire encore. « Assassins ! » La foule édifie des barricades. C'est une besogne toute nouvelle pour elle, elle ne sait pas s'y prendre, elle y procède sans aucun système... À deux pas de là, dans l'obscurité, un groupe de trente à quarante personnes chante en chœur : « Vous êtes tombés victimes... » Encore des coups de feu, des blessés, des tués. Les cours voisines deviennent des postes de secours, les habitants des maisons se tiennent en permanence sous les portes cochères et font office d'infirmiers.

En ouvrant les hostilités, l'organisation social-démocrate de combat fit coller sur les murs de Moscou une affiche dans laquelle elle donnait des instructions techniques aux insurgés :

« Règle essentielle : 1° Ne pas agir en masse. Il faut mener les opérations par petits détachements de trois ou quatre hommes au plus. Que ces détachements se multiplient le plus possible et que chacun d'eux apprenne à attaquer vivement et à disparaître non moins vivement. La police s'efforce, avec une centaine de cosaques, de fusiller des milliers de personnes. À une centaine de cosaques, vous n'opposerez qu'un ou deux tireurs. Il est plus facile d'atteindre un groupe qu'un seul homme, surtout quand ce dernier tire à l'improviste et disparaît en un clin d'œil.

« 2° En outre, camarades, ne cherchez point à occuper des positions fortifiées. La troupe saura toujours les prendre ou, tout simplement, les détruire avec son artillerie. Que nos positions stratégiques soient les cours de passage et tous les endroits d'où il est facile de tirer et facile de sortir. Si la troupe s'empare d'un endroit de ce genre, elle n'y trouvera personne, mais elle aura perdu beaucoup d'hommes. »

La tactique des révolutionnaires fut déterminée dès le début par la situation même. Les troupes du gouvernement au contraire, pendant cinq jours entiers, se montrèrent absolument incapables de s'adapter à la tactique de l'adversaire et joignirent à la barbarie sanguinaire l'affolement et la sottise.

Voici un exemple de ce que furent ces accrochages. Une compagnie de Géorgiens s'avance ; ils comptent parmi les plus intrépides, les plus aventureux ; le détachement se compose de vingt-quatre tireurs qui marchent ouvertement, en bon ordre, deux par deux. La foule les prévient : seize dragons, commandés par un officier, viennent à leur rencontre. La compagnie se déploie et épaula les mausers. À peine la patrouille apparaît-elle que la compagnie exécute un feu de salve. L'officier est blessé ; les chevaux qui marchaient au premier rang, blessés également, se cabrent ; la confusion se met dans la troupe, les soldats sont dans l'impossibilité de tirer. Au bout d'un instant, la compagnie ouvrière a tiré une centaine de coups de feu et les dragons, abandonnant quelques tués et quelques blessés, fuient en désordre. « Maintenant, allez-vous-en, disent les spectateurs, prévenants ; dans un instant, ils vont amener le canon. » En effet, l'artillerie fait bientôt son apparition sur la scène. Dès la première décharge, des dizaines de personnes tombent, tuées ou blessées, dans cette foule sans armes qui ne s'attendait pas à servir de cible à l'armée. Mais, pendant ce temps, les Géorgiens sont ailleurs et font de nouveau le coup de feu contre les troupes... La compagnie est presque invulnérable ; la cuirasse qui la protège, c'est la sympathie générale.

Voici encore un exemple pris entre mille. Un groupe de treize ouvriers armés, embusqués dans un édifice, essuya pendant quatre heures le feu de cinq cents ou six cents soldats qui disposaient de trois canons et de deux mitrailleuses. Après avoir tiré toutes leurs cartouches et infligé des pertes sérieuses à l'armée, les francs-tireurs s'éloignèrent sans une blessure.

Mais les soldats démolirent à coups de canon plusieurs pâtés de maisons, brûlèrent quelques habitations en bois, massacrèrent, bon nombre de gens inoffensifs et affolés, tout cela pour tenter, en vain, de vaincre une douzaine de révolutionnaires...

On ne défendait pas les barricades. Elles ne servaient qu'à gêner la circulation des troupes, surtout des dragons. Dans le secteur des barricades, les maisons restaient hors de la portée de l'artillerie. Il fallait prendre toute la rue en enfilade pour s'emparer de l'obstacle et, lorsque l'armée prenait pied sur la barricade, elle n'y trouvait personne. À peine les soldats s'étaient-ils éloignés que le barrage se rétablissait pour ainsi dire de lui-même.

Le bombardement systématique de la ville par l'artillerie de Doubassov commence le 10 décembre. Les canons et les mitrailleuses fonctionnent sans relâche, foudroyant les rues. Déjà les victimes tombent, non plus une à une, mais par dizaines. Les gens, éperdus, affolés, courent çà et là, refusant de croire à la réalité du fait : ainsi donc, les soldats tirent, et non plus seulement sur des révolutionnaires isolés, mais sur l'obscur ennemi qui s'appelle Moscou, sur ses maisons où vivent des vieillards et des enfants, sur des passants, sur des multitudes désarmées... « Assassins et lâches ! Voilà comment ils rétablissent leur réputation, après s'être déshonorés en Mandchourie ! »

Après la première canonnade, on élève des barricades fiévreusement. On conçoit ces sortes d'entreprises plus largement, on y procède par des moyens plus hardis. On démolit le vaste pavillon d'un marchand de fruits, on renverse un kiosque à journaux, on arrache les enseignes, on brise les grilles de fonte, on descend les câbles du tramway.

« Malgré l'ordre donné par la police de tenir les portes cochères fermées, disent les journaux réactionnaires, on ne l'a pas fait, et on a fait tout autre chose : les portes ont été enlevées de leurs gonds et employées à la construction des barricades ! » Le 11 décembre, toute la ville, en ses principaux centres, est couverte d'un réseau de barricades. Des rues entières sont prises dans la toile d'araignée du fil de fer barbelé.

Doubassov déclare que tout rassemblement « de plus de trois personnes » sera passible de fusillade. Mais les dragons tirent même sur les passants isolés. Ils les fouillent d'abord, et, s'ils ne trouvent pas d'armes, les laissent partir pour leur envoyer, ensuite une balle par derrière. On tire sur les badauds qui lisent les affiches de Doubassov. Il suffit que, d'une fenêtre, parte un coup de feu, souvent tiré par un agent provocateur, pour que la maison soit immédiatement bombardée. Des plaques de sang, des éclaboussures de cervelle, des mèches de cheveux agglutinés, tout cela collé aux enseignes, aux devantures des boutiques, jalonnent la route qu'ont suivie les projectiles. En divers endroits des maisons montrent des brèches béantes. Devant un des bâtiments qui furent détruits – épouvantable réclame de l'insurrection – est exposée une assiette contenant un morceau de chair humaine, avec une pancarte disant : « Donnez votre obole pour les victimes ! »

En deux ou trois jours, un revirement de la garnison la dressa brusquement contre les révoltés. Dès le début des troubles dans les casernes, les autorités militaires avaient pris une série de mesures : elles avaient mis en congé les réservistes, les volontaires, tous ceux dont la fidélité était douteuse, et elles avaient amélioré l'ordinaire. Quand il s'agit d'écraser l'insurrection, on fit marcher d'abord celles des troupes sur lesquelles on pouvait le plus compter. Les régiments qui n'inspiraient pas confiance, qui se composaient d'éléments obscurs et ignorants, restaient consignés dans les casernes. Doubassov ne les fit marcher qu'au second tour. Ils entrèrent dans la lutte à contrecœur, avec beaucoup d'hésitation. Mais l'influence d'une balle perdue, la propagande menée par les officiers, la faim, la fatigue, les amenaient à commettre les pires sévices. Doubassov ajoutait à ces motifs de colère l'effet de l'eau-de-vie. Les dragons restèrent pendant tout ce temps à moitié ivres.

Cependant, cette guerre de surprises, si elle irritait, fatiguait aussi ; l'hostilité générale de la population jetait les soldats dans l'abattement. Les 13 et 14 décembre furent des journées critiques. Les troupes, mortellement lasses, murmuraient et refusaient d'aller au combat contre un ennemi qu'on ne voyait pas et dont on s'exagérait les forces. Ces jours-là, il y eut plusieurs suicides parmi les officiers...

Doubassov écrivait à Pétersbourg que, sur quinze mille hommes dont se composait la garnison de Moscou, on ne pouvait mettre « à l'œuvre » que cinq mille ; les autres n'inspiraient pas confiance ; il demandait des renforts. On lui répondit qu'une partie de la garnison de Pétersbourg avait été envoyée dans les provinces baltiques, qu'une autre partie était sujette à caution, et qu'on avait besoin du reste sur place. Les documents où étaient relatés ces pourparlers furent dérobés à l'état-major ; on les connut en ville dès le lendemain ; l'entrain et l'espérance ranimèrent les cœurs. Cependant, Doubassov arriva à ses fins. Il réussit à obtenir la communication téléphonique avec Tsarskoïe-Selo et déclara qu'il ne répondait plus « du maintien de l'autocratie ». Alors, l'ordre fut donné d'expédier à Moscou un régiment de la garde Semenovskiy.

Le 15 décembre, la situation changea brusquement. L'intervention de la garde étant assurée, les groupes réactionnaires de Moscou reprirent courage. On vit apparaître, dans les rues, une « milice » armée, recrutée dans les bas-fonds par l'Union du peuple russe. Les forces actives du gouvernement s'accroissaient au fur et à mesure de l'arrivée de troupes qu'on expédiait des villes voisines. Les francs-tireurs des compagnies ouvrières étaient exténués. Les Moscovites étaient las de craindre pour leur vie et de vivre dans l'inconnu. L'enthousiasme des masses prolétariennes tombait, toute espérance de victoire s'en allait. Les magasins, les comptoirs, les banques, la Bourse s'ouvrirent. La circulation se ranima dans les rues. Un journal put paraître. Tous sentirent que la vie des barricades était finie. Presque partout, dans la ville, la fusillade s'apaisa. Le 16 décembre, les troupes arrivèrent de Pétersbourg et de Varsovie, et Doubassov resta maître de la situation. Il prit alors résolument l'offensive, et le centre de la ville fut complètement débarrassé de ses barricades. Reconnaissant qu'il n'y avait plus d'espoir, le soviétique et le parti décidèrent de cesser la grève le 19 décembre.

Pendant toute l'insurrection, le quartier de Presnia, ce Montmartre moscovite, avait vécu d'une existence à part. Le 10 décembre, alors que dans le centre le canon tonnait, le calme régnait encore à Presnia. Les meetings se succédaient, mais ne satisfaisaient plus les masses. Elles avaient soif d'agir et elles pressaient leurs députés. Enfin, à quatre heures de l'après-midi, on reçut du centre l'ordre de dresser des barricades. Tout s'anima dans le quartier. On ne vit pas là le désordre qui avait caractérisé le centre. Les ouvriers se répartirent par groupes de dix, élurent des chefs, se munirent de pelles, de pics, de leviers, de haches, et descendirent en bon ordre dans la rue comme si la ville les envoyait à des travaux de terrassement. Personne ne restait oisif. Les femmes amenaient au-dehors des traîneaux, transportaient du bois, des battants de portes. Les ouvriers sciaient et abattaient les poteaux télégraphiques et les réverbères. On entendait le choc des haches dans tout le quartier comme s'il s'agissait d'une coupe en forêt.

Presnia, isolée de la ville par des troupes et entièrement couverte de barricades, devint le camp retranché du prolétariat. Partout, les compagnies ouvrières établissaient des postes de surveillance ; des sentinelles armées allaient et venaient, la nuit, entre les barricades et demandaient aux passants le mot de passe. Les jeunes ouvrières se distinguèrent par leur entrain. Elles étaient heureuses d'aller en reconnaissance, elles causaient volontiers avec les policiers et obtenaient de cette manière d'utiles renseignements. Quel était le nombre des tireurs armés dans Presnia ? Deux cents, tout au plus. Ils disposaient de quatre-vingts carabines ou mausers. Malgré le petit nombre de ces forces actives, des escarmouches avec les troupes se produisaient à chaque instant. On désarmait les soldats, on tuait ceux qui résistaient. Les barricades

démolies étaient reconstruites par les ouvriers. Les compagnies s'en tenaient rigoureusement à la tactique de guérilla : les francs-tireurs formaient des groupes de deux ou trois hommes, ouvraient le feu sur les cosaques et les artilleurs du haut des maisons, des dépôts de bois, des wagons vides, changeaient rapidement de place et recommençaient plus loin à cribler les soldats de balles... Le 12 décembre, les francs-tireurs arrachèrent aux dragons et aux artilleurs un canon. Pendant un quart d'heure, ils tournèrent autour de l'engin sans savoir ce qu'ils devaient en faire. Leur embarras prit fin quand un fort détachement de dragons et de cosaques vint reconquérir la pièce.

Le soir du 14 décembre, la compagnie de Presnia amena dans une usine six artilleurs qu'elle avait fait prisonniers. On leur servit à manger à la table commune. Pendant le repas, des discours politiques furent prononcés. Les soldats écoutèrent attentivement et sans cacher leurs sympathies. Après le souper, on les laissa partir sans les avoir fouillés et en leur laissant même leurs armes : on ne voulait pas exaspérer l'armée.

Le soir du 15 décembre, la compagnie ouvrière arrêta dans la rue le chef de la Sûreté, Voïlochnikov ; on procéda à une perquisition dans l'appartement du policier, on confisqua les photographies d'un certain nombre de personnes sur lesquelles il exerçait sa surveillance et six cents roubles appartenant au Trésor. Voïlochnikov fut, séance tenante, condamné à mort et fusillé dans la cour de la fabrique Prokhorov. Il écouta la sentence avec calme et mourut courageusement, plus noblement qu'il n'avait vécu.

Le 16, l'artillerie essaya ses canons sur Presnia. Les francs-tireurs répondirent par un feu soutenu et contraignirent l'artillerie à reculer. Mais, le même jour, on apprit que Doubassov avait reçu de Pétersbourg et de Varsovie des renforts importants et le découragement se fit sentir. Il y eut la panique et les tisserands furent les premiers à prendre la fuite, regagnant leurs villages. Des files de piétons, le sac sur l'épaule, s'allongèrent sur toutes les routes.

Dans la nuit du 16 au 17, Presnia fut investie par le cercle de fer des troupes gouvernementales. Entre six et sept heures du matin s'ouvrit une furieuse canonnade. L'artillerie effectuait jusqu'à sept décharges à la minute. Cela dura, avec une interruption d'une heure, jusqu'à quatre heures de l'après-midi. Un grand nombre d'usines et d'habitations furent démolies et brûlées. Le tir venait de deux côtés. Tout le quartier, rempli de feu et de fumée ressemblait à un enfer. Les maisons et les barricades étant enveloppées par les flammes, des femmes et des enfants couraient par les rues à travers des nuées noires de fumée, sous le grondement des canons et le claquement sec des détonations. La lueur de l'incendie était si haute et si intense que, le soir tombé, on y voyait encore comme en plein jour, à une grande distance à la ronde. La compagnie, jusqu'à midi, tint tête à l'infanterie mais, sous les salves incessantes, elle fut contrainte de cesser le combat. Dès lors, il n'y eut plus à garder les armes qu'un petit groupe de partisans agissant à leurs risques et périls. Dans la matinée du 18, Presnia fut débarrassée de ses barricades.

Les autorités permirent à la population « pacifique » de sortir du quartier et même, par négligence, on omit de fouiller ceux qui sortaient. Les tireurs des compagnies ouvrières sortirent les premiers, quelques-uns même avec leurs armes. Les exécutions et les violences auxquelles se livra ensuite la soldatesque déchaînée eurent lieu lorsqu'il ne restait plus un seul franc-tireur dans le quartier.

Les soldats de la garde qu'on avait envoyés pour « mater la révolte » et qui commirent leurs premiers exploits en cours de route, avaient reçu cet ordre : « Ne pas faire d'arrestations. Pas de quartier ! » Ils ne rencontrèrent de résistance nulle part.

Pas un coup de feu ne fut tiré sur eux. Et cependant ils tuèrent sur la voie ferrée environ cent cinquante personnes. Ils fusillaient sans aucune forme de procès. Ils traînaient les blessés

hors des wagons-ambulances et les achevaient. Les cadavres restaient sur place, sans sépulture. Parmi ceux que fusillèrent les soldats de Pétersbourg se trouvait le mécanicien Oukhtomsky, qui avait enlevé sur sa locomotive une compagnie ouvrière poursuivie et n'avait échappé aux mitrailleuses que grâce à la vitesse folle qu'il avait fait prendre à la machine. Avant d'être exécuté, il raconta son exploit aux bourreaux : « Tous sont sauvés, dit-il tranquillement et fièrement en achevant son récit, vous ne les aurez pas. »

L'insurrection à Moscou avait duré neuf jours : du 9 au 17. Quelle était, en fait, l'importance des cadres de combat du soulèvement ? En somme, insignifiante. De sept cents à huit cents hommes étaient entrés dans les compagnies formées par les partis : cinq cents social-démocrates, de deux cent cinquante à trois cents socialistes-révolutionnaires ; environ cinq cents chemins pourvus d'armes à feu opéraient dans les gares et sur les voies ferrées, environ quatre cents francs-tireurs recrutés parmi les ouvriers typographes et les commis de magasin servaient de détachements auxiliaires. Il y eut aussi quelques petits groupes de partisans. À ce propos, il n'est pas permis d'oublier ici quatre volontaires du Monténégro qui se rendirent fameux. Excellents tireurs, intrépides et inlassables, ils agissaient ensemble : ils ne tuaient que les policiers et les officiers. Deux d'entre eux finirent par être tués, le troisième fut blessé, le quatrième perdit sa winchester. On lui donna une carabine neuve et il repartit seul pour sa terrible chasse. Chaque matin, on lui remettait cinquante cartouches et il se plaignait de n'en avoir jamais assez. Il vivait dans une sorte d'ivresse furieuse. Il pleurait les camarades tombés et les vengeait farouchement.

Comment donc un petit bataillon d'ouvriers put-il lutter pendant une semaine et demie contre une nombreuse garnison ? La réponse à cette énigme révolutionnaire est qu'il faut tenir compte de l'état d'esprit des masses populaires. Toute la ville, toutes ses rues, ses maisons, ses palissades, ses portes et ses passages s'associent en un immense complot contre les soldats du gouvernement. Une population d'un million d'âmes se dresse comme un mur vivant entre les francs-tireurs et les troupes régulières. Il n'y a que quelques centaines d'ouvriers armés. Mais la construction et la restauration des barricades, ce sont les masses qui s'en chargent. Une foule nombreuse entoure les révolutionnaires actifs d'une atmosphère de sympathie efficace et nuit comme elle le peut aux plans du gouvernement. Qui sont-ils, ces sympathisants, dont le nombre s'élève à des centaines de milliers ? Ce sont des petits-bourgeois, des intellectuels, mais encore et surtout des ouvriers. Du côté du gouvernement il ne reste, en dehors d'une populace qui se vend, que la couche supérieure des capitalistes. La municipalité de Moscou qui, deux mois avant l'insurrection, se faisait encore remarquer par son radicalisme, se place aujourd'hui résolument à la suite de Doubassov. Non seulement l'octobriste Goutchkov, mais M. Golovine, cadet, futur président de la deuxième Douma, entrent au conseil du général gouverneur.

Quel est le nombre des victimes de la révolte de Moscou ? On ne saurait le dire exactement et il ne sera jamais établi. D'après les données fournies par quarante-sept ambulances et hôpitaux, on enregistra huit cent quatre-vingt-cinq blessés, cent soixante-quatorze tués ou morts de leurs blessures. Mais les cadavres n'étaient reçus dans les hôpitaux que par exception ; en règle générale, on les déposait dans les commissariats de police, pour les enlever ensuite et les enterrer secrètement. Le cimetière reçut en ces quelques jours quatre cent cinquante-quatre personnes tuées ou mortes de leurs blessures. Mais un grand nombre de cadavres furent expédiés par wagons hors de la ville. Nous ne serons pas très loin de la vérité sans doute si nous supposons que la révolte coûta à la population moscovite environ mille morts et autant de blessés, dont quatre-vingt-six enfants, et certains tout petits. Ces chiffres prendront une signification plus claire si l'on se rappelle que, sur le pavé de Berlin, après l'insurrection de mars 1848 qui infligea une blessure inguérissable à l'absolutisme prussien, on ne releva que cent quatre-vingt-trois cadavres... Le nombre des pertes subies par les troupes fut tenu secret par

le gouvernement, qui dissimula de même le chiffre des victimes de la révolution. Le rapport officiel ne parle que de quelques dizaines de soldats tués et blessés. En réalité, il faudrait parler de quelques centaines.

Si on laisse de côté les provinces-frontières (le Caucase et les provinces baltiques), le soulèvement de décembre n'atteignit nulle part l'importance qu'il eut à Moscou. Et cependant, dans un grand nombre de villes, il y eut des barricades, des rencontres avec les troupes, des tirs d'artillerie : à Kharkov, à Alexandrovsk, à Nijni-Novgorod, à Rostov, à Tver...

Lorsque la révolte eut été partout brisée, s'ouvrit l'ère des expéditions de répression. Comme l'indique ce terme officiel, leur but n'était pas de lutter contre des ennemis, mais de tirer vengeance des vaincus : Dans les provinces baltiques, où l'insurrection éclata quinze jours avant celle de Moscou, ces expéditions se faisaient en petits détachements qui exécutaient les atroces commissions dont les chargeait la caste ignominieuse des barons de l'Ostsee, d'où sortent les plus féroces représentants de la bureaucratie russe. Des Lettons, ouvriers et paysans, furent fusillés, pendus, battus de verges et de bâtons jusqu'à ce que mort s'ensuive, exécutés aux sons de l'hymne des tsars. En deux mois, dans les provinces baltiques, d'après des renseignements fort incomplets, sept cent quarante-neuf personnes furent mises à mort, plus de cent fermes ou manoirs furent brûlés ou détruits de fond en comble, d'innombrables victimes reçurent le fouet.

C'est ainsi que l'absolutisme par la grâce de Dieu luttait pour son existence. Du 9 janvier 1905 jusqu'à la convocation de la première Douma d'État qui eut lieu le 27 avril 1906, d'après des calculs approximatifs mais non exagérés en tout cas, le gouvernement du tsar fit massacrer plus de quinze mille personnes ; environ vingt mille furent blessées (et beaucoup d'entre elles en moururent) ; soixante-dix mille individus furent arrêtés, déportés, incarcérés. Ce prix ne semblait pas trop élevé, car l'enjeu n'était autre que l'existence même du tsarisme.

CONCLUSIONS

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg, c'est l'histoire de cinquante journées.

Le 13 octobre, l'assemblée constitutive du soviet tenait sa première séance. Le 3 décembre, la séance du soviet était interrompue par les soldats du gouvernement.

Il n'y avait à la première séance que quelques dizaines d'hommes ; dans la seconde moitié de novembre, le nombre des députés s'élevait à cinq cent soixante-deux, dont six femmes. Ils représentaient cent quarante-sept entreprises et usines, trente-quatre ateliers et seize syndicats. La majorité des députés – trois cent cinquante et un – représentaient l'industrie métallurgique. Ils jouaient un rôle décisif dans le soviet. L'industrie textile donna cinquante-sept députés, celle du papier et de l'imprimerie trente-deux ; les employés de commerce étaient représentés par douze députés, les comptables et les pharmaciens par sept. Le comité exécutif du soviet lui servait de ministère. Lorsque ce comité fut constitué, le 17 octobre, il se composa de trente et un membres : vingt-deux députés et neuf représentants des partis (six pour les deux fractions de la social-démocratie, trois pour les socialistes-révolutionnaires).

Quel était le caractère essentiel de cette institution qui, très vite, conquiert une place si importante dans la révolution et marqua d'un trait distinctif l'apogée de sa puissance ?

Le soviet organisait les masses ouvrières, dirigeait les grèves et les manifestations, armait les ouvriers, protégeait la population contre les pogroms. Mais d'autres organisations révolutionnaires remplirent la même tâche avant lui, à côté de lui et après lui : elles n'eurent pourtant pas l'influence dont jouissait le soviet. Le secret de cette influence réside en ceci que cette assemblée sortit organiquement du prolétariat au cours de la lutte directe, prédéterminée par les événements que mena le monde ouvrier pour la conquête du pouvoir. Si les prolétaires d'une part et la presse réactionnaire de l'autre donnèrent au soviet le titre de « gouvernement prolétarien », c'est qu'en fait cette organisation n'était autre que l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire. Le soviet personnalisait le pouvoir dans la mesure où la puissance révolutionnaire des quartiers ouvriers le lui garantissait ; il luttait directement pour la conquête du pouvoir, dans la mesure où celui-ci restait encore entre les mains d'une monarchie militaire et policière.

Avant l'existence du soviet, nous trouvons parmi les ouvriers de l'industrie de nombreuses organisations révolutionnaires à direction surtout social-démocrate. Mais ce sont des formations à l'intérieur du prolétariat ; leur but immédiat est de lutter pour acquérir de l'influence sur les masses. Le soviet devient immédiatement l'organisation même du prolétariat ; son but est de lutter pour la conquête du pouvoir révolutionnaire.

En devenant le foyer de concentration de toutes les forces révolutionnaires du pays, le soviet ne se laissait pas dissoudre dans l'élément de la démocratie révolutionnaire ; il était et restait l'expression organisée de la volonté de classe du prolétariat. Dans sa lutte pour le pouvoir, il appliquait les méthodes qui procèdent naturellement du caractère du prolétariat considéré en tant que classe – ces méthodes sont liées au rôle du prolétariat dans la production, à

l'importance de ses effectifs, à son homogénéité sociale. Bien plus, en combattant pour le pouvoir à la tête de toutes les forces révolutionnaires, le soviet n'en guidait pas moins à chaque instant et de toutes les manières l'action spontanée de la classe ouvrière : non seulement il contribuait à l'organisation des syndicats, mais il intervenait même dans les conflits particuliers entre ouvriers et patrons. Et c'est précisément parce que le soviet, en tant que représentation démocratique du prolétariat pendant la période révolutionnaire, se tenait à la croisée de tous ses intérêts de classe qu'il subit dès le début l'influence toute-puissante de la social-démocratie. Ce parti eut là, du premier coup, la possibilité de réaliser les immenses avantages que lui donnait son initiation au marxisme ; capable d'orienter sa pensée politique dans le vaste « chaos », il n'eut pour ainsi dire aucun effort à faire pour transformer le soviet, qui n'appartenait formellement pas à tel ou tel parti, en appareil de propagande et d'organisation.

La principale méthode de lutte appliquée par le soviet fut la grève politique générale. L'efficacité révolutionnaire de ce genre de grève réside en ceci que, dépassant le capital, elle désorganise le pouvoir gouvernemental. Plus l'« anarchie » qu'elle entraîne est multiple et variée en ses objectifs, plus la grève se rapproche de la victoire. Il y faut cependant une condition indispensable : cette anarchie ne doit pas être suscitée par des moyens anarchiques. La classe qui, en suspendant momentanément tout travail, paralyse l'appareil de production et en même temps l'appareil centralisé du pouvoir, en isolant l'une de l'autre les diverses régions du pays et en créant une ambiance d'incertitude générale, cette classe doit être par elle-même suffisamment organisée pour ne pas être la première victime de l'anarchie qu'elle aura provoquée. Dans la mesure où la grève abolit l'organisation gouvernementale existante, les organisateurs mêmes de la grève sont forcés d'assumer les fonctions gouvernementales. Les conditions de la grève générale, en tant que méthode prolétarienne de lutte, étaient les conditions mêmes qui permirent au soviet des députés ouvriers de prendre une importance illimitée.

Par la pression de la grève, le soviet réalise la liberté de la presse. Il organise un service régulier de patrouilles dans les rues pour la protection des citoyens. Il s'empare plus ou moins des postes, des télégraphes et des chemins de fer. Il intervient d'autorité dans les conflits économiques entre ouvriers et capitalistes. Il tente, par l'action révolutionnaire directe, d'établir le régime des huit heures. En paralysant l'activité de l'autocratie par l'insurrection gréviste, il instaure un ordre nouveau, un libre régime démocratique dans l'existence de la population laborieuse des villes.

Après le 9 janvier, la révolution avait montré qu'elle avait pour elle les masses ouvrières conscientes. Le 14 juin, par la révolte du Potemkine, elle montrait qu'elle pouvait devenir une force matérielle. Par la grève d'octobre, elle prouvait qu'elle était en mesure de désorganiser l'ennemi, de paralyser sa volonté et de le réduire au dernier degré de l'humiliation. Enfin, en organisant de tous côtés des soviets ouvriers, elle démontrait qu'elle savait constituer un pouvoir.

Le pouvoir révolutionnaire ne peut s'appuyer que sur une force révolutionnaire active. Quelque opinion que nous ayons du développement ultérieur de la révolution russe, c'est un fait que, jusqu'à présent, aucune classe sociale, à l'exception du prolétariat, ne s'est montrée capable de servir d'appui au pouvoir révolutionnaire, ni disposée à le faire. Le premier acte de la révolution, ce fut l'affrontement dans la rue entre le prolétariat et la monarchie ; la première victoire sérieuse de la révolution fut remportée par un moyen d'action qui appartient exclusivement au prolétariat, par la grève politique ; enfin, comme premier embryon du pouvoir révolutionnaire, on voit apparaître une représentation du prolétariat. Le soviet, c'est le premier pouvoir démocratique dans l'histoire de la nouvelle Russie. Le soviet, c'est le pouvoir organisé de la masse même au-dessus de toutes ses fractions. C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux chambres, sans bureaucratie professionnelle, qui conserve aux électeurs le droit de remplacer quand ils le veulent leurs députés. Le soviet par l'intermédiaire

de ses membres, les députés que les ouvriers ont élus, préside directement à toutes les manifestations sociales du prolétariat dans son ensemble ou dans ses groupes, organise son action, lui donne un mot d'ordre et un drapeau.

D'après le recensement de 1897, Pétersbourg comptait envi-ron huit cent vingt mille âmes de population « active » ; dans ce nombre, il y avait quatre cent trente-trois mille ouvriers et gens de maison ; ainsi, le prolétariat de la capitale s'élevait à 53 % de la population. Même si l'on tient compte des éléments non actifs, ce qui réduit ce chiffre à 50,8 %, étant donné que les familles prolétariennes sont relativement peu nombreuses, le prolétariat constituait plus de la moitié de la population de Pétersbourg.

Le soviet des députés ouvriers ne représentait pas officiellement toute la population ouvrière de la capitale, qui s'élève à presque un demi-million d'âmes ; en tant qu'organisation, il touchait environ deux cent mille âmes, parmi eux surtout des ouvriers des fabriques et des usines ; et, bien que son influence politique, directe et indirecte, s'étendit à un cercle beaucoup plus vaste, des groupes fort importants du prolétariat (ouvriers du bâtiment, domestiques, manœuvres, cochers) échappaient totalement ou partiellement à son emprise. Il est pourtant hors de doute que le soviet exprimait les intérêts de toute cette masse prolétarienne. Si, dans les usines, certains éléments appartenaient à ce qu'on a appelé les « bandes noires », leur nombre décroissait de jour en jour, d'heure en heure. La domination politique du soviet de Pétersbourg ne pouvait susciter chez les masses prolétariennes que de l'approbation, non de l'hostilité. Seuls avaient pris ce parti la domesticité privilégiée, les laquais de hauts laquais de la bureaucratie, les cochers des ministres, des boursiers et des cocottes, qui sont des conservateurs et des monarchistes de profession.

Parmi les intellectuels, si nombreux à Pétersbourg, le soviet avait bien plus d'amis que d'ennemis. Les étudiants, qui se comptaient par milliers, reconnaissaient sa direction politique et le soutenaient ardemment dans tous ses actes. Les intellectuels diplômés et les fonctionnaires, à l'exception de ceux qui s'étaient incurablement engraisés, se rangeaient, momentanément du moins, de son côté. L'énergique appui qu'il donna à la grève des postes et télégraphes lui attira la sympathie des fonctionnaires subalternes. Tout ce qu'il y avait dans la ville d'opprimés, de déshérités, de gens honnêtes, d'esprits vivants, tout cela, consciemment ou instinctivement, allait au soviet.

Quels étaient ses adversaires ? Les représentants du pillage capitaliste, les boursiers qui jouaient à la hausse, les entrepreneurs, les marchands et les exportateurs que les grèves avaient ruinés, les fournisseurs de la plèbe dorée, la bande municipale de Pétersbourg, ce syndicat de propriétaires d'immeubles, la haute bureaucratie, les cocottes émergeant au budget de l'État, les porteurs d'étoiles et de crachats, les hommes publics largement entretenus, la Sûreté, tout ce qui vivait de cupidité, de brutalité, de débauche, tout ce que le sort condamnait déjà.

Entre l'armée du soviet et ses ennemis, il y avait encore des éléments politiques indéterminés, qui hésitaient ou qui n'étaient pas sûrs. C'étaient les groupes les plus attardés de la petite bourgeoisie qui n'avaient pas encore été entraînés dans la politique, qui n'avaient pas encore compris suffisamment le rôle et le sens du soviet, ni réglé leur attitude à son égard. Les patrons artisans étaient alarmés, effrayés. L'indignation des petits propriétaires vis-à-vis des grèves ruineuses luttait en eux avec l'obscur espoir d'un avenir meilleur.

Dans les cercles de l'intelligentsia, les politiciens professionnels que les événements désorientaient, les journalistes radicaux qui ne savaient ce qu'ils voulaient, les démocrates que rongait le scepticisme ronchonnaient contre le soviet, mais sans réelle animosité, énuméraient une à une ses fautes et, en général, donnaient à comprendre que, s'ils avaient été placés à la tête de cette institution, le bonheur du prolétariat eût été assuré pour jamais. L'excuse de ces messieurs, c'était leur impuissance.

Toujours est-il que le soviet, de fait ou virtuellement, était l'organe de l'immense majorité de la population. Les ennemis qu'il pouvait avoir dans la capitale n'auraient pas été dangereux pour sa domination politique, s'ils n'avaient trouvé une protection dans l'absolutisme encore vivant qui s'appuyait sur les éléments les plus retardataires d'une armée de moujiks. La faiblesse du soviet ne vint pas de lui-même, mais du fait qu'il s'appuyait sur une révolution purement urbaine.

La période des cinquante jours marqua l'apogée de cette révolution. Le soviet fut son organe de lutte pour la conquête du pouvoir. Le caractère de classe du soviet était déterminé par le fractionnement de la population urbaine et par le profond antagonisme politique qui se manifestait entre le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste, même dans l'étroit cadre historique de la lutte contre l'autocratie. La bourgeoisie capitaliste, après la grève d'octobre, entreprit consciemment de réfréner la révolution ; la petite bourgeoisie était trop insignifiante pour jouer un rôle indépendant ; le prolétariat exerçait une hégémonie indiscutable sur la ville ; son organisation de classe était l'organe de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

Le soviet était d'autant plus fort que le gouvernement était plus démoralisé. Il attirait d'autant plus à lui les sympathies des groupes non prolétariens que l'ancien pouvoir gouvernemental se révélait plus impuissant et plus affolé.

La grève politique générale fut l'arme principale du soviet. Comme il faisait de tous les groupes du prolétariat un seul élément révolutionnaire par une liaison directe et comme il apportait à chaque ouvrier et à chaque entreprise le soutien de toute l'autorité et de toute la force du prolétariat entier, il eut la possibilité de suspendre en temps voulu la vie économique du pays. Bien que la propriété des moyens de production soit restée comme précédemment entre les mains des capitalistes et de l'État, bien que le pouvoir gouvernemental soit demeuré entre les mains des bureaucrates, ce fut le soviet qui disposa des ressources nationales de production et des moyens de communication, dans la mesure du moins où il le fallait pour interrompre le train régulier de la vie économique et politique. Et ce fut ce pouvoir qu'eut le soviet, et qui se manifesta par des faits, de paralyser l'économie et d'introduire l'anarchie dans l'existence de l'État, qui fit de lui précisément ce qu'il fut. Dans ces conditions, chercher des voies de coexistence pacifique pour le soviet et l'ancien gouvernement eût été la plus déplorable de toutes les utopies. Et cependant toutes les objections qui furent faites à la tactique du soviet, si l'on en dépouille le véritable contenu, procèdent précisément de cette idée fantastique qu'après octobre, sur le terrain arraché à l'absolutisme, il aurait dû uniquement s'occuper de l'organisation des masses, et s'abstenir de toute offensive.

Mais en quoi consistait la victoire d'octobre ?

Sans aucun doute, c'est à la suite des attaques et de la pression révolutionnaire d'octobre que l'absolutisme avait renoncé à lui-même, avait abdiqué, « en principe ». Mais, en réalité, il n'avait pas perdu la bataille ; il avait refusé le combat. Il n'avait pas fait de tentatives sérieuses pour opposer son armée de villageois aux villes emportées par la grève insurrectionnelle. Bien entendu, cette modération ne s'expliquait pas par des motifs d'humanité ; l'absolutisme était tout simplement découragé, il ne se possédait plus. Les éléments libéraux de la bureaucratie qui attendaient leur tour finirent par gagner et, au moment où la grève marchait déjà vers son déclin, ils firent publier le manifeste du 17 octobre qui était une abdication de principe de l'absolutisme. Mais toute l'organisation matérielle du pouvoir : la hiérarchie des fonctionnaires, la police, les tribunaux, l'armée, tout cela resta comme auparavant la propriété non partagée de la monarchie. Quelle tactique pouvait et devait donc déployer le soviet dans ces conditions ? Sa force consistait en ceci que, s'appuyant sur le prolétariat producteur, il pouvait, dans une certaine mesure, ôter à l'absolutisme la possibilité d'utiliser l'appareil matériel de son pouvoir. De ce point de vue, l'activité du soviet équivalait à l'organisation de

l'« anarchie ». Son existence et son développement ultérieurs signifiaient une consolidation de l'« anarchie ». Aucune coexistence durable n'était possible. Le prochain conflit était annoncé par la demi-victoire d'octobre, il préexistait en elle comme un noyau.

Que restait-il à faire au soviet ? Devait-il feindre de ne pas voir l'inévitabilité du conflit ? Devait-il faire semblant d'organiser les masses pour goûter les joies du régime constitutionnel ? Qui aurait ajouté foi à cette comédie ? Certainement pas l'absolutisme, ni, non plus, la classe ouvrière.

À quel point le respect des formes, les vaines apparences du loyalisme ne mènent à rien dans la lutte contre l'autocratie, nous l'avons constaté plus tard avec l'exemple des deux Doumas. Pour prendre de vitesse la tactique de l'hypocrisie « constitutionnelle » dans ce pays autocratique, le soviet aurait dû être fait d'une autre pâte. Mais à quoi en serait-il arrivé, même dans ce dernier cas ? Au point où en arriva la Douma : à la banqueroute.

Il ne restait au soviet qu'à reconnaître que le conflit était inévitable dans un avenir tout prochain ; et la seule tactique dont il disposât était de préparer l'insurrection.

Quelle pouvait être cette préparation sinon de développer et de fortifier précisément ses propres possibilités de paralyser la vie de l'État, qui faisaient sa force ? Mais tout ce que le soviet entreprenait pour développer et fortifier ces possibilités précipitait naturellement le conflit.

Le soviet se souciait de plus en plus d'étendre son influence à l'armée et à la classe paysanne. En novembre, il appela les ouvriers à manifester activement leurs sentiments de fraternité à l'égard de l'armée dont la conscience s'éveillait, nous voulons parler des marins de Cronstadt. En ne le faisant pas, on aurait prouvé qu'on n'avait aucun souci d'augmenter les forces disponibles. En le faisant, on marchait au-devant du conflit.

Peut-être y avait-il une troisième voie ? Peut-être le soviet aurait-il pu, avec les libéraux, en appeler au soi-disant sens politique du pouvoir ? Peut-être aurait-il pu et dû trouver la ligne qui séparait les droits du peuple des prérogatives de la monarchie et s'arrêter devant cette limite sacrée ? Mais qui pouvait garantir que la monarchie s'arrêterait de l'autre côté de la ligne de démarcation ? Qui se serait chargé de faire la paix entre les parties, ou tout au moins d'organiser une trêve ? Les libéraux ? Une députation libérale proposa, le 18 octobre, au comte Witte de prouver sa réconciliation avec le peuple en éloignant les troupes de la capitale. « Nous aimons mieux qu'on nous coupe l'électricité et l'eau que d'être privés de nos troupes », répondit le ministre. Le gouvernement, de toute évidence, ne songeait pas du tout à désarmer. Que restait-il à faire au soviet ? Il devait ou bien céder la place, abandonnant l'affaire à une chambre d'arbitrage, à la future Douma d'État, comme l'exigeait en fait le libéralisme ; ou bien se préparer à retenir, à garder par les armes ce qui avait été conquis en octobre et, si possible, à ouvrir une nouvelle offensive. À présent nous savons que la chambre d'arbitrage devint l'arène d'un nouveau conflit révolutionnaire. Par conséquent, le rôle objectif que jouèrent les deux premières Doumas ne fit que confirmer l'exactitude des prévisions politiques sur lesquelles le prolétariat fondait sa tactique. Mais on peut se dispenser de chercher si loin. On peut demander : qu'est-ce qui pouvait et devait garantir que cette « chambre d'arbitrage », cette « chambre de conciliation » qui ne devait d'ailleurs réconcilier personne, serait effectivement créée ? Était-ce encore et toujours le sens politique de la monarchie ? Ou bien son engagement solennel ? Ou bien la parole d'honneur du comte Witte ? Ou bien les visites que faisaient les zemstvos à Peterhof, par l'escalier de service ? Ou bien les avertissements de M. Mendelssohn ? Ou enfin, « la marche naturelle des choses » à laquelle le libéralisme laisse le soin de résoudre tous les problèmes dès que l'histoire les lui soumet à lui-même, les confie à son initiative, à ses forces, à son sens politique ?

Mais si le conflit de décembre était inévitable, ne faut-il pas chercher la cause de la défaite d'alors dans la composition du soviet ? On affirmait que son défaut essentiel résidait en son caractère de classe. Pour devenir l'organe d'une révolution « nationale », le soviet aurait dû élargir ses cadres. Des représentants de toutes les couches de la population auraient dû y trouver place. Cela aurait consolidé son autorité et augmenté ses forces. En était-il vraiment ainsi ?

La force du soviet était celle du prolétariat dans l'économie capitaliste. Sa tâche ne consistait pas à se transformer en une parodie de parlement ni à organiser une représentation proportionnelle des intérêts des différents groupes sociaux ; sa tâche était de donner de l'unité à la lutte révolutionnaire du prolétariat. L'instrument principal de lutte qui s'est trouvé entre les mains du soviet, c'était la grève politique, méthode propre au prolétariat et à lui seul, en tant que classe de salariés. L'homogénéité de sa composition supprimait tout conflit à l'intérieur du soviet et le rendait capable d'une initiative révolutionnaire.

Par quel moyen la composition du soviet aurait-elle pu être élargie ? Pouvait-on y appeler des représentants des unions libérales ? Cela aurait enrichi le soviet de deux dizaines d'intellectuels. Leur influence aurait été proportionnelle au rôle de l'Union des syndicats dans la révolution, c'est-à-dire qu'elle aurait été infime.

Quels groupes sociaux pouvaient encore être représentés au soviet ? Le congrès des zemstvos ? Les organisations commerciales et industrielles ?

Le congrès des zemstvos tint ses séances à Moscou en novembre ; il examina la question des rapports qu'il pouvait avoir avec le ministère Witte ; mais il ne lui vint pas à l'esprit de se demander quelles relations il pouvait avoir avec le soviet ouvrier.

Durant la session du congrès éclata la révolte de Sébastopol. Comme nous l'avons vu, ce soulèvement rejeta brusquement les zemstvos vers la droite, si bien que M. Milioukov dut tranquilliser la « Convention » des zemstvos par un discours qui signifiait, en somme, que la révolte, grâce à Dieu, était écrasée. Sous quel aspect aurait donc pu se réaliser la collaboration révolutionnaire de ces messieurs contre-révolutionnaires et des députés ouvriers qui saluaient de leurs acclamations les insurgés de Sébastopol ? À cette question, personne jusqu'à présent n'a su répondre. Un des dogmes mi-sincères, mi-hypocrites du libéralisme consiste à exiger que l'armée reste en dehors de la politique. Tout au contraire, le soviet déployait une immense énergie pour attirer l'armée dans sa politique révolutionnaire. Peut-être encore devait-il, ajoutant foi au manifeste, laisser l'armée à l'entière disposition de Trepov ? Et, si l'on dit que non, à partir de quel programme pouvait-on concevoir, en cette question décisive, une collaboration avec les libéraux ? Qu'auraient apporté ces messieurs à l'activité du soviet, si ce n'est une opposition systématique, des débats interminables et la démoralisation intérieure ? Que pouvaient-ils nous donner, en dehors de conseils et d'indications que nous trouvions sans eux en quantité suffisante dans la presse libérale ? Peut-être la véritable « pensée politique » se trouvait-elle chez les cadets et les octobristes ; néanmoins, le soviet ne pouvait se transformer en un club de polémiques et d'enseignement mutuel. Il devait être et il restait un organe de lutte.

Que pouvaient ajouter les représentants du libéralisme bourgeois, de la démocratie bourgeoise, à la force du soviet ? De quoi pouvaient-ils enrichir ses méthodes de lutte ? Il suffit de se rappeler le rôle qu'ils jouèrent en octobre, novembre et décembre ; il suffit de se représenter la résistance que ces éléments furent capables d'opposer à la dissolution de « leur » Douma, pour comprendre que le soviet avait le droit et le devoir de rester une organisation de classe, c'est-à-dire une organisation de lutte. Des députés bourgeois auraient pu lui donner le nombre, mais ils étaient absolument incapables de lui donner la force.

Ces constatations réduisent à néant les accusations purement rationalistes, non justifiées par l'histoire, que l'on a élevées contre l'intransigeante tactique de classe de ce soviet qui

rejeta la bourgeoisie dans le camp de l'ordre. La grève du travail, qui fut le puissant instrument de la révolution, introduisit l'« anarchie » dans l'industrie. Il suffisait de cela pour obliger les partisans de l'opposition dans les classes privilégiées à placer au-dessus de tous les mots d'ordre du libéralisme ceux de l'ordre politique et du maintien de l'exploitation capitaliste.

Les entrepreneurs décidèrent que la « glorieuse » grève d'octobre (comme ils l'appelaient) devait être la dernière et ils organisèrent l'Union antirévolutionnaire du 17 octobre. Ils avaient pour cela des raisons suffisantes. Chacun d'entre eux avait pu constater chez lui, à l'usine, que les conquêtes politiques de la révolution marchaient de pair avec le durcissement des positions ouvrières contre le capital. Certains politiques reprochaient principalement à la lutte entreprise pour la journée de huit heures d'avoir opéré une scission définitive dans l'opposition et d'avoir étroitement groupé le capital en une force contre-révolutionnaire. Ces critiques auraient voulu mettre à la disposition de l'histoire l'énergie de classe du prolétariat sans encourir les conséquences de la lutte des classes. Que l'établissement forcé de la journée de huit heures ait dû susciter et ait suscité une énergique réaction de la part des entrepreneurs, cela n'est pas à prouver. Mais il est puéril de penser qu'il a fallu cette campagne des huit heures pour que les capitalistes aillent renforcer le camp de ce gouvernement de boursiers que représentait le ministère Witte. L'union du prolétariat en une force révolutionnaire indépendante qui se mettait à la tête des masses populaires et était une menace constante pour « l'ordre », cette union était par elle-même un motif suffisant de coalition du capital avec le pouvoir.

Il est vrai que durant la première période de la révolution, lorsqu'elle se manifesta par des explosions isolées de forces élémentaires, les libéraux la tolérèrent. Ils voyaient clairement que le mouvement révolutionnaire ébranlait l'absolutisme et le poussait dans la voie d'un accord constitutionnel avec les classes dirigeantes. Ils se résignaient aux grèves et aux manifestations, ils traitaient les révolutionnaires d'une manière amicale, les critiquaient avec douceur et circonspection. Après le 17 octobre, lorsque les clauses de l'accord constitutionnel eurent été rédigées et comme il ne restait plus, semblait-il, qu'à les mettre à exécution, le processus révolutionnaire compromettait évidemment la possibilité même d'un arrangement des libéraux avec le pouvoir. La masse prolétarienne, unie et durcie par la grève d'octobre, structurée, par le fait même de son existence indispose désormais le libéralisme à l'égard de la révolution. L'avis du libéral était que le nègre avait accompli ce qu'on attendait de lui et qu'il n'avait plus qu'à se remettre tranquillement au travail. Le soviét estimait au contraire que le plus dur de la lutte restait à venir. Dans ces conditions, il ne pouvait être question d'une collaboration révolutionnaire quelconque entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat.

Décembre est la conséquence d'octobre comme une conclusion est la conséquence de ses prémisses. Le résultat du conflit de décembre ne s'explique pas par telles ou telles fautes de tactique, mais par ce fait décisif que la réaction s'est trouvée plus riche en forces matérielles que la révolution. Le prolétariat s'est brisé dans son insurrection de décembre-janvier non parce qu'il a commis des erreurs de stratégie, mais parce qu'il s'est heurté à une réalité tangible : les baïonnettes de l'armée paysanne.

Il est vrai que le libéralisme pense que, quand on n'est pas assez fort, il est toujours possible de se tirer d'affaire en courant à toutes jambes. Il considère comme une tactique véritablement courageuse, mûrie, réfléchie et rationnelle, de battre en retraite au moment décisif. Cette philosophie de la désertion produisit quelque impression sur certains écrivains dans les rangs de la social-démocratie même, et, après coup, ils posèrent cette question : Si la défaite de décembre eut pour cause l'insuffisance des forces du prolétariat, la faute n'était-elle pas précisément en ceci que, ne disposant pas de la force nécessaire pour la victoire, le prolétariat avait accepté la bataille ? On peut répondre à cela : Si l'on n'entrait dans les combats qu'en étant sûr de la victoire, aucune bataille n'aurait jamais lieu sur cette terre. Un calcul préalable des forces disponibles ne peut déterminer d'avance l'issue des conflits révolutionnaires. S'il

en était autrement, on aurait depuis longtemps remplacé la lutte des classes par une statistique des classes. Il n'y a pas si longtemps, c'était le rêve des caissiers de plusieurs syndicats : ils voulaient adapter cette méthode à la grève. Il arriva cependant que les capitalistes, même en présence d'une statistique des plus parfaites, digne des teneurs de comptes qui l'avaient conçue, ne se déclarèrent pas convaincus par un extrait du grand livre, et que les arguments arithmétiques durent être, finalement, renforcés par l'argument de la grève. Et quelque soin que l'on mette à tout calculer d'avance, chaque grève suscite une multitude de faits nouveaux, matériels et moraux, qu'il est impossible de prévoir et qui, en définitive, décident du résultat de la lutte. Écartez maintenant de votre pensée le syndicat avec ses méthodes précises de calcul ; étendez la grève à tout le pays, fixez-lui un grand but politique ; opposez au prolétariat le pouvoir de l'État qui sera son ennemi direct ; que l'un et l'autre parti ait ses alliés réels, possibles, imaginaires – comptez aussi avec les groupes indifférents que l'on se disputera avec acharnement, l'armée, de laquelle se détachera, dans le tourbillon des événements, un groupe révolutionnaire ; faites état des espoirs exagérés qui naissent d'un côté, des craintes exagérées qu'on ressent de l'autre, et sachez que ces craintes et ces espoirs, à leur tour, deviendront les facteurs réels des événements ; ajoutez enfin les crises extrêmes de la Bourse et le chassé-croisé des influences internationales, et vous saurez alors dans quelles circonstances se déroule la révolution. Dans ces conditions, la volonté subjective du parti, même du parti « dirigeant », n'est qu'une force entre mille et elle est bien loin d'apparaître comme la plus importante.

Dans la révolution, encore plus qu'à la guerre, le moment du combat est déterminé bien moins par la volonté et le calcul d'un des adversaires que par les positions relatives des deux troupes. Il est vrai qu'à la guerre, grâce à la discipline automatique de l'armée, il est encore possible, parfois, d'éviter le combat et de lui faire quitter les lieux ; dans ces cas-là, le commandant en chef est encore obligé de se demander si les manœuvres de la retraite ne démoraliseront pas les soldats et si, en voulant éviter une défaite aujourd'hui, ils ne s'en préparent pas une plus pénible pour demain. Kouropatkine aurait pu raconter bien des choses sur ce sujet. Mais dans une révolution, il est inconcevable qu'on puisse exécuter une retraite régulière. Si, au jour de l'attaque, le parti entraîne les masses derrière lui, cela ne veut pas dire qu'il puisse à volonté les arrêter et leur faire faire marche arrière, au moment de l'assaut. Ce n'est pas seulement le parti qui mène les masses, ce sont elles qui le poussent en avant. Et cela se renouvellera dans toutes les révolutions, si fortement organisées qu'elles soient. Dans ces conditions, reculer sans combat signifie dans certains cas, pour le parti, abandonner les masses sous le feu de l'ennemi. Sans doute, la social-démocratie, en tant que parti dirigeant, aurait pu se dispenser de relever le défi que la réaction lui jetait en décembre ; selon l'heureuse expression du même Kouropatkine, elle aurait pu « se retirer sur des positions préparées d'avance » ; c'est-à-dire disparaître dans ses retraites clandestines. Mais, en agissant ainsi, elle aurait simplement donné au gouvernement la possibilité d'écraser une à une les organisations ouvrières plus ou moins déclarées qui s'étaient constituées avec le concours immédiat du parti : il n'y aurait pas eu, en effet, de résistance commune. C'est à ce prix que la social-démocratie aurait acheté l'avantage douteux de contempler la révolution en spectatrice, de raisonner sur ses fautes, d'élaborer des plans impeccables qui n'auraient eu que le défaut d'être proposés quand on n'en avait pas besoin. Il est facile d'imaginer comment cette conduite aurait affermi les liens entre le parti et les masses !

Personne ne peut dire que la social-démocratie ait forcé le conflit. Tout au contraire, le 22 octobre, sur l'initiative du parti, le soviet des députés ouvriers de Pétersbourg renonça à la manifestation de deuil projetée, ne voulant pas provoquer un combat avant d'avoir utilisé le « nouveau régime » d'affolement et d'hésitations pour une large propagande et un travail d'organisation parmi les masses. Quand le gouvernement fit une tentative trop précipitée pour attaquer le pays, et, à titre d'essai, déclara la loi martiale en Pologne, le soviet, gardant une

tactique purement défensive, ne tenta même pas de transformer la grève de novembre en une lutte ouverte. Il la changea en une imposante protestation et se contenta de l'immense impression morale qu'elle produisit sur l'armée et les ouvriers polonais.

Mais, si le parti avait éludé le conflit en octobre et en novembre, parce qu'il avait conscience de la nécessité d'une préparation en règle, cette raison perdait toute sa valeur en décembre. Non pas, bien entendu, que les préparatifs fussent achevés, mais parce que le gouvernement, qui n'avait pas non plus le choix, engagea la lutte en détruisant précisément toutes les organisations révolutionnaires qui avaient été créées en octobre et en novembre. Si, dans ces conditions, le parti avait décidé de refuser la bataille, même en obligeant les masses révolutionnaires à se retirer du champ clos, il aurait simplement mis la révolution dans une situation encore plus insoutenable : il n'y aurait plus eu ni presse ni organisation au sommet et la démoralisation générale aurait été la conséquence inévitable de cette retraite.

« ... Dans la révolution comme à la guerre, dit Marx ⁴⁷ dans Révolution et contre-révolution en Allemagne, il est absolument nécessaire, au moment décisif, de risquer le tout pour le tout, quelles que soient les chances de la lutte. L'histoire ne connaît pas une seule révolution suivie de succès qui ne fasse la preuve de l'exactitude de ce principe... La défaite après une lutte acharnée présente une signification révolutionnaire non moins grande que celle que peut avoir une victoire facilement arrachée... Dans tout conflit, inévitablement, celui qui relève le gant risque d'être vaincu ; mais est-ce là une raison pour qu'on se déclare vaincu dès le début et qu'on se soumette sans avoir tiré le glaive ?

« Quiconque, dans une révolution, commande une position de valeur décisive et la rend sans avoir obligé l'ennemi à livrer l'assaut, mérite d'être considéré comme un traître. »

Dans sa fameuse Introduction à l'ouvrage de Marx, Les Luttes de classes en France, Engels a reconnu la possibilité de graves déconvenues lorsqu'il opposait aux difficultés militaires et techniques de l'insurrection (rapidité du transport des troupes par chemin de fer, puissance destructive de l'artillerie moderne, largeur des rues dans les villes d'aujourd'hui) les nouvelles possibilités de victoire qui ont pour cause l'évolution de l'armée en sa composition de classe. D'un côté, Engels a évalué unilatéralement l'importance de la technique moderne pendant les soulèvements révolutionnaires ; d'autre part, il n'a pas cru nécessaire ou opportun d'expliquer que l'évolution de l'armée en sa composition de classe ne pouvait être appréciée, politiquement parlant, qu'au moyen d'une « confrontation » de l'armée avec le peuple.

Examinons brièvement les deux aspects de cette question⁴⁸. Le caractère décentralisé de la révolution rend nécessaire un déplacement continu des forces militaires. Engels affirme que, grâce aux chemins de fer, les garnisons peuvent être plus que doublées en vingt-quatre heures. Mais il oublie qu'une véritable insurrection des masses implique d'abord la grève des chemins de fer. Avant que le gouvernement ait pu songer à transférer ses troupes, il est obligé – par une lutte acharnée avec le personnel en grève – de chercher à s'emparer de la voie ferrée, du matériel roulant ; il doit organiser le trafic, remettre en état les ponts que l'on a fait sauter et les tronçons de ligne détruits. Pour accomplir ce travail, il ne suffit pas d'avoir d'excellents fusils et des baïonnettes bien acérées ; et l'exemple de la révolution russe démontre que pour

⁴⁷ Ou plutôt F. Engels. (1909)

⁴⁸ Il convient d'ailleurs de rappeler bien nettement qu'Engels, dans son Introduction, ne songe qu'aux affaires d'Allemagne, tandis que nous raisonnons d'après l'expérience de la révolution russe. (1909) Cette remarque peu convaincante avait été ajoutée au texte allemand de notre livre simplement pour dérouter la censure. (1922)

obtenir des résultats même minimes en ce sens, il faut beaucoup plus de vingt-quatre heures. Voyons plus loin. Avant d'entreprendre le transfert des troupes, le gouvernement doit être renseigné sur la situation dans toute l'étendue du pays. Le télégraphe assure le service d'information du gouvernement beaucoup plus vite que le chemin de fer ne peut assurer la répartition des troupes. Mais, encore une fois, l'insurrection suppose une grève des postes et télégraphes. Si l'insurrection n'est pas capable d'attirer de son côté le personnel des postes et télégraphes – ce qui prouverait la faiblesse du mouvement révolutionnaire – il lui reste encore la possibilité de renverser les poteaux et de couper les fils télégraphiques. Cette mesure constitue certainement un dommage pour les deux côtés ; mais la révolution, dont la force principale n'est pas dans une organisation à fonctionnement automatique, y perd beaucoup moins. Le télégraphe et le chemin de fer sont incontestablement de puissantes armes pour l'État moderne centralisé. Mais ce sont des armes à deux tranchants. Et si l'existence de la société et de l'État dépend en général de la continuité du travail prolétarien, cette dépendance se fait particulièrement sentir dans le travail des chemins de fer, des postes et des télégraphes. Dès que les rails et les fils refusent de servir, l'appareil gouvernemental se retrouve morcelé et incapable d'établir entre ses éléments la moindre liaison. Dans ces conditions, les choses peuvent aller très loin avant que les autorités aient réussi à « doubler » une garnison locale.

Outre la nécessité d'opérer le déplacement des troupes, l'insurrection impose encore au gouvernement le problème du transport des munitions. Les difficultés qui s'accroissent alors, du fait de la grève générale, nous les connaissons déjà ; mais il faut envisager encore la possibilité que ces munitions tombent aux mains des insurgés. Ce danger devient d'autant plus réel que la révolution se décentralise davantage et qu'elle entraîne des masses plus nombreuses dans son tourbillon. Nous avons vu comment, dans les gares de Moscou, les ouvriers s'étaient emparés des armes expédiées du front de la guerre russo-japonaise. Des faits de ce genre eurent lieu en beaucoup d'endroits. Dans la région du Kouban, les cosaques révoltés interceptèrent un chargement de carabines. Les soldats révolutionnaires donnaient des cartouches aux insurgés, etc...

Dans tout cela, il ne peut être question, bien entendu, d'une victoire purement militaire des insurgés sur les troupes du gouvernement. Il ne fait aucun doute que celles-ci l'emporteront par la force matérielle. La question qui se posera concernera avant tout l'état d'esprit et l'attitude de l'armée. S'il n'y avait pas une affinité de classe entre les combattants qui se retrouvent des deux côtés de la barricade, la victoire de la révolution, en raison de la technique militaire d'aujourd'hui, serait effectivement impossible. Mais, d'autre part, il est parfaitement illusoire de penser que « le passage de l'armée au peuple » peut avoir lieu sous l'aspect d'une manifestation pacifique et simultanée. Les classes dirigeantes, pour lesquelles se pose une question de vie ou de mort, ne cèdent jamais de bon gré leurs positions sous l'influence de raisonnements théoriques concernant la composition de l'armée. L'attitude politique de la troupe, cette grande inconnue de toutes les révolutions, ne peut se révéler nettement qu'à l'instant où les soldats se trouvent face à face avec le peuple. Pour que l'armée passe dans le camp de la révolution, il faut d'abord qu'elle subisse une transformation morale ; mais cela même n'est pas suffisant. Il y a, dans l'armée, des courants divers et des états d'esprit différents qui s'entrecroisent et se coupent : c'est une minorité qui se révèle consciemment révolutionnaire ; la majorité hésite et attend une poussée du dehors. Elle n'est capable de déposer les armes ou de diriger ses baïonnettes contre la réaction que quand elle commence à croire à la possibilité de la victoire populaire. Et ce n'est pas la seule propagande qui peut lui donner cette foi. Il faut que les soldats constatent que, de toute évidence, le peuple est descendu dans la rue pour une lutte implacable, qu'il ne s'agit pas d'une manifestation contre l'autorité, mais que l'on va renverser le gouvernement : alors, mais alors seulement, le moment psychologique arrive

où les soldats peuvent « passer à la cause du peuple ». Ainsi, l'insurrection est, essentiellement, non pas une lutte contre l'armée, mais une lutte pour l'armée. Plus l'insurrection persévère, s'élargit et réussit, plus la crise de transformation se révèle probable, inéluctable, dans l'esprit des soldats. Une guérilla, basée sur la grève révolutionnaire – nous l'avons observé à Moscou – ne peut par elle-même donner la victoire. Mais elle permet d'éprouver les soldats et, après un premier succès important, c'est-à-dire lorsqu'une partie de la garnison s'est jointe au soulèvement, la lutte par petits détachements, la guerre de partisans, peut devenir le grand combat des masses, où une partie des troupes, soutenue par la population armée et désarmée, combatta l'autre partie, objet de la haine générale. En raison des différences d'origine et des divergences morales et politiques existant dans l'armée, le passage de certains soldats à la cause du peuple implique d'abord un conflit entre deux fractions de la troupe : c'est ce que nous avons vu pour la flotte de la mer Noire, ainsi qu'à Cronstadt, en Sibérie, dans la région du Kouban, plus tard à Svéaborg et en beaucoup d'autres lieux. Dans ces diverses circonstances, les ressources les plus perfectionnées du militarisme, fusils, mitrailleuses, artillerie de forteresse, cuirassés, se trouvèrent aussi bien au service de la révolution que dans les mains du gouvernement.

D'après l'expérience du Dimanche rouge du 9 janvier 1905, un journaliste anglais, M. Arnold White, émit ce jugement vraiment génial que, si Louis XVI avait possédé quelques batteries de canons Maxim, la Révolution française n'aurait pas eu lieu. Quelle bêtise ! Cet homme s'imagine que les chances de la révolution peuvent se mesurer au calibre des fusils ou au diamètre des canons. La révolution russe a démontré une fois de plus que ce ne sont pas les fusils, les canons et les cuirassés qui gouvernent les hommes, mais que ce sont, finalement, les hommes qui gouvernent les fusils, les canons et les cuirassés.

Le 11 décembre, le ministère Witte-Dournovo qui, à cette époque, était devenu le ministère Dournovo-Witte, promulgua la loi électorale. Tandis que Doubassov, amiral du plancher des vaches, réhabilitait dans le faubourg de Presnia le drapeau de la marine russe, le gouvernement se hâtait d'ouvrir une voie légale à la société possédante qui cherchait un accord avec la monarchie et la bureaucratie. À partir de ce moment, la lutte révolutionnaire en son essence, pour le pouvoir, se développe sous le couvert de la constitution.

Dans la première Douma, les cadets se faisaient passer pour les chefs du peuple. Les masses populaires, à l'exception du prolétariat des villes, se trouvaient encore dans un état d'esprit chaotique, elles formaient une opposition confuse, imprécise ; de plus, les partis de l'extrême-gauche boycottaient les élections ; et c'est pourquoi les cadets se trouvèrent à la Douma maîtres de la situation. Ils « représentaient » tout le pays : les propriétaires libéraux, les marchands libéraux, les avocats, les médecins, les fonctionnaires, les boutiquiers, les commis, et même, en partie, les paysans. La direction du parti restait comme auparavant entre les mains des propriétaires, des professeurs et des avocats ; et cependant, sous la pression des paysans dont les intérêts et les besoins rejetaient au second plan toutes les autres questions, une fraction du parti cadet tourna vers la gauche ; cette affaire amena la dissolution de la Douma et le manifeste de Vyborg qui, plus tard, empêcha de dormir les bavards du libéralisme.

À la deuxième Douma, les cadets reparurent en moins grand nombre ; mais, d'après l'aveu de Milioukov, ils avaient maintenant cet avantage de sentir derrière eux non plus seulement le petit-bourgeois mécontent, mais l'électeur qui se tenait à l'écart de la gauche, qui donnait plus consciemment sa voix à un programme antirévolutionnaire. Tandis que le gros des propriétaires et des représentants du grand capitalisme passait dans le camp de la réaction active, la petite bourgeoisie des villes, le prolétariat commerçant et les petits intellectuels réservaient leurs suffrages aux partis de gauche. À la suite des cadets marchaient un certain nombre de propriétaires et les couches moyennes de la population urbaine. À leur gauche se tenaient les représentants des paysans et des ouvriers.

Les cadets votèrent le projet gouvernemental sur la conscription et promirent de voter le budget. Ils n'auraient pas hésité non plus à voter les nouveaux emprunts destinés à couvrir le déficit de l'État et ils auraient assumé sans crainte la responsabilité des anciennes dettes de l'autocratie. Golovine, ce pitoyable personnage qui incarnait sur le fauteuil présidentiel toute la nullité et l'impuissance du libéralisme, exprima, après la dissolution de la Douma, cette pensée que, dans la conduite des cadets, le gouvernement aurait en somme dû reconnaître sa victoire sur l'opposition. Ce qui était parfaitement vrai. Dans ces conditions, semble-t-il, il n'y avait aucune raison de dissoudre la Douma. Elle fut dissoute, cependant. Cela prouve qu'il y a une force plus puissante que les arguments politiques du libéralisme. Cette force, c'est la logique intérieure de la révolution.

Au cours de ses combats contre la Douma dirigée par les cadets, le ministère se pénétrait de plus en plus du sentiment de sa puissance. Sur la tribune du prétendu parlement, il vit devant lui non des problèmes historiques qui attendaient une solution, mais des adversaires politiques qu'il fallait mettre dans l'impossibilité de nuire. En qualité de rivaux du gouvernement et de prétendants au pouvoir, figurait un ramassis d'avocats pour qui la politique était quelque chose dans le genre d'une parlote de suprême instance. Leur éloquence politique oscillait entre le syllogisme juridique et le style classique. Dans les débats qui eurent lieu au sujet des cours martiales, il y eut confrontation des deux partis. Maklalcov, avocat de Moscou, que les libéraux considéraient comme un homme d'avenir, soumit la justice des cours martiales, et, avec elle, toute la politique du gouvernement, à une critique accablante.

« Mais les cours martiales ne sont pas une institution juridique, lui répondit Stolypine. Elles sont un instrument de lutte. Vous nous démontrerez que cet instrument n'est pas conforme aux principes du droit et de la loi. En revanche, il est conforme au but poursuivi. Le droit n'est pas un but en soi. Lorsque l'existence de l'État est menacée, le gouvernement a non seulement le devoir, mais l'obligation, laissant de côté le droit, de s'appuyer sur les moyens matériels que son pouvoir lui donne. » Cette réponse, qui contient et la philosophie du coup d'État et la philosophie de l'insurrection populaire, jeta le libéralisme dans un trouble extrême. Quel aveu ! C'est inouï ! criaient les publicistes libéraux, et ils juraient pour la mille et unième fois que le droit primait la force.

Mais toute leur politique persuadait le gouvernement du contraire. Ils reculaient pas à pas. Pour sauver la Douma menacée de dissolution, ils renonçaient à toutes leurs prérogatives et prouvaient ainsi, irréfutablement, que la force prime le droit. Dans ces conditions, le gouvernement ne pouvait qu'être tenté d'utiliser sa force jusqu'au bout.

La deuxième Douma est dissoute et, comme héritier de la révolution, on voit apparaître le libéralisme nationaliste conservateur, représenté par l'Union du 17 octobre. Si les cadets crurent continuer la tâche de la révolution, les octobristes continuèrent, en fait, la tactique des cadets qui se bornait à une collaboration avec le gouvernement. Les cadets peuvent, tant qu'ils voudront, faire des pieds de nez derrière le dos des octobristes, mais ces derniers tirent simplement les conclusions qui s'imposent d'après les prémisses établies par les premiers : du moment qu'on ne peut s'appuyer sur la révolution, il ne reste plus qu'à s'appuyer sur le « constitutionnalisme » de Stolypine.

La troisième Douma accorda au gouvernement du tsar quatre cent cinquante-six mille cinq cent trente-cinq conscrits ; et cependant, jusqu'alors, toute la réforme du ministère de la guerre, sous la haute direction des Kouropatkine et des Stessel, s'était bornée à établir de nouveaux modèles d'épaulettes, de galons et de shakos. Elle vota le budget du ministère de l'intérieur, grâce auquel 70 % du territoire étaient livrés à des satrapes, armés de lois d'exception, tandis que, dans le reste du pays, on étouffait le peuple au moyen des lois qui ont cours en temps normal. Elle adopta, cette chambre, tous les points essentiels du fameux oukase du

9 novembre 1906, édicté par le gouvernement en vertu du paragraphe 87 et ayant pour but de distinguer, parmi les paysans, les propriétaires les plus riches de la masse, livrée à la loi de sélection naturelle dans le sens biologique du terme. À l'expropriation des terres des propriétaires nobles au profit des paysans, la réaction opposait l'expropriation des terres communales paysannes au profit des koulaks, des gens à poigne. « La loi du 9 novembre, a dit un des membres de l'extrême réaction dans la troisième Douma, contient assez de grisou pour faire sauter toute la Russie. »

Poussés dans une impasse historique par l'attitude irréductible de la noblesse et de la bureaucratie qui ont repris les rênes de la situation, les partis bourgeois cherchent à sortir des contradictions économiques et politiques dans lesquelles ils sont empêtrés... par l'impérialisme. Aux défaites qu'ils ont subies en politique intérieure, ils cherchent des compensations en pays étranger : en Extrême-Orient (route de l'Amour), en Perse ou dans les Balkans. Ce qu'on a appelé l'« annexion » de la Bosnie et de l'Herzégovine éveilla à Pétersbourg et à Moscou un véritable vacarme de cymbales patriotiques. En outre, celui des partis bourgeois qui avait déployé la plus large opposition à l'ancien régime le parti cadet, marche maintenant à la tête du belliqueux « néo-slavisme » : c'est dans l'impérialisme capitaliste que les cadets cherchent une solution aux problèmes que la révolution n'a pu liquider. Amenés par la marche même de cette révolution à rejeter, en fait, l'idée de l'expropriation des biens-fonds et de la démocratisation de tout le régime social, amenés par conséquent à repousser l'espoir de créer un marché intérieur suffisamment stable, représenté par des paysans fermiers, qui favoriseraient le développement capitaliste, les cadets placent maintenant leurs espérances sur les marchés extérieurs. Pour obtenir de bons résultats dans cette direction, il est indispensable d'avoir un État fort, et les libéraux se voient forcés de soutenir activement le tsarisme qui détient le pouvoir réel. L'impérialisme des Milioukov, fardé d'opposition, jette une sorte de voile idéologique sur la hideuse combinaison que représente la troisième Douma où font alliance le bureaucrate de l'autocratie, le propriétaire féroce et le capitaliste parasite.

La situation ainsi créée est lourde des conséquences les plus imprévues. Un gouvernement dont la réputation de force s'est noyée dans les eaux de Tsoushima et est restée enterrée dans les champs de Moukden, ce gouvernement, accablé par les terribles conséquences de sa politique aventuriste, se trouve soudain servir de centre, de foyer à la confiance patriotique des représentants « de la nation ». Non seulement il accepte sans répliquer un demi-million de nouveaux soldats et un demi-milliard pour les dépenses courantes du ministère de la guerre, mais il obtient l'appui de la Douma lorsqu'il tente de nouvelles expériences en Extrême-Orient. Bien plus, de la droite comme de la gauche, de la bande noire comme du parti cadet, montent jusqu'à lui de violents reproches parce qu'on estime que sa politique extérieure n'est pas assez active. Ainsi, la logique même des choses pousse le gouvernement du tsar dans une voie périlleuse, il lui faut lutter pour rétablir sa réputation mondiale. Et, qui sait ? Avant que le sort de l'autocratie ne soit définitivement et sans retour réglé dans les rues de Pétersbourg et de Varsovie, peut-être passera-t-elle par une seconde épreuve dans les champs de l'Amour ou bien sur les rivages de la mer Noire.

EN GUISE DE DEUXIÈME PARTIE

[Retour à la table des matières](#)

PRÉFACE

[Retour à la table des matières](#)

Au congrès de la social-démocratie de Stockholm, on a publié certaines données statistiques qui caractérisent d'une façon assez curieuse l'activité du parti prolétarien en Russie :

Les 140 membres du congrès ont subi à eux tous une durée d'emprisonnement de 138 ans, 3 mois et 15 jours.

Les membres du congrès ont été déportés pour une durée de 148 ans, 6 mois et 15 jours.

Se sont évadés : une seule fois, 18 membres du parti ; deux fois, 4 membres du parti.

Se sont enfuis des lieux de déportation : une fois, 23 membres du parti ; deux fois, 5 membres ; trois fois, 1 des délégués au congrès.

Si l'on observe que les délégués au congrès ont travaillé pour la social-démocratie pendant, au total, 942 ans, on constatera que leurs séjours en prison et dans les lointaines régions où ils furent déportés constituent environ un tiers de leur travail. Mais ces chiffres sont plutôt optimistes ; quand on parle de « 942 ans », cela veut bien dire que l'activité politique des membres du congrès s'étend sur cette durée ; mais cela ne signifie pas que les 942 années aient été complètement remplies par leur travail politique. L'activité réelle, directe, des membres de la social-démocratie, en raison de leur situation non légale et de leur action clandestine, ne correspond guère qu'à un cinquième ou peut-être même un dixième de cette durée. Tandis que la vie en prison et dans les lieux de déportation correspond exactement aux chiffres cités : le congrès a, en effet, passé plus de 50 000 jours et nuits sous les verrous, et il a vécu encore plus longtemps dans les régions les plus sauvages du pays.

Peut-être nous permettra-t-on d'ajouter à ces chiffres quelques autres qui nous concernent. L'auteur de ce livre, arrêté pour la première fois en janvier 1898, après dix mois d'activité dans les cercles ouvriers de Nikolaïev, passa deux ans et demi en prison et s'évada de la Sibérie après y avoir vécu deux ans sur les quatre années de déportation auxquelles il était condamné. Il fut arrêté pour la seconde fois le 3 décembre 1905, en qualité de membre du soviét des députés ouvriers. L'activité du soviét avait duré sept semaines. Les membres de cette assemblée qui furent condamnés passèrent en prison cinquante-sept semaines, après quoi ils furent envoyés à Obdorsk en déportation « à perpétuité »... Tout social-démocrate russe qui a travaillé dans le parti pendant dix ans pourra fournir sur lui-même des renseignements à peu près du même genre.

Notre situation ne fut en rien modifiée par le désordre gouvernemental qui avait suivi le 17 octobre et que l'Almanach de Gotha caractérisait d'une manière inconsciemment humoristique quand il appelait ce régime « une monarchie constitutionnelle sous un tsar autocrate ». Nous avons joui de cinquante jours de liberté et nous avons bu largement à cette coupe. En ces belles journées, le tsarisme comprit ce que nous savions longtemps avant lui : que notre existence était incompatible avec la sienne. C'est alors que survinrent les terribles mois de la

répression... Le tsarisme, après le 17 décembre, changea plusieurs fois de Douma, comme le boa change de peau ; malgré cette mue continuelle, il resta ce qu'il était : un monstre... Les niais et les libéraux hypocrites qui nous engageaient si souvent dans ces deux dernières années à suivre le chemin de la légalité ressemblent à Marie-Antoinette qui recommandait au peuple affamé de manger de la brioche. C'est à croire vraiment que notre organisme ne supporte pas la brioche. C'est à croire que nous avons absolument besoin de respirer l'air des cellules de la forteresse de Pierre-et-Paul. C'est à croire que nous n'aurions pas su occuper mieux les longues heures que nos geôliers nous ont prises !

Nous ne tenons pas plus à nous cacher qu'un noyé ne tient à flotter au fond de l'eau. Mais nous n'avons pas le choix, il faut l'avouer, pas plus que l'absolutisme. C'est pourquoi, sentant cela, nous avons le droit de rester optimistes, même quand nous étouffons dans nos cachettes. Nous n'en mourrons pas, nous en sommes convaincus. Nous survivrons à tout et à tous. Les œuvres des grands de ce monde, de leurs serviteurs et des serviteurs de leurs serviteurs seront depuis longtemps anéanties, bien des partis d'aujourd'hui seront ensevelis, lorsque la cause que nous servons s'imposera au monde entier. Alors, notre parti, qui étouffe aujourd'hui dans ses cachettes, deviendra le grand parti de l'humanité, enfin maîtresse de ses destinées.

Toute l'histoire est au service de notre idéal. Elle travaille avec une barbare lenteur, avec une impassible cruauté. Mais nous sommes sûrs d'elle. Et lorsqu'elle dévore, pour alimenter son mouvement, le sang de nos cœurs, nous avons envie de lui crier :

« Ce que tu fais, fais-le vite ! »

Oglbu (*près d'Helsingfors*),

Le 8 avril 1907. L. T.

LE PROCÈS DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS

[Retour à la table des matières](#)

Le 3 décembre ouvre l'ère du complot contre-révolutionnaire avec l'arrestation du soviet des députés ouvriers. La grève de décembre, à Pétersbourg, et un certain nombre de soulèvements en diverses régions du pays ne furent que d'héroïques efforts de la révolution pour se maintenir sur les positions qu'elle avait conquises en octobre. La direction des masses ouvrières de Pétersbourg fut alors assumée par le deuxième soviet, qui se composa de membres du premier restés en liberté et de députés nouvellement élus. Environ trois cents membres du premier soviet étaient emprisonnés dans les trois maisons de détention de Pétersbourg. Leur sort futur resta longtemps une énigme, non seulement pour eux, mais pour la bureaucratie qui gouvernait. Le ministre de la justice, d'après les affirmations de la presse « bien renseignée », repoussait absolument l'idée de traduire les députés ouvriers devant les tribunaux. Si leur activité ouverte avait été criminelle, le rôle de la haute administration, d'après lui, l'était encore plus ; car, non contente de tolérer le soviet, elle était entrée en relations directes avec lui. Les ministres se disputaient, les gendarmes menaient leur enquête, les députés attendaient dans leurs cellules. À l'époque où le gouvernement envoyait des « expéditions de répression » de tous côtés, en décembre et janvier, on avait des raisons de penser que le soviet serait déféré à un conseil de guerre qui se chargerait de l'étrangler. À la fin d'avril, dans les premiers jours de la première Douma, les députés ouvriers, comme le pays tout entier, attendaient une amnistie. Ainsi, leur sort balançait entre la peine capitale et la complète impunité.

Enfin ce sort fut fixé. Le ministère de Goremykine, qui appartenait à la Douma en ce sens qu'il luttait contre la Douma, transmit le dossier du soviet à l'examen du Palais de Justice : des représentants « de classe » ou « pairs », devaient entrer dans la composition du tribunal⁴⁹. L'acte d'accusation du soviet, péniblement cuisiné par un parquet de procureurs-gendarmes peut intéresser à titre de document d'une grande époque. La révolution s'y reflète comme le soleil dans une flaque de boue au milieu de la cour de la préfecture de police. Les membres du soviet étaient accusés d'avoir préparé une insurrection armée on menaçait de leur appliquer deux articles du code, dont l'un prévoit huit ans de travaux forcés et l'autre douze. La valeur de l'accusation au point de vue juridique ou plutôt son inconsistance absolue a été démontrée par l'auteur de ce livre dans un bref exposé⁵⁰ qu'il envoya de la maison de détention préventive à la fraction social-démocrate de la première Douma, pour une interpellation qu'on pensait faire au sujet du procès. L'interpellation tomba pour cette bonne raison que la première Douma fut dissoute et que la fraction social-démocrate fut elle-même mise en jugement.

⁴⁹ *Sept personnes : quatre juges de la Couronne, un représentant des nobles du district de Pétersbourg, le comte Goudovitch, octobriste de droite, un représentant de la douma municipale de Pétersbourg, Troïnitsky, gouverneur de province destitué pour concussion, Cent-Noir, et, enfin, le doyen (starchina) d'un des arrondissements de Pétersbourg, progressiste, le crois. (1909)*

⁵⁰ *Cf. chapitre : « Le soviet et le Parquet ».*

Le procès devait avoir lieu le 20 juin ; la cause serait entendue publiquement. Des meetings de protestation eurent lieu dans toutes les usines et entreprises de Pétersbourg. Le Parquet essaya de représenter le comité exécutif du soviet comme un groupe de conspirateurs qui suggéraient aux masses des résolutions dont celles-ci n'avaient nullement l'idée. La presse libérale, depuis les événements de décembre, ne cessait de répéter, de jour en jour, que les méthodes « naïvement révolutionnaires » du soviet avaient depuis longtemps perdu leur prestige aux yeux du peuple, celui-ci ne demandant qu'à entrer dans la voie du nouveau droit « constitutionnel ». Les calomnies, les sottises de la police et des libéraux reçurent un éclatant démenti lorsque, dans leurs meetings et leurs résolutions du mois de juin, les ouvriers de Pétersbourg envoyèrent de toutes leurs usines, une protestation de solidarité à leurs représentants emprisonnés, demandant à être jugés aussi, eux, ouvriers, comme participants actifs des événements révolutionnaires déclarant que le soviet n'avait fait qu'exécuter leur volonté et jurant de mener l'œuvre du soviet jusqu'au bout !

Les troupes campaient dans la cour du Palais de Justice et dans les rues avoisinantes. Toutes les forces de police de la capitale étaient sur pied. Malgré ces grandioses préparatifs, le procès ne put commencer. Prétextant de formalités qui n'auraient pas été remplies en dépit de l'accusation en dépit de la défense, et même contre les intentions du ministère, comme on le sut ensuite, le président du tribunal ajourna l'affaire à trois mois, c'est-à-dire jusqu'au 19 septembre. C'était de fine politique. À la fin de juin, la situation était encore toute pleine de « possibilités illimitées » : un ministère de cadets apparaissait comme une hypothèse tout aussi plausible que la restauration de l'absolutisme. Or, le procès du soviet exigeait que le président du tribunal fût fixé sur la politique à suivre. Celui-ci se voyait donc forcé d'accorder trois mois de réflexion à l'histoire trop peu pressée. Hélas, notre diplomate dut abandonner son poste quelques jours plus tard ! Dans l'antre de Peterhof, on savait fort bien ce que l'on voulait, on exigeait de la décision et une répression impitoyable.

Le procès s'ouvrit le 19 septembre. Un nouveau président dirigeait les débats. L'affaire dura un mois entier. C'était l'époque où, la première Douma venant d'être dissoute et la seconde n'existant pas encore, les cours martiales agissaient comme elles l'entendaient. Et cependant on donna une telle publicité à l'affaire, en presque tous ses détails, que la chose paraîtrait inconcevable si l'on ne devinait là-dessous une intrigue bureaucratique : le ministère Stolypine, évidemment, cherchait à repousser de cette manière les attaques du comte Witte. Il jouait à coup sûr : en dévoilant le fond du procès avec toutes ses particularités, on évoquait le souvenir de l'humiliation que le gouvernement avait subie à la fin de 1905. La faiblesse de Witte, ses coquetteries avec la droite et avec la gauche, sa fausse assurance à Peterhof, les grossières flatteries qu'il avait adressées à la révolution, tout cela, les hautes sphères bureaucratiques prétendaient le mettre en évidence. Les accusés n'avaient donc qu'à profiter d'une situation si avantageuse pour leurs desseins politiques et qu'à élargir autant que possible le cadre du procès.

Environ quatre cents témoins furent cités, dont plus de deux cents vinrent déposer⁵¹. Ouvriers, fabricants, gendarmes, ingénieurs, domestiques, simples habitants de la ville, journalistes, employés des postes et télégraphes, commissaires de police, élèves des lycées, conseillers municipaux, garçons de cour, sénateurs, voyous, députés, professeurs et soldats défilèrent pendant un mois devant le tribunal et, sous les feux croisés qui partaient des fauteuils des juges, de ceux des procureurs, des chaises de la défense et du banc des accusés – surtout de ce

⁵¹ *De nombreux témoins se trouvaient, à l'époque du jugement, « en lieu inconnu », ou bien en Sibérie. (1909)*

côté-ci – ils reconstituèrent ligne par ligne, trait par trait, l'époque de l'activité du soviet ouvrier, époque si féconde en résultats.

Le tribunal connut ainsi la grande grève d'octobre qui s'étendit à toute la Russie, la grève-manifestation de novembre à Pétersbourg, cette noble et imposante protestation du prolétariat contre le jugement de cour martiale dont on menaçait les matelots de Cronstadt et contre la violence faite à la Pologne ; puis la lutte héroïque des ouvriers de Pétersbourg pour l'institution des huit heures ; enfin le soulèvement des esclaves trop soumis de la poste et du télégraphe, soulèvement organisé par le soviet. Les procès-verbaux des séances du soviet et du comité exécutif, auxquels les débats donnèrent une publicité qu'ils n'avaient jamais eue, montrèrent au pays l'immense travail quotidien qu'avaient accompli les représentants du prolétariat quand ils organisèrent les secours aux chômeurs, intervinrent dans les conflits entre ouvriers et patrons et dirigèrent d'incessantes grèves économiques.

Le compte-rendu sténographique du procès, qui remplirait sans doute plusieurs gros volumes, n'a pas été publié jusqu'à présent. Nous devons attendre un changement de régime pour qu'on mette au jour cet inappréciable document historique. Un magistrat allemand, aussi bien qu'un social-démocrate allemand, s'il avait assisté à une des audiences du procès, en serait resté confondu. Une sévérité outrée s'y manifestait à côté d'un complet relâchement, et ces deux manières caractérisaient bien le désarroi qui régnait encore dans les sphères gouvernementales depuis la grève d'octobre. Le Palais de Justice avait été déclaré soumis au régime de la loi martiale et des troupes l'occupaient. On comptait plusieurs centaines de soldats et de cosaques dans la cour, à la grande porte, dans les rues voisines. Des gendarmes veillaient de tous côtés, sabre au clair : on en voyait dans le corridor souterrain qui rattache la prison au tribunal, dans toutes les salles du Palais, derrière les accusés, dans les w.-c., et il est bien permis de penser qu'on en aurait trouvé dans les tuyaux de cheminée. Ils devaient former un mur vivant entre les accusés et le monde extérieur, entre les accusés et le public que l'on avait admis, au nombre de cent à cent vingt personnes, dans la salle des séances. Mais trente ou quarante avocats, en frac, percent à chaque instant ce mur de drap bleu. On aperçoit sur le banc des accusés des journaux, des lettres, des bonbons et des fleurs. Des fleurs à foison ! Ils en ont à la boutonnière, ils en ont les mains pleines, ils ont des bouquets sur les genoux et partout autour d'eux. Et le président ne se décide pas à réprimer cette débauche de parfums. Finalement, les officiers de gendarmerie et les huissiers, complètement « démoralisés », se chargeront eux-mêmes de passer des fleurs aux accusés.

Les ouvriers viennent témoigner. Ils s'entassent par dizaines dans la salle qu'on leur a réservée et, quand l'huissier ouvre la porte de la salle d'audience, le flot des hymnes révolutionnaires déferle parfois jusqu'au fauteuil du président. Spectacle impressionnant : ces ouvriers nous apportaient l'atmosphère des faubourgs, des usines, et profanaient avec un si superbe dédain le cérémonial mystique de la justice que le président, jaune comme un parchemin, s'épuisait en gestes découragés. Quant aux témoins qui nous venaient de la « bonne société », quant aux journalistes de la presse libérale, ils durent contempler ces travailleurs avec le respect et l'envie que les faibles ressentent devant les forts.

Le premier jour du procès fut signalé par une remarquable manifestation. Sur cinquante-deux accusés, le président n'en cita que cinquante et un. Il tut le nom de Ter-Mekertchiantz.

« Où est l'accusé Ter-Mekertchiantz ? demanda l'avocat Solokov.

– Il a été exclu de la liste des accusés.

– Pourquoi ?

– Il... il... on l'a exécuté. »

En effet, entre le 20 juin et le 19 septembre, Ter-Mekertchiantz, livré à l'autorité militaire par la magistrature civile, avait été fusillé dans le fossé de la forteresse de Cronstadt pour participation à la mutinerie de la garnison.

Les accusés, les témoins, les défenseurs, le public, tous se lèvent en silence, rendant hommage à la mémoire du martyr. Les officiers de police et de gendarmerie ont sans doute perdu la tête : ils se lèvent comme tout le monde !

Par groupes de vingt à trente personnes, on introduisit les témoins pour la prestation du serment. Beaucoup d'entre eux étaient venus en costume de travail, n'ayant même pas eu le temps de se laver les mains, la casquette sous le bras. Ils jetaient un coup d'œil vers les juges, puis, bien vite, cherchaient à voir les accusés et, résolument, adressaient un salut aux deux côtés où nous nous trouvions, disant tout haut : « Bonjour, camarades ! » C'était à croire qu'ils venaient demander un renseignement à la permanence du comité exécutif. Le président se dépêchait de les appeler et les invitait à prêter serment. Un vieux prêtre s'avançait aussitôt vers la barre et disposait les instruments de sa profession. Les témoins ne bougeaient pas. Le président répétait l'invitation.

« Non, nous ne prêtons pas serment !... répondaient des voix unanimes. Nous n'admettons pas ce genre de cérémonie.

– Vous êtes pourtant orthodoxes ?

– Nous sommes inscrits comme orthodoxes sur les papiers de la police, mais nous ne reconnaissons rien de tout cela...

– Dans ce cas, mon révérend, vous êtes libre ; nous n'aurons pas besoin de vous aujourd'hui. »

Avec les policiers, quelques ouvriers luthériens et catholiques accomplirent cette formalité. Quant aux « orthodoxes », tous refusèrent de se plier à cette exigence : ils s'engagèrent simplement à dire la vérité.

Les mêmes incidents se renouvelaient à l'arrivée de chaque nouveau groupe.

Certains ensembles présentent cependant des combinaisons imprévues.

« Ceux qui acceptent de prêter serment, disait le président approchez-vous du révérend père. Ceux qui refusent, reculez ! »

Un vieux gendarme, de petite taille, gardien d'usine, sort du groupe et s'avance d'un pas martial vers la barre. On entend un piétinement de lourdes bottes : ce sont les ouvriers qui reculent en causant. À mi-chemin, entre le gendarme et les travailleurs, se trouve subitement isolé le témoin O... avocat bien connu à Pétersbourg, propriétaire d'immeubles, libéral, conseiller municipal.

« Vous prêtez serment, témoin O... ? demande le président.

- Je... je... à vrai dire... je prête serment...
- Dans ce cas, approchez-vous du révérend père. »

Irrésolu, la face convulsée, le témoin s'avance vers la barre, il se retourne : personne ne le suit. Et, devant lui, il n'y a que le petit vieux, que l'uniforme du gendarme.

« Levez le bras ! »

Le vieux gendarme lève trois doigts bien haut au-dessus de sa tête. L'avocat O... lève légèrement le bras et se retourne : son bras retombe.

« Témoin O... dit la voix agacée du président, prêterez-vous serment, oui ou non ?

– Comment donc... comment donc... mais bien sûr ! »

Et le témoin libéral, surmontant sa confusion, lève le bras presque à la hauteur de celui du gendarme. Il répète, avec son compagnon, à la suite du prêtre, mot après mot, la naïve formule. Qu'un artiste reproduise une scène de ce genre, on dira que son tableau manque de naturel. Le profond symbolisme social de ce spectacle judiciaire fut perçu par tous les assistants. Les ouvriers échangeaient des regards ironiques avec les accusés. Les gens du monde se regardèrent entre eux, d'un air gêné. Une maligne satisfaction se trahit sur la face jésuitique du président. Un silence profond s'établit dans la salle.

On interrogea d'abord le sénateur comte Tiesenhausen, conseiller municipal à la douma de Pétersbourg. Il avait été présent à une séance de la douma, au moment où une députation du soviet était venue présenter des exigences.

« Que pensiez-vous, monsieur le témoin, demande un des défenseurs, que pensiez-vous de l'organisation d'une milice municipale armée ?

– J'estime que cette question ne se rapporte pas à l'affaire, répond le comte.

– Dans le cadre où je dois maintenir les débats du procès, réplique le président, la question posée par la défense est légitime.

– Dans ce cas, je dois dire qu'alors l'idée d'organiser une milice municipale obtint ma sympathie, mais que, depuis, j'ai complètement changé d'avis sur ce sujet... »

Combien d'entre eux avaient eu le temps, en un an, de changer d'avis sur cette question et sur beaucoup d'autres ! La presse libérale, qui assurait de son « entière sympathie » les accusés eux-mêmes, ne trouvait pas de mots assez durs, assez tranchants pour blâmer leurs procédés. Les journaux libéraux s'exprimaient avec une ironie apitoyée sur les « illusions » révolutionnaires du soviet. En revanche, les ouvriers lui restaient fidèles, sans la moindre réticence.

De nombreuses usines envoyèrent au tribunal des déclarations collectives par l'intermédiaire de témoins élus. Sur la demande des accusés, le tribunal joignit ces documents au dossier et en donna lecture pendant la séance.

« Nous soussignés, ouvriers de l'usine Oboukhov, disaient un de ces documents que nous prenons au hasard, sachant que le gouvernement prétend traduire devant un tribunal arbitrairement constitué le soviet des députés ouvriers, profondément indignés de voir

que ce gouvernement essaie de représenter le soviet comme une bande de conspirateurs poursuivant des buts étrangers à la classe ouvrière ; nous, ouvriers de l'usine Oboukhov, déclarons que le soviet ne se compose pas d'une bande de conspirateurs, mais de véritables représentants de tout le prolétariat de Pétersbourg. Nous protestons contre l'arbitraire exercé par le gouvernement contre le soviet, arbitraire qui consiste à accuser des camarades élus par nous, qui ont exécuté au soviet toutes nos volontés, et nous déclarons au gouvernement que, dans la mesure où notre camarade P.-A. Zlydnev, que nous respectons tous, est coupable, nous le sommes aussi, ce que nous certifions par nos signatures. »

À cette résolution étaient jointes plusieurs feuilles de papier couvertes de plus de deux mille signatures. Les feuilles étaient sales et froissées : elles avaient circulé de main en main, dans tous les ateliers de l'usine. La déclaration des ouvriers d'Obou-khov n'était pas la plus violente loin de là. Il y en eut dont le président refusa de donner lecture, sous prétexte que le ton en était « profondément irrespectueux » à l'égard du tribunal et du gouvernement.

Au total, sur ces protestations, on aurait pu relever des dizaines de milliers de signatures. Les déclarations des témoins dont un grand nombre, en sortant de la salle des séances, tombèrent entre les mains de la police, illustrèrent ces documents d'un excellent commentaire. Les conspirateurs que le Parquet voulait absolument découvrir se confondirent avec l'héroïque multitude anonyme. Finalement, le procureur, qui, dans son rôle honteux, se donnait des airs d'homme correct, fut contraint d'avouer, au cours de son réquisitoire, deux faits marquants : d'abord, qu'à un certain niveau de son évolution politique, le prolétariat « tend » au socialisme ; ensuite, que l'état d'esprit des masses ouvrières, pendant l'activité du soviet, était vraiment révolutionnaire.

Le procureur dut encore abandonner une position fort importante. « La préparation d'une insurrection armée » servait, bien entendu, de base principale à l'instruction.

« Le soviet vous a-t-il invités à l'insurrection armée ?

– En fait, non », répondaient les témoins.

Le soviet avait simplement affirmé qu'une insurrection armée devenait inévitable.

« Le soviet réclamait une assemblée constituante. Qui donc devait créer cette assemblée ?

Le peuple !

– Par quels moyens ? Par la violence bien sûr. On n'obtient rien autrement. Ainsi, le soviet armait les ouvriers pour l'insurrection ? Non, mais pour un besoin de légitime défense. »

Le Président haussait ironiquement les épaules. Mais, finalement, les déclarations des témoins et des accusés contraignirent le tribunal à admettre ces « propositions contradictoires ». Les ouvriers s'étaient armés pour se défendre. Mais c'était en même temps dans un but d'insurrection, le pouvoir gouvernemental s'étant révélé comme le principal organisateur des pogroms. Cette question devait être élucidée par le discours que l'auteur du présent livre prononça devant le tribunal⁵².

⁵² Nous donnons plus loin ce discours sténographique qui n'a pas été publié en Russie. (1909)

Le procès éveilla le plus vif intérêt au moment où nos défenseurs transmirent au tribunal la Lettre de Lopoukhine, devenue depuis fameuse.

Les accusés et la défense disaient :

« Messieurs les juges ! Vous estimez sans doute que nous parlons en dépit du bon sens quand nous affirmons que certains organes du pouvoir gouvernemental ont joué un rôle décisif dans la préparation et l'organisation des pogroms ? Pour vous, peut-être, les dépositions que vous venez d'entendre ne sont pas des preuves suffisantes ? Peut-être avez-vous eu le temps d'oublier les révélations faites par le prince Ourousov, ancien vice-ministre de l'intérieur, à la Douma d'État ? Peut-être le général de gendarmerie Ivanov vous a-t-il persuadés, quand il est venu vous dire sous la foi du serment que les discours prononcés au sujet des pogroms n'avaient été qu'un prétexte pour armer la multitude ? Peut-être avez-vous cru le témoin Statkovsky, fonctionnaire de la police secrète, quand, sous la foi du serment, il a prétendu n'avoir jamais vu dans tout Pétersbourg un seul appel au pogrom ? Eh bien, voyez ! Voici la copie certifiée d'une lettre de Lopoukhine, ancien directeur du département de la police au cabinet du ministre de l'intérieur Stolypine⁵³. Après enquête faite par lui, sur mandat du comte Witte, M. Lopoukhine affirme que les appels aux pogroms que le témoin Statkovsky n'a, soi-disant, jamais vus, ont été imprimés à l'imprimerie de cette même police secrète dont Statkovsky est fonctionnaire ; que ces appels ont été répandus par des agents de la police secrète et des membres des partis monarchistes dans toute la Russie ; qu'entre le département de la police et les bandes des Cent-Noirs, il existe un lien étroit d'organisation ; qu'à la tête de cette organisation criminelle, à l'époque du soviét, se trouvait le général Trepov qui, comme commandant du Palais, jouissait d'une immense autorité, présentait lui-même au tsar ses rapports sur le travail de la police et, indépendamment de tous les ministres, disposait de sommes énormes, tirées du Trésor, pour l'organisation des pogroms.

« Et voici encore un fait, messieurs les juges ! Beaucoup de feuilles imprimées par les Cent-Noirs – et qui se trouvent entre vos mains, dans le dossier de l'instruction – accusaient les membres du soviét d'avoir dilapidé l'argent des ouvriers. Le général de gendarmerie Ivanov, faisant état de ces calomnies, s'est livré à une enquête spéciale dans les usines et les entreprises de Pétersbourg, enquête qui n'a donné, bien entendu, aucun résultat. Nous autres, révolutionnaires, nous sommes habitués à ces procédés de l'autorité. Mais, sans idéaliser le moins du monde la gendarmerie – vous savez que nous en sommes incapables –, nous étions loin de soupçonner l'audace de cette institution. On apprend, en effet, que les appels et proclamations dans lesquels on accuse le soviét d'avoir dilapidé l'argent des ouvriers ont été rédigés et imprimés secrètement à la direction de la gendarmerie, où le général Ivanov est en service. M. Lopoukhine le certifie. Voici, messieurs les juges, une copie de la lettre, qui porte la signature authentique de l'auteur. Nous demandons que ce précieux document soit intégralement lu à l'audience de ce tribunal. Nous demandons en outre que le conseiller d'État Lopoukhine soit cité à comparaître en qualité de témoin. »

Cette déclaration tomba comme la foudre sur les magistrats. Les débats étaient presque achevés et le président avait cru, après une orageuse traversée, atteindre bientôt le port : cet incident le rejetait en pleine mer.

⁵³ *Dans le cabinet Goremykine. (1909)*

La lettre de Lopoukhine contenait des allusions aux mystérieux rapports que Trepov présentait au tsar. Qui pouvait prévoir comment l'ancien chef de la police, tournant aujourd'hui le dos à ses maîtres, expliquerait ces allusions quand les accusés l'interrogeraient ?... Le tribunal, saisi d'une horreur sacrée, recula devant la possibilité de nouvelles révélations. Après une longue délibération, il repoussa la lettre et récusait le témoignage de Lopoukhine.

Les accusés déclarèrent alors qu'ils n'avaient plus rien à faire à l'audience et voulurent qu'on les renvoyât dans leurs cellules.

On nous emmena. Sur-le-champ, nos défenseurs quittèrent le tribunal. En l'absence des accusés, des avocats et du public, le procureur prononça son réquisitoire, qui fut sec et « correct ». Dans une salle presque vide, les magistrats prononcèrent le verdict. L'accusation d'avoir fourni des armes aux ouvriers dans un but d'insurrection était rejetée. Quinze accusés – et dans ce nombre l'auteur de ces lignes – étaient condamnés à la privation de tous droits civils et à la déportation perpétuelle en Sibérie. Deux devaient subir une détention de courte durée. Les autres étaient acquittés.

Le procès du soviet des députés produisit une énorme impression dans le pays. On peut affirmer que la social-démocratie, lors des élections pour la deuxième Douma, dut son succès à la propagande que lui avait faite le tribunal devant le parlement révolutionnaire du prolétariat pétersbourgeois.

Au procès du soviet des députés se rattache un épisode qui mérite d'être mentionné ici.

Le 2 novembre, jour où la sentence fut publiée sous sa forme définitive, le *Novoïé Vrémia* donna une lettre du comte Witte qui revenait de l'étranger. Il parlait, dans cet écrit, du procès. Il se défendait contre les attaques de la droite bureaucratique. Non, seulement il affirmait n'avoir pas eu l'honneur de préparer, comme instigateur principal, la révolution russe, en quoi il avait assez raison, mais il niait catégoriquement ses rapports personnels avec le soviet. Quant aux témoignages qui avaient été fournis au procès et aux déclarations des accusés, il osait affirmer qu'on les avait « inventés pour les besoins de la défense ». Il ne s'attendait pas, sans doute, à un démenti des prisonniers. Mais il s'était trompé.

Une réponse collective des condamnés, imprimée dans notre journal *Tovarichtch* (*Le Camarade*), le 5 novembre, contenait ceci : « Nous connaissons trop bien la différence de nature qui existe entre nous et le comte Witte, au point de vue politique : aussi ne croyons-nous pas devoir expliquer à l'ex-premier ministre les raisons qui nous obligent, nous, représentants du prolétariat, à dire toujours, quand nous faisons de la politique, la vérité. Mais nous pensons qu'il est parfaitement opportun de citer ici le réquisitoire de M. le procureur. Accusateur par profession, fonctionnaire d'un gouvernement qui nous déteste, il a reconnu que, par nos déclarations et nos discours, nous lui avons fourni « sans résistance » toutes les bases nécessaires à l'accusation – à l'accusation, non à la défense ! Et, devant nos juges, il a déclaré nos dépositions véridiques et sincères.

« Vérité, sincérité, voilà des qualités que les ennemis politiques du comte Witte ne lui ont jamais reconnues, pas plus que ses flatteurs. »

Ensuite, la réponse collective démontrait, documents à l'appui, à quel point les dénégations du comte Witte étaient osées ⁵⁴ et terminait par des lignes qui résumaient et donnaient un

⁵⁴ *Le comte dut reconnaître plus tard qu'il avait eu des rapports avec le soviet, mais il « expliqua » que, dans les députations du soviet, il n'avait voulu voir que « des représentants des ouvriers ». (1909)*

jugement définitif sur le procès intenté au parlement révolutionnaire, aux élus du prolétariat pétersbourgeois.

« Quels qu'aient été les buts et les motifs du démenti publié par le comte Witte, disait notre lettre, quelque imprudent que ce démenti paraisse, il arrive à son heure, il caractérise par un dernier trait indispensable le pouvoir en face duquel s'est trouvé le soviet en ces journées de lutte. Nous nous permettrons de dire sur ce point quelques mots.

« Le Comte Witte note et souligne que c'est lui qui nous a livrés à la justice. Cet exploit historique, comme nous l'avons déjà dit, remonte au 3 décembre 1905. Depuis, nous sommes passés par la Sûreté, puis par la gendarmerie, et enfin nous avons comparu devant un tribunal.

« Dans ce procès ont figuré, comme témoins, deux fonctionnaires de la police secrète. On leur a demandé si un pogrom ne s'était pas préparé à Pétersbourg pendant l'automne de l'année dernière ; ils ont résolument répondu : Non ! Ils ont affirmé qu'ils n'avaient jamais vu un seul appel au pogrom. Or, l'ancien directeur du département de la police, le conseiller Lopoukhin, déclare maintenant que les appels aux pogroms s'imprimaient justement alors dans les locaux de la Sûreté. Tel est le premier moyen de la « justice » à laquelle nous a livrés le comte Witte.

« Dans ce même procès ont figuré des officiers de gendarmerie qui avaient mené l'instruction de l'affaire du soviet. D'après leurs propres dires, l'origine de l'enquête qu'ils firent pour savoir si des sommes d'argent avaient été dilapidées par les députés se trouve dans des feuilles anonymes imprimées par les Cent-Noirs. M. le procureur a déclaré que ces feuilles ne contenaient que des mensonges et des calomnies. Or, que voyons-nous ? Le conseiller Lopoukhine témoigne que ces feuilles de mensonges et de calomnies ont été imprimées par cette même gendarmerie qui mena l'enquête sur l'affaire du soviet. Tel est le deuxième moyen de la « justice ».

« Et quand, dix mois plus tard, nous nous sommes trouvés en présence du tribunal, celui-ci nous a permis d'expliquer au grand jour tout ce que l'on connaissait déjà dans les grandes lignes avant le procès ; mais, dès que nous avons tenté de montrer et de prouver que, devant nous, à cette époque-là, il n'y avait aucun pouvoir gouvernemental, que les organes les plus actifs de ce pouvoir s'étaient alors transformés en des associations de contre-révolution qui foulaient aux pieds, non seulement les lois écrites, mais toutes les lois de la morale humaine ; que les éléments les plus autorisés du personnel gouvernemental constituaient une organisation centrale pour perpétrer des pogroms dans toute la Russie, que le soviet des députés ouvriers avait en somme accompli une tâche de sécurité nationale, lorsque nous avons demandé qu'on joignît au dossier la lettre de Lopoukhine que notre procès avait rendue fameuse, et surtout qu'on interrogeât ce Lopoukhine comme témoin, le tribunal, sans s'embarrasser de motifs juridiques, nous a impérieusement fermé la bouche. Tel est le troisième moyen de la « justice ».

« Et enfin, quand l'affaire est terminée, quand la sentence est prononcée, le comte Witte tente de diffamer ses adversaires politiques, les croyant sans doute définitivement battus. Aussi résolument que ces fonctionnaires de la Sûreté qui affirmaient n'avoir vu aucun appel aux pogroms, le comte Witte déclare qu'il n'a eu aucun rapport avec le soviet des députés ouvriers. Son audace est la même, sa franchise vaut tout autant !

« Nous considérons avec sérénité ces quatre moyens d'accusation de la justice officielle qu'on nous a appliquée. Les représentants du pouvoir nous ont privés « de tous droits » et nous envoient en déportation. Mais il y a un droit dont ils ne peuvent nous

priver, le droit à la confiance du prolétariat et de tous nos honnêtes concitoyens. Dans notre affaire, comme dans toutes les autres questions de notre existence nationale, le dernier mot sera dit par le peuple. Avec une entière confiance, c'est au peuple, c'est à la conscience populaire que nous faisons appel.

*Le 4 novembre 1906,
Maison de détention préventive.*

LE SOVIET ET LE PARQUET

[Retour à la table des matières](#)

Le procès du soviet des députés ouvriers n'est qu'un épisode dans la lutte de la révolution contre la conspiration gouvernementale de Peterhof. Dans la magistrature policière, s'est-on imaginé vraiment que la mise en jugement des membres du soviet serait un acte juridiquement motivé ? Pouvait-on penser que le procès s'engageait et se poursuivait par l'initiative d'un pouvoir judiciaire indépendant ? Qu'on appelait une cause de droit strict ? Cela est plus que douteux. Chacun comprend fort bien que l'arrestation du soviet a été un acte d'arbitraire politique et militaire, qu'elle marque un moment de la campagne sanglante entreprise par un pouvoir que le peuple repousse et honnit.

Nous ne nous demanderons pas ici – bien que la question se pose d'elle-même – pourquoi, entre toutes les méthodes de répression dont on pouvait faire usage, on choisit, à l'égard des représentants ouvriers, le moyen relativement difficile d'un jugement par un tribunal constitué et formé de représentants de classe, de “ pairs ”. L'autorité dispose de beaucoup d'autres ressources qui, tout en étant aussi efficaces, sont beaucoup plus simples. Sans compter le riche arsenal des arrêtés administratifs, on peut citer le Conseil de guerre, ou bien encore une procédure qui, à la vérité, ne figure pas dans les manuels de droit, mais dont on a fait usage avec succès en beaucoup d'endroits : on prie l'accusé de se tenir à quelques pas des juges et de leur tourner le dos ; cette formalité accomplie, on exécute un feu de peloton ; c'est la sentence ; elle ne permet ni appel ni cassation.

C'est un fait, pourtant, que le gouvernement, au lieu d'appliquer pareille mesure aux cinquante-deux personnes que ses agents avaient signalées, organise un procès, et qui n'est pas le procès de cinquante-deux personnes, mais celui du soviet des députés ouvriers. Dès lors, le gouvernement nous oblige à apprécier, en critique, la position juridique qu'il a adoptée.

Le réquisitoire prétend établir que ces cinquante-deux accusés “ sont entrés dans une association... ayant eu pour but, à leur su et connaissance, attenter par la violence au régime qui fonctionne en Russie en vertu des lois fondamentales, et de le remplacer par une république démocratique ”. Tel est le fond de l'accusation qui se base sur les articles 101 et 102 du code criminel.

Ainsi, le réquisitoire présente le soviet des députés ouvriers comme une “ association ” révolutionnaire qui se serait formée pour accomplir une tâche politique déterminée et formulée d'avance ; comme une organisation dont chaque membre, par le fait même qu'il y était entré, souscrivait à un programme politique bien défini. Cette définition du soviet contredit absolument l'histoire de sa formation, telle qu'elle ressort du réquisitoire même. À la première page de l'accusation, nous lisons en effet que les initiateurs du futur soviet invitaient les ouvriers “ à élire des députés pour un comité ouvrier qui donnerait au mouvement de l'organisation, de l'unité et de la force ” et “ représenterait les besoins des ouvriers pétersbourgeois devant le

reste de la société ”. Et, “ en effet, poursuit le réquisitoire, il y eut alors, dans de nombreuses usines, des élections de députés ”. Quel était donc le programme politique du soviet ainsi constitué ? Ce programme n'existait pas. Bien mieux : ce programme ne pouvait pas exister, car le soviet, nous l'avons vu, au lieu de grouper des personnes partageant les mêmes opinions politiques (comme un parti ou une conspiration), se composait de représentants élus (ainsi qu'une douma ou un zemstvo). Les conditions mêmes de la formation du soviet démontrent sans aucun doute possible que les hommes cités dans le réquisitoire, de même que les autres membres du soviet, loin d'entrer dans un complot ayant pour but, à leur su et connaissance, de renverser par la force le régime et de créer une république démocratique, constituaient un collège de représentants qui ne pouvaient choisir une orientation politique définie avant d'avoir travaillé en collaboration.

Si le soviet est une des associations prévues dans les articles 101 et 102, où sont donc les limites de cette association ? Les délégués ne décident pas eux-mêmes d'entrer au soviet ; ils y sont envoyés par des électeurs. D'autre part, le collège des électeurs n'est jamais dissous. Il subsiste en permanence à l'usine. Le délégué lui rend compte de ses actes. Par l'intermédiaire du délégué, le collège électoral influe d'une façon décisive sur l'activité du soviet. Dans toutes les questions essentielles – grèves, lutte pour la journée de huit heures, armement des ouvriers l'initiative venait des usines les plus à l'avant-garde, non du soviet. Une réunion d'ouvriers électeurs votait telle ou telle résolution que le délégué transmettait au soviet. Ainsi, ce soviet, ce conseil, était réellement l'organisation de l'immense majorité des ouvriers de Pétersbourg. À la base de cette organisation se trouvait l'ensemble des collèges électoraux, à l'égard desquels le soviet jouait un rôle analogue à celui du comité exécutif par rapport au soviet même. Certain passage du réquisitoire reconnaît cette situation de la façon la plus catégorique : “ La tendance du comité ouvrier ([56]) à réaliser l'armement de tous les ouvriers fut exprimée... dans les décisions et les résolutions d'organisations diverses qui faisaient partie du comité ouvrier. ” Le réquisitoire cite plus loin une décision de ce genre prise par une réunion des ouvriers de la presse. Mais si le syndicat des ouvriers de la presse, d'après l'opinion du Parquet, “ faisait partie ” du soviet (ou plus exactement : faisait partie des “ organisations ” du soviet), il est évident que, dès lors, chaque membre du syndicat était membre d'une association ayant pour but de renverser le régime par la violence. Et non seulement le syndicat ouvrier de la presse, mais tous les ouvriers des usines, des entreprises, en envoyant des députés au soviet, entraient, à titre de collège électoral, dans l'organisation du prolétariat pétersbourgeois. Et si le Parquet avait envisagé une application intégrale et logique des articles 101 et 102, selon la lettre et selon l'esprit, il aurait dû citer à comparaître au banc des accusés les deux cent mille ouvriers de Pétersbourg. Tel était bien le point de vue de ces ouvriers qui, en juin, dans une série de résolutions très hardies, demandèrent qu'on les poursuivît en justice. Et ce n'était pas seulement une manifestation politique : cette démarche devait rappeler au Parquet ses obligations les plus élémentaires au point de vue juridique.

Mais les principes du droit sont le moindre souci du Parquet. Il sait que l'autorité réclame quelques dizaines de victimes pour mieux sentir le prix de sa “ victoire ”, et il limite le nombre des accusés, en dépit de l'évidence, se justifiant par de grossiers sophismes.

- 1° Il ferme complètement les yeux sur ce fait que le soviet est une assemblée élue, et le considère comme une association de partisans révolutionnaires.
- 2° Le nombre des membres du soviet s'élève à cinq cents ou six cents ; c'est trop pour le procès de tendance que l'on veut faire à quelques conjurés commandant la multitude ouvrière : le Parquet se contentera donc de disjoindre la cause du comité exécutif et celle du soviet. Consciemment, le Parquet veut ignorer que le comité exécutif est

élu, que sa composition est variable ; sans tenir compte des documents, le Parquet attribue au comité exécutif des décisions qui ont été prises en assemblée plénière.

- 3° outre les membres du comité exécutif, le Parquet sélectionne et cite, parmi les membres du soviet, ceux des députés qui “ ont pris une part active et personnelle (?) aux travaux du soviet ”. Cette distinction est absolument arbitraire. Le code ne châtie pas seulement celui qui prend “ une part active et personnelle ” à un complot, mais tout homme affilié à une association criminelle. Le caractère de la participation détermine simplement le degré de la peine.

Quel est donc le critère du Parquet ? La preuve d'une participation active et personnelle à une association ayant pour but de renverser le régime par la violence, l'accusation la trouve, par exemple, dans le fait d'avoir contrôlé des cartes d'entrée, de s'être joint à une patrouille de grévistes ou, enfin, dans le simple aveu d'avoir été membre du soviet. C'est ainsi qu'à l'égard des accusés Krassine, Loukanine, Ivanov et Marlotov, le Parquet ne peut retenir qu'un seul chef d'accusation : ils reconnaissent avoir appartenu au soviet. De cet aveu, le Parquet conclut, pour des raisons mystérieuses, à leur “ participation active et personnelle ”.

- 4° Si l'on observe que certaines personnes “ étrangères ” au soviet y furent arrêtées le 3 décembre, pendant une séance à laquelle elles assistaient par hasard, si l'on reconnaît que ces personnes n'entrèrent jamais en rapports directs avec le soviet et n'y prirent jamais la parole, on se fera une idée de l'arbitraire qui guida le Parquet dans le choix de ses accusés.
- 5° Mais ce n'est pas tout. Après le 3 décembre, ce qui restait du soviet fut complété par de nouveaux membres, le comité exécutif se reforma, les *Izvestia* continuèrent à paraître (le numéro 8 sortit le lendemain de notre arrestation) et le soviet reconstitué appela les ouvriers à la grève de décembre. Quelque temps après, le comité exécutif de ce nouveau soviet fut arrêté. Qu'en résulta-t-il ? Bien qu'il eût simplement continué l'œuvre de ses prédécesseurs, poursuivant les mêmes fins et appliquant les mêmes méthodes de lutte, le nouveau soviet, au lieu d'être cité en justice, fut livré à la répression administrative.

Le soviet se tenait-il sur le terrain du droit ? Non, il ne s'y tenait pas et ne pouvait s'y tenir, car ce terrain n'existait pas. Le soviet des députés, quand bien même il l'aurait voulu, n'aurait pu se servir du manifeste du 17 octobre pour justifier sa création : quand il se constitua, le manifeste n'existait pas encore. Le soviet est sorti du mouvement révolutionnaire qui devait aussi nous valoir ce manifeste.

Le réquisitoire repose tout entier sur une grossière fiction : il suppose la persistance intégrale de la législation russe pendant la dernière année. Le Parquet s'en tient à cette hypothèse de fantaisie que tous les articles du code criminel ont gardé constamment leur valeur effective, qu'on n'a jamais cessé de les appliquer, qu'on ne les a jamais abolis, sinon en droit, du moins en fait.

Or, la révolution avait arraché du vieux code, avec le consentement muet des autorités, un bon nombre de pages.

Les congrès des zemstvos s'étaient-ils appuyés sur le droit ? Les banquets et les manifestations s'étaient-ils réglés sur le code ? La presse avait-elle observé les règlements de la censure ? Des sociétés d'intellectuels ne s'étaient-elles pas constituées impunément et, comme on dit, “ spontanément ”, ce qui signifie “ au nom du droit révolutionnaire ” ?

Mais examinons la destinée même du soviet. En supposant que les articles 101 et 102 du code soient restés constamment en vigueur, le Parquet considère le soviet comme une organisation franchement criminelle, criminelle dès le jour de sa formation ; ainsi, le fait d'entrer au soviet devient également un crime. Mais alors, comment expliquer qu'un haut représentant du pouvoir ait engagé des pourparlers avec une association criminelle qui avait pour but d'établir la république par la révolution ? Si l'on admet que la législation d'antan restait en vigueur, et cela intégralement, les pourparlers du comte Witte deviennent un crime qu'il faudrait juger. L'inconséquence du Parquet, quand il cherche à défendre un terrain de droit inexistant, est manifeste en ce point.

Le réquisitoire cite la discussion qui eut lieu à propos de l'envoi d'une députation au comte Witte dans le but d'obtenir l'élargissement de trois membres du soviet arrêtés dans un meeting devant la cathédrale de Kazan, et le procureur considère cette démarche comme “ une tentative légitime pour obtenir l'élargissement des détenus ” (page 6). Ainsi, le Parquet admet que le comte Witte, représentant du pouvoir exécutif, a eu une entrevue avec les membres d'une association révolutionnaire dont le but était de renverser le régime que Witte était appelé à défendre.

Quel fut le résultat de cette “ tentative légitime ” ? Le réquisitoire reconnaît parfaitement que le président du conseil des ministres, “ après s'être entendu avec le préfet de police, ordonna d'élargir les personnes arrêtées ” (page 6). Ainsi, le pouvoir gouvernemental cédait aux exigences d'hommes dont la place, suivant les articles 101 et 102, était au bague et non ans l'antichambre du ministre.

Où se cachait donc la “ légalité ” dans cette affaire ? La réunion qui eut lieu devant la cathédrale de Kazan, le 18 octobre, était-elle autorisée par la loi ? Non, sans aucun doute, car les membres du soviet qui présidèrent ce meeting furent arrêtés. Était-il légal qu'une association antigouvernementale dépêchât une députation au gouvernement ? Le Parquet dit que oui. La loi approuvait-elle l'élargissement de trois criminels sur les instances de plusieurs centaines d'autres criminels ? La loi, semble-t-il, voulait plutôt l'arrestation des complices restés en liberté. Mais peut-être le comte Witte amnistiait-il ces criminels ? D'où lui venait ce droit d'amnistie ?

Le soviet des députés ouvriers ne se tenait pas sur le terrain du droit. Mais le pouvoir gouvernemental ne s'y tenait pas non plus. Ce terrain-là n'existait pas.

Les journées d'octobre et de novembre remuèrent une immense population, dévoilèrent de nombreuses tendances qu'on avait toujours ignorées, multiplièrent les jeunes organisations, créèrent de nouveaux rapports politiques. Avec le manifeste du 17 octobre, l'ancien régime liquidait solennellement son passé. Mais le nouveau régime n'existait pas encore. Les vieilles lois, qui étaient en contradiction évidente avec le manifeste, n'étaient pas abolies. Cependant, en fait, on les violait à tout instant. Des phénomènes nouveaux, de nouvelles formes de vie ne pouvaient trouver place dans les limites de la “ légalité ” instituée par l'autocratie. Non seulement le pouvoir tolérait que la loi fût mille fois transgressée ; il couvrait dans une certaine mesure les crimes et les délits. D'ailleurs, en bonne logique, le manifeste du 17 octobre abolissait un grand nombre de lois en vigueur et supprimait l'appareil législatif de l'absolutisme.

Les nouvelles formes de la vie sociale se constituaient et vivaient en dehors de toute définition juridique. Le soviet était une de ces formes.

La différence, tellement énorme qu'elle en est absurde, entre les groupements définis par l'article 101 et la nature réelle du soviet tient au fait que le soviet des députés ouvriers était une institution absolument neuve, une création que les lois de l'ancienne Russie n'avaient jamais prévue. Il surgit à un moment où le voile de l'ancien droit, complètement usé, se déchirait

et où le peuple révolutionnaire en piétinait les lambeaux. Le soviet se constitua en dehors du droit, selon une nécessité réelle.

Quand la réaction dirigeante se fut consolidée, après avoir repoussé les premières attaques, elle recourut aux lois périmées : dans une rixe, on ramasse la première pierre qui vous tombe sous la main pour la lancer à son adversaire. L'article 101 du code criminel est une pierre dont on a cru pouvoir se servir, et les magistrats se sont chargés de la lancer ; le Palais avait ordre de punir tous ceux que lui signaleraient des gendarmes ignorants et des procureurs dévoués à la gendarmerie.

Au point de vue juridique, l'accusation s'est trouvée dans une situation peu enviable : on l'a bien vu quand elle a examiné la question de la participation des représentants officiels des partis aux décisions du soviet.

Quiconque a touché de près ou de loin au soviet n'ignore pas que les représentants des partis n'avaient, ni au soviet, ni dans son comité exécutif, le droit de suffrage délibératif ; ils participaient aux débats, pas aux votes. Cela s'explique par ce fait que le soviet était organisé d'après le principe de représentation des entreprises et des professions ouvrières, non des partis. Les représentants des partis pouvaient se rendre utiles et se rendaient utiles au soviet par leur expérience politique, par leurs connaissances, mais ils ne pouvaient voter sans violer le principe de la représentation des masses ouvrières. Ils étaient, si l'on peut dire, des experts politiques au sein du soviet.

Ce fait indubitable, mais qu'il n'était pas facile d'établir, a mis dans un extrême embarras les magistrats de l'instruction et de l'accusation.

La première difficulté était d'ordre purement juridique. Si le soviet était une association criminelle qui se donnait tel et tel but, si les accusés étaient des membres de cette association criminelle et devaient, pour répondre à cette accusation précise, comparaître devant le tribunal, comment traiter des accusés dont le suffrage était purement consultatif, qui pouvaient défendre une opinion mais ne pouvaient agir à titre de membres de l'association, qui ne pouvaient voter, c'est-à-dire se joindre directement à la volonté collective de l'association criminelle ? De même que les déclarations d'un expert dans un tribunal peuvent exercer une influence énorme sur les juges sans que pour cela l'expert réponde de la sentence, les déclarations des représentants des partis, de quelque manière qu'elles aient influé sur l'activité du soviet, ne rendent pas juridiquement responsables les hommes qui ont dit au soviet : “ Voilà notre conviction, tel est l'avis de notre parti, mais la décision dépend de vous. ” Bien entendu, les représentants des partis n'ont aucunement l'intention d'échapper au Parquet en invoquant ce motif. Le Parquet cherche à défendre autre chose que des articles de loi et que le “ droit ” ; il se préoccupe des intérêts d'une caste. Et comme les représentants des partis, par leur travail, ont porté des coups à cette caste au même titre que les autres membres du soviet, il est bien naturel que la vengeance gouvernementale, présentée sous l'aspect d'une sentence du Palais de Justice, tombe sur les représentants des partis au même titre que sur ceux des usines et des entreprises. Mais une chose est indubitable : si l'on déclare que les députés du soviet sont membres d'une association criminelle, et si, pour affirmer cela, on fait violence à la vérité et à la signification juridique des mots, l'application de l'article 101 aux représentants des partis est une véritable absurdité. La logique humaine le dit du moins, et la logique du droit ne peut être qu'une application de la logique générale à un ensemble de notions spéciales.

La deuxième difficulté que le Parquet rencontrait quand il examinait la situation dans le soviet des délégués des partis était de caractère politique. Le but poursuivi d'abord par le général de gendarmerie Ivanov, puis par le substitut Baltz ou par celui qui l'inspirait, était fort simple : présenter le soviet comme une organisation de conspirateurs, qui, sous la pression d'un petit groupe de révolutionnaires énergiques, commandaient les masses organisées. Contre

cette image du soviet, inventée par des jacobins de police, tout proteste : la composition du soviet, son activité ouverte et publique, les procédés de discussion et de délibération qui y furent appliqués, et, enfin, ce fait que les représentants des partis n'avaient pas voix délibérative. Or, que fait l'instruction ? Si la vérité matérielle est contre elle, tant pis pour la vérité : la magistrature corrige la vérité par des moyens administratifs. D'après les procès-verbaux, d'après le compte des voix, et enfin d'après les rapports de ses agents, la gendarmerie pouvait sans peine établir que les représentants des partis n'avaient au soviet que des voix consultatives. La gendarmerie le savait ; mais, comme ce fait la gênait dans ses combinaisons, elle fit consciemment tout le nécessaire pour égarer le Parquet. Il importait beaucoup de savoir quelle avait été la situation juridique des représentants du parti dans le soviet ; la gendarmerie laisse de côté, systématiquement et consciemment, cette question. Elle voudrait bien pouvoir dire à quelle place était assis tel ou tel membre du comité exécutif, comment on entrait, comment on sortait, mais elle oublie complètement : de se demander si 70 social-démocrates et 35 socialistes-révolutionnaires, au total 105 représentants, eurent voix délibérative quand il fut question de décider la grève générale, la journée de huit heures, etc. Elle n'interrogea ni les accusés ni les témoins là-dessus afin d'éviter tous éclaircissements ([57]). C'est un point évident et incontestable.

Nous avons dit plus haut que les magistrats instructeurs égaraient ainsi à dessein l'accusation. Est-ce bien exact ? Le Parquet représenté par un de ses membres, assiste aux interrogatoires ou du moins, signe les procès-verbaux. Il a donc la faculté de montrer l'intérêt qu'il porte à la vérité. Il faut seulement que cet intérêt, il l'ait. Bien entendu, R n'y songe pas. Non seulement il couvre les " bavures " de l'instruction, mais il s'en sert pour en tirer des conclusions évidemment fausses.

Cela saute aux yeux dans la partie du réquisitoire qui traite des actes du soviet visant à l'armement des ouvriers.

Nous n'examinerons pas ici la question de l'insurrection armée et de l'attitude prise à cet égard par le soviet. Ce thème a été étudié dans d'autres articles. Il nous suffira de dire que le soulèvement armé, en tant qu'idée révolutionnaire inspirant les masses et dirigeant l'organisation de leurs élus, diffère autant de l'idée d'une révolte armée conçue par les procureurs et la police que le soviet des députés ouvriers diffère des associations prévues par l'article 101. Mais, si l'instruction et l'accusation, dans leur stupidité bien policière, sont incapables de comprendre la signification et l'esprit du soviet, si elles s'embrouillent dans ses idées politiques, elles n'en cherchent que plus obstinément à fonder leur réquisitoire sur un principe simple et clair, comme le revolver.

La gendarmerie, nous le verrons, ne pouvait fournir au Parquet que de bien modestes renseignements sur ce point ; cependant l'auteur du réquisitoire tente témérairement de prouver que le comité exécutif avait armé les masses ouvrières dans un but d'insurrection. Nous serons ici obligés de citer tout un passage de l'accusation afin de l'examiner en détail.

“ Vers cette époque (c'est-à-dire dans la seconde quinzaine de novembre), dit le procureur, se réalisèrent vraisemblablement tous les plans mentionnés ci-dessus, les plans formés par le comité exécutif pour l'armement des ouvriers de Pétersbourg ; car – d'après Grégoire Levkine, député de la manufacture de tabac Bogdanov – à une des séances qui eurent lieu vers le milieu de novembre, il fut décidé (par qui ?) de constituer, pour soutenir les manifestants, des groupes de dix et de cent ouvriers armés ; alors, le député Nicolas Nemtsov fit observer que les ouvriers n'avaient pas d'armes ; et parmi les assistants (où cela ?) on commença une collecte dont le produit devait servir à acheter des armes. ”

Ainsi, nous apprenons qu'au milieu de novembre, le comité exécutif réalisait “ tous ” ses plans d'armement du prolétariat. Comment prouve-t-on cela ? Par deux témoignages indiscutables. En premier lieu, Grégoire Levkine dépose que, vers cette époque, il avait été décidé (probablement par le soviet) de constituer des groupes armés de dix et de cent ouvriers. N'est-il pas clair que le soviet, au milieu de novembre, “ avait réalisé ” toutes ses intentions d'armement, du moment qu'alors il exprimait... “ L'intention ” (Ou la décision) d'organiser des groupes ? Mais le soviet avait-il vraiment pris cette décision ? En aucune façon. Le réquisitoire se fonde, dans ce cas, non sur une décision du soviet qui ne fut pas prise, mais sur le discours d'un des membres du soviet (de moi) ; dans le même réquisitoire, ce discours est cité à la page 17.

Ainsi, pour prouver que “les plans ” ont été réalisés, le Parquet cite une résolution qui, si même elle avait été prise, ne serait par elle-même qu'un “ plan ”.

Comme seconde preuve de l'armement des ouvriers de Pétersbourg au milieu de novembre, on nous cite les paroles de Nicolas Nemtsov, qui, “ justement alors (!) faisait observer que les ouvriers manquaient d'armes ”. Il est difficile de comprendre comment, lorsque Nemtsov signale que l'on manque d'armes, cela peut servir de preuve de la présence de ces armes. Il est dit d'ailleurs, plus loin, que “ parmi les assistants, on commença une collecte dont le produit devait servir à acheter des armes ”. Il est indiscutable que les ouvriers ont cherché à réunir des fonds destinés à leur armement. Mettons que, dans le cas particulier dont parle le procureur, une collecte de ce genre ait eu lieu. Il est pourtant impossible d'admettre que, dès ce moment, par suite de ce fait, “ on ait réalisé tous les plans du comité exécutif concernant l'armement des ouvriers de Pétersbourg ”. De plus, on se demandera devant qui Nicolas Nemtsov croyait utile de signaler que l'on manquait d'armes. Évidemment, devant l'assemblée du soviet ou bien du comité exécutif. Il faut donc admettre que quelques dizaines ou centaines de députés collectaient entre eux de l'argent pour l'armement des masses ; et ce fait, invraisemblable par lui-même, deviendrait la preuve que les masses étaient alors réellement armées !

Voilà donc l'armement des ouvriers prouvé ; il ne reste plus qu'à en dévoiler le but. Le réquisitoire s'exprime ainsi sur ce sujet : “ Cet armement, comme l'a certifié le député Alexis Chichkine, avait pour justification la possibilité de pogroms, mais, d'après lui, ces pogroms n'étaient qu'un prétexte et, en réalité, on préparait pour le 9 janvier une insurrection armée. ” “ En effet, continue le réquisitoire, la distribution d'armes, d'après la déposition du député Michel Khakharev, de l'usine Odner, fut commencée par Khroustalev -Nossar en octobre, et lui, Yhakharev, reçut de Khroustalev un revolver “ pour se défendre contre les Cent-Noirs ”. Or, ce but défensif de l'armement est démenti non seulement par les décisions du soviet, mais par le contenu de certains documents découverts dans les papiers de Georges Nossar. C'est ainsi qu'on a trouvé le texte authentique d'une résolution du soviet, non datée, comportant un appel aux armes, à la formation de compagnies et d'une armée “ prête à résister au gouvernement de Cent-Noirs qui déchire la Russie ”.

Arrêtons-nous d'abord à ce point. La résistance aux Cent-Noirs ne serait qu'un prétexte ; le véritable but de l'armement général réalisé par le soviet au milieu de novembre serait une révolte armée pour le 9 janvier.

Il est vrai que ce véritable but n'était connu ni de ceux qu'on armait, ni de ceux qui armaient de sorte que, sans la déposition d'Alexis Chichkine, on aurait toujours ignoré que l'organisation des masses ouvrières avait fixé le soulèvement à une date déterminée. Une autre preuve de ce fait que, vers le milieu de novembre, le comité exécutif aurait armé les masses pour une insurrection en janvier, est donnée par ceci qu'en octobre, Khakharev reçut de Khroustalev un revolver “ pour se défendre contre les Cent-Noirs ”.

Le but défensif de l'armement est cependant démenti, d'après le procureur, par d'autres documents trouvés dans les papiers de Nossar, par exemple par le texte authentique (?) d'une résolution portant appel aux armes dans le but d'opposer une résistance " au gouvernement de Cent-Noirs qui déchire la Russie ". Le soviet des députés ouvriers rappelait aux masses qu'il était nécessaire de s'armer et que l'insurrection deviendrait inévitable ; c'est une chose prouvée par de nombreuses décisions du soviet ; personne ne peut le contester ; le procureur n'eut pas à chercher des preuves de ce fait. L'accusation cherchait simplement à démontrer que le comité exécutif, au milieu de novembre, avait réalisé " tous ses plans " d'armement des masses et que cet armement avait pour but immédiat la révolte armée ; comme preuve, le procureur cite encore une résolution qui se distingue de toutes les autres par ce fait qu'on ne peut dire à quelle date elle a été prise, ni même si elle a été prise par le soviet. Et c'est pourtant cette douteuse résolution qui doit démentir le caractère défensif de l'armement, c'est elle qui parle d'une " résistance " (le mot y est) au gouvernement de Cent-Noirs qui déchire la Russie.

Cependant, les bévues de l'accusation, dans la question des revolvers, ne s'arrêtent pas là. Le réquisitoire dit encore : " Dans les papiers de Nossar, on a trouvé une note rédigée on ne sait par qui, note qui prouve que Nossar avait promis de distribuer, à la séance qui suivrait le 13 novembre, des revolvers de système Browning, ou bien Smith et Wesson, à prix réduits en faveur de l'organisation ; l'auteur de la note, qui habite Kolpino, demande qu'on lui délivre ce qui a été promis. "

Pourquoi l'auteur de la note, " qui habite Kolpino ", ne pouvait-il pas obtenir des revolvers " à prix réduits ", dans un but de légitime défense, et non de soulèvement armé ? Cela est aussi difficile à comprendre que le reste. On pourrait en dire autant d'une autre demande de revolvers que l'on a mentionnée au procès.

En fin de compte, les renseignements fournis par le Parquet au sujet de l'armement des ouvriers de Pétersbourg sont vraiment pitoyables. Le réquisitoire semble même s'en plaindre :

" Dans les documents de Nossar, dit-il, on n'a relevé que des dépenses insignifiantes pour l'achat d'armes, car (!) il n'y avait là qu'un carnet et une feuille détachée où était notée la livraison aux ouvriers de revolvers de différents systèmes et de boîtes de cartouches ; de plus, ces notes prouveraient qu'il n'a distribué que soixante-quatre revolvers. "

Soixante-quatre revolvers représentent ainsi la réalisation de " tous les plans " du comité exécutif concernant l'armement des ouvriers, en vue d'un soulèvement en janvier : le procureur en est évidemment confus. Il risque alors un pas audacieux : si l'on ne peut prouver que des revolvers ont été achetés, on essaiera de prouver qu'ils pouvaient être achetés. Dans ce but, le réquisitoire complète les pauvres renseignements qu'il vient de fournir en faisant entrevoir de larges perspectives financières. Après avoir signalé qu'à l'usine de la Société des wagons-lits on avait recueilli de l'argent destiné à l'armement, le réquisitoire dit : " Des collectes de ce genre permettaient d'acheter des armes ; le soviet des députés ouvriers pouvait, en cas de besoin, acheter des armes par grosses quantités, car il disposait de sommes considérables... Le total des recettes réalisées par le comité exécutif se montait à trente mille soixante-trois roubles cinquante-deux kopecks. "

On dirait un roman-feuilleton, qui ne recherche même pas la vraisemblance. On cite des notes et des textes " authentiques " de décisions, pour les laisser de côté ensuite et recourir hardiment à de simples suppositions : le comité exécutif avait beaucoup d'argent, donc il avait beaucoup d'armes.

Si l'on emprunte la méthode du Parquet, on pourra dire la Sûreté avait beaucoup d'argent, donc les fauteurs de pogroms avaient beaucoup d'armes. Cette conclusion ne serait, d'ailleurs, qu'en apparence identique à celle du réquisitoire, car, tandis que le moindre kopeck était inscrit

dans les comptes du soviet, ce qui permet de réfuter facilement les suppositions audacieuses du Procureur, les dépenses de la Sûreté restent dans le domaine du mystère, domaine que, depuis longtemps, une véritable justice devrait explorer.

Pour en finir avec les raisons et les conclusions du réquisitoire sur l'armement des ouvriers, nous allons essayer de les présenter sous une forme concise et logique.

THÈSE

Vers le milieu de novembre, le comité exécutif a armé le prolétariat de Pétersbourg dans un but d'insurrection armée.

PREUVES

- a) Un des membres du soviet, à la réunion du 6 novembre, engageait l'assemblée à organiser les ouvriers en groupes de dix et de cent.
- b) Nicolas Nemtsov, vers le milieu de novembre, signalait qu'on manquait d'armes.
- c) Alexis Chichkine savait que le soulèvement était fixé au 9 janvier.
- d) Dès le mois d'octobre, Khalcharev reçut un revolver pour se défendre contre les Cent-Noirs.
- e) Une résolution dont la date est ignorée dit qu'il faut se procurer des armes.
- f) Un inconnu " qui habite Kolpino " a demandé qu'on lui fournît des revolvers " à prix réduits en faveur de l'organisation ".
- g) Bien que l'on ne puisse prouver que la distribution de soixante-quatre revolvers, le soviet avait de l'argent, et comme l'argent permet de tout acheter, l'argent du soviet a pu être échangé contre des revolvers.

Cette façon de raisonner est si grossière, si contraire au bon sens, qu'on n'en voudrait pas, même comme exemple de sophisme, dans un manuel de logique.

Et c'est sur de tels matériaux, sur cet édifice juridique, que le tribunal devait pourtant dresser sa sentence.

MON DISCOURS AU TRIBUNAL

[Retour à la table des matières](#)

(Séance du 4 octobre 1906)

Messieurs les juges, messieurs les pairs,

L'objet des débats comme de l'instruction se ramène essentiellement à la question de l'insurrection armée, question qui, pendant les cinquante jours d'existence du soviet des députés ouvriers, ne s'est posée – si étrange que puisse paraître le fait au tribunal spécial – dans aucune des séances du soviet. Dans aucune de nos séances n'a été formulée ni discutée la question d'une insurrection armée ; bien plus, dans aucune de nos séances n'ont été posées ni discutées particulièrement la question de l'Assemblée constituante, de la république démocratique, ni même celle de la grève générale, de sa signification de principe, en tant que méthode de lutte révolutionnaire. Ces questions essentielles qui ont été débattues pendant de longues années, d'abord dans la presse révolutionnaire, puis dans les meetings et les réunions, le soviet des députés ouvriers les a complètement laissées de côté. Je dirai plus loin comment cela s'explique et je caractériserai l'attitude du soviet des députés ouvriers à l'égard de l'insurrection armée. Mais, avant d'aborder cette question essentielle pour le tribunal, je me permettrai d'attirer l'attention de messieurs les juges sur un autre point qui, en comparaison avec le premier, présente un intérêt plus général, quoique moins grave : c'est la question de l'emploi de la violence par le soviet des députés ouvriers. Le soviet se reconnaissait-il le droit, dans la personne de tel ou tel de ses organes, d'appliquer, en certains cas, la violence, les représailles ? À cette question, formulée en général, je répondrai : Oui ! Je sais aussi bien que le représentant de l'accusation que, dans tout État fonctionnant « normalement », quelle que soit la forme de cet État, le monopole de la violence et de la répression appartient au pouvoir gouvernemental. C'est son « droit inaliénable » et il le garde jalousement, veillant bien à ce qu'aucun groupe de particuliers ne le lui enlève. C'est ainsi que l'organisation gouvernementale lutte pour l'existence. Il suffit de se représenter d'une façon concrète la société actuelle, cette coalition compliquée et riche d'intérêts contradictoires, dans un immense pays tel que la Russie, pour comprendre aussitôt que dans le régime social d'aujourd'hui, déchiré par des antagonismes, la répression et les représailles sont inévitables. Nous ne sommes pas des anarchistes, nous sommes des socialistes. Les anarchistes nous appellent des « étatistes », car nous reconnaissons la nécessité historique de l'État et, par conséquent, la nécessité historique de la violence gouvernementale. Mais dans les conditions créées par la grève politique générale, dont l'intérêt essentiel est de paralyser le mécanisme gouvernemental dans ces conditions, l'ancien régime qui se survit à lui-même et contre lequel la grève était dirigée s'est montré absolument incapable d'agir ; le pouvoir gouvernemental n'a pu maintenir l'ordre social, même avec les moyens barbares dont il disposait. Or, la grève jetait de l'usine dans la rue des milliers et des

milliers d'ouvriers, les amenant à la vie politique et sociale. Qui pouvait les diriger, qui pouvait instituer dans les rangs la discipline ? Quel organe de l'ancien pouvoir ? La police ? La gendarmerie ? La Sûreté ? Je me demande bien qui, et ne trouve pas de réponse. Personne, sauf le soviet des députés ouvriers, personne ! Le soviet, qui dirigeait ces forces immenses, s'était donné pour tâche de réduire autant que possible les difficultés intérieures, de prévenir tout excès et de limiter au minimum le nombre des victimes que, fatalement, causerait la lutte. Et s'il en est ainsi, dans le conflit politique d'où il sortit, le soviet n'était pas autre chose que l'organe du gouvernement autonome des masses révolutionnaires, l'organe d'un pouvoir. Il commandait les parties au nom de la volonté de l'ensemble. C'était un pouvoir démocratique auquel on se soumettait de bon gré. Mais, dans la mesure où le soviet était le pouvoir organisé de l'immense majorité, il était amené nécessairement à appliquer des procédés de répression à celles des fractions de la masse qui introduisaient l'anarchie dans ses rangs. Opposer à ces éléments sa force, c'était le droit du soviet des députés ouvriers ; il jugeait ainsi des choses ; il se considérait comme un nouveau pouvoir historique, comme l'unique pouvoir au moment de la banqueroute intégrale, morale, politique et technique, de l'ancien gouvernement ; il était l'unique garantie de l'inviolabilité des personnes et de l'ordre social dans le meilleur sens du mot. Les représentants d'un vieux pouvoir qui s'appuie tout entier sur une répression sanglante n'ont pas le droit de s'indigner quand on parle des méthodes de violence du soviet. Le pouvoir historique au nom duquel parle ici le procureur n'est que la violence organisée d'une minorité s'exerçant sur la majorité. Le nouveau pouvoir dont le soviet a été le précurseur est la volonté organisée de la majorité qui rappelle à l'ordre la minorité. En cela est la différence, c'est là qu'apparaît le droit révolutionnaire du soviet à l'existence, droit qui domine tous les doutes juridiques et moraux.

Le soviet s'était reconnu le droit d'appliquer la répression. Mais dans quelles occasions, dans quelle mesure ? Des centaines de témoins sont venus vous le dire. Avant d'appliquer la violence, le soviet avait recours aux paroles d'exhortation. Telle était sa véritable méthode, il en usa infatigablement. Par la propagande révolutionnaire, par la parole, le soviet soulevait et soumettait à son autorité des masses de plus en plus nombreuses. S'il s'est heurté à la résistance de groupes ignorants ou dévoyés du prolétariat, il s'est dit qu'il serait toujours temps de les empêcher de nuire par la force physique. Il a cherché d'autres voies, comme vous l'ont montré les dépositions des témoins. Il a fait appel à la raison des directeurs d'usines, les invitant à arrêter le travail, il a agi sur les ouvriers ignorants par l'intermédiaire de techniciens et d'ingénieurs qui approuvaient la grève générale. Il a envoyé des délégués aux ouvriers pour les engager à « lâcher » le travail ; c'est seulement dans les cas extrêmes qu'il a menacé de violence les briseurs de grève. A-t-il même appliqué la violence ? Vous n'en trouverez pas d'exemples, messieurs les juges, dans les dossiers de l'instruction, et il a été impossible, malgré tous les efforts qu'on a faits, d'en découvrir. Si même l'on prend au sérieux les exemples, plutôt comiques que tragiques, de « violence » que l'on a mentionnés devant le tribunal (quelqu'un serait entré dans un appartement en gardant son bonnet sur la tête, un homme en aurait arrêté un autre avec son consentement...), que signifie ce « bonnet » qu'on a oublié d'ôter devant les centaines de « têtes » que l'ancien régime ne cesse de faire tomber ? Si l'on y réfléchit, les violences du soviet des députés ouvriers se présenteront alors sous leur véritable jour. Et nous n'avons pas besoin d'autre chose. Notre tâche est de reconstituer les événements de ce temps-là sous leur véritable aspect et c'est pour accomplir cette tâche que nous autres, accusés, nous accordons une participation active à ce procès.

Je vais poser au tribunal une autre question fort importante : le soviet des députés ouvriers, dans ses actes et ses déclarations, se tenait-il sur le terrain du droit et, en particulier, sur le terrain du manifeste du 17 octobre ? Quel rapport pouvait exister entre les résolutions prises

par le soviet au sujet de l'assemblée constituante et de la république démocratique et le manifeste d'octobre ? C'est une question qui, alors, ne nous intéressait en aucune manière – Je le dis carrément – mais qui prend aujourd'hui une importance énorme pour la justice. Nous avons entendu ici, messieurs les juges, la déposition du témoin Loutchinine qui m'a semblé extrêmement intéressante et, dans quelques-unes de ses conclusions, fort juste et profonde. Il a dit entre autres choses, que le soviet des députés ouvriers, étant républicain par ses formules, par ses principes, par son idéal politique, réalisait en fait, directement, concrètement, les libertés que le manifeste impérial avait proclamées en principe et contre lesquelles luttait de toutes leurs forces ceux-là même qui avaient publié ce manifeste. Oui, messieurs les juges, messieurs les pairs, nous autres, soviet révolutionnaire et prolétarien, nous avons réalisé en fait la liberté de la parole, la liberté des réunions, l'inviolabilité de la personne, tout ce qui avait été promis au peuple sous la pression de la grève d'octobre. Tout au contraire, l'appareil de l'ancien pouvoir n'a semblé se réveiller que pour déchirer les actes où étaient inscrites les conquêtes du peuple. Messieurs les juges, c'est là un fait indubitable, objectivement prouvé, qui, déjà, est entré dans l'histoire. On ne peut le contester parce qu'il est incontestable.

Cependant, on pourra me demander – on demandera peut-être à mes camarades – si nous nous sommes appuyés subjectivement, en notre for intérieur, sur le manifeste du 17 octobre. Nous répondrons alors par un non catégorique. Pourquoi ? Parce que nous pensions en toute certitude – et nous ne nous trompions pas – que le manifeste du 17 octobre ne constituait pas une base de droit, qu'il n'établissait pas un droit nouveau. En effet, un nouveau régime de droit, messieurs les juges, ne s'établit pas, selon nous, par des manifestes ; il y faut la réorganisation réelle de tout l'appareil gouvernemental. Et comme nous nous en tenions à ce point de vue matérialiste, le seul juste, nous pensions avoir le droit de douter des vertus immanentes du manifeste du 17 octobre. Et nous le déclarions ouvertement. Mais notre attitude personnelle, en tant que membres d'un parti, en tant que révolutionnaires, ne définit pas encore, ce me semble, pour le tribunal notre attitude objective, en tant que citoyens de l'État, à l'égard du manifeste, considéré comme la base formelle du régime. Car le tribunal, dans la mesure où il représente la justice, doit considérer le manifeste comme une base, ou bien doit cesser d'exister. On sait qu'en Italie, un parti bourgeois républicain parlementaire peut exister conformément à la constitution monarchique du pays. Dans tous les États civilisés, on voit l'existence légale, on voit les luttes de partis socialistes qui sont essentiellement républicains. Nous demandons si le manifeste du 17 octobre nous comprend aussi, socialistes-républicains dans son régime de liberté ? Cette question doit être tranchée par le tribunal.

C'est au tribunal de dire si nous avons raison, nous, social-démocrates, quand nous déclarions que le manifeste constitutionnel n'était qu'une suite de promesses qui ne seraient jamais tenues de bon gré ; il dira si nous avons raison de critiquer en révolutionnaires les garanties qu'on nous offrait sur du papier, si nous avons raison d'appeler le peuple à la lutte ouverte pour une liberté véritable et complète. Ou bien, qu'il dise que nous avons eu tort ! Qu'il dise que le manifeste du 17 octobre était une véritable base de droit, sur laquelle nous autres, républicains, nous agissions conformément à la loi, en dépit de notre défiance et de nos intentions. Que le manifeste du 17 octobre nous dise lui-même par votre sentence : « Vous m'avez nié, mais j'existe pour vous comme pour tout le pays. »

J'ai déjà dit que le soviet des députés ouvriers, dans ses séances, n'avait pas une seule fois posé la question de l'Assemblée constituante et de la république démocratique. Cependant, son opinion sur ces deux points, comme vous l'avez vu par les discours des témoins ouvriers, était très précisément définie. Et comment en aurait-il été autrement ? Le soviet n'était pas sorti de rien. Il avait surgi au moment où le prolétariat russe venait de passer par le 9 janvier, par la commission du sénateur Chidlovsky, et en général par la longue, trop longue école de

l'absolutisme russe. Revendiquer une assemblée constituante, le suffrage universel, la république démocratique, cela entrainait bien avant l'existence du soviet dans les formules essentielles du prolétariat révolutionnaire, avec la journée de huit heures. Voilà pourquoi le soviet n'eut jamais à poser ces questions de principe ; il les inscrivait simplement dans ses résolutions, comme des problèmes résolus une fois pour toutes. Il en fut de même, en somme, de l'idée d'insurrection.

Avant d'en venir à cette question principale de l'insurrection, je dois vous avertir que, pour autant que j'aie compris l'opinion de l'accusation et, au moins partiellement, du tribunal sur ce point, cette opinion ne diffère pas seulement de la nôtre dans le sens politique, dans l'esprit de parti, et dans l'appréciation qu'on en donne, appréciation contre laquelle il serait inutile de lutter ; la notion même d'insurrection armée que possède le procureur diffère radicalement, profondément, irréductiblement, de celle qu'en avait le soviet et que, je pense, possédait, avec le soviet, et possède encore tout le prolétariat russe.

Qu'est-ce que l'insurrection, messieurs les juges ? Est-ce une révolution de palais ? Est-ce un complot militaire ? Est-ce un soulèvement des masses ouvrières ? Le président du tribunal a demandé à un des témoins s'il estimait que la grève politique était une insurrection ? Je ne me rappelle pas ce que le témoin a répondu, mais je pense et j'affirme que la grève politique, en dépit des doutes de monsieur le président, est essentiellement une insurrection. Ce n'est pas un paradoxe, bien que l'accusation puisse en juger autrement. Je le répète : Pour moi, l'insurrection – et je vais le démontrer – n'a rien de commun, sauf le nom, avec ce que se figurent les gens de police et le Parquet. La grève politique est une insurrection, ai-je dit. En effet, qu'est-ce que la grève politique générale ? Elle n'a de commun avec la grève économique que ce fait que, dans un cas comme dans l'autre, les ouvriers quittent le travail. Pour tout le reste, ces deux grèves sont absolument différentes. La grève économique a pour but précis et fort limité d'agir sur un entrepreneur en l'empêchant de maintenir sa concurrence avec d'autres entreprises. Cette grève arrête le travail dans une entreprise pour obtenir des modifications de régime dans les limites de cette entreprise. La grève politique diffère essentiellement de la grève économique. En règle générale, elle n'exerce aucune pression sur les entrepreneurs, elle ne formule pas de revendications économiques particulières : ses exigences atteignent, par-dessus les entrepreneurs et les consommateurs cruellement frappés, le pouvoir gouvernemental. Comment donc la grève politique agit-elle sur le pouvoir ? Elle en paralyse les fonctions vitales. L'État moderne, même dans un pays aussi arriéré que la Russie, s'appuie sur un organisme économique centralisé dont l'armature générale est constitué par les chemins de fer et par le télégraphe ; celui-ci sert, en quelque sorte de système nerveux. Et si l'absolutisme russe n'utilise pas le télégraphe, les chemins de fer et en général, toutes les conquêtes de la technique moderne à des fins culturelles et économiques, il en a en tout cas besoin pour exercer sa répression. Pour pouvoir lancer des troupes d'un bout à l'autre du pays, pour unifier et guider l'activité de l'administration dans sa lutte contre la révolte, les chemins de fer et le télégraphe sont des instruments indispensables. Or, que fait la grève politique ? Elle paralyse l'appareil économique de l'État, elle rompt les liens qui existaient entre les différentes pièces de la machine administrative, elle isole et prive le gouvernement de force. D'autre part, elle donne une cohésion politique à la multitude des ouvriers des usines et des entreprises, et oppose cette armée ouvrière au pouvoir gouvernemental. En cela, messieurs les juges, je reconnais la nature même de l'insurrection. Unifier les masses prolétariennes dans une même protestation révolutionnaire et les opposer au pouvoir gouvernemental organisé, comme un ennemi face à l'ennemi, telle est l'insurrection, messieurs les juges, ainsi que la comprenait le soviet des députés ouvriers et comme je la comprends. Cette collision révolutionnaire des deux camps ennemis, nous l'avons vue déjà pendant la grève d'octobre, qui se déclencha ainsi qu'une force élémentaire, sans l'aide du soviet des députés ouvriers, qui surgit

avant l'existence même du soviet, qui créa, même, ce soviet. La grève d'octobre a produit l'« anarchie » dans l'État, et le résultat de cette anarchie a été le manifeste du 17 octobre. J'espère que le procureur ne le niera pas : les politiciens et les publicistes les plus conservateurs sont contraints de l'avouer, y compris l'officieux *Novoïé Vrémia* qui voudrait bien effacer le manifeste du 17 octobre, arraché par la révolution, du livre où sont inscrits tant d'autres manifestes analogues ou opposés. Ces jours derniers, le *Novoïé Vrémia* écrivait encore que le manifeste du 17 octobre avait été le résultat d'une « panique » gouvernementale produite par la grève politique. Mais, si ce manifeste sert maintenant de base à tout le régime actuel, nous devons reconnaître, messieurs les juges, que notre système gouvernemental actuel provient d'une panique, et que cette panique a pour origine la grève politique du prolétariat. Comme vous le voyez, la grève générale est quelque chose de plus qu'une simple suspension du travail.

J'ai dit que la grève politique, dès qu'elle cesse d'être une manifestation, devient essentiellement une insurrection. Il serait plus exact de dire qu'elle devient la méthode essentielle et la plus générale de l'insurrection prolétarienne. Méthode essentielle, mais non unique et exclusive. La méthode de la grève politique a des limites naturelles. Et on l'a bien vu quand les ouvriers, à l'appel du soviet, ont repris le travail, le 21 octobre à midi.

Le manifeste du 17 octobre a été accueilli par un vote de méfiance. Les masses avaient parfaitement raison de prévoir que le gouvernement n'accorderait pas les libertés annoncées. Le prolétariat voyait fort bien qu'une lutte décisive deviendrait inévitable et, instinctivement, se groupait autour du soviet qui était le centre de la force révolutionnaire. D'autre part, l'absolutisme, revenu de sa panique, restaurait son appareil à demi détruit et remettait en ordre ses régiments. Le résultat fut qu'après la collision d'octobre il existait deux pouvoirs : un pouvoir nouveau, populaire, qui s'appuyait sur les masses, celui du soviet des députés ouvriers, et l'ancien pouvoir officiel qui s'appuyait sur l'armée. Ces deux forces ne pouvaient pas coexister : l'affermissement de l'une menaçait d'annihiler l'autre.

L'autocratie, qui s'appuyait sur les baïonnettes, s'efforçait naturellement de mettre le trouble, le chaos et la décomposition dans le mouvement grandiose qui groupait les forces populaires et dont le centre était le soviet des députés ouvriers. D'autre part, le soviet, s'appuyant sur la confiance, sur la discipline, sur l'activité, sur l'unanimité des masses ouvrières, ne pouvait pas ne pas comprendre la terrible menace que constituait pour la liberté populaire, pour les droits civiques et l'inviolabilité individuelle, ce fait que l'armée et, en général, tous les instruments matériels du pouvoir restaient entre les mains sanglantes qui les avaient détenus jusqu'au 17 octobre. C'est alors que commence la lutte titanesque de ces deux organes de pouvoir, qui veulent d'un égal désir, s'assurer le concours de l'armée, et c'est là la seconde étape de l'insurrection populaire qui grandit. À la base de la grève des masses, qui dresse le prolétariat contre l'absolutisme, apparaît la volonté ferme de conquérir l'armée, de fraterniser avec elle, de s'emparer de son âme. Cette volonté se manifeste naturellement par un appel révolutionnaire aux soldats qui soutiennent l'absolutisme. La seconde grève de novembre fut une puissante et belle manifestation de solidarité des usines et des casernes. Certes, si l'armée avait passé au peuple, l'insurrection n'aurait pas été nécessaire. Mais pouvait-on se figurer que l'armée gagnerait ainsi, sans résistance, sans difficultés, les rangs de la révolution ? Non, bien entendu ! L'absolutisme n'attendrait pas, les bras croisés, que l'armée, échappant à son influence corruptrice, devînt l'amie du peuple. L'absolutisme devait prendre l'initiative de l'attaque avant que tout ne fût perdu. Les ouvriers de Pétersbourg le comprenaient-ils ? Oui, certes. Le prolétariat pensait-il, le soviet pensait-il que l'affaire irait nécessairement jusqu'à un conflit ouvert entre les deux parties ? Oui, certes, ils savaient, sans l'ombre d'un doute, ils savaient que, tôt ou tard, l'heure fatale devait sonner...

Bien entendu, si l'organisation des forces sociales n'avait été entravée par aucune attaque de la contre-révolution armée, si elle avait continué dans la voie où elle était entrée sous la

direction du soviet des députés ouvriers, l'ancien régime serait tombé sans qu'on eût eu besoin d'employer la moindre violence. Qu'avons-nous vu, en effet ? Nous avons constaté que les ouvriers se rassemblaient autour du soviet, que l'Union des paysans qui englobait des multitudes de plus en plus nombreuses envoyait à ce soviet des députés, que les syndicats des chemins de fer et des postes et télégraphes se joignaient également au soviet. Nous avons constaté une pareille tendance dans les professions libérales représentées par l'Union des syndicats. Nous avons constaté une certaine tolérance, et même une sorte de bienveillance de la part des directeurs d'usines. Il semble que toute la nation ait fait un effort héroïque pour tirer de son sein un organe de pouvoir qui établirait les bases réelles, solides, d'un nouveau régime avant la convocation de l'Assemblée constituante. Si l'ancien pouvoir gouvernemental ne s'était pas mis en travers de ce travail organisateur, s'il n'avait pas essayé, par tous les moyens, de fomenter dans l'existence nationale une véritable anarchie, si ce mouvement d'organisation des forces avait pu se développer avec une entière liberté, nous aurions eu, en résultat, une nouvelle Russie, une Russie régénérée, sans violence, ni effusion de sang.

Mais, précisément, nous n'avons pas cru une minute que l'affranchissement du peuple pût se produire de cette manière. Nous savions trop bien ce qu'était l'ancien régime. Social-démocrates, nous étions sûrs de ceci qu'en dépit d'un manifeste qui semblait rompre résolument avec le passé, le vieil appareil gouvernemental ne céderait pas la place de bon gré, ne remettrait pas le pouvoir au peuple et n'abandonnerait aucune de ses positions principales ; nous avions prévu que l'absolutisme ferait encore plus d'une tentative convulsive pour retenir le pouvoir qui lui restait et pour retirer même ce qu'il avait solennellement octroyé ; et nous en avertissions ouvertement le peuple. Voilà pourquoi l'insurrection, le soulèvement armé, messieurs les juges, était, pour nous, inévitable : il était et il reste une nécessité historique dans la lutte du peuple contre un régime d'autorité militaire et policière. En octobre et en novembre, cette idée dominait toutes les réunions, toute la presse révolutionnaire, elle flottait dans l'atmosphère politique et, d'une manière ou d'une autre, se cristallisait dans la conscience de chacun des députés du soviet. Voilà pourquoi elle entraînait tout naturellement dans les résolutions de notre soviet, et voilà pourquoi nous n'avions pas à la discuter.

La situation difficile que la grève d'octobre nous laissait en héritage : une organisation révolutionnaire des masses, luttant pour l'existence, s'appuyant non sur un droit qui n'existait pas, mais sur la force, dans la mesure où on la possédait, et, d'autre part, une contre-révolution armée qui attendait l'heure de la vengeance, telle était, s'il est permis de s'exprimer ainsi, la formule algébrique de l'insurrection. Les nouveaux événements ne pouvaient y introduire de nouveaux coefficients. L'idée du soulèvement armé – en dépit des conclusions si légèrement tirées par l'accusation – a laissé des traces non seulement dans la résolution du soviet datée du 27 novembre, c'est-à-dire de huit jours avant notre arrestation, résolution qui exprime nettement cette idée, mais, dès le début de l'activité du soviet, dans une autre résolution qui annulait une manifestation de funérailles, dans une autre encore qui annonçait la fin de la grève de novembre, et dans beaucoup d'autres encore : dans tous ces arrêtés, le soviet parlait d'un conflit armé avec le gouvernement d'un dernier assaut, d'un dernier combat qu'il considérait comme inéluctable ; sous des aspects divers, la même idée d'insurrection armée se manifeste dans toutes les décisions du soviet des députés ouvriers.

Mais comment le soviet entendait-il ces décisions ? Pensait-il que l'insurrection serait conçue et préparée en cachette et qu'on viendrait la proposer, toute prête, aux hommes de la rue ? Estimait-il que l'insurrection puisse obéir à un plan déterminé à l'avance ? Le comité exécutif élaborait-il un plan de bataille dans la rue ?

Non, bien entendu ! Et ce ne sera pas un mince embarras pour l'auteur du réquisitoire qui considère, tout confus, quelques dizaines de revolvers, l'unique preuve à ses yeux de l'insurrection armée. D'ailleurs, le procureur se conforme simplement aux notions de notre droit

criminel qui prévoit les complots, mais ne connaît rien de l'organisation des masses, qui prévoit les attentats et les mutineries, mais ne connaît pas et ne peut pas connaître la révolution.

Les notions juridiques qui servent de base au procès actuel sont en retard sur le mouvement révolutionnaire de plusieurs dizaines d'années. Le mouvement ouvrier russe d'aujourd'hui n'a rien de commun avec la notion de complot telle qu'elle est exposée dans notre code criminel, lequel, en fait, n'a pas été modifié depuis Speransky, depuis l'époque des carbonari. Voilà pourquoi, quand on essaie de ramener l'activité du soviétique au cadre étroit des articles 101 et 102, cette tentative est, du point de vue de la jurisprudence, absolument vaine.

Et pourtant notre œuvre fut révolutionnaire. Et pourtant nous préparâmes vraiment l'insurrection armée.

L'insurrection des masses, messieurs les juges, ne se fait pas, elle s'accomplit. Elle est le résultat de circonstances sociales et non la réalisation d'un plan. On ne peut pas la susciter, on peut seulement la prévoir. En vertu des causes qui dépendent aussi peu de nous que du gouvernement impérial, un conflit ouvert devenait inéluctable. Chaque jour, il se rapprochait. Nous y préparer signifiait pour nous faire tout le nécessaire pour limiter autant que possible le nombre des victimes de l'inévitable collision. Avons-nous cru qu'il faudrait d'abord préparer des armes, tracer un plan d'opérations militaires, fixer des postes de combat, partager la ville en secteurs, qu'il faudrait, en un mot, prendre toutes les mesures dont se soucie l'autorité militaire quand elle prévoit « des troubles » ? (Car c'est elle qui divise la capitale en quartiers, désigne des colonels pour commander chacun des secteurs, leur remet des mitrailleuses et tout ce qu'il faut aux mitrailleurs.) Non, ce n'est pas ainsi que nous comprenions notre rôle. Nous nous préparions à l'insurrection inévitable. Remarquez-le bien, messieurs les juges, nous n'avons jamais préparé l'insurrection, comme le dit le procureur, nous nous sommes préparés à l'insurrection. Nous y préparer, cela signifiait d'abord, pour nous : éclairer la conscience populaire, expliquer au peuple que le conflit était inévitable, que tout ce qu'on nous accordait nous serait bientôt enlevé, que seule la force pouvait protéger le droit, que nous avions besoin d'une puissante organisation des forces révolutionnaires, qu'il fallait opposer nos poitrines à l'ennemi, qu'il fallait être prêts à s'engager dans la lutte jusqu'au bout, qu'il n'y avait pas d'autre chemin. Voilà ce que nous considérions, essentiellement, comme une préparation au soulèvement.

Dans quelles conditions, pensions-nous, l'insurrection nous mènerait-elle à la victoire ? Dans le cas où nous serions sûrs de la sympathie des troupes ! Il nous fallait, avant tout, attirer de notre côté l'armée. Nous devions faire comprendre aux soldats le rôle honteux qu'ils jouent actuellement et les appeler à travailler en union avec le peuple, pour le peuple ; voilà la tâche qui s'imposait à nous en premier lieu. J'ai déjà dit que la grève de novembre, cette grève qui fut une tentative désintéressée pour manifester notre sympathie fraternelle à des matelots menacés de la peine de mort, eut également un sens politique de la plus haute importance : elle attira sur le prolétariat révolutionnaire l'attention et la sympathie de l'armée. C'est là que monsieur le procureur devrait chercher d'abord des traces de préparation à une insurrection armée. Mais, bien entendu, une manifestation de sympathie et de protestation ne pouvait seule résoudre la question. Dans quelles circonstances – pensions-nous alors et pensons-nous toujours – pouvait-on espérer le passage de l'armée à la révolution ? Que fallait-il pour cela ? Des mitrailleuses, des fusils ? Sans doute, si les masses ouvrières disposaient de mitrailleuses et de fusils, elles auraient entre les mains une ressource considérable. La nécessité de l'insurrection n'existerait même plus. L'armée intimidée déposerait les armes devant le peuple armé. Mais la masse n'avait pas d'armes, elle n'en a pas et elle ne pourra jamais en avoir en grande quantité. Cela veut-il dire que la masse soit condamnée à une défaite ? Non. Bien qu'il soit très important d'avoir des armes, là n'est pas, messieurs les juges, la force principale. Loin de

là. Ce n'est pas parce qu'il a les moyens de tuer, c'est parce qu'il est prêt à mourir pour sa cause que le peuple, messieurs les juges, finalement l'emportera.

Lorsque les soldats seront envoyés dans la rue pour la répression, quand ils se trouveront face à face avec la foule, quand ils comprendront que le peuple ne quittera pas le pavé avant d'avoir obtenu ce qu'il lui faut ; quand ils verront que le peuple est prêt à tomber, cadavre sur cadavre ; quand ils comprendront que le peuple se présente pour une lutte sérieuse, pour lutter jusqu'au bout, alors, le cœur du soldat, comme cela s'est toujours passé dans les révolutions, sera frappé, le soldat doutera de la solidité du régime qu'il protège, il croira à la victoire du peuple.

On confond habituellement l'insurrection avec les barricades. Si même on néglige de dire que la barricade donne une idée un peu trop décorative de l'insurrection, il ne faut pas oublier que cet élément matériel joue, en somme, un rôle plutôt moral. Car, dans toutes les révolutions, les barricades, au lieu d'être ce que sont les forteresses en temps de guerre, un obstacle durable, ont servi simplement à arrêter les mouvements de la troupe et à la mettre ainsi en contact avec le peuple. C'est devant la barricade que le soldat a entendu, peut-être pour la première fois de sa vie, un honnête discours d'homme à homme, un appel fraternel, la voix de la conscience populaire, et grâce à cette communion imprévue des soldats et des citoyens dans une atmosphère d'enthousiasme révolutionnaire, la discipline s'est relâchée, a disparu. C'est cela, et cela seulement, qui a assuré la victoire à l'insurrection populaire. Voilà pourquoi, d'après nous, l'insurrection « est prête », non pas quand le peuple s'est armé de mitrailleuses et de canons – il n'y aurait, dans ce cas, jamais d'insurrections – mais quand il est disposé à mourir dans les batailles de rues.

Bien entendu, l'ancien régime, voyant grandir ce noble sentiment, cette disposition à mourir pour le bien de la patrie, à livrer sa vie pour le bonheur des générations futures, voyant que les masses commençaient à partager unanimement cet enthousiasme qui, pour l'autorité, est un sentiment inconnu et détesté, le régime assiégé ne pouvait considérer sereinement la transformation morale qui s'accomplissait sous ses yeux. Attendre passivement, c'était, pour le gouvernement du tsar, se condamner à une chute certaine. La chose était claire. Que restait-il donc à faire ? Il lui restait à lutter de toutes ses forces et par tous les moyens contre la volonté politique du peuple. Dans ce but, tout lui était bon, aussi bien une armée de soldats inconscients que les bandes des Cent-Noirs, les agents de la police et la presse vendue. Jeter les foules et les bandes les unes contre les autres, arroser les rues de sang, piller, violenter, allumer des incendies, susciter la panique, mentir, calomnier, voilà ce qui restait comme moyens à ce vieux pouvoir criminel.

Et ce pouvoir n'agissait pas autrement, il n'agit pas autrement encore aujourd'hui. Si un conflit ouvert était fatal, ce n'est pas nous, en tout cas, qui en avons hâté l'heure, ce sont nos ennemis mortels.

On vous a dit ici, plus d'une fois déjà, que les ouvriers s'étaient armés en octobre et en novembre contre les Cent-Noirs. Si l'on ne sait rien de ce qui se passe en dehors de cette salle, il paraîtra absolument incompréhensible que, dans un pays révolutionnaire où l'immense majorité de la population partage un idéal d'affranchissement, où les masses populaires se déclarent résolument prêtes à combattre jusqu'au bout, que, dans ce pays, des milliers et des milliers d'ouvriers doivent s'armer pour combattre des Cent-Noirs qui ne forment qu'un faible groupe, absolument insignifiant par rapport à la population. Sont-ils donc si dangereux, ces débris, ces rebuts de la société, de toutes les classes de la société ? Non, certainement. Que notre tâche serait facile si ces pitoyables bandes se dressaient seules sur le chemin du peuple ! Mais nous savons, aussi bien par l'avocat Bramsohn, qui a déposé ici-même comme témoin, que par les déclarations d'autres témoins ouvriers, que les bandes noires sont soutenues par nombre de

hauts fonctionnaires, si ce n'est par tout le pouvoir gouvernemental ; derrière ces bandes de voyous qui n'ont rien à perdre et que rien n'arrête, qui ne reculent ni devant les cheveux blancs d'un vieillard, ni devant une femme sans défense, ni devant un enfant, il y a les agents du gouvernement qui les arment et les organisent, sans doute avec les fonds du budget national.

Ne savions-nous pas tout cela avant le procès actuel ? Ne lisions-nous pas les journaux ? N'entendions-nous pas les discours de témoins oculaires, ne recevions-nous pas des lettres, n'observions-nous pas de nos propres yeux ? Pouvions-nous ignorer les révélations scandaleuses qu'a faites le prince Ouroussov ? Le Parquet refuse de croire à tout cela. Il ne peut admettre ces choses, sans quoi il serait obligé de diriger la pointe de l'accusation contre ceux qu'il protège actuellement ; il serait obligé de reconnaître qu'un citoyen russe qui s'arme d'un revolver contre la police agit par besoin de légitime défense. Mais que le tribunal avoue, oui ou non, le rôle des autorités dans les pogroms, cela nous est indifférent. Pour la justice, il suffit de constater que nous autres, nous croyons à cela, et aussi les milliers et les milliers d'ouvriers qui se sont armés à notre appel. Pour nous, il était hors de doute que, derrière les bandes décoratives de voyous qu'on nomme Cent-Noirs, agissait la main puissante de la clique qui nous dirige. Messieurs les juges, nous apercevons encore cette sinistre main.

L'accusation vous invite, messieurs les juges, à déclarer que le soviet des députés ouvriers a armé les ouvriers pour une lutte directe contre la « forme de gouvernement » actuellement existante. Si l'on me prie de répondre catégoriquement à cette question, je dirai : Oui !... Oui, j'accepte cette accusation, mais à une condition. Et je ne sais si le procureur admettra cette condition, si le tribunal y consentira.

Je demande : Qu'entend donc l'accusation quand elle nous parle d'une certaine « forme de gouvernement » ? Existe-t-il donc chez nous une forme quelconque de gouvernement ? Le gouvernement s'est depuis longtemps retranché de la nation, il s'est retiré dans le camp de ses forces militaires et policières, et des bandes noires. Ce que nous avons en Russie, ce n'est pas un pouvoir national, c'est une machine automatique à massacrer la population. Je ne puis définir autrement la machine gouvernementale qui martyrise le corps vivant de notre pays. Et si l'on me dit que les pogroms, les assassinats, les incendies, les viols, si l'on me dit que tout ce qui s'est passé à Tver, à Rostov, à Koursk, à Sedlitz, si l'on me dit que les événements de Kichinev, d'Odessa, de Belostok représentent la « forme de gouvernement » de l'Empire de Russie, je reconnais alors, avec le procureur, qu'en octobre et en novembre nous nous sommes armés directement pour lutter contre la « forme de gouvernement » qui existe dans cet Empire de Russie.

LA DÉPORTATION

(Lettres écrites en cours de route)

[Retour à la table des matières](#)

Le 3 janvier 1907. – Voilà déjà deux ou trois heures que nous sommes enfermés dans la prison de déportation. Je l'avoue, c'est avec une certaine inquiétude nerveuse que j'ai quitté ma cellule de détention préventive. J'étais si bien habitué à cette petite cabine dans laquelle j'avais la possibilité de travailler. À la maison de déportation, nous savions qu'on nous mettrait dans une chambre commune, et que peut-il y avoir de plus fatigant ? Ensuite, ce serait la boue, les allées et venues et tous les tracasseries du voyage par étapes. Qui sait combien de temps s'écoulera avant que nous arrivions à destination ? Et qui pourrait prédire à quelle époque nous en reviendrons ? Ne vaudrait-il pas mieux rester enfermé comme avant dans la cellule n° 462, lire, écrire et attendre ?... Pour moi, vous le savez, c'est un effort surhumain de déménager. Et un déménagement d'une prison à une autre est cent fois plus pénible. Une nouvelle administration, de nouvelles difficultés, de nouveaux efforts dans le but de créer autour de soi avec les gens des relations qui ne soient pas trop odieuses. Je dois prévoir un changement continuel de chefs, à commencer par l'administration de la prison de Pétersbourg, en finissant par le gardien du bourg sibérien où nous serons déportés. J'ai déjà passé une fois par cette école et je vais suivre cette voie une seconde fois sans aucun enthousiasme.

On nous a transférés ici subitement, sans nous prévenir. Dans la salle d'écrou, on nous a obligés à revêtir le costume des détenus. Nous avons accompli cette formalité avec une curiosité d'écoliers. Il était amusant de se voir en pantalon gris, souquenille grise, bonnet gris. Cependant, nous ne portons pas sur le dos l'as de carreau, le morceau de drap, l'insigne classique. On nous a permis de garder notre linge et nos chaussures. Nous sommes entrés en bande fort animée, attifés de ces nouveaux vêtements, dans la chambre qui nous attendait...

Le traitement que nous fait l'administration, en dépit de la mauvaise réputation de cette maison, est fort convenable et nous remarquons même une certaine prévenance. Nous avons de bonnes raisons de penser que des instructions spéciales ont été données : nous surveiller rigoureusement, mais ne pas provoquer d'incidents.

On garde dans le plus grand secret, comme précédemment, la date du départ : on craint sans doute des manifestations et peut-être des tentatives d'enlèvement en cours de route. On craint cela et on prend les mesures nécessaires ; mais, dans les circonstances actuelles, une tentative de ce genre serait vraiment absurde.

Le 10 janvier. – Je vous écris dans le train en marche... Excusez donc mon écriture peu lisible... Il est maintenant neuf heures du matin.

Nous avons été réveillés cette nuit, à trois heures et demie, par le surveillant en chef – la plupart d’entre nous venaient tout juste de se coucher, nous nous étions oubliés à jouer aux échecs ; le surveillant nous a déclaré qu’on nous mettait en route à six heures. Nous avions attendu si longtemps le départ que l’heure enfin fixée nous a surpris, tant elle était inattendue.

Tout s’est ensuite passé comme il est de règle. Nous avons fait nos paquets en hâte, et en embrouillant tout. Nous sommes descendus dans la salle d’écrou où nous attendaient les femmes et les enfants. Là, on nous a livrés à l’escorte qui a rapidement examiné nos bagages. Un aide-surveillant ensommeillé a remis notre argent à l’officier. Ensuite, on nous a installés dans les voitures et, sous garde renforcée, on nous a conduits à la gare Nicolas. Nous ne savions pas encore de quel côté nous irions. Il est bon de remarquer que notre escorte a été appelée d’urgence de Moscou et n’est arrivée ici qu’aujourd’hui : évidemment, on n’avait pas confiance dans les soldats de Pétersbourg. L’officier s’est montré fort aimable au moment où on lui remettait ses prisonniers, mais à toutes les questions que nous lui posions il a invariablement répondu qu’il ne savait rien. Il a déclaré qu’un colonel de gendarmerie était responsable de nous et que tous les ordres venaient de là. Quant à lui, il était simplement chargé de nous conduire à la gare, et c’était tout. Il est possible, certes, que le gouvernement ait poussé la prudence jusqu’à ce point, mais, d’autre part, il est bien permis de supposer que l’officier parlait ainsi par diplomatie.

Voilà une heure que le train marche et nous ne savons pas encore si nous rouions vers Moscou ou vers Vologda. Les soldats disent n’en rien savoir lion plus ; il est certain qu’eux ne savent rien.

Nous avons un wagon à part, de troisième classe, un bon wagon ; chacun de nous dispose d’une couchette. Pour les bagages, nous avons aussi un wagon spécial dans lequel, d’après ce que disent les soldats de l’escorte, se trouvent dix gendarmes qui nous accompagnent, sous les ordres d’un colonel.

Nous avons pris place en gens à qui il est indifférent de se laisser conduire dans n’importe quelle direction : nous arriverons toujours...

Nous apprenons qu’on passe par Vologda – un des nôtres l’a deviné en lisant le nom d’une petite station. Nous serons donc à Tioumen dans quatre jours.

Notre public est très animé, le voyage nous distrait, nous ranime après treize mois de prison. Bien qu’il y ait des grilles aux fenêtres du wagon, nous apercevons de l’autre côté la liberté, la vie, le mouvement... Reviendrons-nous bientôt sur ces rails ?... Adieu, cher ami.

Le 11 janvier. – Si l’officier de l’escorte est prévenant et poli, que dire des soldats ? Presque tous ont lu le compte rendu de notre procès et ils nous donnent les marques de la plus vive sympathie. Détail intéressant : jusqu’à la dernière minute, les soldats ne savaient pas quelles gens ils devaient conduire, ni dans quelle direction. D’après les mesures de prudence dont leur départ subit a été entouré quand on les a amenés de Moscou à Pétersbourg, ils croyaient devoir nous escorter jusqu’à Schlüsselburg, pour exécution capitale. Dans la salle d’écrou de la prison de déportation, j’avais remarqué que les hommes de l’escorte étaient très émus et d’une obligeance étrange, comme s’ils se sentaient un peu coupables. C’est seulement en wagon que j’en ai su la raison... Comme ils parurent soulagés quand ils se surent en présence des « députés ouvriers », qui n’étaient condamnés qu’à la déportation.

Les gendarmes, dont le rôle est, en quelque sorte, de convoier l’escorte, ne se montrent pas du tout dans notre wagon. Ils assument seulement la garde extérieure : ils entourent le

wagon dans les gares, montent la faction devant la porte et, sans doute, surveillent surtout les soldats de l'escorte. C'est, du moins, l'opinion de ceux-ci.

L'eau, l'eau bouillante, le dîner nous sont préparés sur des ordres qu'on envoie par télégraphe. Sous ce rapport, nous voyageons avec toutes les commodités. Ce n'est pas en vain qu'un buvetier, dans une petite gare, a pris de nous une telle opinion qu'il nous a offert, par l'intermédiaire de l'escorte, trois dizaines d'huîtres⁵⁵. Cela nous égaya assez. Cependant, nous les refusâmes.

Le 12 janvier. – De plus en plus, nous nous éloignons de vous.

Dès le premier jour, notre monde s'est divisé en petites familles et, comme on est à l'étroit dans le wagon, les groupes sont obligés de vivre à part. Seul, le docteur ⁵⁶ ne fait partie d'aucun groupement : les manches retroussées, actif, infatigable, il nous dirige tous.

Nous avons, dans le wagon, comme vous savez, quatre enfants. Mais ils se conduisent à merveille, c'est-à-dire qu'ils se font oublier. Avec les soldats de l'escorte, ils se sont liés de la plus étroite amitié. Les rustres qui nous gardent manifestent à leur égard la plus délicate tendresse...

...Mais « eux », comme « ils » nous gardent ! À chaque station, le wagon est cerné par les gendarmes et, dans les grandes gares, la surveillance est renforcée par des hommes de la police mobile. Les gendarmes, outre leurs fusils, tiennent à la main le revolver et en menacent quiconque, par hasard ou par curiosité, s'approche du wagon. Il n'y a actuellement que deux catégories de gens qui soient ainsi gardés : ce sont les « criminels » d'État et les plus fameux ministres.

À notre égard, on observe une tactique bien déterminée. Nous l'avons comprise dès la maison de déportation : d'une part, la plus rigoureuse surveillance, d'autre part des procédés de gentlemen dans les limites permises. À cela se reconnaît le génie constitutionnel de Stolypine. Mais il est impossible de douter que cette machine compliquée ne finisse par se détraquer. De quel côté ? Sous le rapport de la surveillance ou bien des bons procédés ? C'est la question.

Nous venons d'arriver à Viatka. Le train s'est arrêté. Quel accueil nous réservait la bureaucratie de l'endroit ! Je voudrais que vous ayez pu voir cela. Des deux côtés du wagon, il y a une demi-compagnie de soldats, formant la haie. Une seconde rangée est formée par les gardes du zemstvo, le fusil en bandoulière. Des officiers, l'ispravnik⁵⁷, des commissaires, etc. Devant le wagon, comme toujours, des gendarmes. En un mot, une vraie démonstration de forces militaires. Évidemment, le prince Gortchakov, le Pompadour de l'endroit⁵⁸, a renchéri sur les instructions reçues de Pétersbourg, en imaginant pour nous cette cérémonie. Nous sommes pourtant vexés de ne pas voir d'artillerie. Il est difficile de se figurer tableau plus ridicule. Que de poltronnerie en tout cela ! Véritable caricature d'un « pouvoir qui sait être fort ». Nous avons le droit de nous enorgueillir : ils craignent évidemment le soviét, même mort.

⁵⁵ *On compte, en Russie, par dizaines. (N. d. T.)*

⁵⁶ *Le socialiste-révolutionnaire Feit. (1909)*

⁵⁷ *Commissaire de police de district. (N. d. T.)*

⁵⁸ *Le mot « Pompadour » est entré dans la langue russe comme synonyme d'administrateur de gouverneur de province, d'après un pamphlet célèbre de Saltykov-Chtchedrine. (N. d. T.)*

La lâcheté et la sottise sont bien souvent l'envers de la sévérité et de l'urbanité ! Afin qu'on ignore notre itinéraire, qu'il est pourtant impossible de cacher – oui, dans ce but, car il est impossible d'en imaginer un autre –, on nous interdit d'écrire des lettres en cours de route. Tel est l'ordre de l'invisible colonel qui se conforme aux « instructions » de Pétersbourg. Mais, dès le premier jour du voyage, nous nous sommes mis à écrire des lettres dans l'espoir de réussir à les expédier. Et nous n'avons pas été déçus. Les instructions ne prévoyaient pas que le pouvoir ne saurait compter sur ses serviteurs : des amis inconnus nous entourent de toutes parts.

Le 16 janvier. – Voici dans quelles conditions je vous écris nous nous sommes arrêtés dans un village à vingt verstes de Tioumen. C'est la nuit. Une isba de paysan. Une chambre sale, basse de plafond. Le plancher est occupé tout entier par les corps couchés des représentants du soviet des députés ouvriers : pas un interstice de libre...

On ne dort pas encore, on cause, on rit... On a tiré au sort, entre trois prétendants, un large banc-divan, et c'est moi que la fortune a favorisé. J'ai toujours de la chance dans la vie. À Tioumen, nous avons passé trois jours. Nous avons été accueillis – nous avons déjà l'habitude de ces réceptions – par une multitude de soldats, à pied et à cheval. Les cavaliers (des « volontaires ») faisaient de la voltige, chassant les gamins. De la gare jusqu'à la prison, nous avons fait la route à pied.

On nous comble toujours de prévenances, parfois même excessives, mais en même temps les mesures de prudence deviennent de plus en plus rigoureuses, et cela jusqu'à la superstition. C'est ainsi par exemple que, sur demande adressée par téléphone, on nous a fait parvenir de tous les magasins ce que nous demandions ; en revanche, on nous a refusé l'autorisation d'une promenade dans la cour de la prison. Dans le premier cas, on fait preuve d'amabilité, dans le deuxième, on viole injustement le règlement. De Tioumen, nous sommes partis en voiture ; pour quatorze déportés, on nous a donné cinquante-deux (cinquante-deux !) soldats d'escorte, sans compter le capitaine, un commissaire et un brigadier de police rurale. C'est vraiment extraordinaire. Tout le monde en est stupéfait, sans excepter les soldats, le capitaine, le commissaire et le brigadier de police. Mais telles sont les « instructions ». Nous allons maintenant à Toboisk, nous avançons fort lentement. Aujourd'hui, par exemple, nous n'avons fait dans la journée que vingt verstes. Nous sommes arrivés à l'étape à une heure de l'après-midi. Pourquoi ne pas continuer la route ? Impossible ! Pourquoi impossible ? Les « instructions » ! Pour empêcher toute évasion, on refuse de nous transporter le soir, ce qui est, jusqu'à un certain point, compréhensible. Mais, à Pétersbourg, on a si peu de confiance dans l'initiative des autorités locales qu'on a rédigé un itinéraire verste par verste. Quelle activité de la part du département de la police ! Nous ne faisons donc que trois ou quatre heures de voyage par jour, et nous restons en place pendant vingt heures. Dans ces conditions, la route jusqu'à Tobolsk étant de deux cent cinquante verstes, il nous faudra dix jours, et nous n'arriverons à Tobolsk que le 25 ou le 26 janvier. Combien de temps resterons-nous là-bas ? Quand partirons-nous ? Où irons-nous ? Tout cela est du domaine de l'inconnu, c'est-à-dire qu'on ne nous en dit rien.

Nous occupons quarante traîneaux. Les véhicules qui sont en tête du convoi transportent nos bagages. Nous venons ensuite, nous autres « députés », deux par voiture, et gardés par deux soldats. Chaque traîneau est attelé d'un seul cheval. Dans les voitures d'arrière, on ne voit que des soldats. L'officier et le commissaire sont en tête de file dans une kocheva⁵⁹. Les chevaux avancent au pas. Sur un parcours de quelques verstes, en sortant de Tioumen, nous avons même été accompagnés par vingt ou trente cavaliers. En un mot, si l'on considère que

⁵⁹ *Traîneau couvert.* (N. d. T.)

ces mesures inouïes ont été prises par ordre de Pétersbourg, il faut en conclure que l'on veut coûte que coûte nous mener dans une retraite des plus cachées. Il est impossible de penser que ce voyage avec une suite royale soit une simple fantaisie des bureaux. Cela pourrait susciter plus tard de sérieuses difficultés...

Tous dorment déjà. Dans la cuisine d'à côté, dont la porte est ouverte, des soldats veillent. Des sentinelles vont et viennent sous la fenêtre. La nuit est magnifique, c'est une nuit de lune, toute bleue, toute de neige. Quel étrange tableau : ces corps étendus sur le plancher dans un lourd sommeil, ces soldats à la porte et devant les fenêtres... Mais comme c'est la seconde fois que je fais un voyage de ce genre, mes impressions n'ont plus la même fraîcheur... Déjà la prison des Croix ne m'avait paru qu'une répétition de celle d'Odessa, construite sur le même modèle. Ce voyage me semble également continuer celui que je fis autrefois par étapes, quand on me dirigea vers le gouvernement d'Irkoutsk...

Dans la prison de Tioumen, il y avait une multitude de détenus politiques, en particulier des déportés par mesure administrative⁶⁰. Ces détenus, pendant leur promenade, s'étaient rassemblés sous notre fenêtre et nous saluèrent par des hymnes ils brandirent même un drapeau rouge sur lequel on lisait : « Vive la révolution ! » Ils chantaient, et ce chœur n'était pas mauvais : il y a longtemps sans doute qu'ils vivent ensemble ici et ils ont eu loisir d'accorder leurs voix... Cette scène était assez imposante et, si vous voulez, touchante en son genre. Par le vasistas, nous leur avons adressé quelques paroles de sympathie. Dans la même prison, les criminels de droit commun nous ont remis une très longue supplique, nous priant, en vers et en prose, flous, « hauts révolutionnaires de Pétersbourg », de leur tendre une main secourable. Nous aurions voulu laisser un peu d'argent aux détenus politiques qui en ont le plus besoin, car plusieurs d'entre eux manquent même de linge et de vêtements chauds ; mais l'administration pénitentiaire nous l'a catégoriquement interdit. Les « instructions » défendent que les « députés » entrent en rapports avec d'autres « politiques ». Même au moyen de l'impersonnel papier-monnaie ? Parfaitement. Tout a été prévu !

De Tioumen on ne nous a pas permis d'envoyer des télégrammes, afin de mieux cacher le lieu et le temps de notre arrivée à destination. Quelle absurdité ! Comme si les démonstrations militaires que l'on multiplie en cours de route ne signalaient pas notre itinéraire à tous les badauds.

Le 18 janvier (Pokrovskoié). – Je vous écris de la troisième étape. Nous sommes exténués par ce lent voyage. Nous ne faisons pas plus de six verstes à l'heure, et pas plus de quatre à cinq heures par jour. Fort heureusement, le froid n'est pas cruel : 20, 25, 30 degrés Réaumur au-dessous de zéro. Il y a trois semaines, il gelait ici jusqu'à 52 degrés Réaumur. Comme nous aurions souffert de cette température, surtout avec de petits enfants !

Il nous reste encore huit jours de voyage jusqu'à Tobolsk. Pas de journaux, pas de lettres, pas de nouvelles. Les lettres que nous écrivons, nous ne sommes pas sûrs qu'on les reçoive : il nous est toujours interdit d'écrire en route et nous sommes forcés de recourir à des moyens de fortune, pas toujours sûrs. Mais, en somme, tout cela n'est rien. Chaudement vêtus, tous nous respirons cet air glacial avec délices, cela nous change de la puante atmosphère de la cellule. Vous penserez ce que vous voudrez, mais à l'époque où l'organisme humain se formait, il n'a sans doute pas eu l'occasion de s'adapter au régime cellulaire.

⁶⁰ L'expression « par mesure administrative » signifie : sans jugement sur simple décision d'un gouverneur de province ou d'un commissaire de police ; mesure analogue à celles que prennent en France nos préfets à l'égard des « indésirables » (arrêtés d'expulsion). (N. d. T.)

Heine écrivait en 1843, dans ses *Lettres de Paris* : « Dans ce pays sociable, l'emprisonnement cellulaire, la méthode de Pennsylvanie, serait d'une cruauté inouïe et le peuple français est trop généreux pour consentir à acheter la tranquillité sociale à ce prix. C'est pourquoi, j'en suis certain, même après le consentement exprimé par les Chambres, le système de la réclusion, système épouvantable, inhumain et même antinaturel, ne sera pas appliqué et les nombreux millions que l'on dépense pour construire des bâtiments affectés à ce genre de détention seront, Dieu merci, de l'argent perdu. Le peuple détruira ces forteresses de la nouvelle noblesse bourgeoise avec une indignation égale à celle qu'il ressentit quand il détruisit la première Bastille. Si effrayant et sombre qu'ait été l'aspect de cette dernière, elle était pourtant un kiosque lumineux, un gai pavillon, à côté de ces petites cavernes de silence, à l'américaine, qui ne pouvaient être inventées que par un piétiste au cerveau obtus et adoptées que par des marchands sans cœur qui tremblent pour la propriété. »

Tout cela est fort bien dit. Mais, moi, je préfère la cellule.

Tout est resté, en Sibérie, comme il y a cinq ou six ans, et cependant tout a changé : non seulement les soldats sibériens ont évolué – et comment ! – mais les paysans ne sont plus les mêmes ; ils aiment à causer politique, ils demandent si « ça » va bientôt finir. Le gamin qui nous sert de cocher et qui n'a que treize ans – il prétend en avoir quinze – vocifère tout le long du chemin : « Lève-toi, peuple ouvrier ! Lève-toi pour la lutte, peuple affamé ! » Les soldats, dont la sympathie pour le chanteur se manifeste avec évidence, menacent de le dénoncer à l'officier. Mais le gamin comprend parfaitement que tout le monde est de son côté et, sans crainte, exhorte au combat le peuple ouvrier...

La première étape, d'où je vous ai envoyé une lettre, était une mauvaise isba de moujik. Les deux autres, des bâtiments de l'État, spécialement affectés à cet usage, non moins sales, mais plus commodes. Il y a un quartier pour les femmes et un autre pour les hommes ; il y a une cuisine. Nous dormons sur des planches. Nous devons nous satisfaire d'une propreté toute relative. C'est, je crois, le côté le plus pénible du voyage.

Des babas et des moujiks nous apportent ici du lait, du fromage blanc, des porcelets, des galettes et autre mangeaille. On les laisse passer ce qui est en somme contre la règle. Les « instructions » interdisent tous rapports entre nous et les gens du dehors. Mais, autrement, l'escorte aurait bien de la peine à nous ravitailler.

L'ordre parmi nous est maintenu par notre chef souverain F..., que tous, y compris l'officier, les soldats, la police et les marchandes, appellent simplement « le docteur ». Il déploie une énergie inépuisable : il empaquette, achète, fait cuire les aliments, les distribue, enseigne le chant, donne des ordres, etc. Il est secondé par d'autres détenus qui prennent leur service à tour de rôle et ont ceci de commun qu'ils ne font à peu près rien... En ce moment, on prépare notre souper, on cuisine avec une bruyante animation. « Le docteur demande un couteau... – Le docteur réclame le beurre... – Vous, monsieur, qui êtes de service, veuillez donc emporter les ordures... » Voix du docteur : « Ah ! Vous ne mangez pas de poisson ? Je peux vous faire griller une côtelette : ça m'est parfaitement égal... » Après le souper, le thé est servi sur les planches. Ce sont les dames qui se chargent de ce service : ainsi en a décidé le docteur.

Le 23 janvier. – Je vous écris de l'avant-dernière étape, avant Tobolsk. La maison d'étape est ici un beau bâtiment, tout neuf, spacieux et propre. Après la saleté des dernières étapes, nous nous reposons ici, et d'âme et de corps. Il ne reste que soixante verstes jusqu'à la ville. Si vous saviez comme nous rêvons, depuis ces derniers jours, d'une « vraie » prison dans laquelle on pourrait se laver et se reposer à son aise ! Il n'y a ici qu'un seul déporté politique, autrefois tenancier d'un magasin d'eau-de-vie à Odessa, condamné pour propagande parmi les

soldats. Il nous a apporté des vivres et nous a parlé des conditions d'existence dans le gouvernement de Tobolsk. La plupart des déportés habitent les environs de la ville, c'est-à-dire à cent ou cent cinquante verstes du centre, dans les villages. Il y a cependant quelques déportés dans le district de Berezov. La vie, par-là, est incomparablement plus pénible, la misère plus grande. Les évasions sont très fréquentes. Il n'y a presque aucune surveillance ; il serait impossible de l'organiser. On rattrape les « fugitifs » surtout à Tioumen ⁶¹, et en général sur la voie ferrée. Mais la proportion de ceux que l'on peut reprendre, par rapport à ceux qui s'évadent, est insignifiante.

Hier, par hasard, nous avons lu dans un vieux journal de Tioumen que deux télégrammes adressés à moi et à S..., à la maison des déportés de la ville, ne nous avaient pas été remis. Les télégrammes sont arrivés juste au moment où nous nous trouvions à Tioumen. L'administration ne les avait pas acceptés, toujours pour les mêmes raisons de prudence qui lui restent incompréhensibles, ainsi qu'à nous. On nous garde en chemin de la façon la plus rigoureuse. Le capitaine a surmené ses soldats en les obligeant à monter la garde, la nuit, non seulement devant les bâtiments où nous étions, mais dans les villages. Et cependant, déjà, nous notons qu'au fur et à mesure de notre progression vers le nord, le régime s'affaiblit : déjà l'on nous permet d'aller sous escorte aux boutiques ; nous nous promenons par groupes dans les villages et nous visitons parfois des déportés. Les soldats nous favorisent tant qu'ils peuvent : ce qui les rapproche de nous, c'est l'opposition que nous formons avec eux vis-à-vis du capitaine. La situation est particulièrement embarrassante pour le sous-officier qui se trouve pris entre le capitaine et les soldats.

« Non, messieurs, nous dit-il un jour, en présence de ses hommes, un sous-officier maintenant, ce n'est plus comme jadis... y en a bien quelques-uns encore qui voudraient que ce soit comme autrefois, dit une voix parmi les soldats. Seulement, ceux-là, on les dresse, et ils apprennent à filer doux...

Tous les hommes éclatent de rire, le sous-officier rit aussi mais il rit jaune.

Le 26 janvier (prison de Tobolsk). – Deux étapes avant Tobolsk, un officier de la police de la ville est venu à notre rencontre pour renforcer la garde, mais aussi pour nous faire de nouvelles amabilités. Les patrouilles ont été doublées. Nos promenades aux boutiques ont pris fin. Cependant ceux d'entre nous qui voyagent avec leur famille ont été installés dans des kibitkas ⁶². Étroite surveillance et parfaite politesse ! À dix verstes de la ville, deux déportés étaient venus à notre rencontre en voiture. Dès que l'officier les aperçut, il prit des mesures galopant le long de notre convoi il ordonna aux soldats qui se trouvaient en traîneau de mettre pied à terre. C'est ainsi que nous avons parcouru le reste du chemin. Les soldats, tout en grognant contre l'officier, durent marcher à pied des deux côtés de la route, le fusil sur l'épaule.

Mais, ici, je suis obligé d'interrompre ma narration. Le docteur, que l'on avait convoqué au bureau de la prison, nous apprend ce qui suit : on nous envoie tous au bourg d'Obdorsk, nous ferons de quarante à cinquante verstes par jour sous escorte. Il y a, d'ici à Obdorsk, plus de douze cents verstes par la « route d'hiver ». C'est-à-dire qu'en supposant les circonstances les plus favorables, en admettant que nous trouvions toujours des chevaux, que nous ne soyons pas arrêtés par des maladies, etc., notre voyage durera plus d'un mois. Une fois installés au

⁶¹ *Tioumen, alors tête de ligne du chemin de fer, se trouve actuellement sur la ligne du Transsibérien. Tobolsk est plus au nord. (N. d. T.)*

⁶² *Véhicules couverts. (N. d. T.)*

lieu de déportation, nous recevrons une indemnité de un rouble quatre-vingts kopecks par mois. À cette époque de l'année, un voyage d'un mois doit être fort pénible, surtout avec de jeunes enfants. On nous dit que, de Berezov jusqu'à Obdorsk, nos traîneaux auront des attelages de rennes. Cette nouvelle a surtout été désagréable pour ceux qui emmènent leur famille. L'administration locale affirme que cet itinéraire absurde (comprenant quarante verstes au lieu de cent par jour) a été fixé par Pétersbourg, ainsi que les moindres détails de l'expédition. Les sages qui travaillent là-bas, dans les bureaux, ont tout prévu pour prévenir une évasion. Mais rendons-leur cette justice que, de dix mesures par eux indiquées, neuf sont entièrement dénuées de sens commun. Les femmes qui suivent de bon gré leur mari ont demandé la permission de sortir de la prison pendant les trois jours que nous passerions à Tobolsk. Le gouverneur a refusé net, refus contraire non seulement à la raison, mais au règlement. Notre petit monde s'en est quelque peu ému et l'on rédige une protestation. Mais à quoi cela servira-t-il, puisque la réponse est toujours identique : « Ce sont les instructions de Pétersbourg. »

Ainsi, les bruits si défavorables qui avaient couru dans la presse étaient fondés : on nous déporte à l'extrême-nord de cette province. Il est curieux de noter que l'« esprit d'égalité » que l'on a appliqué dans la sentence se manifeste également dans la désignation du lieu où l'on nous envoie : le même pour tous.

Ce que l'on sait d'Obdorsk à Tobolsk est aussi vague que ce que vous en pouvez savoir à Pétersbourg. Une seule chose est sûre : cette localité se trouve quelque part au-delà du cercle polaire. Une question se pose : n'enverra-t-on pas à Obdorsk un détachement spécial pour nous garder ?... Cela marquerait du moins de l'esprit de suite. Y aura-t-il possibilité d'organiser une évasion ou serons-nous forcés d'attendre entre le pôle Nord et le cercle polaire le développement ultérieur de la révolution et un changement de régime ? Nous avons lieu de craindre que notre retour, au lieu de dépendre de notre habileté, ne dépende plus que de la politique. Eh bien, nous attendrons à Obdorsk. Et nous travaillerons. Envoyez-nous seulement des livres et des journaux, des journaux et des livres. Qui sait ce que donneront les événements ? Qui sait à quelle date nos calculs seront justifiés ? Peut-être l'année que nous serons forcés de passer à Obdorsk sera-t-elle un dernier moment d'arrêt dans le mouvement révolutionnaire, un répit que l'histoire nous accorde pour nous permettre de compléter nos connaissances et d'aiguiser nos armes. Ne croyez-vous pas que de telles idées sont un peu trop fatalistes ? Cher ami, quand on voyage sous escorte dans la direction d'Obdorsk, ce n'est pas un malheur que de devenir un peu fataliste.

Le 29 janvier. – Voilà deux jours que nous avons quitté Tobolsk... Trente soldats nous escortent, sous le commandement d'un sous-officier. Nous sommes partis lundi matin avec des attelages de trois chevaux (qui ont été réduits à deux à partir du second relais), dans d'énormes traîneaux couverts. La matinée était splendide : un ciel clair, pur, un temps de gel. Autour de nous, des bois immobiles et tous blancs de givre sur le fond lumineux du firmament. Paysage fantastique. Les chevaux menaient un train d'enfer – c'est l'allure habituelle en Sibérie. À la sortie de la ville – la prison donne presque sur la campagne –, nous étions attendus par les déportés de l'endroit, environ quarante ou cinquante personnes ; on nous saluait, on nous complimentait de loin, on cherchait à lier connaissance... Mais nous fûmes rapidement emportés. Parmi la population, des légendes se sont déjà répandues sur notre compte les uns disent qu'on a exilé cinq généraux et deux gouverneurs d'autres parlent d'un comte accompagné de sa famille ; d'autres disent encore que ce sont les membres de la Douma d'État. Enfin, la maîtresse du logis où nous avons fait halte aujourd'hui a demandé au docteur : « Vous êtes des « politiques » ? – Des « politiques », oui. – C'est vous qui commanderez sans doute tous les « politiques » du pays ? »

Nous nous trouvons en ce moment dans une grande chambre bien propre : les murs sont recouverts de beau papier, une toile cirée recouvre la table, le plancher est frotté à l'encaustique, il y a de grandes fenêtres et deux lampes. Tout cela est fort agréable à l'œil après les bâtiments sales qui nous ont servi d'étapes. Cependant, nous sommes obligés de coucher à même le plancher, car nous sommes neuf dans la chambre. Notre escorte a été relevée à Tobolsk ; si les soldats de Tioumen se montraient prévenants et affables, ceux de Tobolsk sont poltrons et grossiers. Cela s'explique par ce fait qu'ils n'ont pas d'officier : ils répondent donc eux-mêmes de tout. Au reste, après deux jours de route, la nouvelle escorte s'est « dégelée » et nous avons maintenant d'excellents rapports avec la plupart des soldats ; ce détail a son importance dans un si long voyage.

Après Tobolsk, on aperçoit dans presque tous les villages des « politiques » ; ce sont le plus souvent des paysans déportés à la suite de troubles agraires, des soldats, des ouvriers ; il y a fort peu d'intellectuels. Les uns ont été expédiés ici par mesure administrative, d'autres par jugement. Dans deux villages que nous avons traversés, les « politiques » ont organisé des ateliers ⁶³ qui leur assurent des ressources. En général, jusqu'à présent, nous n'avons pas rencontré de véritables miséreux. C'est que la vie, de ce côté-ci, revient à très bon marché : les « politiques » s'installent chez des paysans, ils ont la pension complète pour six roubles par mois. C'est un tarif normal établi par l'organisation des déportés. Pour dix roubles, l'existence devient « tout à fait acceptable ». Plus on monte vers le nord, plus la vie revient cher et plus il est difficile de trouver du travail.

Nous avons rencontré des camarades qui avaient vécu à Obdorsk. Ils nous donnent tous des renseignements très favorables sur l'endroit. C'est un grand bourg de plus de mille habitants. On y trouve douze boutiques. Les maisons sont dans le genre de celles des villes. Il y a beaucoup de bons logements. C'est un beau site montagneux. Climat très sain. Les ouvriers trouveront du travail. On peut donner des leçons. La vie coûte un peu cher, mais le gain est en proportion. Cette localité sans pareille ne présente qu'un seul désavantage : elle est complètement retranchée du monde. Il y a quinze cents verstes jusqu'au chemin de fer, huit cents jusqu'à la première station télégraphique. La poste arrive deux fois par mois. Mais, pendant la fonte des neiges et les pluies, au printemps et en automne, on ne reçoit plus aucune nouvelle pendant six semaines ou deux mois. Qu'un gouvernement provisoire se forme à Pétersbourg, le chef de police gouvernera longtemps encore Obdorsk ! Mais, précisément parce que le bourg est fort distant de la route de Tobolsk, il est relativement animé : il constitue en effet le centre indépendant d'une région immense.

Les déportés ne demeurent pas longtemps au même endroit. Ils vivent en nomades à travers la province. Les vapeurs de l'Ob transportent gratuitement les « politiques ». Les voyageurs payants se logent comme ils peuvent dans les coins du bateau et les « politiques » migrants s'emparent des meilleures places. Cela vous étonnera, cher ami, mais c'est une tradition solidement établie. Tout le monde y est tellement habitué que les paysans qui nous conduisent nous disent de notre expédition à Obdorsk : « Oh ! Ce n'est pas pour longtemps... Au printemps, vous nous reviendrez par le vapeur... » Mais qui sait dans quelles conditions nous vivrons, nous, gens du soviet, et dans quel but on nous envoie là-bas ?

Pour le moment, on a donné l'ordre de mettre à notre disposition les meilleurs traîneaux et les meilleurs logements.

Obdorsk ! Un point minuscule sur le globe terrestre !... Peut-être devons-nous pour de longues années nous adapter à l'existence de là-bas. Mon humeur fataliste n'arrive pas à m'inspirer une entière tranquillité. Les dents serrées, je regrette les lampes électriques de nos

⁶³ *Ateliers corporatifs. (N. d. T.)*

rues, le vacarme du tramway et ce qu'il y a de meilleur au monde : l'odeur d'un journal fraîchement imprimé.

Le 1^{er} février (Iouovskoié). – Mêmes impressions aujourd'hui qu'hier. Nous avons fait plus de cinquante verstes. À côté de moi, dans le traîneau, était assis un soldat qui me distrayait en me racontant des épisodes de la guerre de Mandchourie. Nous sommes escortés par des hommes du régiment de Sibérie dont l'effectif a été presque entièrement renouvelé après la guerre. C'est, de tous les régiments, celui qui a le plus souffert. Une partie du contingent se trouve en garnison à Tioumen, le reste à Tobolsk. Les soldats de Tioumen, comme je vous l'ai écrit, nous montraient beaucoup de sympathie ; ceux de Tobolsk sont plus grossiers. Il y a parmi eux un groupe considérable de réactionnaires conscients, de Cent-Noirs. Le régiment se compose de Polonais, d'Ukrainiens et de Sibériens. Ces derniers forment l'élément le plus arriéré. Pourtant, certains d'entre eux sont d'excellents garçons... Au bout de deux jours, nos nouveaux gardes s'étaient adoucis. Et c'est un point qui a son importance : nos conducteurs sont nos maîtres pour le moment ; ils ont sur nous droit de vie et de mort.

Mon soldat éprouve une vive admiration pour les Chinoises. « Il y a là-bas de belles babas. Le Chinois est petit de taille, ce n'est pas un être à comparer avec un homme vrai ; mais la Chinoise est belle : blanche, pleine... »

« Eh bien, demande notre cocher, ancien soldat, les nôtres alors allaient danser avec les Chinoises ?

– Non. On ne nous permettait pas de les voir... On commençait par faire sortir les Chinoises, et seulement alors on laissait entrer les soldats. Pourtant ils avaient attrapé une Chinoise dans le gaolien et en avaient pris pour leur goût. Un soldat y avait même laissé son bonnet. Les Chinois apportent le bonnet au colonel. Le colonel fait ranger le régiment et demande « À qui le bonnet ? » Personne ne répond : on se fiche pas mal de son bonnet dans un cas pareil. L'affaire en est restée là. Mais... elles sont jolies, les Chinoises... »

En partant de Tobolsk, nos attelages étaient de trois chevaux, mais ils ne sont plus que de deux depuis le deuxième relais : la voie se rétrécit de plus en plus.

Dans les bourgs où nous changeons d'attelages, des traîneaux nous attendent, toujours prêts. Le transbordement s'effectue hors du bourg, en plein champ. Ordinairement, toute la population vient nous voir. La scène est parfois très animée. Tandis que les femmes tiennent nos bêtes par la bride, les moujiks, sous la direction du « docteur », s'occupent de notre bagage, et les enfants courent gaiement, bruyamment, autour de nous. Hier, des « politiques » voulaient nous photographier au moment où nous monterions en traîneau et nous attendaient avec un appareil devant la maison d'administration ; mais nous passâmes au galop, ils n'eurent pas le temps de nous prendre. Aujourd'hui, comme nous entrions dans le bourg où nous passons la nuit, des « politiques » sont venus nous recevoir avec un drapeau rouge. Ils étaient quatorze, dont dix Géorgiens. À la vue de l'étendard révolutionnaire, nos soldats devinrent nerveux et menacèrent les manifestants de leurs baïonnettes, criant qu'ils allaient tirer. Finalement, le drapeau fut pris et les manifestants repoussés. Dans notre escorte, il y a quelques soldats très attachés au caporal, qui est un Vieux-Croyant. C'est un homme exceptionnellement brutal et cruel. Il ne connaît pas de plaisir plus vif que de rudoyer un cheval avec la crosse de son fusil. Visage de brique, bouche entrouverte, gencives exsangues, les yeux absolument fixes, il a l'air idiot. Ce caporal n'arrête pas de s'opposer au sergent qui commande le

détachement. Le sergent, d'après lui, ne nous traite pas assez durement. Quand il s'agit d'arracher un drapeau rouge ou de heurter en pleine poitrine un « politique » qui vient trop près de nos traîneaux, le caporal est toujours des premiers à la tête de son groupe. Nous sommes obligés de nous dominer pour éviter un grave conflit, car, dans ce cas, nous ne pourrions plus compter sur la protection du sergent qui a peur de son subalterne.

Le 2 février au soir (Demianskoïé). – Bien qu'à notre entrée dans lourovskoïé, hier, le drapeau rouge ait été enlevé, nous en avons vu un autre aujourd'hui, attaché à une haute perche plantée dans un monticule de neige à la sortie du village. Cette fois, personne n'y a touché : les soldats qui venaient de monter en traîneau n'avaient aucune envie de se déranger. Nous avons donc défilé devant ce drapeau. Plus loin, à quelques centaines de pas du village, comme nous descendions vers la rivière, nous avons aperçu sur une pente de neige cette inscription, tracée en lettres énormes : « Vive la révolution ! » ? Le cocher de mon traîneau, un garçon de dix-huit ans, a éclaté de rire quand j'ai lu à haute voix la devise.

« Savez-vous ce que signifie « Vive la révolution » ? Lui ai-je demandé.

– Non, je ne sais pas, m'a-t-il répondu après réflexion. Je sais seulement qu'on crie : « Vive la révolution ».

Cependant sa mine montrait bien qu'il en savait plus qu'il ne voulait dire. En général, les paysans, de ce côté-ci, surtout les jeunes, paraissent très bienveillants pour les « politiques ».

À Demianskolié, grand bourg où nous nous trouvons en ce moment, nous sommes arrivés à une heure. Nous avons été accueillis par une foule de déportés ; il y en a ici plus de soixante. Grande émotion parmi nos soldats. Le caporal a aussitôt rassemblé ses fidèles, prêt à agir en cas de besoin. Par bonheur, tout s'est passé convenablement. On nous attendait ici, cela se voit, depuis longtemps, et avec nervosité. On avait élu une commission spéciale pour organiser la réception. Un magnifique dîner nous était préparé, ainsi qu'un confortable logement à la « maison commune ». Mais on ne nous a pas permis d'y loger. Nous avons dû nous installer dans une isba. C'est là qu'on nous a apporté le dîner. L'entrevue avec les « politiques » a été très difficile : ils ont réussi à pénétrer, par deux ou trois, jusqu'à nous, et cela pour quelques minutes seulement, en nous apportant des plats. En outre, à tour de rôle, nous avons pu nous rendre à la boutique sous escorte, et en chemin nous échangeons quelques mots avec ces camarades qui ont fait le guet dehors toute la journée. Une des femmes déportées s'était déguisée en paysanne pour nous rendre visite, soi-disant pour nous vendre du lait, et elle a très bien joué son rôle. Mais le maître du logis l'a probablement dénoncée aux soldats, qui l'ont expulsée aussitôt. Par malheur, notre méchant caporal était alors de garde. Je me suis rappelé comment notre colonie d'Oust-Koutsk, sur la Lena, se préparait à recevoir les déportés qui passaient : nous préparions une soupe aux choux, des boulettes farcies, en un mot tout ce que les exilés de Demianskoïé ont fait pour nous. Le passage d'un nombreux détachement est un événement de la plus haute importance pour chaque colonie en résidence sur la route, car on attend toujours avec impatience des nouvelles de la patrie lointaine.

Le 4 février, 8 heures du soir (les lourtas de Tsingaline). – Le commissaire de l'endroit, sur nos instances, a demandé à l'administration de Tobolsk s'il ne serait pas possible d'accélérer notre voyage. Tobolsk a dû demander à son tour des instructions à Pétersbourg, en suite de quoi on a télégraphié au commissaire qu'il pouvait agir comme il l'entendrait. Si l'on

compte que, désormais, nous ferons en moyenne soixante-dix verstes par jour, nous arriverons à Obdorsk entre le 18 et le 20 février. Bien entendu, ce n'est qu'un calcul approximatif.

Nous nous trouvons dans un hameau qui s'appelle les Iourtas de Tsingaline. Ce ne sont pas, à vrai dire, des iourtas ⁶⁴, mais des isbas. Cependant la population se compose principalement d'Ostiaks, peuplade aborigène d'un type très particulier. Leur façon de vivre et la langue employée ici sont celles du paysan russe. Ils s'adonnent beaucoup plus à l'ivrognerie que nos Sibériens. On boit tous les jours, dès l'aube ; vers midi, tous sont ivres.

Un déporté d'ici, le maître d'école N... , nous a raconté des choses curieuses : apprenant que l'on attendait des inconnus que l'on disait reçus partout avec de grandes cérémonies, les ostiaks, effrayés, ont cessé de boire et même caché l'eau-de-vie qu'ils avaient en réserve. C'est la raison pour laquelle nous avons trouvé les gens du hameau en possession de leur bon sens. Dans la soirée, néanmoins, j'ai observé que l'Ostiak dans la maison duquel nous logions rentrait ivre.

Par ici commencent déjà les pêcheries : il est plus difficile de trouver de la viande que du poisson. Le maître d'école dont je viens de parler a organisé un artel de pêcheurs, composé d'autochtones et de déportés. Il a fait acheter des filets, dirige lui-même la pêche en qualité de chef et veille au transport du poisson jusqu'à Tobolsk. L'été dernier, l'artel a réalisé un bénéfice excédant cent roubles par travailleur. On s'arrange, on vit... Il est vrai qu'à pêcher N... a contracté une hernie.

Le 6 février (Samarovo). – Nous avons fait hier soixante-cinq verstes et aujourd'hui soixante-treize ; demain, nous en ferons à peu près autant. Nous avons laissé derrière nous la zone de l'agriculture. Les gens d'ici, Russes ou Ostiaks, s'occupent exclusivement de la pêche.

Il est surprenant de voir à quel point le gouvernement de Tobolsk est peuplé de « politiques »... Pas de hameau perdu dans lequel nous n'en rencontrions quelques-uns. Le patron de l'isba où nous logeons nous a raconté qu'autrefois il n'y avait ici aucun déporté, mais qu'il en est arrivé beaucoup de tous côtés, peu de temps après le manifeste du 17 octobre. « Depuis lors, ça continue. » Voilà comment s'est signalée « en cette région l'ère constitutionnelle ! » Les « politiques », en beaucoup d'endroits, partagent les occupations des indigènes : ils ramassent et nettoient des pommes de cèdre, ils pêchent, vont à la cueillette des fruits sauvages et chassent. Les plus entreprenants ont fondé des ateliers et des boutiques de coopérateurs, des artels de pêcheurs. Les paysans les traitent très bien. Ici, par exemple, à Samarovo, qui est un immense bourg marchand, les paysans ont affecté au logement gratuit des « politiques » une maison entière, et ils ont donné aux premiers arrivants l'étréne d'un veau et de deux sacs de farine. Les boutiques, conformément à un usage établi, cèdent aux « politiques » les denrées à meilleur marché qu'aux autres habitants. Une partie des déportés, ici, vivent en commun dans une maison à eux sur laquelle flotte toujours le drapeau rouge. Essayez donc, je vous prie, de planter ce drapeau à Paris, à Berlin ou à Genève !

À ce propos, je vous communiquerai deux ou trois observations sur l'ensemble des déportés de cette région.

La société « politique » des prisons et de la Sibérie se démocratise de plus en plus. Le fait a été signalé à maintes reprises depuis 1890. Les ouvriers constituent une proportion de plus en plus importante parmi les « politiques » et laissent bien loin derrière eux les intellectuels révolutionnaires. Ceux-ci, en revanche, considèrent depuis longtemps la forteresse de Pierre-

⁶⁴ *Habitations sibériennes primitives, sortes de tentes formées de quelques perches disposées en cône et couvertes de peaux de renne ou de feutre. (N. d. T.)*

et-Paul, la prison des Croix et celle de Kolymsk comme une sorte d'héritage privilégié : ces cachots, pour eux, sont des « majorats ». J'ai eu l'occasion de rencontrer, dans les premières années de ce siècle, des membres des partis de la Liberté du peuple (Narodovoltsy) et du Droit populaire (Narodopravsto, constitutionnels) qui haussaient dédaigneusement les épaules à la vue des bateaux affectés au transfert des détenus : ces vapeurs transportaient en effet de simples ramoneurs de Vilna, des ouvriers des usines de confection de Minsk. Mais l'ouvrier déporté de cette époque-là était presque toujours membre d'une organisation révolutionnaire et avait un niveau politique et moral remarquable. Presque tous les déportés, sauf peut-être les ouvriers qui provenaient de la zone dite des Juifs⁶⁵, passaient préalablement par le crible d'une enquête de gendarmerie, et, si grossier que fût ce crible, il mettait à part les ouvriers les plus avancés. C'est pourquoi les milieux de la déportation témoignaient d'une culture intellectuelle et morale vraiment digne d'attention.

Les déportés de notre « période constitutionnelle » ont un tout autre caractère. On ne voit plus ici l'organisation, mais bien le mouvement des masses, des forces élémentaires. La gendarmerie n'enquête plus. On arrête des gens dans la rue et on les envoie ici. On déporte, on fusille le premier qui se laisse prendre dans la foule. Après l'écrasement des révoltes populaires commence la période des « opérations de partisans », des « expropriations », effectuées dans un but révolutionnaire ou sous prétexte de révolution ; alors se produisent les aventures des maximalistes et aussi, plus simplement, des incursions de malandrins. Quand il est impossible de pendre les gens sur place, l'administration les expédie en Sibérie. On comprend que dans la multitude qui participait aux « désordres », il y ait eu bon nombre d'hommes étrangers à toute idée révolutionnaire, arrêtés par hasard, n'ayant touché à la révolution que du bout du doigt, beaucoup de badauds et, enfin, pas mal de représentants de la canaille qui rôde, la nuit, dans les grandes villes. On voit à quel point cette situation a dû influencer sur le monde des déportés.

Une autre circonstance agit fatalement dans le même sens ce sont les évasions. Ceux qui s'enfuient sont, bien entendu, les plus actifs, les plus conscients : un parti les attend, un certain travail les attire. On aura une idée du nombre des évasions quand on saura que, sur quatre cent cinquante déportés dans tel district du gouvernement de Tobolsk, il n'en reste qu'une centaine. Ceux qui demeurent sont des paresseux. La grande majorité des déportés est donc faite de gens obscurs, sans attaches politiques, de victimes du hasard. La vie n'en est que plus difficile pour ceux des éléments conscients qui, par suite de telle ou telle circonstance, n'ont pu regagner la Russie : tous les « politiques » sont, en effet, liés entre eux par une solidarité morale devant la population.

Le 8 février (les lourtas de Karymkrine). – Nous avons fait hier soixante-quinze verstes et aujourd'hui quatre-vingt-dix. Nous arrivons à l'étape très fatigués, nous nous couchons de bonne heure.

Nous sommes dans un bourg d'Ostiaks, dans une petite isba malpropre. Dans la cuisine infecte se pressent, avec des Ostiaks ivres, les soldats de l'escorte qui grelottent. Dans une autre pièce bêle un agneau... Il y a un mariage dans le bourg, c'est en ce moment l'époque des mariages. Tous les Ostiaks boivent et les ivrognes tentent parfois de pénétrer dans notre isba.

⁶⁵ C'est-à-dire des provinces assignées à la population juive (sauf exceptions rigoureusement déterminées), sorte de ghettos dans l'État. (N. d. T.)

Nous avons reçu la visite d'un petit vieillard de Saratov, déporté par mesure administrative ; il était ivre aussi. Il nous dit qu'il est venu ici de Berezov avec un camarade pour chercher de la viande : c'est leur « petit commerce ». Tous deux sont des « politiques ».

Il est difficile de se faire une idée des préparatifs qui ont eu lieu ici en prévision de notre passage. Notre convoi, comme je l'ai déjà écrit, se compose de vingt-deux traîneaux couverts, ce qui demande environ cinquante chevaux. Il est rare qu'on en trouve une si grande quantité dans les villages et l'on est obligé d'en faire venir de loin. À certains relais, nous avons trouvé des chevaux qu'on avait amenés d'une distance de cent verstes. Et cependant, les intervalles entre les relais sont très courts par ici : presque toujours de dix à quinze verstes. C'est dire qu'un Ostiak fait faire à son cheval une centaine de verstes pour que deux membres du soviet des députés ouvriers puissent en parcourir une dizaine. Comme on ne sait jamais exactement le jour de notre arrivée, les cochers, venus de loin, nous ont attendus parfois durant des semaines entières. Pareil dérangement ne s'est présenté qu'une fois, pour autant qu'ils se souviennent lors du passage de « Monsieur le gouverneur en personne »...

J'ai déjà parlé de la sympathie que manifestent à notre égard en particulier, et à l'égard de tous les « politiques » en général, les paysans de ce pays. Un fait remarquable mérite d'être mentionné à ce propos : l'incident s'est passé à Belogorié, petit bourg dans le district de Berezov. Un groupe de paysans de cette localité avait organisé par cotisation une réception en notre honneur, avec thé et quelques plats froids ; ils voulaient en outre nous donner six roubles. Nous refusâmes, bien entendu, l'argent ; mais nous nous disposions à accepter le thé. Les soldats de l'escorte nous en empêchèrent et nous dûmes y renoncer. Le sergent nous y avait bien autorisés, mais le caporal tempêta, criant à se faire entendre de tout le village et menaçant le sergent de le dénoncer. Nous sortîmes donc de l'isba sans avoir contenté nos hôtes. Presque toute la population du village nous suivit. Ce fut une vraie manifestation.

Le 9 février (bourg de Kandinskoïé). – Encore cent verstes de faites. Jusqu'à Berezov, il nous reste deux jours de voyage. Nous y serons le 11. Aujourd'hui, je suis sérieusement fatigué : pendant neuf ou dix heures de marche ininterrompue, on n'a pas la possibilité de manger. Nous suivons le cours de l'Ob. La rive droite est montagneuse et boisée ; celle de gauche est basse et la rivière s'étale largement. Temps calme et doux. Des deux côtés de la route, des branches de sapin, plantées dans la neige, indiquent la voie. Nos cochers sont presque tous des Ostiaks. Les traîneaux sont attelés de deux ou trois chevaux en flèche, car le chemin se rétrécit de plus en plus. Les cochers se servent d'un long fouet de corde, au bout d'un long et gros manche. Le convoi se déroule sur une énorme distance. Le cocher pousse de temps en temps un cri perçant : les chevaux prennent alors le galop. Un épais tourbillon de neige s'élève. Cela vous coupe la respiration. Les traîneaux se précipitent les uns sur les autres ; on sent sur son épaule le museau et le souffle chaud du cheval qui vous suit. Qu'un des véhicules se renverse, qu'un harnais se détache ou se rompe, tout le convoi s'arrête. On est comme hypnotisé dans cette marche interminable. Un moment de silence. Les cochers s'interpellent avec des cris rauques, en ostiak. Puis les chevaux se secouent et repartent au galop. Ces arrêts fréquents nous retardent beaucoup et ne permettent pas aux conducteurs de montrer toute leur fougue et tout leur savoir-faire. Nous parcourons quinze verstes à l'heure, alors qu'ici, dans des conditions normales, on couvre aisément dix-huit, vingt et même vingt-cinq verstes dans le même temps...

Une marche rapide en Sibérie est habituelle et, dans un sens, nécessaire, à cause des immenses distances. Mais un voyage comme celui que nous accomplissons, je n'ai jamais vu cela, même sur la Lena.

Nous arrivons au relais. En dehors du village nous attendent des traîneaux attelés et des chevaux libres : ceux-ci pour les traîneaux des familles qu'on ne changera pas jusqu'à Berezov. Le transbordement s'opère très vite et nous continuons notre voyage. Les cochers ont une manière particulière de s'asseoir. Sur l'avant et sur le bord du traîneau, une planche est fixée en travers. C'est là que prend place le cocher, de côté, les jambes pendantes. Tandis que les chevaux galopent et que le traîneau penche, tantôt d'un flanc, tantôt de l'autre, le cocher, en s'inclinant lui aussi, redresse le véhicule et, parfois, prend appui du pied sur le sol...

Le 12 février (prison de Berezov). – Il y a cinq ou six jours – je ne vous l'ai pas écrit pour ne pas vous inquiéter inutilement – nous avons traversé une localité où sévit une épidémie de typhus exanthématique. Nous sommes à présent très loin de cet endroit. Dans les lourtas de Tsingaline dont je vous ai parlé, il y avait le typhus dans trente isbas sur soixante. Et de même dans les autres villages. La mortalité est terrible. Presque pas un cocher qui ne puisse citer un mort dans sa famille. L'accélération de notre voyage et la modification de l'itinéraire primitivement fixé ont été motivées par le typhus : c'est pour cela que le commissaire avait télégraphié à Tobolsk.

Tous ces jours derniers, nous avançons de quatre-vingt-dix à cent verstes par vingt-quatre heures, c'est-à-dire de presque un degré vers le nord. Par suite de cette avance ininterrompue, les cultures – si l'on peut parler ici de cultures – et la végétation diminuent à vue d'œil. Chaque jour, nous descendons d'une marche dans le sauvage royaume du froid. C'est l'impression que doit ressentir un touriste qui gravit une haute montagne et passe d'une zone à l'autre... Au commencement, nous pouvions encore voir des paysans russes jouissant d'un certain bien-être. Nous avons ensuite rencontré des Ostiaks russifiés qui, par des mariages avec des Russes, n'ont plus qu'à moitié le type mongol. Puis nous avons dépassé la zone de l'agriculture. Alors est apparu l'Ostiak pêcheur, l'Ostiak chasseur : c'est un être de petite taille, aux longs cheveux ébouriffés, qui s'exprime difficilement en russe. Le nombre de chevaux disponibles diminue, et les bêtes paraissent de plus en plus pitoyables : le trafic n'est pas bien grand et un chien de chasse est plus apprécié qu'un cheval en ces lieux. La route aussi s'est faite plus mauvaise : étroite, non nivelée... Et cependant, au dire du commissaire, les Ostiaks d'ici sont des gens vraiment civilisés en comparaison avec ceux qui vivent sur les affluents de l'Ob.

On nous considère avec une certaine indécision, avec un certain étonnement, peut-être comme des chefs provisoirement déposés. Un Ostiak nous demandait aujourd'hui : « Où est donc votre général ? Montrez-moi le général... Je voudrais bien le voir... Je n'ai jamais vu un général. »

Comme un Ostiak attelait un mauvais cheval, un autre lui crie : « Amène une bête meilleure : ce n'est pas pour le commissaire que tu attelles. » Le cas contraire s'est produit d'ailleurs, mais il fut unique : un Ostiak, en attelant, dit : « Ce n'est pas la peine de se gêner ; ce ne sont pas de grands personnages. »

Hier soir, nous sommes arrivés à Berezov. Vous n'allez pas me demander, bien sûr, de décrire la « ville ». Elle ressemble à Verkholsk, à Kirensk et à une multitude d'autres villes dans lesquelles on trouve un millier d'habitants, un ispravnik et un receveur. Ici, d'ailleurs, on montre, sans en garantir l'authenticité, les tombes d'Ostermann et de Menchikov⁶⁶. Des farceurs sans prétention indiquent aussi une vieille femme chez qui Menchikov aurait pris ses repas.

⁶⁶ *Menchikov, favori disgracié, mourut en exil à Berezov en 1729 son ennemi, Ostermann, autre favori également disgracié, y mourut en 1747. (N. d. T.)*

On nous a conduits directement à la prison. Toute la garnison, une cinquantaine d'hommes, faisait la haie devant l'entrée. Nous apprenons qu'on a nettoyé cette maison pour notre arrivée, qu'on l'a lavée pendant quinze jours, après en avoir fait sortir tous les détenus ! Dans une des salles, nous avons trouvé une grande table couverte d'une nappe, des chaises convenables, une table verte pour jouer aux cartes, deux chandeliers avec leurs bougies et une lampe de famille. C'est presque touchant.

Nous nous reposerons ici deux jours, avant de continuer notre voyage...

Oui, nous continuerons... Mais, pour moi, je n'ai pas encore décidé dans quelle direction...

LE RETOUR

[Retour à la table des matières](#)

Au début du voyage en traîneau, à chaque relais, je tournais la tête et voyais avec effroi que nous nous éloignons de plus en plus du chemin de fer. Obdorsk, pour aucun de nous n'était le but réel du voyage. L'idée d'une évasion ne nous quittait pas un instant. J'avais un passeport et l'argent indispensable pour le retour, tout cela habilement dissimulé dans la semelle de ma botte. Mais la longueur du convoi et la rigoureuse surveillance dont on nous entourait rendaient difficile une évasion en cours de route. Il nous était pourtant possible de disparaître, il faut le dire, mais à condition de ne pas partir tous ensemble. Plusieurs plans avaient été faits, sans doute assez réalisables, mais ceux qui voulaient fuir étaient retenus par la crainte des conséquences possibles pour les camarades. Les soldats de l'escorte, et le sergent tout le premier, répondaient de nous jusqu'à notre arrivée à destination. Au cours de l'année précédente, un sergent de Tobolsk avait été envoyé dans un bataillon disciplinaire pour avoir laissé échapper un étudiant déporté. Les soldats que l'on chargeait ordinairement d'escorter les prisonniers se le tenaient pour dit et traitaient depuis lors beaucoup plus durement ceux qu'on leur confiait. Il y avait une sorte de convention tacite entre soldats et déportés : pas d'évasion en chemin. Personne, parmi nous, ne considérait cette convention comme un engagement absolu ; mais notre volonté de fuir en était un peu paralysée et nous laissions derrière nous les relais les uns après les autres. Après avoir parcouru quelques centaines de verstes, nous cédâmes à l'inertie, nous nous laissâmes emporter ; j'avais hâte d'« arriver », je me préoccupais de recevoir des livres et des journaux, et, en somme, je me disposais à une installation en règle... À Berezov, cet état d'esprit se modifia tout d'un coup. « Est-il possible de partir d'ici ?

- Au printemps, c'est facile.
- Mais en ce moment ?
- C'est difficile, mais possible tout de même, je pense. On n'a pas encore essayé. »

Tout le monde, absolument tout le monde nous disait qu'il était aisé et simple de partir au printemps. La police, trop peu nombreuse, n'était pas en mesure de contrôler la présence d'innombrables déportés. Cependant, il fallait prévoir qu'on arriverait plus facilement à surveiller une quinzaine d'hommes déportés au même endroit et sur lesquels serait fixée l'attention générale. Mieux valait donc prendre tout de suite le chemin du retour.

Mais, pour y réussir, il importait d'abord de rester à Berezov. Continuer la route jusqu'à Obdorsk, c'était s'éloigner du but de quatre cent quatre-vingts verstes de plus. Je déclarai qu'étant malade et fatigué, je ne pouvais pas partir tout de suite et qu'on ne m'emmènerait pas de bon gré : Fispravnik consulta le médecin et me permit de me reposer pendant quelques jours à Berezov. On me mit à l'hôpital. Mon plan n'était pas encore tracé.

À l'hôpital, je bénéficiai bientôt d'une liberté relative. Le médecin me recommandait de me promener le plus possible, et j'en profitai pour m'orienter.

Le plus simple était, semblait-il, de revenir par le chemin que nous avions suivi jusqu'à Berezov, c'est-à-dire par la « route de Tobolsk ». Mais cette voie était trop peu sûre. Certes, je pouvais rencontrer bon nombre de paysans bien disposés qui consentiraient sans doute à me transporter secrètement de village en village. Mais combien de fâcheuses rencontres étaient à craindre ! Tous les fonctionnaires de l'administration vivent sur la grande route, en de continus voyages. En deux jours, et plus vite même, s'il le fallait, on pouvait, de Berezov, atteindre la première station télégraphique, et, de là, prévenir la police sur toute la route de Tobolsk. Je renonçai donc à cette direction.

Il était aussi possible, avec un attelage de rennes, de passer l'Oural et la rivière Ijma, et d'arriver ainsi à Arkhangelsk ; là, je n'aurais qu'à attendre les premiers vapeurs pour gagner l'étranger. Jusqu'à Arkhangelsk, la route était sûre ; elle traversait des régions absolument sauvages. Mais ne serait-il pas dangereux de s'attarder dans cette ville ? Je n'en savais absolument rien, et je ne pouvais pas me renseigner en si peu de temps.

Un troisième plan me parut plus séduisant que les autres je me dirigerais, avec un attelage de rennes, vers les mines et les fonderies de l'Oural ; je rejoindrais, à l'usine de Bogoslovsk, le chemin de fer à voie étroite, puis, de là, par le train, à Kouchva, la ligne de Perm. Ensuite Perm, Viatka, Vologda, Pétersbourg, Helsingfors.

Pour se rendre avec des rennes aux fonderies, on pouvait passer directement par la Sosva ou la Vogoulka. Dès le commencement du chemin, on se trouvait dans un désert sauvage. Aucune police pendant des milliers de verstes, pas un village russe ; de loin en loin, quelques iourtas d'Ostiaks inutile de parler de télégraphe ; on ne trouvait pas de chevaux les rennes seuls pouvaient passer. Je n'avais, pour le moment, qu'à essayer de gagner du temps en obtenant des délais de l'administration de Berezov ; j'étais sûr alors qu'on ne me rattraperait pas, même si l'on me poursuivait dans la direction que j'aurais suivie.

On m'avertit que ce chemin serait plein « de privations et de dangers ». En certaines régions, pendant des centaines de verstes, on ne rencontrait aucune habitation. Chez les Ostiaks, seuls habitants de la contrée, sévissaient les épidémies : la syphilis était fort répandue, le typhus exanthématique apparaissait fréquemment. Il était inutile d'attendre aucun secours de personne. Pendant cet hiver, dans les iourtas d'Oourvi, qui se trouvent sur la Sosva, un jeune marchand de Berezov était mort : durant quinze jours, il s'était débattu contre la fièvre... Et qu'arriverait-il si un renne tombait et qu'il fût impossible de le remplacer ? Et le bourane, la terrible tempête de neige ? Elle durait parfois plusieurs jours. Si elle vous assaillait en route, c'était la mort. Or février est justement le mois des tempêtes. D'ailleurs, la route des fonderies n'aurait-elle pas disparu ? Les voyages de ce côté étaient rares, et si, dans ces derniers jours, aucun Ostiak n'avait suivi cette direction, toute trace de passage serait effacée. Il serait donc trop facile de perdre la route. Tels furent les avertissements que j'entendis.

Je n'avais pas à nier le danger. Certes, la route de Tobolsk présentait de grands avantages au point de vue de la sécurité et du « confort ». Mais, précisément pour cette raison, elle comportait de plus grands dangers du côté de la police. Je choisis donc le chemin de la Sosva, et je ne m'en suis pas repenti.

* * *

Il fallait trouver un homme qui consentît à me conduire jusqu'aux fonderies : c'était le plus difficile de ma tâche⁶⁷.

« Attendez, je vais vous arranger cela, me dit, après de nombreuses conversations et réflexions, le jeune marchand Nikita Sérapiouytch, qui professait des opinions « libérales ». À quarante verstes de la ville, dans les iourtas, il y a un Ziriane, nommé Nikifor. C'est un déluré. Il n'a pas l'esprit dans sa poche, il est capable de tout...

– Ne boit-il pas un peu ? Demandai-je prudemment.

– Comment donc ! Bien sûr qu'il boit ! Qui donc ici ne boirait pas ? C'est l'eau-de-vie qui l'a perdu. Il est bon chasseur, autrefois il tuait beaucoup de zibelines, il gagnait beaucoup. Enfin, cela n'a pas d'importance : s'il consent à s'occuper de cette affaire, j'espère qu'il se surveillera. Je vais aller le voir. C'est un malin. S'il ne réussit pas à vous guider, personne n'y réussira.

Avec Nikita Serapiouytch, nous nous entendîmes sur les conditions du traité. Je devais acheter trois rennes, choisis parmi les plus beaux. Le traîneau était aussi à mes frais. Si Nikifor me conduisait jusqu'aux fonderies, les rennes et le traîneau lui appartiendraient. Je lui paierais en outre cinquante roubles.

Je connaissais déjà la réponse dans la soirée : Nikifor acceptait. Il était parti pour un camp d'Ostiaks situé à cinquante verstes de son habitation et il amènerait demain pour le déjeuner trois des meilleurs rennes. Nous pourrions probablement partir dans la nuit. En attendant, je devais acheter tout le nécessaire : des tchijis et des kiss, une malitza ou bien un gouss⁶⁸, et préparer des provisions pour dix jours. Nikita Serapiouytch se chargeait d'ailleurs de faire ces emplettes.

« Je vous dis, affirmait-il, que Nikifor vous tirera d'affaire. C'est un homme à vous tirer d'affaire !

– S'il ne s'enivre pas, répliquai-je d'un ton peu rassuré.

– Allons, il faut espérer qu'il ne boira pas. Il a peur seulement de ne pas trouver la route dans la montagne ; il y a huit ans qu'il n'a pas passé par là. Vous serez obligés probablement de suivre la rivière jusqu'aux iourtas de Chomine, et c'est beaucoup plus loin...

En effet, de Berezov jusqu'à ces iourtas, il y a deux routes l'une, « par la montagne », va tout droit et traverse, en plusieurs endroits, la Vogoulka, puis passe par les iourtas de Vyjpourtym ; l'autre suit la Sosva par les iourtas de Chaïtane et de Maléev. La route de la montagne

⁶⁷ À partir de cet endroit, je raconte mon évasion avec de forts changements, j'invente les noms et les personnages pour ne pas attirer de poursuites et de désagréments à ceux qui m'aidèrent. (1909)

⁶⁸ Tchij, bas en peau de renne, poil en dedans ; kiss, bottes en peau de renne, poils en dehors ; malitza, pelisse en peau de renne, poil en dedans ; Pendant les grands froids, on met, par-dessus cette pelisse, un surtout nommé gouss, dont le poil est en dehors. (N. d. T.)

est deux fois plus courte, mais c'est un endroit désert, où l'on rencontre rarement un Ostiak, et le chemin disparaît souvent dans la neige.

Cependant, le lendemain, il fut impossible de partir. Point de rennes, point de Nikifor : on ne savait ce qu'il était devenu. Nikita Serapionytch s'en montrait tout confus.

« Ne lui auriez-vous pas donné de l'argent pour acheter l'attelage ? Demandai-je.

– Allons donc ! Je ne suis pas un petit garçon, voyons ! Je lui ai fait une simple avance de cinq roubles, et encore, en présence de sa femme. Mais, attendez, je vais aller le voir aujourd'hui même... »

Le départ était retardé d'au moins vingt-quatre heures. Vispravnik pouvait, d'un moment à l'autre, exiger mon départ pour Obdorsk. Mauvais début !

Je partis le surlendemain, 18 février.

Dans la matinée, Nikita Serapionytch vint à l'hôpital et, profitant d'un moment où il n'y avait personne dans la salle, me dit d'un ton décisif :

« Ce soir, à onze heures, arrangez-vous pour venir chez moi sans qu'on vous voie. Vous partirez à minuit. Tous mes enfants et les gens de la maison iront au spectacle, je serai seul. Vous vous habillerez là, vous souperez, je vous conduirai dans mon traîneau jusqu'au bois, Nikifor nous y attendra. Il vous fera traverser la montagne : il dit qu'hier deux traîneaux ostiaks ont tracé la route.

– C'est bien décidé ? Demandai-je, car je doutais encore.

– Absolument décidé ! »

Jusqu'au soir, je ne fis que marcher de long et en large dans la salle. A huit heures, je me rendis à la caserne où l'on donnait le spectacle. J'estimais que cela vaudrait mieux. Le local de la caserne était bondé. Trois grosses lampes pendaient au plafond ; des chandelles plantées sur des baïonnettes brûlaient des deux côtés de la salle. Trois musiciens se serraient au pied de la scène. Le premier rang des spectateurs était occupé par des fonctionnaires ; derrière eux se trouvaient des marchands et des « politiques » ; au fond, se trouvaient les gens du peuple : commis, bourgeois, jeunes gens. Des soldats s'adossaient aux murs. La représentation était commencée ; on donnait L'Ours, de Tchékhov. Antone Ivanovitch, aide-médecin de l'hôpital, brave homme gros et grand, faisait l'ours. La femme du médecin jouait le rôle de la belle voisine. Le docteur en personne, caché dans une boîte, au pied de la scène, tenait l'emploi de souffleur. Ensuite un rideau fort joliment colorié descendit et tout le monde applaudit.

Pendant l'entracte, les « politiques » se réunirent en petits groupes afin de se communiquer les dernières nouvelles. « On dit que l'ispravnik regrette fort de n'avoir pas pu garder à Berezov les députés qui ont de la famille. » « L'ispravnik a dit qu'une évasion était impossible ici. – Oh ! Il exagère, répliqua quelqu'un, puisqu'on amène des gens par la route, ils peuvent s'en aller tout aussi bien par le même chemin. »

Les trois musiciens cessèrent de jouer, le rideau se leva. On jouait Le Tragique malgré lui, le drame du mari en villégiature. En veston léger et chapeau de paille, le surveillant de l'hôpital, aide-médecin militaire, représentait un mari qui se promène à la campagne, et cela au

mois de février, à Berezov, près du cercle polaire ! Quand le rideau tomba sur le drame du pauvre époux, Je pris congé de mes camarades et sortis, prétextant une névralgie.

Nikita Serapionytch m'attendait.

« Vous avez juste le temps de souper et de changer de vêtements. J'ai dit à Nikifor de s'avancer vers l'endroit indiqué quand minuit sonnerait à la tour du veilleur. »

Vers minuit, nous sortîmes dans la cour. Après la lumière de l'intérieur, la nuit nous paraissait fort sombre. Dans les ténèbres, j'aperçus pourtant un traîneau attelé d'un cheval. Je me couchai au fond du véhicule sur lequel j'avais étendu vivement mon gous. Nikita Serapionytch me recouvrit tout entier d'une grosse brassée de paille qu'il attacha avec des cordes : cela faisait comme un tas de marchandises. La paille était gelée, mêlée de neige. Ma respiration fit bientôt fondre cette neige qui coulait en grosses gouttes sur mon visage. Mes mains aussi se glaçaient dans la paille froide ; j'avais oublié de mettre mes gants et il m'était fort difficile de bouger sous les cordes dont on m'avait ligoté. Minuit sonna à la tour. Le traîneau glissa, nous sortions de l'enclos, le cheval s'élançait dans la rue.

« Enfin, pensai-je, nous voilà partis ! » La sensation de froid aux mains et au visage m'était agréable, elle me semblait une preuve réelle de mon départ. Nous avançâmes au trot du cheval pendant vingt minutes, puis nous nous arrê tâmes. Un fort coup de sifflet retentit au-dessus de moi, c'était évidemment le signal de Nikita. Aussitôt un autre sifflement lui répondit à distance, et des voix confuses se firent entendre. « De qui peuvent être ces voix ? » me dis-je, inquiet. Nikita partageait sans doute ma perplexité, car, au lieu de me détacher, il bougonnait à part lui.

« Qui est-ce ? Demandai-je à mi-voix à travers la paille.

– Le diable sait avec qui il s'est collé, répondit Nikita.

– Il est ivre ?

– Sûrement qu'il n'a pas toute sa raison. »

Pendant ce temps, les gens qui causaient sortaient du bois et s'avançaient sur la route. J'entendis une voix qui criait :

« Ne t'inquiète pas, Nikita Serapionytch, ne t'inquiète pas ! Que ton type ne s'inquiète pas non plus. Celui que j'amène est mon ami. Et ce vieux-là, c'est mon père. Ils ne diront pas un mot, pas un ! »

Nikita, en grommelant, me détacha. Je vis un grand moujik vêtu d'une malitza, tête nue, les cheveux d'un roux clair, le visage d'un ivrogne, mais matois ; il ressemblait à un Petit-Russien. Un peu à l'écart se tenait en silence un jeune gars, et, sur la route, s'appuyant au traîneau qui était sorti du bois, titubait un vieillard déjà vaincu par l'eau-de-vie.

« Ce n'est rien, monsieur, ce n'est rien, dit l'homme roux – et je devinai que c'était Nikifor –, ce sont des gens à moi, je réponds d'eux. Nikifor aime à boire, mais il ne perd pas la tête.

Ne vous inquiétez pas. Avec des « taureaux » comme ça (il montrait les rennes), ça serait bien un malheur que je ne vous conduise pas jusqu'au bout... Mon oncle Michel Egorytch me dit : « Passe par la montagne. Aujourd'hui deux traîneaux d'Ostiaks y ont passé. » Et moi, j'aime mieux la montagne. Sur la rivière, tout le monde me connaît. Aussi, j'ai invité Michel Egorytch à se régaler chez moi. C'est un bon moujik.

– Minute, minute, Nikifor Ivanovitch, mets en place le bagage », s'écria Nikita Serapionytch d'un ton autoritaire.

Nikifor se hâta d'obéir. En cinq minutes, tout fut en place et moi installé dans le traîneau qui devait m'emporter.

« Eh ! Nikifor Ivanovitch, dit Nikita d'un ton de reproche, tu as eu tort d'amener ces gens-là : je t'avais pourtant prévenu... Enfin, faites attention, vous autres, pas un mot, hein, c'est entendu ?

– Pas un, pas un », répondit le jeune moujik.

Le vieillard, qui ne pouvait parler, se contenta de faire de son doigt en l'air un signe de dénégation. Je dis adieu avec émotion à Nikita Serapionytch.

« Marche ! »

Nikifor héla son attelage, les rennes s'élançèrent, nous étions partis.

* * *

Les rennes couraient vaillamment, la langue pendante de côté, la respiration pressée : tchou-tchou-tchou-tchou... La piste était étroite, les bêtes se serraient l'une contre l'autre, et je m'étonnais de voir qu'elles n'en étaient pas gênées.

« Il faut le reconnaître, dit Nikifor en se tournant vers moi, on ne trouverait pas meilleur que ces rennes-ci. Ce sont des mâles bien choisis : le troupeau compte sept cents têtes, mais ce sont sûrement les plus beaux. Le vieux Michée, d'abord, ne voulait pas en entendre parler : « Ceux-là, je ne les vend pas. » Mais, après avoir vidé une bouteille, il dit comme ça : « C'est bon, prends-les ! » Et pourtant, au moment où je les emmenais, il s'est mis à pleurer. « Regarde, qu'il dit, celui-là, c'est le conducteur (Nikifor indiquait le renne qui courait en tête), il n'a pas de prix. Si tu le ramènes vivant et en bon état, je te le reprendrai pour la même somme. Voilà ce qu'ils valent, ces taureaux-là ! » Le prix était un peu fort, mais, il faut dire la vérité : ils le valent. Le conducteur, à lui seul, vaut bien ses vingt-cinq roubles. Seulement, nous aurions aussi bien pu en prendre d'autres, et pour rien, chez l'oncle Michel Ossipovitch. L'oncle m'a même dit : « Tu es bête, Nikifor ! » Oui, il a dit comme ça : « Tu es bête, Nikifor. Pourquoi ne m'as-tu pas dit que tu devais mener ce type ? »

– Quel type ? Dis-je, interrompant le récit.

– Eh bien, vous, pardi ! »

J'eus souvent l'occasion de remarquer dans la suite que « type » était le terme préféré de vocabulaire de mon cocher.

À peine nous étions-nous éloignés d'une dizaine de verstes que Nikifor, brusquement, arrêta son attelage.

« Nous avons à faire un détour ici... pas plus de cinq verstes, nous passerons par le camp. J'ai une pelisse de dessus à y prendre. Je ne peux pas voyager avec une simple pelisse de dessous. Je gèlerais. J'ai un billet de Nikita Serapionytch, au sujet de la pelisse. »

Je me sentis complètement démonté par cette absurde proposition. Quelle idée d'aller dans un camp d'Ostiaks à dix verstes de Berezov. À certaines réponses évasives de Nikifor, je compris qu'il aurait dû aller chercher sa pelisse la veille, mais qu'il avait bu sans désespérer durant ces deux derniers jours.

« Non, lui dis-je résolument, nous n'irons pas chercher votre pelisse. Le diable vous emporte ! Il fallait y songer avant. Si vous avez froid, vous mettrez ma fourrure sous la vôtre, je suis assis dessus en ce moment. Et quand nous arriverons, je vous ferai cadeau du touloupe que je porte : il vaut mieux que n'importe quelle pelisse.

– Eh bien, c'est bon, répondit Nikifor d'un ton conciliant. Que ferions-nous d'une pelisse de dessus ? Nous ne gèlerons pas. Go-go ! cria-t-il, s'adressant à ses bêtes. Ces taureaux-là n'ont pas besoin de coups de bâton. Go-go ! »

Mais l'entrain de Nikifor tomba bientôt. L'eau-de-vie produisait son effet. Il perdit toute énergie, il oscillait de droite à gauche sur son siège et s'endormait de plus en plus. Plusieurs fois, je le réveillai. Il se secouait, donnait aux rennes un coup de sa longue perche et marmonnait : « C'est bon, ces taureaux-là marcheront bien tout seuls. » Et il se rendormait. Les rennes allaient presque au pas, et mes cris seuls les faisaient encore un peu marcher. Deux heures s'écoulèrent ainsi. Ensuite, je m'assoupis moi-même et me réveillai quelques minutes plus tard, sentant que les rennes s'étaient arrêtés. Sous l'impression du sommeil, il me parut d'abord que tout était perdu.

« Nikifor ! » criai-je de toutes mes forces en le tirant par l'épaule.

En réponse, il marmonna quelques mots sans suite :

« Qu'est-ce que je peux faire ?... Je n'y peux rien... J'ai envie de dormir... »

Mes affaires se gâtaient vraiment. Nous n'étions guère à plus de trente ou quarante verstes de Berezov. Un arrêt à une si courte distance n'entraînait pas du tout dans mes plans. Je vis que les choses prenaient une vilaine allure et je décidai de « prendre des mesures ».

« Nikifor, criai-je, en arrachant le capuchon qui couvrait sa tête d'ivrogne et l'exposant ainsi au froid, si vous ne vous tenez pas comme il faut à votre place et vous ne faites pas partir nos bêtes, je vous jette dans la neige et je m'en vais seul. »

Nikifor revint un peu à lui : je ne sais si c'était le froid ou mes paroles. En dormant, il avait laissé tomber sa gaule. Trébuchant et se grattant, il fouilla dans le traîneau, en tira une hache, abattit sur le bord de la route un jeune pin et le débarrassa de ses branches. La gaule était prête et nous repartîmes. Je résolus de surveiller sévèrement mon cocher.

« Comprenez-vous ce dont il s'agit ? Lui demandai-je du ton le plus imposant que je pus prendre. Trêve de plaisanterie. Si l'on nous rattrape, pensez-vous qu'on nous fasse des compliments ?

– Est-ce que je ne comprends pas ? répondit Nikifor qui, décidément, revenait à lui. Comment donc ! Seulement notre troisième taureau est un peu faible. Le premier est bon, on ne peut pas trouver mieux. Et le deuxième n'est pas mauvais. Mais le troisième, à dire vrai, ne vaut rien du tout. »

Vers l'aube, le froid devint beaucoup plus piquant. Par-dessus mon touloupe, je revêtis mon gouss, et m'en trouvai mieux. Mais pour Nikifor la situation se gâtait de plus en plus. Son ivresse se dissipait, le froid le pénétrait, le malheureux grelottait.

« Prenez ma fourrure, lui dis-je.

– Non, il est trop tard maintenant : il faut d'abord que je me réchauffe moi-même, pour chauffer ma pelisse. »

Après une heure de route, nous aperçûmes des iourtas – trois ou quatre misérables mesures faites de poutres.

« Je vais y entrer cinq minutes, pour demander la route et me réchauffer. »

Cinq minutes se passent, puis dix, puis quinze. Une créature inconnue s'approche du traîneau : emmitouflée, elle s'arrête, regarde et s'en va. L'aube, déjà, éclairait faiblement, et le bois, avec les pitoyables demeures qui se dressaient là, prenait à mes yeux je ne sais quel éclat sinistre.

« Par quoi tout cela finira-t-il ? Me disais-je. Irai-je loin avec cet ivrogne ? Si nous avançons de cette manière, il sera facile de nous rattraper. En buvant, Nikifor peut bavarder et dire tout à un passant ; qu'on rapporte la chose à Berezov et tout est perdu. En supposant même qu'on ne nous rattrape pas, on prévientra par télégraphe toutes les stations de la petite ligne... Est-ce la peine de continuer ? » Le doute m'envahissait...

Une demi-heure s'était passée. Nikifor ne revenait pas. Il fallait donc aller le chercher, et je n'avais même pas remarqué dans quelle habitation il avait disparu. Je m'approchai de la première, non loin de la route, et regardai par la fenêtre. Dans un coin, le foyer flambait d'un feu clair. Il y avait sur le plancher une marmite d'où sortait de la vapeur. Sur des planches servant de couchettes, un groupe était assis au milieu duquel... Nikifor, tenant une bouteille à la main. De toutes mes forces, je tambourinai à la fenêtre et contre le mur. Un instant après parut Nikifor. Il portait ma pelisse qui, par-dessous, dépassait la sienne.

« En route ! Lui criai-je d'une voix menaçante.

– Tout de suite, tout de suite, répondit-il humblement. Ce n'est rien, je me suis réchauffé, partons maintenant. Nous marcherons si bien dans la nuit que personne ne nous verra. Seulement, le troisième taureau n'est pas fameux. Il faudrait le dételer et le laisser là. »

Nous partîmes.

* * *

Il était déjà cinq heures. La lune s'était levée depuis longtemps et éclairait d'une vive lumière, le froid était plus vif, on sentait, dans l'air, l'annonce du matin. Par-dessus mon tou-loupe en peau de mouton, j'avais revêtu une pelisse de peau de renne qui me tenait chaud. Dans l'attitude de Nikifor, je voyais de l'assurance et de l'entrain, les rennes couraient d'une excellente allure et je somnolais tranquillement. De temps en temps je me réveillais et j'apercevais toujours le même tableau. Nous passions par des endroits probablement marécageux en été, presque entièrement dénudés ; quelques pins chétifs, quelques petits bouleaux se dressaient sur la neige ; la route s'allongeait en ligne sinueuse, étroite, à peine visible. Les rennes avançaient d'une course infatigable et régulière, comme des automates, et leur forte respiration rappelait le bruit d'un petit moteur. Nikifor avait rejeté son blanc capuchon et restait tête nue. De blancs poils de renne se mêlaient à sa chevelure ébouriffée qui semblait couverte de givre. « Nous allons, nous allons », me dis-je, et je sentais dans ma poitrine un flux de joie qui me réchauffait. « Ils ne s'apercevront pas de ma fuite, peut-être, pendant un jour ou deux... Et nous allons, nous marchons... » Et je me rendormais.

Vers neuf heures du matin, Nikifor arrêta l'attelage. Presque au bord de la route se trouvait une tente, ou plutôt une grande cabane faite de peaux de renne, en forme de cône épointé. A côté de cette habitation, il y avait des traîneaux attelés de rennes, du bois coupé ; à un corde étaient suspendues des peaux fraîchement prélevées ; sur la neige, une tête de renne écorchée, à large ramure ; deux enfants, vêtus de fourrures, s'amusaient avec des chiens.

« D'où vient cette tente ? dit Nikifor étonné. Je pensais que nous n'en verrions pas une jusqu'aux iourtas de Vyjpourtyr. »

Il alla aux renseignements ; il se trouva que nous étions en présence d'Ostiaks dont le centre était à deux cents verstes de là : ils chassaient l'écureuil. J'apportai notre vaisselle et nos provisions et nous entrâmes dans la tente par une étroite ouverture fermée d'une peau, pour y déjeuner et y prendre le thé.

« Païssi (salut), dit Nikifor en ostiak.

– Païssi, païssi, païssi ! » Lui répondit-on de divers côtés.

Le sol était couvert de fourrures entassées, dans lesquelles remuaient des créatures humaines. Il y avait eu beuverie la veille, et les gens revenaient de leur ivresse. Au milieu de ce gîte un bûcher flambait et la fumée sortait librement par un large orifice au sommet de la tente. Nous suspendîmes nos bouilloires et jetâmes du bois sur le bûcher. Nikifor, qui parlait couramment l'ostiak, s'entretenait avec les maîtres du logis. Une femme se leva, gardant dans ses bras un nourrisson qu'elle venait d'allaiter, et, sans cacher sa poitrine, s'approcha du bûcher. Elle était laide comme la mort. Je lui donnai un bonbon. Aussitôt deux autres figures se dressèrent et s'avancèrent vers nous.

« Ils demandent de l'eau-de-vie », me dit Nikifor, traduisant leurs paroles.

Je leur donnai de l'esprit-de-vin, un infernal alcool à 95°. Ils en burent, grimaçant et crachant sur le sol. La femme aux seins nus en but aussi sa part.

« Le vieux en veut encore, me dit Nikifor en tendant un deuxième petit verre à un Ostiak chauve dont les joues rouges étaient luisantes et pelées. J'ai engagé ce vieux, m'expliqua Nikifor, pour quatre roubles, jusqu'aux iourtas de Chomine. Il ira de l'avant avec trois rennes et nous tracera la route ; nos bêtes, derrière son traîneau, courront plus gaiement. »

Nous bûmes du thé, nous mangeâmes ; au moment des adieux, j'offris à nos hôtes quelques cigarettes. Ensuite, nous plaçâmes notre bagage sur le traîneau du vieux, nous nous installâmes dans nos véhicules et nous partîmes. Un clair soleil s'était levé, la route traversait une forêt, il y avait de la lumière et de la joie dans l'air. En avant, l'Ostiak avançait, traîné par trois femelles blanches en gestation. Le vieux tenait une gaule extrêmement longue, terminée au sommet par une petite pointe de corne et munie, à l'autre bout, d'un morceau de fer ; Nikifor lui aussi s'était armé d'un bâton neuf. Les femelles entraînaient rapidement le léger véhicule de l'Ostiak, et nos mâles, reprenant courage, les suivaient de près.

« Pourquoi le vieux ne se couvre-t-il pas la tête ? Demandai-je à Nikifor, en observant, étonné, que la tête chauve de l'Ostial, restait exposée au gel.

– L'ivresse passe plus vite », m'expliqua Nikifor.

En effet, au bout d'une demi-heure, le vieux arrêta son attelage et s'approcha de nous, demandant de l'esprit-de-vin.

« Il faut régaler le bonhomme, déclara Nikifor qui, en même temps, se régala lui-même. Vous avez vu, ses bêtes étaient déjà attelées.

– Et alors ?

– Il voulait aller chercher de l'eau-de-vie à Berezov. J'ai eu, peur qu'il ne dise, là-bas, un mot de trop... Alors, je l'ai engagé. De cette façon, c'est plus sûr. Maintenant, quand pourra-t-il, aller à la ville ? Dans deux jours. Moi, je n'ai pas peur. Qu'est-ce qu'on peut me dire ? On me demandera : « Tu l'as conduit ? » Est-ce que je peux savoir qui j'ai conduit ? « Toi, dirai-je, tu es de la police, moi je suis cocher. Tu reçois un traitement ? C'est ton affaire de veiller. Mon affaire à moi, c'est de conduire. » Est-ce juste ?

– Très juste ! »

C'est aujourd'hui le 19 février. Demain doit s'ouvrir la Douma d'État. L'amnistie ! « Le premier devoir de la Douma d'État sera de proclamer l'amnistie. » C'est possible... Mais mieux vaut attendre cette amnistie un peu plus à l'ouest. « C'est plus sûr », comme dit Nikifor.

* * *

Comme nous venions de dépasser les iourtas de Vyjpourtyr, nous trouvâmes sur la route un sac qui devait contenir, selon toute apparence, du pain. Il pesait plus d'un poud. Malgré

mes protestations énergiques, Nikifor mit le sac dans notre traîneau. Je profitai de l'assoupissement de cet ivrogne pour rejeter la trouvaille sur le chemin ; c'était une charge de trop pour nos bêtes.

Quand Nikifor se réveilla, il ne trouva ni le sac, ni la gaule qu'il avait prise dans la tente du vieux.

Les rennes sont des animaux extraordinaires : ils ne connaissent ni faim ni fatigue. Les nôtres n'avaient pas mangé depuis la veille de notre départ, et nous avançons depuis vingt-quatre heures sans les avoir nourris. Nikifor m'expliqua qu'ils commençaient seulement à bien marcher. Ils courent d'une allure égale, inlassable, faisant de huit à dix verstes à l'heure. Toutes les dix ou quinze verstes, on s'arrête deux ou trois minutes pour permettre aux animaux de souffler ; puis on repart. Une course de cette longueur s'appelle un « trajet de rennes », et, comme on ne mesure pas ici les verstes, c'est par le nombre de trajets qu'on calcule les distances. Cinq « trajets » équivalent à soixante ou soixante-dix verstes.

Aux iourtas de Chomine, nous devons quitter le vieil Ostiak nous aurions alors, derrière nous, au moins dix « trajets ». C'était déjà une belle distance.

Vers neuf heures du soir, comme le crépuscule tombait, quelques traîneaux vinrent pour la première fois à notre rencontre. Nikifor essaya de leur céder le passage sans s'arrêter. Mais la manœuvre était difficile : la route était si étroite qu'il suffisait de s'en écarter un peu pour que les rennes enfonçassent aussitôt dans la neige jusqu'au ventre. Les traîneaux s'arrêtèrent. Un des cochers s'approcha de nous, avança son visage jusqu'à celui de Nikifor et le nomma par son nom :

« Qui conduis-tu ? Tu vas loin ? »

– Pas loin..., répondit Nikifor, c'est un marchand d'Obdorsk. »

Cette rencontre l'inquiéta.

« C'est le diable qui nous l'envoie ! Voilà cinq ans que nous ne nous sommes pas vus, et il m'a reconnu, le diable l'emporte ! Ce sont des Zirianes qui habitent à cent verstes d'ici, ils vont chercher des marchandises et de l'eau-de-vie à Berezov. Ils seront en ville demain à la nuit.

– Moi, ça m'est égal, dis-je, on ne nous rattrapera pas. Mais, vous, si vous alliez avoir une affaire quand vous reviendrez.

– Quelle affaire ? Je dirai : « Mon affaire est de conduire, je suis cocher. Qui je mène, un marchand ou un « politique », ça ne se lit pas sur le front. Toi, tu es de la police, tu n'as qu'à regarder ! Moi, je suis cocher, je mène les gens. » C'est juste ?

– Parfaitement juste ! »

La nuit vint, une nuit de profondes ténèbres. La lune, à cette époque, ne se lève que vers le matin. Malgré l'obscurité, les rennes gardaient sans broncher le bon chemin. Nous ne rencontrions personne. Cependant, vers une heure du matin, nous entrâmes tout à coup dans un cercle de lumière vive et nous nous arrêtâmes. Devant un bûcher qui flambait sur le bord de la route, deux personnages étaient assis, l'un grand, l'autre petit. De l'eau bouillait dans une

marmite, et le petit Ostiak râpait sur son gant des morceaux de thé pressé ⁶⁹ qu'il jetait dans l'eau.

Nous nous approchâmes du bûcher et notre traîneau avec l'attelage nous fut aussitôt caché par les ténèbres. Les sons incompréhensibles de l'idiome étranger frappèrent mes oreilles. Nikifor emprunta la tasse du garçon et, recueillant dans cet ustensile un peu de neige, la fit tremper un instant dans l'eau bouillante ; puis il recommença l'opération. Il semblait préparer une mystérieuse boisson sur ce bûcher perdu dans les profondeurs de la nuit et du désert. Puis, lentement, avidement, il but.

Nos rennes commençaient à se sentir fatigués. À chaque arrêt ils se couchaient l'un près de l'autre et avalaient de la neige.

* * *

Vers deux heures du matin, nous arrivâmes aux iourtas de Chomine. Nous décidâmes d'accorder un repos à nos bêtes et de les nourrir. Les iourtas de cet endroit ne sont pas des tentes nomades ; ce sont de véritables habitations faites de poutres. Elles diffèrent cependant beaucoup de celles que nous avons rencontrées sur la route de Tobolsk. Là-bas, les iourtas étaient de véritables isbas, séparées en deux moitiés par une cloison ; on y voyait un poêle russe, un samovar, des chaises, tout cela en plus mauvais état et plus sale que dans les isbas de nos moujiks sibériens. Ici, l'on ne trouvait qu'une « chambre », un âtre primitif au lieu de poêle ; pas de meubles ; une entrée fort basse, un glaçon servant de carreau à la fenêtre. Néanmoins, je me sentis fort à l'aise quand je me fus débarrassé des pelisses dont j'étais couvert ; une vieille Ostiaque les suspendit devant le feu pour les sécher. Il y avait bientôt vingt-quatre heures que je n'avais pas mangé.

Quel plaisir de s'asseoir sur une couchette de planches couvertes de peaux de renne, de manger du veau froid, du pain à demi dégelé et d'attendre le thé. Je bus un petit verre de cognac, la tête me bourdonnait un peu, et j'éprouvais la sensation d'être arrivé au but de mon voyage... Un jeune Ostiak, dont les cheveux nattés étaient entrelacés de bandes de drap rouge, se leva de la couchette pour aller nourrir les rennes.

« Que va-t-il leur donner ? Demandai-je.

– De la mousse. Il n'a qu'à les conduire à un endroit où il y en a ; les bêtes fouilleront la neige et la trouveront. Elles creuseront un trou, s'y coucheront et mangeront à leur aise. Les rennes ne sont pas difficiles.

– Ne mangent-ils pas du pain ?

– Non, rien que de la mousse, à moins qu'on ne les ait habitués dès le début à manger autre chose, du pain par exemple ; mais c'est bien rare. »

La vieille jeta du bois dans le foyer, puis réveilla une jeune Ostiaque. Celle-ci, voilant son visage devant moi, sortit, sans doute pour aider son mari, le jeune gars que Nikifor venait d'engager pour deux roubles à nous accompagner jusqu'à Oourvi. Les Ostiaks sont extrêmement paresseux et ce sont les femmes, chez eux, qui exécutent tous les travaux. Et cela non seulement dans le ménage : il n'est pas rare de rencontrer une Ostiaque à la chasse, le fusil en

⁶⁹ *Le thé de Chine (de qualité inférieure) que les caravanes fournissent à la Sibérie se présente sous l'aspect de briques obtenues par compression. (N. d. T.)*

main, poursuivant l'écureuil et la zibeline. Un garde forestier de Tobolsk m'a raconté des choses étonnantes sur la paresse des Ostiaks et sur leur manière de traiter les femmes. Il avait eu l'occasion plusieurs fois d'explorer des endroits sauvages dans le district de Tobolsk : ces endroits-là, dans la langue du pays, s'appellent des « brumes ». Il prenait pour guides des Ostiaks à raison de trois roubles par jour. Et chaque jeune Ostiak se faisait accompagner dans les « brumes » par sa femme ; les veufs ou célibataires emmenaient leur mère ou leur sœur. La femme portait tous les ustensiles et provisions de route : le sac, la hache, la marmite. L'homme n'avait que son coutelas à la ceinture. Quand on s'arrêtait pour se reposer, la femme nettoyait la place, prenait des mains de son mari la ceinture qu'il ôtait pour se mettre plus à l'aise, elle allumait le bûcher et préparait le thé. L'homme s'asseyait et, en attendant, fumait sa pipe...

Le thé était prêt et j'approchai avidement mes lèvres de la tasse. Mais l'eau exhalait une insupportable odeur de poisson. Je versai dans la tasse deux cuillerées d'essence de canneberge ; il n'en fallut pas moins pour me cacher le mauvais goût.

« Et vous, vous ne sentez rien ? Demandai-je à Nikifor.

– Le poisson ne nous effraie pas, nous le mangeons même cru quand il sort du filet et qu'il frétille encore ; il n'y a pas meilleur. »

La jeune femme revint, se couvrant encore la moitié du visage ; s'arrêtant devant le foyer, elle remit en ordre son vêtement avec un divin sans-gêne. Son mari la suivait de près et me proposa, par l'intermédiaire de Nikifor, de lui acheter de la fourrure brute, cinquante peaux d'écureuil.

« J'ai dit que vous étiez un marchand d'Obdorsk ; voilà pourquoi il vous propose de l'écureuil, m'expliqua Nikifor.

– Dites-lui que je viendrai le voir quand je repasserai. Ça m'embarrasserait d'emporter les peaux maintenant. »

Nous prîmes le thé, nous fumâmes, et Nikifor se coucha sur les planches pour faire un somme en attendant que les rennes eussent mangé. J'avais, moi aussi, une effroyable envie de dormir, mais je craignais de ne pas me réveiller avant le matin ; je m'assis donc avec un carnet et un crayon devant le feu et je résumai les impressions de mon premier jour de voyage. Comme tout allait bien ! Comme tout s'arrangeait simplement ! Trop simplement même !... À quatre heures du matin, je réveillai les cochers et nous quittâmes les iourtas de Chomine.

« Chez les Ostiaks, les femmes et les hommes portent des nattes, avec des rubans et des anneaux ; ils ne tressent pas leurs cheveux, sans doute, plus d'une fois par an ?

– Leurs nattes ? répondit Nikifor. Si, ils les tressent souvent. Quand ils sont ivres, c'est toujours par la natte qu'ils se tirent les cheveux. Ils boivent, ils boivent, puis ils se prennent

l'un l'autre à la tête. Alors, le plus faible dit : « Lâche-moi ! L'autre lâche. Et ils se remettent à boire. Ils n'ont pas besoin de se fâcher : ils n'ont pas le cœur à ça. »

Non loin des iourtas de Chomine, nous descendîmes sur la Sosva. La route suit tantôt la rivière, tantôt la forêt. Un vent violent, pénétrant, souffle et c'est avec peine que je trace des notes sur mon carnet. Nous avançons en lieu découvert : entre un bois de bouleaux et le lit de la rivière. La route est tuante. Le vent efface aussitôt, sous nos yeux, le sillage étroit de nos traîneaux. L'un des rennes perd à chaque instant la voie. Il enfonce dans la neige jusqu'au ventre et plus profondément encore, bondit désespérément, remonte sur la route, pousse le limonier et rejette le conducteur hors du chemin. Sur la rivière et sur le marais gelé, on avance au pas. Pour comble de malheur, le conducteur – le « taureau » qui n'a pas son pareil – se met à boiter. Traînant la jambe gauche de derrière, il continue honnêtement à courir sur la route affreuse ; mais il baisse la tête, il tire la langue jusqu'au sol et lève de la neige en courant, à quoi l'on reconnaît bien qu'il donne un suprême effort. Tout à coup, la route s'enfonce entre deux murailles de neige d'un mètre de haut. Les rennes se serrent dans l'étroit passage et l'on dirait que ceux qui marchent de côté portent le limonier. Je remarque que le conducteur a la jambe de devant en sang.

« Je suis un peu soigneur de bêtes, m'explique Nikifor ; je lui ai fait une saignée pendant que vous dormiez. »

Il arrête l'attelage, tire un coutelas de sa ceinture, s'approche de l'animal malade et, prenant le couteau entre ses dents, tâte longtemps la jambe ensanglantée. « Je ne comprends rien à cette histoire », déclare-t-il, étonné, et, de son coutelas, il gratte la jambe au-dessus du sabot. Pendant l'opération, l'animal restait couché, serrant les pattes, ne se plaignant pas ; puis il léchait le sang qui coulait de sa jambe, il le léchait tristement. Des taches rouges, bien visibles sur la neige, marquaient l'endroit où nous nous étions arrêtés. J'insistai pour qu'on attelât à mon traîneau les rennes de l'Ostiak et pour que les nôtres fussent mis au traîneau léger. On attachait derrière ce véhicule le pauvre conducteur boiteux. Nous avions quitté Chomine depuis cinq heures environ ; il nous en restait autant à faire jusqu'à Oourvi ; là seulement nous pourrions prendre un nouvel attelage chez un riche Ostiak, nommé Simon Pantuï. Consentirait-il, cependant, à nous donner des rennes pour un long voyage ? Je discutai là-dessus avec Nikifor.

« Allons-nous être obligés, lui disais-je, d'acheter deux attelages ?

– Eh bien quoi ? répondait Nikifor d'un air de défi, nous les achèterons ! »

Ma manière de voyager produisait sur lui une impression dans le genre de celle que je ressentis jadis en lisant les aventures de Phileas Fog. Si vous vous rappelez, l'Anglais achetait des éléphants, achetait des navires à vapeur et, quand il manquait de combustible, jetait tous les bois du bâtiment dans le foyer. Quand il s'agit de nouvelles difficultés et de dépenses, Nikifor, surtout ivre, et il l'est presque toujours, se sent inspiré. Il s'identifie complètement à moi, cligne de l'œil malicieusement et me dit :

« La route, pour nous, n'est qu'une affaire de kopecks. Et ça nous est égal, nous crachons là-dessus. Nous ne regrettons pas l'argent. Les taureaux ? Si un taureau tombe, nous en achèterons un autre. Ce n'est pas moi qui vais chicaner là-dessus tant que les taureaux peuvent aller, nous marchons. Go-go ! L'important, c'est d'arriver à destination... Pas vrai ?

– Parfaitement juste !

– Si Nikifor ne réussit pas à vous mener, personne n'y réussira. Mon oncle Michel Ossipovitch – un bon moujik ! Me dit : « Nikifor, tu vas mener ce type ? Mène-le. Prends six rennes de mon troupeau et mène-le. Prends-les pour rien, je te les donne. » Et le caporal Sousslikov me dit : « Tu le mènes ? Tiens, voilà cinq roubles. »

– Pourquoi cela ? Demandai-je à Nikifor.

– Pour que je vous mène.

– Pour cela, vraiment ? Qu'est-ce que cela peut lui faire ?

– Pour cela, je vous le jure ! Il aime nos frères, il se met devant eux pour les défendre, comme un mur. Parce que, entre nous soit dit, pour qui donc souffrez-vous ? Pour le monde, pour les pauvres. « Tiens, qu'il dit, Nikifor, voilà cinq roubles, mène-le, je te bénis. Mène-le, qu'il dit, quand bien même je devrais en répondre. »

La route pénètre en forêt et devient aussitôt meilleure : les arbres la protègent contre les bourrasques de neige. Le soleil est déjà haut dans le ciel, tout est calme dans le sous-bois et j'ai si chaud que je me débarrasse de mon gous et ne garde que mon touloupe. L'Ostiak de Chomine, traîné par nos rennes, se laisse à chaque instant distancer et nous sommes obligés de l'attendre. De toutes parts, des pins nous entourent : énormes arbres, dépourvus de branches jusqu'au sommet, d'un jaune clair, droits comme des cierges. On dirait que nous traversons un merveilleux parc d'autrefois. Le silence est absolu. De temps en temps seulement, un couple de perdrix blanches, qu'il est difficile de distinguer sur la neige, se lèvent, s'envolent, s'enfoncent dans le bois. Brusquement, nous arrivons à la limite des pins, la route descend en pente escarpée vers la rivière, notre traîneau se renverse, nous le rétablissons sur la voie, nous repartons, nous traversons la Sosva et, de nouveau, nous avançons en lieu découvert. De loin en loin, de petits bouleaux se dressent sur la neige. Sans doute est-ce un marais.

« Combien de verstes avons-nous fait ? Demandai-je à Nikifor

– Trois cents, je pense. Mais comment le savoir ? Qui donc a pu mesurer les verstes de ce côté-ci ? L'archange saint Michel, personne d'autre... Il y a longtemps qu'on a dit de nos chemins : « La vieille voulait le mesurer avec son bâton, mais elle y a renoncé. » Enfin, ce n'est rien. Dans trois jours, nous serons aux fonderies, pourvu que le temps se maintienne. Sans quoi, il arrive des fois une de ces tempêtes, je ne vous dis que ça... Un jour, j'ai été surpris par le bourane : en trois jours, je n'ai fait que cinq verstes... Dieu nous préserve ! »

Mais voici les Petits Ourvi : ce sont trois ou quatre iourtas misérables, une seule est habitée. Il y a vingt ans, elles étaient toutes peuplées sans doute. Les Ostiaks disparaissent avec une rapidité effrayante. Dix verstes plus loin, nous arriverons aux Grands Ourvi. Trouverons-nous Simon Pantuï ? Nous donnera-t-il des rennes ? Il est absolument impossible de continuer avec les nôtres...

Déconvenue ! À Oourvi, nous ne trouvons pas les moujiks : ils doivent garder leur troupeau sous la tente, à une distance de deux « trajets ». Nous serons obligés de revenir sur nos pas pendant quelques verstes et ensuite de faire un crochet. Si nous nous étions arrêtés aux Petits Oourvi, si nous nous étions renseignés, nous eussions économisé plusieurs heures. Dans un état d'âme tout proche du désespoir, j'attends, tandis que les femmes cherchent un renne qui puisse remplacer notre conducteur boiteux. Comme partout ailleurs, les femmes d'Oourvi sont à peu près ivres et, lorsque je découvre nos provisions, elles me demandent de l'eau-de-vie. Je m'entretiens avec elles par l'intermédiaire de Nikifor qui parle, aussi facilement que le russe, le ziriane et les deux dialectes ostiaks, celui « de la haute rivière » et celui « du bas », qui se ressemblent fort peu. Les Ostiaks d'ici ne savent pas un mot de russe. Cependant il faut remarquer que tous les jurons russes sont entrés, tels quels, dans leur langue et qu'avec la vodka de l'État, ils constituent l'apport le plus tangible de notre action civilisatrice. Au milieu des termes confus de l'idiome ostiak, dans un lieu où personne ne sait dire bonjour en russe, retentit tout à coup très nettement un de ces mots incongrus qui font la gloire de notre langue nationale ; l'Ostiak le prononce sans aucun accent, avec une parfaite netteté.

De temps en temps, j'offre à nos hôtes, hommes et femmes, des cigarettes. Ils fument mon tabac avec une déférence nuancée de dédain. Ces gosiers brûlés par l'alcool ne sont nullement sensibles au faible goût de mes cigarettes. Nikifor lui-même, qui, en général, respecte les produits de la civilisation, reconnaît que mes cigarettes ne méritent pas de compliment. « Le cheval ne veut pas de cette avoine », explique-t-il.

Nous nous dirigeons vers le camp. Quel désert ! Quel pays sauvage ! Nos rennes cherchent leur chemin dans des monts de neige, s'embarrassent au milieu des arbres, dans des halliers primitifs, et je me demande comment le cocher peut reconnaître sa route. Il possède un instinct, comme les rennes qui, de manière étonnante, détournent la tête pour ne pas accrocher leurs bois aux branches des pins et des sapins. Le nouveau conducteur qu'on nous a donné à Oourvi porte une immense ramure d'au moins un mètre de largeur. Le chemin est à chaque instant barré par des branches et l'on croirait que l'animal va s'y trouver pris. Mais à la dernière seconde il détourne légèrement la tête, et pas une aiguille de la branche n'est touchée. Longtemps j'observai cette manœuvre et elle me paraissait infiniment mystérieuse comme semblent toujours les manifestations de l'instinct à l'homme qui veut raisonner.

Nouvelle déconvenue ! Le vieux patron est parti avec son ouvrier pour le campement d'été où il a laissé une partie de son troupeau. On l'attend d'une heure à l'autre, mais on ne sait pas exactement quand il reviendra. En son absence, son fils, un jeune gars dont la lèvre supérieure a un bec de lièvre, n'ose prendre sur lui de conclure le marché. Nous sommes obligés d'attendre. Nikifor lâche notre attelage en liberté, à la recherche de la mousse qui sera sa pitance. Pour que nos bêtes ne se confondent pas avec celles du troupeau, il trace ses initiales dans le poil, sur le dos des deux mâles, avec la pointe de son couteau. Ensuite, étant de loisir, il répare notre traîneau fort ébranlé par les chocs et les contre-chocs. Le désespoir dans l'âme, je rôde dans les champs de neige environnants, puis j'entre dans la tente. Sur les genoux d'une jeune Ostiaque est assis un garçonnet de trois ou quatre ans, complètement nu ; la mère l'habille. Comment peuvent-ils vivre avec des enfants, dans ces demeures rudimentaires, par quarante et cinquante degrés de froid ? « Pendant la nuit, ça va, m'explique Nikifor ; on s'enfonce dans les fourrures et on dort. J'ai, moi-même, passé plus d'un hiver sous la tente. L'Ostiak, lui, se met tout nu pour la nuit, dans une malitza. On y dort bien. C'est le lever qui est désagréable. La buée de la respiration gèle sur le vêtement, elle est à couper avec la hache... Oui, le lever est ennuyeux. »

La jeune Ostiaque enroule le garçonnet dans un pan de sa pelisse et lui donne le sein. On nourrit ainsi les enfants jusqu'à cinq ou six ans.

Je fais bouillir de l'eau sur le foyer. Pendant que j'avais le dos tourné, Nikifor a trouvé le temps de remplir sa paume (quelle paume, quelle main, Seigneur !) du thé de ma boîte, et de le verser dans la théière. Je n'ai pas le courage de lui faire une observation et je vais être obligé de boire un thé qui a passé par cette main... La paume de Nikifor s'est frottée à bien des choses, mais certainement pas à du savon depuis longtemps...

L'Ostiaque, après avoir nourri son garçon, le lave, l'essuie avec de fins copeaux, l'habille, puis le laisse sortir de la tente. La tendresse avec laquelle elle traite son enfant m'étonne beaucoup. Maintenant elle se met au travail : elle coud une pelisse en peau de renne avec des tendons séchés du même animal. Non seulement son ouvrage me paraît solide, mais il est vraiment élégant. La bordure tout entière s'orne d'un dessin fait de morceaux de fourrures blanches et sombres. Une bande d'étoffe rouge est glissée dans chaque couture. Ce sont toujours les femmes qui font les pelisses de toute la famille. Quel travail formidable !

Le fils aîné reste couché dans un coin de la tente : il est malade depuis trois ans. On lui procure comme on peut les médicaments qu'il absorbe en quantités énormes : il passe tout l'hiver sous la tente, autant dire à ciel ouvert. Le malade montre un visage d'une rare intelligence : c'est comme si la conscience de sa souffrance avait marqué ses traits... Je me rappelle que c'est précisément ici qu'est mort, le mois dernier, un jeune marchand de Berezov, qui était venu chercher de la fourrure. Il est resté plusieurs jours en proie à la fièvre, sans aucun secours.

Le vieux Pantuï que nous attendons possède un troupeau d'environ cinq cents rennes. Il est célèbre, dans toute la contrée, pour sa prospérité. Le renne, ici, est l'unique richesse : nourriture, vêtement et transport. Il y a quelques années, un renne coûtait de six à huit roubles ; le prix actuel est de dix à quinze. Nikifor explique ce renchérissement par des épizooties continues qui emportent des centaines de ces animaux.

* * *

Il fait de plus en plus sombre. Il est évident que personne ne voudra s'occuper, la nuit venue, de capturer des rennes dans le troupeau ; mais je ne veux pas encore abandonner ma dernière espérance... et j'attends le vieillard avec une impatience telle que je n'en ai peut-être pas connu de pareille de toute ma longue vie.

...L'obscurité était complète quand le vieux maître apparut enfin avec son ouvrier. Il entra dans la tente gravement, nous salua et s'assit devant l'âtre. Son visage, intelligent et autoritaire, me frappa. Les cinq cents rennes qu'il possédait lui permettaient évidemment de se sentir souverain de la tête aux pieds.

Je poussai du coude Nikifor :

« Parlez-lui donc ! Pourquoi perdre du temps ?

– Attendez, ce n'est pas encore le moment : il va souper. »

L'ouvrier entra, un moujik de haute stature aux larges épaules, il nous dit bonjour d'une voix nasillarde, changea de bottes dans un coin, celles qu'il portait étant mouillées, et s'approcha du foyer. Quelle horrible physionomie ! Le nez avait complètement disparu de cette malheureuse face, la lèvre supérieure était tendue vers le haut, la bouche restait à moitié ouverte, montrant de puissantes dents blanches. Je me détournai, épouvanté.

« Peut-être est-il temps de leur offrir de l'esprit-de-vin ? Demandai-je à Nikifor dont je respectais l'autorité.

– C’est juste le moment ! » Répondit Nikifor.

J’allai chercher la bouteille. La bru du vieillard qui, à son arrivée, s’était voilé pour la première fois le visage, alluma au feu de l’âtre un copeau de bouleau et, s’en servant comme d’une chandelle, fouilla dans un coffre et en tira une timbale. Nikifor essuya cette tasse avec un pan de sa chemise et la remplit jusqu’au bord. La première portion fut offerte au vieux. Nikifor lui expliqua que c’était de l’esprit-de-vin. Celui-ci inclina la tête d’un air grave et, sans un mot, avala d’une gorgée le contenu de la timbale, c’est-à-dire de l’alcool à 95° ; pas un muscle ne bougea sur son visage. Ensuite le cadet but aussi, celui dont la bouche était en bec de lièvre. Il se contraignit à avaler, fit une grimace pitoyable et, longtemps, cracha dans le feu. Ce fut le tour de l’ouvrier qui, ayant bu, se mit à dodeliner de la tête. Enfin, on offrit la timbale pleine au malade ; mais il ne put l’achever et rendit la tasse. Nikifor jeta ce qui y restait dans le feu pour montrer aux gens de quoi il les régala : l’alcool s’alluma aussitôt d’une flamme claire.

– Taak (il est fort), dit tranquillement, en sa langue, le vieux.

– Taak, répéta le fils, en crachant un filet de salive.

– Saka taak (il est très fort) », confirma l’ouvrier.

Nikifor en but à son tour et trouva même que l’alcool était trop fort. On délaya un peu avec du thé. Nikifor boucha du doigt la bouteille et la secoua en l’air. Tous burent encore une fois. Puis ils versèrent encore du thé dans la bouteille et burent encore. Enfin, Nikifor se mit en devoir d’exposer notre affaire.

« Saka khoza, dit le vieux.

– Khoza, saka khoza, répétèrent-ils tous en chœur.

– Qu’est-ce qu’ils disent ? Demandai-je, impatient, à Nikifor.

– Ils disent : c’est très loin... Il demande trente roubles pour vous conduire jusqu’aux fonderies.

– Mais combien prendra-t-il jusqu’à Niaksimvoli ? »

Nikifor marmonna quelques mots inintelligibles. Il était évidemment mécontent, mais je n’en compris la raison que plus tard. Cependant il s’adressa au vieux et me transmit sa réponse : jusqu’à Niaksimvoli, treize roubles ; jusqu’aux fonderies, trente.

« Et quand ira-t-on prendre les rennes ? Au point du jour. Il n’y a pas moyen tout de suite ? »

Nikifor leur transmit ma question d’un air ironique. Tous éclatèrent de rire et hochèrent la tête en signe de dénégation. Je compris qu’il me faudrait passer la nuit dans ce lieu et je quittai la tente pour prendre l’air. Le temps était calme et doux. Je flânai pendant une demi-heure sur le champ de neige et me couchai ensuite dans mon traîneau.

Enveloppé de mon touloupe et de ma pelisse, j'étais étendu, en quelque sorte, dans un antre de fourrures. Au-dessus de la tente, un cercle de lumière était formé dans l'air par le feu de l'âtre qui achevait de se consumer. Alentour, le silence était total. Au firmament, les étoiles étaient suspendues, nettes et claires. Les arbres étaient immobiles. L'odeur de la peau de renne, humectée par ma respiration, me suffoquait un peu, mais la fourrure me réchauffait agréablement, la paix de cette nuit m'hypnotisait et je m'endormis avec la ferme résolution de mettre sur pied les gens dès l'aube et de partir le plus tôt possible. Combien de temps nous avons perdu ! C'était effrayant d'y penser !

Plusieurs fois je me réveillai, alarmé, mais les ténèbres m'entouraient. Un peu après quatre heures, comme une partie du ciel s'éclairait, j'entrai dans la tente, tâtai les corps, reconnus celui de Nikifor et le secouai. Il réveilla tous les habitants de la tente. La vie des forêts pendant des hivers de froid épouvantable a certainement son influence sur ces gens-là : quand ils se réveillèrent, ils se mirent à tousser et à cracher si longtemps que je ne pus supporter ce spectacle et sortis à l'air frais. À l'entrée de la tente, un garçonnet de dix ans versait de sa bouche de l'eau sur ses mains crasseuses et se débarbouillait ainsi en étalant cette eau sur son visage sale ; quand il eut achevé cette opération, il s'essuya soigneusement avec une poignée de copeaux.

Bientôt l'ouvrier au nez rongé et le cadet au bec de lièvre partirent, montés sur des raquettes, avec des chiens, pour ramener le troupeau vers la tente. Mais une bonne demi-heure s'écoula avant qu'un premier groupe de rennes ne sortît de la forêt.

« Maintenant, ils se sont mis en mouvement, m'expliqua Nikifor, tout le troupeau sera bientôt là. »

Il en fut autrement. Il fallut encore deux heures pour rassembler un nombre assez considérable de bêtes. Elles rôdaient tranquillement autour de la tente, fouillaient du museau la neige, se rassemblaient en tas, se couchaient. Le soleil s'était déjà levé sur les bois et éclairait le champ de neige où la tente se dressait. Les silhouettes des rennes, grands et petits, à robe sombre ou blanche, pourvus ou non de ramure, se profilaient nettement sur le fond blanc. Merveilleux tableau qui me parut fantastique et que je n'oublierai jamais. Les rennes étaient gardés par des chiens. Un petit animal velu ne craignait pas de se jeter sur un groupe de cinquante têtes dès que les rennes s'éloignaient un peu de la tente, et ceux-ci, pris d'une terreur folle, revenaient au galop sur le champ de neige.

Mais ce tableau même ne pouvait m'empêcher de songer au temps perdu. Ce 20 février – jour de l'ouverture de la Douma d'État – fut pour moi une journée malheureuse. J'attendis que le troupeau s'assemblât au complet avec une impatience fiévreuse. Il était déjà plus de neuf heures et je devais attendre encore. Nous avons perdu vingt-quatre heures ; il était clair maintenant que nous ne pourrions pas partir avant onze heures ou midi, et il nous restait à faire, jusqu'à Oourvi, vingt ou trente verstes, par une route très mauvaise. Si les circonstances m'étaient défavorables, on pourrait me rattraper aujourd'hui. En supposant que la police se fût aperçue de mon évasion dès le lendemain, et qu'elle eût appris d'un des trop nombreux compagnons avec qui Nikifor vidait des bouteilles quel chemin il avait suivi, elle pouvait, dès la nuit du 19, organiser la poursuite. Nous ne nous étions éloignés que de trois cents verstes. C'est une distance que l'on peut couvrir en vingt-quatre ou trente heures. Nous avons donc donné juste assez de temps à l'ennemi pour qu'il nous rattrapât. Ma mésaventure pouvait devenir fatale.

J'exprimai mon vif mécontentement à Nikifor. Ne lui avais-je pas dit la veille qu'il fallait envoyer chercher immédiatement le vieillard et non l'attendre. On aurait pu lui donner quelques roubles de plus, à condition de partir le soir même. Bien entendu, si j'avais pu m'exprimer en ostiak, j'aurais arrangé cela. Mais je voyageais avec Nikifor précisément parce que je ne savais pas l'ostiak, etc.

Nikifor, maussade, regardait droit devant lui, se détournant de moi.

« Qu'est-ce qu'on peut faire avec lui, puisqu'il ne veut pas. Les rennes de son troupeau sont bien nourris, bien choyés ; on ne peut pas les capturer la nuit. Mais, ce n'est rien, ajouta-t-il brusquement en se tournant vers moi, nous arriverons !

– Nous arriverons ?

– Nous arriverons ! »

Il me sembla tout à coup qu'en effet ce n'était rien, que nous arriverions. D'autant plus que la clairière tout entière se couvrait maintenant de rennes et que les Ostiaks reparaissaient sur leurs raquettes, sortant de la forêt.

* * *

« On va attraper les rennes tout de suite », dit Nikifor.

Je vois que les Ostiaks prennent en main le lasso. Le vieux maître, avec des gestes lents, rassemble la corde et le nœud coulant dans sa main gauche. Puis tous crient, s'interpellent. C'est sans doute pour régler le plan d'action et choisir la première victime. Nikifor, lui aussi, est du complot. Il fait lever un groupe de rennes et les pousse dans l'espace qui s'étend entre le vieillard et son fils. L'ouvrier se tient plus loin. Les rennes effrayés s'élancent en masse compacte. C'est une rivière de têtes et de ramures. Les Ostiaks suivent d'un œil attentif point dans ce torrent. Premier coup ! Le vieillard a envoyé son lasso et secoue la tête d'un air mécontent. Autre coup ! Le jeune Ostiak l'a manqué, lui aussi. Mais l'homme camard, qui se tient dans un endroit découvert, au milieu des bêtes, m'inspire soudain du respect par son air d'instinctive assurance : il envoie son lasso, et au mouvement de son bras, on voit bien qu'il ne manquera pas son coup. Les rennes font un écart pour échapper à la corde, mais un grand mâle blanc qui porte une bûche attachée au cou fait deux ou trois bonds, s'arrête et tourne sur place : le nœud le tient par l'encolure et par les bois.

Nikifor m'explique qu'on vient de saisir le plus malin de ces animaux, qui met toujours du trouble dans le troupeau et l'emmène au moment où l'on a besoin des bêtes. Maintenant, il ne reste plus qu'à attacher ce mutin et l'affaire ira toute seule.

Les Ostiaks rassemblent de nouveau leurs lassos en les enroulant à leur bras gauche. Puis ils s'interpellent par des cris et s'entendent pour agir. L'entraînement désintéressé de la chasse s'est emparé de moi. Nikifor me montre une large femelle aux courts andouillers que l'on veut attraper, et je prends part moi-même aux opérations. De deux côtés nous poussons le groupe de rennes vers l'endroit où les attendent trois lassos. Mais la femelle se doute probablement de ce qui l'attend. Elle fait un brusque écart et disparaîtrait dans la forêt, si les chiens ne la ramenaient. La manœuvre d'enveloppement recommence. Le vainqueur est, cette fois encore, l'ouvrier, qui a su saisir, au moment favorable, la bête rusée.

« C'est une femelle stérile, m'explique Nikifor. Aussi est-elle très forte au travail. »

La chasse devenait intéressante, bien qu'elle durât un peu longtemps. Après la femelle, deux lasso saisirent d'un même coup un énorme renne qui, vraiment, ressemblait à un taureau. Il y eut ensuite une interruption : un groupe dont on avait besoin s'échappa du cercle et s'enfuit dans la forêt. L'ouvrier et le fils cadet repartirent sur leurs raquettes et nous les attendîmes environ une demi-heure. Vers la fin, la chasse donna de meilleurs résultats et, en s'y mettant tous, on attrapa treize rennes pour la route, dont sept nous étaient destinés, à Nikifor et à moi, et six aux patrons. Vers onze heures, nous partîmes enfin, avec quatre attelages de trois bêtes, nous dirigeant vers Oourvi. L'ouvrier devait nous accompagner jusqu'aux fonderies. Un septième renne courait, attaché derrière son traîneau, formant réserve.

* * *

Le « taureau » boiteux que nous avons laissé dans les iourtas d'Oourvi quand nous étions partis pour le campement n'avait pas pu se guérir. Il restait tristement couché sur la neige et se laissa prendre sans qu'il fût besoin d'un lasso. Nikifor lui fit encore une saignée, mais sans résultat, comme auparavant. Les Ostiaks affirmaient qu'il s'était foulé la jambe. Nikifor le considéra quelque temps d'un air embarrassé, puis le vendit comme viande de boucherie à un des patrons de l'endroit, pour huit roubles. Celui-ci traîna la pauvre bête à l'aide d'une corde. C'est ainsi, bien tristement, que s'acheva l'existence d'un « taureau qui n'avait pas son pareil au monde ». Il est bon de remarquer que Nikifor le vendit sans me demander mon consentement. D'après notre convention, il ne devenait propriétaire des rennes qu'après m'avoir conduit à destination. Je regrettais fort d'abandonner au couteau du boucher un animal qui m'avait rendu un si grand service. Mais je n'eus pas le courage de protester... Quand il eut terminé son marché et mis l'argent dans son porte-monnaie, Nikifor se tourna vers moi et me dit : « Vous voyez, j'y perds douze roubles. » Drôle d'homme ! Il oubliait que c'était moi qui avais payé l'attelage, un attelage qui, d'après lui, aurait dû me conduire jusqu'au bout. Or, nous n'avions parcouru que trois cents verstes et j'étais obligé de louer d'autres bêtes.

Il faisait si chaud ce jour-là que la neige fondait un peu. Toute molle, elle volait par paquets humides sous les sabots de nos rennes. La marche n'en était que plus pénible. Un « taureau » d'apparence assez modeste, n'ayant qu'une corne sur le front, nous servait de conducteur. À droite marchait la femelle stérile, travaillant avec zèle des quatre jambes. Au milieu, un renne gros et petit, qui se trouvait en attelage pour la première fois. Escorté à droite et à gauche, il remplissait sa tâche avec honneur. L'Ostiak menait en avant un traîneau portant mes bagages. Par-dessus sa pelisse, il avait revêtu un surtout rouge vif et, sur le fond de la neige blanche, du bois gris, du gris attelage et du ciel gris, il se détachait comme une touche inattendue, mais nécessaire.

La route était si pénible que les traits du traîneau qui nous précédait se rompirent deux fois : à chaque arrêt, les patins adhéraient au chemin et il était difficile de se remettre en marche. Après les deux premiers « trajets », les rennes étaient déjà sensiblement fatigués.

« Voulez-vous que nous nous arrêtions aux iourtas de Nildine, pour prendre le thé ? me demanda Nikifor. Il y a loin jusqu'aux autres iourtas. »

Je voyais bien que mes conducteurs avaient soif de thé, mais je regrettais le temps perdu, les vingt-quatre heures d'arrêt à Oourvi. Je répondis non.

« Comme vous voudrez », dit Nikifor, et, fâché, il poussa de sa gaule la femelle.

Nous fîmes en silence environ quarante verstes : lorsque Nikifor n'est pas ivre, il se montre morose et taciturne. Le froid devenait plus vif, la route gelait et s'améliorait. À Sanghi-tour-paoul, nous décidâmes de nous arrêter. L'habitation que nous y trouvâmes nous émerveilla : on y voyait des bancs, une table couverte d'une nappe en toile cirée. Pendant le souper, Nikifor me traduisit une partie de la conversation de l'ouvrier camard avec les femmes qui nous servaient, et j'appris des choses curieuses. Trois mois auparavant, l'épouse de l'Ostiak s'était pendue. Et à quoi ? « Le diable même n'imaginerait pas ça, me disait Nikifor : à une fine, à une vieille cordelette ! Et elle s'était pendue assise en attachant le bout de la ficelle à une branche. Le mari, pendant ce temps, était dans la forêt, chassant l'écureuil avec d'autres Ostiaks. Le chef du village vient le chercher, l'invite à rentrer : il dit que la femme est tombée sérieusement malade. (Ici comme ailleurs, on ne dit pas la vérité du premier coup, telle est la pensée qui me vient.) Mais le mari répond : « Est-ce qu'il n'y a personne, là-bas, pour allumer le feu ? Sa mère est pourtant là... Qu'est-ce que je peux y faire ? » Mais le chef insiste, le mari revient aux iourtas, sa femme est déjà « mûre ». C'est sa deuxième femme déjà, dit en terminant Nikifor.

– Comment ? L'autre aussi s'est pendue ?

– Non, elle est morte de sa belle mort, de maladie, comme il fallait... »

J'appris que les deux jolis enfants que notre Ostiak avait baisés sur les lèvres (ce qui m'avait horrifié) lors de notre départ d'Oourvi étaient nés de sa première femme. Avec la seconde, il avait vécu environ deux ans.

« Peut-être l'avait-on mariée de force à cet homme ? » demandai-je.

Nikifor se renseigna.

« Non, répondit-il, c'est elle qui a demandé à l'épouser. Après cela, il a payé trente roubles aux parents de sa femme et il a habité chez eux. On ne sait pas pourquoi elle s'est pendue.

– C'est une chose qui doit arriver très rarement ? Dis-je.

– Qu'on se tue ? Ça arrive souvent chez les Ostiaks. Cet été, il y en a un qui s'est tué, chez nous, d'un coup de fusil.

– Exprès ?

– Non, pas exprès... Et puis, dans notre district, un greffier de la police s'est donné un coup de revolver. Et où ça ? Sur la tour de garde du commissariat. Il monte tout en haut et il crie : « Tenez, voilà pour vous, fils de chiens ! » Et il se tire un coup de revolver.

– Un Ostiak ?

– Non. Un nommé Molodsovato, un type russe... Nikita Mitrofanovitch... »

* * *

Quand nous sortîmes des iourtas de Sanghi-tour-paoul, il faisait déjà sombre. La neige avait, depuis longtemps, cessé de fondre, bien que le temps se maintînt au chaud. La route était devenue excellente, douce sous le sabot des bêtes, mais pas trop molle, une route comme il en faudrait toujours, disait Nikifor. Les rennes avançaient à pas feutrés et tiraient le traîneau sans difficulté. Finalement, nous dûmes dételer le troisième et l'attacher au véhicule par-derrière : les bêtes, n'ayant aucun effort à fournir, faisaient des écarts et risquaient de briser l'avant du traîneau. Les patins de nos légers équipages glissaient d'un mouvement régulier, sans bruit, comme une barque sur le miroir des eaux. Dans le lourd crépuscule, la forêt prenait

des dimensions gigantesques. Je ne voyais pas la route, je ne sentais pas le mouvement du traîneau. Les arbres, comme poussés par une puissance magique, couraient à notre rencontre ; les broussailles fuyaient sur les côtés ; quelques vieilles souches, couvertes de neige, à côté de sveltes bouleaux, passaient devant nous. Tout était plein de mystère. Tchou-tchou-tchou-tchou... faisait la respiration égale et pressée des rennes dans le silence nocturne de la forêt. Et mille sons oubliés se réveillaient en mon souvenir, suivant cette cadence. Tout à coup, dans la profondeur de ce sombre bois retentit un sifflement. Il paraît mystérieux et infiniment lointain. C'est pourtant l'Ostiak qui siffle, pour distraire son attelage, à quelques pas de moi. Puis, de nouveau, le silence ; de nouveau, un sifflement lointain, et les arbres fuient sans bruit dans les ténèbres.

Je somnole un peu, et dans mon assoupissement une pensée inquiétante s'empare de moi. À la façon dont je voyage, les Ostiaks doivent me prendre pour un riche marchand. Dans ce bois perdu, dans cette sombre nuit, il n'y a personne à cinquante verstes à la ronde, pas un homme, pas un chien. Qu'est-ce qui peut les arrêter ? C'est encore bien que je possède un revolver. Mais cette arme est enfermée dans mon sac de voyage et le sac est attaché sur le traîneau de l'Ostiak camard qui, en ce moment, commence à m'inspirer des soupçons. « Il faudra, me dis-je, que je tire le revolver du sac à la première occasion et que je le mette près de moi. »

C'est une étrange créature que notre cocher à manteau rouge ! Le manque de nez ne nuit aucunement à son flair ; on dirait qu'il sent l'odeur de la route et qu'il la découvre ainsi. Il connaît le moindre buisson et, en pleine forêt, agit aussi librement que dans sa iourta. Il vient de dire à Nikifor qu'il y a ici, sous la neige, de la mousse et qu'on pourrait nourrir les bêtes. Nous nous arrêtons. On dételle. Il est trois heures du matin.

Nikifor m'explique que les rennes zirianes sont rusés et que lui, Nikifor, dans ses voyages, ne leur a jamais permis de paître en liberté ; il les a toujours tenus attachés. Il est facile de lâcher un renne, mais on n'est jamais sûr de le rattraper. Cependant l'Ostiak était d'un autre avis et il laissa partir ses bêtes sur parole. Cette noble conduite était digne de récompense, mais je considérais avec inquiétude les mufles de nos animaux. Qu'arri-verait-il s'ils préféreraient la mousse qui poussait aux environs d'Oourvi ? L'aventure aurait été des plus désagréables. D'ailleurs, avant de lâcher les rennes, pour renforcer leur sens du devoir, les cochers abattirent deux grands pins et firent de chacun d'eux sept poutres d'un mètre chacune. Ces morceaux de bois, en qualité de principe modérateur, furent suspendus à l'encolure de chacun des rennes. « Espérons, me disais-je, que ces breloques ne seront pas trop légères... »

Après avoir lâché nos animaux, Nikifor coupa du bois, piétina la neige et fit un cercle auprès de la route, établit un bûcher au centre, joncha le reste de la place de branches de sapin et dressa quelques pièces de bois pour nous servir de sièges. A deux rameaux humides plantés dans la neige on suspendit deux marmites remplies de neige qui fondait bientôt... Boire du thé devant un bûcher, sur la neige de février, nous aurait semblé probablement moins intéressant si nous avions été surpris par une gelée de quarante à cinquante degrés. Mais le ciel nous était extraordinairement favorable : le temps était calme et tiède.

Je craignais de dormir trop longtemps, je ne me couchai pas avec les cochers. Je restai assis environ deux heures devant le foyer, entretenant le feu et rédigeant, à cette lumière incertaine, mes impressions de route.

* * *

Dès le point du jour, je réveillai les cochers. On n'eut aucune peine à ramener les rennes. Pendant qu'on les attelait, le jour vint, et tout reprit un aspect absolument prosaïque. Les pins diminuèrent de hauteur et de grosseur. Les bouleaux ne couraient plus au-devant de nous.

L'Ostiak avait l'air ensommeillé et les soupçons que j'avais conçus dans la nuit s'envolèrent comme fumée. Je me rappelai en même temps que, dans l'antique revolver que je m'étais procuré avant de partir, il n'y avait que deux cartouches, et qu'on m'avait instamment prié de ne pas m'en servir pour éviter des accidents. L'arme resta donc dans mon sac de voyage.

Nous entrâmes dans une forêt des plus touffues, interminable pins, sapins, bouleaux, mélèzes, cèdres et, au-dessus de la rivière, de souples saules. La route était bonne. Les rennes couraient d'une allure égale, mais sans entrain. Sur le traîneau d'avant, l'Ostiak tenait la tête penchée et chantait une complainte mélancolique qui n'avait que quatre notes. Peut-être songeait-il à cette vieille ficelle dont sa femme s'était servie pour se pendre. La forêt, la forêt... Uniforme sur une étendue incommensurable et cependant diverse, infiniment variée dans ses combinaisons. Voici la route barrée par un pin pourri, abattu. L'arbre énorme est couvert dans toute sa longueur par un linceul de neige. Plus loin, le bois a dû brûler pendant le dernier automne. Les troncs secs, droits, sans écorce et sans branches, se dressent comme des poteaux télégraphiques inutiles ou comme les mâts dans un port pris par les glaces, qui ne sont pas ailés de leurs voiles. Pendant quelques verstes, nous restons dans la zone de l'incendie. Puis ce sont des sapins à n'en plus finir, de sombres sapins rameux et pressés. Les vieux géants se gênent l'un l'autre, leurs faîtes se confondent et arrêtent les rayons du soleil. Les branches sont tissées de je ne sais quels fils verts ; elles semblent couvertes d'une grossière toile d'araignée. Et les rennes et les hommes semblent tout petits au milieu de ces sapins centenaires. Puis les grands arbres se raréfient ; sur une clairière de neige s'éparpillent des centaines de jeunes sapins qui se figent à égale distance l'un de l'autre.

Au tournant de la route, notre convoi faillit heurter un petit traîneau chargé de bois, attelé de trois chiens et conduit par une fillette ostiaque. Un garçonnet de cinq ans marchait à côté du véhicule. C'étaient de très jolis enfants. J'ai remarqué que, chez les Ostiaks, les bambins sont souvent très mignons. Mais pourquoi les adultes sont-ils si laids ?

Des bois et des bois. Voici encore l'emplacement d'un incendie, probablement ancien : entre les troncs brûlés pousse une jeune végétation. Comment les bois prennent-ils feu ? Sont-ce les bûchers qui les allument ?

« Quels bûchers ? me répond Nikifor. Il n'y a pas âme qui vive par ici pendant la belle saison : en été, la route suit la rivière. C'est la foudre qui allume les bois. La foudre frappe, et voilà le feu. Ou bien encore, un arbre se frotte à un autre jusqu'au moment où la flamme vient : le vent les secoue et, pendant l'été, le bois est sec. Éteindre ? Qui pourrait éteindre ? C'est le vent qui entretient le feu, c'est le vent qui l'éteint. La résine brûle, l'écorce tombe, la branche brûle, le tronc reste. Au bout de deux ans, la racine est sèche et le tronc s'abat... »

Il y a ici beaucoup de troncs dénudés qui sont sur le point de tomber. Quelques-uns ne se maintiennent debout que parce qu'ils s'appuient sur les minces branchages d'un sapin voisin. En voici un qui, déjà, allait s'allonger sur la route, mais il s'est arrêté, on ne sait comment, à un ou deux mètres du soi. Il faut se pencher pour ne pas s'y fracasser la tête. Pendant quelques minutes encore, une zone de puissants sapins ; puis, brusquement, nous arrivons à une trouée sur la rivière.

« C'est ici qu'il fait bon, au printemps, chasser le canard. Au printemps, l'oiseau vole de haut en bas. Quand le soleil se couche, on tend un filet dans une de ces trouées, d'un arbre à un autre, jusqu'en haut. Un grand filet comme ceux qui servent pour la pêche. On se couche

sous l'arbre. Tout un vol de canards arrive par la trouée et, au crépuscule, se jette dans le filet. Alors, on tire la ficelle, le filet tombe et tous les oiseaux sont pris. On peut en attraper ainsi jusqu'à cinquante. Il faut seulement avoir le temps d'y mordre.

– Comment, d'y mordre ?

– Il faut les tuer pour qu'ils ne s'envolent pas. On leur mord le sommet de la tête, il faut se dépêcher... Le sang vous coule sur les lèvres. Bien sûr, on peut les tuer aussi avec un bâton, mais ça vaut mieux avec les dents. »

Les rennes m'avaient paru d'abord, comme les Ostiaks, se ressembler tous. Je vis bientôt que chacun de nos sept animaux avait sa physionomie particulière et j'appris à les distinguer. De temps à autre, je sens en moi un flux de tendresse pour ces animaux extraordinaires qui, déjà, m'ont rapproché de cinq cents verstes du chemin de fer.

Il ne nous reste plus d'alcool. Nikifor, n'étant pas ivre, est morose. L'Ostiak chante sa plainte où il est sans doute question d'une ficelle. À certains moments, il me paraît indigne étrange que ce soit moi, moi précisément, et personne d'autre, qui soit perdu ainsi dans ce désert immense. Ces deux traîneaux, ces sept rennes et ces deux hommes, tout cela avance à cause de moi, pour moi... Deux hommes d'âge, ayant de la famille, ont quitté leurs demeures et endurent toutes les difficultés de ce voyage parce que cela est nécessaire à un troisième, à un étranger, qu'ils ne connaissent pas.

Des rapports de ce genre existent en tout lieu. Mais en aucun endroit ils ne sauraient frapper l'imagination comme ici, dans la forêt vierge sibérienne, où ils se traduisent d'une façon si brutale, si évidente...

* * *

Comme nous avons nourri nos attelages pendant la nuit, nous ne nous arrêtrâmes pas aux iourtas de Saradeï et de Menkia-paoul. Nous ne fîmes halte qu'à celles de Khanglaz. Les peuplades de cet endroit sont encore plus sauvages. Tous les étonnent. Les ustensiles de table, les ciseaux, les bas, la couverture dans le traîneau dont ils me virent possesseur, tout cela excita leur enthousiasme, leur stupéfaction. À l'apparition de chaque nouvel objet, tous émettaient un cri rauque. Afin de me renseigner, j'avais déplié devant moi la carte du gouvernement de Tobolsk et je lisais à haute voix les noms de toutes les iourtas voisines, des ruisseaux et des rivières. Ils écoutaient bouche bée, et, quand j'eus fini, déclarèrent en chœur, comme me l'annonça mon interprète, que tout était parfaitement exact. Je n'avais plus de petite monnaie, et, pour les remercier de leur hospitalité, je leur donnai à tous, hommes et femmes, trois cigarettes et un bonbon. Tous furent très contents. Une vieille Ostiaque, moins laide que les autres, et très hardie, s'éprit de moi, je devrais dire de mon bagage. À son sourire, on voyait bien que son sentiment était absolument désintéressé : c'était de l'admiration devant les phénomènes d'un autre monde. Elle m'aida à me couvrir les jambes ; après quoi nous nous serrâmes les mains très affectueusement et chacun prononça quelques mots aimables dans sa langue.

« Et c'est bientôt que la Douma se réunit ? me demanda tout à coup Nikifor.

– Voilà déjà trois jours qu'elle est en séance.

– Ah ! Ah ! Qu'est-ce qu'elle va nous dire ? Il faudrait les mettre un peu à la raison ; ils sont méchants comme si les mouches les mangeaient. Nous autres, nous en avons assez. La farine, par exemple, elle coûtait un rouble cinquante kopecks, et maintenant, comme dit l'Ostiak, elle revient à un rouble quatre-vingts. Comment vivre à un prix pareil ? Nous autres,

Zirianes, on nous embête plus que tout le monde. Tu amènes à la ville une voiturée de paille : paye. Tu fournis une sagène de bois : paye. Les Russes disent comme les Ostiaks : « La terre est à nous. » La Douma devrait se mêler de cette affaire-là. Le brigadier de police, chez nous, n'est pas un méchant homme, mais le commissaire n'est pas à notre goût...

– On ne permettra pas à la Douma de s'en mêler. On chassera les députés.

– Voilà, voilà le malheur, « on les chassera », confirma Nikifor qui adjoignit à cette déclaration quelques termes dont l'énergie aurait fait pâlir d'envie l'ancien gouverneur de Saratov, Stolypine.

Nous arrivâmes aux iourtas de Niaksiravoli pendant la nuit. Il était possible, à cet endroit, d'échanger nos rennes, et je décidai de le faire, malgré l'opposition de Nikifor. Il insistait pour garder jusqu'au bout du voyage les rennes d'Oourvi, il avançait des arguments qui ne valaient rien et multipliaient les obstacles au cours des pourparlers. Sa conduite m'étonna longtemps ; mais enfin je compris qu'il songeait au retour, qu'avec les rennes d'Oourvi il pourrait revenir jusqu'au campement où il avait laissé les siens. Cependant je ne cédaï pas et, pour dix-huit roubles, nous louâmes de nouveaux attelages qui devaient nous mener jusqu'à Nikito-Ivdelski, grand bourg au pied de l'Oural, où l'on travaille à l'extraction de l'or. C'est la dernière station de la « route des rennes ». À partir de cet endroit jusqu'au chemin de fer il ne resterait plus que cent cinquante verstes à faire avec des chevaux. De Niaksimvoli jusqu'à Ivdeli, on compte deux cent cinquante verstes, c'est-à-dire vingt-quatre heures en marchant bien.

À Niaksimvoli, nous eûmes les mêmes difficultés qu'à Oourvi on ne pouvait capturer des rennes pendant la nuit ; il fallait y coucher.

Nous nous installâmes dans une pauvre isba ziriane. Le maître de la maison avait été jadis employé chez un marchand, mais il ne s'était pas entendu avec son patron et n'avait plus maintenant ni place ni travail. Il m'étonna bientôt par son langage qui était plutôt d'un homme cultivé que d'un paysan. Nous causâmes. Avec une parfaite intelligence, il raisonnait sur la possibilité qu'il y aurait de dissoudre la Douma, sur les chances que le gouvernement aurait de conclure un nouvel emprunt.

« A-t-on publié toutes les œuvres de Herzen ? » me demanda-t-il entre autres choses.

Et cependant cet homme instruit était un véritable barbare. Il ne faisait rien pour aider sa femme qui entretenait toute la famille. Elle cuisait du pain pour les Ostiaks deux fois par jour. C'est elle-même qui apportait sur ses épaules l'eau et le bois. En outre, elle était chargée d'enfants. Pendant toute la nuit que nous passâmes chez elle, elle ne se coucha pas. Derrière la cloison, une petite lampe était allumée et, au bruit, nous comprenions qu'elle remuait la lourde pâte dans le pétrin. Dès le matin, elle fut debout, prépara le samovar, habilla les enfants et apporta à son mari réveillé ses bottes sèches.

« Pourquoi votre mari ne vous aide-t-il pas ? Lui demandai-je quand nous fûmes seuls.

– Mais, il n'a pas de vrai travail ici. La pêche du poisson ne peut pas se pratiquer dans notre endroit. Il n'a pas l'habitude de la chasse aux fourrures. On ne laboure pas de ce côté ; pendant l'été dernier, nos voisins ont essayé de labourer pour la première fois. Qu'est-ce qu'il pourrait faire ? Pour les travaux de la maison, nos hommes ne s'en occupent pas. Et puis ils sont paresseux, il faut dire la vérité, plus que des Ostiaks. C'est pour cela que les filles russes

ne se marient jamais avec des Zirianes. Elles seraient bien bêtes de se mettre la corde au cou. Il n'y a que nous, les femmes zirianes, qui ayons l'habitude.

– Mais les femmes zirianes épousent-elles des Russes ?

– Oui, souvent. Les paysans russes aiment à prendre femme chez nous, parce que nous sommes meilleures au travail que personne. Ce sont les filles russes qui n'épousent jamais des Zirianes. On n'a jamais vu ça.

– Vous disiez que vos voisins avaient essayé de labourer. Ont-ils eu une récolte ?

– Oui, une bonne récolte. L'un a semé un poud et demi de seigle, il a récolté trente pouds. L'autre en a semé un poud, et sa récolte a été de vingt. Il y a quarante verstes d'ici jusqu'au lieu labouré. »

Niaksimvoli est le premier endroit sur ma route où j'ai entendu parler de tentatives agricoles.

* * *

Nous n'avons réussi à quitter cet endroit que dans l'après-midi. Notre nouveau cocher, comme tous les cochers, nous a promis de partir « au point du jour », et ne nous a amené des rennes que vers midi. Il nous fait conduire par un garçon.

Le soleil brillait d'une clarté éblouissante. Il était difficile d'ouvrir les yeux et, même à travers les paupières, la neige et le soleil vous coulaient dans les prunelles comme du métal fondu. En même temps, d'un souffle égal, passait un vent froid qui empêchait la neige de fondre. Nos yeux ne purent se reposer que lorsque nous entrâmes dans la forêt. Le bois était toujours le même, et on y voyait des traces de bêtes comme ailleurs : avec l'aide de Nikifor, j'avais appris à les distinguer. Ici, un lièvre a embrouillé ses traces en cercles déconcertants. Les empreintes laissées par les lièvres sont innombrables, car personne ne chasse cet animal dans la région. Voici une place circulaire entièrement piétinée par des pattes de lièvre et de cet endroit partent des pistes dans tous les sens. On pourrait croire qu'il y a eu ici, pendant la nuit, un meeting, et que les bêtes, surprises par une patrouille, se sont dispersées de tous côtés. Les perdrix sont également nombreuses, et la griffe laissée par leur patte se voit sur la neige, çà et là. Le long de la route, sur trente pas d'étendue, en lignes régulières, s'allongent les foulées circonspectes du renard. Sur cette pente de neige qui descend vers la rivière, des loups gris sont descendus à la file, mettant leurs pas dans les pas du premier. La souris des bois a laissé sa trace imperceptible en de nombreux endroits. Il en est de même de l'hermine dont les empreintes ressemblent aux nœuds d'une corde tendue. Il y a encore sur la route des trous profonds : le lourd élan a marché ici.

Pendant la nuit, nous nous arrêtâmes encore une fois, nous dételâmes, nous dressâmes un bûcher pour prendre le thé et, le matin venu, j'attendis une fois de plus, avec une impatience fiévreuse, le retour des bêtes. Avant d'aller les chercher, Nikifor me déclara que l'un des rennes avait perdu sa poutre.

« Alors, il est parti ?

– Non, le taureau est ici », répondit Nikifor. Et il se mit à grogner contre le propriétaire des bêtes qui ne lui avait donné pour la route ni corde ni lasso. Je compris que l'affaire n'allait pas si bien que Nikifor le prétendait.

On s'empara d'abord du mâle qui s'était approché par hasard du traîneau. Nikifor fit longtemps entendre des sons rauques, à la manière des rennes, pour obtenir les bonnes grâces du « taureau ». Celui-ci venait tout près du cocher, mais dès qu'il remarquait un mouvement inquietant, se rejetait vivement en arrière. Cette scène se répéta trois fois. Enfin, Nikifor eut l'idée de mettre par terre une corde roulée en plusieurs cercles et de la couvrir de neige. Ensuite, il recommença à ronfler et glouglouter d'un air engageant. Quand le renne s'approcha à pas prudents, Nikifor tira sur la corde, et la poutre qui servait d'entrave fut prise dans un anneau de la corde. Avec un licol, on mena le mâle dans le bois, en qualité de parlementaire, vers les autres rennes. Une bonne heure s'écoula. Il faisait absolument clair dans la forêt. De temps à autre, j'entendais au loin des voix humaines. Puis tout s'apaisait. Qu'était devenu le renne qui s'était débarrassé de son entrave ? En cours de route, j'avais entendu conter comment, parfois, on était obligé de chercher pendant deux ou trois jours un attelage disparu ; cela ne me rassurait guère.

Mais non, mes hommes revenaient avec les bêtes !

Ils les avaient toutes attrapées dès le début, sauf celle qui s'était émancipée. Le rebelle vagabondait de côté et d'autre, et ne se laissait séduire par aucune flatterie. Puis il s'approcha de lui-même des rennes qu'on avait déjà capturés, se tint au milieu d'eux et enfonça son mufler dans la neige. Nikifor rampa jusqu'à lui par-derrière et lui saisit la jambe. Le renne tira de son côté, tomba à la renverse, renversant aussi le cocher. Mais son effort était inutile. Nikifor avait gagné.

* * *

Vers dix heures du matin, nous arrivâmes à Soou-vada. Trois iourtas étaient complètement fermées avec des planches, une seule était habitée. Sur des poutres gisait le corps énorme d'une femelle d'élan qu'on venait de tuer ; un peu plus loin, un cerf tout tailladé ; des morceaux de viande bleuâtre étaient posés sur le toit enfumé, et, au milieu de tout cela, deux petits d'élan qu'on avait sans doute retirés du ventre même de la mère. Toute la population de l'endroit était ivre et dormait à poings fermés. Personne ne répondit à nos cris et à nos salutations. L'isba était grande, mais incroyablement sale, absolument dépourvue de meubles. Un glaçon fêlé, servant de vitre à la fenêtre, était maintenu du dehors par des bâtons. Sur le mur, des images représentaient les douze apôtres, tous les souverains possibles et imaginables ; on y voyait aussi l'affiche d'une manufacture de caoutchouc.

Nikifor alluma lui-même le feu dans l'âtre. Ensuite, une Ostiaque se leva, titubant encore d'ivresse. Près d'elle, sur sa couchette, trois enfants, dont un nourrisson. Pendant ces derniers jours, la chasse avait été bonne. Les maîtres du lieu avaient tué un élan et sept cerfs ; six pièces de ce gros gibier gisaient encore dans le bois.

« Pourquoi y a-t-il tant d'habitations vides, partout où nous passons ? Demandai-je à Nikifor quand nous quittâmes Soouvada.

– Pour différentes raisons... Si quelqu'un meurt dans une isba, l'Ostiak ne veut plus y demeurer : il la vend, ou la condamne, ou la reconstruit sur un nouvel endroit. Qu'une femme impure entre dans la maison, c'est fini, il faut aller s'établir ailleurs. Les femmes, dans ces moments-là, vivent à part, dans des cabanes... Et puis, les Ostiaks meurent beaucoup... Voilà pourquoi les iourtas sont vides...

– Écoutez, Nikifor Ivanovitch, ne dites plus maintenant que je suis un marchand. Quand nous arriverons aux fonderies, vous direz de moi que je suis un ingénieur de l'expédition Gœthe. Avez-vous entendu parler de cette expédition ?

– Non.

– Eh bien, voilà : on projette de construire un chemin de fer d'Obdorsk à l'océan Glacial, afin que les marchandises de Sibérie puissent partir de là sur des bateaux, directement vers l'étranger. Vous direz que je suis allé à Obdorsk pour cette affaire. »

Le jour déclinait. Il nous restait moins de cinquante verstes à faire jusqu'à Ivdeli. Nous arrivâmes aux iourtas d'Uika-paoul. Je priai Nikifor d'entrer dans l'isba pour voir les gens. Il revint au bout de dix minutes. L'isba était pleine de monde. Tous étaient ivres. Les Vogouls, peuplade qui habite cet endroit, aiment à boire avec les Ostiaks qui transportent des marchandises à Niaksimvoli. Je refusai d'entrer dans l'isba, craignant que Nikifor ne s'enivrât juste à la fin du voyage.

« Je ne boirai pas, disait-il pour me tranquilliser, je leur achèterai seulement une bouteille pour la route. »

Un grand moujik s'approcha de notre traîneau et interrogea Nikifor en ostiak. Je ne comprenais rien à cette conversation jusqu'au moment où, des deux parts, retentirent les énergiques formules de la langue russe. Le nouveau venu était un peu gris. Nikifor, en allant se renseigner dans la cabane, avait trouvé le temps, lui aussi, de compromettre son équilibre. J'intervins dans la conversation.

« Qu'est-ce qu'il veut ? » demandai-je à Nikifor, croyant que son interlocuteur était un Ostiak. Mais celui-ci répondit de lui-même. Il avait posé à Nikifor les questions habituelles : Quel était ce voyageur ? Où allait-il ? Nikifor l'avait envoyé au diable, et cette réponse avait été l'occasion d'un nouvel échange d'idées.

« Mais vous-même, qui êtes-vous : un Ostiak ou un Russe ? Demandai-je à mon tour.

– Un Russe, un Russe. Je suis Chiropanov, de Niaksimvoli. Et vous, ne seriez-vous pas de la compagnie Gœthe ? » Me demanda-t-il.

J'étais stupéfait.

« J'en suis. Comment le savez-vous ?

– On m'avait demandé de suivre l'expédition de Tobolsk, quand on est parti pour la première exploration. Et il y avait là-bas un ingénieur, il s'appelait Charles Williamovitch... Seulement j'ai oublié son nom de famille.

– Putman ? Dis-je à tout hasard.

– Putman ? Non, pas Putman... Il y avait la femme de Putman, mais l'Anglais s'appelait Croose.

– Et maintenant, qu'est-ce que vous faites ?

– Je suis commis chez les Choulghine, à Niaksimvoli ; je voyage avec leurs marchandises. Mais voilà trois jours que suis malade : j'ai le corps courbaturé... »

Je lui offris des médicaments. Nous fûmes obligés d'entrer dans la cabane.

* * *

Le feu achevait de se consumer dans l'âtre, personne ne s'en occupait, l'obscurité était presque complète. L'isba était bondée. Des gens étaient assis sur les couchettes, d'autres par terre, d'autres étaient debout. À notre apparition, des femmes se couvrirent à moitié le visage de leurs châles, selon l'habitude. J'allumai une bougie et versai à Chiropanov un peu de salicylate. Aussitôt, les ivrognes m'entourèrent, Ostiaks et Vogouls, se plaignant de diverses maladies. Chiropanov servait d'interprète, et je leur donnai consciencieusement de la quinine et du salicylate pour tous les cas qui me furent soumis.

« C'est-il vrai que tu habites dans le pays où le tsar habite ? me demanda en mauvais russe un Vogoul, petit vieillard desséché.

– Oui, à Pétersbourg, répondis-je.

– J'ai été à l'exposition, je les ai tous vus, j'ai vu le tsar, j'ai vu le chef de la police, j'ai vu le grand-duc...

– On vous a conduits là-bas en députation ? Dans vos costumes de Vogouls ?

– Oui, oui, oui, s'écrièrent-ils tous en hochant la tête.

– J'étais plus jeune alors, plus fort. Maintenant, je suis vieux, toujours malade. »

Je lui donnai des médicaments. Les Ostiaks étaient très contents de moi, ils me serraient les mains, m'invitaient pour la dixième fois à prendre de l'eau-de-vie et se montraient fort chagrinés de mes refus. Devant le foyer, Nikifor était assis, buvant tasse sur tasse, une tasse d'eau-de-vie, une tasse de thé et ainsi de suite. Je jetai plusieurs fois les yeux sur lui, d'un air significatif, mais il considérait uniquement sa tasse, faisant semblant de ne pas me remarquer. Je dus attendre que Nikifor eut achevé de boire son « thé ».

« Voilà trois jours que nous sommes partis d'Ivdeli, me dit Chiropanov, nous avons fait quarante-cinq verstes. Les Ostiaks boivent partout. À Ivdeli, nous nous sommes arrêtés chez Dmitri Dmitrievitch Lialine. C'est un excellent homme. Il a rapporté des fonderies de petits livres : le Calendrier populaire et le journal.

« Dans le Calendrier, par exemple, on montre combien les gens reçoivent d'appointements : il y en a qui ont deux cent mille roubles, d'autres cent cinquante... Pourquoi y a-t-il une différence, dites-moi ? Je n'admets pas ça. Je ne vous connais pas, monsieur, mais je vous le dis carrément : moi, je n'ai pas besoin de ça, je ne veux pas, je trouve que ça ne sert à rien... Le 20 de ce mois, la Douma se réunit ; elle sera encore meilleure que l'autre. Nous verrons, nous verrons ce que ferons « messieurs les sociaux ». Des « sociaux », il y en a bien cinquante, des populistes cent cinquante, des cadets cent... Des Noirs, il n'y en a pas beaucoup.

– Et vous, à qui vont vos sympathies, si vous me permettez de le demander ? Dis-je.

– Par mes convictions, je suis social-démocrate... parce que la social-démocratie regarde tout du point de vue des bases scientifiques... »

Je me frottai les yeux. En pleine forêt vierge, dans une mesure malpropre, au milieu de Vogouls ivrognes, le commis d'un petit marchand de village se déclarait social-démocrate en vertu « des bases scientifiques ». Je l'avoue, j'en ressentis de l'orgueil pour mon parti.

« Vous avez tort de rester dans ce désert, au milieu de gens qui ne pensent qu'à boire, lui dis-je, sincèrement apitoyé.

– Qu'est-ce que je peux faire ? Autrefois, j'avais une place à Barnaoul, puis j'ai perdu mon travail. J'ai de la famille. J'ai été obligé de venir ici. Et quand on vit avec les loups, il faut hurler avec eux. J'ai refusé de suivre l'expédition Goethe, mais maintenant j'irais avec plaisir. Si on a besoin de moi, écrivez. »

Je me sentis gêné et j'eus envie de lui dire que je n'étais ni un ingénieur ni un membre de l'expédition, mais un « social » évadé. Je réfléchis et m'abstins.

Il était temps de prendre place dans le traîneau. Les Vogouls nous entourèrent dans la cour avec la bougie allumée dont je leur avais fait cadeau sur leur demande. L'air était si calme que la bougie ne s'éteignait pas. Nous nous dîmes adieu à plusieurs reprises, un jeune Ostiak essaya même de me baiser la main. Chiropanov apporta une peau de cerf et la mit sur mon traîneau comme présent. Il refusa absolument d'accepter de l'argent que je lui offrais, mais, enfin, je lui donnai une bouteille de rhum que j'avais emportée « à tout hasard ». Nous partîmes.

* * *

Nikifor avait retrouvé sa langue. Pour la centième fois, il me racontait qu'il se trouvait chez son frère quand Nikita Serapionytch, « un malin moujik », était venu le chercher, et que lui, Nikifor, avait d'abord refusé, et que le caporal Souslikov lui avait donné cinq roubles et lui avait dit : « Mène-le ! », et que l'oncle Michel Egorytch, « un bon moujik ! », lui avait dit : « Imbécile ! Pourquoi ne m'avais-tu pas dit tout de suite que tu conduirais ce type-là ? »... Quand il avait fini, Nikifor recommençait :

« Il faut que je vous dise le fin fond de la vérité... J'étais assis chez mon frère, chez Panteleï Ivanovitch, je n'étais pas ivre, mais j'avais bu, comme maintenant. Bon, ça va, j'étais assis. Tout à coup, j'entends que quelqu'un entre, c'est Nikita Serapionyteh...

– Écoutez, Nikifor Ivanytch, nous allons bientôt arriver. Je vous remercie ! Jamais je n'oublierai la peine que vous avez prise. Si c'était possible, j'imprimerais ceci dans les journaux : Je remercie de tout cœur Nikifor Ivanytch Khrenov ; sans lui, je n'aurais jamais pu m'évader.

– Pourquoi ne pouvez-vous pas l'imprimer ?

– Il y a la police.

– Ah ! C'est vrai. Sans ça, ça serait bien. On a déjà parlé de moi une fois dans les journaux.

– Comment ça ?

– Voilà pour quelle affaire. Un marchand d'Obdorsk avait pris pour lui le capital de sa sœur, et moi, il faut dire la vérité, je l'avais aidé. Aidé, ce n'est pas le mot juste, mais... j'avais donné mon concours. Du moment, je disais, que l'argent est chez toi, c'est Dieu qui te l'a donné. Pas vrai ?

– Hum, pas tout à fait...

– Bon, ça va... Je lui donne mon concours. Personne n'en savait rien, mais un type, Pierre Petrovitch Vakhlov, réussit à le savoir. Un sale type ! Il apprend ça et il imprime dans le journal : « Un voleur, le marchand Adrianov, a pris le bien d'autrui, et un autre voleur, Nikifor Khrenov, l'a aidé à cacher son larcin. » Tout ça était bien juste, et on l'avait imprimé tel quel.

– Vous auriez dû le citer au tribunal, pour calomnie, conseillai-je à Nikifor. Il y avait chez nous un ministre dont vous avez peut-être entendu parler : Gourko ; il avait volé ou aidé à voler, on ne sait pas bien, mais, quand on le dénonça, il poursuivit ses accusateurs pour diffamation. Vous auriez pu faire de même.

– J'en avais envie ! Mais je ne pouvais pas : c'est mon meilleur ami. Ce n'est pas par méchanceté qu'il a fait ça, mais pour plaisanter. Un rude moujik, capable de tout. Pour vous dire la chose en un mot, ce n'est pas un homme, c'est... un « compte courant ! »

* * *

À quatre heures du matin, nous arrivâmes à Ivdeli. Nous descendîmes chez Dmitri Dmitrievitch Lialine que Chiropanov m'avait recommandé comme « populiste ». C'était un homme vraiment affable et hospitalier ; je suis heureux de lui exprimer ici ma sincère gratitude.

« Notre vie est calme, me racontait-il devant le samovar. La révolution même n'est pas venue jusqu'à nous. Nous nous intéressons bien entendu aux événements, nous les suivons par les journaux, nous sympathisons avec les partis avancés, nous envoyons des hommes de gauche à la Douma, mais la révolution ne nous a pas soulevés. Dans les usines, dans les mines, il y a eu des grèves et des manifestations. Mais notre vie, à nous, est tranquille, il n'y a pas de police de ce côté-ci, sauf le brigadier des Mines. La première station du télégraphe est loin d'ici, aux usines de Bogoslovsk, à cent trente verstes ; là-bas commence aussi le chemin de fer. Des déportés ? Il y en a quelques-uns chez nous : trois Livoniens, un maître d'école, un athlète de cirque. Tous travaillent à la drague, ils ne sont pas misérables. Ils vivent tranquillement comme nous. On extrait de l'or et, le soir, on va l'un chez l'autre veiller sous la lampe... Vous pouvez continuer hardiment jusqu'aux Mines, personne ne vous arrêtera : vous pouvez prendre la poste du zemstvo ou bien louer une voiture. Je vous trouverai un cocher. »

Je dis adieu à Nikifor. Il tenait à peine sur ses jambes.

« Faites attention, Nikifor Ivanytch, lui dis-je, l'eau-de-vie pourrait bien vous perdre sur le chemin du retour.

– Pas de danger... Ce que le ventre prend, le dos peut le supporter », me répondit-il, et ce fut son dernier mot.

* * *

Ici s'achève la période « héroïque » de mon évasion, le voyage avec un attelage de rennes, dans la forêt vierge et le marais, sur une distance de sept à huit cents verstes. Ma fuite, même dans les passages les plus dangereux, fut, grâce à des circonstances favorables, beaucoup plus facile que je ne l'avais prévue et que ne pourraient le croire ceux qui en jugent par les informations des journaux. Le reste de mon voyage n'avait rien d'une évasion. Jusqu'aux Mines, je continuai une partie de ma route en traîneau avec un fonctionnaire des contributions indirectes qui opérait, sur la route, le relevé des magasins d'eau-de-vie.

À Roudniki (les Mines), je me renseignai pour savoir s'il serait dangereux de prendre le chemin de fer. Les conspirateurs de province m'effrayèrent beaucoup en me parlant d'espions et me recommandèrent d'attendre huit jours à Roudniki, puis de me rendre, avec un convoi de télégués, à Solikamsk, endroit beaucoup plus sûr. Je n'écoutai pas ce conseil et je n'eus pas lieu de m'en repentir. Dans la nuit du 25 février, je pris place sans la moindre difficulté dans un wagon du chemin de fer à voie étroite des Mines et, après vingt-quatre heures de marche lente, j'arrivai à la station de Kouchva où je trouvai le train de Perm. Par Perm, Viatka et Vologda, j'arrivai à Pétersbourg dans la soirée du 2 mars. Il m'avait donc fallu douze jours de route pour avoir la possibilité de prendre une voiture sur la perspective Nevsky. Ce n'était pas long : nous avons mis un mois à faire le voyage dans l'autre sens.

Sur le petit chemin de fer de l'Oural, ma situation n'était pas encore bien sûre : dans ces localités, on ne manque pas de remarquer les « étrangers » qui passent, et on aurait pu m'arrêter n'importe où si l'on avait reçu un avertissement télégraphique de Tobolsk. Mais lorsque, vingt-quatre heures plus tard, je me trouvais commodément installé dans un wagon du chemin de fer de Perm, je sentis du coup que j'avais gagné la partie. Le train traversait les stations où nous avons été accueillis si cérémonieusement par les gendarmes, les gardes et les chefs de police. Mais je suivais maintenant la direction opposée et j'éprouvais de tous autres sentiments. Au début, ce wagon spacieux et presque vide me parut étroit et étouffant. Je me mis sur la plate-forme, où le vent soufflait, où il faisait sombre, et de ma poitrine s'échappa le cri de l'instinct, un grand cri de joie et de liberté !

Le train de la ligne Perm-Kotlass m'emportait en avant, en avant, toujours en avant...

LE PARTI DU PROLÉTARIAT ET LES PARTIS BOURGEOIS DANS LA RÉVOLUTION

[Retour à la table des matières](#)

Les camarades savent que je repousse catégoriquement l'opinion qui a été la philosophie officielle du parti dans ces derniers temps, sur notre révolution et le rôle qu'y jouent les partis bourgeois. ⁷⁰

Les opinions que professent nos camarades mencheviks leur semblent, à eux-mêmes, extraordinairement complexes. Je les ai entendus plus d'une fois nous accuser d'avoir une idée trop simple de la marche de la révolution russe. Et cependant, malgré un manque absolu de précision dans les formes qui donne l'apparence de la complexité – et grâce, peut-être, à ce défaut –, les idées des mencheviks dégénèrent en un schéma extrêmement simple, accessible à la compréhension de M. Milioukov lui-même. Dans la postface d'une brochure récemment parue, Comment se sont faites les élections à la deuxième Douma d'État, le leader du parti cadet écrit ceci : “ En ce qui concerne les groupes de gauche, au sens étroit du mot, c'est-à-dire les groupes socialistes et révolutionnaires, il nous sera plus difficile de nous entendre avec eux. Mais encore ici, si nous n'avons pas de raisons positives bien définies pour opérer ce rapprochement, nous avons du moins de très fortes raisons négatives qui favoriseront l'entente dans une certaine mesure. Leur but est de nous critiquer et de nous discréditer ; encore faut-il pour cela que nous existions et que nous agissions. Nous savons que pour les socialistes, non seulement pour ceux de Russie mais pour ceux du monde entier, la transformation de régime qui s'accomplit en ce moment est une révolution bourgeoise, et non socialiste ; c'est une révolution qui doit être faite par la démocratie bourgeoise. De plus, s'il est question de prendre la place de cette démocratie, il faut dire que pas un socialiste dans le monde ne s'y est préparé ; et si le pays a envoyé à la Douma des socialistes en si grand nombre, ce n'est certainement pas pour réaliser dès à présent le socialisme, ni non plus pour qu'ils accomplissent de leurs mains les réformes préparatoires “ de la bourgeoisie ”. Ainsi, il leur sera beaucoup plus avantageux de nous abandonner le rôle de parlementaires que de se compromettre eux-mêmes dans ce rôle. ”

Milioukov, comme vous le voyez, nous introduit d'emblée au cœur même de la question. Dans la citation que je viens de faire, vous avez tous les éléments essentiels des idées menchevistes sur la révolution et sur les rapports de la démocratie bourgeoise et de la démocratie socialiste. “ La transformation de régime qui s'accomplit en ce moment est une révolution bourgeoise, et non socialiste. Ceci d'abord. La révolution bourgeoise “ doit être faite par la

⁷⁰ Extrait d'un discours prononcé au congrès de Londres du parti social-démocrate ouvrier de Russie, le 12 mai 1907. (NdT)

démocratie bourgeoise ”. Voilà le second point. La démocratie socialiste ne peut de ses mains effectuer les réformes bourgeoises ; elle a un rôle de simple opposition : “ Critiquer et discréditer. ” Enfin, quatrième observation, pour que les socialistes aient la possibilité de rester dans l'opposition, “ il faut que la démocratie bourgeoise existe et agisse ”.

Mais si cette démocratie bourgeoise n'existe pas ? Mais s'il n'y a pas de démocratie bourgeoise qui soit capable de marcher à la tête de la révolution bourgeoise ? Dans ce cas, il ne reste qu'à l'inventer. C'est à cela qu'arrive le menchevisme. Il édifie une démocratie bourgeoise, il lui donne des qualités et une histoire, et il emploie pour cela sa propre imagination.

En tant que matérialisation, nous devons d'abord nous demander quelles sont les bases sociales de la démocratie bourgeoise : sur quelles couches de la population, sur quelles classes peut-elle s'appuyer ?

Inutile de parler de la grande bourgeoisie comme d'une force révolutionnaire, nous sommes tous d'accord là-dessus. Des industriels lyonnais ont pu jouer un rôle contre-révolutionnaire à l'époque de la grande Révolution française, qui fut une révolution nationale dans le sens le plus large de ce mot. Mais on nous parle de la moyenne et surtout de la petite bourgeoisie comme d'une force dirigeante dans la révolution bourgeoise. Que représente donc cette petite bourgeoisie ?

Les jacobins s'appuyaient sur la démocratie des villes, sortie des corporations d'artisans. Les maîtres ouvriers, leurs compagnons, et les petites gens de la ville, qui avaient avec les premiers des liens étroits, composaient l'armée des sans-culottes révolutionnaires, et c'était là l'appui du parti dirigeant des montagnards. Cette masse compacte de la population urbaine, qui avait passé par la longue école historique de la vie corporative, c'est précisément elle qui a supporté tout le poids de la transformation révolutionnaire. Le résultat objectif de la révolution a été de créer des conditions “ normales ” d'exploitation capitaliste. Mais le mécanisme social de l'évolution historique a fait en sorte que la domination de la bourgeoisie fût assurée par l'œuvre de la plèbe, de la démocratie des rues, des sans-culottes. Leur dictature terroriste a débarrassé la société bourgeoise de tous les vieux débris, et ensuite la bourgeoisie est arrivée à dominer en renversant la dictature démocratique des petits bourgeois.

Je demande, et ce n'est pas, hélas, la première fois : Quelle classe de la société soulèvera, étayera dans notre pays une démocratie bourgeoise révolutionnaire, la portera au pouvoir et lui donnera la possibilité d'accomplir un immense travail, tout en ayant en face d'elle l'opposition du prolétariat ? C'est la question centrale, et je la pose encore une fois aux mencheviks.

Il est vrai que nous avons les masses énormes des ruraux révolutionnaires. Mais les camarades de la minorité savent aussi bien que moi que la classe paysanne, si révolutionnaire soit-elle, n'est pas capable de jouer un rôle indépendant et spontané, et encore moins d'assumer une direction politique. Les paysans peuvent constituer une force prodigieuse au service de la révolution, c'est indiscutable ; mais il serait indigne d'un marxiste de penser que le parti des moujiks est capable de prendre la tête de la révolution bourgeoise et de libérer, par sa propre initiative, les forces productrices de la nation en les débarrassant des entraves séculaires. C'est la ville qui possède l'hégémonie dans la société moderne ; et la ville seule est capable de jouer un rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise. Où donc, chez nous, trouvez-vous cette démocratie urbaine qui saurait entraîner à sa suite toute la nation ?

Le camarade Martynov l'a cherchée plus, d'une fois, la loupe à la main. Il a trouvé des maîtres d'école à Saratov, des avocats à Pétersbourg et des statisticiens à Moscou. Comme tous les hommes de son opinion, il s'est seulement refusé à voir que, dans la révolution russe, le prolétariat industriel s'était emparé du terrain même sur lequel, à la fin du XVIIIe siècle, se

tenait la démocratie à demi prolétarienne des artisans, la démocratie des sans-culottes. J'attire votre attention, camarades, sur ce point essentiel.

Notre grosse industrie n'est pas sortie naturellement de l'artisanat. L'histoire économique de nos villes ignore absolument la période des corporations. L'industrie capitaliste est née, chez nous, sous la pression immédiate du capital européen. Elle s'est emparée d'un sol vierge, vraiment primitif, et elle n'a pas eu à surmonter la résistance d'une culture corporative. Le capital étranger s'est introduit dans notre pays par la voie des emprunts d'État, par les tuyaux, si l'on peut dire, de l'initiative privée. Il a groupé autour de lui l'armée du prolétariat industriel, sans permettre aux petits métiers de se créer et de se développer. Le résultat, chez nous, c'est qu'au moment de la révolution bourgeoise la principale force des villes s'est trouvée dans un prolétariat industriel d'un type social très élevé. C'est un fait irréfutable et qui doit servir de base à toutes nos déductions de tactique révolutionnaire.

Si les camarades de la minorité croient à la victoire de la révolution ou du moins admettent la possibilité d'une telle victoire, ils ne pourront nier qu'en dehors du prolétariat il n'y a pas, chez nous, dans notre histoire, de prétendant au pouvoir révolutionnaire. De même que la démocratie urbaine, la petite bourgeoisie de la Révolution française s'est mise à la tête du mouvement national, le prolétariat, cette unique démocratie révolutionnaire de nos villes, doit trouver un appui dans les masses paysannes et prendre le pouvoir, si, du moins, la victoire de la révolution est possible. Un gouvernement qui s'appuie directement sur le prolétariat, et, par son intermédiaire, sur la classe paysanne révolutionnaire, ne signifie pas encore une dictature socialiste. Je ne parle pas, pour l'instant, des perspectives ultérieures d'un gouvernement prolétarien. Peut-être le prolétariat est-il condamné à tomber, de même que la démocratie des jacobins, pour laisser place nette à la bourgeoisie. Je veux seulement établir un point : si le mouvement révolutionnaire a triomphé chez nous, conformément à la prédiction de Plekhanov, en tant que mouvement ouvrier, la victoire de la révolution n'est possible chez nous qu'en tant que victoire révolutionnaire du prolétariat ; autrement, elle est absolument impossible.

J'insiste résolument sur cette déduction. Si l'on admet que l'opposition des intérêts sociaux entre le prolétariat et les masses paysannes ne permettra pas au prolétariat de se mettre à la tête de ces dernières, que le prolétariat n'est pas assez fort pour remporter la victoire, il faut conclure que la victoire même de la révolution est impossible chez nous. Dans de telles conditions, le résultat naturel de la révolution serait une entente de la bourgeoisie libérale avec l'ancien régime. C'est une issue dont on ne peut nier la possibilité. Mais il est clair qu'un pareil résultat ne se présenterait que dans la voie d'une défaite de la révolution, occasionnée par sa faiblesse interne.

En somme, toute l'analyse des mencheviks, et, avant tout, leur appréciation du prolétariat et de ses rapports possibles avec la classe paysanne, les conduisent inexorablement au pessimisme révolutionnaire. Mais ils s'entêtent à tourner bride et à développer leur optimisme en faveur de... la démocratie bourgeoise.

Voilà comment s'explique leur attitude vis-à-vis des cadets. Les cadets sont pour eux le symbole de la démocratie bourgeoise, et celle-ci est le prétendant, par droit de nature, au pouvoir révolutionnaire.

Le camarade Martynov a construit, en partant de ce point de vue, toute une philosophie de l'histoire à l'usage du parti constitutionnel-démocrate. Les cadets, voyez-vous, inclinent à droite durant les périodes d'apaisement et se jettent à gauche quand la révolution remonte. Par conséquent, ils gardent le droit de se considérer comme ayant un avenir révolutionnaire.

Je dois pourtant établir que l'histoire des cadets, telle qu'elle est tracée par Martynov, est tendancieuse ; on plie cette histoire aux exigences d'une certaine morale. Martynov nous a

rappelé qu'en octobre 1905 les cadets avaient exprimé de la sympathie pour les grévistes. C'est indiscutable. Mais que cachait-on sous cette déclaration platonique ? Un sentiment bien vulgaire, l'épouvante du bourgeois devant la terreur déchaînée dans la rue. Dès que le mouvement révolutionnaire s'est étendu, les cadets se sont absolument écartés de l'arène politique. Et Milioukov explique les raisons de cette attitude avec une entière franchise dans la brochure que j'ai déjà citée : “ Après le 17 octobre, quand, en Russie, ont eu lieu librement les premières grandes réunions politiques, les esprits tendaient résolument à gauche... Un parti comme celui des constitutionnels-démocrates, qui n'en était alors qu'à ses premiers mois d'existence et se préparait à la lutte parlementaire, ne pouvait absolument pas agir durant les derniers mois de 1905.

Ceux qui reprochent maintenant au parti de n'avoir pas protesté en temps voulu, sur l'heure, par des meetings, contre “ les illusions révolutionnaires du trotskisme ” et contre une récurrence de “ blanquisme ”, ne comprennent pas ou ne se rappellent pas l'état d'esprit du public démocratique qui s'assemblait alors dans les meetings ” (Comment se sont faites les élections... pages 91 et 92). M. Milioukov me fait trop d'honneur en attachant mon nom à la période du plus grand élan de la révolution. Mais l'intérêt de la citation n'est pas en cela. Il est important pour nous d'établir qu'en octobre et novembre la seule besogne possible pour les cadets consistait à lutter contre “ les illusions révolutionnaires ”, c'est-à-dire, en fait, contre le mouvement révolutionnaire des masses ; et, s'ils n'ont pas accompli cette besogne, c'est tout simplement parce qu'ils avaient peur du public démocratique des réunions. Et cela pendant la lune de miel du parti ! Et cela au moment où notre révolution atteignait son apogée !

Le camarade Martynov s'est rappelé les félicitations platoniques adressées par les cadets aux grévistes. Mais, historien tendancieux, il a oublié de mentionner le congrès des zemstvos à la tête duquel se trouvèrent des cadets, en novembre. Ce congrès avait-il examiné la question de savoir s'il participerait au mouvement populaire ? Non, il discutait seulement une entente avec le ministère Witte. Quand on reçut la nouvelle du soulèvement de Sébastopol, le congrès pencha brusquement et résolument à droite – à droite, entendez-vous, et non à gauche ! Et, seul le discours de M. Milioukov, se résumant en ceci que l'insurrection était, Dieu merci, écrasée, seul ce discours put ramener les constitutionnels-démocrates des zemstvos dans la voie du programme constitutionnel. Vous voyez que la thèse générale de Martynov exige de très importantes restrictions.

Au moment suivant, les cadets se trouvent dans la première Douma. C'est indiscutablement la page “ la plus brillante ” de l'histoire du parti libéral. Mais comment expliquer cet élan des cadets ? Nous pouvons apprécier diversement la tactique du boycottage. Mais, pour nous tous, il doit apparaître indubitable que c'est précisément cette tactique qui poussa artificiellement, donc provisoirement, les larges couches de la démocratie du côté des cadets ; elle introduisit dans les cadres de la représentation des constitutionnels-démocrates de nombreux radicaux ; elle fit ainsi du parti cadet l'organe d'une opposition “ nationale ” : cette situation exceptionnelle mena les cadets jusqu'à la fameuse proclamation de Vyborg à laquelle faisait allusion le camarade Martynov. Mais les élections à la deuxième Douma forcèrent les cadets à prendre l'attitude qui leur convenait le mieux, celle de la lutte contre “ les illusions révolutionnaires ”. M. Alexis Smirnov, historiographe du parti cadet, caractérise la campagne électorale dans les villes, où les cadets ont leur principale influence, de la manière suivante : “ Il n'y avait pas de partisans du gouvernement parmi les électeurs des villes... C'est pourquoi, dans les assemblées, la lutte se déroula sur un autre plan : ce fut une discussion entre le parti de la Liberté du peuple et les partis socialistes de gauche ” (Comment se sont faites les élections..., page 90).

Le chaos qui avait régné dans l'opposition pendant les premières élections disparut quand on prépara la deuxième Douma : les différences se manifestèrent sur la ligne de la démocratie

révolutionnaire. Les cadets mobilisèrent leurs électeurs contre les idées de démocratie, de révolution, de prolétariat. C'est un fait de la plus haute importance. La base sociale des cadets se rétrécit et devint moins démocratique. Circonstance qui ne s'explique pas par le hasard, qui n'est ni provisoire ni transitoire. Elle signifie une scission réelle, sérieuse, entre le libéralisme et la démocratie révolutionnaire. Milioukov s'est très bien rendu compte de ce résultat des deuxièmes élections. Après avoir indiqué que, dans la première Douma, les cadets avaient la majorité – “ peut-être parce qu'ils n'avaient pas de concurrents ” –, qu'ils avaient perdu cette majorité aux deuxièmes élections, le leader du parti cadet déclare ceci : “ En revanche, nous avons pour nous maintenant une partie considérable des voix du pays qui se sont prononcées pour notre tactique, contre celle des révolutionnaires ” (ibidem, page 286).

On ne peut s'empêcher de souhaiter que les camarades de la minorité apportent la même clarté, la même netteté dans l'appréciation de ce qui se passe. Pensez-vous que les choses marcheront autrement plus tard ? Croyez-vous que les cadets puissent grouper sous leur étendard la démocratie et devenir des révolutionnaires ? Ne pensez-vous pas, au contraire, que le développement ultérieur de la révolution détachera définitivement la démocratie des libéraux et rejettera ces derniers dans le camp de la réaction ? N'est-ce pas à cela que vise toute la tactique des cadets dans la deuxième Douma ? N'est-ce pas à cela que nous conduit votre propre tactique ? Vos manifestations à la Douma, les accusations que vous lancez dans la presse et dans les assemblées n'auront-elles pas cela pour effet ? Quels motifs avez-vous donc de croire que les cadets pourront encore se relever, se redresser ? Vous fondez-vous sur des traits tirés du développement politique ? Non, vous ne songez qu'à votre schéma ! Pour “ mener la révolution jusqu'au bout ”, vous avez besoin de la démocratie bourgeoise des villes. Vous la cherchez avec ardeur et vous ne trouvez que des cadets. Et vous manifestez, en songeant à eux, un étonnant optimisme ; vous les affublez d'un déguisement ; vous voulez les forcer à jouer un rôle historique qu'ils ne veulent pas assumer, qu'ils ne peuvent jouer, qu'ils ne joueront pas.

À la question essentielle que je vous ai posée tant de fois, aucune réponse n'a été donnée. Vous n'avez pas la prescience de la révolution. Votre politique est dépourvue de toute perspective.

À cause de cela, votre attitude vis-à-vis des partis bourgeois se formule en termes que le congrès aura avantage à retenir ; d'une occasion à l'autre. Le prolétariat ne mène pas une lutte systématique pour assurer son influence sur les masses populaires ; il ne contrôle pas ses mouvements et sa tactique au moyen de cette idée directrice : grouper autour de lui ceux qui travaillent, ceux qu'on opprime et en devenir le héraut et le chef ; il mène sa politique d'une occasion à l'autre. Il renonce en principe à la possibilité de négliger des avantages temporaires pour réaliser des conquêtes plus profondes il procède par empirisme à ses évaluations, à ses mensurations il effectue des combinaisons commerciales de politique, en profitant tantôt d'une occasion, tantôt d'une autre. “ Pourquoi devrais-je préférer les blondes aux brunes ? ” demande le camarade Plekhanov. Et je dois reconnaître que, s'il s'agit de blondes ou de brunes, nous sommes certainement dans le domaine que les Allemands appellent *Privatsache* : il ne s'agit là que d'une opinion librement individuelle. Je pense qu'Alexinsky lui-même, qui ne transige pas, comme on sait, sur les principes, ne demandera pas que le congrès établisse dans cette sphère “ l'unité d'idées ” qui serait la condition efficiente de l'unité d'action.

APPENDICES

[Retour à la table des matières](#)

APPENDICE 1

30

LE PROLÉTARIAT ET LA RÉVOLUTION RUSSE

(SUR LA THÉORIE MENCHÉVISTE
DE LA RÉVOLUTION RUSSE) ⁷¹

[Retour à la table des matières](#)

Tout bon Européen – et, bien entendu, il faut compter parmi eux les socialistes – considère la Russie comme le pays des surprises ; la raison en est bien simple : quand on ignore les causes, on est toujours surpris par les effets. Les voyageurs français du XVIII^e siècle racontaient qu'en Russie les rues étaient chauffées au moyen de bûchers. Les socialistes européens du XX^e siècle ne l'ont pas cru, certes ; mais ils ont tout de même pensé que le climat de la Russie était trop rigoureux pour permettre le développement dans ce pays d'une social-démocratie. On a vu des opinions plus étranges. Un romancier français, je ne sais plus si c'était Eugène Sue ou Dumas père, nous montre, en Russie, le héros d'un de ses ouvrages prenant le thé « à l'ombre d'une klukva » (canneberge). L'Européen cultivé n'ignore pas sans doute, aujourd'hui, qu'il est aussi difficile de s'installer avec un samovar sous une canneberge qu'à un chameau de passer par le chas d'une aiguille. Cependant, les événements grandioses de la révolution russe, par la surprise qu'ils ont causée, ont amené bien des socialistes occidentaux à penser que le climat russe, qui exigeait autrefois le chauffage des rues, transformait à présent les mousses polaires en de gigantesques baobabs. Voilà pourquoi, la première poussée de la révolution s'étant brisée contre les forces militaires du tsarisme, bien des critiques ont quitté l'ombre des canneberges pour s'installer sous le couvert de la désillusion.

Par bonheur, la révolution russe a animé les socialistes occidentaux du désir sincère d'étudier la situation en Russie. Et il me serait difficile de dire ce qu'il faut apprécier davantage : de l'intérêt que nous avons excité parmi les penseurs ou du rôle de la troisième Douma d'État, qui, elle, est aussi un don de la révolution, dans la mesure du moins où un chien crevé, rejeté sur le sable du rivage, peut être considéré comme un don de l'océan.

Nous devons une certaine gratitude à la maison d'édition de Stuttgart qui, par les trois derniers livres qu'elle a publiée, s'efforce de répondre à quelques-unes des questions que soulève la révolution⁷². Il faut noter cependant que ces trois livres ne sont pas d'égale valeur. L'ouvrage de Maslov présente une étude d'une importance capitale pour la connaissance de

⁷¹ A. Tscherewanin, *Das Proletariat und die russische Revolution*, Stuttgart, Verlag Dietz, 1908. Article Publié dans la revue *Neue Zeit* en 1908. (N. d. T.)

⁷² Peter Maslow, *Die Agrarfrage in Russland; Paschitnow, Lage der arbeitenden Klasse in Russland* ; A. Tscherewanin, *Das Proletariat und die russische Revolution*. (1908)

la situation agraire en Russie. La valeur scientifique de ce travail est si grande qu'on peut passer à l'auteur les imperfections de la forme ; on peut même lui pardonner d'avoir exposé d'une façon absolument inexacte la théorie de la rente sur la terre de Marx. Le livre de Pajitnov n'a pas la valeur d'une étude originale, mais il fournit des matériaux assez nombreux pour caractériser la situation de l'ouvrier russe dans les fabriques, dans les puits de mine, dans son logement, à l'hôpital et, en partie, dans les syndicats. La position de l'ouvrier dans l'organisme social n'y est cependant pas définie. L'auteur, il est vrai, ne s'était pas assigné cette tâche. Mais, pour cette raison précisément, son travail ne fournira que très peu de données propres à expliquer le rôle du prolétariat russe.

Cette grande question devait être éclaircie dans la brochure de Tcherevanine qui vient d'être traduite en allemand. C'est là l'ouvrage que nous allons examiner.

I

Tcherevanine recherche d'abord les causes générales de la révolution. Il considère celle-ci comme le résultat d'un conflit entre les besoins impérieux du développement capitaliste du pays et les formes de l'État et du droit qui tiennent encore du servage. « L'inflexible logique du développement économique, écrit-il, a voulu qu'en fin de compte toutes les couches de la population, à l'exception de la noblesse féodale, fussent obligées de prendre nettement position contre le gouvernement ».

Dans ce groupement des forces de l'opposition et de la révolution, « le prolétariat a occupé sans aucun doute une place centrale » (*ibidem*). Mais le prolétariat lui-même n'avait pourtant de valeur que comme partie constituante de l'ensemble qui formait l'opposition. Dans les limites historiques de la lutte qui fut menée pour l'affranchissement de la nouvelle société bourgeoise, le prolétariat ne pouvait avoir de succès que dans la mesure où l'opposition bourgeoise le soutenait, ou plutôt dans la mesure où lui-même, par son action révolutionnaire, soutenait cette opposition. L'inverse est également vrai. Toutes les fois que le prolétariat dépassa la mesure dans ses actes « ou bien, si l'on veut, agit prématurément » et s'isola ainsi de la démocratie bourgeoise, il essuya des défaites et entrava le développement normal de la révolution. Telle est, dans ses traits essentiels, la conception historique de Tcherevanine ⁷³. D'un bout à l'autre de sa brochure, il proteste inlassablement contre l'opinion de ceux qui voudraient exagérer les forces révolutionnaires et surestimer le rôle politique du prolétariat russe.

Il analyse le grand drame du 9 janvier 1905 pour en venir à cette conclusion : « Trotsky a tort d'écrire que les ouvriers se dirigèrent, le 9 janvier, vers le Palais d'Hiver afin d'y présenter non pas une supplique, mais des revendications » (page 27). Il accuse le parti d'avoir exagéré la maturité du prolétariat de Pétersbourg en février 1905, lors de l'affaire de la commission présidée par le sénateur Chidlovsky, lorsque les représentants élus des masses exigèrent des garanties de droit civil et, s'étant heurtés à un refus, se retirèrent ; et lorsque les ouvriers répondirent à l'arrestation de leurs envoyés par la grève. Il donne une brève esquisse de la grande grève d'octobre et formule de la manière suivante ses conclusions : « Nous voyons maintenant quels éléments présidèrent à la grève d'octobre, quel rôle y jouèrent la bourgeoisie et les intellectuels. Nous avons suffisamment précisé que le prolétariat n'était pas seul et qu'il ne

⁷³ *Le même point de vue a été récemment exposé par un article de F. Dan, dans le numéro 2 de la Neue Zeit. Mais ses conclusions, du moins celles qui concernent le passé, sont moins audacieuses que celles de Tcherevanine. (1908)*

pouvait, par ses seuls moyens, porter ce coup sérieux, peut-être mortel, à l'absolutisme » (page 56). Après la promulgation du manifeste du 17 octobre, toute la société bourgeoise avait soif d'apaisement. C'était donc une « folie » de la part du prolétariat de s'engager dans la voie de l'insurrection révolutionnaire. On aurait dû diriger l'énergie prolétarienne dans le sens des élections à la Douma. Tcherevanine attaque ceux qui montrèrent alors que la Douma n'était encore qu'une promesse, qu'on ignorait comment et à quelle époque auraient lieu les élections et si même elles auraient lieu. Il cite l'article que j'écrivis le jour de la promulgation du manifeste et il dit : « On avait absolument tort de déprécier la victoire remportée en écrivant dans les *Izvestia* : « Nous avons une constitution, mais l'autocratie est toujours là. Nous avons tout... et nous n'avons rien. »

Ensuite tout alla de mal en pis. Au lieu de soutenir le congrès des zemstvos, qui réclamait le suffrage universel pour les élections à la Douma, le prolétariat rompit brusquement avec le libéralisme et la démocratie bourgeoise, et il chercha de nouveaux alliés, « des alliés douteux » : les paysans et l'armée. L'établissement par des moyens révolutionnaires de la journée de huit heures, la grève de novembre en réponse à la loi martiale proclamée, en Pologne, les fautes s'accumulent et cette voie nous mène à la fatale défaite de décembre. Cette défaite et les erreurs ultérieures de la social-démocratie préparent le krach de la première Douma et ensuite les nouvelles victoires de la contre-révolution.

C'est ainsi que Tcherevanine conçoit l'histoire. Le traducteur allemand a fait tout ce qu'il pouvait pour affaiblir l'énergie des accusations et des blâmes lancés par Tcherevanine ; mais, même avec ces adoucissements, l'ouvrage a beaucoup plus l'air d'un réquisitoire contre les crimes révolutionnaires du prolétariat du point de vue d'une « tactique vraiment réaliste », que d'une image fidèle du rôle joué par le prolétariat dans la révolution.

Au lieu de nous donner une analyse matérialiste des rapports sociaux, Tcherevanine se contente d'une déduction purement formelle : notre révolution, pour lui, est une révolution bourgeoise ; sa victoire doit assurer le pouvoir de la bourgeoisie ; le prolétariat doit concourir à la révolution bourgeoise ; donc, il doit aider à faire passer le pouvoir aux mains de la bourgeoisie ; l'idée d'une conquête du pouvoir par le prolétariat n'est par conséquent pas compatible avec la tactique qui doit être celle du prolétariat en cas de révolution bourgeoise ; or la tactique du prolétariat a été naturellement de lutter pour prendre le pouvoir gouvernemental : donc, elle était fondée sur une erreur.

Cette belle construction logique, qui, en scolastique, s'appelle, je crois, un sorite, laisse pourtant de côté la question principale : on ne se demande pas quelles étaient les forces intérieures de la révolution bourgeoise, quel était le mécanisme de cette classe. Nous connaissons l'exemple classique d'une révolution dans laquelle la domination de la bourgeoisie capitaliste a été préparée par la dictature terroriste des sans-culottes victorieux. Cela eut lieu à une époque où la population des villes se composait principalement de petits artisans et de petits marchands. Les jacobins les entraînaient à leur suite. Or, la population des villes de Russie se compose principalement aujourd'hui d'un prolétariat industriel. Cela nous incite à concevoir une situation historique où la victoire de la révolution « bourgeoise » ne serait possible que grâce à la conquête du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat. Cette révolution cesserait-elle d'être bourgeoise ? Oui et non. Cela ne dépendrait pas d'une définition, mais du développement ultérieur des événements. Si le prolétariat est repoussé par la coalition des classes bourgeoises, et entre autres la classe paysanne qu'il aura affranchie, la révolution conservera son caractère étroitement bourgeois. Mais si le prolétariat est capable de mettre en œuvre toutes les ressources de sa domination politique et s'il réussit ainsi à rompre les cadres nationaux de la révolution russe, celle-ci pourra devenir le prologue d'un cataclysme socialiste mondial. Si l'on se demande jusqu'où ira la révolution russe, on ne pourra répondre que d'une

façon conditionnelle. Mais une chose est indubitable : quand on se contente de définir le mouvement russe comme une révolution bourgeoise, on ne dit absolument rien sur son développement interne et on ne saurait prouver ainsi que le prolétariat doit adapter sa tactique à la conduite de la démocratie bourgeoise considérée comme le seul prétendant légitime au pouvoir gouvernemental.

II

Et avant tout : quel est donc ce corps politique que l'on appelle la « démocratie bourgeoise » ? Quand on prononce ce mot, on assimile par la pensée les libéraux évoluant dans le processus révolutionnaire aux masses populaires, c'est-à-dire avant tout à la classe paysanne. Mais, dans la réalité – et c'est là le point grave de l'affaire –, cette assimilation n'a pas lieu et ne peut pas avoir lieu.

Les cadets, parti qui a donné le ton dans les cercles libéraux pendant ces deux dernières années, ont constitué leur groupe en 1905 par l'union des « constitutionnalistes » des zemstvos avec l'« Association de l'affranchissement ». Dans la fronde libérale des zemstvos, on trouvait, d'une part, les agrariens envieux et mécontents du monstrueux protectionnisme industriel qui servait de base à la politique gouvernementale ; on trouvait aussi les propriétaires désireux d'exprimer leur dépit et leur opposition parce qu'ils étaient partisans du progrès et qu'un régime arriéré les empêchait d'administrer leurs domaines suivant les procédés rationnels du capitalisme. L'« Association de l'affranchissement » groupait des éléments intellectuels qui, jouissant d'une situation sociale « convenable » et du bien-être que comporte une pareille situation, ne pouvaient entrer dans la voie révolutionnaire. Beaucoup de ces messieurs avaient passé par l'école préparatoire du marxisme, dans les limites autorisées par le pouvoir. L'opposition des zemstvos se distingua toujours par sa lâcheté et son impuissance et le très auguste ignorant qui nous gouvernait n'exprimait qu'une amère vérité quand il disait, en 1894, que les vœux politiques de cette opposition n'étaient que « d'absurdes rêveries ». D'autre part, la classe privilégiée des intellectuels, n'exerçant aucune influence sociale par elle-même et se trouvant, sous le rapport matériel, dans la dépendance directe ou indirecte de l'État, ou du gros capital protégé par l'État, ou des propriétaires terriens qui se réclamaient du libéralisme censitaire, n'était pas capable de manifester une quelconque opposition politique. Ainsi, le parti cadet unissait l'impuissance des zemstvos à l'impuissance des intellectuels diplômés. Le libéralisme des zemstvos montra combien il était superficiel dès la fin de 1905, lorsque, à la suite des troubles agraires, les propriétaires prirent soudain parti pour l'ancien régime. Les intellectuels libéraux durent quitter, les larmes aux yeux, les vieux manoirs où ils ne vivaient en somme que comme des enfants adoptifs ; ils durent chercher un appui dans les villes, d'où ils tiraient d'ailleurs leurs origines. Si l'on totalise les résultats des trois campagnes électorales, on verra que Pétersbourg et Moscou, avec les éléments censitaires de leur population, ont été les citadelles des cadets. Et, néanmoins, le libéralisme russe, comme on le voit à travers toute sa lamentable histoire, n'a jamais réussi à sortir de son avilissement. Pourquoi ? L'explication de ce fait ne se trouve pas dans les excès révolutionnaires du prolétariat : elle est liée à des causes historiques beaucoup plus profondes.

La base sociale de la démocratie bourgeoise, la force motrice de la révolution européenne, a toujours été le Tiers-État, dont le noyau était formé par la petite bourgeoisie des villes, par les artisans, les commerçants et les intellectuels. La seconde moitié du XIX^e siècle est une époque de complète décadence pour cette bourgeoisie. Le développement capitaliste a non seulement écrasé la classe démocratique des petits artisans en Occident, mais il a empêché une classe de ce genre de se constituer en Europe orientale.

Le capital européen a trouvé en Russie l'artisan de village et, sans lui donner le temps de se dissocier du paysan pour devenir un artisan des villes, il l'a aussitôt emprisonné dans ses usines. De plus, de nos anciennes villes – de Moscou, par exemple, ce « grand village » –, il a fait des centres d'industrie moderne. Le prolétariat, qui n'avait aucun passé, aucune tradition, aucun préjugé corporatif, s'est trouvé brusquement concentré en masses considérables. Dans toutes les branches essentielles de l'industrie, le gros et très gros capital a supplanté le petit et le moyen sans coup férir. Il est impossible de comparer Pétersbourg ou Moscou au Berlin ou à la Vienne de 1848 ; nos capitales ressemblent encore moins au Paris de 1789, qui n'avait pas idée du chemin de fer ou du télégraphe, et qui considérait une manufacture de trois cents ouvriers comme une très grosse entreprise. Mais il est extrêmement remarquable que l'industrie russe, par le degré de concentration qu'elle a acquis, non seulement soutienne la comparaison avec celles des États européens, mais les laisse bien loin derrière elle. Voici un petit tableau qui en donnera la preuve :

	Allemagne ⁷⁴ (recensement de 1905)		Autriche ⁷⁵ (recensement de 1902)		RUSSIE ⁷⁶ (recensement de 1902)	
	entreprises	ouvriers	entreprises	ouvriers	entreprises	ouvriers
de 51 à 1 000 ouvriers	18 698	2 595 536	6 334	993 000	6 334	1 202 800
plus de 1 000 ouvriers	255	448 731	115	179 876	458	1 155 000

Nous avons laissé de côté les entreprises qui occupent moins de 50 ouvriers, le compte de ces établissements en Russie étant très mal établi. Mais ces deux lignes de chiffres suffisent à montrer à quel point l'industrie russe dépasse l'autrichienne au point de vue de la concentration de la production. Alors que le nombre des moyennes et grosses entreprises (de 51 à 1 000 ouvriers) est absolument le même dans les deux pays (6 334), le nombre des entreprises géantes (de plus de 1 000 ouvriers) est en Russie le quadruple de celui que nous donne l'Autriche. On obtiendra un résultat analogue si l'on compare avec la Russie, non plus l'Autriche qui est très en retard, mais les pays capitalistes les plus avancés tels que l'Allemagne et la Belgique. Il y a en Allemagne 255 très grosses entreprises qui occupent un peu moins d'un demi-million d'hommes ; il y en a en Russie 458, et le chiffre des ouvriers dépasse le million. Cette question s'éclaire encore mieux quand on compare les revenus réalisés par les établissements commerciaux-industriels des différentes catégories en Russie.

⁷⁴ *Les Artisans et le commerce dans l'Empire allemand*, p. 42. (1908)

⁷⁵ *Guide statistique de l'Autriche*, Vienne, 1907, p. 229. (1908)

⁷⁶ A.-V. Polejaev, *Étude sur les effectifs ouvriers en Russie*, Saint-Pétersbourg, pp. 46 sq. (1908)

	Nombre d'entreprises	Bénéfices
Bénéfice de 1 000 à 2 000 roubles	37 000 (44,5 %)	56 000 000 (8,6 %)
Bénéfice au-dessus de 2 000 roubles	1 400 000 (1,7 %)	291 000 000 (45 %)

En d'autres termes, environ 50 % des entreprises réalisent moins d'un dixième du bénéfice total, alors qu'un soixantième des établissements se partagent une bonne moitié de ces mêmes bénéfices.

Ces deux exemples pris parmi beaucoup d'autres démontrent d'une façon éloquente que le caractère arriéré du capitalisme russe aggrava extrêmement les difficultés qui existaient entre la société bourgeoise, les capitalistes et les ouvriers. Ces derniers occupent, non seulement dans l'économie sociale, mais dans l'économie de la lutte révolutionnaire, la place que détient en Europe occidentale la classe démocratique des artisans et des commerçants, sortie des corporations et des guildes. Nous n'avons pas, en Russie, la moindre trace d'une petite bourgeoisie fortement enracinée qui aurait, avec le jeune prolétariat non encore constitué en classe, donné l'assaut aux bastilles de la féodalité.

Il est vrai que la petite bourgeoisie a toujours été en tous lieux un corps assez inconsistant au point de vue politique ; et pourtant, aux meilleurs jours de son histoire, elle a déployé une grande activité dans ce sens. Mais lorsque, comme en Russie, une bourgeoisie démocratique et intellectuelle, désespérément arriérée, se trouve en présence des difficultés et des luttes de classe, lorsqu'elle est empêtrée dans les traditions de la propriété terrienne et dans les préjugés du professorat, lorsqu'elle se constitue sous les malédictions des partis socialistes, qu'elle n'ose songer à prendre de l'influence sur les ouvriers et qu'elle est incapable d'exercer aucune autorité sur les paysans, par-delà le prolétariat et en luttant contre les propriétaires, cette classe infortunée, dépourvue de toute énergie, n'est plus bonne qu'à former un parti cadet. Et, il faut bien dire, indépendamment de tout amour-propre national, que dans les annales des pays bourgeois la brève histoire du libéralisme russe a battu les records de médiocrité et de niaiserie. D'autre part, il est certain qu'aucune des anciennes révolutions n'a absorbé autant d'énergie populaire que la nôtre et n'a donné pourtant d'aussi piètres résultats. De quelque manière que nous envisagions les événements, nous saisissons aussitôt un rapport intime entre la nullité de la démocratie bourgeoise et « l'insuccès » de la révolution. Ce rapport est évident, et pourtant il ne saurait nous entraîner à des conclusions pessimistes. « L'insuccès » de la révolution russe n'est qu'une conséquence de l'extrême lenteur de son développement. Bourgeoise par les fins immédiates qu'elle s'était assignées, notre révolution, en vertu de l'extrême différenciation de classe qu'on observe dans la population commerciale et industrielle, n'a pas trouvé de classe bourgeoise qui puisse se mettre à la tête des masses populaires en unissant sa puissance sociale et son expérience politique à leur énergie révolutionnaire. Les ouvriers et les paysans, opprimés, abandonnés à eux-mêmes, doivent, à la dure école des batailles et des défaites, trouver eux-mêmes les ressources politiques et l'organisation qui leur assureront enfin la victoire. Il n'y a pas pour eux d'autre voie.

III

Avec les fonctions industrielles de la démocratie représentée en Europe par les petits artisans, le prolétariat a dû assumer la tâche à laquelle correspondaient ces fonctions : il a dû, en

particulier, s'assurer une hégémonie politique vis-à-vis de la classe paysanne. Ses fins sont les mêmes que celles de la démocratie, mais non pas ses méthodes et ses moyens.

Au service de la démocratie bourgeoise, il y a tout un ensemble d'institutions officielles : l'École, l'Université, la commune, la presse, le théâtre. C'est là un immense avantage et ce qui le prouve, c'est que notre débile libéralisme lui-même s'est trouvé automatiquement organisé et qu'il a disposé de tous les moyens nécessaires lorsque le temps est venu pour lui d'agir, de faire ce dont il était capable : le temps des motions, des pétitions et de la concurrence électorale. Le prolétariat n'a rien hérité de la société bourgeoise au point de vue de la culture politique, sauf l'unité que lui donnent les conditions mêmes de la production. Il a donc été obligé de créer, sur cette base, son organisation politique dans la poussière et la fumée des batailles révolutionnaires. Il est sorti fort brillamment de cette difficulté : la période où son énergie révolutionnaire atteignit son plus haut degré, la fin de 1905, fut aussi l'époque où il créa la merveilleuse organisation de classe que fut le soviét des députés ouvriers. Par-là, cependant, on n'avait résolu qu'une partie du problème : après s'être donné une organisation, les ouvriers devaient vaincre la force organisée de l'adversaire.

La méthode de lutte révolutionnaire propre au prolétariat, c'est la grève générale. Bien que relativement peu nombreux, le prolétariat russe tient sous sa dépendance l'appareil centralisé du pouvoir gouvernemental et la plupart des forces productives du pays. C'est pourquoi la grève du prolétariat est une force à laquelle l'absolutisme, en octobre 1905, a dû rendre les honneurs militaires. Mais on vit bientôt que la grève générale ne faisait que poser le problème de la révolution ; elle ne pouvait le résoudre.

La révolution est avant tout une lutte pour la conquête du pouvoir gouvernemental. Or, la grève, comme les événements l'ont bien montré, n'est qu'un moyen révolutionnaire de pression sur le pouvoir existant. Le libéralisme des cadets, qui n'a jamais réclamé autre chose que l'octroi d'une constitution, a précisément sanctionné – pour peu de temps, il est vrai – la grève générale en tant que moyen d'obtenir cette constitution ; encore n'a-t-il donné son approbation que trop tard, lorsque le prolétariat comprenait déjà à quel point la grève est une ressource limitée et se disait qu'il devenait nécessaire et inévitable d'aller plus loin.

L'hégémonie exercée par la ville sur les campagnes, par l'industrie sur l'agriculture, et, en même temps la modernisation de l'industrie russe, l'absence d'une petite bourgeoisie fortement constituée dont les ouvriers n'auraient été que les auxiliaires, toutes ces causes firent du prolétariat la force principale de la révolution et l'obligèrent à songer à la conquête du pouvoir. Les pédants qui se croient marxistes parce qu'ils ne regardent le monde qu'à travers le papier sur lequel sont imprimés les ouvrages de Marx ont pu citer une multitude de textes pour prouver que la domination politique du prolétariat « n'arrivait pas à son heure » ; la classe ouvrière de Russie, la classe vivante qui, sous la direction d'un groupe organisé selon ses intérêts, engagea à la fin de 1905 un duel avec l'absolutisme, tandis que le gros capital et les intellectuels ne jouaient que le rôle de témoins de part et d'autre, ce prolétariat, par la nécessité même de son développement révolutionnaire, s'est trouvé face au problème de la conquête du pouvoir. Une confrontation du prolétariat et de l'armée devenait inévitable. L'issue de cette rencontre dépendait de la conduite de l'armée ; la conduite de l'armée dépendait de la composition de ses effectifs.

Le rôle politique des ouvriers dans le pays est beaucoup plus important qu'on ne pourrait le penser si l'on ne tenait compte que de leur nombre. Les événements l'ont prouvé : on l'a vu plus tard par les élections à la deuxième Douma. Les ouvriers ont apporté à la caserne les qualités, les avantages particuliers à leur classe : l'habileté technique, une instruction relative, une certaine solidarité dans l'action.

Dans tous les mouvements révolutionnaires de l'armée, le rôle principal appartient aux soldats qualifiés des troupes du génie ou aux artilleurs venus de la ville et des quartiers ouvriers. Dans les mutineries, dans les soulèvements de la flotte, la première place a toujours appartenu aux équipes des machines : ce sont les ouvriers, même quand ils forment la minorité de l'équipage, qui sont les maîtres de la machine, cœur du navire, donc les maîtres, du navire. Mais, dans l'armée recrutée par le service obligatoire universel, naturellement la classe paysanne l'emporte de loin par le nombre. L'armée donne à la classe des moujiks la cohésion qui lui manquait ; du défaut principal de cette classe, de sa passivité politique, l'armée se fait un avantage essentiel. Au cours de ses manifestations en 1905, le prolétariat commit parfois la faute d'ignorer la passivité des campagnes, parfois profita du mécontentement obscur que manifestaient les villages. Mais, lorsque la lutte pour la conquête du pouvoir devint une nécessité réelle, tout se joua sur le moujik en uniforme, qui formait la masse principale de l'infanterie russe. En décembre 1905, le prolétariat russe fut vaincu, non parce qu'il avait commis des erreurs, mais pour s'être heurté à une force trop réelle : les baïonnettes de l'armée paysanne.

IV

Cette brève analyse nous dispense de nous arrêter aux différents points du réquisitoire de Tcherevanine. Au-delà de démarches isolées, de déclarations et d'actes qu'il considère comme des « erreurs de tactique », Tcherevanine ne voit pas le prolétariat lui-même dans ses rapports sociaux et dans sa croissance révolutionnaire. S'il repousse cette idée, pourtant indiscutable, que, le 9 janvier, les ouvriers descendirent dans la rue pour présenter à l'autorité, non pas une supplique, mais des revendications, c'est parce qu'il n'aperçoit pas, sous les formules, le sens véritable de cette manifestation. S'il apporte tant de soin à souligner le rôle des intellectuels dans la grève d'octobre, il n'arrive pourtant pas à diminuer la valeur de ce fait que, seul, le prolétariat, par son action révolutionnaire, entraîna les démocrates de gauche qui faisaient queue à la suite des zemstvos, qu'il transforma ce groupe en un détachement auxiliaire provisoire de la révolution, qu'il lui imposa une méthode de lutte purement révolutionnaire – la grève générale – et subordonna la démocratie à une organisation purement prolétarienne, le soviet des députés ouvriers.

Le prolétariat aurait dû, selon Tcherevanine, concentrer, après le manifeste, toutes ses forces autour des élections à la Douma. Mais il oublie de dire qu'on ne s'occupait pas encore, à ce moment-là, d'élections. Personne ne savait encore à quelle époque elles auraient lieu, comment on y procéderait. Et rien ne garantissait qu'il y eût des élections.

Nous avons, en octobre, un manifeste ; nous eûmes aussi des pogroms dans toute la Russie. Comment pouvait-on donc affirmer qu'au lieu d'une Douma nous n'aurions pas encore un pogrom ? Et, dans ces conditions, que restait-il à faire au prolétariat qui, par son offensive, avait rompu les vieilles digues du pouvoir policier ? Rien d'autre que ce qu'il fit en réalité. Le prolétariat, tout naturellement, s'emparait de nouvelles positions et tâchait de s'y retrancher : il démolissait la censure, il créait une presse révolutionnaire, il imposait la liberté des réunions, il protégeait la population contre les voyous en uniforme ou en haillons, il constituait des syndicats de combat, il s'unifiait autour des représentants de sa classe, il établissait une liaison avec les paysans et l'armée révolutionnaire. Tandis que la société libérale marmonnait que l'armée devait rester « en dehors de toute politique », la social-démocratie menait infatigablement sa propagande dans les casernes. Avait-elle raison d'agir ainsi, oui ou non ?

Alors que le congrès des zemstvos, qui se tint et que Tcherevanine, avec un retard considérable, en novembre, voudrait soutenir, obliqua fortement vers la droite dès qu'il entendit parler d'une révolte de la flotte de Sébastopol et ne retrouva sa sérénité qu'en apprenant que la révolte était écrasée, le soviet des députés adressait aux insurgés son salut et l'expression de son enthousiasme. Avait-il raison, oui ou non ? Dans quelle voie, en quel point devait-on précisément chercher les garanties de la victoire : dans la sérénité des libéraux du zemstvo ou bien dans un rapprochement du prolétariat révolutionnaire avec l'armée ?

Bien entendu, le programme de confiscation des terres que développaient les ouvriers rejetait les propriétaires vers la droite. En revanche, les paysans inclinaient vers la gauche. Et, cela va de soi, la lutte économique, énergiquement poursuivie, poussait les capitalistes vers le camp de l'ordre. En revanche, elle appelait à l'existence politique jusqu'aux ouvriers les plus ignorants, les plus incapables. Il est hors de doute que la propagande dans l'armée précipita le conflit inévitable qui devait avoir lieu avec le gouvernement. Mais, que faire d'autre ? Devait-on abandonner au pouvoir illimité de Trepov les soldats qui, pendant la lune de miel des libertés, avaient secondé les fauteurs de pogroms et fusillé les milices ouvrières ? Tcherevanine sent bien, lui-même, qu'il n'y avait pas autre chose à faire que ce qui a été fait.

« Cette tactique péchait par la base », dit-il en conclusion. Et il ajoute : « Admettons même qu'elle ait été inévitable et qu'aucune autre tactique n'ait été possible à ce moment-là. Cela ne fait rien à l'affaire, cela ne change rien à la conclusion que nous formulons objectivement, à savoir : que la tactique de la social-démocratie a péché par la base » (page 92). Tcherevanine met sur pieds une tactique comme Spinoza construisait son éthique : par la méthode géométrique. Il admet que la réalité ne permettait pas d'appliquer les procédés qu'il préconise, ce qui explique, bien sûr, que les gens qui pensaient comme lui n'aient joué aucun rôle dans la révolution. Mais que dirons-nous d'une tactique « réaliste » dont le défaut est de ne pouvoir être appliquée ? Nous dirons comme Luther : « La théologie est une œuvre de vie et ne doit pas consister seulement dans le raisonnement et la méditation sur les affaires divines selon les lois de la raison... Tout art, qu'il soit destiné à l'usage domestique ou à celui du monde, s'il devient une pure spéculation et ne peut être mis en pratique, montre par-là qu'il est sans valeur, qu'il ne signifie rien (*ist verloren und taugt nichts*). »

APPENDICE 2

31

NOS DIFFERENDS

1905, LA RÉACTION ET LES PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION ⁷⁷

[Retour à la table des matières](#)

« Tu as parfaitement raison de dire qu'il est impossible de surmonter l'apathie contemporaine par la voie des théories », écrivait Lassalle à Marx, en 1854, c'est-à-dire à une époque où la réaction se déchaînait un peu partout dans le monde. « Je généraliserai même cette pensée en disant que jamais encore on n'a pu vaincre l'apathie par des moyens purement théoriques ; c'est-à-dire que les efforts de la théorie pour vaincre cette apathie ont engendré des disciples et des sectes ou bien des mouvements pratiques qui sont restés infructueux, mais qu'ils n'ont jamais suscité un mouvement mondial réel, ni un mouvement général des esprits. Les masses n'entrent dans le torrent du mouvement, en pratique comme en esprit, que par la force bouillonnante des événements. »

L'opportunisme ne comprend pas cela. On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que ce qui caractérise l'opportunisme, c'est qu'il ne sait pas attendre. Et c'est pourtant cela. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs interactions, amènent en politique un calme plat ; quand le travail moléculaire du développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre politique, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de « nouvelles » voies, de « nouveaux » moyens d'action. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche des « alliés ». Il se jette avidement sur le

⁷⁷ Cet article fut imprimé dans la revue polonaise *Przeгляд social-demokratyczny*, au plus fort de la période de la réaction en Russie : le mouvement ouvrier était presque mort ; les mencheviks avaient renié la révolution et ses méthodes. On trouvera également ici la critique du point de vue officiel alors adopté par le bolchevisme sur le caractère de la révolution et la tâche du prolétariat dans cette révolution. La critique du menchevisme garde jusqu'à ce jour sa valeur : le menchevisme russe paie en ce moment les fautes fatales qu'il a commises entre 1903 et 1905, lorsqu'il se constituait pratiquement ; le menchevisme mondial renouvelle aujourd'hui les fautes les plus graves du menchevisme russe. La critique du point de vue bolcheviste d'alors (la dictature démocratique du prolétariat et de la classe paysanne) n'a plus qu'un intérêt historique. Les dissensions d'autrefois n'existent plus depuis longtemps. Le manuscrit russe de cet article présente de grandes lacunes, et je le regrette. Je n'ai pas réussi à retrouver le numéro de la revue polonaise. On a donc reproduit le texte tel quel. Un passage de dix lignes a été restitué non mot à mot, mais d'après le sens général. (1922)

fumier du libéralisme. Il le conjure. Il l'appelle. Il invente à l'usage du libéralisme des formules spéciales d'action. Mais le fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L'opportunisme picore alors dans le tas de fumier quelques petites perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite et à gauche et tâche de les retenir par le pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à ses « fidèles » et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible. « Du tact, encore du tact et toujours du tact ! » Il souffre d'une certaine maladie qui est la manie de la prudence à l'égard du libéralisme, la rage du tact et, dans sa fureur, il donne des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti.

L'opportunisme veut tenir compte d'une situation, de conditions sociales qui ne sont pas encore arrivées à maturité. Il veut un « succès » immédiat. Lorsque ses alliés de l'opposition ne peuvent le servir, il court au gouvernement : il persuade, il supplie, il menace... Enfin, il trouve lui-même une place dans le gouvernement (ministérialisme), mais seulement pour démontrer que, si la théorie ne peut devancer l'histoire, la manière administrative ne réussit pas mieux.

L'opportunisme ne sait pas attendre. Et c'est pourquoi les grands événements lui paraissent toujours inattendus. Les grands événements le surprennent, lui font perdre pied, l'emportent comme un copeau dans leur tourbillon et il va donner de la tête tantôt sur un rivage, tantôt sur un autre... Il essaie de résister, mais en vain. Alors, il se soumet, il fait semblant d'être satisfait, il remue les bras pour avoir l'air de nager et il crie plus fort que tout le monde... Et quand l'ouragan est passé, il remonte en grim pant sur le rivage, il s'ébroue d'un air dégoûté, il se plaint d'avoir mal à la tête, d'être courbaturé, et, dans le malaise de l'ivresse qui le tourmente encore, il n'épargne pas les mots cruels à l'adresse des « songe-creux » de la révolution...

* * *

La social-démocratie est née de la révolution et marche à la révolution. Toute sa tactique, durant les époques dites d'évolution pacifique, se borne à accumuler des forces dont la valeur et l'importance n'apparaîtront qu'au moment de la bataille révolutionnaire. Ce que l'on appelle des époques « normales », « le temps de paix », ce sont les périodes pendant lesquelles les classes dirigeantes imposent au prolétariat leur conception du droit et leurs procédés de résistance politique (tribunaux, réunions politiques sous la surveillance de la police, parlementarisme...). Les époques révolutionnaires sont celles où le prolétariat, dans sa révolte politique, découvre les procédés qui conviennent le mieux à sa nature révolutionnaire (libres réunions, presse libre, grève générale, insurrection...) « Mais, dans la folie révolutionnaire (!), lorsque le but de la révolution semble si proche, la tactique mencheviste, si raisonnable, a bien de la peine à s'imposer... » (Tcherevanine, page 209). La tactique de la social-démocratie serait donc gênée par la « folie révolutionnaire ». Folie révolutionnaire, quelle terminologie ! Or, la vérité, c'est simplement que « la tactique mencheviste si raisonnable » demandait « une alliance temporaire d'action » avec le parti cadet, et que la « folie révolutionnaire » l'a empêchée de prendre cette mesure salutaire...

Quand on relit la correspondance de nos merveilleux classiques qui, du haut de leurs observatoires – le plus jeune à Berlin, les deux plus forts au centre même du capitalisme mondial, à Londres – observaient avec une attention soutenue l'horizon politique, notant tout incident, tout phénomène qui pouvait annoncer l'approche de la révolution ; quand on relit ces lettres dans lesquelles monte le bouillonnement de la lave révolutionnaire, quand on respire cette atmosphère d'attente impatiente et pourtant jamais lasse, on se prend à haïr cette cruelle dialectique de l'histoire qui, pour atteindre des buts momentanés, rattache au marxisme des raisonneurs dépourvus de tout talent dans leurs théories comme dans leur psychologie, qui opposent leur « raison » à la « folie révolutionnaire » !

« L'instinct des masses dans les révolutions, écrivait Lassalle à Marx en 1859, est ordinairement beaucoup plus sûr que la raison des intellectuels... C'est précisément le manque d'instruction qui protège les masses contre les dangers d'une conduite trop raisonnable... » « La révolution, continue Lassalle, ne peut s'accomplir définitivement qu'avec l'aide des masses et grâce à leur abnégation passionnée. Mais ces multitudes, précisément parce qu'elles sont « obscures », parce qu'elles manquent d'instruction, n'entendent rien au possibilisme, et, comme un esprit peu développé n'admet que les extrêmes en toute chose, ne connaît que le oui et le non et ignore le juste milieu, les masses ne s'intéressent qu'aux extrêmes, qu'à ce qui est entier, intégral, immédiat. En fin de compte, cela crée une situation telle que les gens qui escomptent d'une façon trop raisonnable la révolution, au lieu de n'avoir devant eux que leurs ennemis déçus et d'avoir près d'eux leurs amis, ne gardent que des ennemis devant eux et ne trouvent plus d'adeptes de leurs principes. Ainsi, ce qui avait l'air d'une raison supérieure se trouve, en fait, n'être que le comble de la déraison. »

Lassalle a parfaitement raison d'opposer l'instinct révolutionnaire des masses ignorantes à la tactique « raisonnable » des théoriciens de la révolution. Mais l'instinct brut n'est pas pour lui, bien entendu, le dernier critère. Il y a un critère supérieur : c'est « une connaissance achevée des lois de l'histoire et du mouvement des peuples ». « Il n'y a qu'une sagesse réaliste, conclut-il, qui puisse tout naturellement surpasser la raison réaliste et s'élever au-dessus d'elle. »

La sagesse réaliste qui, chez Lassalle, est encore voilée d'un certain idéalisme, se manifeste ouvertement chez Marx comme une dialectique matérialiste. Toute la force de cette doctrine est en ceci qu'elle n'oppose pas sa « tactique raisonnable » au mouvement réel, mais qu'elle précise, épure et généralise ce mouvement. Et, précisément par ce fait que la révolution arrache les voiles mystiques qui empêchaient de voir les traits essentiels du groupement social et pousse les classes contre les classes dans la grande arène de l'État, le politicien marxiste se sent dans la révolution comme dans son élément. Quelle est donc cette « tactique mencheviste » qui ne peut être réalisée ou, pis encore, qui reconnaît elle-même la cause de son insuccès dans la « folie révolutionnaire » et attend consciemment que cette folie soit passée, c'est-à-dire que soit épuisée ou écrasée par la force l'énergie révolutionnaire des masses ?

Plékhanov a eu le premier le triste courage de considérer les événements de la révolution comme une série de fautes. Il nous a donné un exemple frappant, lumineux : pendant vingt ans, il a infatigablement défendu la dialectique matérialiste contre tous les doctrinaires, les raisonneurs, les rationalistes, les utopistes. Mais, ensuite, devant les réalités de la révolution politique, il s'est révélé comme un doctrinaire et un utopiste de la plus belle eau. Dans tous ses écrits de la période révolutionnaire, on chercherait en ce qui importe le plus : la dynamique immanente des forces sociales, la logique interne de l'évolution révolutionnaire des masses ; au lieu de cela, Plekhanov nous offre de multiples variations sur un syllogisme sans valeur dont les termes se disposent ainsi ; d'abord : *Notre révolution a un caractère bourgeois* ; ensuite et enfin : *Il faut se conduire à l'égard des cadets avec beaucoup de tact*. On ne trouve ici ni analyse théorique, ni politique révolutionnaire ; on ne voit que les importunes annotations d'un raisonneur dans les marges du grand livre des événements. Le plus beau résultat de ce genre de critique, c'est un enseignement pédagogique qui se résume en ceci : si les social-démocrates russes avaient été de véritables marxistes et non des métaphysiciens, notre tactique à la fin de 1905 aurait été toute différente. Chose étonnante : Plekhanov ne songe nullement à se demander comment il se fait qu'ayant lui-même enseigné pendant un quart de siècle le plus

pur marxisme, il n'ait concouru qu'à créer un parti de « métaphysiciens » révolutionnaires, et, ce qui est plus grave, comment ces « métaphysiciens » ont réussi à entraîner dans le mauvais chemin les masses ouvrières et à laisser les « véritables marxistes » à l'écart, dans une situation de doctrinaires sans autorité. De deux choses l'une : ou bien Plekhanov ignore par quels moyens secrets la doctrine marxiste s'est transformée en action révolutionnaire ; ou bien les « métaphysiciens » jouissent d'avantages indiscutables dans la révolution, avantages qui manquent aux « véritables » marxistes. Dans ce cas, les choses n'iraient pas mieux si tous les social-démocrates russes mettaient en œuvre la tactique de Plekhanov : ils seraient nécessairement effacés par des « métaphysiciens » d'origine non marxiste. Plekhanov passe prudemment à côté de ce fatal dilemme.

Mais Tcherevanine, l'honnête Sancho Pança de la doctrine de Plekhanov, prend tout bonnement le taureau par les cornes, ou bien, pour suivre de plus près le style de Cervantès, il prend l'âne par les oreilles et déclare courageusement ceci : Dans une période révolutionnaire, la véritable tactique marxiste n'est d'aucune utilité !

Tcherevanine a été forcé d'en venir à cette conclusion parce qu'il s'était assigné une tâche que son maître évitait soigneusement : il a voulu donner un tableau d'ensemble de la révolution et du rôle que le prolétariat y a joué. Tandis que Plekhanov limitait raisonnablement, prudemment, à critiquer en détail certaines démarches et certaines déclarations, ignorant délibérément le développement interne des événements, Tcherevanine s'est demandé quel aurait été l'aspect de l'histoire si elle s'était développée conformément à « la véritable tactique mencheviste ». Il a répondu à cette question par sa brochure, *Le Prolétariat dans la révolution* (Moscou, 1907), qui est un document manifestant le rare courage dont on est capable quand on a l'esprit borné. Mais quand il a eu corrigé, dans son exposé, toutes les erreurs de la révolution et fixé dans l'ordre « mencheviste » tous les événements, de manière à conduire, théoriquement bien entendu, la révolution jusqu'à la victoire, il s'est dit : Mais, enfin, pourquoi l'histoire est-elle sortie de la bonne voie ? À cette autre question, il a répondu par un autre petit livre : *La Situation actuelle et l'avenir possible* ; et, de nouveau, cet ouvrage manifeste que le courage infatigable des esprits bornés peut amener la découverte de certaines vérités :

« La défaite subie par la révolution a été si grave, déclare Tcherevanine, qu'il serait absolument impossible d'en chercher les causes dans telles ou telles fautes du prolétariat. Il ne s'agit pas ici d'erreurs, évidemment, il faut trouver des raisons plus profondes » (page 174). Le retour de la bourgeoisie à son ancienne alliance avec le tsarisme et la noblesse a eu une influence fatale sur les destinées de la révolution. Le prolétariat a contribué pour « une part très importante, avec une force décisive », à unifier ces différentes valeurs, à en faire un tout contre-révolutionnaire. Et, quand on regarde en arrière, on peut affirmer maintenant que « ce rôle du prolétariat était inévitable » (page 175 ; les mots soulignés l'ont été par moi). Dans sa première brochure, Tcherevanine, à la suite de Plekhanov, attribuait tous les revers de révolution au blanquisme de la social-démocratie. Maintenant, son esprit borné, mais honnête, s'insurge contre cette opinion et il déclare : « Imaginons que le prolétariat se soit trouvé tout le temps sous la direction des véritables mencheviks et qu'il se soit conduit à la façon mencheviste ⁷⁸ la tactique du prolétariat s'en serait améliorée, mais ses tendances générales n'auraient pu se modifier et l'auraient fatalement conduit à la défaite » (page 176). En d'autres termes, le prolétariat, en tant que classe, n'aurait pas été capable de se limiter selon la doctrine

⁷⁸ Notez, je vous prie, cette façon de penser : ce ne sont pas les mencheviks qui donnent la formule de la lutte de classe du prolétariat, c'est le prolétariat qui se conduit à la façon mencheviste. Mieux vaudrait dire : Admettons que les événements se développent à la Tcherevanine (1909)

mencheviste. En développant sa lutte de classe, il poussait nécessairement la bourgeoisie vers le camp de la réaction. Les fautes de tactique ne pouvaient qu'« aggraver le triste (!) Rôle du prolétariat dans la révolution, mais elles ne déterminaient pas la marche des choses ». Ainsi, « le triste rôle du prolétariat » procédait essentiellement de ses intérêts de classe. C'est une conclusion vraiment déshonorante, marquant une complète capitulation devant toutes les accusations portées par le crétinisme libéral contre le parti qui représente le prolétariat. Et pourtant, dans cette honteuse conclusion du politicien, il y a une parcelle de vérité historique : la collaboration du prolétariat avec la bourgeoisie a été impossible, non par suite des imperfections de la pensée social-démocratie, mais en raison de la division profonde qui existait dans la « nation » bourgeoise. Le prolétariat de Russie, en vertu de son caractère social nettement défini, au degré de conscience auquel il était arrivé, ne pouvait manifester son énergie révolutionnaire qu'au nom de ses intérêts particuliers. Mais l'importance radicale des intérêts qu'il mettait en avant, et même de son programme immédiat, exigeait nécessairement que la bourgeoisie obliquât vers la droite.

Tcherevanine a compris cela. C'est là, dit-il, la cause de la défaite. Bien. Mais qu'en conclure ? Que restait-il à faire à la social-démocratie ? Devait-elle essayer, par des formules algébriques à la Plekhanov, de tromper la bourgeoisie ? Ou bien devait-elle se croiser les bras et abandonner le prolétariat au désastre inévitable ? Ou bien, au contraire, reconnaissant qu'il était inutile de compter sur une collaboration durable avec la bourgeoisie, devait-elle agir de manière à révéler toute la force de classe du prolétariat, de façon à éveiller l'intérêt social parmi les masses paysannes ? Devait-elle en appeler à l'armée prolétarienne et paysanne, et chercher, dans cette voie, la victoire ? La victoire était-elle possible, d'abord ? Nul n'aurait pu le prévoir. En second lieu, quelles que fussent les probabilités de victoire, la voie que nous indiquons était la seule où pouvait s'engager le parti de la révolution à moins de préférer un suicide immédiat au danger d'une défaite.

Ainsi, la logique interne de la révolution, que Tcherevanine ne commence à soupçonner qu'aujourd'hui, quand « il regarde en arrière », était, avant même le début des événements décisifs de la révolution, claire pour ceux qui l'accusent de « folie ».

Nous écrivions en juillet 1905 : « Attendre aujourd'hui quelque initiative, quelque action résolue de la bourgeoisie est moins raisonnable encore qu'en 1848. D'une part, les obstacles à surmonter sont beaucoup plus grands ; d'autre part, la ségrégation sociale et politique dans le sein de la nation est allée infiniment plus loin. Le complot du silence de la bourgeoisie nationale et mondiale suscite de terribles difficultés au mouvement d'émancipation ; on s'efforce de limiter ce mouvement à une entente entre les classes possédantes et les représentants de l'ancien régime, et cela dans le but d'écraser les masses populaires. Dans ces conditions, la tactique démocratique ne peut se ramener qu'à une lutte ouverte contre la bourgeoisie libérale. Il est nécessaire que l'on s'en rende bien compte. La véritable voie n'est pas dans une « union » fictive de la nation contre son ennemi (contre le tsarisme), elle est dans un développement en profondeur de la lutte des classes au sein même de la nation... Indiscutablement, la lutte de classe menée par le prolétariat pourra pousser la bourgeoisie en avant ; seule, d'ailleurs, la lutte de classe est capable d'agir ainsi. D'autre part, il est incontestable que le prolétariat, quand il aura ainsi remédié à l'inertie de la bourgeoisie, se heurtera quand même à celle-ci à un certain moment du développement de la lutte, comme à un obstacle immédiat. La classe qui sera capable de surmonter cet obstacle devra l'attaquer et assumer par conséquent l'hégémonie, si du moins il est dans les destinées du pays de connaître une renaissance démocratique. Dans ces conditions, nous voyons venir la domination du « Quatrième État ». Bien entendu, le prolétariat remplit sa mission quand il cherche un appui, comme jadis la bourgeoisie, dans la classe paysanne et la petite bourgeoisie. Il dirige la campagne, il entraîne les villages dans le mouvement, il les intéresse au succès de ses plans. Mais c'est lui, nécessairement, qui est

et reste le chef. Ce n'est pas « la dictature des paysans et du prolétariat », c'est « la dictature du prolétariat appuyé sur les paysans ». L'œuvre qu'il accomplit ne se limite pas, certainement, aux frontières du pays. Par la logique même de sa situation, il devra immédiatement entrer dans l'arène internationale. ⁷⁹

* * *

L'opinion des mencheviks sur la révolution russe, en somme, n'a jamais été bien claire. Comme les bolcheviks, ils ont parlé de « mener la révolution jusqu'au bout » ; mais, de part et d'autre, on comprenait cette formule d'une façon très limitée : il ne s'agissait que de réaliser « notre programme minimum », après quoi devait s'ouvrir l'époque d'une exploitation capitaliste « normale », dans les conditions générales du régime démocratique. Pour « mener la révolution jusqu'au bout », il fallait pourtant songer à renverser le tsarisme et à faire passer le pouvoir aux mains d'une force sociale révolutionnaire. Laquelle ? Les mencheviks répondaient : la démocratie bourgeoise. Les bolcheviks répondaient : le prolétariat et les paysans.

Mais, qu'est-ce que la « démocratie bourgeoise » des mencheviks ? Ce terme ne désigne pas un groupe social déterminé, dont l'existence soit réelle et sensible ; c'est une catégorie en dehors de l'histoire, inventée au moyen de la déduction et des analogies, par des journalistes. Parce que la révolution doit être menée « jusqu'au bout », parce que c'est une révolution bourgeoise, parce que les jacobins, révolutionnaires démocrates, en France, ont mené la révolution jusqu'au bout la révolution russe ne peut transmettre le pouvoir qu'à la démocratie révolutionnaire bourgeoise.

Après avoir établi, d'une façon immuable, la formule algébrique de la révolution, les mencheviks s'efforcent ensuite de lui adjoindre des valeurs arithmétiques qui n'existent pas dans la nature. À chaque instant, ils sont arrêtés par ce fait que la social-démocratie s'accroît et s'affermi aux dépens de la démocratie bourgeoise. Il n'y a pourtant en cela rien d'étonnant ; ce n'est pas par hasard que les choses se présentent ainsi, c'est une conséquence de la structure sociale. Mais, plus le phénomène est naturel, plus il s'oppose nettement aux conceptions artificielles du menchevisme. Ce qui empêche le triomphe de la révolution bourgeoise démocratique, c'est principalement que le parti du prolétariat grandit en force et en importance. De là cette philosophie mencheviste qui voudrait que la social-démocratie remplisse un rôle trop pénible, trop difficile pour la chétive démocratie bourgeoise, c'est-à-dire que la social-démocratie, au lieu d'agir comme le parti indépendant du prolétariat, ne soit qu'une agence révolutionnaire destinée à assurer le pouvoir à la bourgeoisie. Il est évident que, si la social-démocratie entrait dans cette voie, elle se condamnerait à une impuissance égale à celle de l'aile gauche de notre libéralisme. La nullité de ce dernier et la force grandissante de la social-démocratie révolutionnaire sont deux phénomènes connexes qui se complètent. Les mencheviks ne comprennent pas que, dans la société, ce qui affaiblit la démocratie bourgeoise est en même temps une source de force et d'influence pour la social-démocratie. Dans l'impuissance de la première, ils croient apercevoir l'impuissance de la révolution même. Faut-il dire à quel point cette pensée est insignifiante quand on considère les choses du point de vue de la social-démocratie internationale, en tant que parti d'une transformation socialiste mondiale ? Il suffit de constater quelles sont les conditions réelles de notre révolution. On n'arrivera pas à ressusciter le Tiers-État par des lamentations. Une seule conclusion s'impose : seule la lutte

⁷⁹ *Préface du plaidoyer de Lassalle en cour d'assises. Certaines expressions sont assez vagues, mais à dessein : cet article devait être publié avant « l'ère constitutionnelle », en juillet 1905. (1909)*

de classe du prolétariat, qui soumet à sa direction révolutionnaire les masses paysannes, peut « mener la révolution jusqu'au bout ».

Voilà qui est parfaitement vrai, disent les bolcheviks. Pour que notre révolution soit victorieuse, il est nécessaire que la lutte soit menée conjointement par le prolétariat et les paysans. Or, « la coalition du prolétariat et des paysans, coalition qui remportera la victoire dans la révolution bourgeoise, n'est autre chose que la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans ». Ainsi parle Lénine dans le numéro 2 de la *Przeglad*. L'œuvre de cette dictature consistera à démocratiser les rapports économiques et politiques dans les limites de la propriété exercée par des particuliers sur les moyens de production. Lénine établit une distinction de principe entre la dictature socialiste du prolétariat et la dictature démocratique (c'est-à-dire bourgeoise démocratique) du prolétariat et des paysans. Cette opération de logicien purement formelle écarte, lui semble-t-il, les difficultés avec lesquelles on devrait compter si l'on envisageait d'une part le peu d'importance des forces productrices et, d'autre part, la domination de la classe ouvrière. Si nous pensions, dit-il, que nous pouvons accomplir une transformation de régime dans le sens socialiste, nous irions au-devant d'un krach politique. Mais du moment que le prolétariat, ayant pris le pouvoir avec les paysans, comprend nettement que sa dictature n'a qu'un caractère « démocratique », tout est sauvé. Lénine répète infatigablement cette pensée depuis 1904. Mais elle n'en est pas plus juste.

Puisque les conditions sociales en Russie ne permettent pas encore une révolution socialiste, le pouvoir politique serait pour le prolétariat le plus grand des malheurs. Ainsi parlent les mencheviks. Ce serait juste, réplique Lénine, si le prolétariat ne comprenait pas qu'il s'agit seulement d'une révolution « démocratique ». En d'autres termes, constatant la contradiction qui existe entre les intérêts de classe du prolétariat et les conditions objectives, Lénine ne voit d'issue que dans une limitation volontaire du rôle politique assumé par le prolétariat ; et cette limitation se justifie par l'idée théorique que la révolution, dans laquelle la classe ouvrière joue un rôle dirigeant, est une révolution bourgeoise. Lénine impose cette difficulté objective à la conscience du prolétariat et résout la question par un ascétisme de classe qui prend son origine non dans une foi mystique mais dans un schéma « scientifique ». Il suffit de se représenter clairement cette construction théorique pour comprendre de quel idéalisme elle procède et combien elle est peu solide.

J'ai montré ailleurs, avec détails à l'appui, que, dès le lendemain de l'établissement de la « dictature démocratique », toutes ces rêveries d'ascétisme quasi marxiste seront réduites à néant. Quelle que soit la théorie admise au moment où le prolétariat prendra le pouvoir, il ne pourra éviter, dès le premier jour, le problème qui s'imposera aussitôt : celui du chômage. Il ne lui servira guère alors de comprendre la différence que l'on établit entre la dictature socialiste et la dictature démocratique. Le prolétariat au pouvoir devra immédiatement assurer du travail aux chômeurs, aux frais de l'État, par tels ou tels moyens (organisation de travaux publics, etc.). Ces mesures appelleront nécessairement une grande lutte économique et une longue suite de grèves grandioses : nous avons vu tout cela, dans une faible mesure, à la fin de 1905. Et les capitalistes répondront alors comme ils ont déjà répondu quand on exigeait la journée de huit heures : par le lock-out. Ils mettront de gros cadenas à leurs portes et ils se diront : Notre propriété n'est pas menacée puisqu'il est décidé que le prolétariat, actuellement, s'occupe d'une dictature démocratique et non socialiste. Que pourra faire le gouvernement ouvrier quand il verra qu'on ferme les usines et les fabriques ? Il devra les rouvrir et reprendre la production pour le compte de l'État. Mais alors, c'est le chemin du socialisme ? Bien sûr ! Quelle autre voie pouvez-vous proposer ?

On peut nous répliquer : Vous nous dessinez là le tableau d'une dictature illimitée des ouvriers. Mais ne parlions-nous pas d'une dictature de coalition du prolétariat et des paysans ?

Bien. Envisageons cette objection. Nous venons de voir que le prolétariat, malgré les meilleures intentions des théoriciens, avait en pratique effacé la limite qui devait être celle de la dictature démocratique. On propose maintenant de compléter cette restriction politique par une véritable « garantie » antisocialiste, en imposant au prolétariat un collaborateur : le moujik. Si l'on veut dire par là que le parti paysan qui se trouvera au pouvoir à côté de la social-démocratie ne permettra pas d'employer les chômeurs et les grévistes pour le compte de l'État et d'ouvrir, pour la production nationale, les usines et les fabriques que les capitalistes auront fermées, cela signifie que, dès le premier jour, c'est-à-dire longtemps avant que la tâche de la « coalition » n'ait été accomplie, nous aurons un conflit du prolétariat avec le gouvernement révolutionnaire. Ce conflit peut se terminer soit par une répression anti-ouvrière venant du parti paysan, soit par l'élimination de ce parti du gouvernement. L'une ou l'autre solution ressemble fort peu à une dictature « de coalition démocratique ». Tout le malheur vient de ce que les bolcheviks ne conçoivent la lutte de classe du prolétariat que jusqu'au moment de la victoire de la révolution ; après quoi, la lutte est suspendue provisoirement et l'on voit apparaître une collaboration « démocratique ». C'est seulement après l'établissement définitif du régime démocratique que la lutte de classe du prolétariat reprend pour amener cette fois le triomphe du socialisme. Si les mencheviks, en partant de cette conception abstraite : « Notre révolution est bourgeoise », en viennent à l'idée d'adapter toute la tactique du prolétariat à la conduite de la bourgeoisie libérale jusqu'à la conquête du pouvoir par celle-ci, les bolcheviks, partant d'une conception non moins abstraite, « Dictature démocratique mais non socialiste », en viennent à l'idée d'une autolimitation du prolétariat détenant le pouvoir à un régime de démocratie bourgeoise. Il est vrai qu'entre mencheviks et bolcheviks il y a une différence essentielle : tandis que les aspects antirévolutionnaires du menchevisme se manifestent dès à présent dans toute leur étendue, ce qu'il y a d'antirévolutionnaire dans le bolchevisme ne nous menace – mais la menace n'en est pas moins sérieuse – que dans le cas d'une victoire révolutionnaire⁸⁰.

* * *

La victoire de la révolution ne pourra donner le pouvoir qu'au parti qui s'appuiera sur le peuple armé des villes, c'est-à-dire sur une milice prolétarienne. Quand elle se trouvera au pouvoir, la social-démocratie devra compter avec une très grande difficulté qu'il sera impossible d'écarter en prenant pour doctrine cette formule naïve : « Une dictature exclusivement démocratique ». Une « autolimitation » du gouvernement ouvrier n'aurait d'autre effet que de trahir les intérêts des sans-travail, des grévistes et enfin de tout le prolétariat, pour réaliser la république. Le pouvoir révolutionnaire devra résoudre des problèmes socialistes absolument objectifs et, dans cette tâche, à un certain moment, il se heurtera à une grande difficulté : l'état arriéré des conditions économiques du pays. Dans les limites d'une révolution nationale, cette situation n'aurait pas d'issue. La tâche du gouvernement ouvrier sera donc, dès le début, d'unir ses forces avec celles du prolétariat socialiste de l'Europe occidentale. Ce n'est que dans cette voie que sa domination révolutionnaire temporaire deviendra le prologue d'une dictature socialiste. La révolution permanente sera donc de règle pour le prolétariat de Russie, dans l'intérêt et pour la sauvegarde de cette classe. Si le parti ouvrier manquait d'initiative pour prendre une offensive révolutionnaire, s'il croyait devoir se borner à une dictature simplement nationale et simplement démocratique, les forces unies de la réaction européenne ne tarderaient pas

⁸⁰ *Il n'en fut pas ainsi, fort heureusement : sous la direction du camarade Lénine, le bolchevisme transforma (non sans luttes intérieures) son idéologie sur cette question primordiale dès le printemps de 1917, c'est-à-dire avant la conquête du pouvoir. (1922)*

à lui faire comprendre que la classe ouvrière, détenant le pouvoir, doit en mettre tout le poids dans la balance, sur le plateau de la révolution socialiste.

FIN